

# PLU

Plan Local d'Urbanisme

## VERGEZE



## **I. RAPPORT DE PRESENTATION**

### **I.1. DIAGNOSTIC TERRITORIAL**

*Dossier d'approbation – 25 janvier 2024*

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze	
<b>Nom du fichier</b>	Tome I.1. Diagnostic territorial
<b>Version</b>	17 janvier 2024
<b>Rédacteur</b>	Adèle Chaize-Riondet / Mathieu Castaings
<b>Vérificateur</b>	Benjamin Pesquier
<b>Approbateur</b>	Benjamin Pesquier



# SOMMAIRE

## **TOME I – Rapport de présentation**

- I.1. Diagnostic territorial
- I.2. Etat Initial de l'Environnement
- I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale
- I.4. Résumé Non Technique

## Table des matières

1. PRESENTATION DE LA COMMUNE.....	5
2. LES AUTRES DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES.....	6
2.1. Le SRADDET Occitanie.....	6
2.2. Le SCoT Sud Gard .....	6
2.3. Le PLH de la communauté de communes Rhône Vistre Vidourle .....	10
2.4. Le SDAGE et les SAGE .....	11
3. DEMOGRAPHIE .....	15
3.1. Une croissance démographique constante .....	15
3.2. Une croissance qui fluctue en fonction du solde migratoire .....	18
3.3. Un desserrement des ménages qui se poursuit .....	19
3.4. Vers une augmentation des petits ménages.....	20
3.5. Une population qui reste jeune .....	21
3.6. Répartition selon la catégorie socioprofessionnelle.....	23
3.7. Des ménages plutôt aisés .....	24
3.8. Synthèses des enjeux sociodémographiques.....	24
4. HABITAT .....	25
4.1. Caractéristiques générales du parc de logement .....	25
4.2. Un parc de logements principalement destiné au résidentiel .....	26
4.3. Une offre dominée par les logements individuels et de grande taille .....	27
4.4. Caractéristiques du parc de logements anciens.....	29
4.5. Un rythme de construction neuve soutenue.....	31
4.6. Des résidents attachés à leur commune .....	31
4.7. Une commune de propriétaires .....	32
4.8. Accessibilité des logements .....	33
4.9. Synthèse des enjeux sur le logement .....	34
5. ECONOMIE .....	35
5.1. Analyse des caractéristiques économiques .....	35
5.2. L'activité agricole.....	40
5.3. Synthèse des enjeux économiques.....	45
6. FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE.....	46
6.1. Une offre riche en équipements et activités .....	46
7. DEPLACEMENTS .....	49
7.1. Structure du réseau viaire .....	49
7.2. Fonctionnement du réseau viaire, trafics et accidents .....	50

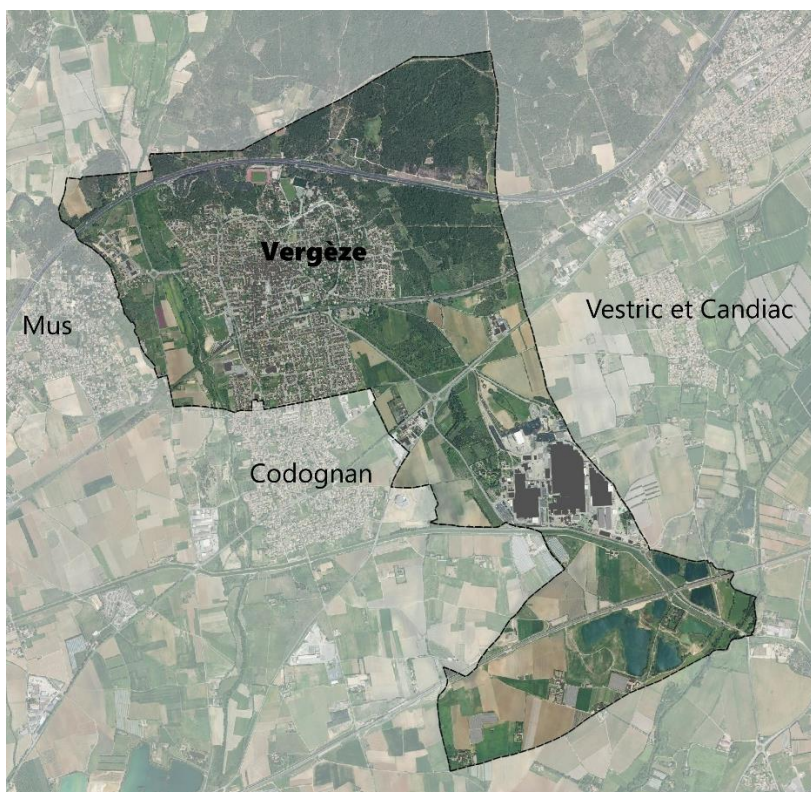
<b>7.3. Stationnement sur Vergèze .....</b>	<b>50</b>
<b>7.4. Transports en commun.....</b>	<b>51</b>
<b>7.5. Circulations douces .....</b>	<b>52</b>
<b>7.6. Synthèse des enjeux sur le fonctionnement du territoire .....</b>	<b>54</b>
<b>8. ANALYSE URBAINE ET FONCIERE .....</b>	<b>55</b>
<b>8.1. Morphologie urbaine .....</b>	<b>55</b>
<b>8.2. Entités urbaines .....</b>	<b>56</b>
<b>8.3. Propriétés foncières communales .....</b>	<b>62</b>
<b>8.4. Potentiel de densification et de renouvellement de l'enveloppe urbaine .....</b>	<b>63</b>
<b>8.5. Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des 10 dernières années....</b>	<b>68</b>
<b>9. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT.....</b>	<b>72</b>
<b>9.1. Analyse du mécanisme de consommation des logements.....</b>	<b>72</b>
<b>9.2. Calcul des besoins en logements à l'horizon 2032 .....</b>	<b>74</b>
<b>10. SYNTHESES DES ENJEUX TERRITORIAUX .....</b>	<b>77</b>
<b>10.1. Contexte général.....</b>	<b>77</b>
<b>10.2. Dynamiques socio-économiques .....</b>	<b>77</b>
<b>10.3. Fonctionnement du territoire.....</b>	<b>78</b>
<b>10.4. Analyse urbaine et foncière .....</b>	<b>78</b>

# 1. PRESENTATION DE LA COMMUNE

**Vergèze** est une petite ville du **département du Gard** implantée en contrebas du massif de Vaunage et tournée vers la plaine du Vistre. Elle s'inscrit dans le territoire plus vaste du **couloir Languedocien** caractérisé par la présence de multitudes de noyaux urbains ayant connu des extensions pavillonnaires importantes sous l'influence des agglomérations de Montpellier et de Nîmes.

Sur ce territoire, Vergèze se distingue comme un **pôle structurant de proximité** à la fois par ses équipements et par ses nombreux emplois liés à la source PERRIER. L'exploitation de la source a marqué l'histoire du développement de la ville et l'identité Vergézoise.

La commune de Vergèze appartient à la **Communauté de Communes Rhône Vistre Vidourle**. A ce titre, la commune est concernée par le **SCoT Sud Gard** qui organise et encadre l'évolution des communes composant ce bassin de vie.



## Chiffres clefs

Source : INSEE 2018

Population municipale 2018 :

**5 243** habitants

Superficie :

**10,09** km<sup>2</sup>

Densité :

**519** Habitants/km<sup>2</sup>

## 2. LES AUTRES DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES

---

*En tant que document d'urbanisme local le PLU s'articule avec d'autres documents, plans et programmes de rang supérieur qu'ils convient d'analyser dès le diagnostic de territoire.*

*Cette partie du diagnostic présente l'ensemble des documents existants d'urbanisme et d'environnement que le PLU doit prendre en compte.*

### 2.1. Le SRADET Occitanie

Le SRADET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) qui incarne le projet d'aménagement du territoire porté par la Région à l'horizon 2040 a été adopté le 30 juin 2022. Il dessine un cadre de vie pour les générations futures, pour un avenir plus durable et solidaire.

Il se décline en deux volets :

- le rapport identifiant 3 défis déclinés en 9 objectifs généraux et 27 objectifs thématiques ;
- le fascicule regroupant les 32 règles du schéma.

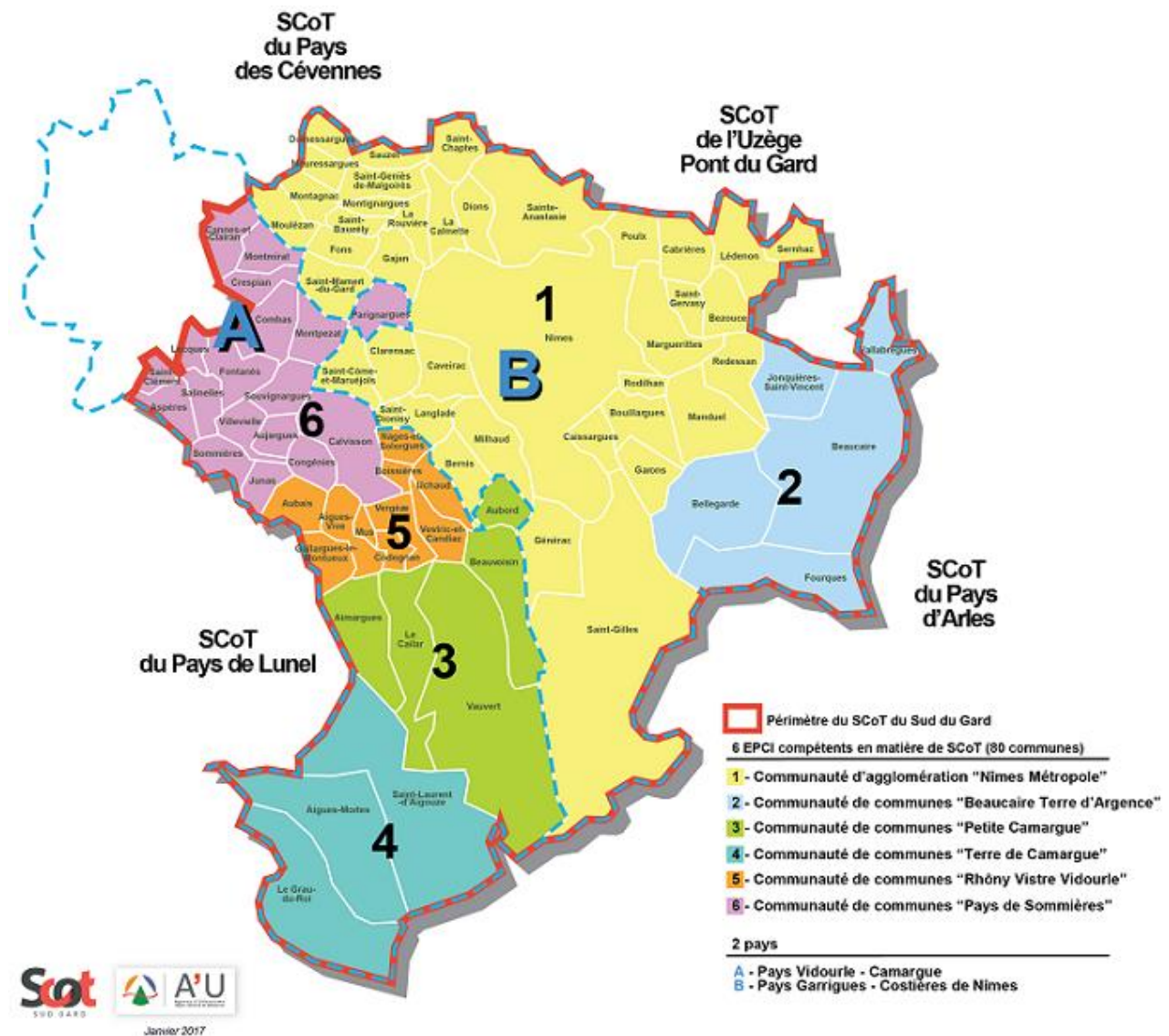
Les **principales orientations** qui peuvent entrer dans le champ d'action du PLU sont les suivantes :

- > Favoriser l'accès à des services de qualité,
- > Développer un habitat à la hauteur de l'enjeu des besoins et de la diversité sociale,
- > Développer les nouvelles attractivités,
- > Inciter aux coopérations entre territoires et avec les espaces métropolitains,
- > Réussir le zéro artificialisation nette à l'échelle régionale à horizon 2040
- > Préserver et restaurer la biodiversité et les fonctions écologiques pour atteindre la non-perte nette de biodiversité à l'horizon 2040
- > Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques et des zones humides
- > Concilier l'accueil et adaptation du territoire régional aux risques présents et futurs
- > Pérenniser les ressources nécessaires au développement actuel et futur de la région
- > Baisser de 20 % la consommation énergétique finale des bâtiments d'ici 2040
- > Baisser de 40 % la consommation énergétique finale des transports d'ici 2040
- > Multiplier par 2,6 la production d'énergies renouvelables d'ici 2040
- > Du déchet à la ressource à horizon 2040 : réduire la production de déchets et optimiser la gestion des recyclables
- > Penser l'aménagement du territoire au regard des enjeux de santé et de population

### 2.2. Le SCoT Sud Gard

La commune de Vergèze est située dans le périmètre du SCoT du Sud du Gard. Celui-ci a été approuvé la première fois le 7 juin 2007 et révisé pour la dernière fois le 19 décembre 2019. Le PLU de Vergèze doit être compatible avec le SCOT Sud-Gard 2019 qui définit des objectifs à l'horizon 2030.

Périmètre de la révision du SCoT du Sud-Gard



Le nouveau Projet d'Aménagement et de Développement Durable du SCoT s'articule de la manière suivante : autour des 4 grands axes suivants :

- Axe 1 : Un territoire de ressources à préserver et à valoriser
- Axe 2 : Un territoire organisé et solidaire
- Axe 3 : Un territoire « actif »
- Axe 4 : Un territoire « réseaux »

Les principales orientations applicables au PLU de Vergèze (déclinées dans le Document d'Orientation et d'Objectif du SCoT) sont les suivantes :

**A. Un territoire de ressources à préserver et à valoriser**

A1. Préserver et valoriser l'armature verte et bleue, socle environnemental et paysager du territoire



## Tome I.1. Diagnostic territorial

### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

- Assurer la protection des cœurs de biodiversité : Sur Vergèze cela concerne la zone Natura 2000 au sud de la commune
- Garantir la préservation des ensembles naturels patrimoniaux : Sur Vergèze cela concerne le relief boisé au nord de la commune
- Au sein des espaces de la Trame Verte et Bleue (TVB) le SCoT définit des objectifs réglementaires précis : (autoriser les opérations de restauration des milieux, interdire les carrières...)



#### A3. Préserver et valoriser les vecteurs paysagers du territoire

- S'appuyer sur les lignes de force du paysage : la limite du relief boisé au nord de Vergèze est concernée
- Préserver les espaces compris au sein des coupures paysagères : une coupure est identifiée à l'ouest du village



#### A4. Maintenir et adapter les espaces agricoles aux enjeux du territoire

- Tout le foncier agricole de Vergèze est identifié avec des enjeux forts. Une réglementation spécifique doit être mise en place selon les types d'espaces :



#### A5. Valoriser et gérer de manière durable la présence de l'eau sur le territoire

- Il s'agit de prendre en compte les cartographies du SAGE autour du Rhône et de bien identifier les cours d'eau et les espaces de nature associés.

#### A6. Economiser et préserver la ressource en eau / A7. Intégrer le cycle de l'eau dans l'aménagement du territoire

- Respecter l'adéquation besoins/ressources et conditionner l'aménagement des zones la disponibilité de la ressource et aux capacités des équipements
- Protéger les périmètres à enjeux identifiés dans le SDAGE et les SAGE, ou lié aux captages
- Intégrer systématiquement une réflexion sur la gestion différenciée et la récupération des eaux pluviales à l'échelle des projets urbains

## B. Un territoire organisé et solidaire

B1. S'appuyer sur les bassins de proximité et les EPCI pour organiser et moduler les dynamiques sociodémographiques et la production de logements

- Une enveloppe générale à l'échelle du SCoT de **38 800 logements** à créer entre 2018 et 2030 dont **20% en locatif social**.

- A l'échelle de la communauté de communes Rhône Vistre Virdoule, ce sont 3 000 logements à créer dont 600 logements en locatif social

B2. Faire évoluer l'armature territoriale du SCoT 1 pour l'adapter aux dynamiques observées

- L'armature s'articule autour de 3 types de pôles : le cœur d'agglomération, les pôles d'équilibres, les pôles structurants de bassin de proximité. D'autres communes sont identifiées comme connectées au réseau TC et support de développement. La commune de Vergèze est classifiée dans la catégorie des « pôles structurants de proximité »

B3. Favoriser une politique d'implantation d'équipements au plus près des habitants

- **Les équipements ayant un rayonnement au niveau du bassin de proximité**, utiles à plusieurs communes, peuvent être prévus dans les pôles structurants de proximité. A l'échelle de l'ensemble du SCoT **50 ha** sont mobilisables en extension pour ce type d'équipement. Les équipements d'intérêt de bassin de proximité devront être situés au sein des communes et des secteurs dotés d'un bon niveau de desserte en transport en commun performants (actuels comme projetés) et autre(s) mode(s), notamment les modes doux.

- **Les équipements d'intérêt communal ou de quartier** doivent de préférence appuyer une polarité existante ou projetée. Une enveloppe de **110 ha** est prévue à l'échelle du SCoT.

- Planter les équipements dans les tissus existants ou dans les extensions urbaines mixtes ou à dominantes d'activités en tenant compte de la bonne accessibilité des lieux (transports en commun et modes doux) ;

- Favoriser la multifonctionnalité des bâtiments ;

- Mutualiser l'offre de stationnement des équipements publics afin de servir aux besoins locaux ;

B4. Changer les modes de construction sur le territoire pour favoriser des projets d'excellence urbaine

- Réalisation d'Orientations d'Aménagement et de Programmation permettant d'encadrer la conception des opérations en extension ou en renouvellement urbain identifiées au sein du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.

B5. Des cœurs de ville à protéger, revaloriser, repeupler, réactiver...

- Mobiliser le parc de logements dégradé et/ou indigne

B6. Une limitation de la consommation foncière par mobilisation des ressources des tissus urbains existants et des projets d'extensions économes en espace

- Pour Vergèze :

- la densité communale minimale est de 30 logements/ha

- 80% des nouveaux logements devront être réalisés en renouvellement urbain,

- une enveloppe foncière de 4 ha est identifiée pour la construction de logements

- Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) doivent être réalisées à l'échelle de la commune pour tous les secteurs d'ouverture à l'urbanisation programmée et pour toutes opérations de renouvellement urbain d'ampleur pour la commune.

## C. Un territoire actif à dynamiser

C1. Bâtir une stratégie économique à 2030

Sur la commune de Vergèze, la zone de la Montée Rouge est identifiée dans le SCoT. Elle fait partie des sites voués à se développer à l'horizon 2030.

C2. Avoir une stratégie commerciale conforme aux grands principes du PADD et aux enjeux du Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC)

Pour les pôles structurants de bassin dont fait partie Vergèze : l'offre commerciale doit répondre aux besoins du bassin de population. Dans le cas de Vergèze, l'offre fonctionne en binôme avec Codognan. La complémentarité doit



être recherchée. Le développement des commerces en périphérie de ville sera limité à la seule extension de zones commerciales existantes.

C5. Fixer les conditions d'aménagement des zones d'activités économiques

- Le SCoT prévoit une enveloppe mobilisable de foncier économique en extension de 37 à 40 ha pour la CCRVV et un minimum de réinvestissement des tissus économiques existants de 1,5 ha

- **Assurer une qualité durable d'aménagement des zones d'activités dans les domaines suivants :** mobilités, voirie, stationnement, aménagement architectural et paysager, environnement, énergie

#### D. Un territoire en réseaux à relier

D1. Vers le développement d'une offre en transport en commun performante

D2. Compléter le réseau viaire pour faciliter les déplacements et limiter les saturations

- Hiérarchiser et compléter l'offre viaire sur le territoire pour fluidifier le trafic vers les espaces de rabattement

- Adapter l'offre de stationnement en fonction du contexte local

#### Synthèse des dispositions sur le développement des logements et conséquence pour le PLU de Vergèze

	Construction de logements	Logement Locatif Social	Renouvellement ou densification	Extension	Densité communale minimale	Foncier mobilisable en extension
<b>Dispositions réglementaires du SCOT sur 13 ans</b>	<b>CCRVV : 3000 lgts</b>	<b>20%</b>	<b>80%</b>	<b>20%</b>	<b>30 lgts / ha</b>	<b>4 ha</b>
<i>Hypothèse pour Vergèze sur 10 ans</i>	<i>460 lgts</i>	<i>92 lgts</i>	<i>368 lgts</i>	<i>92 lgts</i>		

#### Synthèse des enveloppes de foncier mobilisables (sur 13 ans)

Echelles	Construction de logements	Equipements	Economie
<b>SCoT Sud-Gard</b>		<b>50 ha &gt; intérêt de bassin</b> <b>110 ha &gt; intérêt communal</b>	
<b>CCRVV</b>			37 à 40 ha en extension 1,5 ha en réinvestissement
<b>Vergèze</b>	<b>4 ha en extension</b>		Montée rouge

## 2.3. Le PLH de la communauté de communes Rhône Vistre Vidourle

La communauté de communes Rhône Vistre Vidourle a engagé une procédure pour l'élaboration d'un PLH début 2021.

## 2.4. Le SDAGE et les SAGE

### Le SDAGE Rhône Méditerranée Corse 2022-2027

#### Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

*Institué par la loi sur l'eau de 1992, le SDAGE est un instrument de planification qui fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la directive cadre sur l'eau et de la loi sur l'eau et des objectifs environnementaux pour chaque masse d'eau (plans d'eau, tronçons de cours d'eau, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines).*

*L'atteinte du « bon état » en 2021 est un des objectifs généraux, sauf exemptions (reports de délai, objectifs moins stricts) ou procédures particulières (masses d'eau artificielles ou fortement modifiées, projets répondant à des motifs d'intérêt général) dûment motivées dans le SDAGE.*

*Il détermine aussi les aménagements et les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques, afin de réaliser les objectifs environnementaux, ainsi que les sous-bassins hydrographiques pour lesquels un SAGE devra être réalisé (Source : EauFrance.fr)*

Les SDAGE et les SAGE s'imposent aux autorités administratives. Les programmes et décisions administratives afférant au domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec leurs dispositions. La commune de Vergèze est concernée par les dispositions du SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse.

Révisé tous les 6 ans, le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée fixe les grandes orientations d'une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur les bassins versants du Rhône, de ses affluents et des fleuves côtiers formant le grand bassin Rhône-Méditerranée.

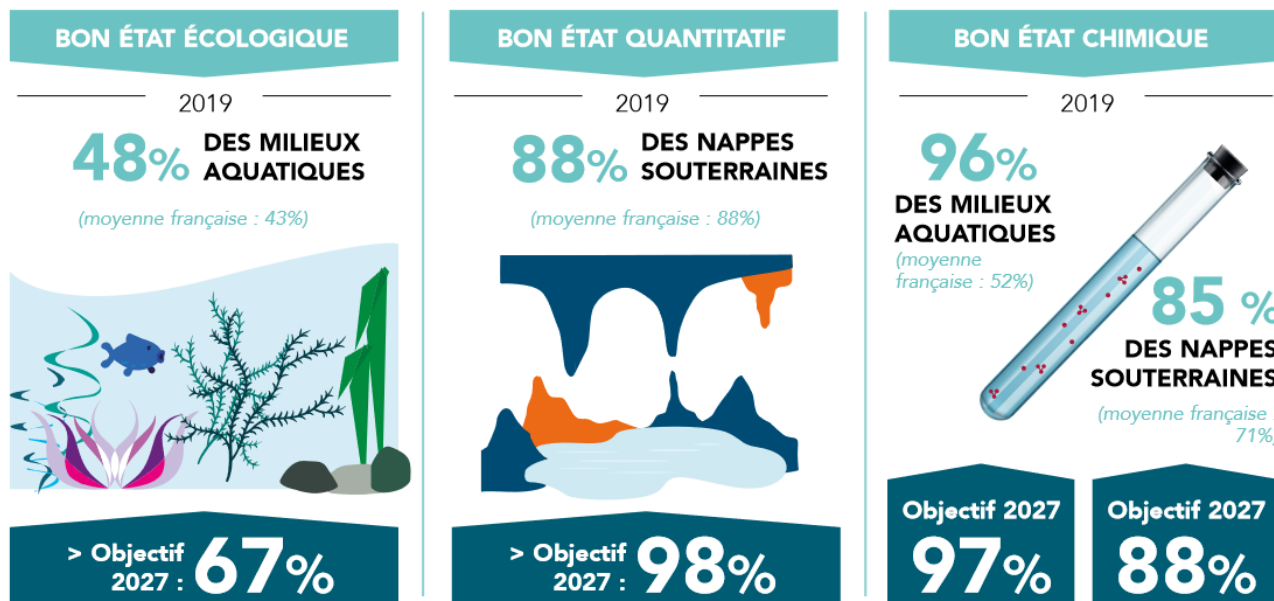
Pour sa dernière version approuvée le 18 mars 2022, les acteurs de l'eau des territoires (structures locales de gestion de l'eau, collectivités, chambres consulaires, associations, etc.) ont été étroitement associés à l'élaboration des documents, aux différentes étapes de concertation technique et politique et de consultation.

Le public et l'ensemble des acteurs ont notamment contribué à la réflexion dans le cadre des consultations sur les grands enjeux du bassin de novembre à mai 2019 puis sur les projets de SDAGE et de programme de mesures de mars à août 2021.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée a défini 9 orientations fondamentales :

- Adaptation au changement climatique : privilégier les approches préventives devant les approches curatives anticipées ;
- Prévention : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Non dégradation : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
- Enjeux sociaux et économiques : intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux ;
- Gestion locale et gestion intégrée des enjeux : organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable ;
- Lutte contre les pollutions : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé ;
- Fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides : préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques ;
- Equilibre quantitatif : atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- Gestion des inondations : gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

Pour chaque orientation, le SDAGE met en œuvre des mesures et dispositifs favorisant l'amélioration de la qualité des eaux afin d'obtenir les résultats suivants à l'issue du plan 2022 – 2027 (Source : plaquette de présentation du SDAGE) :



L'objectif du projet de SDAGE est de préserver et de restaurer la ressource en eau et les milieux aquatiques, en déclinaison de la directive-cadre européenne sur l'eau. Sa plus grande ambition est d'augmenter d'au moins 20 points de pourcentage les milieux aquatiques en bon état écologique en 2027 par rapport à l'état évalué en 2019, soit un objectif de 67 %.

Pour rappel, Le bon état permet notamment aux milieux aquatiques de fournir à la population des services durables : fourniture d'eau, régulation des cycles hydrologiques (crues/sécheresses), pêche, baignade et loisirs nautiques, biodiversité. Il contribue à la préservation de la santé humaine.

Pour les eaux superficielles (rivières, plans d'eau, eaux littorales), l'évaluation du bon état repose sur deux composantes :

- L'état écologique, évalué essentiellement selon des critères biologiques (composition et structure des peuplements de poissons et d'invertébrés, de la flore aquatique) et des critères physicochimiques (azote, phosphore, consommation d'oxygène par la matière organique, etc.) ;
- L'état chimique, au regard du respect de normes de qualité environnementale des eaux pour 50 substances qualifiées de « prioritaires » et « prioritaires dangereuses » (pesticides, solvants chlorés, métaux, etc.).

Pour les eaux souterraines, le bon état est atteint si les critères de quantité (équilibre entre prélèvements et alimentation de la nappe) et de qualité chimique de l'eau sont respectés.

## Le SAGE Vistre – Nappes Vistrenque et Costières

### Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE)

*Le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.*

*Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe. Il repose sur une démarche volontaire de concertation avec les acteurs locaux. (Source : gesteau.fr)*

La commune est incluse dans le périmètre du SAGE « Vistre – Nappes Vistrenque et Costières », approuvé par arrêté préfectoral le 14 avril 2020.

Le schéma est porté par le Syndicat Mixte d'Établissement Public Territorial de Bassin Vistre Vistrenque.

Les principaux enjeux sont les suivants :

- Assurer une gestion en bien commun des nappes d'eau souterraines afin de permettre leur préservation et leur utilisation pérenne, avec pour usage privilégié l'alimentation en eau potable, et prévenir les éventuels conflits d'usages à venir.
- Lutter contre les inondations et améliorer la qualité des eaux superficielles en redonnant aux cours d'eau une morphologie permettant un fonctionnement naturel et l'accueil d'une vie écologique satisfaisante.
- Favoriser la réappropriation du bassin versant par la population.

Les thèmes majeurs sur le territoire sont :

Nappes d'eau souterraines de la Vistrenque et des Costières :

- o Pollution nitratée d'origine agricole depuis environ 20 ans,
- o Contamination préoccupante mais non généralisée par les pesticides,
- o Nombreux captages d'eau potable sans DUP,
- o Aucune gestion globale et équilibrée des prélèvements d'eau.

Et notamment pour le bassin versant du Vistre :

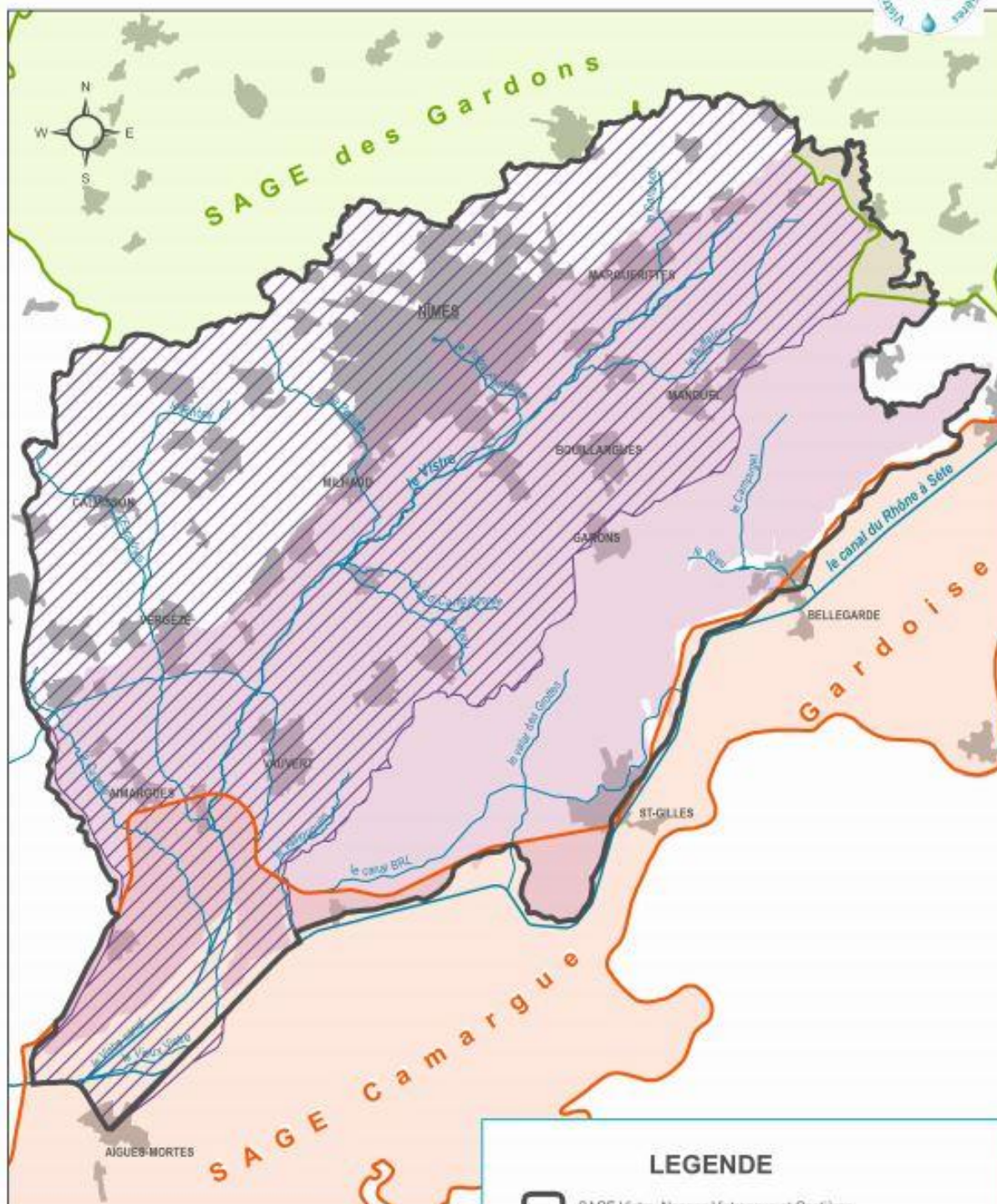
- Gestion des apports en crue : recalibrage et artificialisation des cours d'eau depuis environ 50 ans, accentuant les risques d'inondation,
- Problèmes de qualité des eaux et eutrophisation (classé zone sensible au titre de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines) : pollution par les rejets agricoles (nitrates, pesticides), domestiques (stations d'épuration) et industriels (caves vinicoles),
- Fonctionnement naturel des cours d'eau altéré : disparition de la végétation.

Le SAGE comprend un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) et un Règlement.

La révision générale du PLU de Vergèze doit être :

- **compatible** avec Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) du SAGE
- **conforme** avec le règlement du SAGE

## 04 PERIMETRE SAGE



Source : EPTB Vistre, SIMNVC, SMAE des Gardons, SM Camargue Gardoise  
Réalisation : EPTB Vistre - SIMNVC  
Date : septembre 2018



## 3. DEMOGRAPHIE

*La population prise en compte dans le diagnostic ci-après est la population municipale de la commune de Vergèze.*

*La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret n°2003-485) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.*

*La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune :*

- *Les mineurs dont la résidence familiale est dans une autre commune mais qui résident, du fait de leurs études, dans la commune.*
- *Les personnes ayant une résidence familiale sur le territoire de la commune et résidant dans une communauté d'une autre commune, dès lors que la communauté relève de l'une des catégories suivantes :*
  - *Services de moyen ou de long séjour des établissements publics ou privés de santé, établissements sociaux de moyen ou de long séjour, maisons de retraite, foyers et résidences sociales ;*
  - *Communautés religieuses ;*
  - *Casernes ou établissements militaires.*
- *Les personnes majeures âgées de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale sur le territoire de la commune et qui résident dans une autre commune pour leurs études.*
- *Les personnes sans domicile fixe rattachées à la commune au sens de la loi du 3 janvier 1969 et non recensées dans la commune.*

### **Encadré n°1 : Avertissement sur les données**

Il faut noter que les chiffres présentés par l'INSEE pour l'année 2017 sont une projection issue du recensement général ayant eu lieu en 2016 et ce recensement comporte des anomalies liées à des difficultés rencontrées par les agents recenseurs.

Les différents facteurs ayant nuit à la qualité du recensement sont :

- Abandon avant le terme de 2 agents recenseurs sur les 9,
- Difficultés à recenser des résidences fermées,
- Problèmes liés à la possibilité laissée aux habitants de compléter les données sur Internet,
- Comportements indécents de certains habitants à l'égard des agents recenseurs.

La commune a identifié dès 2016 ces anomalies et a envoyé un courrier demandant de recommencer le recensement dans de meilleures conditions. L'INSEE n'a pas pu répondre favorablement à cette demande.

Pour le diagnostic du PLU, le bureau d'études a dû néanmoins se baser sur les données disponibles issues de ce recensement a priori défectueux sur certains points. Lorsque cela était possible des contre-estimations ont été produites.

### 3.1. Une croissance démographique constante

Au fil des recensements INSEE, la population de Vergèze a connu une croissance constante marquée par des accélérations périodiques :

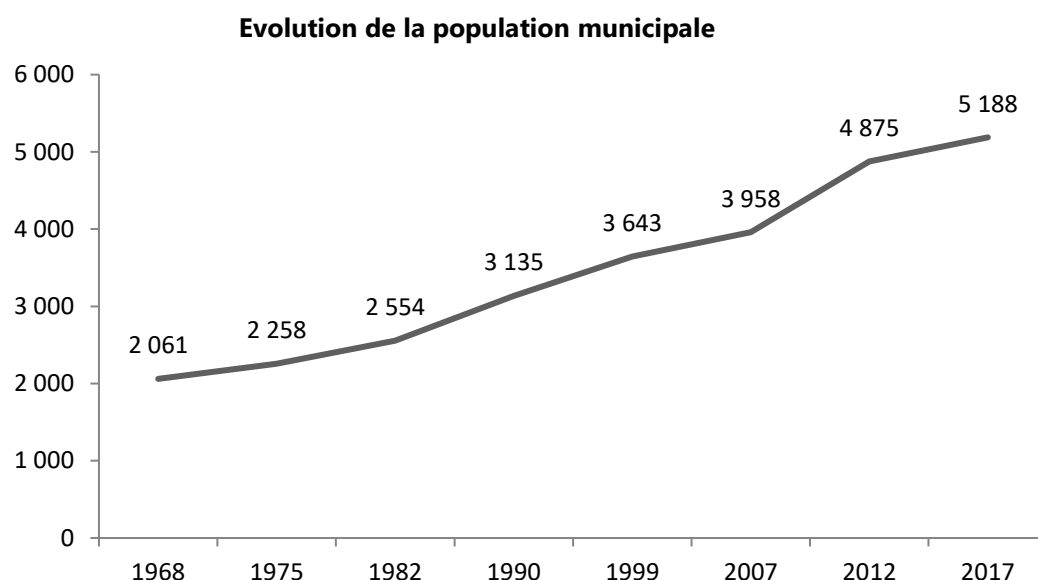
- Entre 1982 et 1990 : La commune est passée de 2 554 habitants à 3 135 habitants, soit une variation annuelle moyenne de 2,6%

- Entre 2007 et 2012 : La population est passée de 3 958 à 4 875 habitants, soit une variation annuelle moyenne de 4,2 %. Cette période de croissance accrue est corrélée avec la construction de la ZAC Malacorade au sud de la ville.

En dehors de ces « pics » de croissance, la variation annuelle moyenne oscille entre 1 et 2%.

	1968- 1975	1975- 1982	1982- 1990	1990- 1999	1999- 2007	2007- 2012	2012- 2017
<b>Evolution du nombre d'habitants par an</b>	67	4	136	56	39	183	63

Source : INSEE RP 2017



Source : INSEE RP 2017

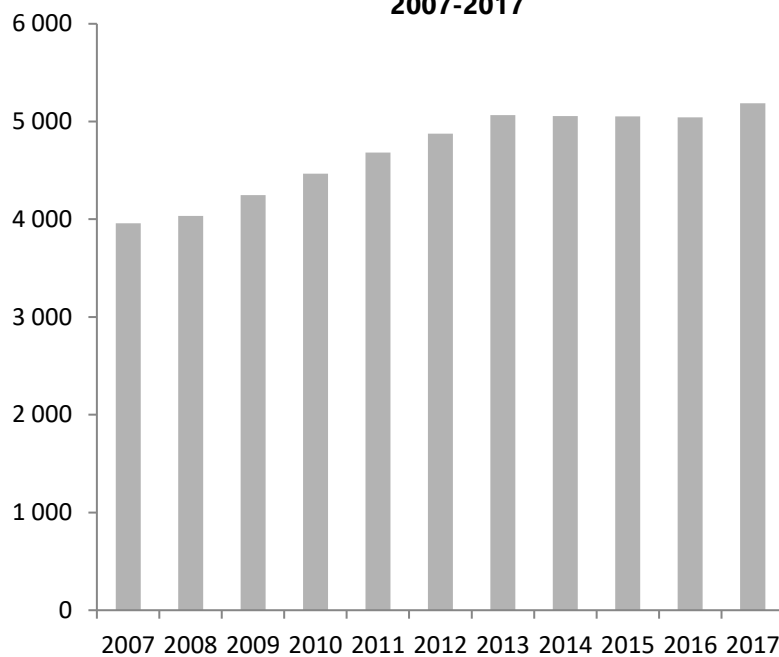
Le dernier recensement INSEE met en avant un ralentissement de la croissance sur la dernière période intercensitaire (2012-2017) qui paraît incohérent au regard du rythme de construction observé sur la commune : en moyenne 40 nouveaux logements sont construits par an durant la période (données communales).

En prenant en compte une taille moyenne des ménages de 2,4 personnes sur la commune, cela représenterait un accueil de population d'environ + 480 personnes au lieu des 313 décomptés par l'INSEE.

**La population de 2017 peut être estimée à 5 355 habitants d'après les données communales.**

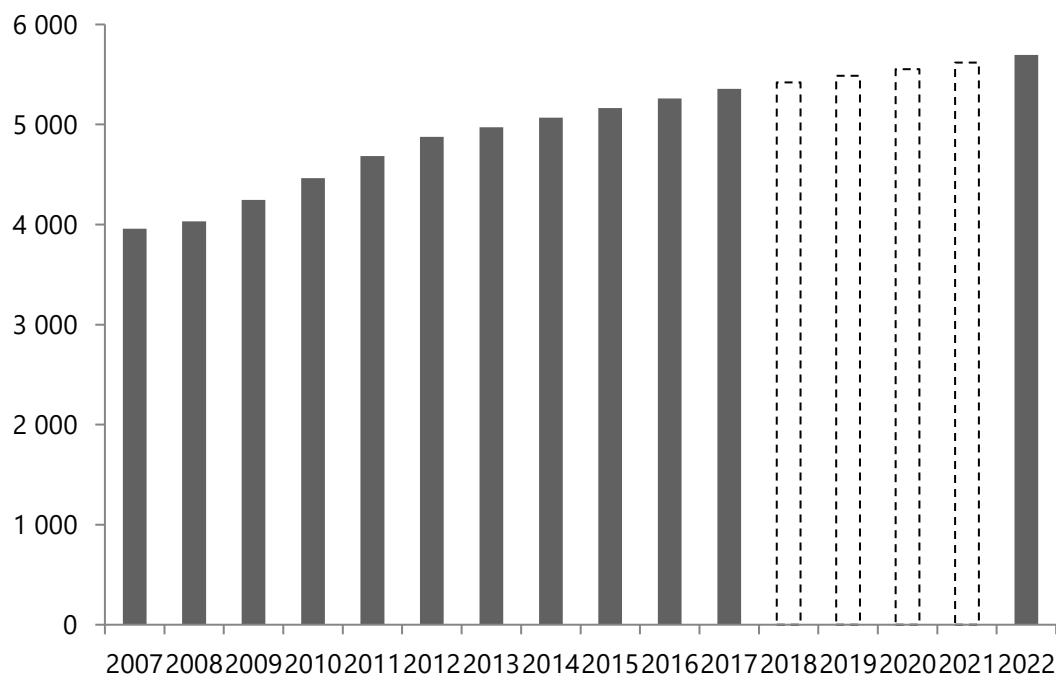
**En outre, les résultats provisoires du recensement ayant eu lieu début 2022 sur la commune indiquent une population totale de 5 596 habitants.**

**Evolution récente de la population municipale  
selon l'INSEE  
2007-2017**



Source : INSEE RP 2017

**Evolution récente de la population municipale  
2007-2022**



Source : INSEE RP 2017 corrigée avec les données communales sur les permis de construire et les résultats provisoires du dernier recensement



## 3.2. Une croissance qui fluctue en fonction du solde migratoire

La croissance démographique de la commune est principalement portée par un solde migratoire positif depuis 1968. Pour chaque période intercensitaire, le solde migratoire annuel est supérieur à 1% avec un pic à 4% entre 2007 et 2012.

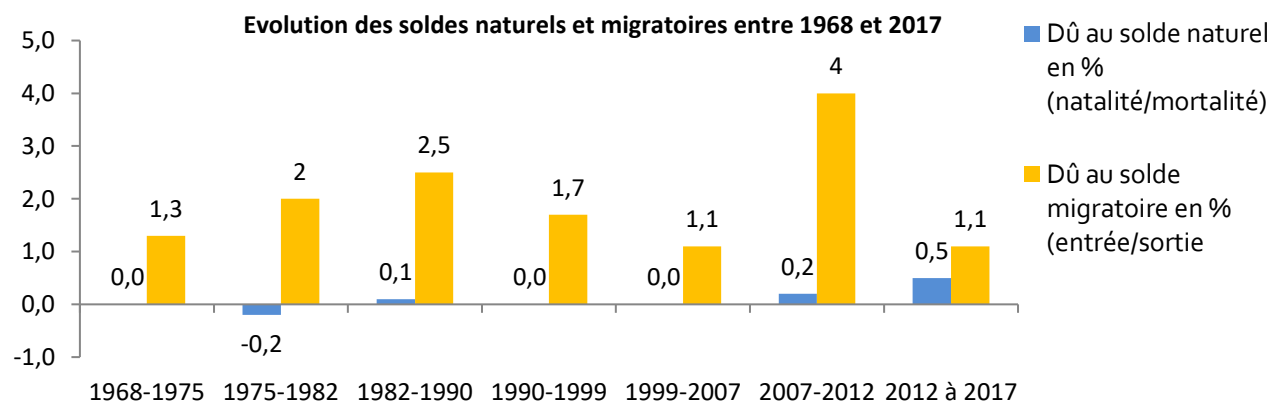
Le solde naturel en revanche est resté très faible jusqu'au début des années 2000. Depuis 20 ans on observe une consolidation de ce taux qui atteint 0,5% sur la période 2012-2017.

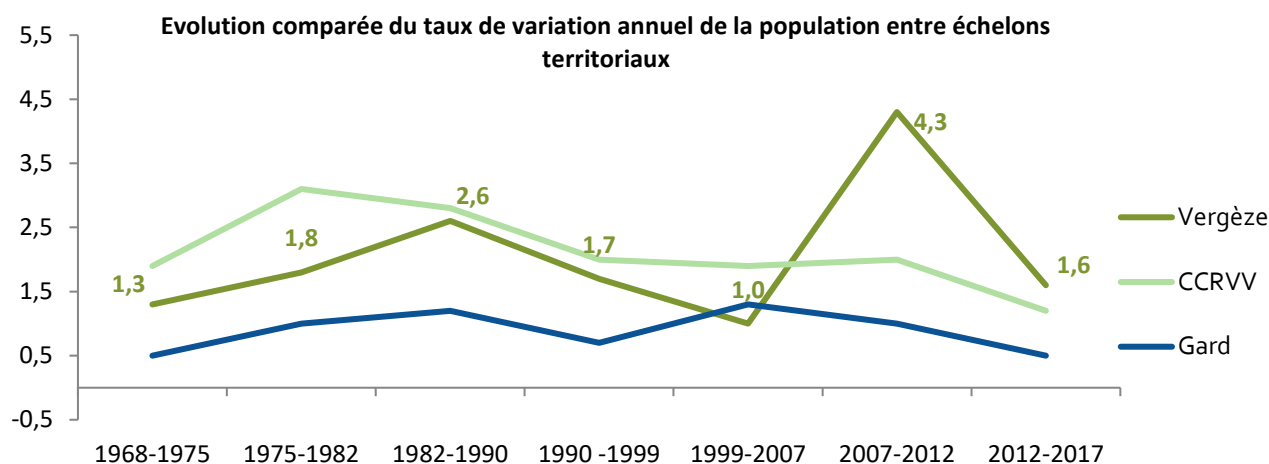
### Evolution du taux de variation annuel de la population

Source : INSEE RP 2017 corrigée avec les données communales sur les permis de construire

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2007	2007 à 2012	2012 à 2017
<b>Variation annuelle en %</b>	1,3	1,8	2,6	1,7	1,0	4,3	1,6
<b>Dû au solde naturel en % (natalité/mortalité)</b>	0	-0,2	0,1	0	0	0,2	0,5
<b>Dû au solde migratoire en % (entrée/sortie)</b>	1,3	2	2,5	1,7	1,1	4	1,1

*Solde migratoire : le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.*  
*Solde naturel : le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.*



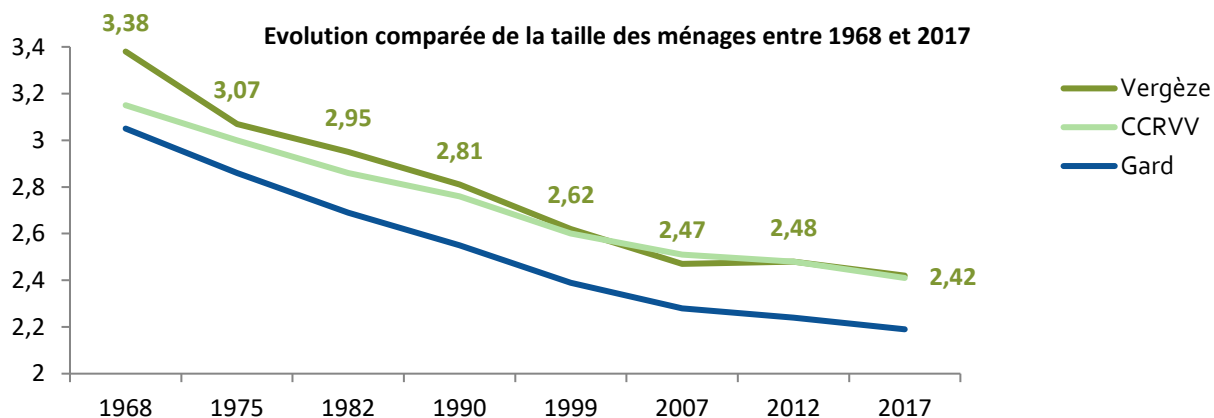


En comparant les taux de variation annuels de population entre la commune et les échelons territoriaux supérieurs, il apparaît que Vergèze suit une tendance similaire à celle de l'intercommunalité jusqu'à 2007. Entre 2007 et 2012 le taux de variation de Vergèze apparaît très au-dessus de ce qui peut être observé aux autres échelons et de ce qui a pu être observé sur le territoire dans le passé.

Cette période particulière est marquée par la construction de la ZAC de la Malacorade qui explique ce « pic » d'accueil de nouvelle population.

### 3.3. Un desserrement des ménages qui se poursuit

Les ménages représentent les occupants d'un même logement, sans qu'il n'y ait nécessairement de lien de parenté.



La taille des ménages connaît de manière générale une lente décroissance en France. Cette évolution correspond au phénomène de « desserrement » et traduit la transformation des ménages : augmentation du nombre de divorces, familles monoparentales, décohabitation des jeunes...

Vergèze ne déroge pas à cette règle et suit la tendance générale, que l'on retrouve également à l'échelle départementale et intercommunale.

La décroissance qui était très forte dans les années 70 à 80 tend à ralentir et à se stabiliser depuis 2007.

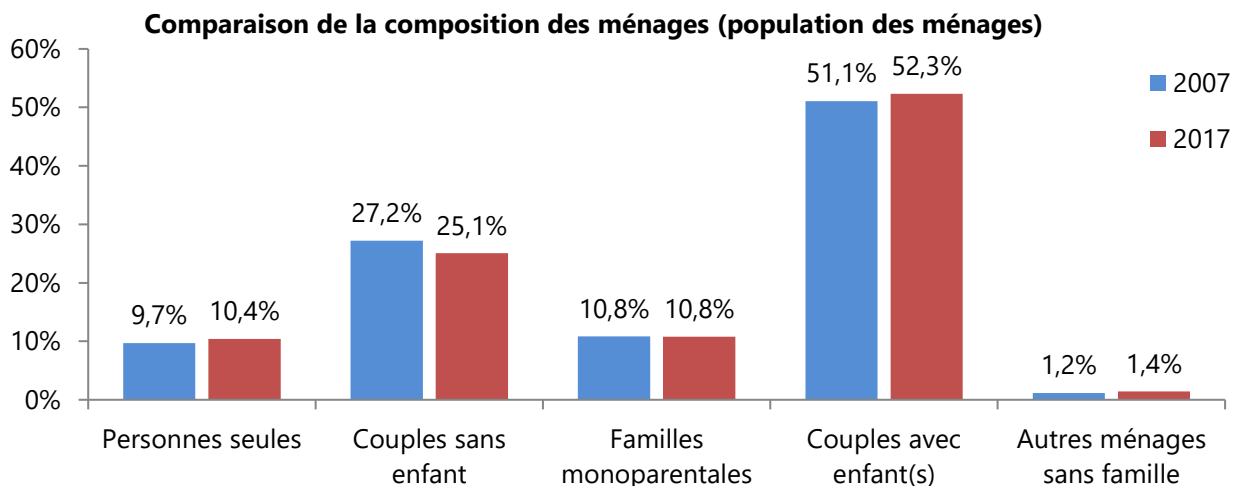
Ainsi en 10 ans entre 2007 et 2017, la taille moyenne des ménages à Vergèze s'est réduite de seulement 0,05 personne pour atteindre **2,42 personnes par ménage en 2017**.

Au niveau départemental pour cette même année le ménage moyen est de 2,19 personnes.

Vergèze et la CCRVV se positionnent comme des territoires « familiaux » avec une taille des ménages moyenne supérieure à la moyenne départementale et nationale.

### 3.4. Vers une augmentation des petits ménages

Le graphique suivant affiche un pourcentage calculée sur la base de la population des ménages (1 ménage de 4 compte pour 4):

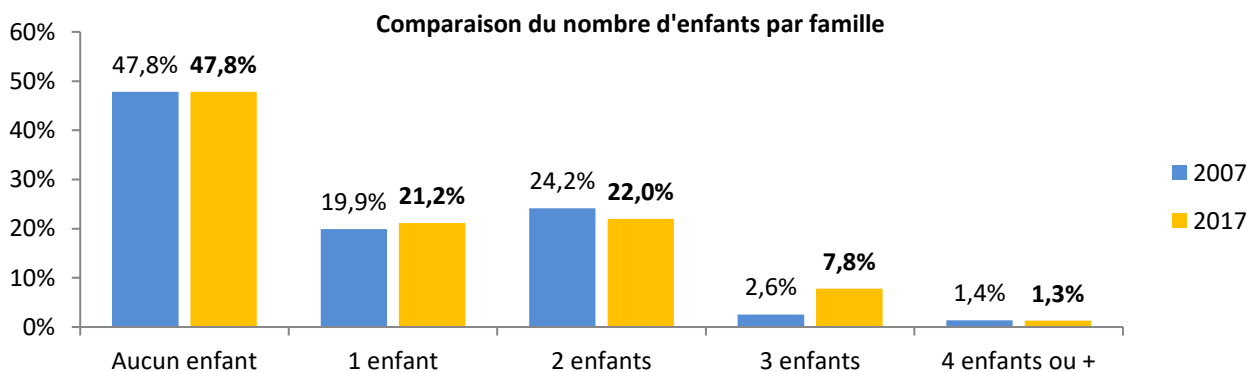


La majorité des Vergézois vivent dans une famille de type « couples avec enfants » (52,3% en 2017) et ce chiffre est en augmentation depuis 10 ans. Les personnes seules connaissent elles aussi une augmentation relative et représentent 10,4% des ménages en 2017 contre 9,7% en 2007.

A contrario, la part des habitants vivant en couple sans enfant est en régression et passe de 27,2% en 2007 à 25,1% en 2017.

Le pourcentage de la population vivant au sein d'une famille monoparentale est stable sur la période.

Le graphique suivant affiche un pourcentage sur la base du nombre de famille (1 famille de 4 compte pour 1) :



Les familles ayant des enfants sont légèrement majoritaires (52,2%) mais une part importante des familles est également sans enfants (47,8%). On retrouve dans ces familles sans enfant, les couples n'ayant jamais eu d'enfant et les couples dont les enfants ont quitté le foyer (ou dépasser l'âge de 25ans).

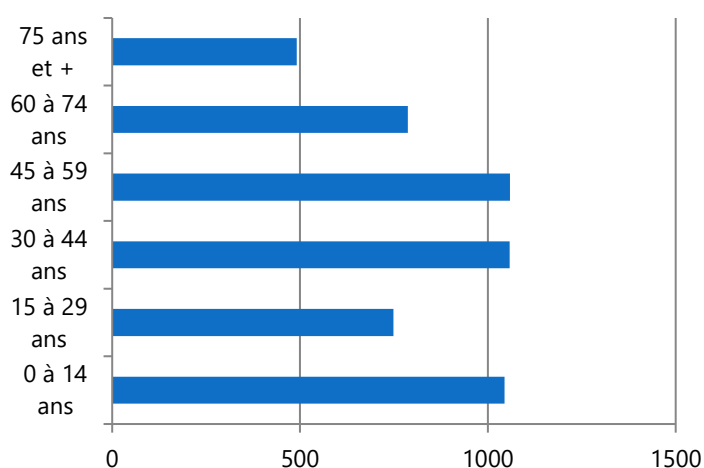
La plupart des familles avec enfant ont entre 1 et 2 enfants.

On note entre 2007 et 2017 une augmentation sensible du nombre de familles avec trois enfants. Sachant que l'offre en logements sur la commune (voir partie 4 « Habitat ») est composée majoritairement de grands logements on peut émettre l'hypothèse d'un accueil plus important de familles de 3 enfants sur la dernière période intercensitaire.

### 3.5. Une population qui reste jeune

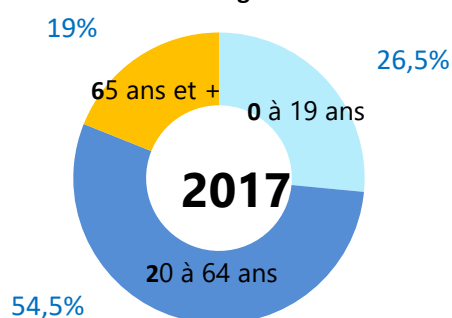
Vergèze est une commune relativement jeune par rapport au territoire national avec un indice de jeunesse à 1,08. Cet indice de jeunesse s'explique par une part plus importante d'enfants et de jeunes de moins de 20 ans sur la commune. La part des plus de 60 ans est cependant quasiment équivalente entre le niveau national et communale. Ce sont donc les classes d'âge moyennes entre 20 et 60 ans qui sont d'avantage représentées au niveau national.

**Pyramide des âges à Vergèze en 2017**



2017	Vergèze %	France %
0-20 ans	26,5%	25,6%
60 et +	24,6%	25,4%
Indice de jeunesse	1,08	1,01

**Répartition de la population par grandes classes d'âge**



L'évolution de la structure de la population permet de constater une tendance au vieillissement de la population depuis le recensement de 1999.

Les tranches d'âge les plus jeunes ont baissé en proportion de la population totale :

- baisse de 1,7 point des 0-14 ans
- baisse de 0,5 points des 15-29 ans
- baisse de 2,5 points des 30-44 ans

Bien que ces tranches d'âge diminuent en part de la population totale, le nombre absolu de jeunes continue d'augmenter grâce à la croissance globale de la population. La diminution relative des parts de la population des

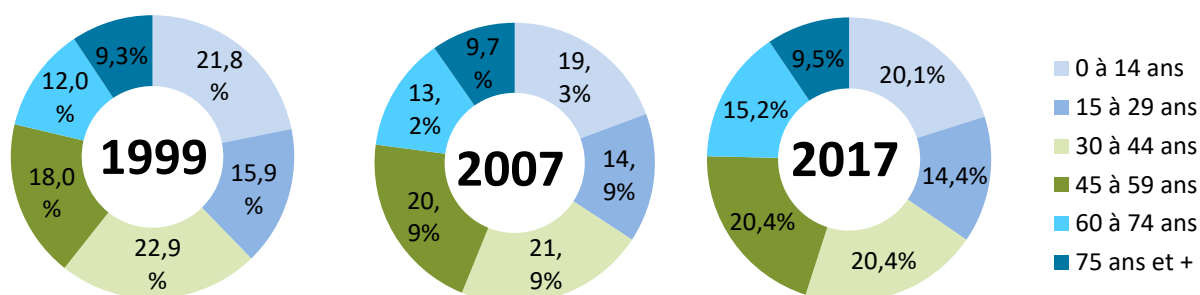
enfants ne menace donc pas les équipements scolaires qui continuent d'accueillir chaque année de plus en plus d'élèves sur le territoire.

En revanche, les tranches d'âge les plus âgées ont augmenté :

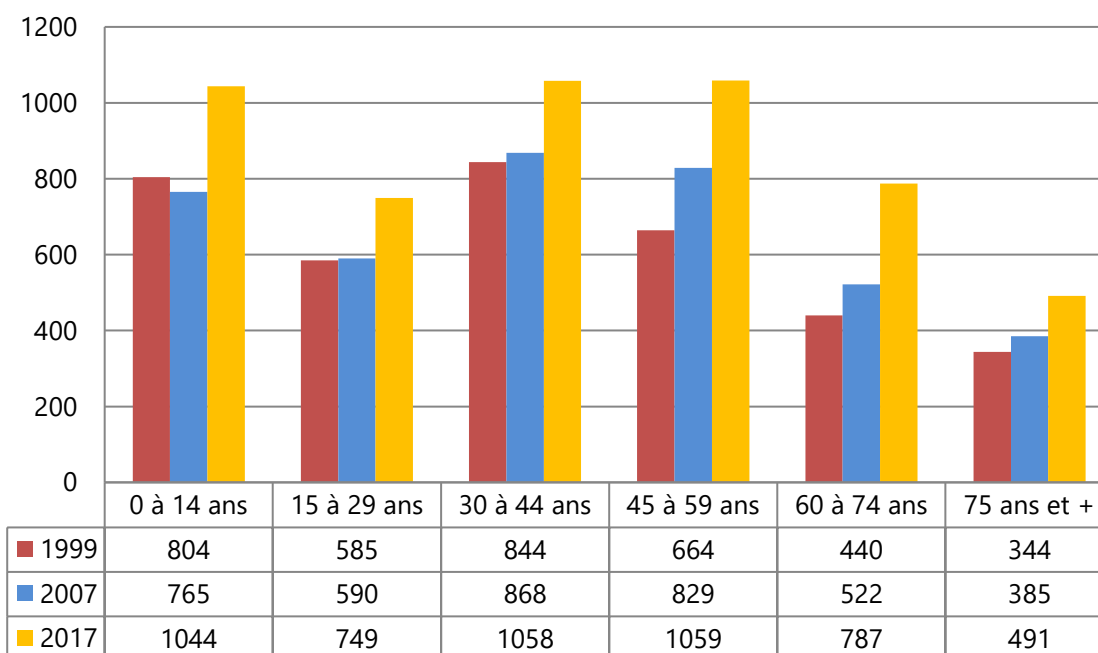
- augmentation de 1,6 points des 45-59 ans
- augmentation de 3,2 point des 60-74 ans
- augmentation de 0,2 points des 75 ans et +

Le vieillissement constaté de la population communale est une tendance similaire dans les autres échelons territoriaux ainsi qu'en France. Il s'explique en partie par l'allongement de la durée de vie. On constate que la tranche des plus âgés au delà de 75 ans a augmenté de + 40% en nombre de personnes par rapport à 1999. Cette dynamique est à prendre en compte dans la planification des équipements de la commune et la construction de logements adaptés aux besoins des plus âgés.

### Répartition en pourcent de la population par tranches d'âge 1999-2007-2017



### Répartition en nombre de la population par tranches d'âge 1999-2007-2017

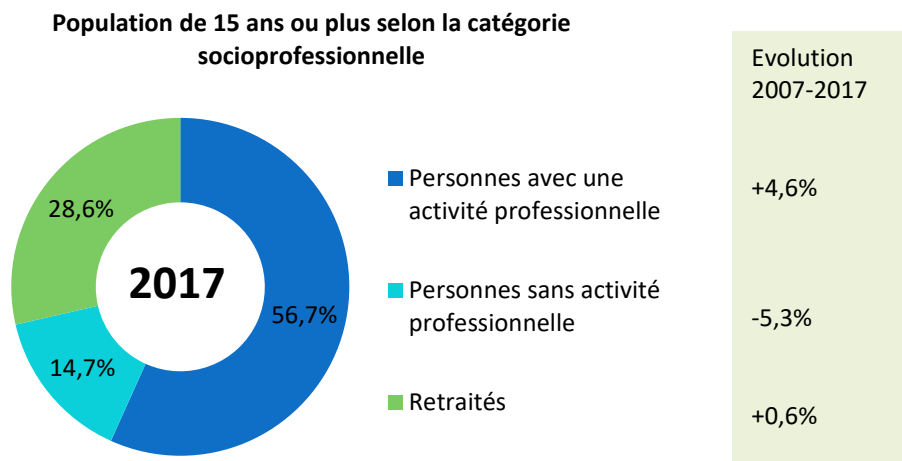


### 3.6. Répartition selon la catégorie socioprofessionnelle

La population de Vergèze est majoritairement représentée par des personnes ayant une activité professionnelle parmi la catégorie des 15 ans ou plus. Ils représentent 56,7% en 2017 au sein de cette part de la population. Par rapport à 2007, cette part a augmenté de 4,6 point tandis que les personnes sans activité ont baissé de 5,3 points.

La catégorie des personnes sans activité professionnelle comprend les inactifs mais également les étudiants de 15 ans et plus.

La catégorie des retraités représente une part assez importante autour de 14,7%, en légère hausse entre 2007 et 2017.

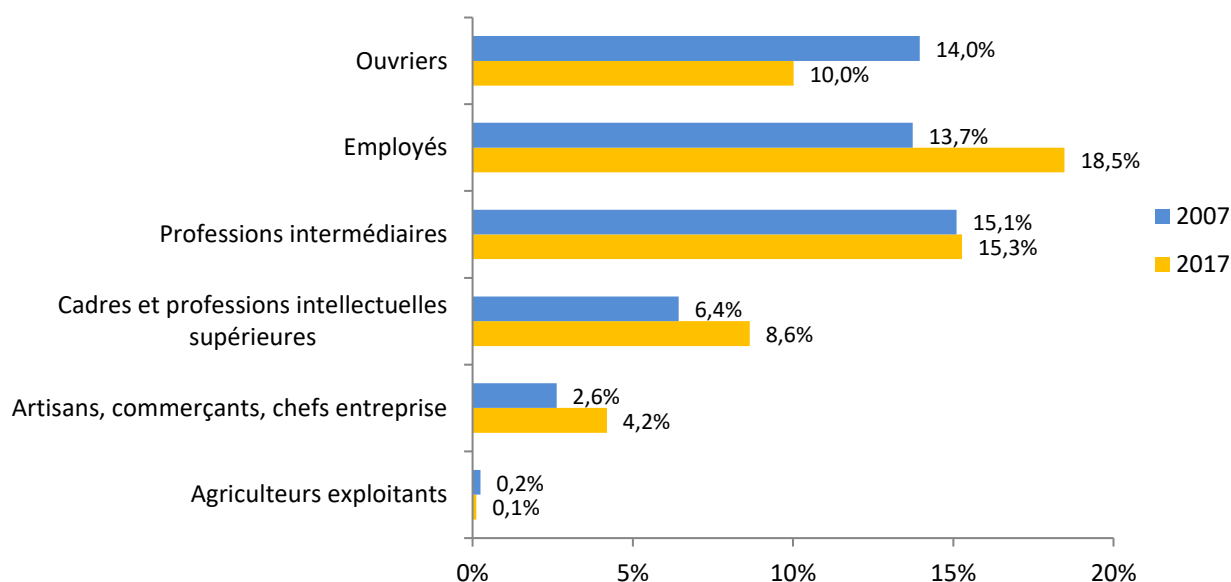


Parmi les 56,7% des 15 ans ou plus ayant une activité professionnelle, ce sont les catégories des employés et des professions intermédiaires qui sont les plus représentées avec respectivement 18,5% et 15,3%.

En 2007, il s'agissait des professions intermédiaires qui représentaient déjà une part importante à 15,1% mais ce sont les ouvriers qui arrivaient en deuxième position à 14,0%.

Entre 2007 et 2017, la part des ouvriers a fortement été réduite au profit de la part des employés.

**Répartition des catégories socioprofessionnelles dans la population de 15 ou plus ayant une activité**



### 3.7. Des ménages plutôt aisés

La population communale possède des revenus plutôt avantageux par rapport aux autres échelons territoriaux avec une médiane du revenu par unité de consommation supérieur de 2 190 € par rapport à la médiane du département.

De plus la part des foyers imposables à Vergèze est également supérieure en comparaison au département (+8,1 points) et à la région (+5,7 points).

**Comparaison des revenus des ménages 2018**

REV T1	Vergèze	Gard	Occitanie
Médiane du revenu disponible par unité de consommation €	22 210	20 020	20 740
Part des ménages fiscaux imposables (en %)	52	43,9	46,3

**Taux de pauvreté par statut d'occupation du logement du référent fiscal 2013**

	Vergèze	Gard	Occitanie
<b>Ensemble</b>	11	19,8	17,2
<b>Propriétaires</b>	7	9,6	8,7
<b>Locataires</b>	22	36,6	32

### 3.8. Synthèses des enjeux sociodémographiques

Atouts	Faiblesse	Enjeu pour le PLU
Une commune jeune Une commune familiale Un parc de logements récent		<b>Maîtriser l'accueil de la nouvelle population en tenant compte des capacités d'accueil du territoire</b>
<b>Opportunités</b>	<b>Menace</b>	
Une commune attractive La prépondérance des familles assure un renouvellement des classes d'âge et un vieillissement modéré de la population	Fortes variations du solde migratoire et de la croissance démographique	

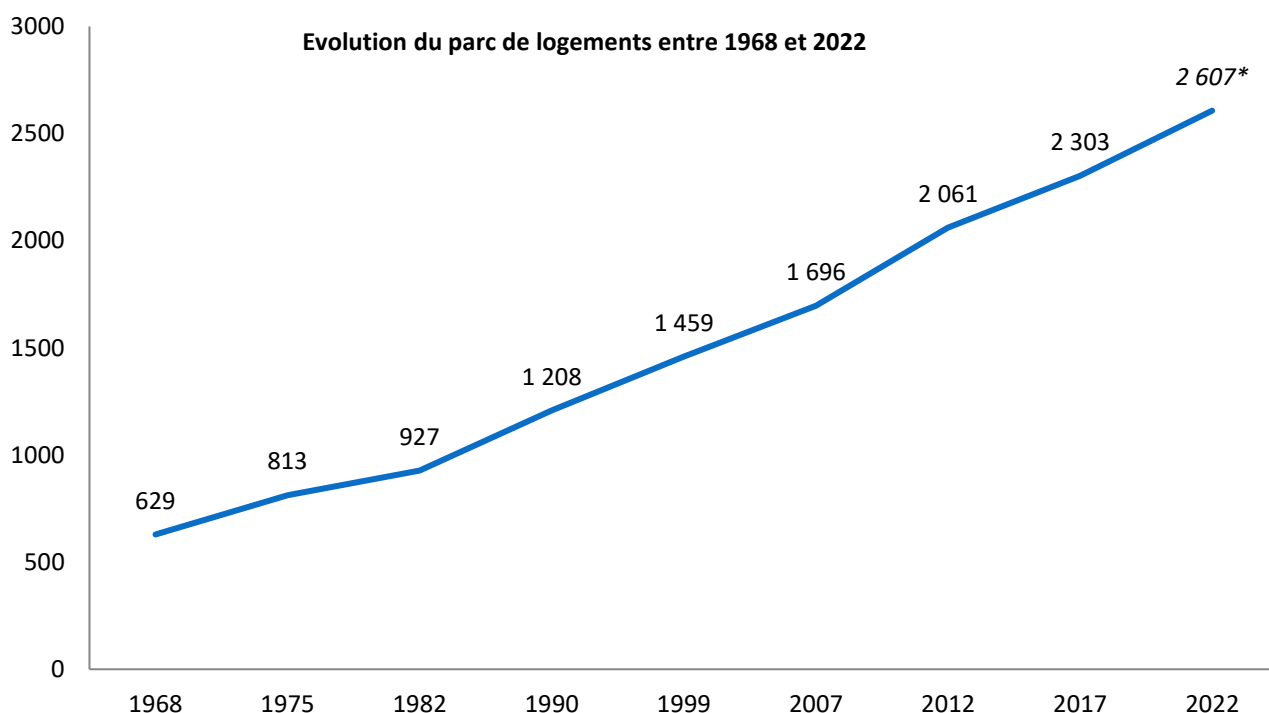
## 4. HABITAT

Les données de l'analyse de l'habitat sont issues des recensements INSEE.

### 4.1. Caractéristiques générales du parc de logement

Le parc de logement de la commune a connu une croissance continue au fil des recensements INSEE. Il atteint 2 303 logements en 2017.

Les résultats provisoires du recensement ayant eu lieu début 2022 sur la commune indiquent un total de 2607 logements.



\* Données provisoires

On constate des périodes plus productrices en logements et principalement la période 2007-2017 qui correspond à un pic de croissance de population et de création de logements liés à l'urbanisation de la ZAC de la Malacorade.

	1968- 1975	1975- 1982	1982- 1990	1990- 1999	1999- 2007	2007- 2012	2012- 2017
Evolution de la population par an	28	42	73	56	39	183	63
Evolution des logements par an	26	16	35	28	30	73	48



## 4.2. Un parc de logements principalement destiné au résidentiel

Le parc de logements est principalement composé de résidences principales qui représentent 91,6% du parc total en 2017. Le taux de résidences principales oscille depuis 1968 entre 88 % et 95 %.

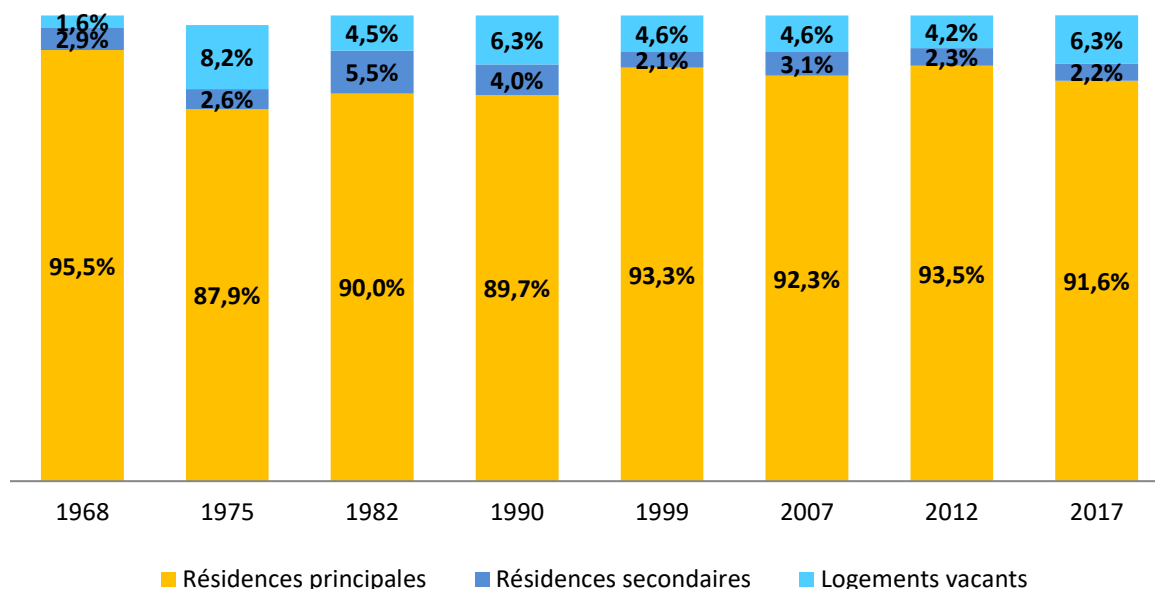
Vergèze étant un pôle d'emploi local, les logements sont majoritairement occupés par des résidents à l'année.

Les résidences secondaires sont très faiblement représentées dans le parc de logements, et ce depuis les premiers recensements. En 2017 elles représentent 50 logements soit 2,2% du parc total. Elles n'ont jamais dépassé 5,5% du parc de logements.

On note entre 2012 et 2017 une augmentation sensible de la part des logements vacants d'après l'INSEE. En effet, en 2012, 86 logements vacants ont été recensés et en 2017 le recensement en identifie 144.

Cette augmentation inexpliquée semble incohérente par rapport à la pression foncière et immobilière observée sur le terrain. La commune attribue ce chiffre aux difficultés rencontrées par les agents recenseurs (cf. encadré n°1).

Structure du parc de logements entre 1968 et 2017



	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2017
<b>Parc de logements total</b>	<b>629</b>	<b>813</b>	<b>927</b>	<b>1 208</b>	<b>1 459</b>	<b>1 696</b>	<b>2 061</b>	<b>2 303</b>
<b>Résidences principales</b>	601	715	834	1 084	1 361	1 565	1 928	2 110
<b>Résidences secondaires et logements occasionnels</b>	18	21	51	48	31	53	47	50
<b>Logements vacants</b>	10	67	42	76	67	78	86	144

*Logement vacant : correspond à un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :*

- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

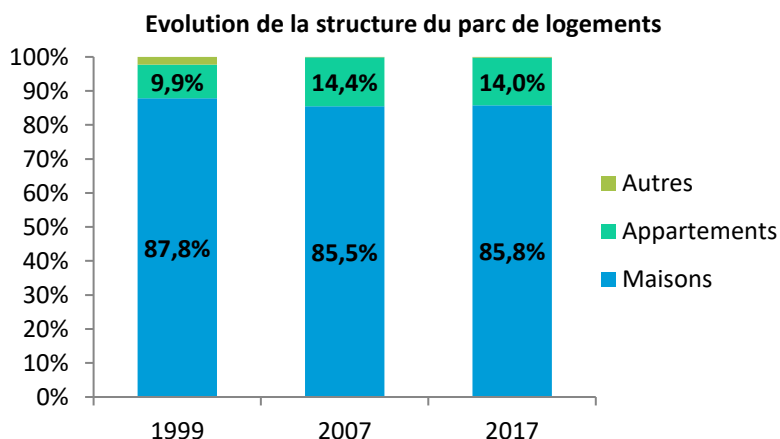
*Résidence principale : correspond à un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.*

*Résidence secondaire : correspond à un logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires. La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir, c'est pourquoi, les deux catégories sont souvent regroupées.*

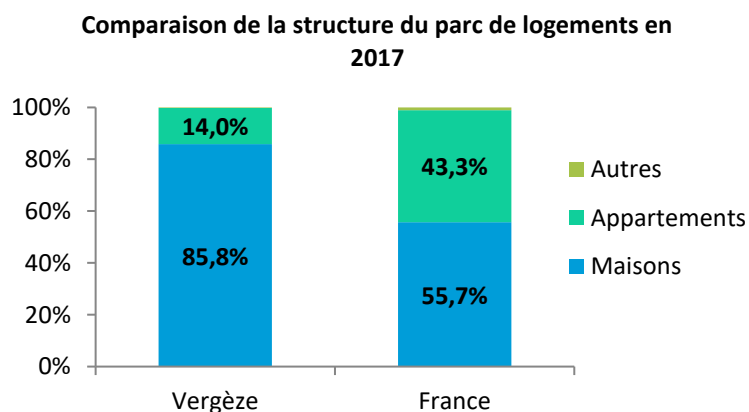
## 4.3. Une offre dominée par les logements individuels et de grande taille

L'habitat individuel domine largement l'offre en logement de la commune avec 85,8% du parc total. L'habitat collectif représente quant à lui seulement 14% du parc en 2017.

Cette répartition est stable, l'habitat individuel représentait déjà plus de 85% du parc en 1999.



En comparaison, à l'échelle nationale, l'habitat individuel représente 55,7% du parc.



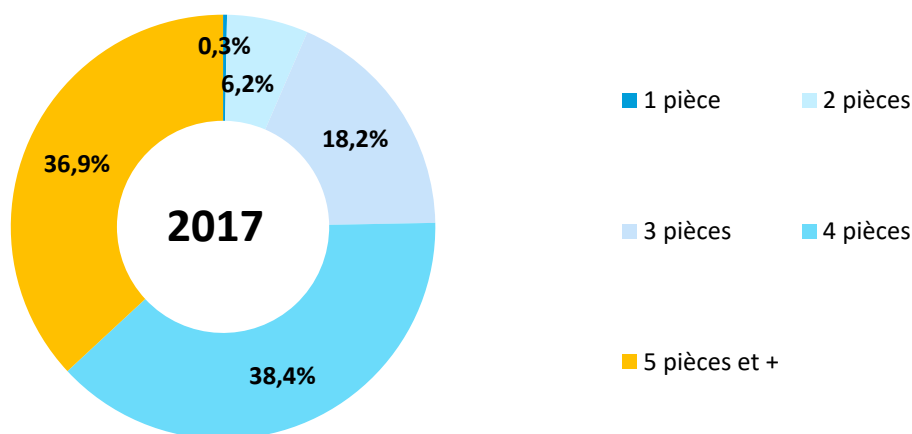
La commune possède globalement un parc de résidences principales de grandes tailles. En moyenne les résidences font 4,5 pièces et cette tendance est en légère baisse. Au niveau du département, la moyenne est à 4 pièces par logement.

Sur la commune de Vergèze, les logements individuels de type maisons sont globalement plus grands avec en moyenne 4,7 pièces, et les appartements font en moyenne 3,5 pièces.

#### Nombre moyen de pièces des résidences principales

	Vergèze		Gard	
	2007	2017	2007	2017
Ensemble des résidences principales	4,5	4,3	4,1	4
Maisons	4,7	4,5	4,6	4,6
Appartements	3,3	3,1	3,1	3

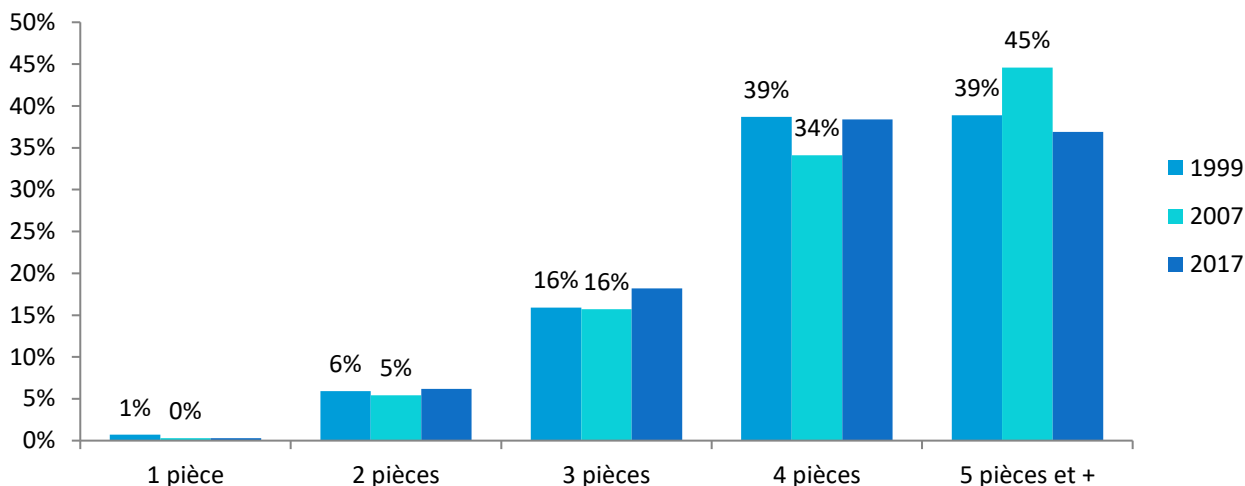
#### Taille des résidences principales



L'évolution de la répartition du nombre de pièces dans les résidences principales démontre que depuis 1999 la part des petits logement (2 pièces et moins) reste stable et très faible en proportion du parc total. A partir de 2007 on note cependant une augmentation des logements moyens (3 et 4 pièces) et une baisse des grands logements (5 pièces et plus).

On constate en 2017 une prédominance des grands logements de 4/5 pièces et plus, qui représentent 74,8% des résidences principales. Ce phénomène va de pair avec l'augmentation de la réalisation de logements individuels de type maisons. Les logements de 2/3 pièces représentent quant à eux seulement 22,5% des résidences principales. Cette tendance s'est accentuée entre 10 ans.

### Evolution de la taille des résidences principales 1999-2007-2017



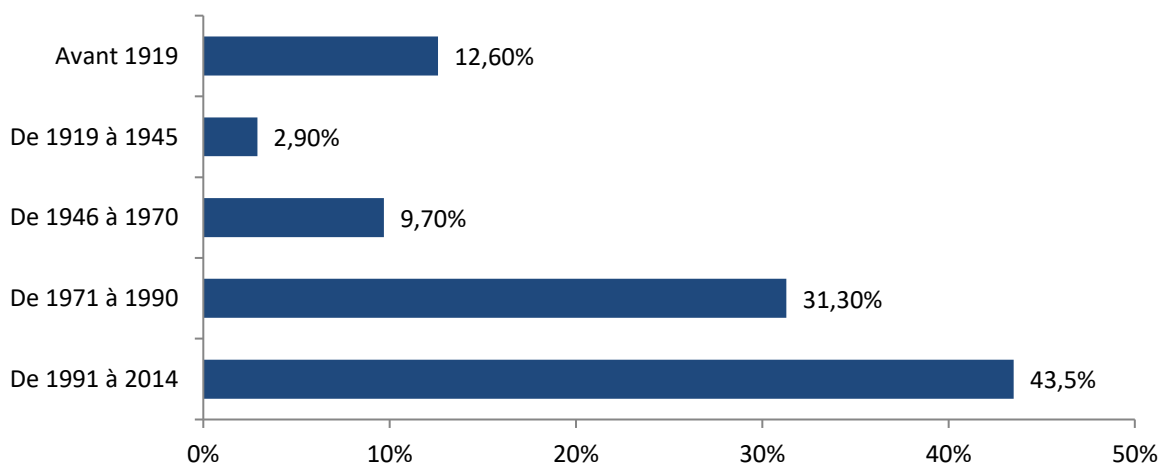
Au niveau de la moyenne française, la répartition est plus équilibrée avec environ 34% pour les 2/3 pièces et 60% pour les 4/5 pièces.

## 4.4. Caractéristiques du parc de logements anciens

Dans le parc des logements construits avant 2015, la grande majorité des logements ont été construits après 1971 et plus de 40% des logements sont postérieurs à 1991. Le territoire est donc caractérisé par un parc particulièrement récent de logements.

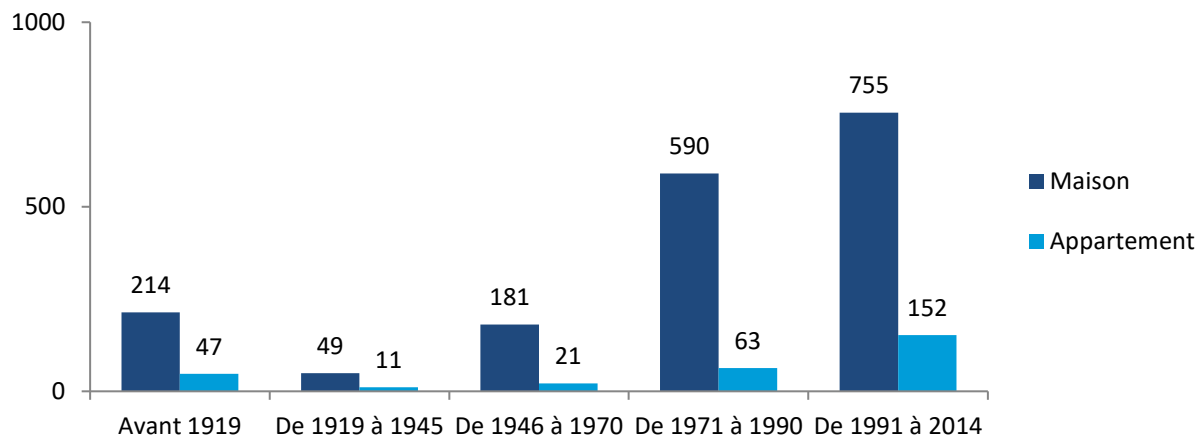
Les logements les plus anciens (avant 1919) représentent 12,6% du parc et on remarque que très peu de logements ont été construits dans l'entre-deux-guerres qui correspond à une période de stagnation de l'urbanisation sur la commune.

### Résidences principales construites avant 2015



Au niveau de la répartition par type de logements, le graphique suivant montre que le nombre d'appartements construits augmente de manière quasi-proportionnelle au nombre de maisons construites jusqu'à 1990. Ainsi, pour les périodes de construction antérieures à 1990, le nombre d'appartement représente environ 10% des logements. Leur part passe à presque 17 % pour les logements construits entre 1991 et 2014.

### Nombre de résidences principales construites avant 2015



Les logements anciens sont principalement situés dans le cœur historique et le long des deux voies qui permettent de relier le cœur historique à la gare (rue d'Entre-Vigne et rue Neuve). Il s'agit principalement de maisons en pierre de petite taille (R+1), implantées de manière continue le long des voies (forte densité bâtie).

L'état général sanitaire des logements anciens est satisfaisant à l'exception d'un îlot insalubre situé au cœur du centre ancien. La mairie engage des actions pour récupérer ce bâtiment et reloger la famille concernée.



Photographie aérienne de 1945  
Source : IGN, Remonter le temps



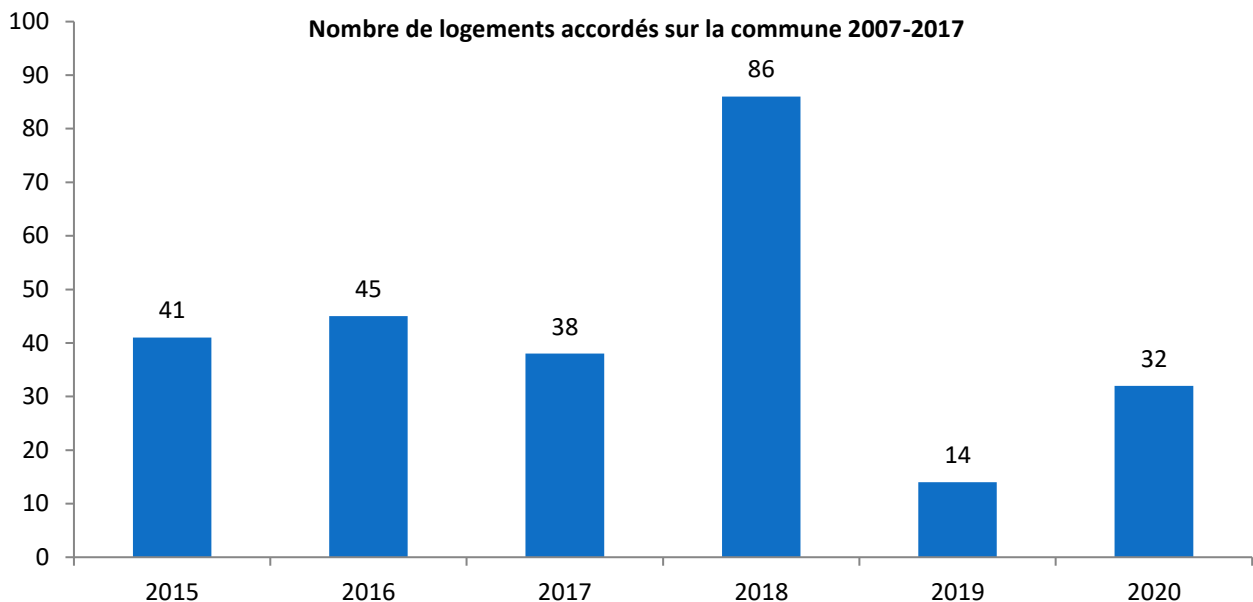
Îlot insalubre dans le centre ancien



Rue d'habitations dans le centre ancien

## 4.5. Un rythme de construction neuve soutenue

Entre 2015 et 2020, les permis de construire accordés par la mairie ont permis la construction de 256 logements. La moyenne de la période est de 51 logements construits par an. L'année 2018 correspond à un pic de construction avec la création de 86 logements.



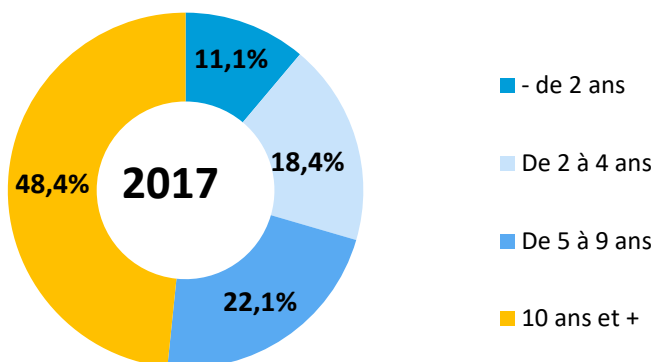
Historique de croissance du parc de logement

	1982-1990	1990-1999	1999-2007	2007-2012	2012-2017
Augmentation annuelle moyenne du parc de logement	35	28	30	73	48

## 4.6. Des résidents attachés à leur commune

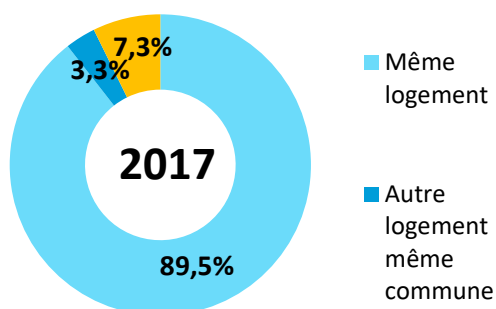
La population des résidences principales présente un fort attachement à la commune avec plus de 48% des personnes qui résident sur la commune depuis plus de 10 ans. La dynamique d'emménagement récente sur la commune n'est pas très marquée avec environ 11% des résidents arrivés sur la commune depuis moins de 2 ans.

**Ancienneté d'emménagement dans les résidences principales**

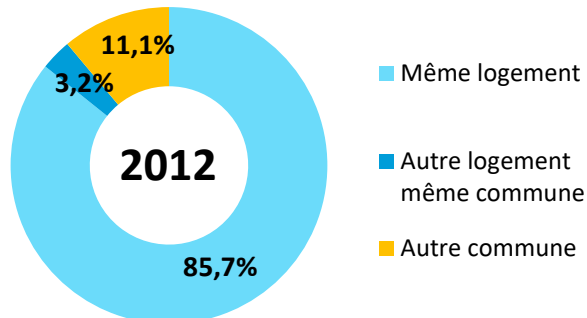


Le déplacement de population au sein de la commune dans un autre logement est assez faible (autour de 3%). La grande majorité des personnes résidaient 1 an auparavant dans le même logement (+ de 85% des personnes).

**Lieu de résidence 1 an auparavant**



**Lieu de résidence 1 an auparavant**

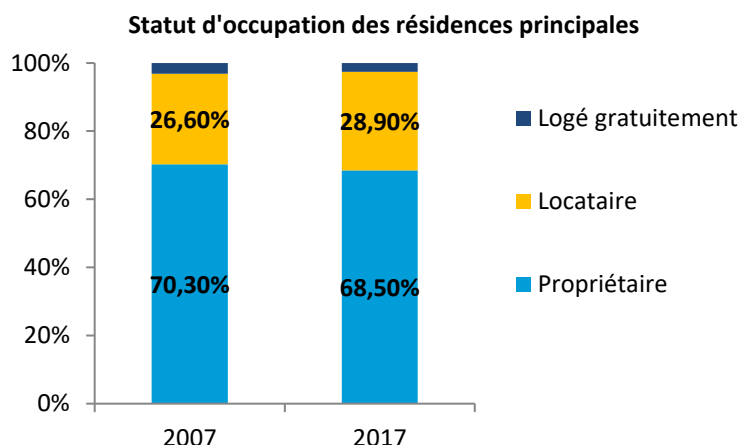


## 4.7. Une commune de propriétaires

Les habitants de Vergèze sont pour près de 70% propriétaires de leur logement. Cette proportion est stable avec une très légère augmentation de la part des locataires entre 2007 et 2017.

*Statut d'occupation : le statut d'occupation du logement définit la situation juridique du ménage concernant l'occupation de sa résidence principale. On distingue trois statuts principaux :*

- le statut de propriétaire s'applique aux ménages propriétaires, copropriétaires et accédant à la propriété ;
- le statut de locataire, sous-locataire s'applique aux ménages acquittant un loyer quel que soit le type de logement qu'ils occupent ;
- le statut de logé gratuitement s'applique aux ménages qui ne sont pas propriétaires de leur logement et qui ne paient pas de loyer.



La représentation des propriétaires est beaucoup plus forte dans la commune qu'au niveau de la moyenne française où 57,8% des résidents sont propriétaires.

## 4.8. Accessibilité des logements

La commune de Vergèze dénombre un total de **240 logements sociaux soit 10% du parc total**. L'intercommunalité étant peuplée de moins de 50 000 habitants, la commune n'est pas soumise à l'obligation d'atteindre 25% de logements sociaux sur son territoire (loi SRU).

Les logements sociaux sont répartis dans 15 résidences qui comportent chacune entre 5 et 40 logements sociaux.

### Prix des loyers

	Vergèze	Gard	Nîmes
Loyer mensuel moyen / m <sup>2</sup>	13 €	11,1 €	11,1 €

### Prix de vente moyen au m<sup>2</sup> en 2021

	Vergèze	Gard	Nîmes
Maison	2 496 €	2 005 €	2 012 €
Appartement	2 488 €	2 210 €	2 382 €

Source : [mailloursagents.com](https://mailloursagents.com)

Le prix du logement sur la commune de Vergèze est supérieur à la moyenne départementale et à la moyenne Nîmoise tant à l'achat que sur la location.

On remarque sur Vergèze que le prix à l'achat au m<sup>2</sup> des appartements est très proche de celui des maisons, ce qui témoigne d'une demande importante sur les logements collectifs.



## 4.9. Synthèse des enjeux sur le logement

Atouts	Faiblesse	Enjeu pour le PLU
<p>Un parc de logement relativement récent</p> <p>Des logements confortables</p> <p>Une population attachée à la commune et à son logement</p>	<p>Des logements « trop » grands pour les jeunes et les petits ménages</p> <p>Des logements peu accessibles</p>	<p><b>Renouveler et diversifier le parc de logement pour s'adapter aux besoins actuels et futurs</b></p>
Opportunités	Menace	
<p>Renouvellement du parc grâce aux divisions de logements ou de parcelles</p>	<p>Augmentation de la vacance</p>	

## 5. ECONOMIE

### 5.1. Analyse des caractéristiques économiques

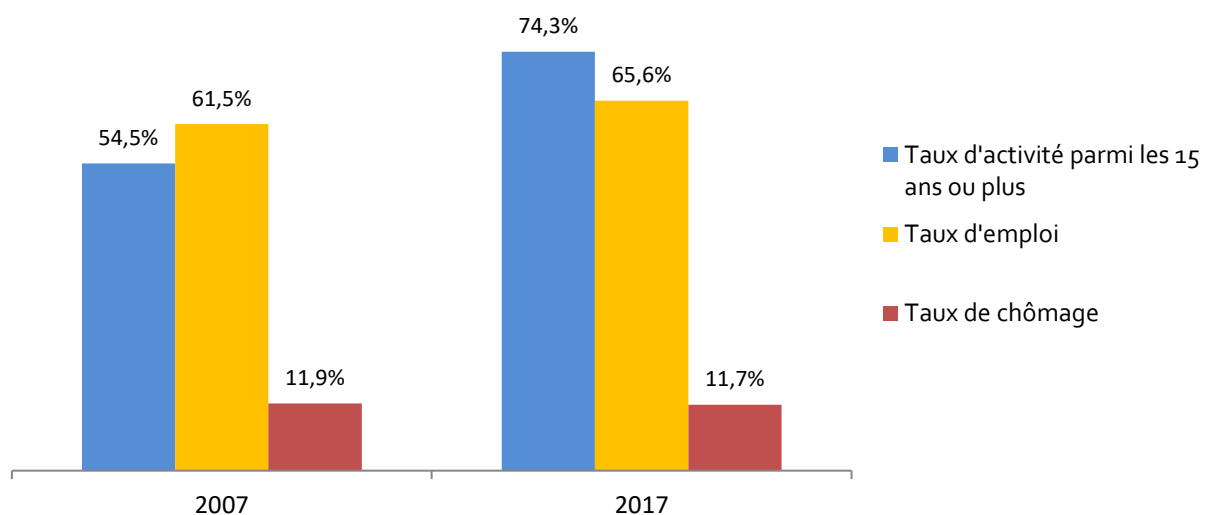
Les données de l'analyse économique sont issues des recensements INSEE 2017.

#### Des indicateurs d'emploi favorables et stables

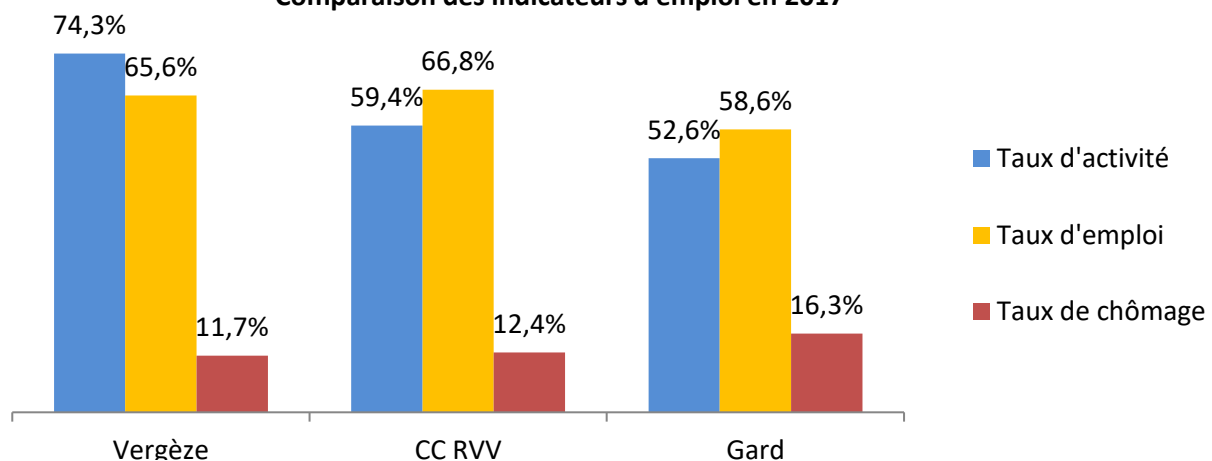
La commune affiche de bons indicateurs concernant l'emploi. Au cours des 10 dernières années, le taux d'activité a évolué de +19,8 points et le taux d'emploi de +4,1 points.

A l'inverse le taux de chômage baisse légèrement de -0,2 points.

Evolution des indicateurs d'emploi à Vergèze



Comparaison des indicateurs d'emploi en 2017



Comparé aux autres échelons territoriaux tels que l'intercommunalité ou le département, la commune possède des indicateurs globalement meilleurs.

*Taux d'emploi : le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population en âge de travailler (15 à 64 ans). Il représente le taux d'actifs ayant un emploi.*

*Taux d'activité : le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante. Il représente le taux de population active.*

*Taux de chômage : le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).*

*Population active occupée : la population active occupée regroupe l'ensemble des personnes qui ont un emploi.*

*Population active : la population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.*

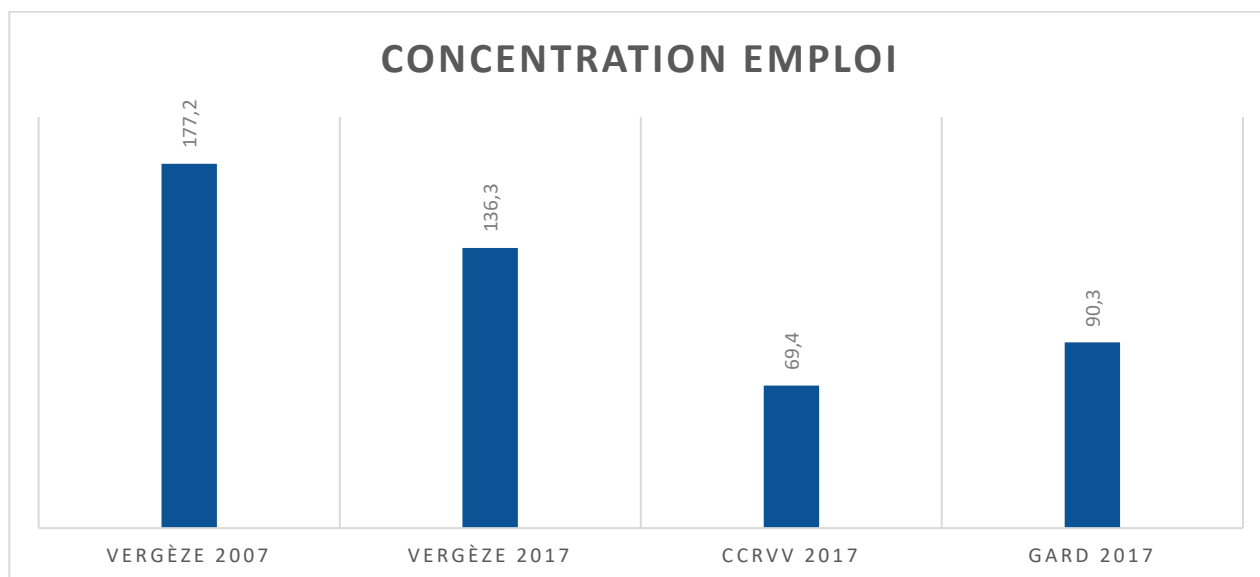
*Indicateur de concentration d'emploi : cet indicateur mesure le rapport entre le nombre d'emplois total d'un territoire sur le nombre d'actifs résidant dans la zone qui ont un emploi. Si le taux est supérieur à 100 %, alors la zone est un bassin d'emploi.*

En outre, la commune possède un excellent indicateur de concentration d'emploi de 136,3% en 2017, bien supérieur à celui de l'intercommunalité (69,4%) et à celui du département (90,3%).

Cependant, entre 2007 et 2017 il a évolué négativement en raison d'une augmentation du nombre d'actif sur la commune beaucoup plus rapide que l'augmentation du nombre d'emplois. On assiste à un phénomène de résidentialisation de la commune qui reste cependant un pôle d'emploi local avec un indice de concentration qui reste supérieur à 100%.

#### Indicateur de concentration d'emploi

	2007	2017
Indicateur de concentration d'emploi	177,2%	136,3%
Nombre d'emplois dans la zone	2718	2844
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	1534	2086

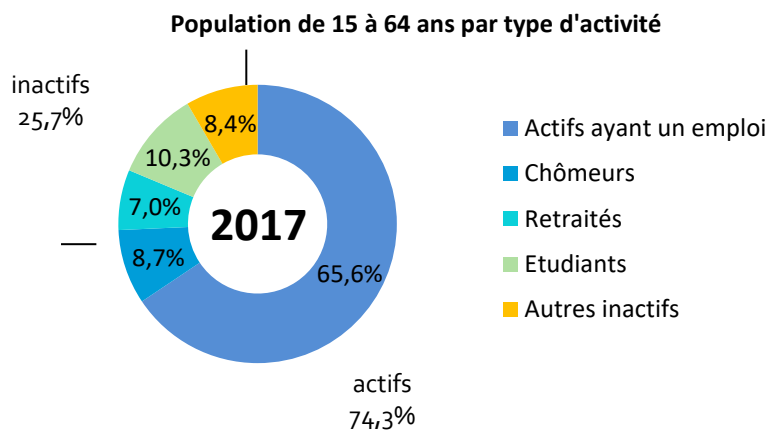


## Evolution au sein de la population active

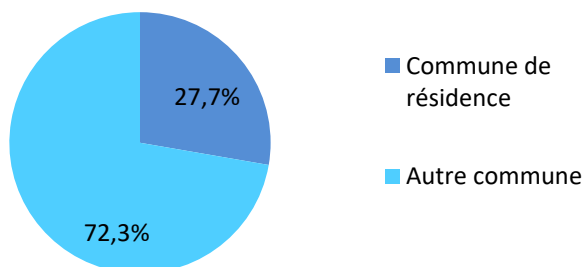
La population active correspond aux personnes ayant un emploi ainsi qu'aux chômeurs au sein de la population en âge de travailler (cf. taux d'activité). La part des actifs est en augmentation sur la commune passant de 70,5% à 74,3% entre 2007 et 2017. Cette augmentation s'explique notamment par l'augmentation significative de la part des actifs ayant un emploi (+3,1 points).

Les actifs ayant un emploi représentent un ensemble de 2 286 personnes en 2017. Ce chiffre est en forte augmentation par rapport à 2007 qui comptait 1 661 actifs.

La catégorie des inactifs représente 25,7% et comprend les retraités, les étudiants et les autres inactifs. Leur part a significativement baissée par rapport à 2007 où ils atteignaient 29,5% de la population en âge de travailler.



**Lieux de travail des actifs ayant un emploi qui résident dans la zone**



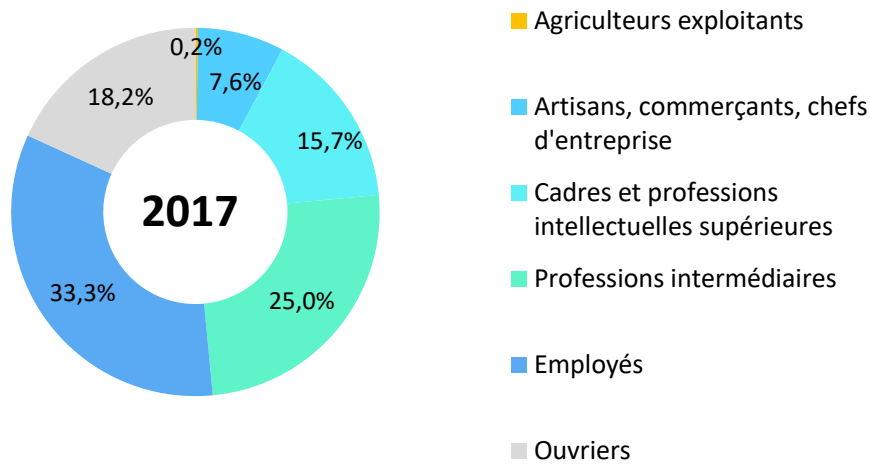
Parmi les actifs du territoire communal, seulement 27,7% travaillent au sein de la commune.

Par rapport à 2007, ce chiffre est en baisse puisqu'il était comptabilisé près de 36% d'actifs travaillant au sein de la commune. Cela confirme un phénomène de résidentialisation de la commune : les nouveaux arrivants ne sont pas liés aux emplois présents sur le territoire.

Les catégories professionnelles les plus représentées en 2017 au sein de la commune de Vergèze sont en premier lieu les employés (33,3%), puis les professions intermédiaires (25%). Par rapport à 2007, la part des ouvriers a fortement baissé (-7,7 points) au profit de celle des employés (+ 7,1 points).

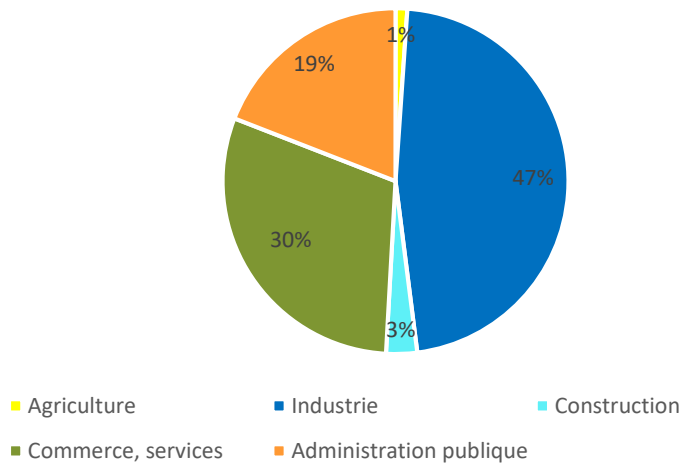
Le revenu moyen des ménages est plus élevé que dans le Gard (24 277 € contre 22 000 €).

### Répartition des actifs en fonction de la catégorie socio professionnelle

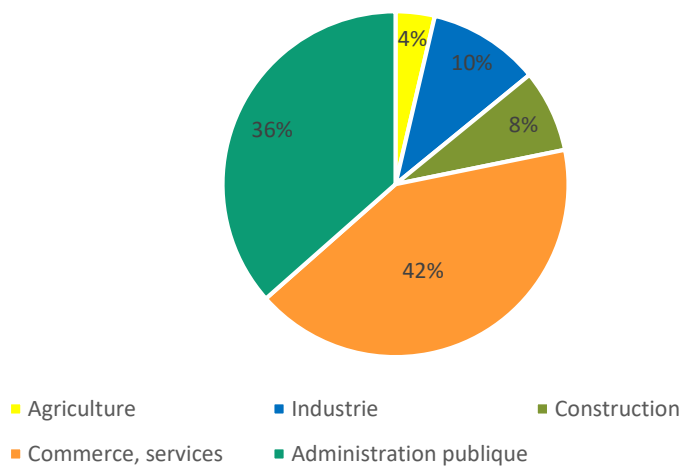


### Le poids historique de l'industrie sur la commune

#### Répartition des emplois - Vergèze



#### Répartition des emplois - Gard



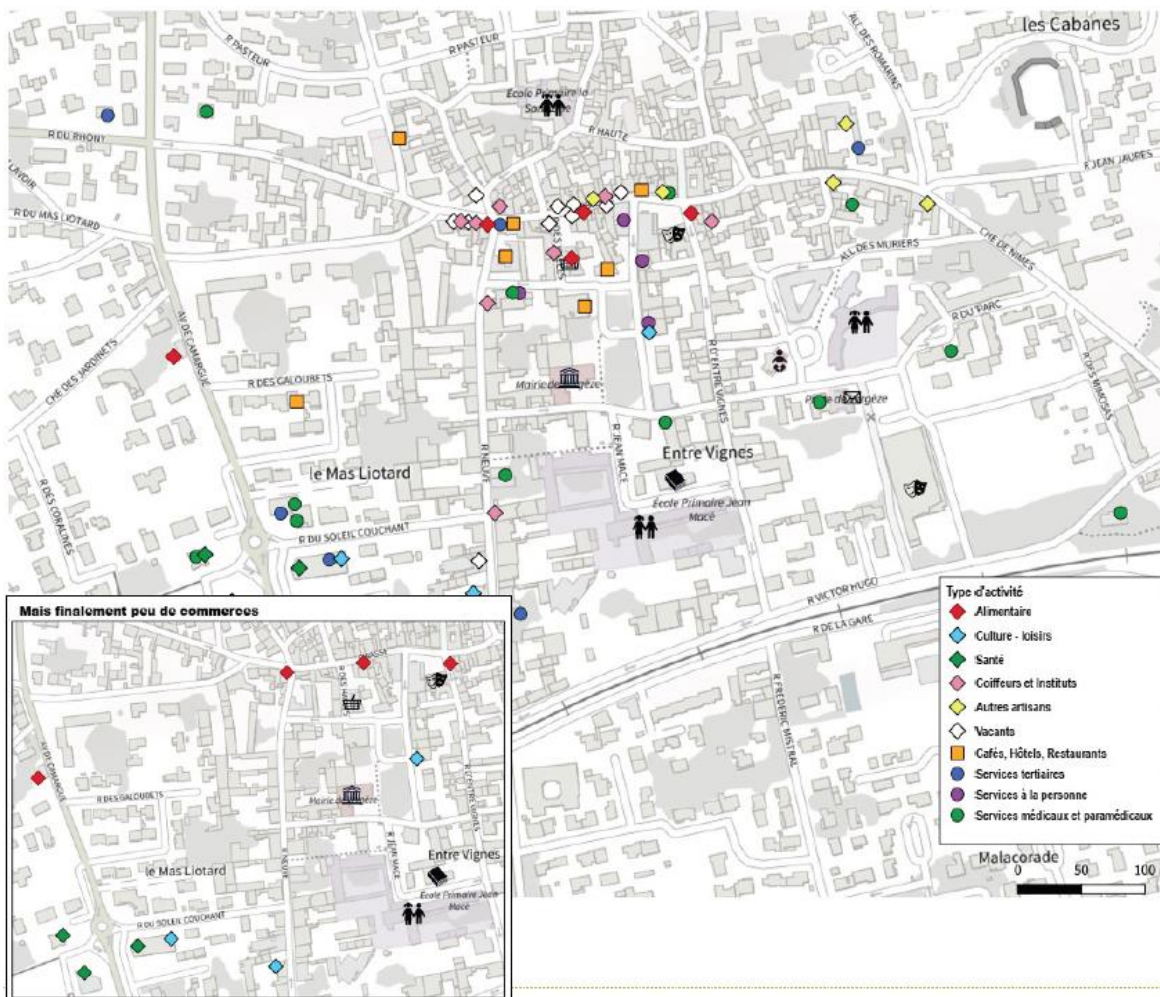
La majorité des emplois se trouvent dans les secteurs de l'industrie (47%) et du commerce et des services (30%). Le poids du secteur industriel s'explique par la présence de l'usine Perrier et des activités industrielles connexes à la production d'eau en bouteille. Le pôle d'emplois autour des sources Perrier représente environ 1 500 équivalents temps plein.

Entre 2017 et 2007, le secteur de l'industrie a perdu 283 emplois compensés par la création de 307 emplois dans le secteur du commerce et des services. Cette évolution démontre une tendance à la **diversification économique** de la commune.

## De nombreuses activités en centre-ville

La commune compte une soixantaine de locaux commerciaux dans le centre-ville, 20% d'entre eux sont vacants. La majorité des activités se situe autour de l'ancien hôtel de ville, au niveau de la rue basse. La majorité de ces locaux sont à destination de services culturels ou de santé. Les activités économiques ne représentent finalement qu'un tiers de l'ensemble des activités.

### Ensemble des activités du centre ville



Source : étude de revitalisation du centre-ville de Vergèze, Agence AME / TEMA/ Trans'mobilité

L'activité en centre-ville souffre d'un manque de signalétique et d'une difficulté d'accès due à l'étroitesse des voies de circulation.

## 5.2. L'activité agricole

### Une dynamique agricole positive

- **Les exploitations dont le siège est situé sur la commune**

(Sont ici analysés les résultats registre parcellaire graphique qui concerne les activités agricoles déclarées à la Politique Agricole Commune (PAC))

#### Evolution des surfaces agricoles

Source : Registre parcellaire graphique 2010 et 2019

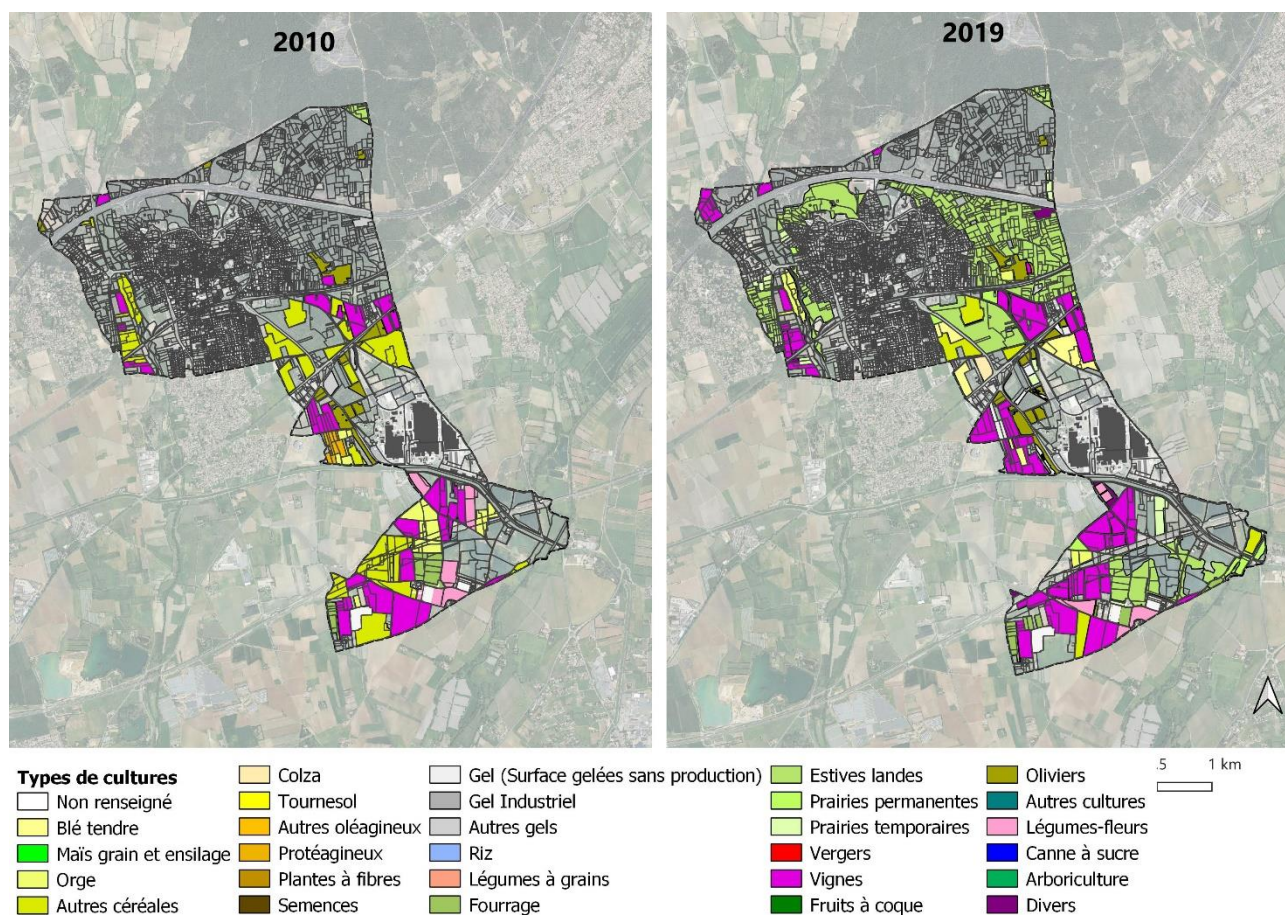
	2010	2019	Tendance
Surface totale déclarée	230	358	Augmentation + 12 %
Surface hors surface pastorale	227	206	Diminution - 9 %
Surface pastorale	3	152	Très forte augmentation + 4 967 %

En 2019, on comptabilise 358 ha de surface agricole déclarée à la PAC. Cette surface tombe à 206 ha si on en retire les surfaces à usage pastoral.

La comparaison avec les données de 2010 est à faire avec précaution. On remarque une augmentation significative de la surface déclarée totale qui est en réalité uniquement due à la comptabilisation en 2019 de surfaces pastorales qui n'étaient pas comptabilisées en 2010. Ces surfaces concernent notamment le nord de la commune avec la prise en compte de la fonction de « bois pâturé » des garrigues.

En réalité, l'évolution des surfaces exploitées hors usage pastoral est en diminution significative puisque 20 ha de surfaces exploitées ont été perdues entre 2010 et 2019, soit en moyenne plus de 2 ha par an.





### Sièges d'exploitation sur la commune

En 2021, la commune compte 12 exploitations agricoles alors qu'elle en comptait 16 en 2010 et 38 en 2000. La baisse du nombre d'exploitants est donc toujours réelle sur la dernière période mais dans des proportions plus faibles que sur la période 2000-2010 :

- Entre 2000 et 2010, le nombre d'exploitations a baissé de -60% ;
- Entre 2010 et 2021, le nombre d'exploitations a baissé de -25%.

Parallèlement, la surface agricole hors activités pastorales n'a diminué que de 9% entre 2010 et 2021. La baisse du nombre d'exploitants s'accompagne donc de regroupements de terres et n'est pas proportionnelle à la déprise agricole.

La commune compte également plusieurs exploitations biologiques au sein de son territoire, essentiellement viticole. Ainsi qu'une cave coopérative viticole, Héraclès, qui regroupe plus de quatre-vingt viticulteurs.

#### ● Potentiel agricole de la commune

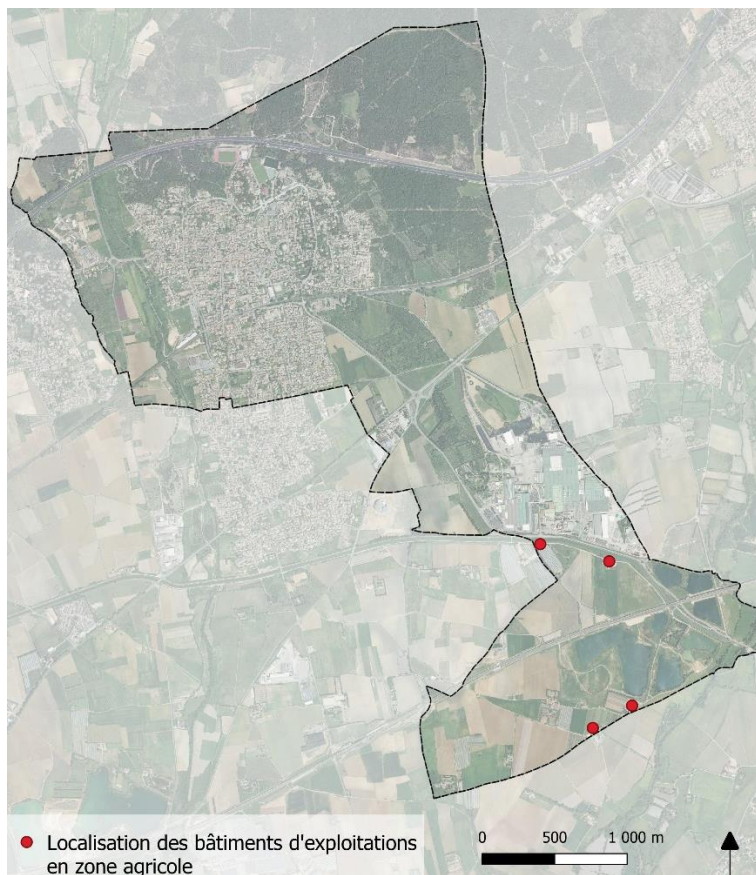
Le territoire de Vergèze est couvert par deux appellations d'origine contrôlée : Taureau de Camargue et Olives de Nîmes. Ces appellations sont garantes de la qualité du produit et de son élaboration dans la zone géographique déterminée, elles offrent une reconnaissance aux agriculteur qui travaille au sein de cette appellation. On note également la présence de cinq IGP : Gard (vin), Pays d'Oc (vin), Vistrenque (vin), Volailles du Languedoc et Miel de Provence.

La commune de Vergère possède aussi un atout en terme de potentiel agronomique car elle est irriguée par le réseau hydraulique régional BRL, par le canal Philippe Lamour. Ce réseau d'irrigation s'étend sur près de 250 communes de l'Aude, du Gard et de l'Hérault et mobilise, pour l'essentiel, des ressources en eau superficielles renouvelables, issues du Rhône ou de réservoirs de stockages, il permet d'augmenter le potentiel agronomique des terres agricoles qu'il dessert.





### Localisation des bâtiments d'exploitations en zone agricoles



A noter : les bâtiments liés aux exploitations céréalières et vigneronnes ne sont pas situés à proximité des terres exploitées sur Vergèze. Les bâtiments relevés concernent principalement des exploitations de type maraîchères dans le sud du territoire.

### **Sièges d'exploitation sur la commune**

## **Un développement agricole accompagné à l'échelle départementale**

Afin de développer une agriculture durable, le Gard a rédigé la Charte d'Engagement pour une Alimentation de Qualité. Cette charte, à l'initiative du Département, a été co-signée le 30 septembre 2019 par le Département du Gard, la région Occitanie, la Chambre d'Agriculture et l'Etat. Elle a vocation à fédérer l'ensemble des acteurs du Gard dont les actions ont pour objectifs, directs ou indirects, l'amélioration de l'alimentation des Gardois. Fédérer pour mettre en synergie les interventions de chacun et faciliter la collaboration opérationnelle autour d'objectifs partagés. Au travers de cette Charte, le Département propose un cadre pour la définition et la mise en œuvre d'un programme d'actions collaboratif pour l'amélioration de l'alimentation des Gardois.

De même, dans le but de pouvoir développer l'agriculture sur le territoire et préserver son foncier, a été signée le 9 mars 2017, la Charte pour la Préservation et la Compensation des Espaces Agricoles. Cette charte est déclinée en cinq objectifs :

- Inciter à la prise de conscience des enjeux relatifs à la préservation des terres agricoles ;
- Anticiper tout projet consommateur afin d'éviter, réduire, puis en dernier recours, compenser la consommation des espaces agricoles ;
- Elaborer un cadre d'application de la séquence éviter, réduire, compenser en zone agricole afin d'orienter vers des comportements plus responsables, éthiques et vertueux ;
- Doter le territoire départemental d'un fonds de compensation du foncier agricole favorisant la mise en œuvre d'une politique dynamique et économe ;

- Initier une démarche collégiale et partagée par une large majorité des acteurs du territoire pour préserver l'avenir du foncier agricole.

## 5.3. Les atouts touristiques du territoire

### Histoire et culture

Situé sur la côte calcaire entre Nîmes et Montpellier, Vergèze serait né dans la plaine au bord du Vistre à la fin de la période néolithique. Village relais traversé par la « Via Domitia », son développement a été marqué par l'avènement de la ligne de chemin de fer entre Alès et Sète en 1843. Ainsi, tout le commerce du vin de la Vaunage et de la région environnante passait par la gare de Vergèze.

Une trentaine de tonnelleres se sont développés, néanmoins, l'industrie périclita à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle avec l'avènement des citernes métalliques. C'est pendant le vingtième siècle que, grâce au développement de la source PERRIER, le village s'est agrandi et a vu ses structures, tant sportives que culturelles, permettre à ses habitants et à ceux des communes voisines de pratiquer des activités que l'on trouve dans les grandes villes.

En plus de la source PERRIER, la commune est également connue pour sa culture taurine.

### Logements et hébergements liés au tourisme

Selon les données de l'INSEE (géographie au 01/01/2023), Vergèze présente 50 logements secondaires et occasionnels sur son territoire. Pour rappel, une résidence secondaire est une habitation servant notamment de logement de villégiature à ses propriétaires ou locataires, ceci uniquement pour des périodes de courtes durées durant l'année. Cela représente environ 2,2 % du parc de logements communal.

De même, l'INSEE dénombre 11 hôtels et aucun camping sur le territoire.

Enfin, trois chambres d'hôtes sont référencées sur internet : La Clé Secrète, La Clé des Chants et La Passiflore.

### Le schéma du tourisme, des loisirs et de l'attractivité du Gard

En complément de ses atouts culturels et touristiques, la commune de Vergèze peut s'appuyer sur le Schéma du tourisme, des loisirs et de l'attractivité du Conseil Départemental du Gard. Approuvé en décembre 2022 et fruit d'une concertation menée pendant 8 mois (mars à octobre 2022), ce schéma permet d'établir un cadre directeur stratégique **pour les conditions d'un développement touristique responsable et raisonnable. Il se définit autour de quatre enjeux pré-identifiés :**

1. **S'appuyer sur le Conseil départemental** (chef de file) et l'ensemble des politiques départementales et particulièrement ses schémas, l'attractivité touristique étant par nature transversale.
2. **Instaurer et faciliter une gestion raisonnée des flux et mouvements sur les territoires**, incluant : les questions de mobilités extra et intra territoriales, l'essor des pratiques et équipements de mobilités douces (vélo, rando). Mise en place de dispositifs d'ingénierie et de conseil pour la gestion des flux et pour répondre aux difficultés de vulnérabilité écologique et climatique des sites.
3. **Faire converger les enjeux de performance, d'équilibre territorial, de développement durable** en plaçant les Gardoises et les Gardois au cœur des stratégies et des actions.
4. **Se projeter et anticiper le développement touristique** à 10, 20 et 30 ans.

## 5.4. Synthèse des enjeux économiques

Atouts	Faiblesse	Enjeu pour le PLU
<p>Pôle d'emplois structurant</p> <p>Accessibilité des pôles d'emplois de Nîmes et Montpellier</p> <p>Une culture riche et une localisation engendrant une forte attractivité touristique</p>	<p>Poids prépondérant des sources Perrier comme pourvoyeur d'emplois</p> <p>Flux pendulaires importants</p>	Accompagner la diversification des emplois
Opportunités	Menace	
<p>Secteur tertiaire en plein développement</p>	<p>« Résidentialisation » de la commune</p> <p>Potentielles suppressions de postes aux sources Perrier</p>	

## 6. FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE

### 6.1. Une offre riche en équipements et activités

Vergèze se distingue à l'échelle supra communale comme un pôle structurant de proximité à la fois par **ses emplois** liés à la source PERRIER, et par **ses nombreux équipements** et par une **animation culturelle** riche.

Dans ce contexte, la ville reçoit quotidiennement des usagers résidents des communes voisines ce qui représente un **atout pour la vitalité** du territoire et entraîne des **besoins d'aménagement**. Par exemple, la maison de santé pluri-professionnelle souhaite se développer et envisage de réaliser de nouveaux locaux. Un projet est à l'étude sur un terrain communal situé à proximité des écoles.



Hôtel de ville

La présente partie a pour objectif de recenser l'offre en équipements de la commune.

#### Cartographie des équipements du centre ville



Source : étude de revitalisation du centre-ville de Vergèze, Agence AME / TEMA / Trans'mobilité



## Equipements scolaires

La commune est dotée **d'équipements scolaires jusqu'au collège** :

- Deux écoles maternelles dont une publique de 7 classes et une privée de 2 classes
- Deux écoles élémentaires dont une publique de 14 classes et une privée de 4 classes
- Un collège de 28 classes qui accueille un total de 744 élèves dont 269 de Vergèze.
- Deux centres d'accueil de loisirs (maternel et élémentaires)

## Equipements sportifs

L'offre en équipements sportifs est riche sur le territoire.

La commune dispose notamment **d'un complexe sportif Diagana** situé chemin de Boissières composé de pistes d'athlétisme, sautoirs, cage de lancement et d'un terrain de foot. **Le stade municipal Diagana** permet d'accueillir jusqu'à 3 700 personnes.

Il existe également sur cette zone,

- 3 autres terrains de football (synthétique – stade d'honneur et un petit terrain d'entraînement)
- 5 courts de tennis
- 2 gymnases (Gymnase 1 : 498 personnes - Gymnase 2 : 906 personnes)

On compte par ailleurs **7 aires de jeux** dont :

- 5 aires de jeux destinées aux enfants
- un parcours de santé installé à l'intérieur de l'espace boisé du Puech du Rhône,
- un Skate Parc.

## Equipements culturels

La commune dispose de :

- 1 ciné-théâtre de près de 246 places,
- 1 salle polyvalente de près de 1 500 places,
- 1 centre socio-culturel
- 1 bibliothèque municipale

## Equipements administratifs et services

Les services suivants sont présents sur la commune :

- Poste
- Poste de police municipale
- Caserne de pompier
- Trois guichets de banque

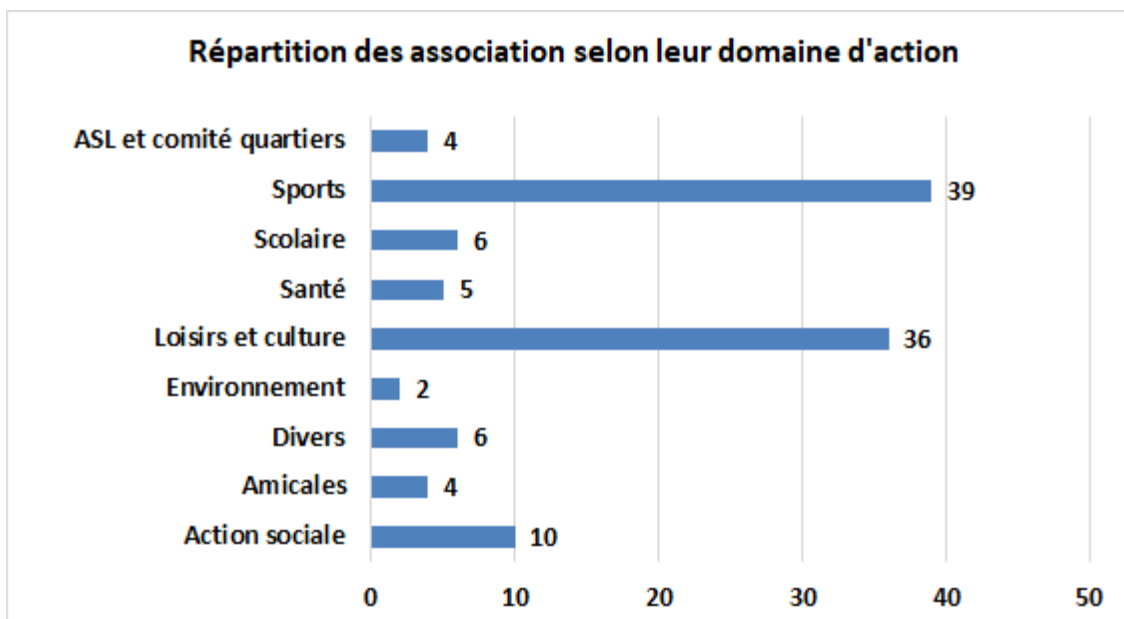
## Vie associative

La vie associative est très développée sur la commune avec un totale de 112 associations sportives, culturelles et caritatives.

On peut ainsi citer quelques clubs sportifs suivants :

- ASSP : club d'athlétisme (536 adhérents)
- Entente Perrier Vergèze : club de football (379 adhérents)
- Gym'Art : club de gymnastique artistique (324 adhérents)
- Basket club (208 adhérents)

Mais aussi des associations socio-culturelles telle que l'amicale retraités « Lou Véri » (166 adhérents) et des associations à thématique artistique (musique, mosaïque, peinture, chant, chorale, danse, théâtre...).



Source : étude de revitalisation du centre-vilel de Vergèze, Agence AME / TEMAH/ Trans'mobilité

## 7. DEPLACEMENTS

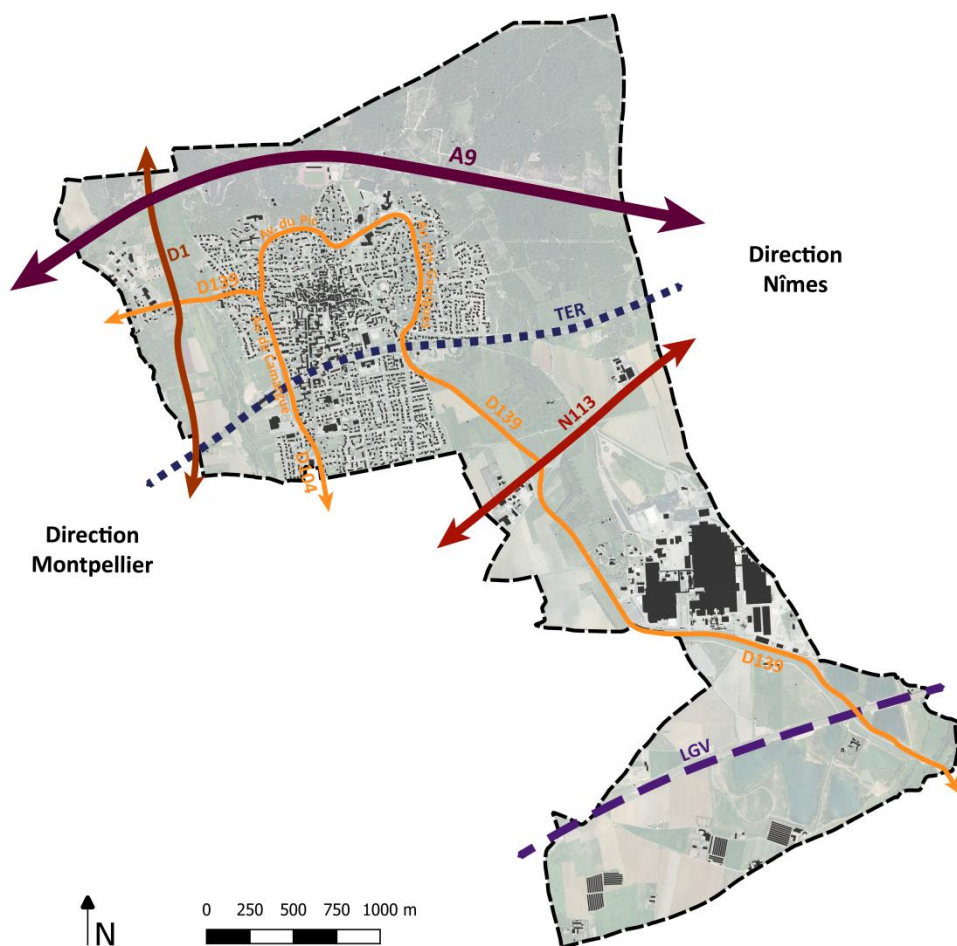
### 7.1. Structure du réseau viaire

Le territoire de Vergèze est traversé d'Est en Ouest par l'A9 au nord de la commune, cependant l'accès le plus proche se trouve à environ 10 minutes de la commune. La N113 traverse également la commune d'Est en Ouest en son centre, cet axe permet de rejoindre le centre de Nîmes en une trentaine de minutes.

Vergèze est desservie par trois routes départementales et trois avenues structurant le réseau :

- La D139, qui traverse la commune du Nord Ouest au Sud Est en contournant le centre urbain par le Nord. Elle se transforme en avenue du pic au Nord Ouest et en avenue des Garrigues au Nord Est
- La D104, arrivant du sud en traversant Codognan à l'Ouest du centre urbain.
- L'avenue de Camargue vient relier la D139 et la D104 afin d'entourer le centre urbain.
- La D1 passe à l'Ouest du Rhône sur un axe Nord Sud

Ces axes importants permettent une circulation autour du bassin urbain, un réseau de rues permet ensuite une desserte du centre-ville et des différents quartiers de la commune.





## 7.2. Fonctionnement du réseau viaire, trafics et accidents

### Fonctionnement du réseau viaire :

La D139 et la D104 sont les axes structurants de la circulation à Vergèze, ces deux routes entourent le centre dense et fonctionnent comme un périphérique pour la ville. A l'intérieur on retrouve une circulation plus complexe avec au nord de la voie ferrée des petites rues peu larges (dont certaines en sens unique), au sud un cheminement de routes desservant les différents lotissements. Les liaisons inter-quartiers ne sont pas évidentes, en effet, une grande partie des voies irrigant les quartiers pavillonnaires qui se sont développés autour du village se terminent en impasse.

### Trafics :

Le comptage automatique réalisé du 10 au 16 octobre 2020 donne les résultats suivants :

- D1 au Nord du croisement avec la D139 : 13 300 véhicules / jour en moyenne.
- D1 au Sud du croisement avec la D139 : 11 260 véhicules / jour en moyenne
- D139 à l'Ouest du croisement avec la D1 : 3 900 véhicules / jour en moyenne
- D139 à l'Est du croisement avec la D1 : 9 120 véhicules / jour en moyenne
- Avenue de Camargue : 7 440 véhicules / jour en moyenne
- Avenue du Pic : 4 700 véhicules en moyennes
- 

Le comptage automatique réalisé du 9 au 15 décembre 2020 donne les résultats suivants :

- D139 entre le centre-ville de Vergèze et la N113 : 5480 véhicules / jour en moyenne

Cette forte circulation entre la D1 et l'ouest du centre de Vergèze peut s'expliquer par la présence de la gare SNCF.

### Accidentologie :

Entre 2012 et 2015, on comptabilise 18 accidents de la route à Vergèze dont deux ont été mortels. Cependant, la présence de l'autoroute au Nord de la commune peut ne pas être représentative de la sécurité des routes sur la commune. En effet 5 de ces accidents (dont 1 mortel) ont eu lieu sur l'autoroute.

La répartition des autres accidents est assez homogène :

- 3 sur la N113 (hors zone urbaine)
- 8 sur la D139 (hors zone urbaine)

Ces accidents se concentrent majoritairement autour du croisement entre la N113 et la D139.

- 1 chemin de la Monnaie (en zone urbaine)
- 1 au croisement entre la rue de la Monnaie et la D1 (hors zone urbaine)

## 7.3. Stationnement sur Vergèze

La commune dispose de nombreux stationnements : environ 1 120 places au total et une trentaine de places à destination des personnes à mobilité réduite. Ces espaces de stationnement permettent principalement d'assurer l'accès aux équipements et aux commerces et sont répartis de la manière suivante :

- Secteur de Vergèze Espace : environ 260 places (1 borne électrique)
- Parking de Quiquillon : environ 200 places
- Secteur de la poste et de l'école maternelle : environ 80 places
- Parking de la place de la République : environ 50 places
- Secteur du collège : environ 90 places
- Parking du gymnase : environ 70 places
- Parking du stade : environ 200 places

- Parking de l'arène : environ 100 places

**Autres stationnements dispersés dans le reste de la zone urbaine :**

- Parking cottage : environ 20 places
- Parking de la rue Neuve : environ 20 places
- Parking de la rue du Temple : environ 40 places
- Parking du cimetière : environ 20 places



De nombreuses places sont par ailleurs disponibles le long des principales voies de circulation desservant les quartiers résidentiels. Ce parc public est complété par un parc de stationnement privé, destiné à répondre aux besoins des résidents ou de la clientèle, dans le cas d'établissements commerciaux par exemple. Ce parc de stationnement privé fait cependant défaut dans certains quartiers pavillonnaires. Les véhicules y stationnent fréquemment sur l'espace public, le long des voies de desserte le plus souvent.

## 7.4. Transports en commun

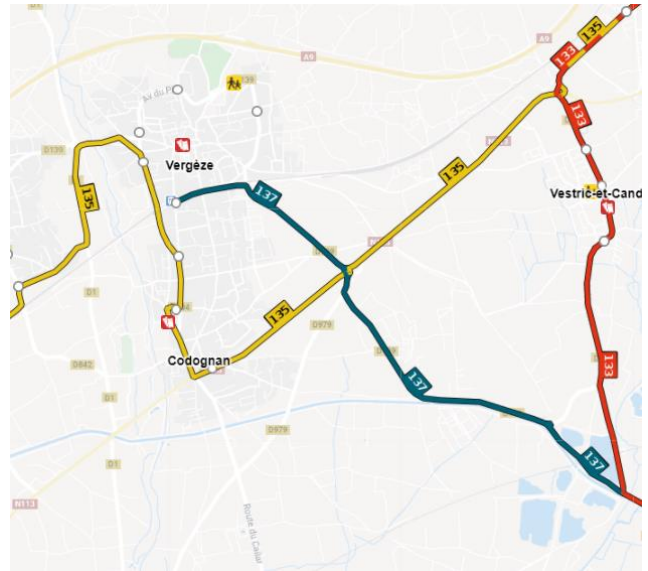
Vergèze dispose d'une **gare T.E.R** située dans le centre urbain. Le TER permet une liaison vers Nîmes, Beaucaire, Tarascon et Avignon dans un sens, Lunel, Montpellier, Sète, Agde, Béziers, Narbonne dans l'autre avec 24 passages par jour.

Vergèze est desservie par le **réseau de transports en commun de l'agglomération de Nîmes**. Plusieurs lignes desservent la commune :

- La ligne 135 (Lunel – Nîmes), jusqu'à 16 passages par jour avec les arrêts Avenue de Camargue et Emile Jamais
- La ligne 136 (Lunel – Sommières – Nîmes), jusqu'à 7 passages par jour avec les arrêts Rhône, Boulodrome, Collège la Garriguette, avenue des Garrigues, Gare SNCF, Emile Jamais et Chemin de la Monnaie.

- La ligne 137 (Vergèze – Aimargues), 2 passages par jour au niveau de l'arrêt gare SNCF.

Carte des lignes de bus desservant Vergèze



Source : Service public Occitanie transport – Edgard

Le tracé de la ligne 136 n'apparaît pas sur le site Edgard, cependant nous pouvons voir les différents arrêts desservis par cette dernière sur les cartes.

## 7.5. Circulations douces

La commune compte plusieurs aménagements afin de favoriser les déplacements doux :

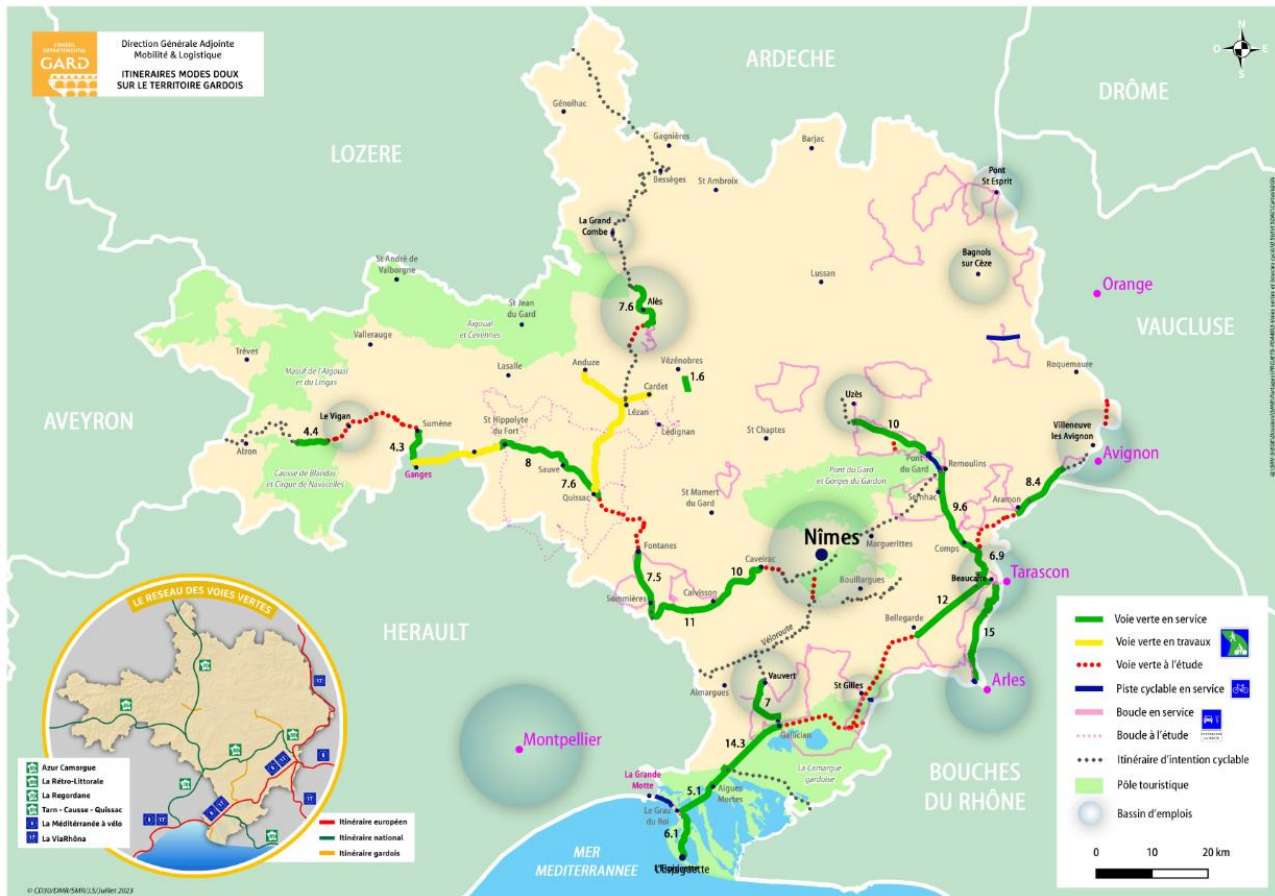
- Un cheminement vélo en cours sur la RD139 ;
- Un projet de cheminement vélo entre Vergèze et Vestric-et-Candiac en passant le long du site Perrier ;
- Un cheminement piéton le long de la D104, le long de la rue de la Gare, sur l'avenue des Vendanges ainsi qu'à l'est de la ZAC Malacorade ;
- Une vélo-route le long de la LGV au sud de la commune, allant du Vidourle à Manduel et faisant 40 km.
- De nombreux chemins de randonnée traversent la garrigue au Nord de la commune.

La commune est également concernée par un projet de voie verte porté par la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle (CCRV). Longue d'une dizaine de kilomètres, cette future voie cyclable longera le canal BRL et se raccordera au projet de voie verte du Rhône. Elle reliera les communes de Vestric-et-Candiac à l'Est et Gallargues-le-Montueux à l'Ouest, en passant par Codogan, Vergèze et Aigues-Vives. La vélo-route permettra également une liaison avec le futur Pôle d'Echanges Multimodal de Vergèze.

Enfin, en complément des voies douces sur la commune, le Conseil départemental aménage des voies de circulation dédiées aux déplacements doux. Elles constituent des routes sécurisées adaptées aux promenades familiales et touristiques, mais qui permettent également des déplacements de village à village sans avoir à emprunter le réseau routier.



Carte des vélo-routes départementales (source : Conseil départemental du Gard)



## 7.6. Synthèse des enjeux sur le fonctionnement du territoire

Atouts	Faiblesse	Enjeu pour le PLU
<p>Une offre riche et diversifiée</p> <p>Une ville animée</p> <p>Bonne accessibilité de la commune</p>	<p>Des infrastructures lourdes « traversantes »</p>	
Opportunités	Menace	Prévoir les aménagements nécessaires à l'évolution des équipements
<p>Attraction d'usagers des communes voisines</p>		

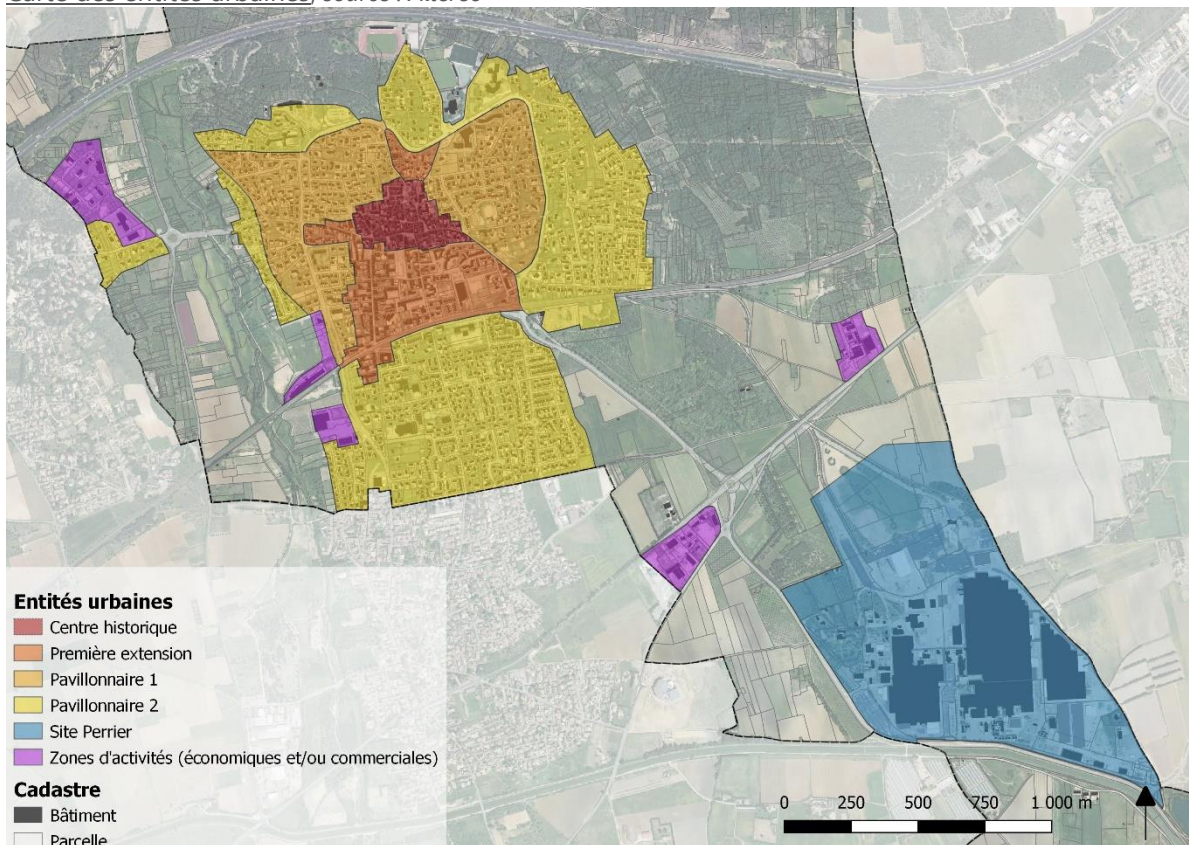
## 8. ANALYSE URBAINE ET FONCIERE

### 8.1. Morphologie urbaine

#### 8.1.1. Typologie urbaine

Vergèze s'est pendant longtemps limitée à son noyau ancien, c'est lors de l'arrivée du train dans la commune qu'on a pu remarquer une première extension de la ville. Celle-ci s'étend majoritairement en direction de la gare, au sud du centre historique. On observe par la suite différentes phases d'urbanisation en lien avec le développement de l'usine Perrier et l'arrivée de nombreux habitants. Aujourd'hui on peut voir l'arrivée de nouvelles entreprises et un développement du tertiaire.

Carte des entités urbaines, *source : Altereo*



Tous ces espaces représentent 282 hectares soit 28% de la surface du territoire. L'expansion des terres urbanisées est récente et très importante puisque cela représente plus de 200 hectares sur les cinquante dernières années.

Vue aérienne en 2018



Vue aérienne en 1961





## 8.2. Entités urbaines

### 8.2.1. Le centre historique

Le centre historique est composé d'un bâti dense, continu et aligné le long de la voirie. Les habitations sont accolées les unes aux autres autour de rues étroites et sinueuses. De manière générale, les parcelles sont petites et les constructions comprennent un ou deux étages. (R+1 ou R+2). Ce tissu urbain mixte comporte une valeur historique et patrimoniale, on y trouve la tour Sarrazine sur le toit de l'école privée du même nom, datant du XIII<sup>ème</sup> siècle. Le mitre de la cheminée est inscrit au titre des monuments historiques. Le tissu est dense avec 100 logements à l'hectare et offre peu d'opportunités foncières, cependant quelques opportunités de renouvellement y sont possibles. On y trouve principalement des bâtiments résidentiels malgré la présence de plusieurs équipements comme une église, une école privée et un cinéma / théâtre installé dans le bâtiment de l'ancienne mairie. L'enjeu de cette entité est de préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti tout en continuant le renouvellement du tissu urbain.



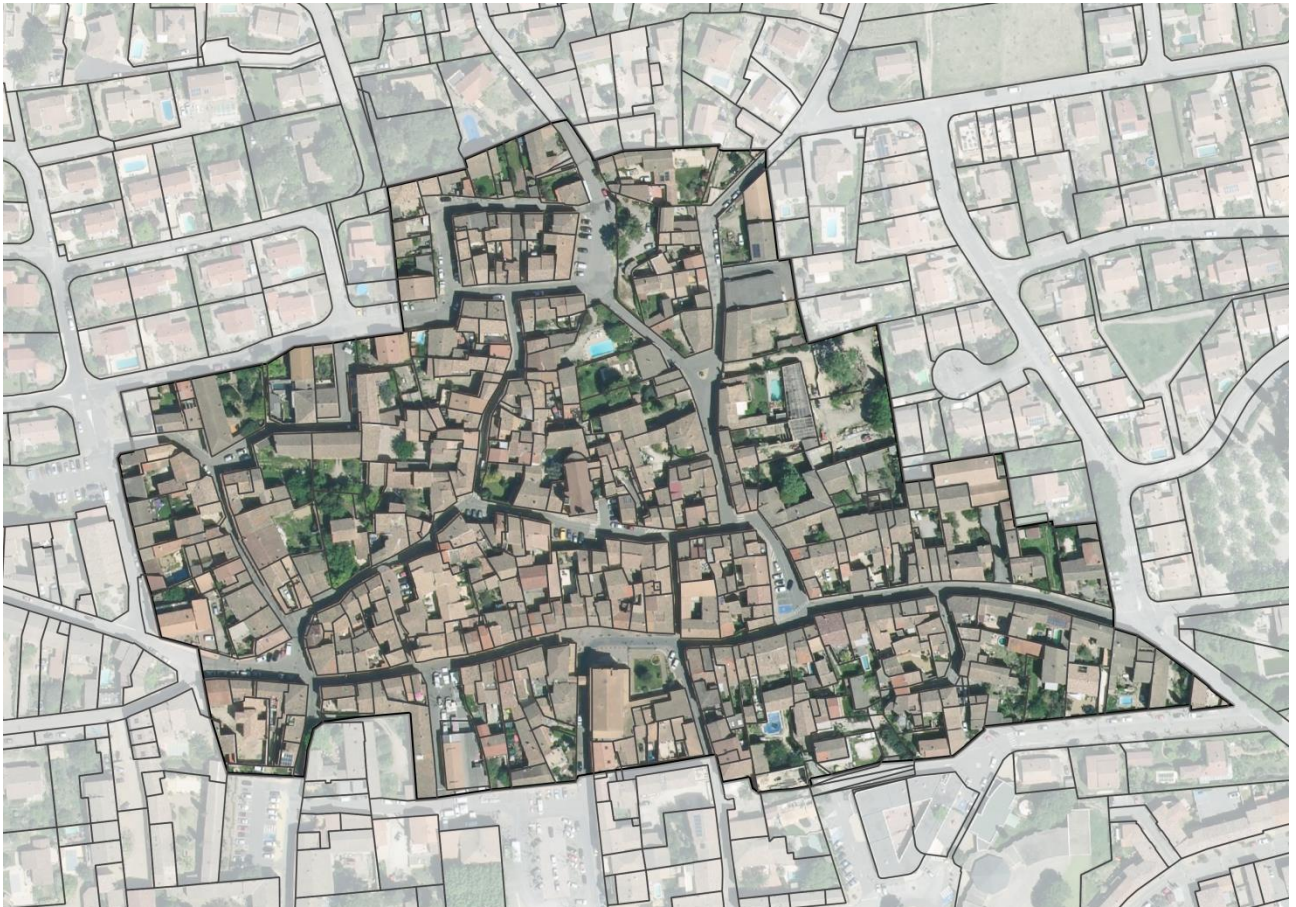
*Eglise de la rue haute*



*Tour Sarrazine*



*Place de la Mairie*





## 8.2.2. La première extension du centre

Cette extension fait suite à l'arrivée du train dans la ville se traduisant par un nouveau quartier au sud du centre historique permettant de relier la ville et la gare ainsi que d'une petite extension au nord entre la rue du Pic et le chemin de Boissière. Au sud, cette extension s'est faite autour de deux rues principales : la rue Neuve et la rue d'Entre Vignes. Ces deux rues sont caractéristiques de la ville grâce aux nombreuses maisons vigneronnes qui les bordent. Le tissu urbain est mixte et comporte de nombreux équipements publics : la mairie, la poste, la gare, plusieurs écoles ainsi qu'un espace de loisir et de culture. La densité y est raisonnée avec 26 logements à l'hectare, soit une parcelle moyenne de 380 m<sup>2</sup>, et un bâti à majorité en R+1. On y retrouve de nombreuses maisons en bande construites en pierre et quelques maisons individuelles. Les enjeux de cette entité sont de préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti existant tout en maintenant un renouvellement du tissu afin de permettre une densification raisonnée.



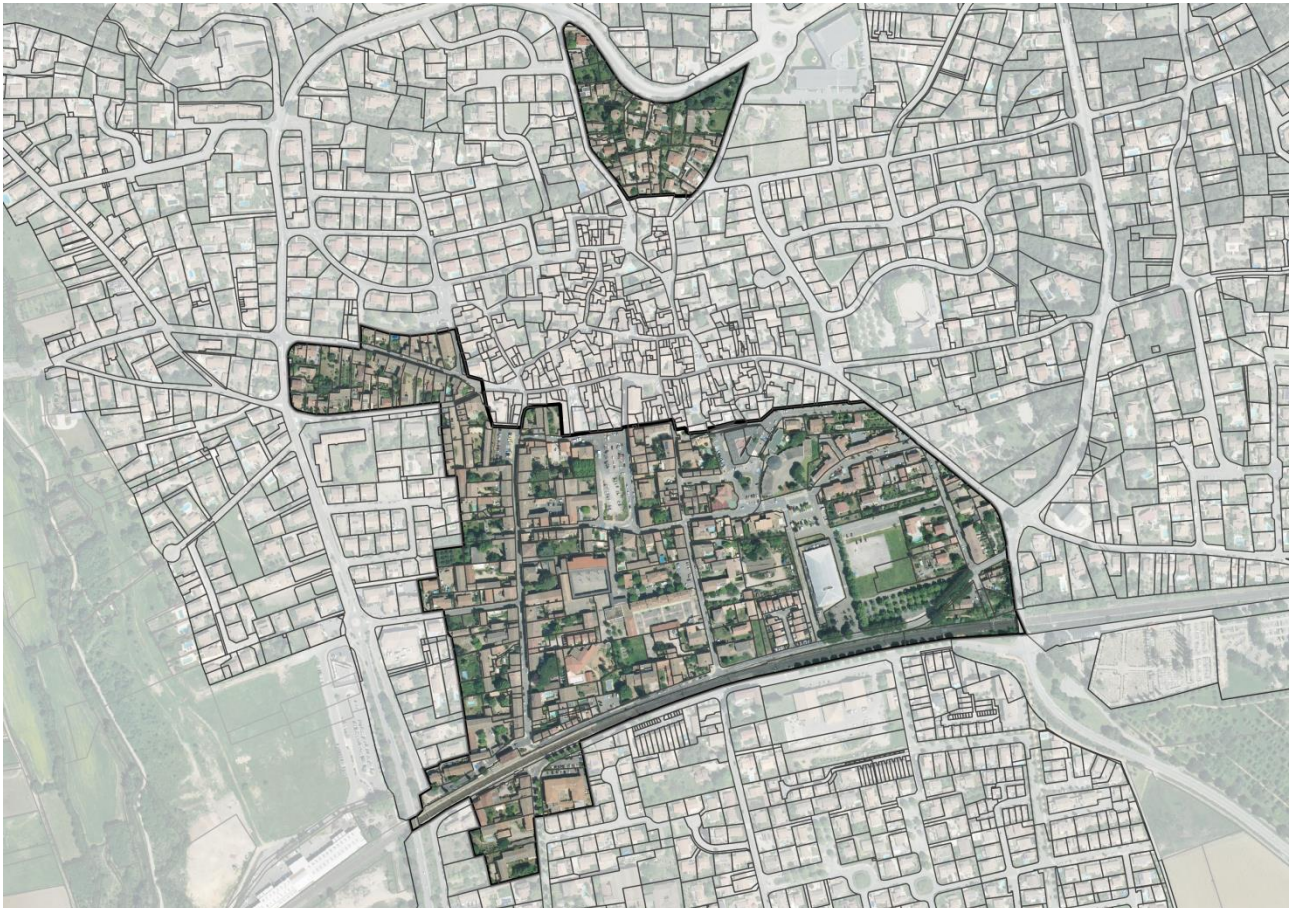
*Cour de maison vigneronne*



*Façade de maison vigneronne*



*Rue Neuve*





### 8.2.3. L'extension pavillonnaire « première couronne »

Suite à l'installation des usines Perrier au XXème siècle la commune a connu un fort développement, cela se traduit par l'arrivée importante de nouveaux résidents s'installant autour du centre historique dans des quartiers pavillonnaires prenant la forme de lotissements. Le bâti y est de faible hauteur (majoritairement du R+1), et composé de maisons individuelles ou mitoyennes. On retrouve dans cette extension presque exclusivement des résidences à l'exception des Arènes de Vergèze et d'équipements sportifs (salle de sport...). La densité y est relativement faible avec 20 logements à l'hectare, soit une parcelle moyenne de 500 m<sup>2</sup>. La dynamique actuelle est une densification des tissus par les comblements de dents creuses et les divisions parcellaires. L'enjeu pour la commune est de maîtriser les conditions de cette densification pour concilier la construction de nouveaux logements et la préservation du cadre de vie.



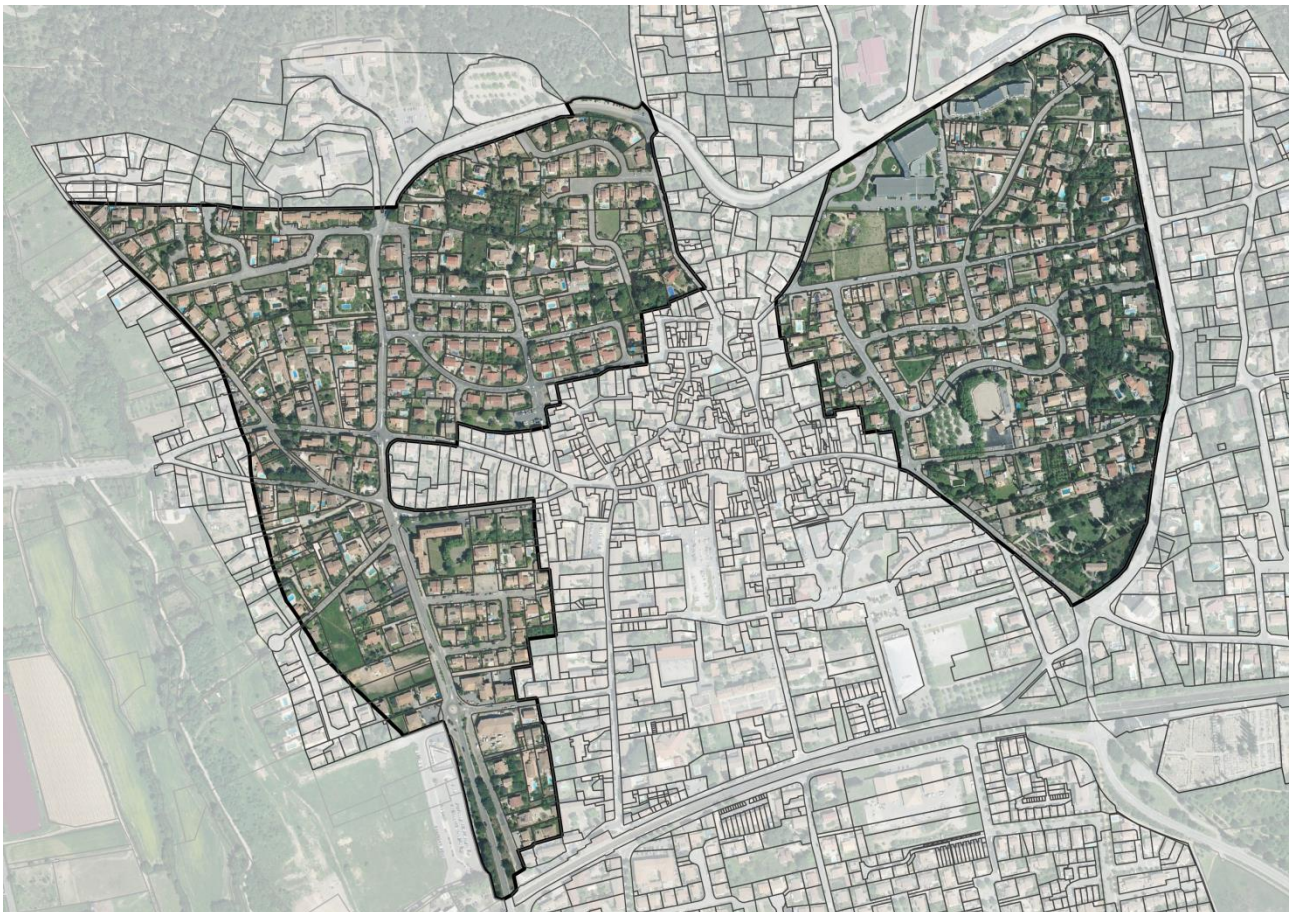
*Paysage pavillonnaire*



*Maisons mitoyennes*



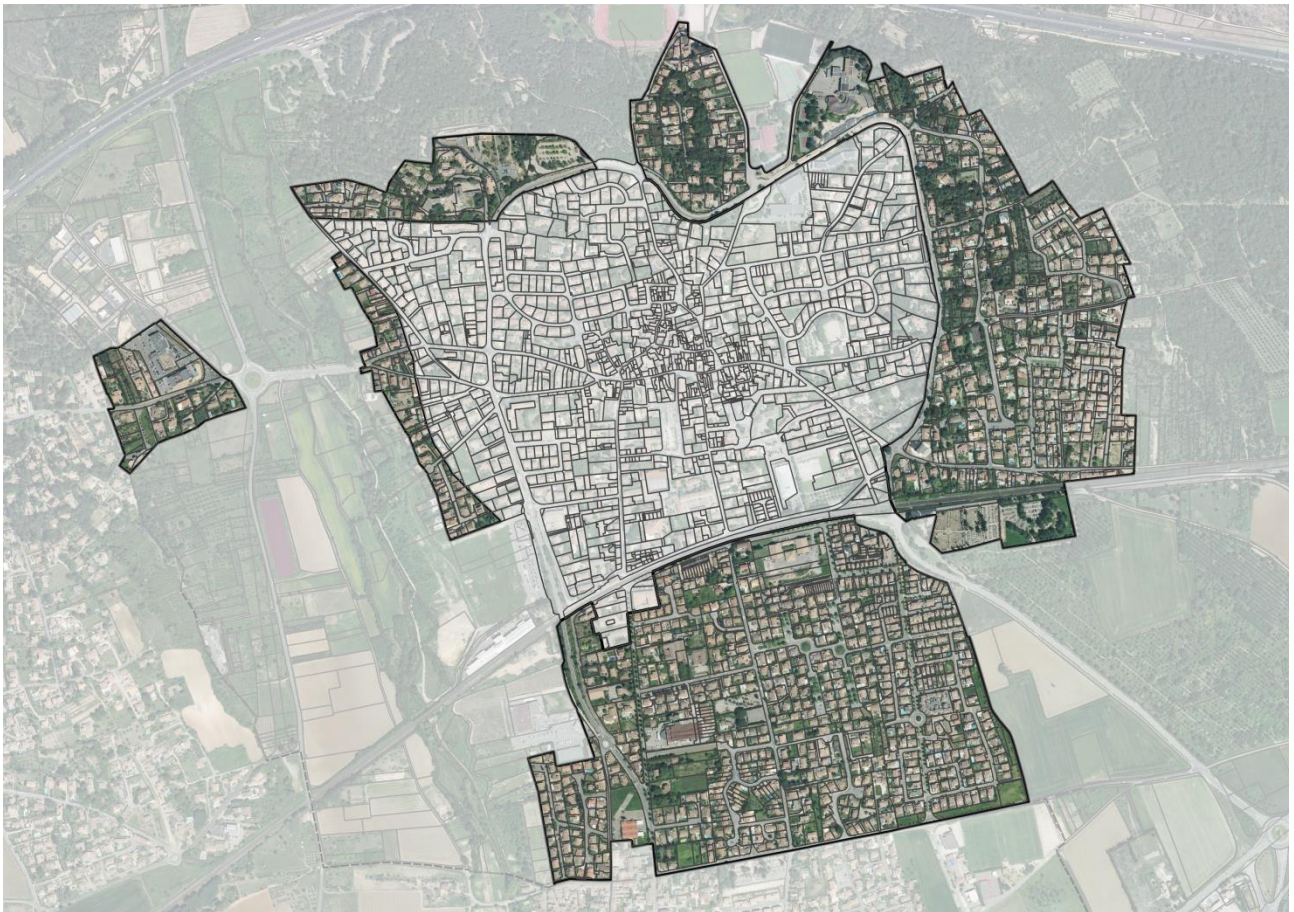
*Nouvelles constructions*





## 8.2.4. L'extension pavillonnaire « deuxième couronne »

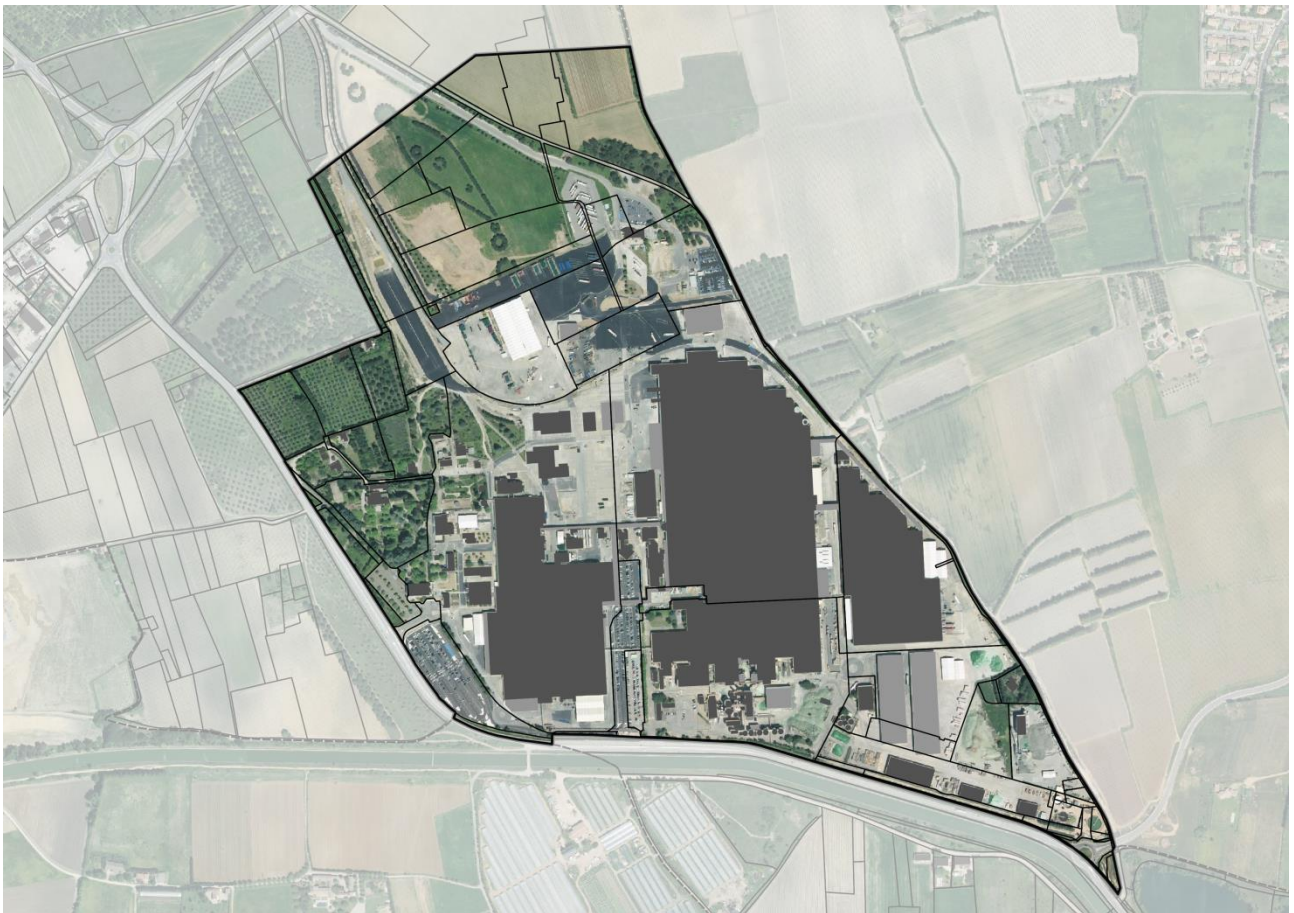
Cette extension pavillonnaire fait suite à la première, elle est relativement récente. On y retrouve un tissu urbain principalement résidentiel ainsi que quelques équipements tel un collège, une maison de retraite et le cimetière. Avec 18 logements à l'hectare, soit une parcelle moyenne de 550 m<sup>2</sup>, c'est l'espace urbain le moins dense de la commune. Le bâti est relativement similaire à celui de l'extension pavillonnaire précédente. On peut voir, dans cette entité, de nombreuses opportunités foncières avec beaucoup de dents creuses et plusieurs divisions parcellaires en cours ou envisageables à l'avenir. L'enjeu de cette entité est une densification raisonnée et un travail sur la limite de l'urbanisation et sa relation aux espaces extérieurs naturels ou agricoles.





## 8.2.5. La source Perrier

Situé au sud-est de la commune, la zone industrielle de la source Perrier s'étend sur plus de 90 hectares. On y retrouve principalement les usines Perrier mais également un musée et un parc. Cette entité se caractérise par une forte artificialisation du sol et par de grandes surfaces bâties et de voirie. Elle est le premier bassin d'emplois de la commune avec plus de 1500 emplois. L'enjeu de cette entité est de limiter l'artificialisation sans entraver le développement de l'entreprise ainsi que de permettre les projets d'évolution du parc et du musée tout en conservant le caractère patrimonial du site. Une extension du site au nord est prévue par l'OAP n°2. Elle aura pour objectifs de développer les possibilités de stationnements, faciliter les accès au site en répartissant les poids lourds sur un axe et les véhicules légers et vélos sur l'autre, et enfin créer une nouvelle zone dédiée à la préparation des containers.





## 8.2.6. La zone d'activité Montée Rouge

La zone d'activité Montée Rouge se situe au nord-ouest de la commune. Son développement est récent puisqu'il commence dans les années 2010. Cette zone d'activité commerciale et artisanale permet de développer l'économie tertiaire sur la commune. Elle montre l'attractivité du territoire avec l'installation de nombreuses entreprises en peu de temps. L'enjeu de cette entité est de diversifier les emplois de la commune pour ne plus être dépendant d'un secteur.



## 8.2.7. Les autres zones d'activités économique ou commerciales

Le territoire compte plusieurs poches d'activités économiques ou commerciales le long de la RN113, en discontinuité des tissus existants.

A l'ouest de la ville, on note également la présence d'une grande surface commerciale au sud de la voie ferrée et d'un secteur avec une entreprise accolée à la voie ferrée au nord.



## 8.3. Propriétés foncières communales

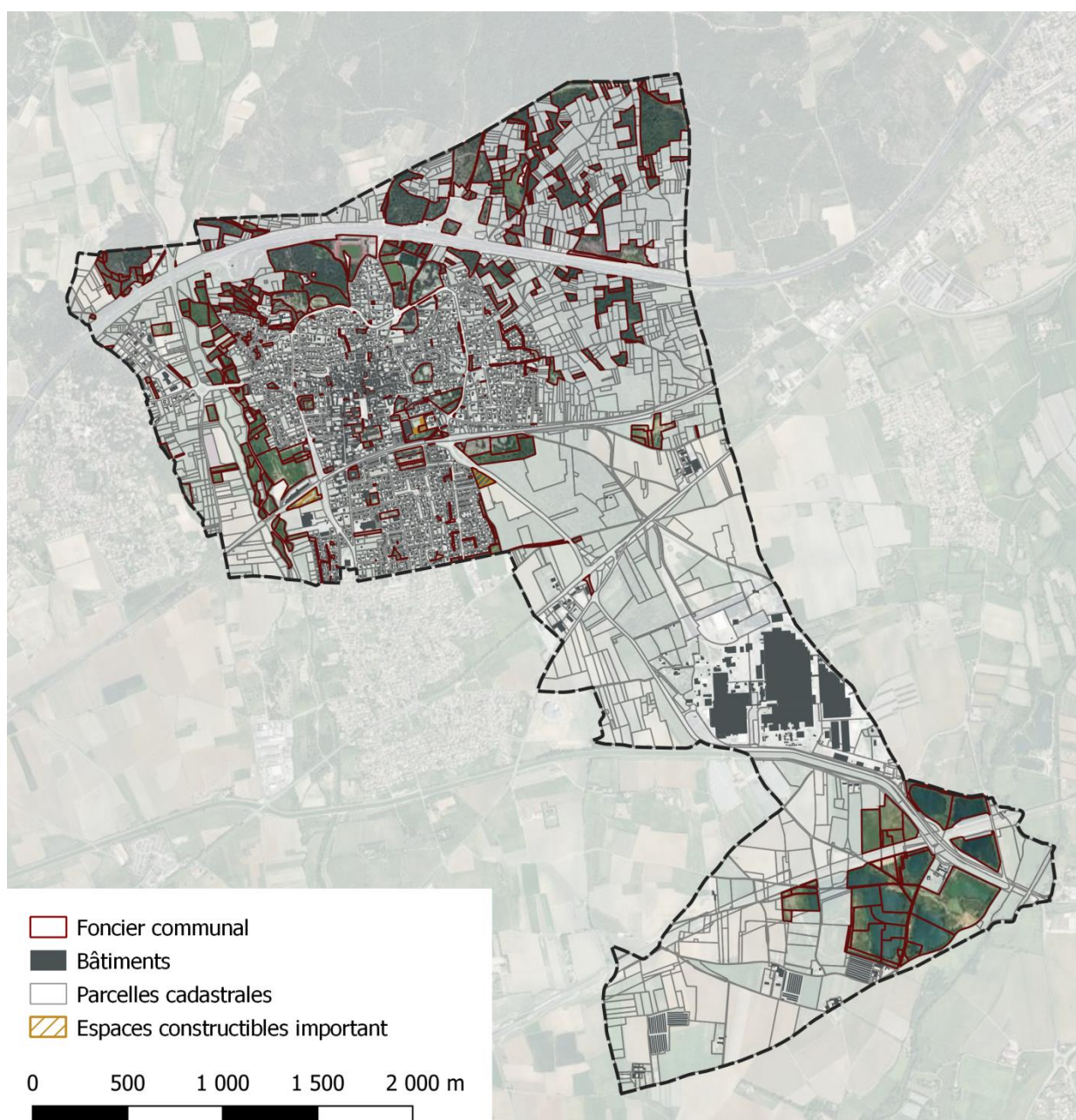
Les propriétés communales sont essentiellement situées dans le centre-ville et sa périphérie. La commune dispose également de nombreux terrains dans les garrigues au nord de l'autoroute ainsi qu'au niveau des lacs de Vergèze.

Les parcelles communales sont majoritairement occupées par des espaces naturels. On retrouve de la garrigue sur les parcelles du nord et de l'est de la commune. Les parcelles à l'est correspondent en partie aux zones d'expansion des crues du Rhône. Les parcelles communales du sud-est de la commune correspondent aux lacs de Vergèze est sont majoritairement recouvertes d'eau.

Les parcelles du centre sont destinées aux équipements publics, on y retrouve beaucoup de parkings, le cimetière, le stade, le collège, le gymnase, les écoles et de nombreux autres équipements communaux.

Peu de disponibilités foncières publiques demeurent non affectées à un équipement. On note 3 espaces important :

- Une parcelle de 2500 m<sup>2</sup> à coté de Vergèze espace
- Une parcelle de 7500 m<sup>2</sup> à l'est du centre-ville, au sud de la voie ferrée
- Une parcelle de 6500 m<sup>2</sup> au nord-est de la ZAC Malacorade



## 8.4. Potentiel de densification et de renouvellement de l'enveloppe urbaine

Afin de calculer les besoins en foncier constructible de la commune, il est nécessaire d'évaluer le potentiel de production de logement au sein du tissu urbain actuel, à savoir :

- les dents creuses ;
- les éventuelles possibilités de division foncière et les projets de renouvellement urbain s'ils sont connus.

### ***Méthode d'analyse***

**Les critères d'identification des espaces interstitiels (dents creuses et potentiels de division parcellaire) sont les suivants :**

- Délimitation d'entités urbaines en cohérence avec les tissus urbains existants,
- Définition de densités cibles par entités en fonction des densités actuelles et des objectifs de densification de la commune,
- Repérage exhaustif des terrains urbanisables dans chaque entité urbaine au regard des critères fixés,
- Calcul d'un potentiel de logements théorique par terrain identifié.

### 8.4.1. Identification des entités urbaines

**La commune de Vergèze présente une urbanisation regroupée autour de son noyau historique.** Le PLU en vigueur distingue trois quatre entités urbaines à vocation mixte :

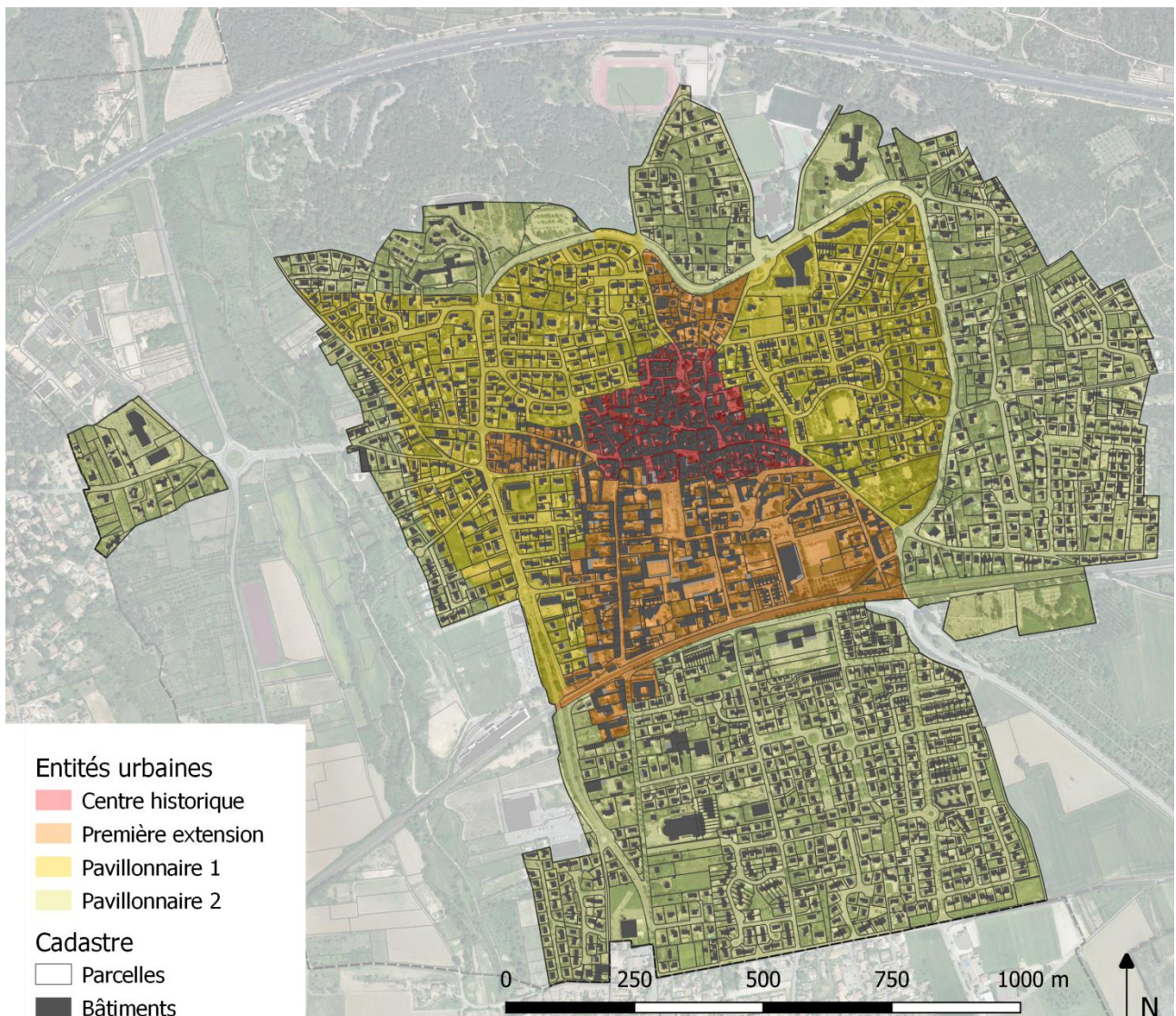
- le centre historique ;
- la première extension du centre ;
- une première couronne d'extension pavillonnaire ;
- la seconde couronne d'extension pavillonnaire.

Les secteurs d'activités et d'équipements ne sont pas pris en compte dans cette étude car ils n'ont pas vocation à accueillir du logement.



Vergèze : Présentation des entités urbaines

Source : Altereo



Sur chacune de ses entités, des terrains disponibles ont été recherchés en accord avec la densité projetée. La densité cible des secteurs permet de définir une « parcelle cible » qui est la surface minimale des opportunités qui seront retenues.

La définition des densités cibles par zones du PLU à venir est déterminée à partir des densités observées et des objectifs de densification raisonnée de la commune.

Tableau d'analyse de la densité par zone  
Source : Altereo

Entités urbaines		Densité actuelle	Consommation foncière moyenne par logement	Densité cible	Parcelle cible
A – Centre historique		100 lgts/ha	100 m <sup>2</sup>	<b>100 lgts/ha</b>	<b>100 m<sup>2</sup></b>
B – Première extension		26 lgts/ha	380 m <sup>2</sup>	<b>30 lgts/ha</b>	<b>330 m<sup>2</sup></b>
C – Pavillonnaire 1		20 lgts/ha	500 m <sup>2</sup>	<b>27 lgts/ha</b>	<b>370 m<sup>2</sup></b>
D – Pavillonnaire 2		18 lgts/ha	550 m <sup>2</sup>	<b>25 lgts/ha</b>	<b>400 m<sup>2</sup></b>

## 8.4.2. Identification des sites de densification (logements)

**Les sites du potentiel foncier sont ensuite identifiés en prenant en compte la parcelle cible.**

L'analyse se base sur le plan cadastral de 2020 et une vérification de terrain menée en mars 2021.

Certains terrains ne sont pas aptes à recevoir de nouvelles constructions car ils correspondent à des équipements, des parcs ou encore des zones de risques. Ces terrains-là ne sont pas comptabilisés dans le potentiel de densification.

La commune est notamment concernée un Plan de Prévention des Risques (PPR) :

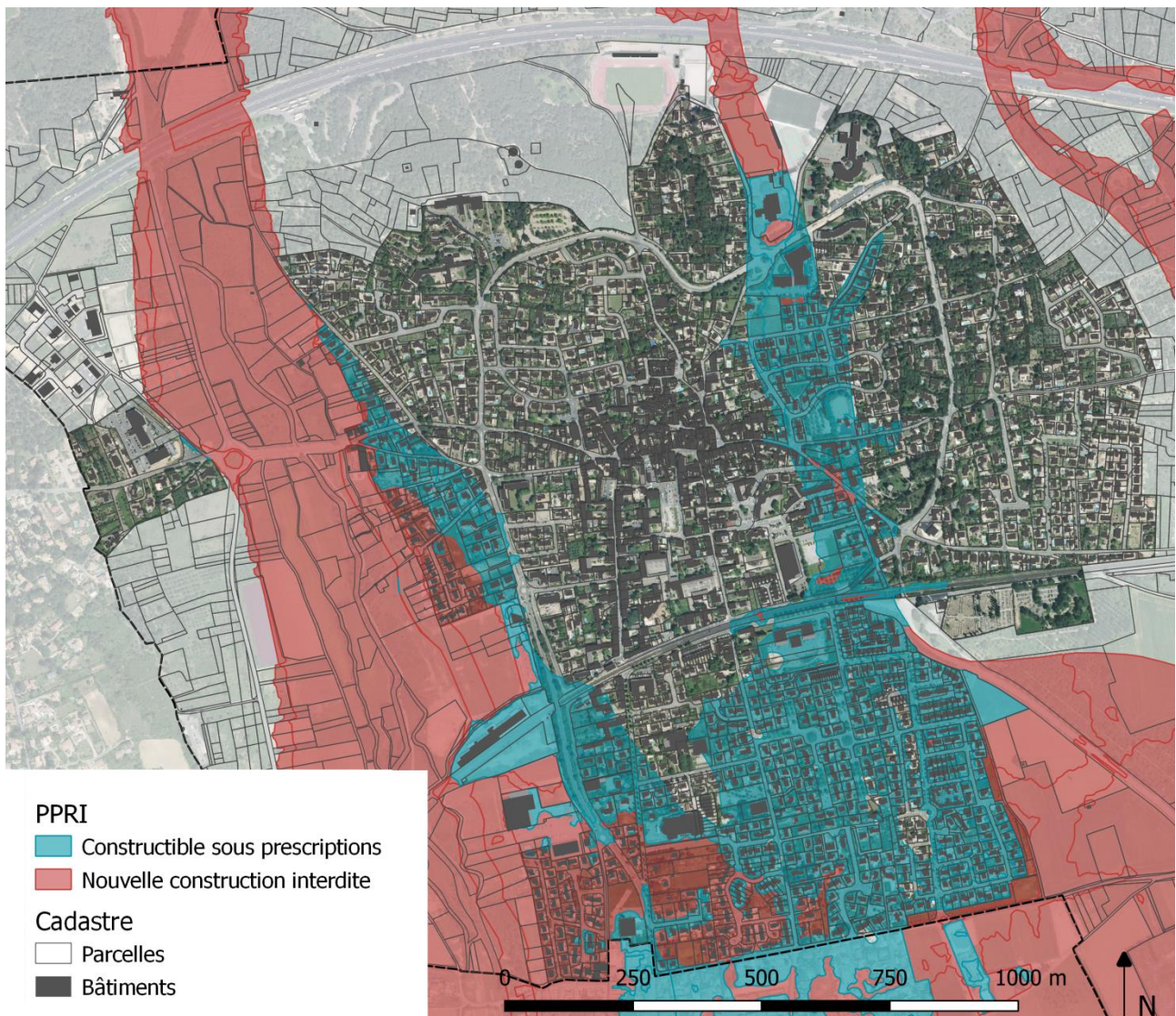
- le PPR Inondation (PPRI) du Rhône approuvé en juillet 2017

La carte ci-dessous synthétise le PPRI en différenciant les zones à risque fort (inconstructibles) aux autres zones dans lesquelles les constructions sont soumises à des prescriptions particulières.



Zones concernées par le PPRI

Source : Altereo



Le potentiel résiduel identifié au sein de la zone urbaine représente 8,57 ha brut.

Afin d'évaluer le nombre de logements que ces espaces peuvent réellement produire, une probabilité de construction est appliquée pour chaque site identifié, qui se traduit ci-après par un degré de priorité.

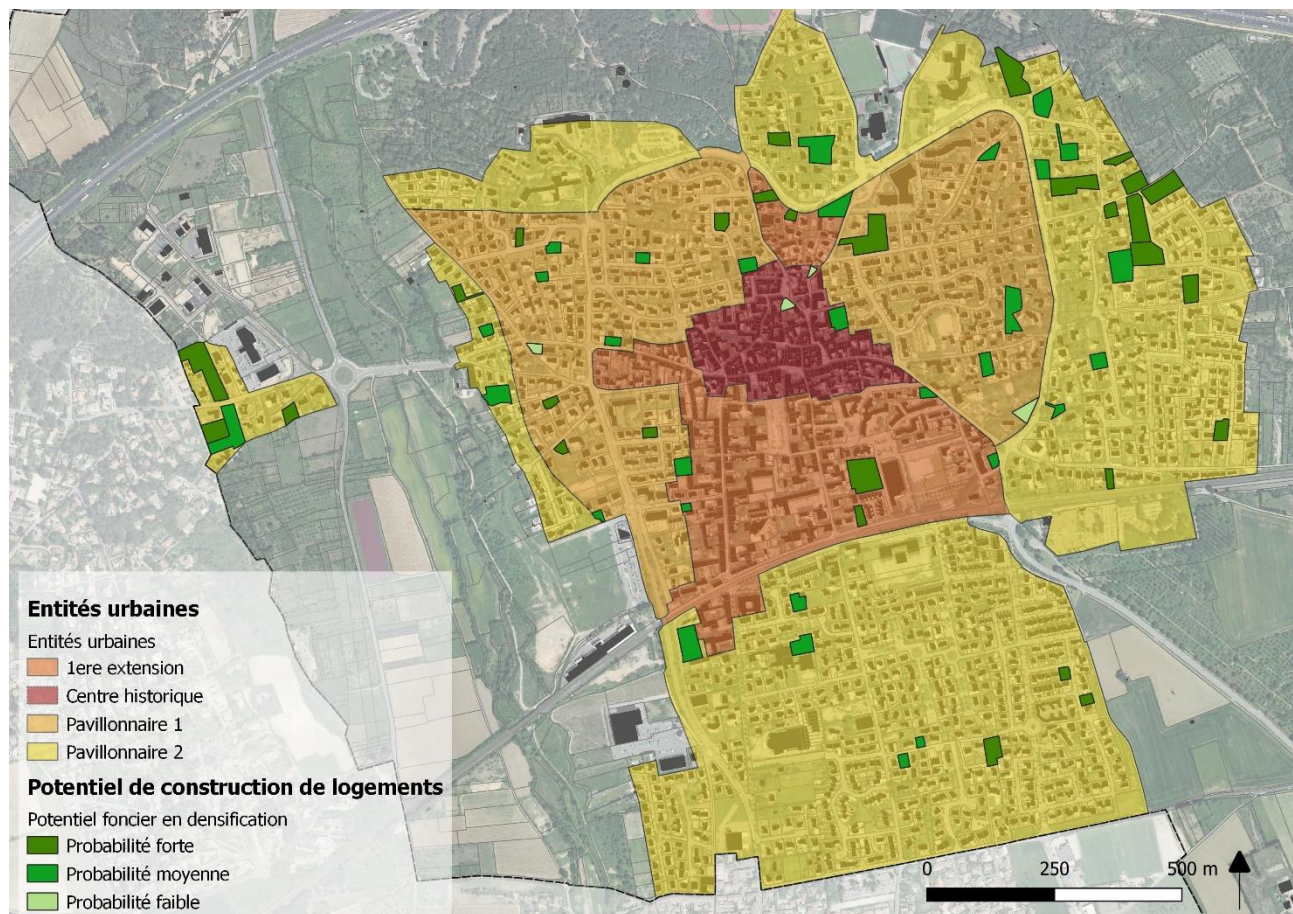
**Rappel : 3 niveaux de priorité correspondants à la facilité de construction de chaque terrain**

- **Probabilité forte** : les dents creuses (parcelles de terrain entière), terrains accessibles, une topographie et une configuration optimale. Pour les dents creuses accessibles, on estime que 90% des terrains identifiés seront urbanisés.
- **Probabilité moyenne** : division parcellaire, et dents creuses où l'occupation du sol limite la densification. On estime que 75% des terrains identifiés dans cette catégorie seront urbanisés.
- **Probabilité faible** : divisions parcellaires et dents creuses difficilement urbanisables (accès, espaces aménagés, cultures, jardins...). On estime que 50% des terrains identifiés dans cette catégorie seront urbanisés.



Potentiel foncier de construction de logement hiérarchisé

Source : Cadastre 2020 / Altereo



En conclusion, la surface effectivement disponible après pondération est d'environ 7 ha avec un potentiel de création de logements d'un peu moins de 200 logements.

Hiérarchisation	Surface théorique (ha)	Potentiel de logement théorique	Pondération	Surface pondérée (ha)	Potentiel de logement pondéré
Priorité 1	4,51	120	90%	4,06	108
Priorité 2	3,84	110	75%	2,88	82
Priorité 3	0,22	11	50%	0,11	5

Total des surfaces potentielles théoriques 8,57

**Total des surfaces potentielles pondérées 7,05**

Total logements potentiels théorique 241

**Total logements potentiels pondéré 195**

**Erreur ! Liaison incorrecte.**

## 8.5. Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

### 8.5.1. Consommation au cours de la période de référence 2010-2020

La loi climat et résilience adoptée en août 2021 stipule à l'article 194 que :

« Pour la première tranche de dix années, le rythme prévu à l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales ne peut dépasser la moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers observée au cours des dix années précédant la date mentionnée au 1° du présent III ; »

De ce fait, afin d'assurer la compatibilité du projet avec la loi, une première analyse de la consommation des espaces naturels et agricoles par l'urbanisation résulte d'une étude basée sur le calcul des surfaces bâties entre deux périodes : 2010 et 2020.

L'objectif de cette démarche est d'estimer les surfaces agricoles et naturelles qui se sont artificialisées à l'échelle communale.

A partir des espaces agricoles et naturels de références définis par le PLU en vigueur, l'analyse permet d'estimer les îlots agricoles et naturels qui ont depuis évolués vers une vocation urbaine (logements, activités, équipements).

La notion de trame urbaine prend en compte tous les espaces urbanisés du territoire, y compris les habitations isolées et les exploitations agricoles.

Entités	Superficie de l'enveloppe urbaine en 2010 en ha		Superficie de l'enveloppe urbaine en 2020 en ha	
	surface	%	surface	%
Trame urbaine	256,73	25,44	277,67	27,52
Densification	235,12	23,30	241,87	23,97
Extension	0,00	0,00	10,93	1,08
Mitage en A et N	21,61	2,14	24,87	2,46
Trame naturelle	241,67	23,95	240,24	23,81
Trame agricole	510,72	50,61	491,22	48,68
Total commune	1009,12	100	1009,12	100

Evolution	
En ha	En ha/an
20,93	2,09
6,74	0,67
10,93	1,09
3,26	0,33
-1,43	-0,14
-19,50	-1,95

En 2010, la trame urbaine de la commune de Vergèze représentait 256,73 hectares, en 2020, elle atteint 277,67 hectares. Elle a progressé de 20,93 hectares sur une période de 10 ans, soit 2,09 ha/an sur la période 2010-2020.

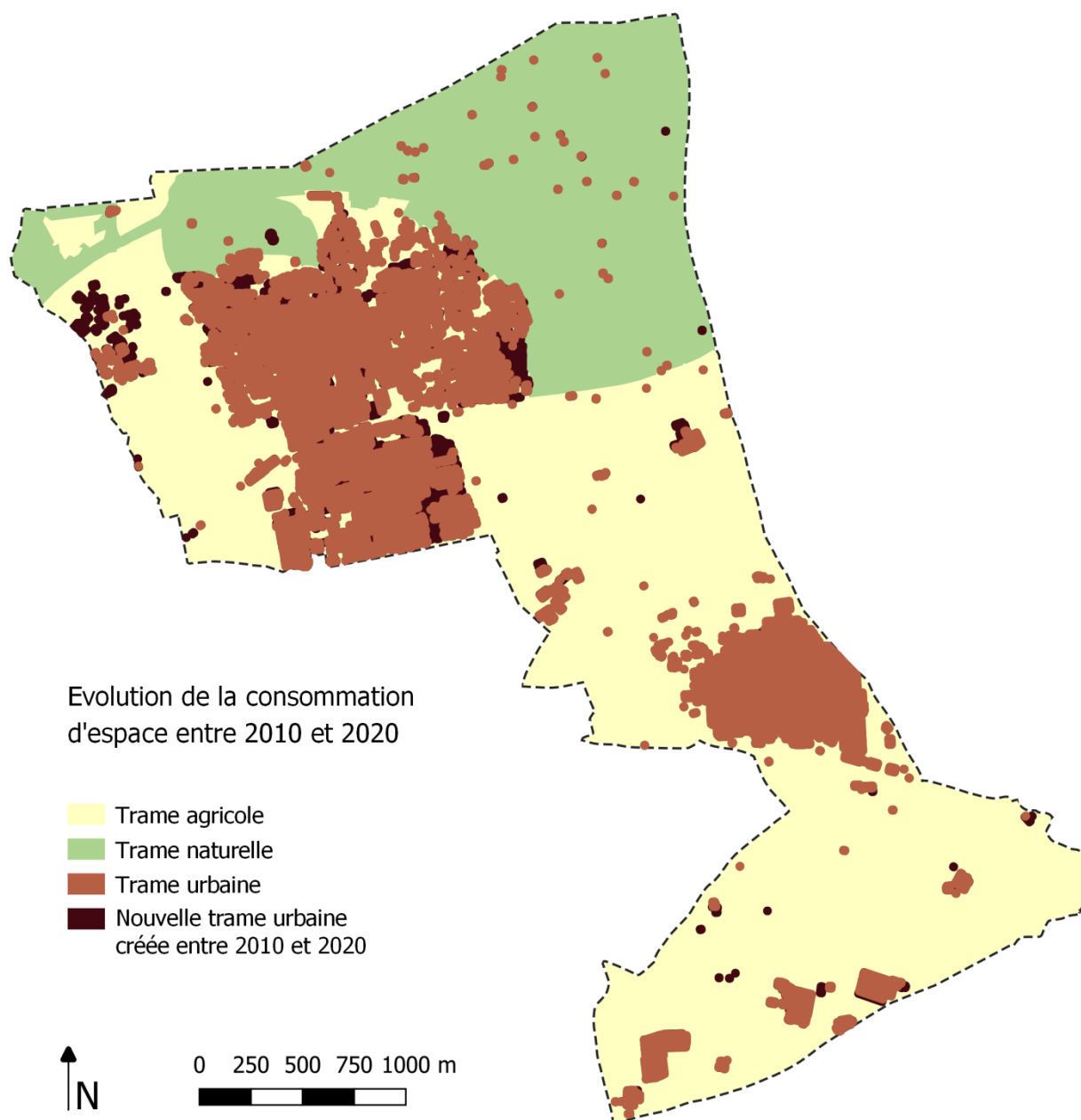
L'artificialisation de la commune a fait progresser la trame urbaine de 25,44% à 27,52% du territoire communal, ce qui correspond à une évolution faible mais non négligeable. Cette artificialisation des sols a principalement touché les espaces agricoles de la commune, qui ont reculés de 19,50 hectares.

Les extensions ont été très consommatrices d'espaces avec plus de 10,93 hectares d'espaces agricoles et naturels consommés entre 2010 et 2019. Les constructions isolées ont également participé au mitage des espaces agricoles et naturels, avec près de 3,26 hectares consommés en 10 ans.

Enfin, la densification des zones existantes a entraîné une consommation d'espace importante, notamment au niveau de la zone d'aménagement concertée de Malacorade.

La loi sur la Zéro Artificialisation Nette fixe un objectif d'artificialisation très limité pour les dix prochaines années. Cela devra correspondre à 50% de la surface artificialisée sur les dix dernières années, soit 10,47 hectares pour Vergèze. Cependant le SCoT Sud Gard définit un objectif de seulement 4 hectares de foncier consommé pour du logement ou du tissu mixte (logements et activités) d'ici 2030.

Evolution de la consommation d'espaces 2010-2020 – échelle communale  
*Cadastre 2020, Altereo*



## 8.5.2. Consommation au cours des 10 dernières années

Le code de l'urbanisme stipule également à l'article L151-4 que :

« Le rapport de présentation (...) analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme »

Ainsi, une seconde analyse est proposée sur la période 2013-2023 de manière à couvrir les 10 années précédant l'arrêt du projet de plan.

Entités	Superficie de l'enveloppe urbaine en 2013 en ha		Superficie de l'enveloppe urbaine en 2023 en ha	
	surface	%	surface	%
Trame urbaine	263,99	26,15	286,56	28,39
Densification	243,04	24,07	246,61	24,43
Extension	0	0,00	16,4	1,62
Mitage en A et N	20,95	2,08	23,55	2,33
Trame naturelle	265,99	26,35	264,79	26,23
Trame agricole	479,56	47,50	458,19	45,39
Total commune	1009,54	100	1009,54	100

Evolution	
En ha	En ha/an
22,57	2,26
3,57	0,36
16,4	1,64
2,6	0,26
-1,2	-0,12
-21,37	-2,14

En 2013, la trame urbaine de la commune de Vergèze représentait 263,99 hectares, en 2023, elle atteint 286,56 hectares. Elle a progressé de 22,57 hectares sur une période de 10 ans, soit 2,26 ha/an sur la période 2013-2023.

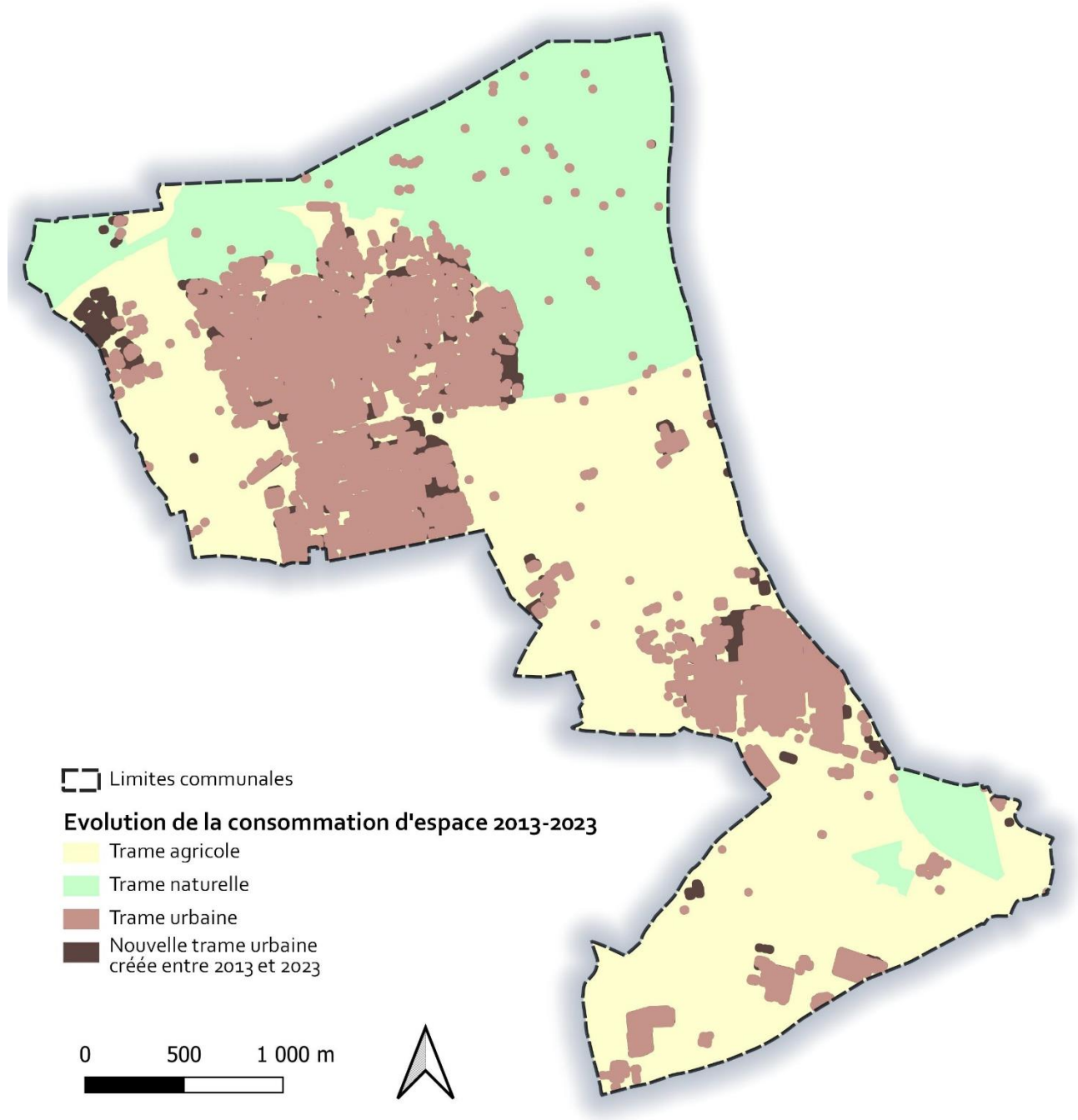
L'artificialisation de la commune a fait progresser la trame urbaine de 26,15 % à 28,39 % du territoire communal, ce qui correspond à une évolution faible mais non négligeable. Cette artificialisation des sols a principalement touché les espaces agricoles de la commune, qui ont reculés de 21,37 hectares.

Les extensions ont été très consommatrices d'espaces avec plus de 16,4 hectares d'espaces agricoles et naturels consommés entre 2013 et 2023. Les constructions isolées ont également participé au mitage des espaces agricoles et naturels, avec près de 2,6 hectares consommés en 10 ans.

Enfin, la densification des zones existantes a entraîné une consommation d'espace importante, notamment au niveau de la zone d'aménagement concertée de Malacorade.

Bien que l'artificialisation du territoire n'ait pas été trop importante ces 10 dernières années, on note une légère augmentation par rapport à la période 2010-2020. Il est nécessaire de surveiller, contrôler et limiter le mitage et les extensions urbaines qui viennent éroder les espaces naturels mais surtout agricoles.

Evolution de la consommation d'espaces 2013-2023 – échelle communale  
*Cadastre 2023, Altereo*





## 9. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

---

### 9.1. Analyse du mécanisme de consommation des logements

*Les mécanismes de consommation constatés au cours des périodes précédentes à Vergèze, ainsi que les mouvements enregistrés sur l'ensemble de la France, démontrent qu'il est nécessaire de réaliser de nouveaux logements, pour assurer le maintien de la population actuelle.*

Quatre phénomènes sont à prendre en compte et vont consommer une partie du parc nouvellement construit :

- le renouvellement,
- le desserrement,
- la variation du parc de résidences secondaires,
- la variation du parc de logements vacants.

#### Le phénomène de renouvellement

*Parallèlement à la construction de nouveaux logements, certains logements sont démolis, abandonnés ou affectés à un autre usage (commerces, bureaux, etc.). Parfois, à l'inverse, des locaux existants peuvent devenir des logements et être réinjectés dans le parc. Ces dynamiques correspondent au phénomène de renouvellement.*

*Le renouvellement se calcule en comparant le nombre de logements construits durant une période intercensitaire et la variation du parc total de logements durant la même période.*

##### Le phénomène de renouvellement entre 2015 et 2017 :

Entre 2015 et 2017, le parc de logements a augmenté de 91 logements alors que 86 nouveaux logements ont été réalisés. La commune a donc connu un renouvellement qui entraîne la création de nouveaux logements.

Ce sont **5 logements qui ont été intégrés** au parc par le renouvellement (changement de destination de locaux...) en 2 ans.

Le phénomène de renouvellement est donc l'ordre de **- 0,11%/an**, ce qui correspond à une diminution du besoin en logements d'environ 50 logements en 10 ans.

#### Le phénomène de desserrement

*La construction de logements doit également être suffisante pour assumer de nouveaux comportements sociaux. En effet, à l'échelle nationale et départementale, ainsi que dans la plupart des communes, le nombre moyen d'occupants par résidence principale est en baisse. Cette évolution correspond au phénomène de « desserrement », lié aux changements dans nos modes de vie. Elle s'explique par de nouveaux comportements sociaux : progression des divorces et séparations, augmentation du nombre de personnes célibataires, augmentation du nombre de familles monoparentales, vieillissement de la population, décohabitation des jeunes, etc.... Un couple avec deux enfants étudiants/jeunes actifs qui divorce aura besoin de 4 logements alors qu'initialement il en utilisait un seul. Ce phénomène de desserrement engendre une diminution du nombre de personnes par ménage. Il faut donc aujourd'hui plus de logements pour loger une population égale.*

##### Le phénomène de renouvellement entre 2007 et 2017 :

A Vergèze, le nombre de personnes par logement est en effet passé de **2,47** en 2007 à **2,43** en 2017.

La diminution du nombre d'occupants par résidence principale a consommé une partie du parc de logements de 2007, soit **26 logements**.



## Variation des résidences secondaires

La commune a connu, de 2007 à 2017, une diminution de son taux de résidences secondaires : leur part a baissé de 3,1% à 2,2%.

### La variation des résidences secondaires entre 2007 et 2017 :

Sur la commune de Vergèze, le parc de maisons secondaires ou occasionnelles représente une faible proportion du parc total de logements : en 2017, il a été dénombré **50 maisons secondaires pour un parc de 2303 logements**, soit une proportion de 2,2%. Cette proportion a baissé depuis le recensement de 2007 et les chiffres montrent que **3 maisons secondaires ont sans doute été transformées en résidence principale durant cette période intercensitaire**.

## Variation des logements vacants

*L'existence d'un parc de logements vacants est indispensable pour assurer la fluidité du marché et permettre aux habitants d'une commune de changer d'habitation en fonction de leurs besoins (naissance ou départ des enfants). Un taux équivalent à environ 6% du parc de logements permet d'assurer une bonne rotation de la population dans le parc de logements.*

L'importance du parc de logements vacants dans une commune est fluctuante :

- l'insuffisance du parc de logements provoque une réduction du nombre de logements vacants,
- au contraire, une offre abondante ou un parc comportant de nombreux logements anciens vétustes engendre une augmentation du nombre de logements vacants.

En **2007**, 4,6 % du parc de logements correspondent à des logements vacants, soit **78 logements** en valeur absolue.

En **2017**, 6,23 % du parc de logements correspondent à des logements vacants, soit **144 logements** en valeur absolue.

Ainsi sur la période 2007-2017, le parc de logements communal a **gagné 66 logements** vacants. Ce sont autant de logements qui ont été retirés du parc des résidences principales.

*Ce constat est à prendre avec précaution en raison des incohérences relevés dans le recensement général de 2016. Cependant, à l'heure actuelle, aucune autre donnée n'est disponible.*

## Récapitulatif

*La construction de logements n'a pas corrélativement pour effet d'accroître le parc de logements. Les besoins endogènes nécessaires au maintien de la population, à la rénovation du parc de logements et pour assurer la fluidité du parc impliquent une consommation de logements.*

Le renouvellement	Injection de 50 logements
Le desserrement	Consommation de 26 logements
La variation du parc de résidences secondaires	Injection de 3 logements
La variation du parc de logements vacants	Consommation de 66 logements
<b>TOTAL</b> <i>(nombre de logements nécessaires au maintien de la population)</i>	<b>39</b>

Entre 2009 et 2014, les phénomènes de renouvellement, de desserrement et la variation du parc de résidences secondaires ont participé à l'augmentation des besoins en logement. Ainsi, sur cette période, les 4 phénomènes du mécanisme de consommation des logements ont engendré un besoin de 39 logements.

## 9.2. Calcul des besoins en logements à l'horizon 2032

### 9.2.1. Les besoins pour maintenir la population de 2017 : le point mort démographique

*Les mécanismes de consommation constatés au cours des périodes précédentes sur Vergèze, ainsi que les mouvements enregistrés sur l'ensemble de la France, démontrent qu'il est nécessaire de réaliser de nouveaux logements, pour assurer le maintien de la population actuelle.*

#### Poursuite du phénomène de renouvellement entre 2017 et 2032

**Rappel période 2015-2017** : taux de renouvellement de -0,11%.

A l'inverse des trois autres critères qui vont permettre de définir les besoins en logements sur la commune, le critère du renouvellement urbain sera pris en compte par la suite, en réponse aux besoins en logements.

#### Le phénomène de desserrement entre 2017 et 2032

**Rappel période 2007-2017** : le nombre moyen d'occupants par résidence principale est passé de **2,47** à **2,43** sur la période entraînant la consommation de **26 logements**.

Au regard de la tendance nationale, il y a tout lieu de penser que le phénomène de diminution de la taille des ménages va se poursuivre. En revanche, ce même indicateur est très élevé sur Vergèze, bien supérieur à ce qui est enregistré sur le département du Gard (2,19) et au niveau national (2,20). Ce paramètre témoigne de l'attractivité de Vergèze pour les familles avec enfants.

L'AUNA envisage une évolution de la taille des ménages du Sud du Gard avec une diminution de 2,26 en 2015 pour atteindre 2,14 en 2030. A l'échelle de Vergèze et à l'horizon 2032, nous émettons deux hypothèses :

- **Hypothèse « basse »** du besoin en logements, basée sur une faible diminution du taux d'occupation des logements pour arriver à **2,40 personnes par résidence principale en 2032**, correspond à un desserrement légèrement plus faible qu'observé sur la dernière période. Cette hypothèse conduit à une augmentation de **25 logements** pour le seul desserrement ;
- **Hypothèse « haute »** du nombre de logements, avec une baisse de la taille des ménages à **2,35 personnes en 2032**, correspond à un taux de desserrement un peu plus élevé qu'observé actuellement. Cette hypothèse conduit à une augmentation de **70 logements** pour le seul desserrement ;

#### Variation des résidences secondaires

**Rappel période 2007-2017** : La proportion de résidences secondaires est très faible sur Vergèze. Par ailleurs, le nombre de résidences secondaires a diminué de 3 unités sur la période, injectées dans le parc des résidences principales. Ainsi en 2007 la proportion de résidences secondaires était de 3,1% et elle passe à 2,2% en 2017.

Au vu de l'attractivité résidentielle de Vergèze, il est estimé que les résidences secondaires existantes se maintiendront et qu'aucune nouvelle résidence secondaire ne sera construite. Cela nous amène à un taux autour de 2,15% du parc total à l'horizon 2030.

Pour les deux hypothèses « basse » et « haute », ce taux n'entraîne pas de besoin en construction supplémentaire.

#### Variation des logements vacants

**Rappel période 2007-2017** : selon les données de l'INSEE le nombre de logements vacants a augmenté de 66 logements, avec un taux de vacance de 6,3 % en 2017.

Il est considéré qu'un taux de logements vacants de 5 à 6% est optimum, afin de conserver une fluidité du marché, et de d'offrir un minimum de choix à tout futur occupant. Cependant l'attractivité résidentielle de Vergèze tend à faire diminuer le taux de vacance.

Dans une optique de résorption de la vacance et de maintien de la fluidité du parc, le taux de vacances projeté à l'horizon 2030 est de 6%.

En fonction des hypothèses de desserrement vues plus haut, ce taux se traduit ainsi:

- Hypothèse « basse » 2,40 personnes/ménage : le nombre de logements vacants diminuera de **5 unités d'ici 2032**, dans le cadre du seul maintien de la population ;
- Hypothèse « haute » 2,35 personnes/ménage : le nombre de logements vacants diminuera de **2 unités d'ici 2032**, dans le cadre du seul maintien de la population ;

### Récapitulatif

Hypothèse basse		Hypothèse haute
25	Desserrement	70
-5	Logements vacants	-2
<b>20</b>	<b>Besoins théoriques sur 15 ans</b>	<b>68</b>

En conclusion, un seul phénomène du desserrement peut entraîner une consommation du parc de logements d'ici 2030 et ce phénomène est en partie compensé par la remise sur le marché de logements vacants.

Il est nécessaire pour la commune de **réaliser entre 20 et 69 logements** pour maintenir sa population actuelle (valeur 2017, selon l'INSEE) à l'horizon 2032.

## 9.2.2. Les besoins pour l'accueil de nouveaux habitants sur 15 ans (2017-2032)

### Projections démographiques

La croissance démographique mesurée sur Vergèze entre 2012 et 2017 est de 1,3 % par an.

Le SCoT Sud-Gard prévoit une croissance d'environ 1% à l'échelle de l'ensemble de son territoire.

A l'horizon 2030, trois hypothèses de développement démographique peuvent être établies :

- Hypothèse 1 : croissance faible de **0,8 %/an**.
- Hypothèse 2 : croissance modérée intermédiaire de **1 %/an**.
- Hypothèse 3 : croissance proche de ce qui a été enregistré sur la période 2012/2017 de **1,3 %/an**.

Hypothèse de croissance	Population en 2032	Nombre d'habitants supplémentaires	Accueil annuel de population
Hypothèse 1 0,8%	5847	677	45
Hypothèse 2 1%	6023	859	57
Hypothèse 3 1,3%	6297	1141	76

## Estimation des besoins pour l'accueil des nouveaux habitants entre 2017 et 2032 (15 ans)

Pour estimer le besoin en logements des nouveaux arrivants, il s'agit de diviser le nombre d'habitants supplémentaires par la taille des ménages projetée en 2032 :

- Hypothèse basse 2,40 personnes par ménages.
- Hypothèse haute 2,35 personnes par ménages.

Hypothèse de croissance	Nombre d'habitants supplémentaires	Besoins en logement de la nouvelle population	
		Hypothèse basse (2,40 personnes par ménage)	Hypothèse haute (2,35 personnes par ménage)
Hypothèse 1 0,8%	677	282	288
Hypothèse 2 1%	859	358	365
Hypothèse 3 1,3%	1141	475	485

### 9.2.3. Les besoins totaux à l'horizon 2032

Théoriquement sur 15 ans (2017-2032), les besoins en nouveaux logements sont donc ceux du point mort démographique auxquels s'ajoutent ceux nécessaires à l'accueil de nouveaux habitants.

Hypothèse de croissance	Nombre d'habitants supplémentaires sur 15 ans	Besoins totaux en logements sur 15 ans	
		Hypothèse basse (2,40 personnes par ménage)	Hypothèse haute (2,38 personnes par ménage)
Hypothèse 1 0,8%	677 soit 45 par an	303 logements, soit 20 par an	358 logements, soit 24 par an
Hypothèse 2 1%	859 soit 57 par an	378 logements, soit 25 par an	435 logements, soit 29 par an
Hypothèse 3 1,3%	1 141 soit 76 par an	496 logements, soit 33 par an	555 logements, soit 37 par an

De manière à estimer le besoin en logements induits par les différentes hypothèses de croissance, il s'agit de projeter le besoin annuel sur 10 ans de manière à couvrir la période du PLU 2022-2032 :

Hypothèse de croissance	Nombre d'habitants supplémentaires sur 10 ans	Besoins totaux en logements sur 10 ans (point mort + population nouvelle)	
		Hypothèse basse (2,42 personnes par ménage)	Hypothèse haute (2,38 personnes par ménage)
Hypothèse 1 0,8%	Environ 450	202	238
Hypothèse 2 1%	Environ 570	252	290
Hypothèse 3 1,3	Environ 760	330	370

## 10. SYNTHES DES ENJEUX TERRITORIAUX

### 10.1. Contexte général

	Atouts / Opportunités	Contraintes /Menaces	Enjeux
<b>Documents supra communaux</b>	<p>De nombreux documents qui encadrent le PLU :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SCoT Sud Gard</li> <li>• PLH (en cours d'élaboration)</li> <li>• Le SDAGE et le SAGE</li> <li>• SRADDET Occitanie 2040 (en cours d'élaboration)</li> </ul>	Des documents en cours de révision ou d'élaboration	<b>Intégrer tous ces documents et leurs prescriptions au sein du PLU pour être compatible</b>

### 10.2. Dynamiques socio-économiques

	Atouts / Opportunités	Contraintes /Menaces	Enjeux
<b>Démographie</b>	<p>Une commune jeune</p> <p>Une commune familiale</p> <p>Un parc de logements récent</p> <p>Une commune attractive</p> <p>La prépondérance des familles assure un renouvellement des classes d'âge et un vieillissement modéré de la population</p>	Fortes variations du solde migratoire et de la croissance démographique	<b>Maîtriser l'accueil de la nouvelle population en tenant compte des capacités d'accueil du territoire</b>
	Atouts / Opportunités	Contraintes /Menaces	Enjeux
<b>Habitat</b>	<p>Un parc de logement relativement récent</p> <p>Des logements confortables</p> <p>Une population attachée à la commune et à son logement</p> <p>Renouvellement du parc grâce aux divisions de</p>	<p>Des logements « trop » grands pour les jeunes et les petits ménages</p> <p>Des logements peu accessibles</p> <p>Augmentation de la vacance</p>	<b>Renouveler et diversifier le parc de logement pour s'adapter aux besoins actuels et futurs</b>

	logements ou de parcelles		
<b>Economie</b>	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes /Menaces</b>	<b>Enjeux</b>
	<p>Pôle d'emplois structurant</p> <p>Accessibilité des pôles d'emplois de Nîmes et Montpellier</p> <p>Une culture riche et une localisation engendrant une forte attractivité touristique</p> <p>Secteur tertiaire en plein développement</p>	<p>Poids prépondérant des sources Perrier comme pourvoyeur d'emplois</p> <p>Flux pendulaires importants</p> <p>« Résidentialisation » de la commune</p> <p>Potentielles suppressions de postes aux sources Perrier</p>	<p><b>Accompagner la diversification des emplois</b></p> <p><b>Maintenir les emplois sur la commune</b></p>

### 10.3. Fonctionnement du territoire

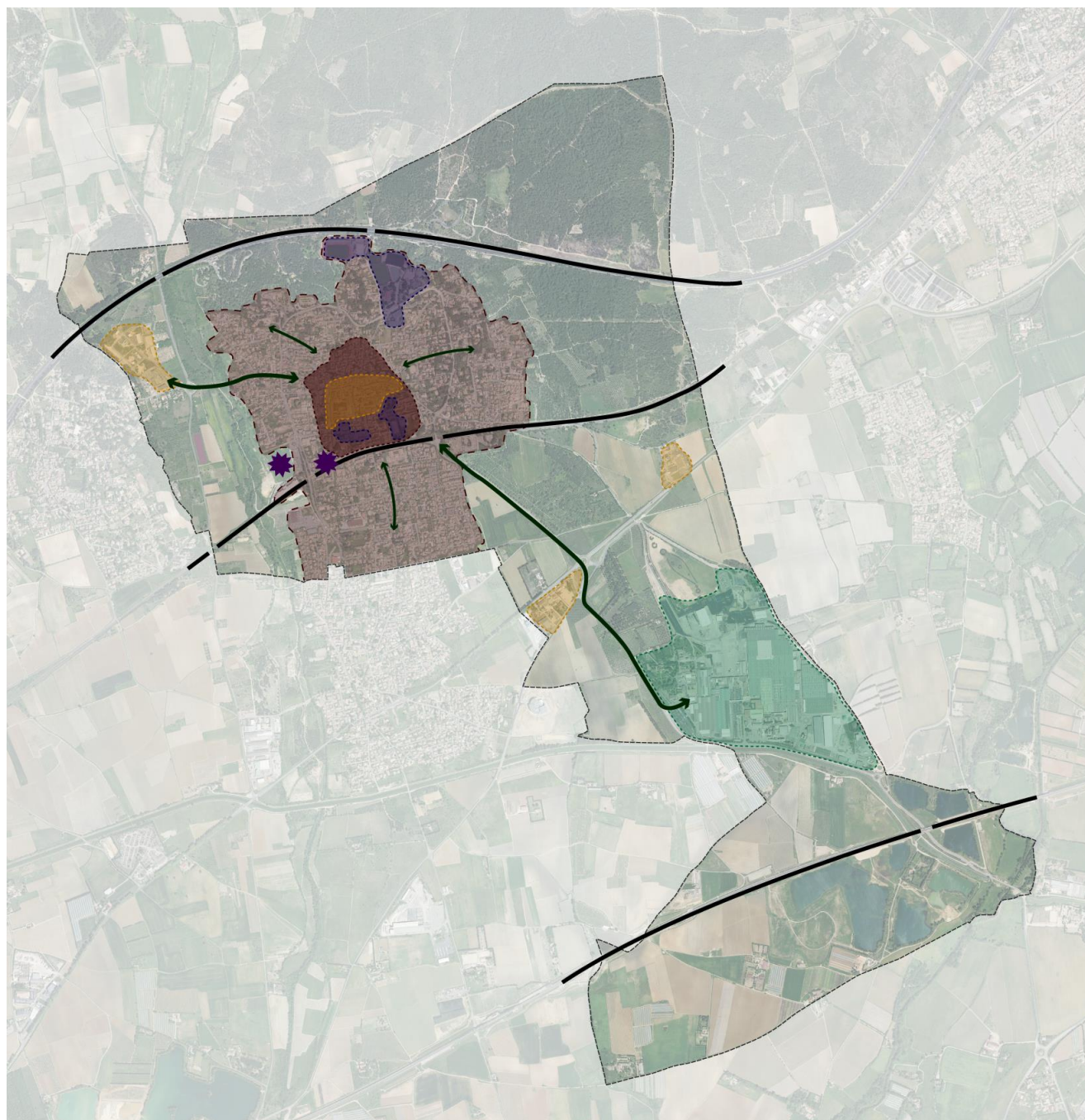
<b>Equipements</b>	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes /Menaces</b>	<b>Enjeux</b>
	Une offre en équipement diversifiée et adaptée à l'échelle de la commune		<b>Anticiper les futurs besoins en équipements</b>
<b>Déplacements</b>	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes /Menaces</b>	<b>Enjeux</b>
	<p>Une offre riche et diversifiée</p> <p>Une ville animée</p> <p>Bonne accessibilité de la commune</p> <p>Attraction d'usagers des communes voisines</p>	Des infrastructures lourdes « traversantes »	<b>Prévoir les aménagements nécessaires à l'évolution des équipements</b>

### 10.4. Analyse urbaine et foncière

<b>Développement urbain</b>	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes /Menaces</b>	<b>Enjeux</b>
	<p>Un centre historique dense</p> <p>De nombreux terrains</p>	Un tissu urbain pavillonnaire consommateur d'espace	<b>Limiter l'étalement urbain</b>

	appartenant à la commune  Une consommation des espaces agricoles faible		
	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes / Menaces</b>	<b>Enjeux</b>
<b>Potentiel de densification</b>	Un potentiel pouvant répondre aux besoins de la commune	Un risque inondation qui contraint le développement	<b>Développer la ville à l'aide du renouvellement urbain</b>  <b>Faire la ville sur la ville</b>





### Analyse urbaine et habitat :

- Renouveler et diversifier le parc de logement pour s'adapter aux besoins de la population
- - - Limiter l'étalement urbain
- Développer la ville à l'aide du renouvellement urbain
- Anticiper les futurs besoins en équipements

### Activités économique :

- Permettre le développement de l'activité sur le site Perrier
- Accompagner la diversification des emplois dans les zones d'activités et dans le centre ville
- Faciliter le développement de l'activité commerciale dans le centre ville

### Fonctionnement du territoire et déplacements :

- Fluidifier la circulation du centre ville
- Composer avec la présence de grosses infrastructures de transport fracturant le territoire
- Favoriser l'usage des transports en commun
- Favoriser les liaisons douces

0 250 500 750 1 000 m



# PLU

Plan Local d'Urbanisme

## VERGEZE



## **I. RAPPORT DE PRESENTATION**

### **I.2. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

*Dossier d'approbation – 25 janvier 2024*

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze	
Nom du fichier	Tome I.2. État initial de l'Environnement
Version	17 janvier 2024
Rédacteur	Suzanne Dématéïs
Vérificateur	Adèle Chaize-Riondet
Approbateur	Benjamin Pesquier

## Table des matières

<b>1. MILIEUX PHYSIQUES .....</b>	<b>5</b>
1.1. Relief .....	5
1.2. Occupation des sols.....	7
1.3. Géologie .....	9
1.4. Hydrogéologie .....	11
1.5. Hydrographie et hydrologie .....	18
1.6. Contexte climatique.....	22
1.7. Scénario tendanciel et enjeux .....	23
<b>2. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE .....</b>	<b>24</b>
2.1. Périmètres d'inventaire et de protection .....	24
2.2. Zones humides .....	30
2.3. Espaces naturels sensibles .....	32
2.4. Espèces exotiques envahissantes .....	34
2.5. Continuités écologiques.....	35
2.6. Scénario tendanciel et enjeux .....	45
<b>3. PAYSAGE, PATRIMOINE ET CADRE DE VIE.....</b>	<b>46</b>
3.1. Contexte paysager général .....	46
3.2. Contexte paysager local .....	48
3.3. Patrimoine culturel, historique et archéologique.....	54
3.4. Scénario tendanciel et enjeux .....	61
<b>4. GESTION ECONOMIQUE DES RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE .....</b>	<b>62</b>
4.1. Ressource en eau .....	62
4.2. Energies renouvelables .....	81
4.3. Besoin en granulats et carrières .....	82
4.4. Scénario tendanciel et enjeux .....	82
<b>5. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES .....</b>	<b>83</b>
5.1. Risque inondation.....	83
5.2. Autres risques naturels .....	85
5.3. Risques technologiques .....	89
5.4. Scénario tendanciel et enjeux .....	90
<b>6. POLLUTIONS ET NUISANCES .....</b>	<b>92</b>
6.1. Qualité de l'air.....	92
6.2. Qualité de l'eau et de l'assainissement .....	93
6.3. Gestion des déchets.....	93

<b>6.4. Pollution des sols .....</b>	<b>96</b>
<b>6.5. Bruit.....</b>	<b>96</b>
<b>6.6. Emissions lumineuses .....</b>	<b>99</b>
<b>6.7. Scénario tendanciel et enjeux .....</b>	<b>99</b>
<b>7. SYNTHESES DES ENJEUX TERRITORIAUX .....</b>	<b>101</b>
<b>7.1. Milieux physiques .....</b>	<b>101</b>
<b>7.2. Milieux naturels et biodiversité .....</b>	<b>101</b>
<b>7.3. Paysage, patrimoine et cadre de vie .....</b>	<b>102</b>
<b>7.4. Gestion économe des ressources naturelles et énergie .....</b>	<b>102</b>
<b>7.5. Effet sur la santé humaine.....</b>	<b>103</b>



# 1. MILIEUX PHYSIQUES

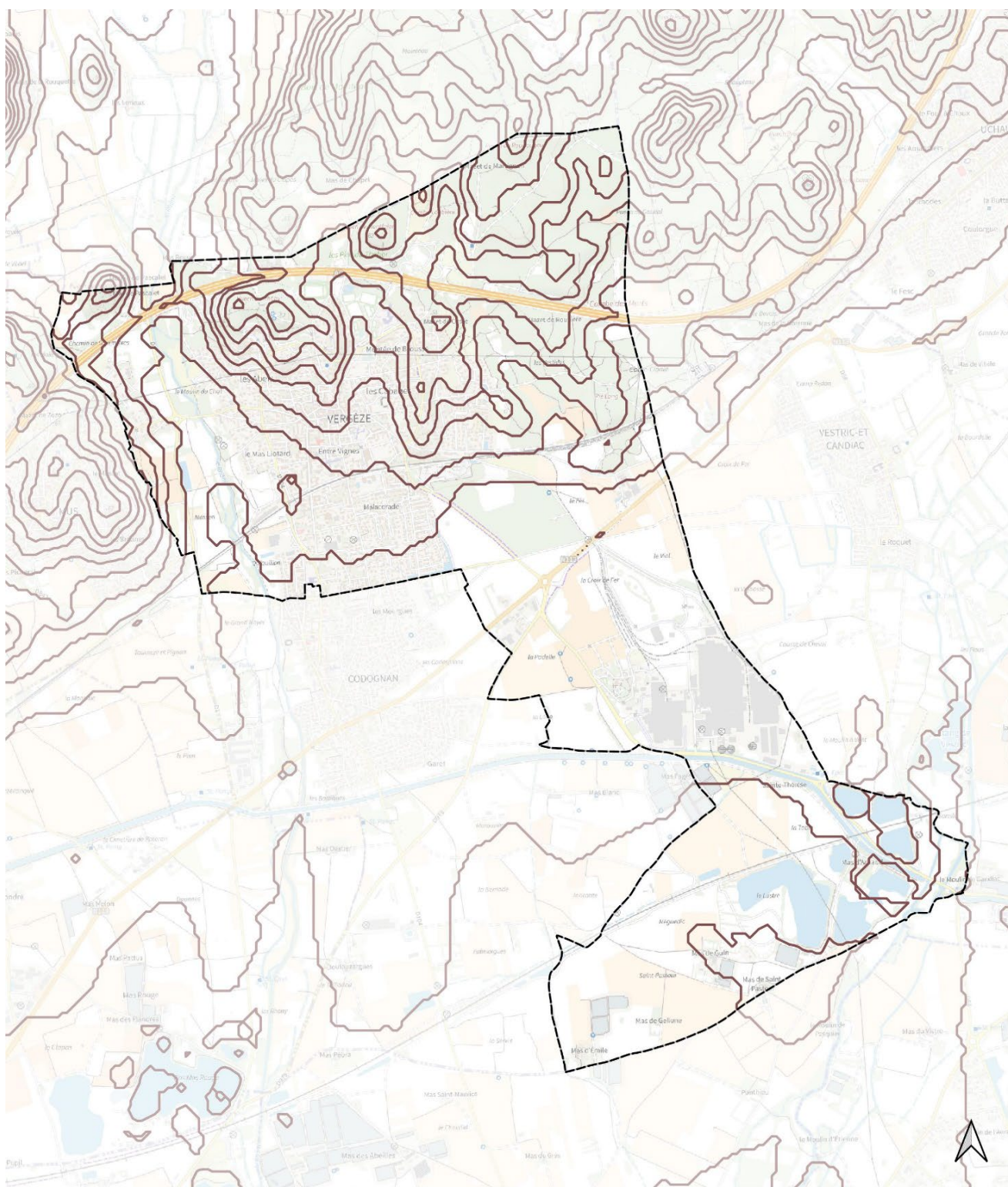
---

## 1.1. Relief

### **Une topographie plane appuyée sur des légers reliefs**

Le territoire Vergézois est caractérisé par une topographie plane avec quelques légers reliefs au nord de la commune. Le village de Vergèze est appuyé sur ces légers reliefs et les mas ponctuent la plaine alluviale du Vistre, plus particulièrement au sud de la commune. Cette implantation urbaine correspond aux logiques observées sur les communes environnantes (villages appuyés sur les légers reliefs, plaines autrefois habitées par les agriculteurs et donc ponctuées de mas).

En ce qui concerne l'altimétrie, la plaine est située entre 12 et 13 mètres d'altitude, le village à 31 mètres, et «Le Puech» qui domine la partie nord vallonnée de la commune s'élève quant à lui à 60 mètres. Les principaux cours d'eau qui façonnent et qui traversent ce territoire sont le Rhône, à l'ouest, qui prend sa source dans la Vaunage et le Vistre, au sud, qui frôle la limite de la commune.



— Courbe de niveau 5m

0 0.5 1 km

Topographie à l'échelle de la commune

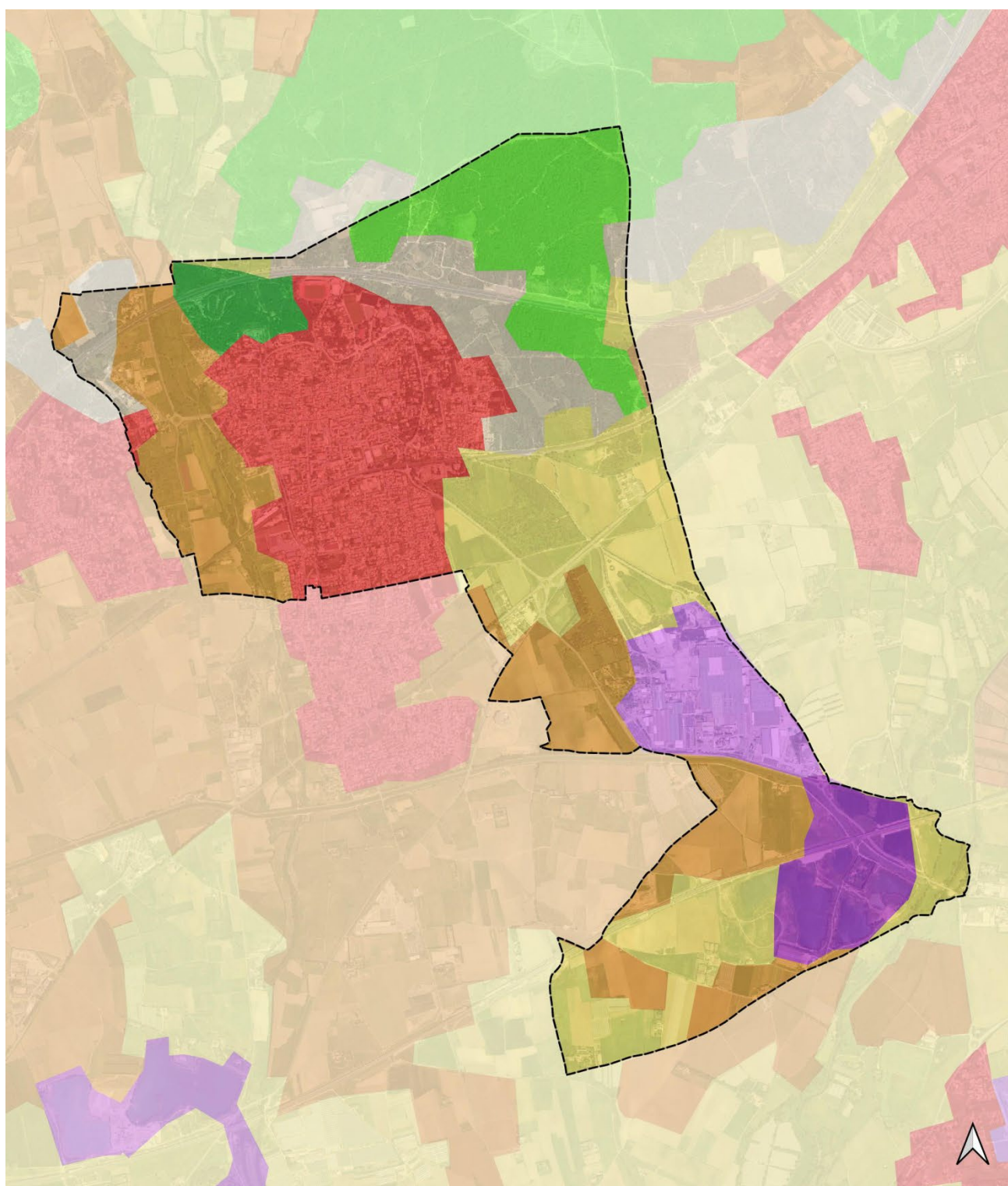
Source : IGN-MNT

## 1.2. Occupation des sols

L'occupation du sol montre principalement :

- une prédominance des espaces agricoles et notamment des vignobles à l'ouest de la commune, dans la vallée du Rhône et au sud, vers la plaine du Vistre. En effet, la culture de la vigne a occupé longtemps presque la totalité de la surface cultivable de la plaine. Elle fait place, peu à peu, à des cultures fruitières, maraîchères et céréalières et à des plantations d'arbres d'essences diverses réalisées par PERRIER sur des terrains acquis pour la protection des captages.
- L'importante tâche urbaine du village de Vergèze qui occupe presque un quart du territoire
- L'entité de garrigue au Nord-Est. Elle forme un espace entre surfaces agricoles et végétation arbustive constituée principalement de chênes verts associés à de rares pubescents et d'espèces épineuses, comme le chêne Kermès, associée à des plantes herbacées.
- Une forêt de conifères au nord de la zone urbaine. Elle est notamment issue de la reconstitution forestière qui a fait apparaître des pinèdes constituées principalement de pins d'Alep (terrains calcaires) et de quelques pins maritimes (terrains siliceux).
- Le site de Perrier. Sa superficie très importante est supérieure à 1 km<sup>2</sup>, il s'agit d'une surface industrielle bâtie et imperméabilisée.
- Les plans d'eau de Vergèze, classés comme ancien site d'extraction de matériaux.





### Occupation du sol

- Tissu urbain discontinu
- Zones industrielles et commerciales
- Ancien site d'extraction de matériaux
- Vignobles

- Systèmes cultureux et parcellaires complexes
- Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants
- Forêt de conifères
- Forêt mélangée

Occupation du sol d'après Corine Land Cover

Source : Corine Land Cover 2012

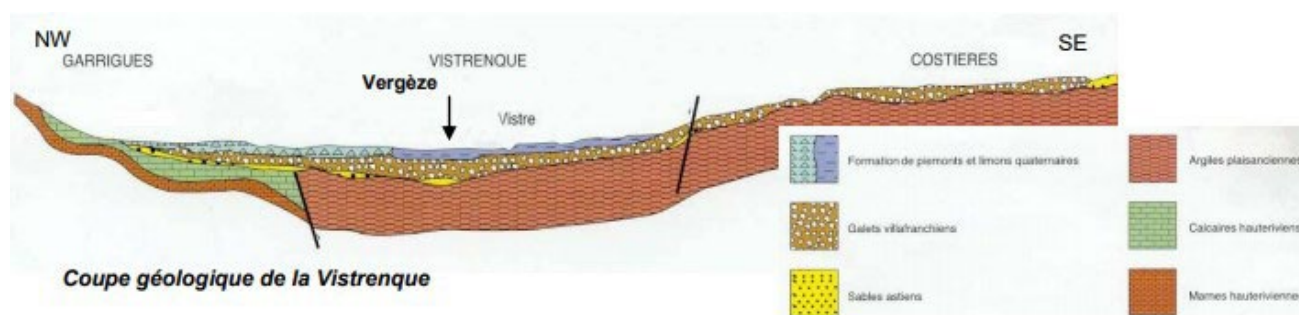
## 1.3. Géologie

Le territoire est composé de trois principales régions géologiques :

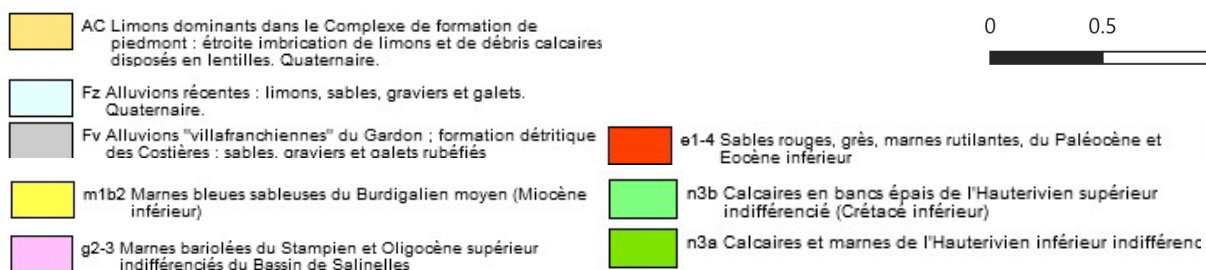
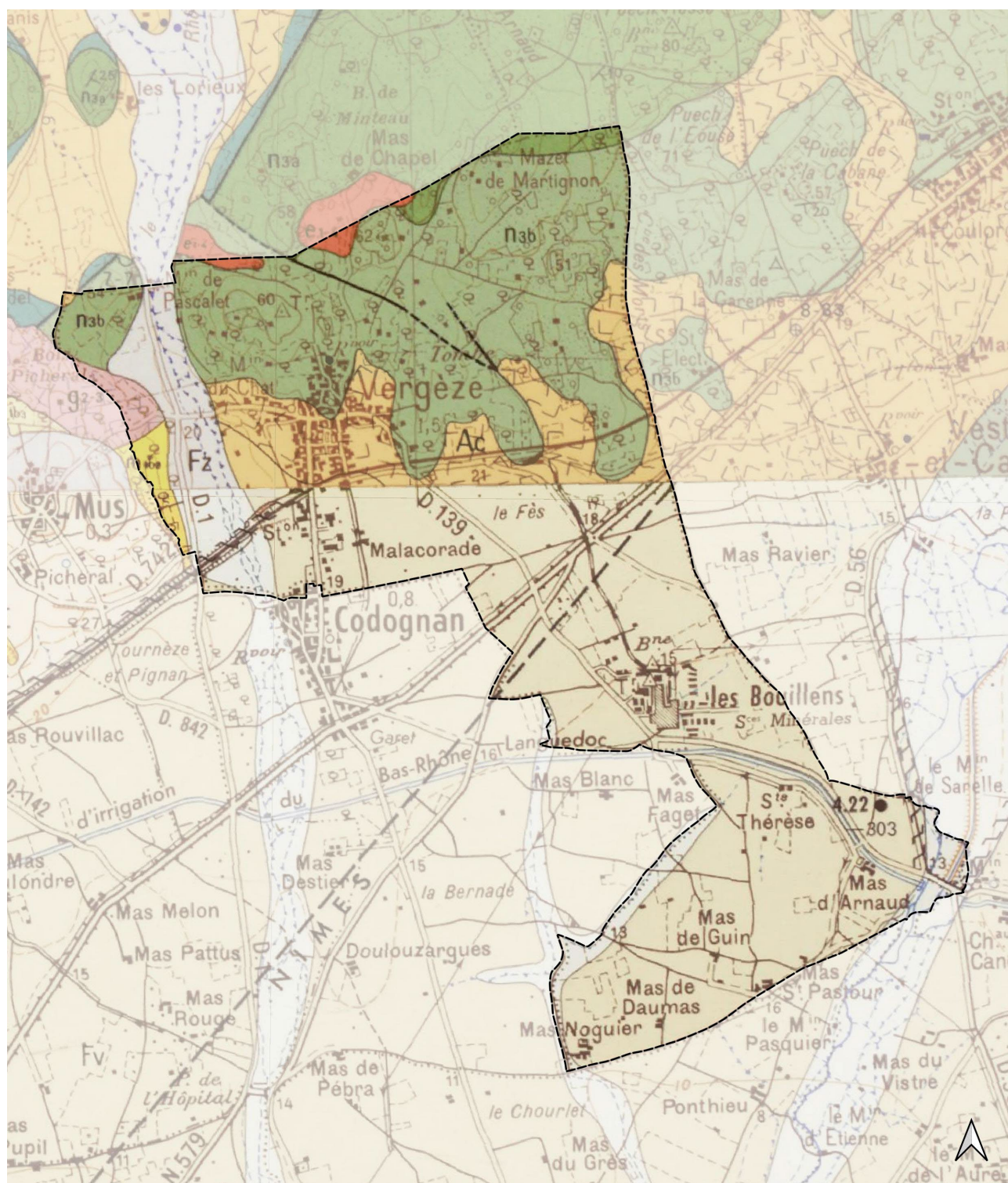
- au Nord-Ouest de la commune, du côté de la vallée du Rhône est composé de formations fluviales, plus précisément d'alluvions récentes (limons-sables-graviers), d'un complexe de formations de piedmont et d'une étroite imbrication de limons et de débris de calcaires déposés en lentilles. Ainsi que de couches géologiques de l'ère tertiaire, du Burdigolien moyen composés de marnes bleues sableuses et du Oléocène supérieur composés de marnes bariolées.
- au Nord-Est de la commune, le domaine de la garrigue est constitué de terrains calcaires et marneux, plus précisément de couches géologiques de l'ère secondaire, du Hauterivien supérieur indifférencié composé de calcaires en bancs épais et du Hauterivien inférieur indifférencié composés de calcaires et de marnes
- dans la partie sud de la commune, le domaine de la plaine languedocienne se caractérise par des formations colluviales : du Quaternaire (sables jaunes avec cailloutis pour la plaine du Vistre).

Les caractéristiques géologiques du territoire Vergèzois, ainsi dominées d'alluvions fluviales (anciennes et récentes), sont propices au développement agricole. En effet, les alluvions fertilisent fortement les plaines alluviales et sont des ressources importantes d'éléments nutritifs.

Ces structures géologiques différentes permettent de mieux appréhender la structure morphologique de la commune, le paysage ou encore les risques.







0 0.5 1 km



Structure géologique de la commune

Source : BRGM

altereo

## 1.4. Hydrogéologie

### SDAGE du bassin Rhône Méditerranée

Le territoire communal est concerné par les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) « Rhône Méditerranée » 2016-2021, entré en vigueur le 21 décembre 2015.

*Le SDAGE fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'Environnement pour un bon état des eaux d'ici 2021.*

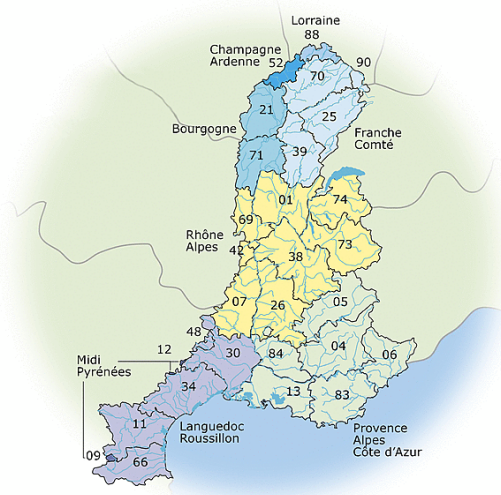
Les orientations fondamentales du SDAGE Rhône Méditerranée doivent être respectées dans le document d'urbanisme de la commune. Il s'agit de :

- 0- S'adapter aux effets du changement climatique
- 1- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- 2- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- 3- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- 4- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- 5- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- 6- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
- 7- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- 7- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

A cela s'ajoute 4 grands objectifs environnementaux :

- Les objectifs d'état qualitatif et quantitatif des masses d'eau du Bassin,
- Les objectifs relatifs à la réduction des émissions de substances dangereuses,
- L'objectif de non dégradation,
- L'atteinte des objectifs des zones protégées.

Le SDAGE définit des mesures dont la mise en œuvre est nécessaire à l'atteinte des objectifs environnementaux pendant la période 2016-2021, soit le deuxième cycle de la directive cadre sur l'eau (DCE). Avec les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions, ces mesures représentent les moyens d'action du bassin pour atteindre les objectifs de la DCE listés précédemment.



### ***SAGE Vistre – nappes Vistrenque et Costières***

La commune est incluse dans le périmètre du SAGE « Vistre – Nappes Vistrenque et Costières », approuvé par arrêté préfectoral le 14 avril 2020.

Le schéma est porté par le Syndicat Mixte d'Établissement Public Territorial de Bassin Vistre Vistrenque.

Les principaux enjeux sont les suivants :

- Assurer une gestion en bien commun des nappes d'eaux souterraines afin de permettre leur préservation et leur utilisation pérenne, avec pour usage privilégié l'alimentation en eau potable, et prévenir les éventuels conflits d'usages à venir.
- Lutter contre les inondations et améliorer la qualité des eaux superficielles en redonnant aux cours d'eau une morphologie permettant un fonctionnement naturel et l'accueil d'une vie écologique satisfaisante.
- Favoriser la réappropriation du bassin versant par la population.

Les thèmes majeurs sur le territoire sont :

Nappes d'eau souterraines de la Vistrenque et des Costières :

- o Pollution nitratée d'origine agricole depuis environ 20 ans,
- o Contamination préoccupante mais non généralisée par les pesticides,
- o Nombreux captages d'eau potable sans DUP,
- o Aucune gestion globale et équilibrée des prélèvements d'eau.

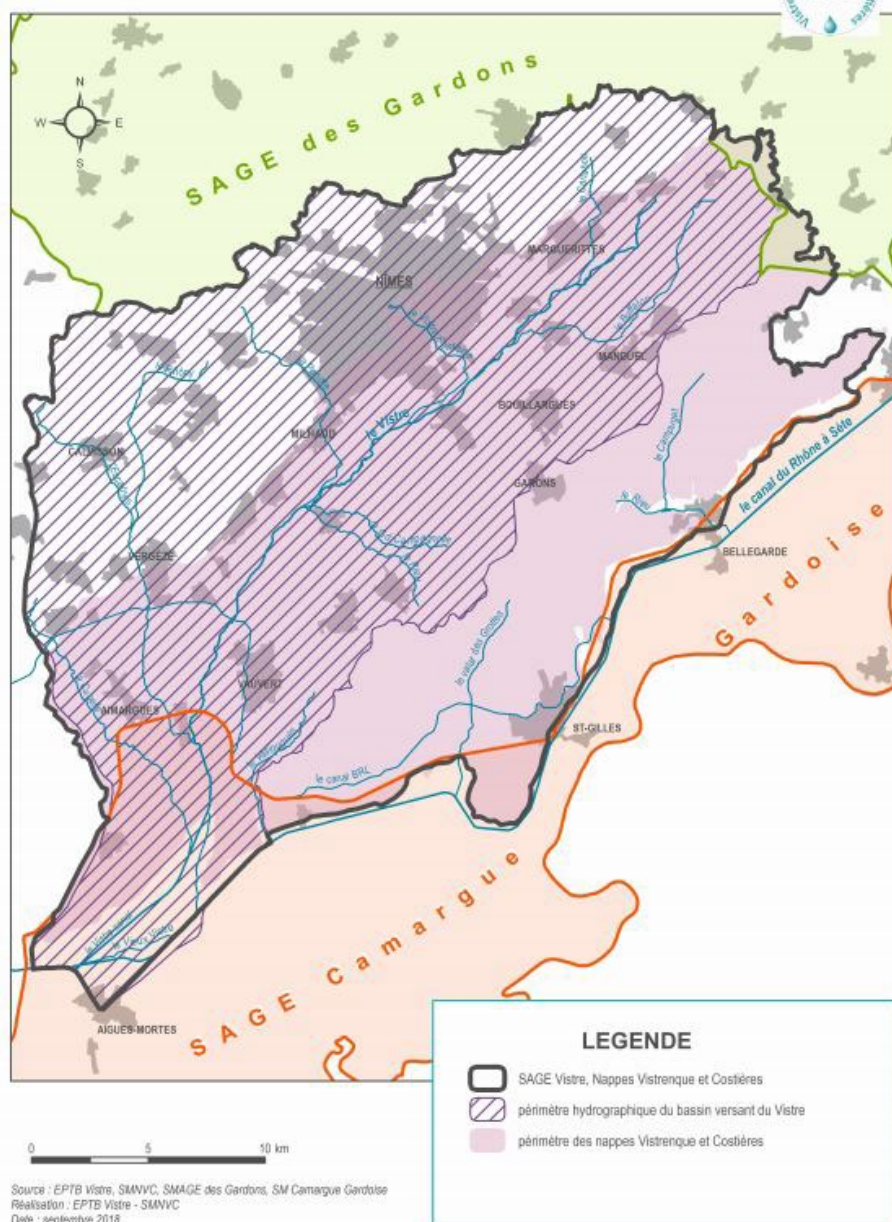
Et notamment pour le bassin versant du Vistre :

- Gestion des apports en crue : recalibrage et artificialisation des cours d'eau depuis environ 50 ans, accentuant les risques d'inondation,
- Problèmes de qualité des eaux et eutrophisation (classé zone sensible au titre de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines) : pollution par les rejets agricoles (nitrates, pesticides), domestiques (stations d'épuration) et industriels (caves vinicoles),
- Fonctionnement naturel des cours d'eaux altérés : disparition de la végétation.

La commune est concernée par les actions globales.



## 04 PERIMETRE SAGE



De plus, le territoire communal est concerné par une zone de sauvegarde identifiée dans le SAGE Vistre : le zone de sauvegarde « Codognan / Mus / Aimargues ».

L'étude de détermination des zones de sauvegarde, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du syndicat mixte des nappes Vistrenque et Costières (SMNVIC) entre 2014 et 2015, a permis d'estimer les besoins pour l'AEP actuels et futurs ainsi que ceux des autres usages (agricole, forages domestiques, industriels), de caractériser le fonctionnement hydrogéologique et la qualité des eaux souterraines, d'identifier les zones d'alimentation, de production et de proposer des périmètres circonscrits de zones de sauvegarde avec des recommandations sur les mesures et dispositions de préservation. De cette démarche, ont été identifiées au total 13 zones de sauvegarde exploitées (ZSE). Ces 13 ZSE représentent une superficie cumulée de 262 km<sup>2</sup> dont seulement 205 km<sup>2</sup> sur les alluvions villafranchiennes, soit 34% de la superficie de la masse d'eau des alluvions de la Vistrenque et des Costières, pour un prélèvement annuel pour l'AEP estimé de 17 millions de m<sup>3</sup> en 2021.

La zone de sauvegarde « Codognan / Mus / Aimargues », étendue sur 5165 ha, est délimitée par le regroupement de l'aire d'alimentation des Baïsses et des périmètres de protection éloignées et élargie au Nord-Est pour prendre en compte l'alimentation par les calcaires.

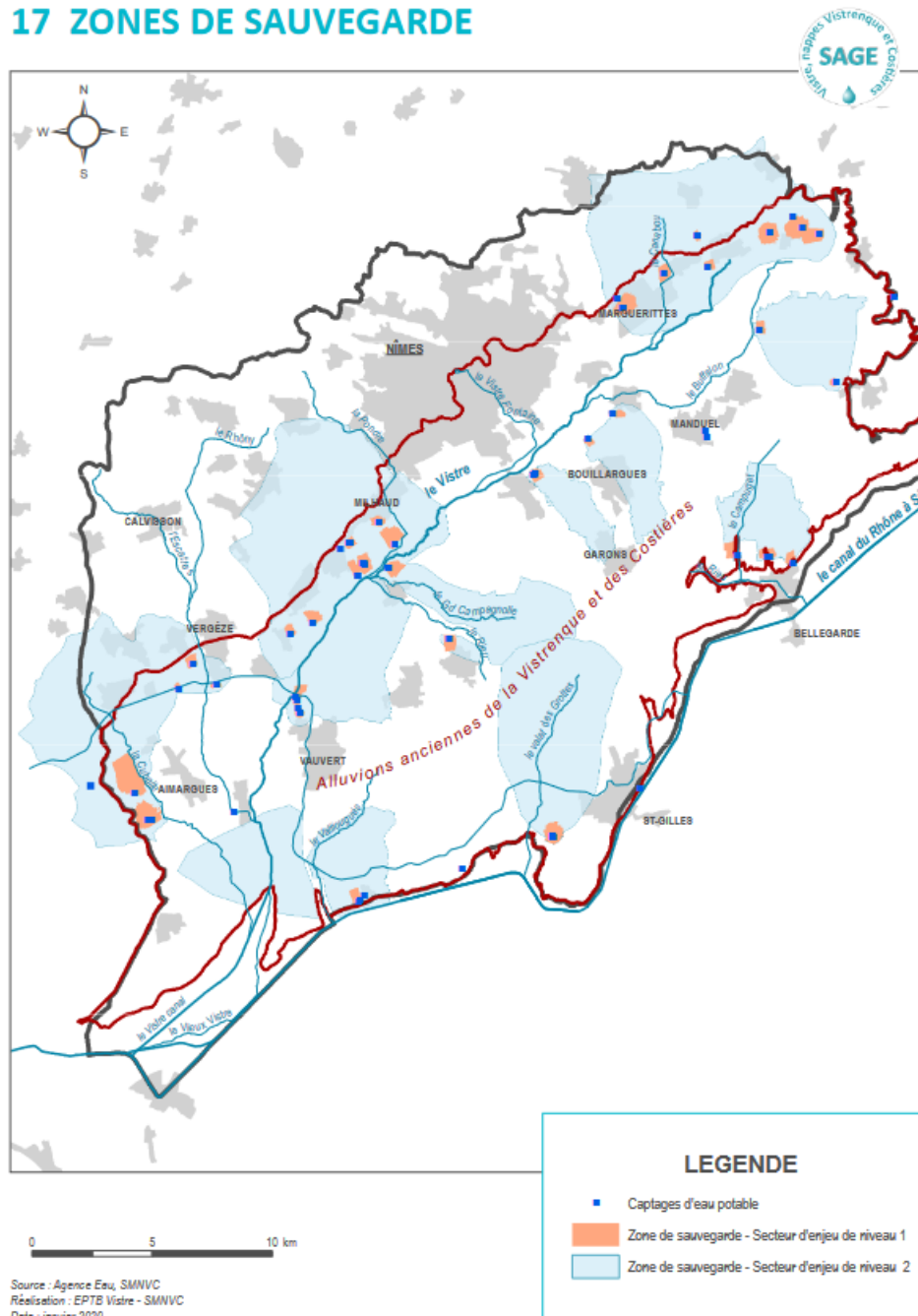
L'aquifère concerné par cette zone est celui des cailloutis du Villafranchien dont la vulnérabilité est faible. Néanmoins, il a été relevé une qualité de ressource dégradée, avec la présence de pesticides et de nitrates.

Du fait de l'enjeu de ces secteurs de sauvegarde, les nappes Vistrenque et Costières sont identifiées comme ressource stratégique pour la consommation humaine par le SDAGE Rhône Méditerranée.

Dans l'intérêt de préserver sa ressource en eau, la commune doit réaliser son développement grâce à une urbanisation en continuité de l'existant et ainsi éviter le mitage des terres agricoles et forestières.

Carte des zones de sauvegarde sur le territoire du SAGE Vistre (Source : SAGE Vistre)

## 17 ZONES DE SAUVEGARDE



### Eau canalisée

La commune est traversée par le canal d'irrigation du Bas-Rhône-Languedoc, aussi surnommé « Canal Philippe Lamour », son créateur. Ce canal d'eau artificiel traverse d'est en ouest, au sud de la commune, à proximité du site de PERRIER.



Ce canal assure l'irrigation des terres dans la plaine. Il sert également de ressources pour l'alimentation en eau non potable de la commune.

La société BRL exploite la concession depuis sa création et est concernée par la servitude d'utilité publique A2 et A3.

### **Contexte général**

La commune appartient à l'entité hydrogéologique de la Vistrenque, qui appartient à la masse d'eau souterraine n°6101 dite « Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières» (code SDAGE Rhône Méditerranée et Directive Cadre Eau (DCE). La masse d'eau étudiée n°6101, à dominante sédimentaire, s'étend sur une superficie estimée de 541 km<sup>2</sup>. Elle se retrouve sur deux départements : le Gard et l'Hérault.

Il s'agit d'une nappe libre contenue dans les alluvions du Villafranchien et les sables de l'Astien au niveau de Vestric et Vergèze. Elle devient captive sous les argiles et les limons superficiels, dans la partie nord-ouest de la Vistrenque (amont de Vestric-et-Candiac) et au sud (Le Cailar). L'écoulement des eaux souterraines de la nappe s'effectue du nord-est vers le sud-ouest, en direction de la mer Méditerranée.

Les caractéristiques hydrodynamiques de la nappe sont très variables selon les secteurs considérés. En effet, la composition hétérogène des alluvions et la présence de zones plus ou moins argileuses (présence locale de passées argileuses et de passées conglomératiques fortement cimentées) induisent de grandes différences de perméabilité et de transmissivité.

Enfin, les relations entre la nappe de la Vistrenque et les cours d'eau superficiels sont souvent inexistantes (si ce n'est pour leur alimentation par des sources issues de la nappe). En effet, le Vistre n'entretient de relation avec la plaine alluviale que de façon ponctuelle et surtout dans sa portion aval.

### **Caractéristiques hydrogéologiques générales**

A l'échelle de l'ensemble de la nappe alluviale de la Vistrenque, le gradient hydraulique moyen est de l'ordre de 1,0 à 1,5 ‰. Le tableau ci-dessous présente l'ordre de perméabilité des formations géologiques rencontrées dans l'aquifère de la Vistrenque.

Lithologie	Perméabilité en m/s
Cailloutis de la Vistrenque	$0,3 \cdot 10^{-3} < K < 0,2 \cdot 10^{-2}$
Sables astiens	$1 \cdot 10^{-5}$
Marnes plaisanciennes	$K < 1 \cdot 10^{-7}$

En terme de propriétés hydrodynamiques, les valeurs de transmissivité extraites des données bibliographiques et issues d'essais par pompage varient sur l'ensemble de l'aquifère entre 10<sup>-3</sup> m<sup>2</sup>/s et 8.10<sup>-2</sup> m<sup>2</sup>/s. Les valeurs du coefficient d'emménagement, très variables, sont comprises entre 2.10<sup>-5</sup> (captif) et 1,5.10<sup>-1</sup> (libre). La vitesse d'écoulement est de l'ordre de 0,5 à 5 m/jour.

La masse d'eau souterraine « Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières» est très sollicitée depuis de nombreuses années compte tenu de sa bonne productivité. Il n'y a pas de déséquilibre hydraulique actuel, mais occasionnellement, la masse d'eau peut connaître une forte diminution naturelle de la ressource après plusieurs années avec que de très faibles recharges hivernales, comme lors de la période 2009-2014.

## Piézométrie

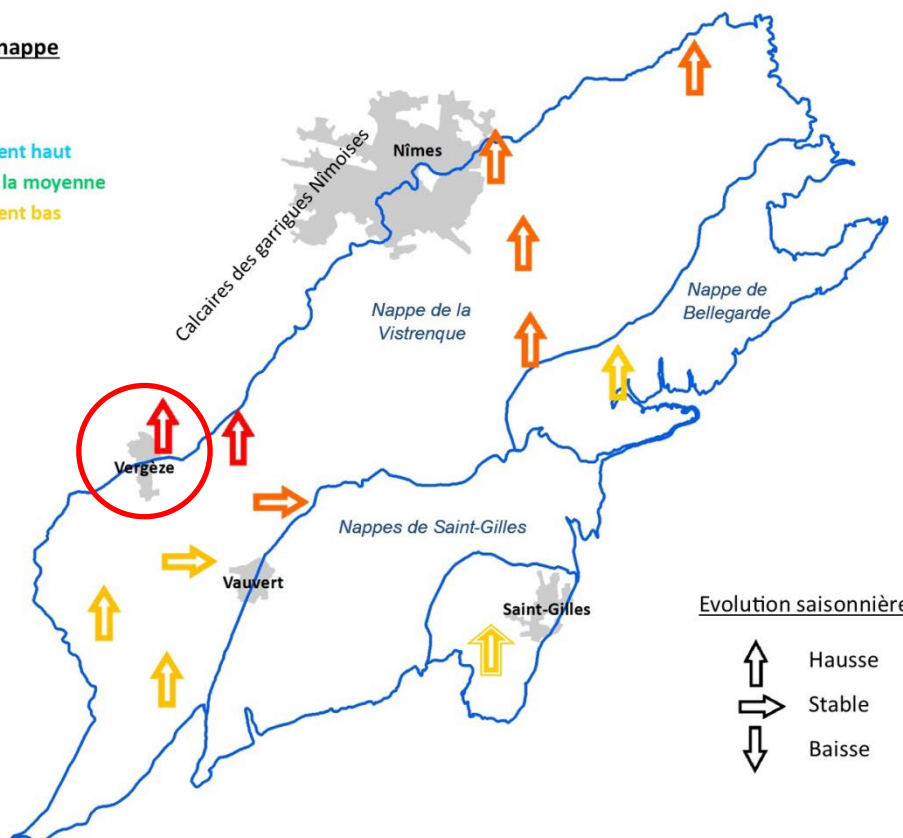
Cette nappe est soumise aux fortes fluctuations saisonnières (niveau bas en période estivale et niveau haut au printemps) et à de fortes variations inter-annuelles (année de sécheresse ou année pluvieuse permettant une recharge de la nappe).

La piézométrie de l'aquifère est suivie par des ouvrages présents dans les alentours du secteur du projet. Ce suivi est assuré par le Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières. Sur les 20 années d'enregistrement, on observe une variation intra-annuelle de l'ordre de 1 à 2 m hors période de crue.



## Niveau de la nappe

- Très haut
- Haut
- Modérément haut
- Proche de la moyenne
- Modérément bas
- Bas
- Très bas



Le secteur de Vergèze présente une particularité : «les calcaires se remplissent et se vidangent beaucoup plus rapidement que la nappe de la Vistrenque, les pluies du mois de décembre ont conduit à une hausse du niveau (+ 1,25 m). La recharge reste malgré tout trop limitée pour ce secteur qui affiche toujours un déficit très marqué.»

*Source : Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costière*

### **Qualité des eaux**

L'état écologique des cours d'eau et des masses d'eau souterraines est un enjeu environnemental important à prendre en compte que l'on retrouve dans la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) adoptée par l'Union Européenne, en 2000. Les communes doivent veiller à ne pas dégrader la qualité des eaux, et le cas échéant, identifier les sources potentielles de polluants qui peuvent être émis sur le territoire.

### **Etat qualitatif**

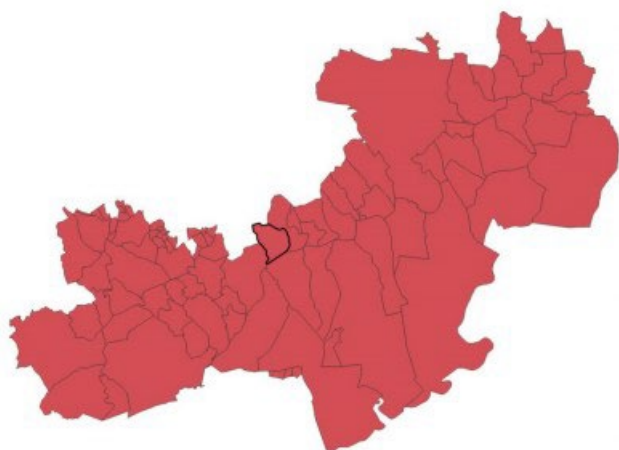
Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 pour l'aquifère des alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières identifie un bon état quantitatif atteint dès 2015 mais un bon état qualitatif qui n'est pas encore atteint en raison de pollutions aux nitrates et aux pesticides. L'objectif d'atteinte du bon état qualitatif est reporté à 2027.

Un diagnostic global daté d'Octobre 2010 du SAGE permet de renseigner l'état qualitatif des eaux souterraines. Le suivi qualitatif des eaux souterraines du périmètre du SAGE est effectué au moyen de 47 stations.

Ce diagnostic rappelle la grande vulnérabilité générale des masses d'eau souterraines vis-à-vis de l'infiltration directe de toutes formes de pollutions de par le caractère majoritairement libre des nappes.

### **Zone vulnérable aux nitrates**

Les contaminations par les nitrates et les pesticides sont particulièrement préoccupantes et pénalisantes pour l'exploitation des nappes de la Vistrenque et des Costières. L'agriculture est la source principale des pollutions du fait de l'importance des surfaces concernées et de la haute vulnérabilité des nappes.



La nappe est suivie qualitativement par un réseau de qualitomètres disposés localement sur les communes de Vergèze et de Vestric-et-Candiac et consultables via le réseau de données ADES. Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines du bassin RMC (ADES) informe sur les paramètres physico-chimiques des eaux souterraines. Il montre une concentration en nitrates inférieure à 50 mg/l depuis 1993. Une amélioration du paramètre nitrate est constatée depuis 1999.

Utilisation de la ressource en eau de la nappe de la Vistrenque  
Voir le chapitre 4.1 ci-après.

## 1.5. Hydrographie et hydrologie

La commune de Vergèze appartient au bassin versant du Vistre Costière. La superficie totale de son bassin versant est de 580 km<sup>2</sup>, mais ne représente que 150 km<sup>2</sup> en amont de Nîmes. Le Vistre évolue dans la plaine de la Vistrenque qui est délimitée au Nord par des reliefs calcaires du Crétacé inférieur et au Sud par le plateau des Costières de formation détritique couronnant une importante série tertiaire. Le débit annuel du Vistre est faible, en particulier en été où il ne dépasse que très rarement 1 m<sup>3</sup>/s.

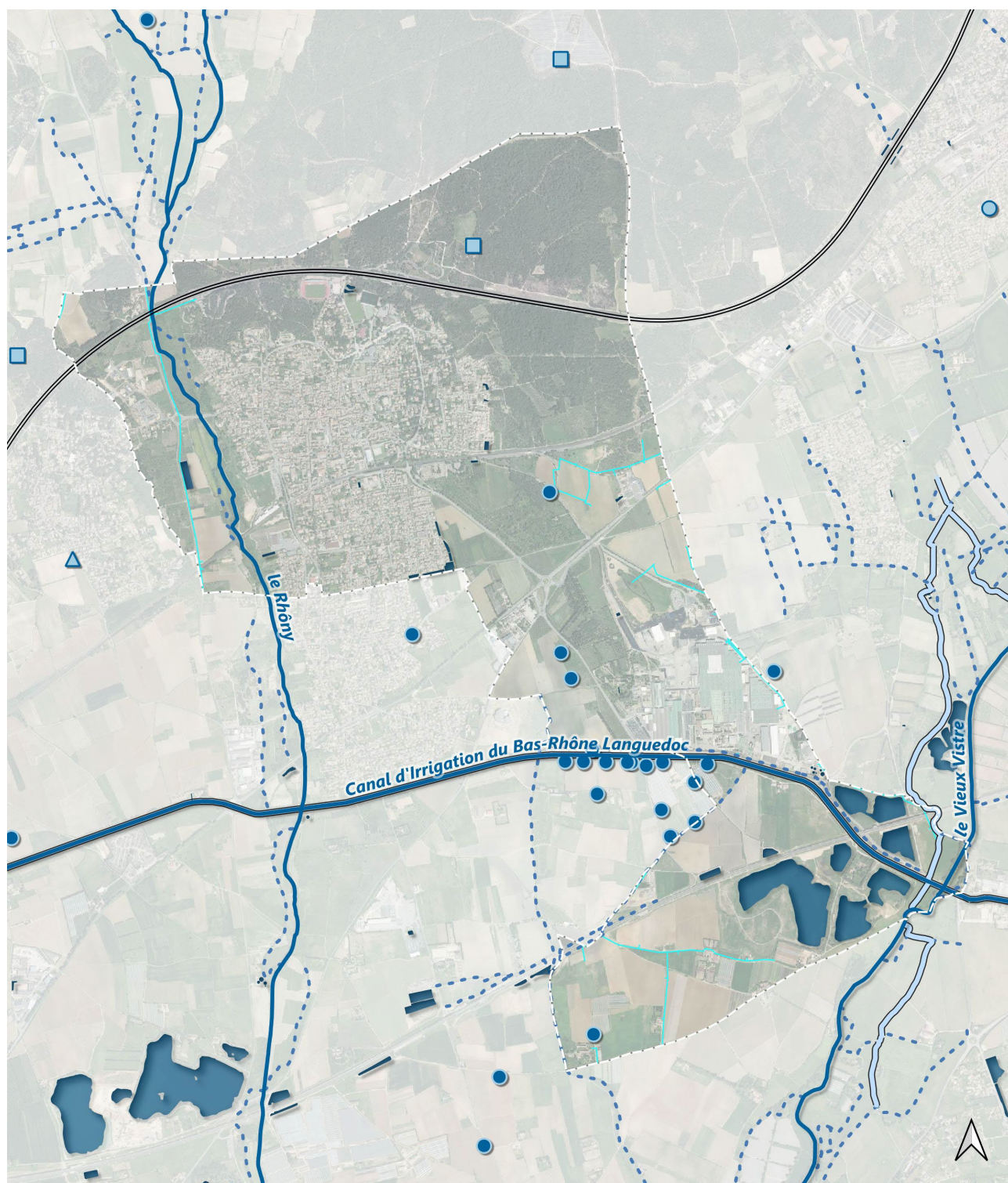
Cependant, le Vistre peut connaître des épisodes de crues comme lors des évènements d'octobre 1988 ou d'octobre 1999, au cours desquels il inonde une partie des terres qui le bordent.

Les principales sources d'alimentation en eau du Vistre sont :

- en hiver, les résurgences karstiques et les eaux de ruissellement de surface ;
- en été, les eaux usées des agglomérations riveraines et les eaux de drainage de la plaine agricole de la Vistrenque.

On notera la présence du canal Bas Rhône Languedoc et de fossés dont la roubine Nestlé utilisée pour l'évacuation des eaux de ruissellement pluvial, plus particulièrement du site Perrier au Vistre.





### Réseau hydrographique

Plan d'eau  
Cours d'eau

Écoulement naturel  
Canal

Point d'eau  
Citerne  
Lavoir  
Fontaine

Servitude d'utilité publique A2

Réseaux hydrographiques de la commune

Source : IGN – BD Topo



### **Etat qualitatif**

D'après le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône-Méditerranée, le Vistre de sa source à la Cubelle est une masse d'eau fortement modifiée avec un bon état chimique mais un état écologique moyen. L'objectif fixé est d'atteindre un bon potentiel écologique pour 2027

Les paramètres justifiant l'état actuel moyen sont d'ordre morphologique (dégradation des berges) et liées à la présence de pesticides, substances dangereuses et matières organiques et oxydables.

Les données disponibles sur la qualité des eaux superficielles sur la commune, concernent le Vistre pour la station de Vestric-et-Candiac n°193550 (réseau - Agence de l'eau - RMC).

Les dernières données disponibles pour cette station montrent :

- une qualité mauvaise pour les paramètres « matières azotées » et « matières phosphorées » ;
- une qualité moyenne pour le paramètre « nitrates » ;
- une qualité bonne à très bonne pour les paramètres « matières organiques et oxydables », « particules en suspension », « acidification » et « effet des proliférations végétales ».

### **Etat quantitatif**

Le Vistre, dans la commune, se caractérise par un fonctionnement hydraulique très irrégulier, largement tributaire des précipitations, et présentent un risque d'inondation par débordement.

Les données hydrologiques sont issues des études en cours dans le cadre de l'élaboration du PPRI pour la DDTM 30 ainsi que des études antérieures disponibles sur la zone d'étude, et notamment de l'Agence de l'eau RMC et la banque de données HYDRO. Les données disponibles concernent la station du Cailar pour le Vistre. Pour cette station, le débit moyen annuel est de 2,16 m<sup>3</sup>/s.

BRLi a réalisé pour le compte de la DDTM 30, l'étude hydrologique et hydraulique du bassin du Vistre préalable à l'élaboration du PPRI. Dans le cadre de cette étude, l'hydrogramme de crue pour la crue de référence sur le Vistre est construit à partir d'une pluie centennale de durée 24h à l'échelle de l'ensemble du bassin versant, d'une transformation pluie-débit sur chacun des sous-bassins versant à l'aide du logiciel GR3H du Cemagref puis de la propagation et la combinaison dans la plaine du Vistre des différents apports par l'intermédiaire du modèle hydraulique à casiers décrit précédemment.

### **Ruissellement pluvial**

Les données pluviométriques, utilisées pour le calcul des débits de pointe de ruissellement sur le bassin versant étudié, sont issues de l'étude B3R, représentatives de la pluviométrie sur le site d'étude pour des périodes de retour 10 et 100 ans, et extraites des statistiques de la station météorologique de Nîmes – Courbessac. Les résultats des calculs hydrologiques avec la formule rationnelle sont présentés dans le tableau ci-dessous, en termes de débits de pointe sur chaque sous-bassin et sur le bassin versant total :

	Débit 100 ans (m <sup>3</sup> /s)	Débit 10 ans (m <sup>3</sup> /s)	Rapport Q100/Q10
Bassin versant global	133,1	65,8	2,0
Somme des sous BV	343,5	169,6	2,0

Une étude spécifique, relative à la faisabilité hydraulique d'un ensemble de bassins écrêteurs de crue, a été réalisée en mars 2012 par le bureau d'études HYDRATECH et a permis de démontrer la pertinence de l'utilisation des gravières comme bassins d'orage pour sauvegarder le site Perrier. En effet ce secteur présente un risque d'inondation important, conséquent d'un épisode pluvio-orageux s'abattant sur les hauteurs de Vergèze au nord de la RN 113 dont les ruissellements passent sous le pont de la RN 113 au niveau de l'embranchement ferré du site Perrier.

Le site de Nestlé / Perrier se situe en partie aval d'un bassin versant (reporté sur la carte de la page suivante) d'une superficie totale d'environ 9 km<sup>2</sup>. Le bassin versant se découpe en trois zones distinctes, caractérisées par leur morphologie et l'occupation des surfaces :

- Une zone amont non urbanisée, dont le relief est marqué par la présence de collines boisées de faible altitude ;
- Une zone centrale, urbanisée à l'ouest (communes de Vergèze et Codognan), et en cultures et pâturages à l'est. Le relief de cette zone est moins marqué que celui de la zone amont ;
- Une zone aval, présentant peu de variations d'altitude, et essentiellement destinée à la culture, à l'exception des parcelles occupées par le site Nestlé Waters et des plans d'eau correspondant aux anciennes gravières en aval du site Nestlé Waters.

Lorsque les terrains compris entre la voie ferrée et la RN 113 sont inondés, la submersion de la route nationale doit être envisagée, étant donnée la faible surélévation de cet axe routier.

## 1.6. Contexte climatique

### Un climat méditerranéen attractif...

Vergèze bénéficie d'un climat méditerranéen sec et chaud en été et relativement doux en hiver, une pluviométrie variée, un ensoleillement réparti tout au long de l'année. Néanmoins, la position du village, au pied des premiers reliefs qui dominent légèrement la plaine du Vistre, favorise généralement l'installation de la brise maritime dès le début de l'après-midi contrairement à Nîmes par exemple.

L'ensoleillement y est très élevé (259 jours de soleil par an sur le département du Gard).

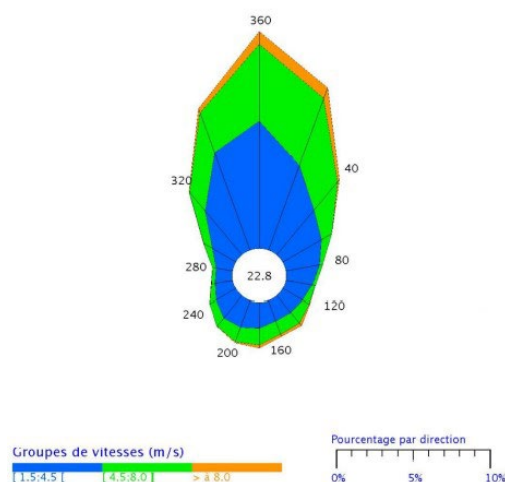
La moyenne annuelle des températures avoisine les 15 °C. De mai à septembre, on note une moyenne de 22 °C. Cependant, le régime thermique reste contrasté avec des écarts de température de 10 °C entre les températures moyennes minimales et maximales.

La moyenne des précipitations annuelle est de 63 mm, caractéristique du climat méditerranéen.

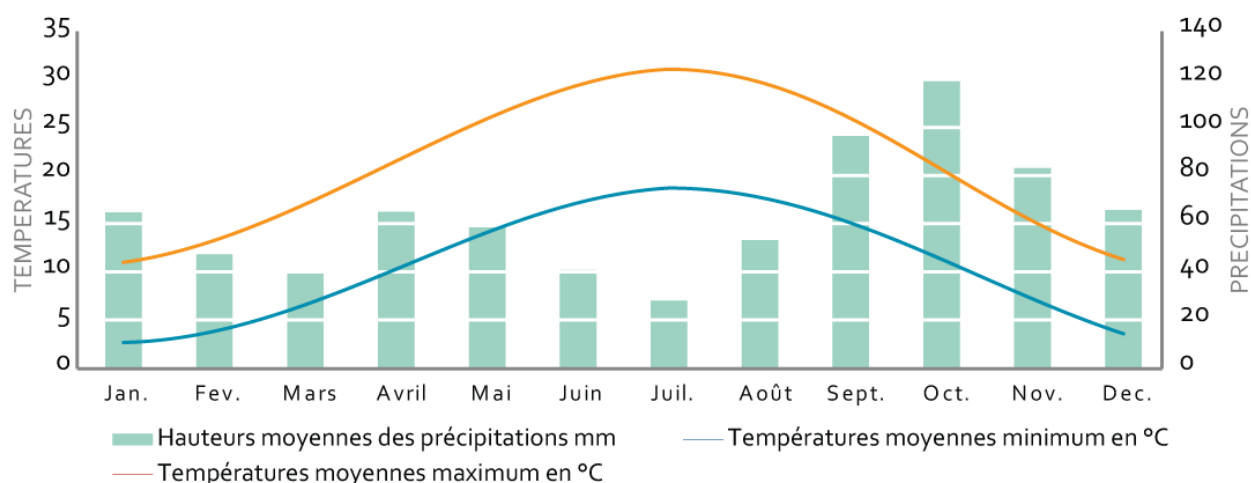
Cette pluviométrie est assez mal répartie, avec des automnes et hivers où les précipitations sont plus importantes, parfois sous forme d'épisodes pluvieux intenses de courtes durée et relativement violents. Les étés souffrent d'un déficit hydrique important notamment aux mois de juin et juillet. Les précipitations neigeuses restent exceptionnelles, mais les évolutions climatiques actuelles tendent à une augmentation des épisodes neigeux.

Le régime général des vents est orienté du Nord-est au Sud-ouest en provenance de la vallée du Rhône. La commune est soumise à l'influence du mistral dont les rafales peuvent dépasser les 100 km/h. Moins important, le Marin souffle en provenance du Sud.

Les périodes, parfois longues, de Mistral corrigent quelque peu l'impression de douceur des hivers qui restent cependant dans l'ensemble assez doux.



Les données analysées sont celles de la station météorologique la plus proche de Vergèze : la station de Nîmes située à plus d'une trentaine de kilomètres plus au Nord.



Normes climatiques de la station de Nîmes

Sources : Altereo d'après les données de Météo France

### **Qui connaît des évolutions liées au changement climatique...**

La **Méditerranée** figure parmi les « hot-spots » mondiaux du **changement climatique**. La diminution des précipitations moyennes et l'augmentation importante des températures en particulier en été conduiront à une diminution des ressources en eau et à une augmentation de la sévérité des sécheresses et des canicules.

Parallèlement, l'analyse des **événements pluvieux extrêmes méditerranéens** au cours des dernières décennies permet de dégager les tendances suivantes pour les régions françaises :

- Intensification des fortes précipitations dans les régions méditerranéennes entre 1961 et 2015 : +22 % sur les maxima annuels de cumuls quotidiens, avec une variabilité interannuelle très forte, qui explique la forte incertitude (de +7 à +39 %) sur l'ampleur de cette intensification.
- Augmentation de la fréquence des épisodes méditerranéens les plus forts, en particulier ceux dépassant le seuil de 200 mm en 24 h.

**Ces tendances impliquent une augmentation des risques liés aux inondations et aux ruissellements pluviaux.**

## **1.7. Scénario tendanciel et enjeux**

	Situation actuelle	Tendance au fil de l'eau
Milieux physiques	+ Présence de l'eau sous différentes formes	

## 2. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

---

### 2.1. Périmètres d'inventaire et de protection

#### 2.1.1. Réseau Natura 2000

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale. En la matière, les deux textes de l'Union Européenne les plus importants sont les directives « Oiseaux » (1979) et « Habitats » (1992). Elles établissent la base réglementaire du grand réseau écologique européen. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000.

La directive « Oiseaux » propose la conservation à long terme des espèces d'oiseaux sauvages de l'Union Européenne en ciblant 181 espèces et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière. Plus de 3 000 sites ont été classés par les Etats de l'Union en tant que Zones de Protection Spéciale (ZPS).

La directive « Habitats » établit un cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages ainsi que de leurs habitats. Cette directive répertorie plus de 200 types d'habitats naturels, 200 espèces animales et 500 espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), actuellement plus de 20 000 pour 12% du territoire européen, permettent une protection de ces habitats et espèces menacées.

La commune de Vergèze est concernée par la ZPS FR9112015 « Costière nîmoise » sur les espaces agricoles de la partie sud du territoire.

Bordée au sud par la Petite Camargue, la Costière nîmoise s'étend selon une large bande orientée nord-est/sud-ouest. Le site a été désigné au titre de Natura 2000 grâce à la présence d'espèces d'oiseaux rares ou menacées à l'échelle de l'Europe. 5 espèces d'oiseaux sont considérées comme étant à très fort ou fort enjeu de conservation pour ce site : l'Outarde canepetière, l'Édicnème criard, le Rollier d'Europe, le Pipit Rousseline et l'Alouette lulu.

Les habitats utilisés par les espèces d'oiseaux ayant justifié la désignation du site sont des habitats ouverts. Ils sont gérés principalement par l'agriculture, orientée vers diverses productions (grandes cultures, viticulture, arboriculture, maraîchage). Ces diverses cultures, associées aux friches et jachères, et la variété du parcellaire confèrent au paysage un caractère en mosaïque très favorable à ces oiseaux.

La Costière nîmoise est soumise à d'importantes pressions : proximité de l'agglomération nîmoise, axe de transit majeur vers l'Espagne, tant depuis l'Europe du nord que depuis l'est de la Méditerranée, qui constituent des éléments de vulnérabilité pour les oiseaux présents sur ce territoire. Les espèces concernées étant fortement liées aux espaces agricoles, l'évolution des productions pourra avoir des incidences importantes sur les populations d'oiseaux d'intérêt communautaire. Il convient de signaler enfin que l'ensemble de la Costière, soumis à des régimes de vent violent, est favorable à l'implantation d'aérogénérateurs.

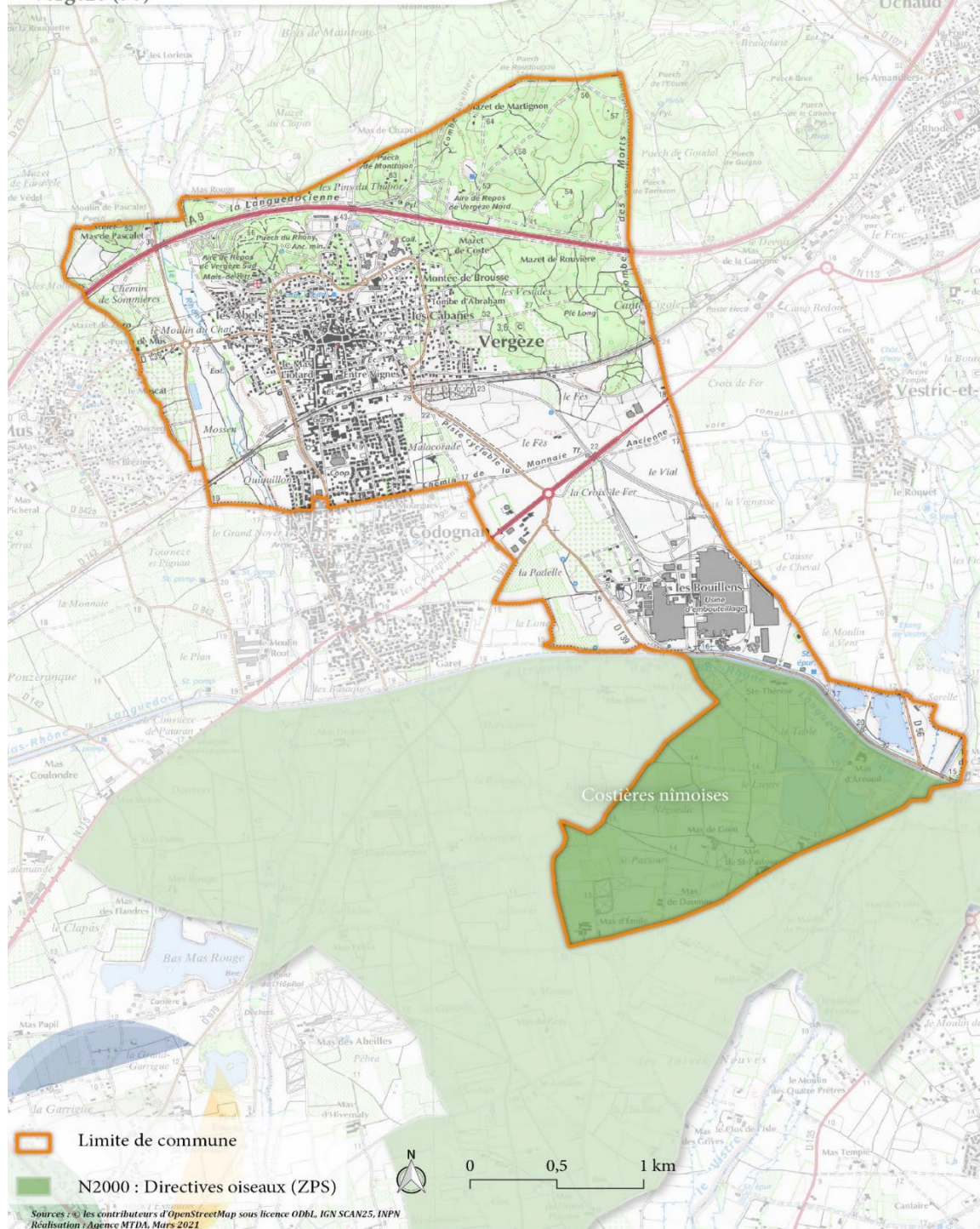
Le croisement des enjeux biologiques et socio-économiques présents sur le site Costières nîmoises a mis en évidence les objectifs stratégiques de conservation suivants :

- Maintenir la diversité des cultures et favoriser les pratiques culturelles favorables à la biodiversité.
- Garantir le maintien et la stabilité des milieux herbacés ouverts prioritairement par l'agriculture.
- Maintenir des structures parcellaires d'exploitation adéquates aux espèces du site Costière nîmoise.



Maîtriser les impacts de l'urbanisation et le développement d'aménagement.

## Réseau Natura 2000 Vergèze (30)



## **2.1.2. ZNIEFF**

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. On distingue deux types de ZNIEFF :

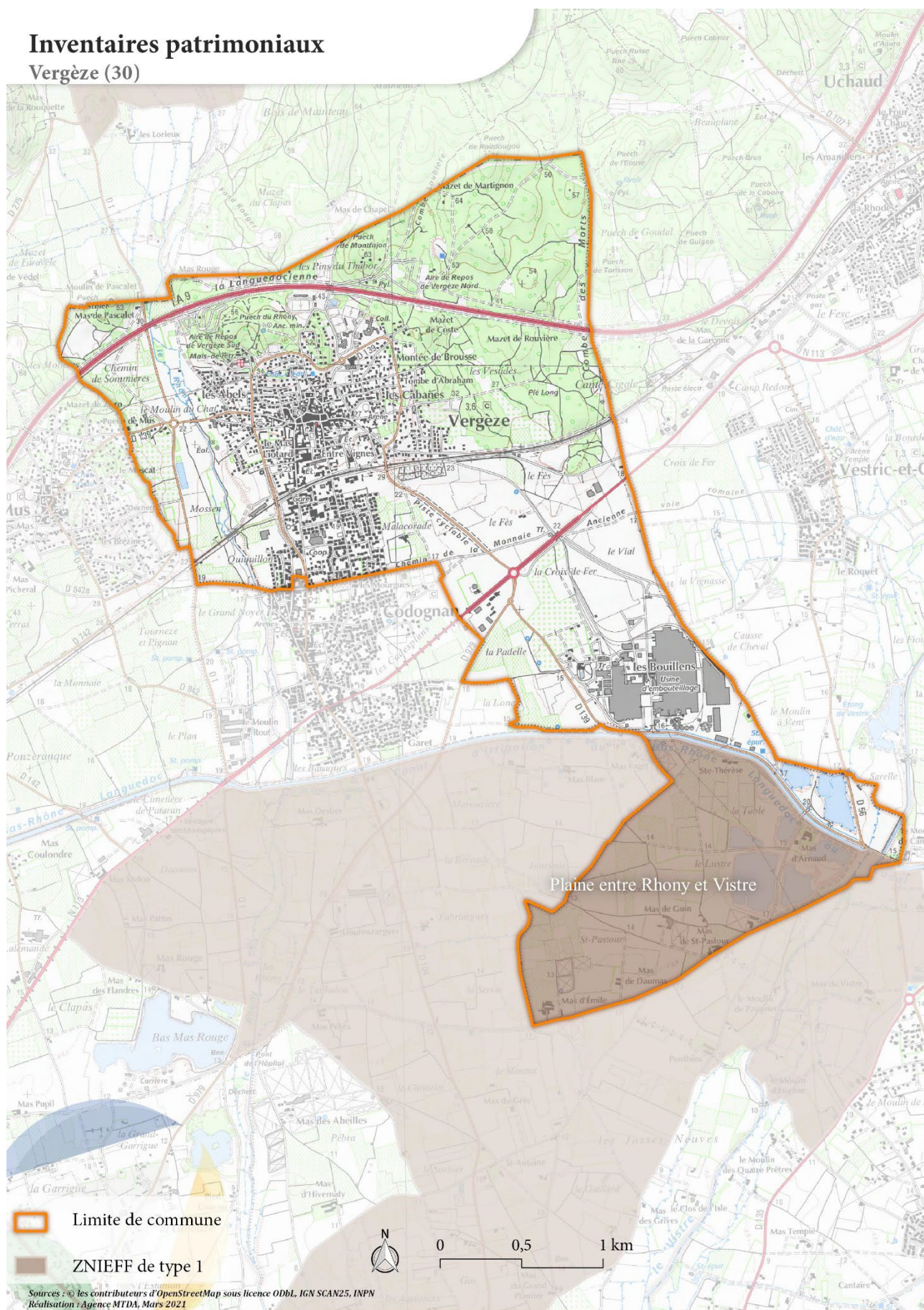
- Les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- Les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis à vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

La commune de Vergèze est concernée par la ZNIEFF de type I 910030036 « Plaine entre Rhône et Vistre ». Cette ZNIEFF est liée à la costière nîmoise et présente les mêmes caractéristiques que le site Natura 2000 décrit dans la partie précédente.



## Inventaires patrimoniaux Vergèze (30)



### 2.1.3. PNA

Les plans nationaux d'actions sont des documents d'orientation non opposables visant à définir les actions nécessaires à la conservation et à la restauration des espèces les plus menacées afin de s'assurer de leur bon état de conservation. Ils répondent ainsi aux exigences des directives européennes dites « Oiseaux » (79/409/CEE du 2 avril 1979) et « Habitat, Faune, Flore » (92/43/CE du 21 mai 1992) qui engagent au maintien et/ou à la restauration des espèces d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation.

Cet outil de protection de la biodiversité, mis en œuvre depuis une quinzaine d'année et renforcé à la suite du Grenelle Environnement, est basé sur 3 axes : la connaissance, la conservation et la sensibilisation. Ainsi, ils visent à organiser un suivi cohérent des populations de l'espèce ou des espèces concernées, à mettre en œuvre des actions coordonnées favorables à la restauration de ces espèces ou de leur habitat, à informer les acteurs concernés et le public et à faciliter l'intégration de la protection des espèces dans les activités humaines et dans les politiques publiques.

Chaque plan est construit en trois parties. La première fait la synthèse des acquis sur le sujet (contraintes biologiques et écologiques propres à l'espèce, causes du déclin et actions déjà conduites) tandis que la deuxième partie décrit les besoins et enjeux de la conservation de l'espèce et la définition d'une stratégie à long terme. Enfin, la troisième partie précise les objectifs à atteindre, les actions de conservation à mener et les modalités organisationnelles de l'application du plan. Un plan national d'action est habituellement mis en œuvre pour une durée de 5 ans.

Vergèze est concernée par les PNA des espèces suivantes :

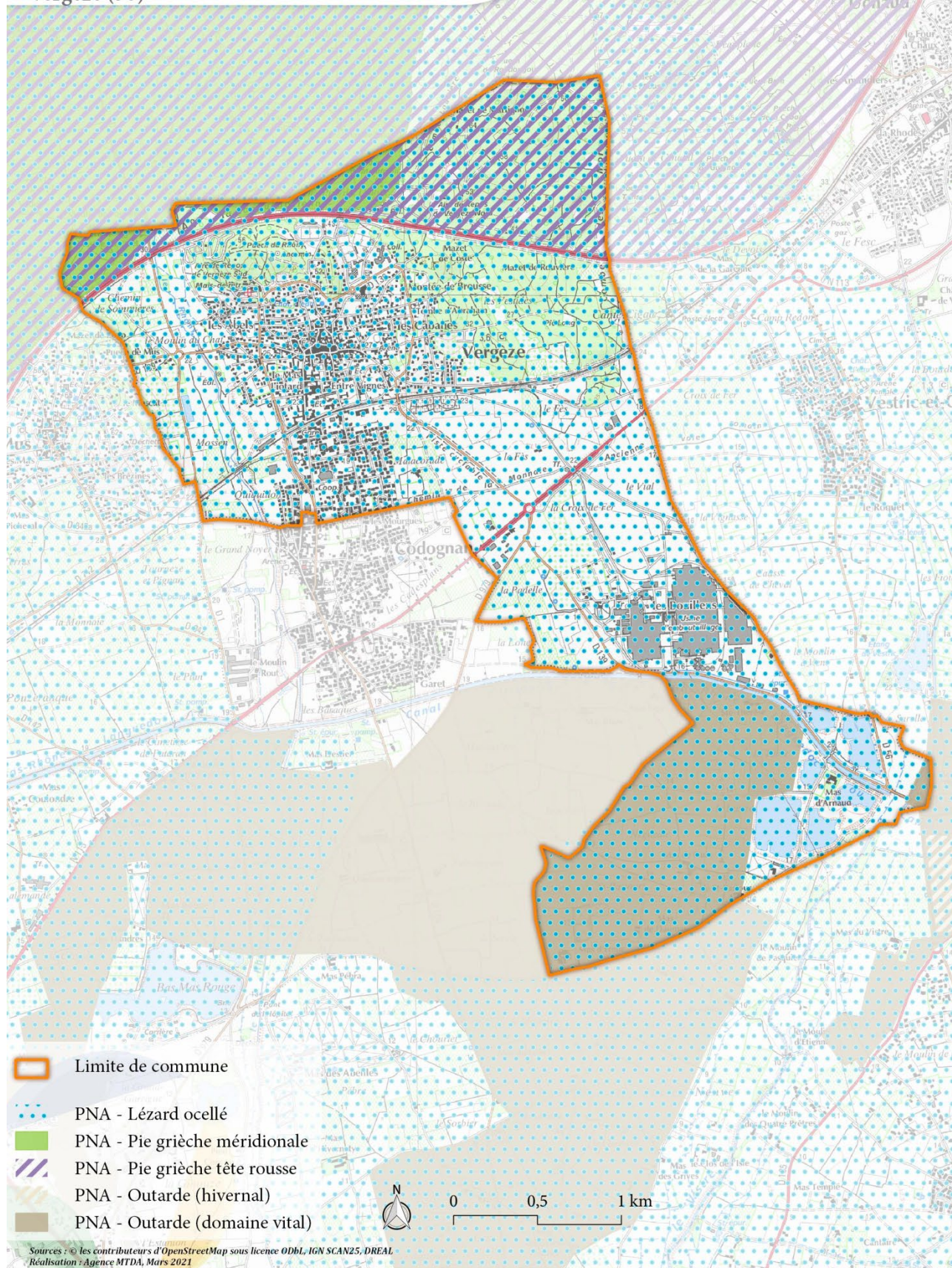
- Outarde canepetière, domaines vitaux : sur les espaces agricoles de la partie sud de la commune
- Lézard ocellé : sur l'ensemble du territoire communal
- Pie-grièche méridionale : sur les espaces forestiers du nord de la commune
- Pie-grièche à tête rousse : sur les espaces forestiers du nord de la commune

Aussi, il existe de nombreux PNA qui ne sont pas spatialisée. On peut notamment se focaliser sur 2 PNA qui s'avèrent pertinent pour la commune de Vergèze :

- Le PNA chiroptères : la France héberge 34 espèces de chauve-souris, les pressions qui pèsent sur ces espèces (disparition des gîtes et des lieux de chasse, mortalité directe par l'homme ou les animaux domestiques, pressions sur les espèces chassées, etc.) induisent une tendance à la baisse des effectifs actuels. Le PNA 2016-2025 est le troisième mis en œuvre.
- Le PNA cistude d'Europe : la Cistude d'Europe est une petite tortue d'eau douce et l'une des espèces de reptile les plus menacées en Europe. Cette espèce souffre principalement de la disparition progressive des zones humides, des prélèvements illégaux d'individus et de la compétition avec la Tortue de Floride (espèce exotique envahissante).



## Plans nationaux d'actions Vergèze (30)





## **2.2. Zones humides**

On appelle « zone humide » une portion du territoire, naturelle ou artificielle, caractérisée par la présence de l'eau. Une zone humide peut être, ou avoir été, en eau, inondée ou gorgée d'eau de façon permanente ou temporaire. L'eau peut y être stagnante ou courante, douce, salée ou saumâtre.

Les zones humides jouent un rôle fondamental à différents niveaux :

- Elles assurent des fonctions essentielles d'interception des pollutions diffuses, plus particulièrement sur les têtes de bassin versants où elles contribuent à la dénitrification des eaux.
- Elles constituent un enjeu majeur dans la conservation de la biodiversité : de nombreuses espèces végétales et animales sont inféodées à la présence de milieux humides.
- Elles contribuent à réguler les débits des cours d'eau en agissant comme des éponges et participent à la prévention des inondations et à la limitation des étiages.

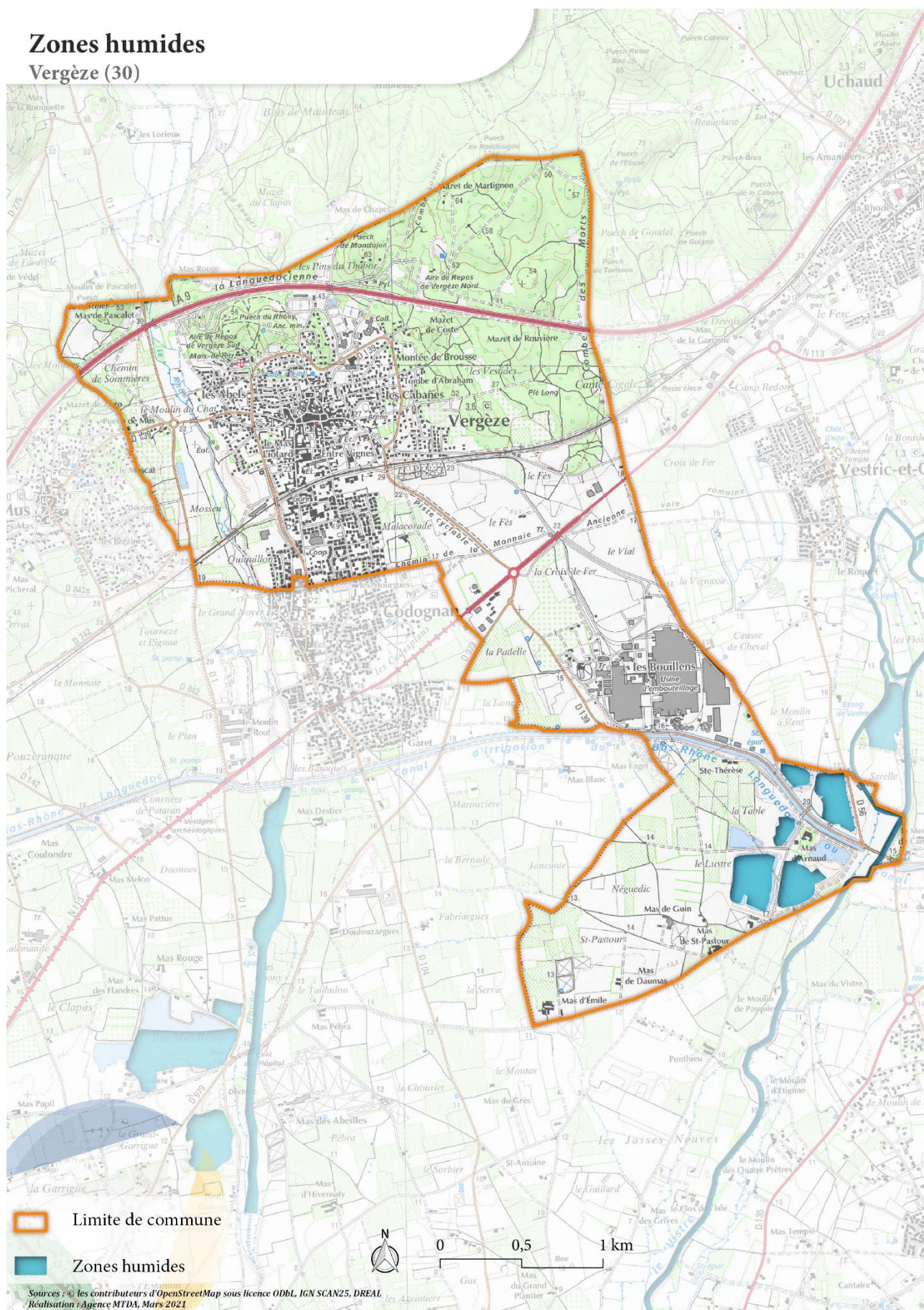
La préservation et la restauration des zones humides est donc un enjeu majeur, d'autant plus que près de 70% d'entre elles ont disparues au cours du XXème siècle, dont la moitié en 30 ans (1960-1990).

Les zones humides sont définies par l'article L.211-1 du code de l'environnement comme « les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Le département du Gard inventorie plusieurs zones humides sur la commune de Vergèze :

- Les plans d'eau de Vergèze : anciennes gravières de l'usine Perrier et de la construction de la LGV situées à côté du Mas d'Arnaud
- Les cours d'eau du Rhône et du Vistre ainsi que leurs ripisylves

## Zones humides Vergèze (30)



## 2.3. Espaces naturels sensibles

Les espaces naturels sensibles (ENS) sont des sites remarquables par leur biodiversité biologique, leur richesse patrimoniale ou leur rôle dans la prévention des inondations. Ce sont des zones potentiellement menacées.

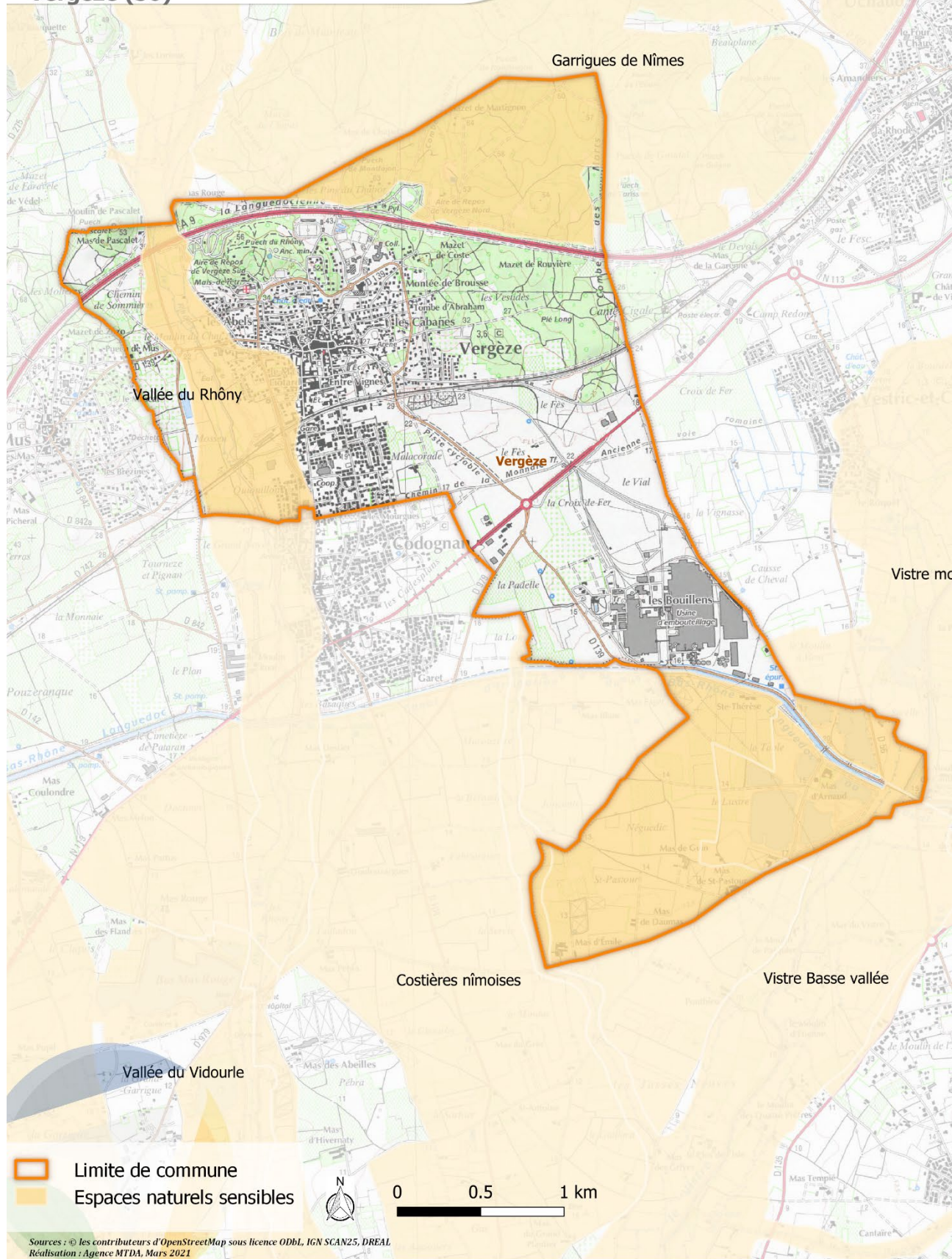
Les réseaux d'espaces naturels sensibles sont des **outils mis à disposition des conseils départementaux afin d'organiser la préservation d'un réseau de sites sur leur département**. Afin de définir leur schéma des espaces naturels sensibles, les conseils départementaux recourent à des inventaires afin de bien cerner les enjeux et priorités d'intervention sur leur territoire.

Sur le territoire du Gard, trois niveaux d'intérêt sont identifiés :

- Intérêt local
- Intérêt départemental
- Intérêt départemental prioritaire



## Espaces naturels sensibles





### 2.3.1. Costières nîmoises, intérêt départemental prioritaire

Site très important pour l'avifaune. Plusieurs aires de stationnement migratoire et/ou d'hivernage sont comprises dans la délimitation avec plusieurs espèces rares ou menacées qui peuvent y être observées (Rollier d'Europe, Guêpier d'Europe, Pie-Grièche à poitrine rose, Œdicnème criard, Busard des roseaux).

### 2.3.2. Vistre basse vallée, intérêt départemental prioritaire et Vistre moyen, intérêt départemental

Site accueillant des populations d'oiseaux d'intérêt communautaire. Le site comprend un cours d'eau et sa ripisylve. Les ripisylves du bassin versant sont très appauvries en raison du recalibrage des rivières. Malgré la mauvaise qualité de l'eau, les poissons colonisent le Vistre et ses affluents.

### 2.3.3. Vallée du Rhône, intérêt départemental

Le site correspond au lit majeur du Rhône, de sa source à la confluence avec le Vistre. Sa géologie correspond à des alluvions fluviales récentes (limons, sables). Il intègre aussi la ripisylve.

La vallée du Rhône constitue un habitat pour les espèces animales et végétales, mais également une zone de reproduction, un couloir écologique, permet des connexions biologiques et des zones d'échanges.

Les tendances évolutives et les principales menaces sont la disparition des ripisylves, les espèces envahissantes, la création de lotissements, l'envasement, et la pollution des eaux.

L'intérêt principal de cet espace est son rôle de champ naturel d'expansion des crues (très forte valeur hydrologique).

### 2.3.4. Garrigues de Nîmes, intérêt départemental

**Géologie** : calcaires et calcaires marneux du Hauterivien ; colluvions non différenciés (limons, cailloutis).

**Valeur écologique** : sur ce site, on note la présence d'Ophrys Aurelia, de l'outarde canepetière, de la Pie-grièche à tête rousse, et de l'Œdicnème criard. Les milieux forestiers permettent la nidification de la Bondrée apivore, du Circaète Jean-Le-Blanc, et du Milan noir. Des habitats naturels d'intérêt communautaire ont été cartographiés sur cette zone (pelouses sèches et mares temporaires).

**Valeur paysagère** : les zones boisées (futaies de Pin d'Alep) alternent avec les espaces ouverts (garrigues basses, friches).

**Zones humides** : grand ensemble du réseau hydrographique des Gardons dans le Gard

## 2.4. Espèces exotiques envahissantes

Les espèces exotiques envahissantes (EEE) représentent l'une des principales menaces de la biodiversité (au même titre que le réchauffement climatique, les pollutions, la fragmentation des habitats...). Il s'agit d'espèces exotiques (introduite volontairement ou accidentellement dans une aire géographique distincte de son aire d'origine) qui suite à des conditions qui leur sont favorables se développent de manière importante causant de nombreux impacts écologiques, voire sanitaires et économiques.

Les EEE représentent l'une des principales menaces de la biodiversité. Les pressions s'exerçant sur les espèces locales peuvent être :

- Soit indirecte ; une perturbation des conditions du milieu pourra être moins favorable aux espèces indigènes.
- Soit directe ; par compétition avec les espèces locales pour les ressources du milieu.

On observe également un risque de disparition d'espèces locales par un phénomène d'hybridation. En effet, certaines espèces locales peuvent s'hybrider avec des EEE du même genre. Ceci peut aboutir à une disparition de gènes adaptés spécifiquement aux conditions locales.

Plusieurs EEE sont présentes dans le département du Gard, notamment la Renouée du Japon, la Jussie à grandes fleurs, la Laitue d'eau, le Myriophylle du Brésil, le Grand lagarosiphon ou Élodée d'Afrique, le Faux indigo ou Amorpha, l'Élodée Nuttall, l'Arbre à papillons ou Buddléia, l'Égérie dense ou encore le Concombre anguleux.

Certaines espèces présentent un danger direct pour la santé humaine. Par exemple, dans le Gard nous pouvons identifier :

- La berce du Caucase (*Heracleum mantegazzium*), hautement toxique, produisant une phototoxine urticante dans sa sève, rendant la peau extrêmement photosensible. Elle cause d'importantes blessures similaires à de grandes brûlures. À noter que la sève est indolore, mais peut produire des dermatites jusqu'à 48h après exposition. Les plaies peuvent rester photosensibles pendant des mois voire des années et laissent des taches brunes ou blanches sur la peau.
- L'ambrosie (*Ambrosia psilostachya*) et le Houblon du Japon (*Humulopsis scandens*) possédant des pollens hautement allergènes pouvant entraîner de fortes crises d'asthme.
- Le raisin d'Amérique (*Phytolacca americana*) est toxique en cas d'ingestion des fruits (possible toxicité également en cas de contact avec les feuilles et la sève).

## 2.5. Continuités écologiques

### 2.5.1. Trame verte et bleue, concept et notions

#### 2.5.1.1. Objectifs

La Trame Verte et Bleue (TVB) est à la fois un outil de préservation de la biodiversité et un outil d'aménagement du territoire.

Elle est associée à plusieurs objectifs :

- (Re)constituer un réseau écologique cohérent, pour permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer, de migrer, de s'alimenter, de se reproduire, de fuir des conditions défavorables...
- Mieux prendre en compte les milieux naturels et agricoles dans l'aménagement des territoires,
- Pérenniser les services rendus par la nature à l'homme.

Il est intéressant de souligner l'importance des déplacements des espèces dans un contexte de changement climatique et donc de modifications des aires de répartition des espèces.

Plusieurs visions sont donc mises en avant par les différents acteurs. Parmi elles, nous avons choisi de mettre en avant une trame verte et bleue multifonctionnelle qui assure à la fois son rôle biologique mais participe aussi à la qualité du cadre de vie, à la régulation de l'eau et de sa qualité, à l'attractivité touristique d'un territoire, etc.

#### 2.5.1.2. Composition

La trame verte et bleue est constituée de deux composantes, une composante verte associée aux milieux terrestres et une composante bleue associée aux milieux aquatiques et humides.

A l'intérieur de ces composantes, on distingue :

- les réservoirs de biodiversité ou zones nodales : espaces où la biodiversité est la plus riche et la mieux représentée. Les conditions indispensables à son maintien et à son fonctionnement y sont réunies. Également nommés « cœurs de nature », ce sont les zones vitales où les individus réalisent la plupart de leur cycle (reproduction, alimentation, repos, etc.), ces zones pouvant éventuellement être éloignées les unes des autres pour certaines espèces.

- les corridors qui relient ces réservoirs : il s'agit de cheminements, de liaisons naturelles ou artificielles qui permettent aux plantes et aux animaux de se déplacer d'un réservoir de biodiversité à l'autre. Ils sont indispensables pour satisfaire d'autres besoins de circulation, comme ceux liés aux besoins de dispersion d'une espèce (recherche de nouveaux territoires, de nouveaux partenaires...), donc de favoriser la connectivité du paysage.

Les réservoirs et les corridors forment les continuités écologiques.

Les cours d'eau de la composante bleue sont souvent assimilés à la fois à des réservoirs et des corridors.

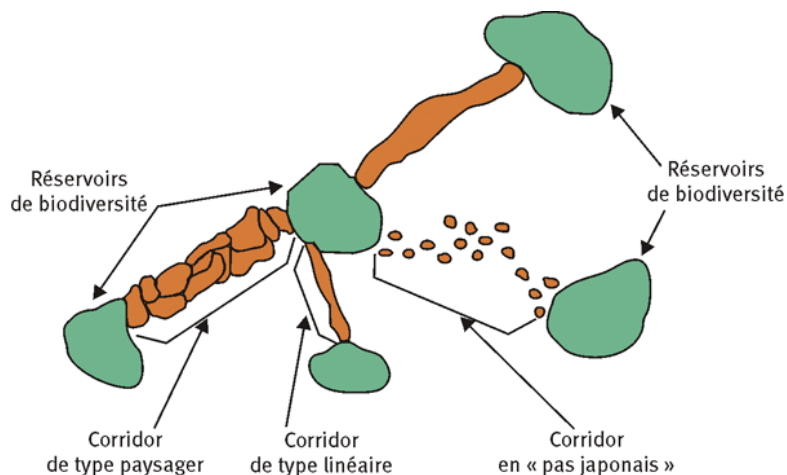






Schéma de la composition de la trame verte et des différents types de corridors (Cemagref, d'après Bennett 1991)



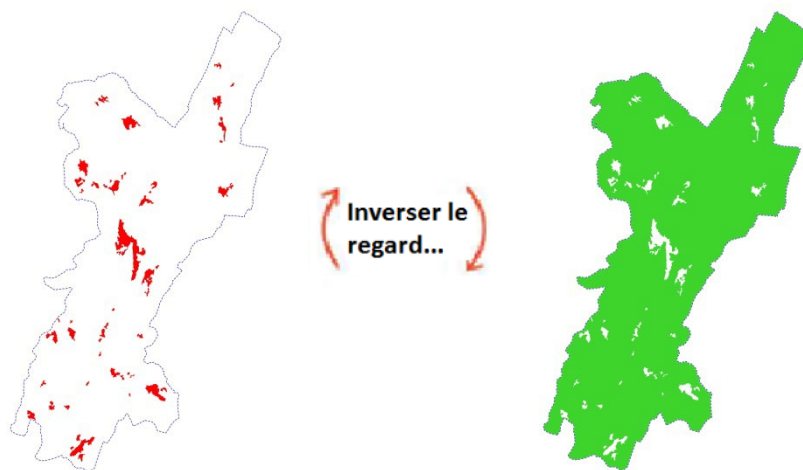
 Réservoirs de la composante verte  
 Réservoirs de la composante bleue

 Corridors de la composante verte  
 Corridors de la composante bleue

Exemple de trame verte et bleue sur un territoire

### 2.5.1.3. Un outil pour un aménagement durable et pertinent du territoire

L'urbanisme se conçoit bien souvent à partir des taches urbaines préexistantes. Dans ce contexte, la Trame Verte et Bleue propose une inversion de regard qui permet de mieux prendre en compte les milieux naturels et agricoles les plus structurants du territoire et de mieux les intégrer dans le projet communal ou intercommunal. Le débat peut s'orienter ainsi plus facilement sur la préservation des continuités écologiques et des réservoirs de biodiversité mais aussi prévoir de façon plus efficiente une valorisation de certains espaces de nature pour les loisirs ou les déplacements doux par exemple.



L'objectif est aussi de mieux connaître les sensibilités écologiques du territoire afin de localiser des zones de projet ou d'ouverture à l'urbanisation en dehors des zones les plus sensibles ou inadaptées à certains projets.

### 2.5.1.4. Une multifonctionnalité à valoriser

La nature est à l'origine de nombreux services pour l'homme : qualité du **cadre de vie et des paysages**, **régulation de l'eau et de sa qualité**, filtration de **l'air**, **pêche**, **chasse**...

Identifier la trame verte et bleue est donc aussi l'occasion de valoriser les synergies qui peuvent exister entre l'homme et la nature pour un bénéfice mutuel.

On parle alors d'une **trame verte et bleue multifonctionnelle**.

### 2.5.1.5. Echelles d'études

Selon les espèces considérées et leurs distances de déplacement, plusieurs échelles sont étudiées pour définir les trames vertes et bleues. Ces études multi-échelles permettent également de garantir une cohérence entre territoires et d'identifier les grandes tendances comme les phénomènes locaux.

Ainsi, des continuités écologiques ont été définies au niveau national pour les espèces migratrices principalement.

Des travaux ont également été réalisés à l'échelle régionale dans les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique et à l'échelle des SCoT. Le PLU doit prendre en compte ces travaux et être compatible avec les continuités écologiques définies dans le SCoT.

## 2.5.2. Trame verte et bleue communale

### 2.5.2.1. Prise en compte du SRCE

Prévu par l'article L-371-3 du Code de l'Environnement pour déterminer les enjeux régionaux de préservation ou de restauration des continuités écologiques, le SRCE doit être élaboré, mis à jour et suivi conjointement par la Région et l'Etat, en association avec un comité régional de la trame verte et bleue. Le SRCE est intégré au SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) de la région Occitanie en phase d'approbation.

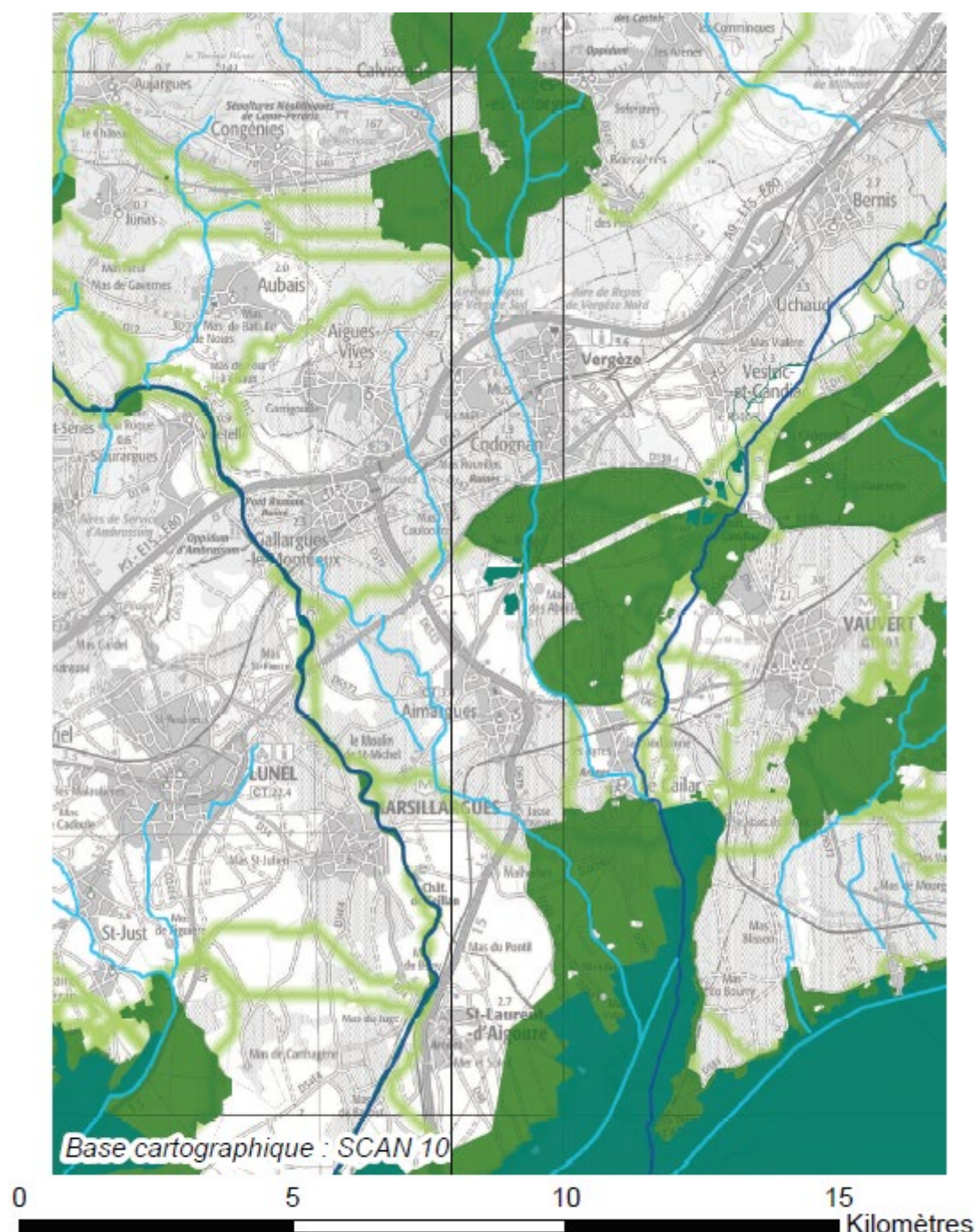


Compatible avec les orientations nationales (article L. 371-2) ainsi qu'avec les éléments pertinents des schémas directeurs d'aménagement et de gestion de l'eau (l'article L. 212-1), le SRCE doit être pris en compte dans les documents d'urbanisme (Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) et les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)). Ces documents devront alors identifier de manière cartographique les trames vertes et bleues présentes et indiquer les orientations et prescriptions visant à préserver ou remettre en état ces continuités écologiques.

Le SRCE a vocation à proposer une cartographie des continuités écologiques à l'échelle régionale et des mesures pour assurer la préservation et la remise en bon état de la fonctionnalité des continuités écologiques.

Le SRCE Languedoc-Roussillon a été approuvé le 23 octobre 2015 par le conseil régional. Il identifie sur la commune de Vergèze les éléments suivants :

- Un réservoir de biodiversité de la trame verte au sud de la commune au niveau du site Natura 2000 et de la ZNIEFF de type I ;
- Des réservoirs de biodiversité de la trame bleue constitués par les plans d'eau de Vergèze et le Vistre ;
- Un corridor écologique de la trame bleue constitué par le Rhône ;
- Des corridors écologiques de la trame verte traversant la LGV et reliant le réservoir de biodiversité du sud de la commune aux réservoirs au nord-est du territoire communal.



### SRCE L-R : Trame verte et bleue

#### Trame verte

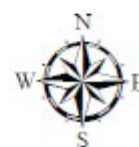
- Réservoirs de biodiversité
- Corridors écologiques

NB : La représentation cartographique des corridors écologiques constitue une identification des enjeux de continuité qui fera l'objet d'une adaptation locale.

#### Trame bleue

- Cours d'eau : Réservoirs de biodiversité
- Cours d'eau : Corridors écologiques
- Réservoirs de biodiversité : zones humides, plans d'eau et lagunes

Espaces de mobilité



Trame verte et bleue du SRCE sur la commune de Vergèze

### 2.5.2.2. Prise en compte du SCoT Sud Gard

Le SCoT Sud Gard a été approuvé le 10 décembre 2019. Il définit les continuités écologiques à l'échelle de son territoire. Sur la commune de Vergèze, les éléments suivants sont identifiés :

- Cœurs de biodiversité : le site Natura 2000 et les éléments boisés jouxtant les plans d'eau de l'ancienne gravière de l'usine Perrier

- Ensemble naturel patrimonial : l'ENS Garrigues de Nîmes au nord de la commune
- Masses d'eau structurantes : les plans d'eau au sud de la commune, la zone humide localisée directement au sud-est de l'enveloppe urbaine et deux autres zones humides à l'ouest de la commune
- Masses d'eau fragiles : le Rhône, le Vistre et le canal Philippe Lamour
- Espaces de bon fonctionnement : autour du Rhône et du Vistre
- Corridor écologique longeant le nord de l'autoroute pour arriver à l'ensemble naturel patrimonial cité plus haut

Le SCoT identifie également la mosaïque agricole à préserver qui entoure l'enveloppe urbaine de Vergèze.





**> L'armature des espaces naturels et agricoles**

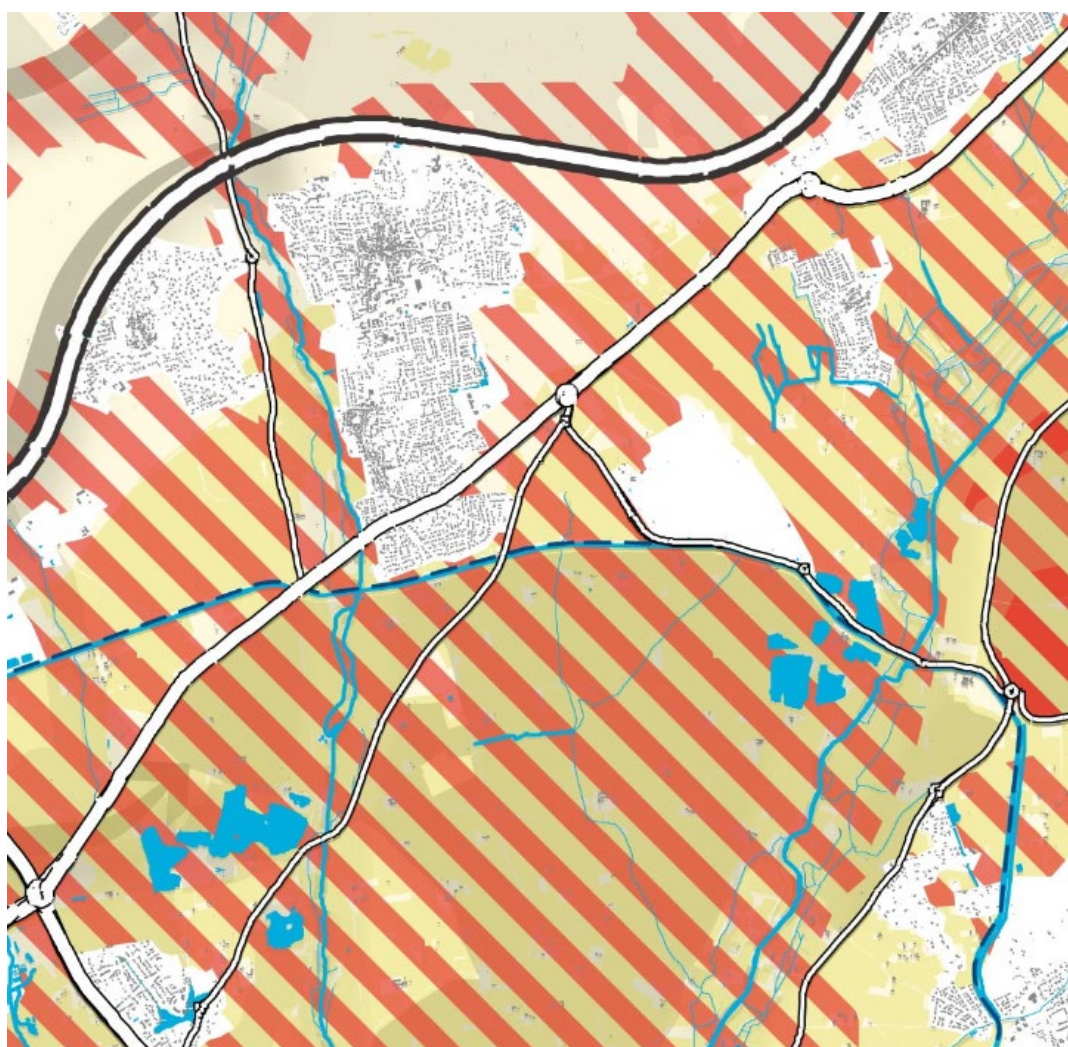
- Les coeurs de biodiversité
- Les ensembles naturels patrimoniaux
- |||| Les secteurs de garrigues ouvertes
- Les secteurs boisés en plaine
- Les corridors écologiques

**> La trame bleue**

- Les masses d'eaux structurantes
- Les masses d'eaux fragiles
- Les cours d'eaux permanents
- Espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (EBF)
- Zone humide connue devant faire l'objet de protection

*Trame verte et bleue du SCoT sur la commune de Vergèze*





**> La trame agricole**

Les espaces supports agricoles et forestiers

La mosaïque agricole

Les espaces de production à valeur renforcée

*Trame agricole du SCoT sur la commune de Vergèze*

### 2.5.2.3. Trame verte et bleue sur la commune de Vergèze

Deux réservoirs de biodiversité de la trame verte sont délimités sur le territoire communal. Un premier au nord correspondant à l'ENS Garrigues de Nîmes et un second au sud correspondant au site Natura 2000 Costières nîmoises. A proximité de ce dernier, les éléments boisés jouxtant les plans d'eau de l'ancienne gravière de l'usine Perrier sont également classés en réservoirs de biodiversité. Ils ont été redélimités pour correspondre à la réalité du terrain.

Les réservoirs de biodiversité de la trame bleue sont constitués des zones humides : plans d'eau de l'ancienne gravière de l'usine Perrier et du Mas d'Arnaud. Ils ont été redélimités par rapport à ceux du SCoT afin de correspondre à la réalité du terrain. Trois autres secteurs identifiés au SCoT comme zones humides sont aussi reportés en tant que réservoirs de biodiversité. Il s'agit de zone humide localisée directement au sud-est de l'enveloppe urbaine et deux autres zones humides à l'ouest de la commune.

Les cours d'eau du Vistre et du Rhône ainsi que le canal Philippe Lamour sont identifiés à la fois comme réservoir de biodiversité et corridor écologique de la trame bleue. Pour les deux cours d'eau, leur espace de fonctionnalité est délimité précisément (à l'échelle de la parcelle).

Des corridors écologiques de la trame verte sont identifiés. Un premier au nord de la commune, il longe l'autoroute pour arriver dans le réservoir de biodiversité de garrigue. Le second est constitué d'un ensemble de corridors permettant de relier les plans d'eau du sud de la commune à l'étang de Vestric et au Vistre.

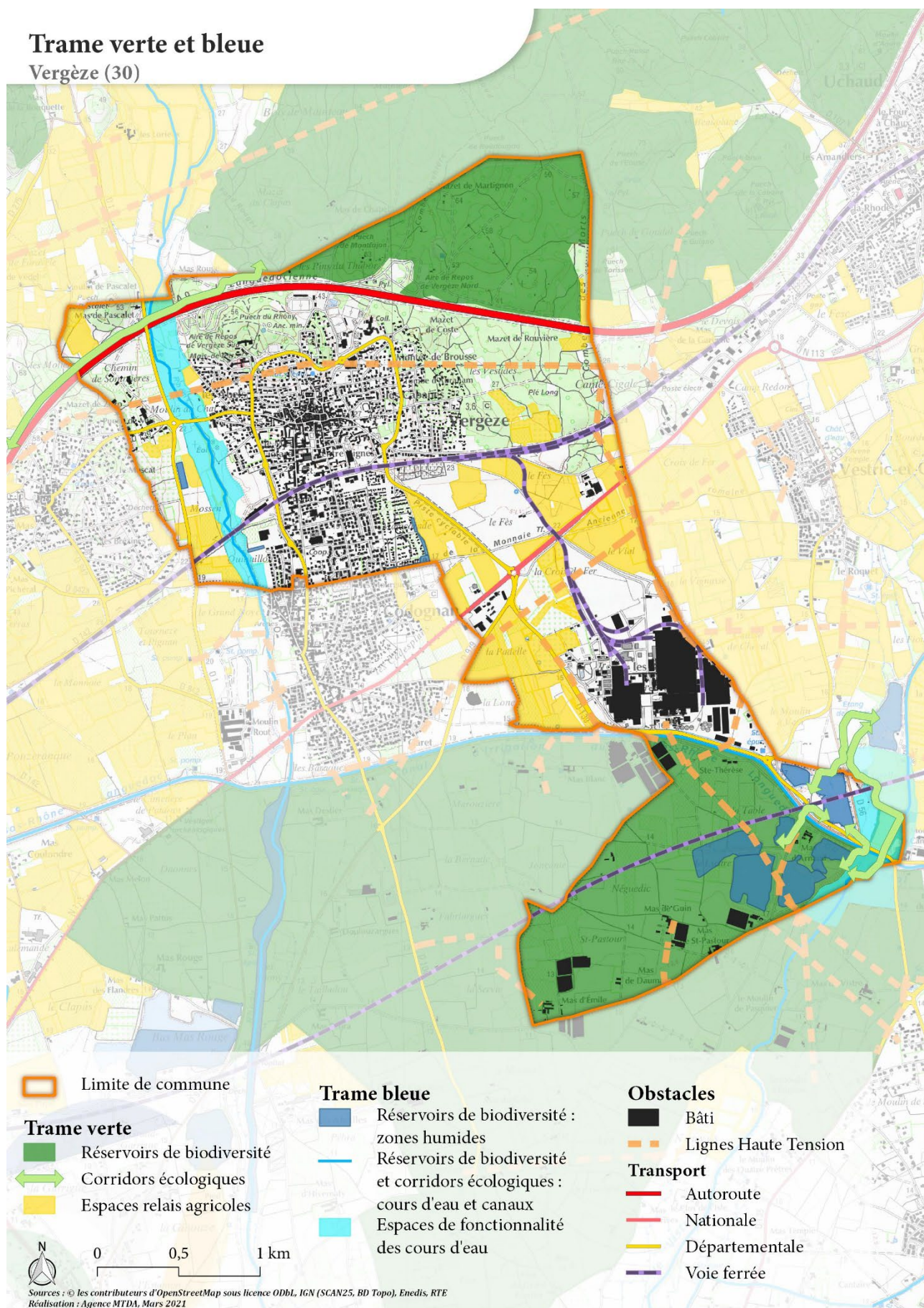
Enfin, les espaces agricoles structurant pour la biodiversité, notamment l'avifaune importante sur la commune, sont identifiés comme espaces relais. Les éléments arborés situés dans ces espaces (haies, alignements d'arbres, bosquets, arbres isolés...) sont des vecteurs supplémentaires favorables au déplacement des espèces.

La trame verte et bleue ainsi identifiée subit des fragmentations dû aux obstacles suivants :

- Les réseaux routiers et ferroviaires structurant du territoire, en particulier l'A9, la RN113, la RD139 et RD56 et les voies ferrées ;
- La ligne à haute-tension qui se superpose aux réseaux identifiés ci-dessus ;
- La zone d'urbanisation séparant les deux réservoirs de biodiversité.



## Trame verte et bleue Vergèze (30)



## 2.6. Scénario tendanciel et enjeux

	Situation actuelle	Tendance au fil de l'eau
Patrimoine naturel et biodiversité	<p>+</p> <p>Un patrimoine naturel remarquable caractérisé par une mosaïque de milieux diversifiés : garrigues, espaces agricoles, zones humides...</p>	



## 3. PAYSAGE, PATRIMOINE ET CADRE DE VIE

### 3.1. Contexte paysager général

#### *Plaine du Vistre et du Vidourle*

Selon l'Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon, la commune de Vergèze appartient à l'entité paysagère de la plaine du Vistre et du Vidourle, à la limite de celle des petites plaines et vallons du Vidourle. Elle est également proche de la plaine de la Costière, à l'est.

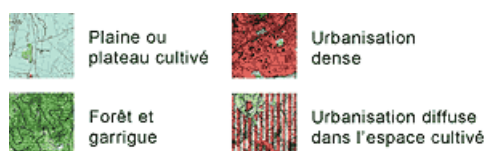
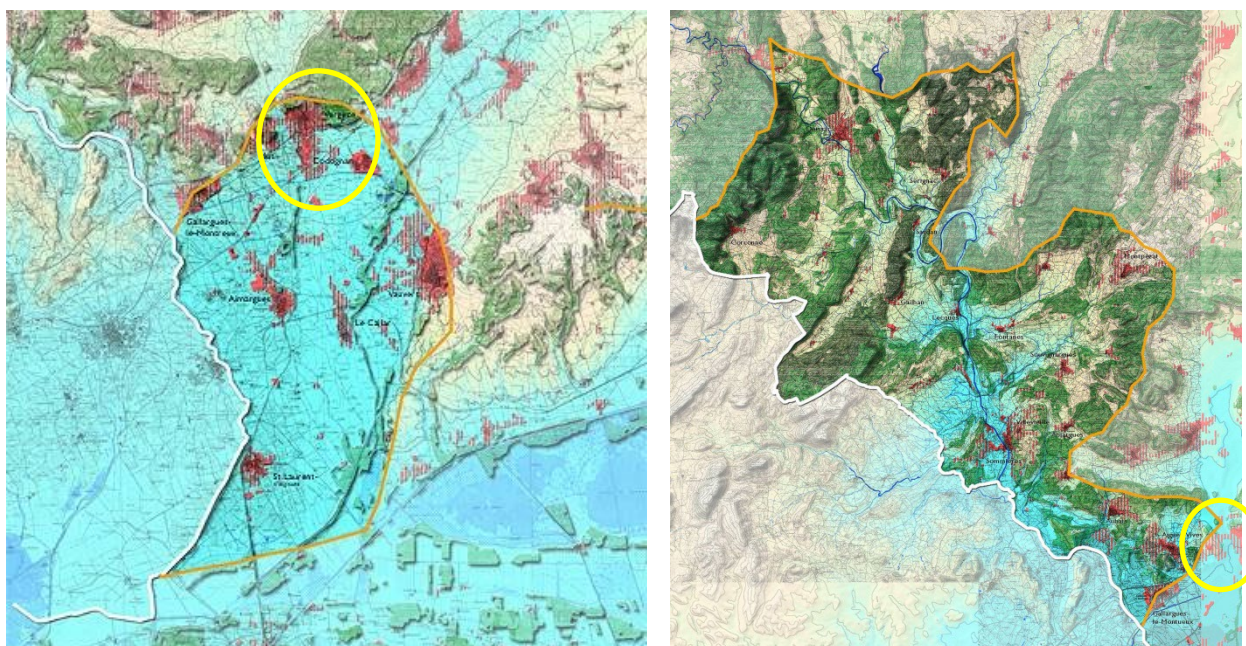
Une entité paysagère est une portion d'espace homogène et cohérente tant sur les plans physiologiques, biophysiques et socioéconomiques. Ses différents constituants, ambiances, dynamiques et modes de perception permettent de la caractériser.

L'entité «la plaine du Vistre et du Vidourle» se caractérise par une topographie plane tandis qu'au nord, le paysage des «petites plaines et vallons du Vidourle» est marqué par la présence de reliefs importants. L'ensemble de ces deux paysages est irrigué par de nombreux cours d'eau qui engendrent notamment un risque d'inondation pour plusieurs communes dont Vergèze.

Ces entités tirent leurs noms des deux principaux cours d'eau présents dans cette région. D'une part, le Vistre qui prend sa source au nord-est de Nîmes en piémont des garrigues et se dirige vers le sud pour se jeter dans la Méditerranée. D'autre part le Vidourle, le deuxième fleuve marquant de ce territoire, qui prend sa source dans les Cévennes et rejoint également la mer. Ces deux cours d'eau forment une plaine caractérisée par sa faible topographie et ses espaces naturels riches, la Petite Camargue.

La plaine du Vistre et du Vidourle

Source : Atlas des paysages LR



L'atlas des paysages détermine pour la commune trois typologies principales de paysages : espace urbanisé, plaine cultivée et espace naturel composé de forêt et de garrigue

Le Vistre draine discrètement la plaine de la Costière. Entre Vauvert et Aimargues, il dessine une plaine plus humide, tournée vers le sud, qui rejoint celle du Vidourle et marque le seuil de la Camargue des marais développée autour d'Aigues-Mortes.

L'occupation du sol du secteur est dominée par des vignes et des friches. L'horizon est très ouvert, les habitations sont concentrées dans les centres de villages. Des mas isolés, liés à l'exploitation viticole et agricole, ponctuent localement le paysage en dehors des bourgs. Les environs sont marqués par la nature agricole des terrains mais surtout par la présence de la plateforme industrielle des Bouillens (site Perrier et Verrerie du Languedoc).

L'eau a une place prépondérante dans ce paysage. Le Vistre, le canal BRL et les anciennes gravières sont accompagnés d'une végétation typique des milieux humides qui rappelle la présence de la Camargue toute proche.

### ***Les enjeux paysagers soulevés par l'Atlas des paysages***

Les enjeux sont doubles pour la commune de Vergèze car elle est concernée par les deux entités paysagères. Concernant l'entité des « petites plaines et vallons du Vidourle », trois principaux enjeux sont soulevés :

- Un enjeu de protection et de préservation par la maîtrise de l'urbanisation diffuse et la protection des plaines agricoles. Dans la même idée, l'objectif est de limiter l'urbanisation linéaire pour pouvoir gérer au mieux les ouvertures visuelles et les différentes perceptions sur le paysage.
- Un enjeu de valorisation et de création avec la gestion des berges du Vidourle pour les rendre accessible aux piétons, aux cyclistes, aux cavaliers etc. Un traitement de la ripisylve sur les bords du cours d'eau est à envisager.
- Un enjeu de réhabilitation et de requalification avec la prise en compte et la gestion des différents secteurs inondables, plus particulièrement ceux protégés par le Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI).

Concernant l'entité de « la plaine du Vistre et du Vidourle », les trois enjeux majeurs sont :

- Un enjeu de protection et de préservation concernant, entre autre, la lutte contre l'étalement urbain consommateur de terres agricoles.
- Un enjeu de valorisation et de création avec, notamment, la mise en valeur des bords du cours d'eau Le Rhône ou encore les berges du canal d'irrigation du Bas-Rhône par la mise à distance des cultures et protection de l'eau par la création de bandes vertes « filtres », replantation d'arbres, traitement des berges, passages de circulations douces ; ou encore l'amélioration des abords des routes (plantation d'arbres d'alignement), comme la RN 113.
- Un enjeu de réhabilitation et de requalification essentiellement au sein des espaces urbanisés et notamment au niveau du site de Perrier.

## 3.2. Contexte paysager local

Le territoire de Vergèze est composé de 7 entités paysagères :

- Le village de Vergèze
- La garrigue
- La plaine du Rhône
- Les plaines entre la ville et l'usine Perrier
- Le site de Perrier
- La plaine alluviale du Vistre
- Les étangs de Vergèze

Chacune de ces entités seront décrites dans les pages suivantes.

### ***Un paysage local morcelé***

La commune de Vergèze est implantée au nord de la plaine du Vistre, vaste étendue entre Nîmes et la Camargue, composée de terres cultivées. La viticulture était prépondérante jusqu'aux années 1980. Puis, l'agriculture s'est diversifiée au profit des cultures légumières, céréalières, et de l'arboriculture.

La plaine est également marquée par une forte démographie et une urbanisation en développement constant. Les bourgs et villages ont explosé en terme de développement urbain, en lien avec le phénomène de périurbanisation. Cet accroissement urbain conduit certaines d'entre elles à se rejoindre en une seule et même agglomération. C'est d'ailleurs le cas pour Vergèze dont les franges urbaines se confondent avec celles de Codognan.

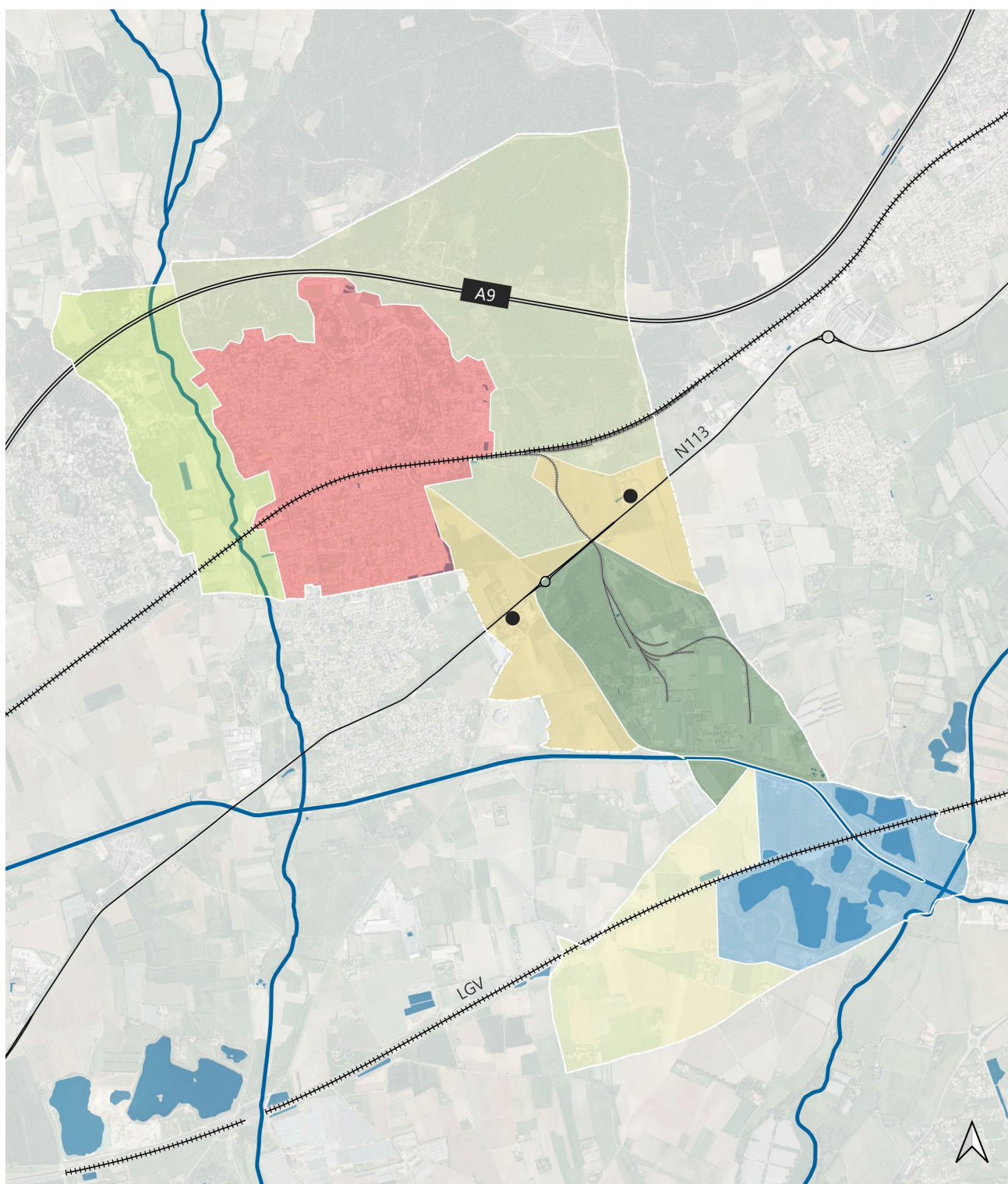
Les centres anciens (cœur de village) ainsi que les extensions du tissu urbain, s'insèrent à la fois dans l'espace naturel de Garrigue, l'espace agricole au pied de cette dernière et la plaine du Rhône. A l'Est, la limite communale est matérialisée par le chemin de la Monnaie, ancienne voie romaine qui la sépare avec Codognan. Au Sud, le site de Perrier et le canal scinde le territoire communal en deux entités, l'espace urbanisé avec boisements et la plaine agricole du Vistre. Au sein de la plaine agricole, s'insèrent les étangs de Vergèze. Quelques mas isolés sont dispersés dans l'espace agricole. La route nationale N113, comme pour le canal BRL, semble morceler le territoire en plusieurs entités.



Entre le site de Perrier et la zone des gravières des lacs de Vergèze

Source : google street view





### Composantes paysagères

- |  |  |
|--|--|
| <span style="color: red;">■</span> Village                             | <span style="color: green;">■</span> Site du Perrier             |
| <span style="color: lightgreen;">■</span> Garrigues                    | <span style="color: blue;">■</span> Étangs de Vergèze            |
| <span style="color: yellow;">■</span> Plaine du Rhône                  | <span style="color: yellow;">■</span> Plaine alluviale du Vistre |
| <span style="color: orange;">■</span> Plaine entre la ville et Perrier | <span style="color: black;">●</span> Point noir paysager         |

Les 7 entités paysagères du territoire

Source : Altereo



### **Le village de Vergèze**

Le village historique est implanté entre la plaine agricole et les légers reliefs calcaires, à peine visibles depuis la plaine alluviale du Vistre. Ce sont surtout les fronts bâtis qui sont visibles de loin plutôt que le relief du village. Sa silhouette est ainsi perceptible depuis de nombreux points et permet d'identifier clairement cette entité. Le bâti entre tons blanc, ocre et parfois rosés ainsi que certains bâtiments historiques et certaines structures végétales comme les cyprès de provence, se détachent du paysage. La proximité de Nîmes et de Montpellier, le maillage fonctionnel des réseaux de transport ainsi que la proximité de l'autoroute A9, de la N113 et d'autres infrastructures viaires sont autant de raisons pour lesquelles Vergèze le village s'est étendu. L'urbanisation était au départ concentrée dans le vieux village puis le développement s'est réalisé sous forme de couronnes périphériques composée de faubourgs plus au moins anciens et d'ensemble pavillonnaire récents. Toutefois, l'urbanisation est aujourd'hui contrainte dans son développement : l'autoroute A9, la voie ferrée et le canal BRL sont autant d'infrastructures qui limitent aujourd'hui son expansion.



Source : Wikipédia



Source : Google StreetView



### **La garrigue**

Le nord de la commune est marqué par un paysage boisé, légèrement en relief, qui contraste avec la platitude du sud du territoire. Il s'agit d'une morphologie de reliefs calcaires où s'est installée une végétation de garrigue méditerranéenne. La végétation est bien présente constituée de forêt de pins, de chênes verts et quelques cultures (vignes, oliveraies) et de quelques espaces ouverts.



Source : Google StreetView

### **La plaine du Rhône**

La première entité de plaine du territoire est liée au cours d'eau du Rhône. Cette plaine semble plus fertile que le reste du territoire, des ripisylves, des essences feuillues dont les peupliers, quelques oliveraies et des cordons de prairies s'y observent. Le Rhône est bordé de roseaux. Cette entité est traversée que par deux principales voies routières, la D1 et la D139.



Source : Google StreetView



### ***La plaine entre la ville et Perrier : entre agriculture et zones d'activités***

Il s'agit ici de la plaine agricole se situant à proximité du village. Elle est principalement composée d'oliveraies, de vignes ainsi que d'autres diverses cultures. Bien qu'elle soit dominée par les activités agricoles, elle a été aussi investie pour étendre les activités économiques de la commune ainsi que ses équipements. On y trouve deux zones d'activités économiques composés notamment de garages, d'une société de transport, d'une entreprise de construction ainsi que la présence du caveau d'Héraclès qui présentent principalement les vins biologiques du territoire.

Ces éléments fortement visibles dans le paysages constituent des points noirs paysagers et méritent d'être valorisés (Cf. carte des composantes paysagères).



Source : Google StreetView

### ***Le site de Perrier***

La monotonie des espaces cultivés est interrompue par le complexe industriel de l'usine PERRIER accompagné de son musée, qui prend une importance particulière dans ce paysage de plaine. Ce secteur connaît une évolution sensible du paysage liée d'une part aux plantations réalisées par les établissements PERRIER et d'autre part aux aménagements de la RD139 qui devient un élément fort marquant l'entrée lointaine du village de Vergèze.



Un nouveau projet, appelé bulle verte, devrait voir le jour dans le parc attenant au musée. Porté par Perrier, ce projet consistera en un parc agro-écologique.

### **La plaine alluviale du Vistre**

La plaine alluviale du Vistre s'étend au sud, formant une large bande au sud du territoire communal. Le paysage est fortement marqué par le Vistre qui a créé cette plaine. Le cours d'eau est bordé de ripisylves et d'une biodiversité riche. Les zones agricoles sont ponctuées de mas et sont dominées par les vignes, la viticulture étant longtemps la principale activité agricole du territoire, à laquelle s'ajoutent des vergers, des cultures de céréales et du maraîchage. Cette entité est notamment traversée par la voie ferrée et le canal BRL. Le linéaire de la LGV surmonté sur des remblais permet en partie de protéger la partie nord du risque inondation et vient marquer fortement le paysage.



Source : Google StreetView

### **Les lacs de Vergèze**

Les lacs de Vergèze se situent dans cette large plaine alluviale Vistre. Le paysage y est plutôt ouvert, permettant des vues lointaines dégagées. L'horizontalité dominante du territoire met d'autant plus en avant la verticalité de certains éléments, qui deviennent alors des points forts dans le paysage, parfois même des repères. Les arbres isolés et les bosquets viennent par endroits ponctuer le paysage. Près des cours d'eau, les ripisylves forment des lignes bien identifiables. Autour du mas d'Arnaud, le paysage des lacs de Vergèze devient moins lisible. L'ancienne gravière et les dépendances d'exploitation du mas d'Arnaud laissées à l'abandon sont progressivement colonisées par une végétation spontanée et renvoie une image d'un paysage plus «sauvage». Autour des lacs de Vergèze, trois ambiances cohabitent :

- celle des bords d'eau, de rivière, avec des ripisylves parfois denses ;
- celle des étangs eux-mêmes, plus sauvage et désorganisée ;
- celle de la plaine structurée et dessinée par le parcellaire agricole ainsi que quelques haies



Source : Google StreetView



### 3.3. Patrimoine culturel, historique et archéologique

#### **Un patrimoine à mettre en valeur**

La commune de Vergèze est concernée par deux bâtiments inscrits sur la liste des monuments historiques :

- La Maison dite Le château : inscription au titre des MH par arrêté du 06/12/1949 de la mitre de la cheminée. Elle se situe en plein cœur historique de Vergèze.
- Le Château de Montcalm est situé sur la commune voisine de Vestric et Candiac mais la servitude de protection au titre des abords des monuments historiques passe sur la commune de Vergèze.

L'inscription/le classement au titre des Monuments Historiques est une procédure de protection appliquée en vertu de la loi du 31 décembre 1913. Un monument historique est un immeuble ou un objet mobilier recevant un statut juridique particulier destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique, architectural mais aussi technique ou scientifique.

Le statut de « Monument Historique » est une reconnaissance par la Nation de la valeur patrimoniale d'un bien. Cette protection implique une responsabilité partagée entre les propriétaires et la collectivité nationale au regard de sa conservation et de sa transmission aux générations à venir. L'immeuble classé ne peut être détruit, même partiellement, sans l'accord du ministre chargé de la Culture. Il ne peut être modifié, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration ou de réparation, sans que le ministère chargé de la culture (DRAC) en soit informé quatre mois auparavant.

Toute modification effectuée dans le champ de visibilité d'un bâtiment inscrit doit obtenir l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France. Est considéré dans le champ de visibilité du monument tout autre immeuble distant de moins de 500 m et visible de celui-ci ou en même temps que lui. Le périmètre de 500m peut être modifié avec l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France afin de prendre en compte les perceptions visuelles et les covisibilités de manière plus locales.

#### **La cheminée dite « Tour sarrazine »**



Source : France inter et google StreetView

Le mitre de cheminée de la maison dite « le château » (propriété privée) est appelée « Tour sarrazine » en raison de l'aspect orientalisant de cet étonnant élément d'architecture. La base de la mitre est sur plan carré. Des griffes rattrapent la forme octogonale du fût. Le lanternon est percé de huit petites ouvertures hautes et

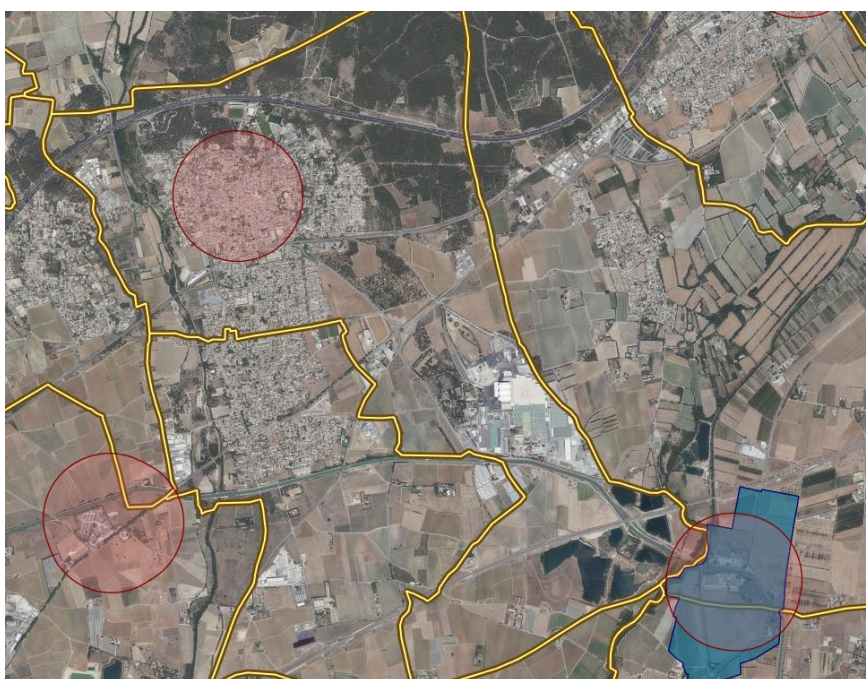
étroites. Une pyramide octogonale surmonte l'ensemble et un fleuron la couronne. Quatre conduits de fumée provenant de quatre cheminées se réunissent dans cette mitre.

Le mitre de la cheminée a été inscrit sur la liste des monuments historiques le 6 décembre 1949. Le bâtiment se situe au sein du centre-bourg.

### **Le château du Montcalm**



La commune est proche du château de Montcalm (château de Candiac) qui est situé sur la commune de Vestric-et-Candiac. Ce château a été inscrit monument historique par arrêté du 15 mai 1944. Le périmètre de protection au titre des abords de monuments historiques se superpose au territoire communal en son extrémité sud-est. Le château ainsi que ses environs fait également l'objet d'un classement en Site Patrimonial Remarquable (SPR) mais celui-ci ne concerne pas le territoire communal de Vergèze.



- Limites communales
- Protection des abords
- Sites patrimoniaux remarquables

Protection des monuments historiques à proximité de Vergèze

Source : <http://atlas.patrimoines.culture.fr>



La commune dispose également d'autres édifices d'intérêt architectural et patrimonial :

***L'Église Saint-Félix : la tour de  
l'horloge, surmontée d'un campanile***

***Le temple réformé de  
l'église protestante unie***



Source : Wikimedia et Google Street View

***La source Perrier, vaste parc et demeure de la fin du XIXe siècle***



Source : Sites touristiques du Gard

### **L'école Jean Macé**



Source : Google Street View

### **L'ancien hôtel de ville – Ciné-théâtre**



L'ancien hôtel de ville construit au début du XX<sup>ème</sup> siècle abrite aujourd'hui le cine-théâtre municipal.

Source : Mairie de Vergèze



### **Les tombeaux remarquables en lien avec l'histoire des protestants sur la commune**



### **Les maisons vigneronnes de la rue Neuve et de la rue d'Entre Vignes**



*Source : Google Street View*

### **La maison du parc du cottage**



*Source : Mairie de Vergèze*

Le centre-bourg présente, par ailleurs, quelques particularités architecturales. Certaines portes d'entrée sont mises en relief. Par ailleurs, d'anciens corps de fermes ou grandes bâtisses ponctuent le centre-bourg et mériteraient d'être mis en valeur, protégés et restaurés.

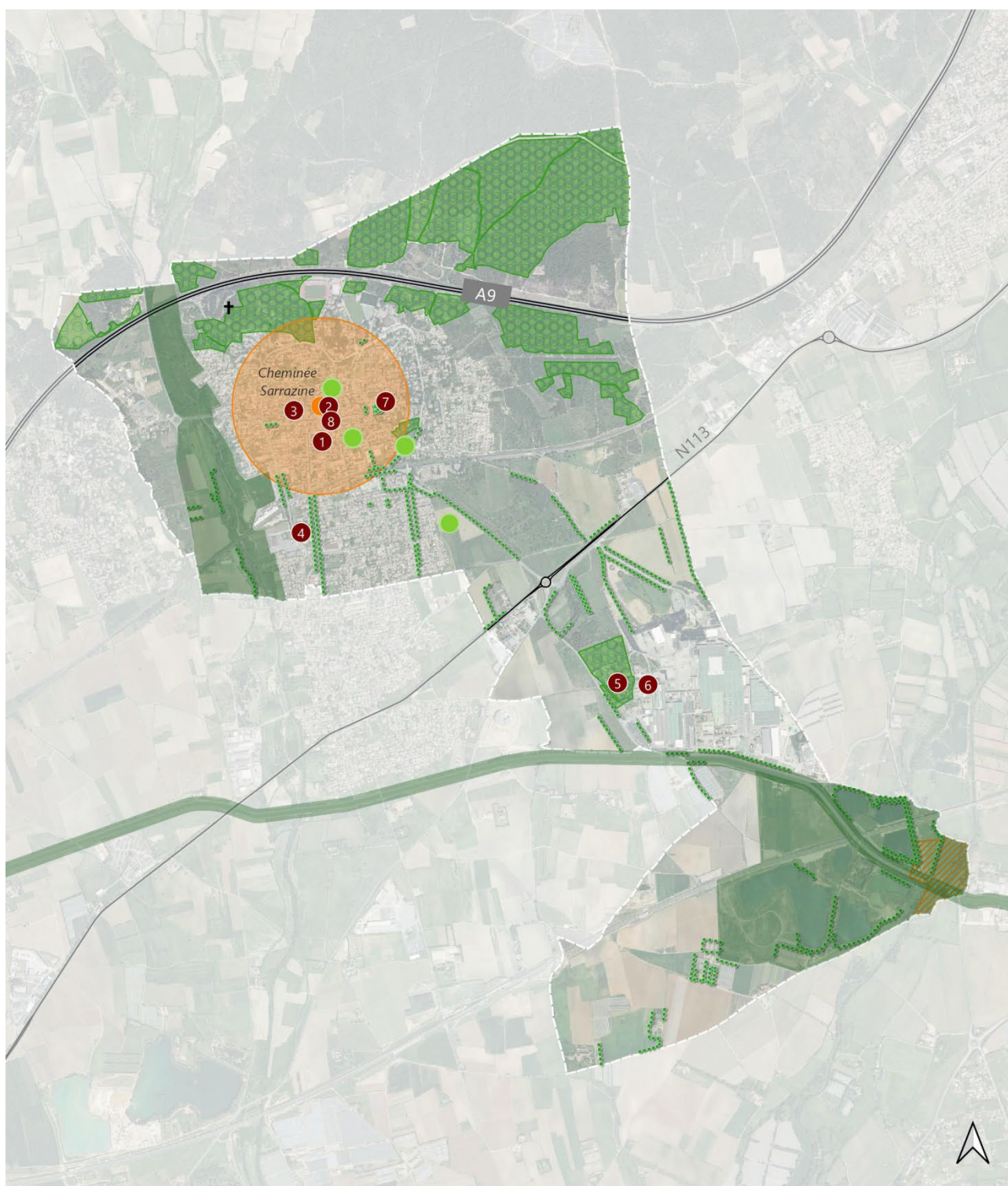
### ***Patrimoine végétal***

Les alignements d'arbres, les haies et les ensembles de couverts végétaux, la ripisylve du Rhône, entre autre, animent le territoire communal et se structure en un maillage riche. De nombreux arbres sont repérés comme des entités végétales remarquables de par leur taille et leur qualité. Les chemins le long du Rhône et au sein de la trame boisée au nord du village participent à l'amélioration du cadre de vie. Ces éléments végétaux sont des éléments structurels de la trame verte qui animent le village.

Sur la carte ci-contre les éléments repérés sont les suivants :

Patrimoine ponctuel bâti :

- 1- Mairie
- 2- Eglise de la rue haute
- 3- Temple
- 4- Eglise Notre Dame d'Accueil
- 5- Bâti remarquable
- 6- Tour du site de Perrier
- 7- Arènes
- 8- Ancien hôtel de ville (ciné-théâtre)



### Patrimoine bâti et paysager

Patrimoine bâti :

- ✚ Croix
- Patrimoine bâti

Patrimoine paysager :

- Arbre remarquable
- ..... Alignement d'arbres et haies
- Trame naturelle
- Espace Boisé Classé (EBC)

Servitudes relatives aux  
Monuments Historiques :

- Cheminée Sarrazine
- Périmètre de protection
- ZPPAUP

### 3.4. Scénario tendanciel et enjeux

	Situation actuelle	Tendance au fil de l'eau
Paysage, patrimoine et cadre de Vve	<p>+</p> <p>Une diversité des paysages et d'espaces propices aux activités de plein air</p>	



## 4. GESTION ECONOMIQUE DES RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

---

### 4.1. Ressource en eau

#### 4.1.1. Une trame bleue structurant le territoire

Vergèze s'appuie sur la Plaine de la Vistrenque. Cette dernière couvre près de 23 000 hectares et s'est développée dans le lit d'un très ancien bras du Rhône. Les sols y sont calcaires, de texture limoneuse et d'une couleur grise due aux conditions médiocres de drainage. Une nappe d'eau importante se trouve à une faible profondeur, et est alimentée par les eaux d'infiltration des Costières et de la Garrigue. Cette nappe fait l'objet de gros prélèvements pour des usages agricoles et industriels. Elle s'est fortement enrichie en nitrates ces dernières années.

La commune est traversée, au Nord/Ouest, par le Rhône selon un axe Nord-Sud. Le canal d'irrigation Bas-Rhône Languedoc scinde au sud de la commune en deux selon un axe Est-Ouest.

La commune est frôlée au sud par le Vistre. Comme le Virdoule situé à environ 8km à l'Est, il s'agit d'un fleuve côtier à débits extrêmes.

#### ***Une mauvaise qualité des eaux***

L'état écologique des cours d'eau et des masses d'eau souterraines est un enjeu environnemental important à prendre en compte que l'on retrouve dans la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) adoptée par l'Union Européenne, en 2000. Cette directive, transposée en droit français par la loi 2004-338, impose de recouvrer un bon état des milieux aquatiques d'ici 2015. Dès lors, les communes doivent veiller à ne pas dégrader la qualité des eaux, et le cas échéant, identifier les sources potentielles de polluants qui peuvent être émis sur le territoire.

A Vergèze, la qualité générale des eaux et des milieux aquatiques est médiocre, de fortes disparités sont notables entre les eaux superficielles et les eaux souterraines.

#### ***Qualité des eaux superficielles***

D'après le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée, le territoire de Vergèze est situé dans le sous-bassin CO\_17\_21 « Vistre Costière ». L'analyse de la qualité des eaux résulte des prélèvements de la station de mesures située en aval du Rhône sur la commune de Le Caylar. Cette station de mesures permet d'assurer une surveillance de la qualité des eaux du Rhône.

Le territoire est concerné par les masses d'eau superficielles suivantes, dont les problèmes sont pointés dans le SDAGE Rhône-Méditerranée :

- Le ruisseau le Rhône (FRDR11312) où le principal problème est lié à une dégradation morphologique du cours d'eau qui devra être identifiée suite à la réalisation d'un diagnostic du fonctionnement hydromorphologique du milieu et des altérations physiques et secteurs artificialisés.
- Le Vistre de sa source à Cubelle (FRDR133) où les eaux sont fortement altérées, tant du point de vue physico-chimique (matières azotées et phosphorées) et bactériologique en raison des nombreux rejets de stations d'épuration, que du point de vue des substances toxiques d'origine urbaine, industrielle et agricole (pesticides, HAP, métaux).

Cette mauvaise qualité des eaux, couplée aux modifications morphologiques des cours d'eau, a pour conséquences une eutrophisation importante, une qualité hydrobiologique dégradée et des peuplements piscicoles perturbés. On note toutefois une amélioration de la qualité physico-chimique et hydrobiologique

du Vistre à l'aval de Nîmes depuis la mise en service de la nouvelle station d'épuration en juillet 2008. Depuis 2005, le Vistre est classé en zone sensible au titre de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines.

Etat des cours d'eau superficiels sur la commune de Vergèze ou à proximité

Sources : Altereo, d'après les données du SDAGE-DCE

Cours d'eau	Etat en 2009		Objectif de bon état en 2015	
	Etat écologique	Etat chimique	Etat écologique	Etat chimique
Ruisseau le Rhône (impact direct)	Moyen	-	2027	2015
Le Vistre de sa source à Cubelle (impact indirect)	Mauvais	-	2021	2015

### Qualité des eaux souterraines

D'après le SDAGE Rhône Méditerranée, le territoire de Vergèze est concerné par les masses d'eau souterraines suivantes :

- Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières (FRDG101)
- Calcaires du crétacé supérieur des garrigues nîmoises et extension sous couverture (FRDG117)

De manière générale, ces deux masses d'eau sont de bonne qualité. Seule, la masse d'eau « Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières » présente un état chimique médiocre. Le SDAGE fixe un objectif d'atteinte d'un bon état chimique à l'horizon 2021. Les problèmes pointés dans le SDAGE sont les suivants :

- Pollution domestique et industrielle hors substances dangereuses ;
- Pollution par les pesticides ;
- Risque pour la santé.

Etat des cours d'eau souterraines sur la commune de Vergèze ou à proximité

Sources : Altereo d'après les données du SDAGE-DCE

Masses d'eau	Etat en 2009		Objectif de bon état en 2015	
	Etat quantitatif	Etat chimique	Etat quantitatif	Etat chimique
Alluvions ancienne de la Vistrenque et des Costières	Bon état	Médiocre	2015	2021
Calcaires du crétacé supérieur des garrigues nîmoises et extension sous couverture	Bon état	Bon état	2015	2015

## 4.1.2. L'alimentation en eau potable

### Les ressources disponibles

Une unité de captage est recensée sur le territoire communal afin d'alimenter Vergèze, Mus et Codognan, en eau potable : le forage dans la nappe Mas d'Estier. Le maître d'ouvrage est le Syndicat du Moyen Rhône, dont le gestionnaire est la Lyonnaise des Eaux (société du Groupe SUEZ Environnement) Agence Camargue Cévennes. Le gestionnaire est en charge d'entretenir les réseaux suivant un contrat d'affermage.

Pour répondre aux besoins communaux, les forages de Pignan situés sur le territoire communal de Mus et la station de pompage d'Estier sur la commune de Codogan, distribuent la ressource en eau potable aux communes de Vergèze, Mus et Codogan.

Les capacités de production sont les suivantes :

- Station d'Estier : 3000 m3/j
- Forages de Pignan : 1 200 m3/j

**Soit une capacité totale de 4 200 m3/j et une capacité annuelle maximale de 1 533 000 m2.**

Deux réservoirs d'eau potable sont situés sur la commune de Vergèze : le réservoir enterré du parcours de santé d'un volume de 2 000 m3 et le réservoir sur tour Surpresseur de 300 m3. Ils servent à part égale à Codogan et à Vergèze.

#### Données relatives aux forages sur Vergèze et alentours

Sources : Altereo, d'après les données de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée

Communes	Libellé de l'ouvrage	Volume annuel prélevé en milliers de m3	Mode de détermination du volume	Type d'usage
Codogan	Forage dans la nappe Mas d'Estier	538,4	Electrique Mesure	Eau potable
	Forage La Servie	48,0	Fictif forfait	Irrigation non gravitaire
Mus	Station de pompage de la Vaunage	315		Eau potable
Mus	Puits dans Nappe Tournèze et Pignan	412,7	Electrique Mesure	Eau potable

Certains captages (Mas d'Estier, Pignan, Vaunage et Maugio Méjanelle) destinés à l'alimentation en eau potable bénéficient de périmètres de protection en vue d'assurer la préservation de la ressource. Ces périmètres de protection sont matérialisés dans le PLU en vigueur « Servitudes d'Utilité Publique » (servitude AS1).

D'après le rapport annuel de distribution d'eau potable de 2019, on observe entre 2015 et 2019 une amélioration du rendement de réseau jusqu'à 2018 puis une stabilisation en 2019 à 68,29 %. Un diagnostic complet a permis de mettre en évidence et quantifier différents problèmes sur le réseau existant, dans le but d'améliorer le rendement. Ces observations ont conduit à l'élaboration d'un plan d'actions proposé à la commune afin de passer du rendement actuel à l'exigence du Grenelle 2, soit 69,52 %. Cinq actions ont été listées :

#### *1 – Recherche active de fuites*

De nombreuses fuites sur les canalisations et sur branchements sont repérées et réparées chaque année. En augmentant et en optimisant les données de télésurveillance et de sectorisation actuellement mise en place et remontant sur la plateforme Aquadvanced, les secteurs les plus fuyards pourront être identifiés. La campagne de recherche de fuites pourra ainsi être adaptée à ces observations en ciblant les secteurs les plus touchés.

Une première analyse des données (2013 à avril 2023) montre que plusieurs secteurs possédant des débits de nuit plutôt importants. Ces secteurs sont potentiellement touchés par des fuites sur le réseau. Du fait de leurs débits minimaux de nuit importants, ces secteurs hydrauliques sont à enquêter en priorité. Cependant, l'ensemble des secteurs hydrauliques de la ville doivent être à ausculter, afin de trouver des fuites sur le réseau et augmenter ainsi le rendement.

Ainsi, c'est une recherche de fuites plus intense et surtout plus ciblée qui sera possible grâce à la remontée des données sur Aquadvanced qui permettra d'atteindre des objectifs de performances plus ambitieux.

## *2 – Plan de renouvellement des conduites*

Un plan de renouvellement des conduites en amiante ciment est en cours. L'ensemble de ces canalisations sont à remplacer le plus tôt possible. Egalement, les conduites en PVC posées avant 1980 doivent obtenir une surveillance renforcée. Ces canalisations sont susceptibles de trouver du CVM.

Dans la poursuite de la connaissance du réseau du SIVOM du Moyen Rhône, des enquêtes sont à prévoir pour le recensement des canalisations AEP qui passent chez les particuliers pour étudier les besoins de servitudes et l'intérêt de dévier certaines conduites.

De plus, des maillages permettant la protection du réseau sont à prévoir dans différents lieux du réseau :

- Sécurisation de l'alimentation du sud de Codognan via un maillage du réseau situé au sud de la RN113 par la rue de Montcalm ;
- Maillage à prévoir au niveau du chemin de la Croisette et de la rue du puits Vieux Mus ;
- Renouvellement et maillage de la canalisation Avenue Emile Jamais.

Enfin, un plan de renouvellement des conduites les plus anciennes et les plus fuyardes est à réaliser.

## *3 – Enquête et renouvellement des branchements et des compteurs*

Il est nécessaire de continuer le renouvellement des branchements à la suite de la recherche de fuite et de renouveler les branchements en plomb et en PE noir. En effet, ces derniers sont plus sensibles aux fortes variations de températures et ainsi sont plus fuyards. De plus, par suite du dioxyde de chlore présent dans les réseaux, de nombreux branchements du SIVOM sont potentiellement fuyards.

Au niveau du SIVOM du Moyen Rhône, de nombreux branchements sont réparés chaque année à la suite de la recherche de fuites. Ces nombreux changements sont également prévus par la collectivité afin de solutionner le problème des branchements fuyards.

Le parc des compteurs du Moyen Rhône est jeune. De nombreux compteurs sont changés chaque année. Il faut ainsi maintenir un âge du parc de compteurs assez jeune afin d'éviter les problèmes de sous-comptage. De plus, une enquête du bon fonctionnement des appareils de macro-comptage est à prévoir.

## *4 – Pose de capteur pré-localisateurs acoustiques*

Dans le cadre du renouvellement du contrat en 2021, SUEZ s'engage à fournir et à poser 25 pré localisateurs acoustiques sur le réseau du SIVOM du Moyen Rhône. Ces pré-localisateurs acoustiques permettront ainsi une meilleure réalisation de la recherche de fuites et de limiter les pertes sur le réseau. Les capteurs acoustiques seront posés sur les 3 communes du syndicat, à savoir Vergèze, Mus et Codognan. Un plan de pose des capteurs est en cours d'élaboration.

## *5 – Suivi des actions*

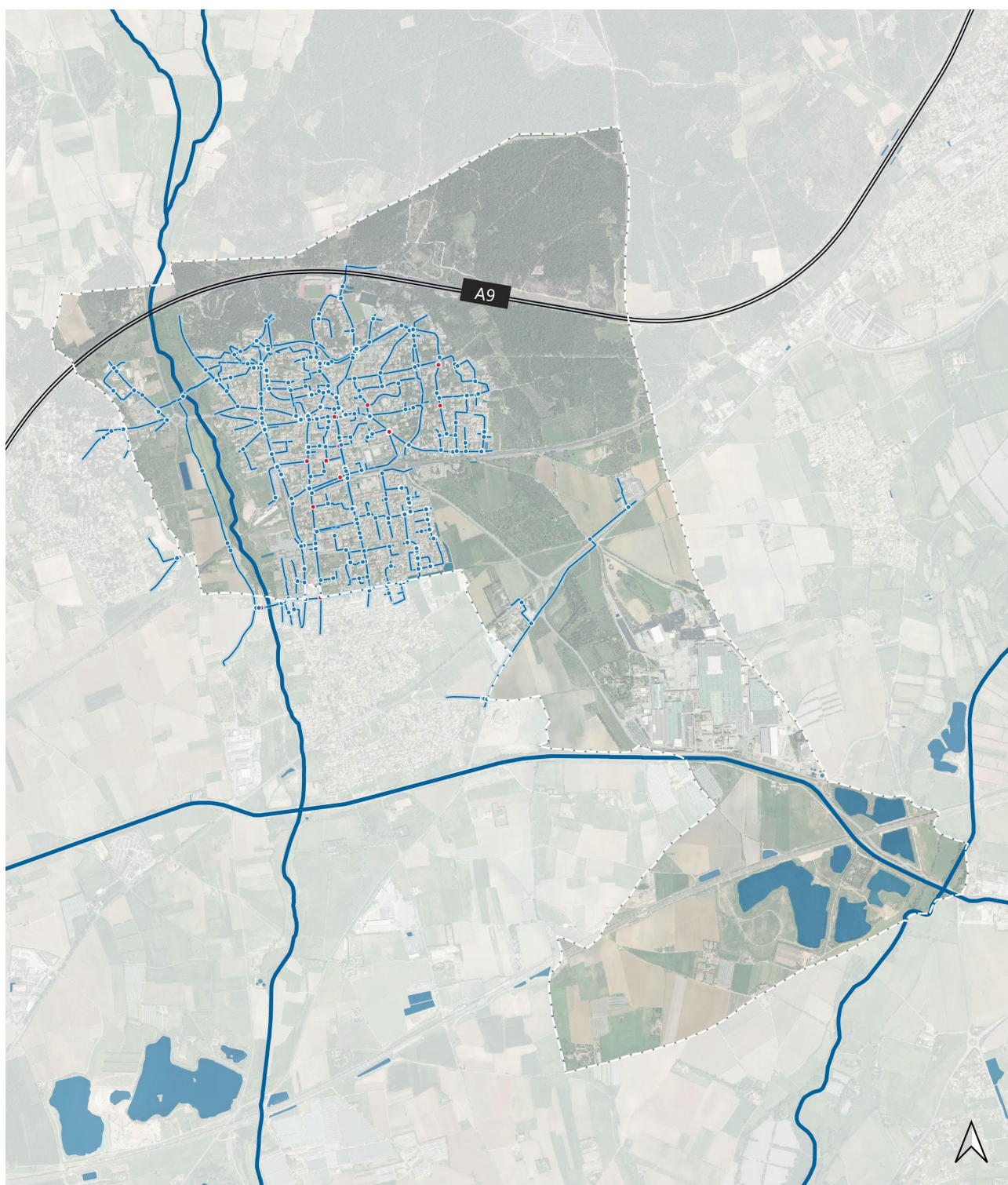
La réalisation des actions et le suivi global des résultats seront organisés et coordonnés. Des réunions devront être tenues régulièrement entre les équipes locales et le support régional afin de suivre les indicateurs de performance mis en place, d'échanger sur l'efficacité des actions et d'engager si besoins des adaptations.

Par ailleurs, la société Nestlé Waters Supply Sud utilise plusieurs forages pour l'eau minérale ainsi que d'autres forages pour l'extraction de gaz carbonique et d'autres pour l'eau à usage industriel et domestique pour les besoins de l'usine et du personnel.

## **Le réseau de distribution**

Le réseau de distribution dessert la totalité de la zone urbaine ainsi que les constructions et activités situés le long de la RN113.





### Réseau d'eau potable

— Canalisation d'eau potable

Vannes de distribution d'eau potable :

- Fermée
- Ouverte

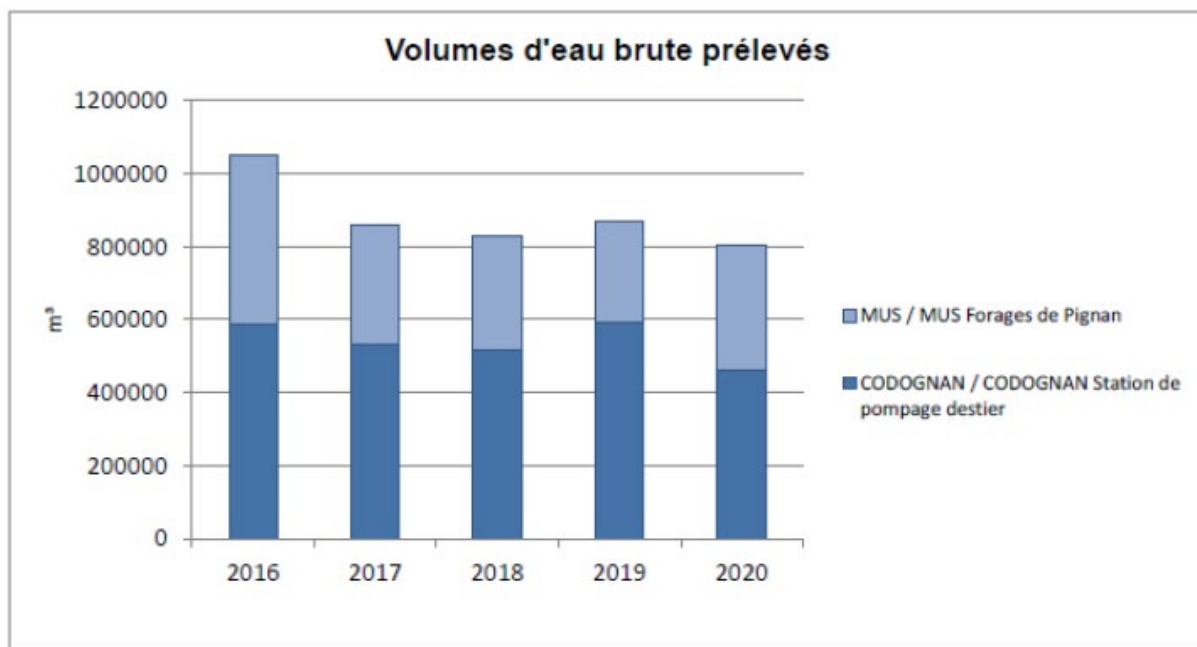
### **L'adéquation entre la ressource et la demande**

En 2020, sur les deux sites de production recensés pour l'alimentation en eau de Mus, Codognan et Vergèze, 802 0835 m3 ont été prélevés soit - 7,8% par rapport à l'année précédente.

L'évolution depuis 2016 démontre une baisse des volumes prélevés à l'exception de l'année 2019. Les forages de Pignan sont par ailleurs de moins en moins sollicités au profit de la station de pompage d'Estier.

Evolution des volumes d'eau brute prélevés

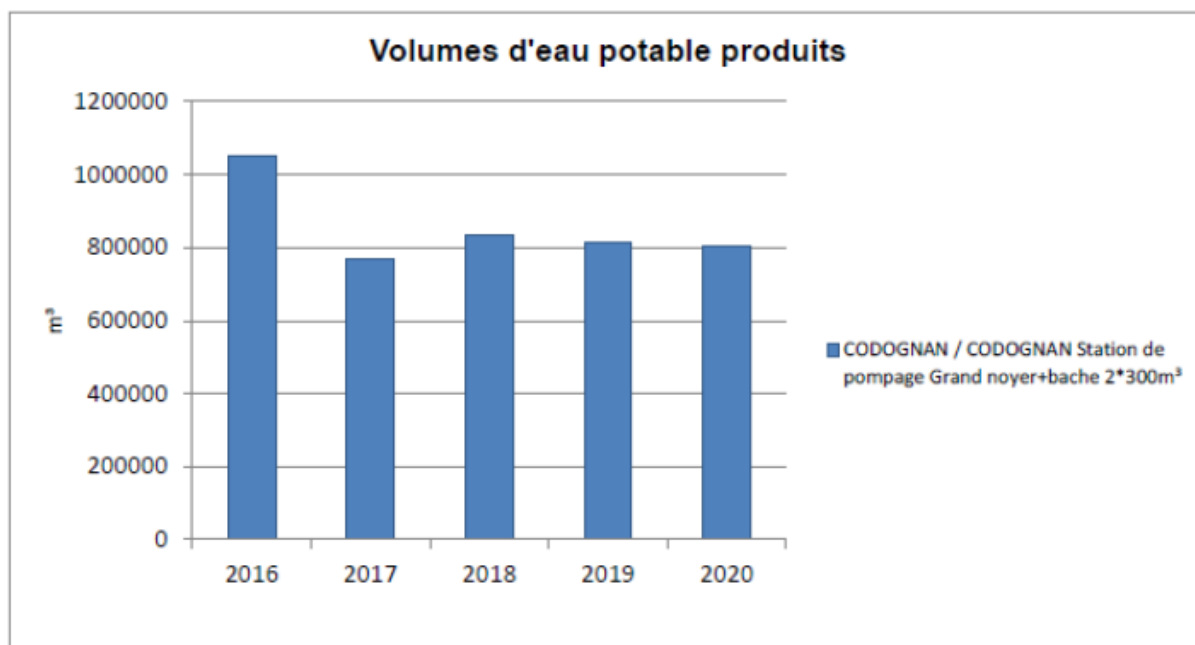
Sources : RPQS 2020



Les volumes d'eau potables produite à partir des installations de traitement exploités suivent une tendance similaire : ils plafonnent autour de 800 000 m3 depuis deux ans.

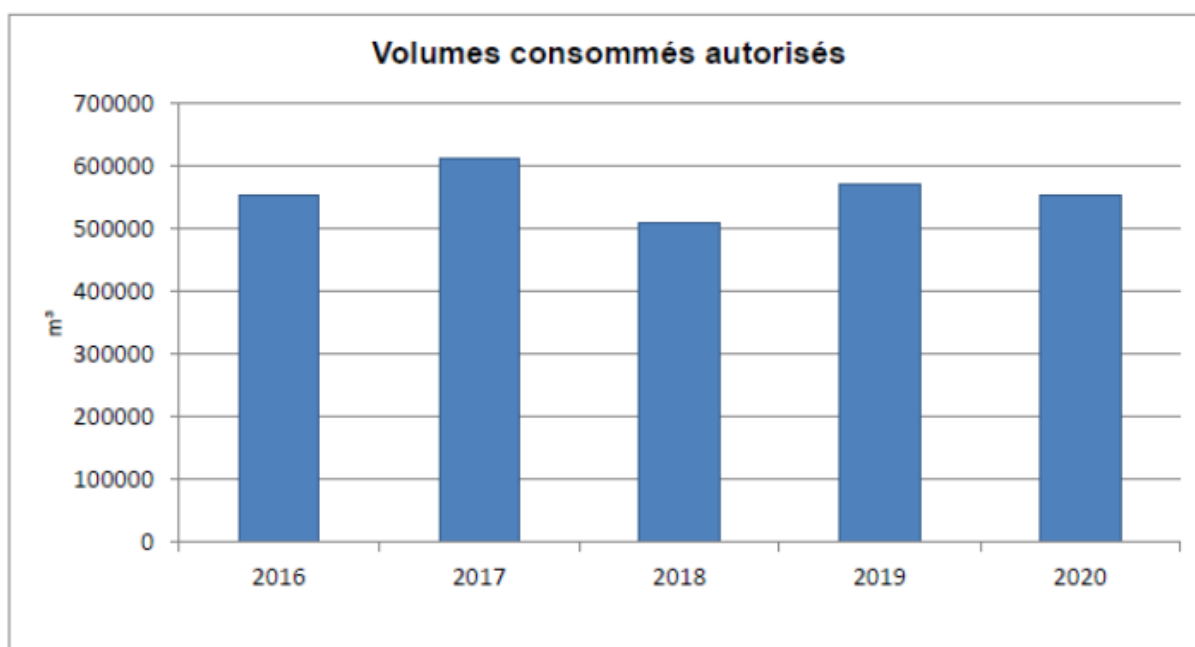
Evolution des volumes d'eau potables produits

Sources : RPQS 2020



Enfin, les volumes d'eau potable consommés autorisés oscillent entre 500 000 m<sup>2</sup> et 600 000m<sup>3</sup> en fonction des années.

Evolution des volumes d'eau potable consommés autorisés  
Sources : RPQS 2020



**En prenant en compte une capacité totale de production d'eau brute autour de 1,5 M m<sup>3</sup> par an, les ressources sont suffisantes pour répondre aux besoins actuels des communes desservies.**

#### ***Prévisions pour l'adéquation besoins-ressources***

Comme évoqué précédemment, le territoire de Moyen-Rhône dispose de plusieurs organes de stockage, dont un réservoir Parcours de Santé de 2 300 m<sup>3</sup>, un réservoir du Pic d'une capacité de 300 m<sup>3</sup> et enfin d'un réservoir sur la commune de Mus pouvant stocker 500 m<sup>3</sup>.

En fonction des volumes de production estimés en période creuse et en période de pic pour les horizons 2030 et 2045, il est possible de calculer le temps séjour dans les réservoirs afin de déceler les potentielles limites de stockage ou problèmes de qualité de l'eau pouvant être rencontrés dans l'avenir si la capacité reste telle qu'elle est actuellement.

En effet, la notion de temps de séjour est en lien avec la qualité de l'eau distribuée. L'idéal couramment recommandé par l'ARS en termes de temps de séjour est de l'ordre de 24 à 72 heures environ. Les deux premiers tableaux suivants présentent les calculs effectués pour les besoins futurs en heure creuse et pleine. Le dernier tableau synthétise les résultats obtenus concernant le stockage disponible à moyen et long terme.

Estimation des besoins futurs en période creuse

Source : étude CEREG transmise par le SIVOM

<b>Moyen Rhony : PERIODE CREUSE</b>	<b>Situation actuelle AVEC FUITES</b>	<b>Situation actuelle SANS FUITES</b>	<b>Situation à l'horizon 2030</b>	<b>Situation à l'horizon 2045</b>
<b>Population permanente</b>	9 180 hab.	9180 ha.	10 200 ha.	11 890 hab.
		+ 1020 habitants		
		+ 2710 habitants		
<b>Débits journaliers consommés Hors Pointe (m³/j)</b>	1470	1470	1633	1904
		+ 163,2 (2710 x 160 l/j/hab.)		
		+ 433,6 (2710 x 160 l/j/hab.)		
<b>Débit journalier de fuite (m³/j) Rendement actuel : 59% Atteinte à court terme du rendement objectif au sens du décret de Janvier 2012 : 69,6 % - puis maintien du débit de fuites</b>	1030	642	642	642
<b>Débit journalier total (consommation + fuites) (m³/j)</b>	2500	2112	2275	2546
<b>Besoins totaux en production (consommation + fuites + autres consommateurs spécifiques) (m³/j)</b>	2500	2112	2275	2546
<b>Débit de production disponible en situation d'étiage (m³/j)</b>	Sans objet			
<b>Proposition de prélèvement (m³/j)</b>	Forage de Pignan : 60 m³/h – 1200 m³/j (soit un volume annuel estimé à 438 000 m³/an) Forage de Mas Destier : 150 m³/h – 3000 m³/j (soit un volume annuel estimé à 1 095 000 m³/an) Soit un volume prélevable total de : 210 m³/h – 4200 m³/j (soit un volume annuel estimé à 1 533 000 m³/an)			

**Les besoins totaux en productions s'élèvent à 2300 m³/j en 2030 et à 2600 m³/j à l'horizon 2045 et sont donc inférieurs aux débits théoriques de prélèvements autorisés (4200 m³/j pour l'ensemble des deux forages).**

Estimation des besoins futurs en période de pointe

Source : étude CEREG transmise par le SIVOM



Moyen Rhony : PERIODE de POINTE	Situation actuelle AVEC FUITES	Situation actuelle SANS FUITES	Situation à l'horizon 2030	Situation à l'horizon 2045
Population permanente + saisonnière	10 300 hab.	10 300 hab.	11 320 hab.	13 010 hab.
		+ 1020 habitants		
		+ 2710 habitants		
Débits journaliers consommés de Pointe (m³/j)	1970	1970	2174	2512
		+204 (1020 x 200 l/j/hab.)		
		+ 542 (2710 x 200 l/j/hab.)		
Débit journalier de fuite (m³/j) Considéré comme identique au débit de fuite en période creuse Atteinte à court terme du rendement objectif au sens du décret de Janvier 2012 : 69,6 %	1030	642	642	642
Débit journalier total (consommation + fuites) (m³/j)	3000	2612	2816	3154
Besoins totaux en production (consommation + fuites + autres consommateurs spécifiques) (m³/j)	3000	2612	2816	3154
Débit de production disponible en situation d'étiage (m³/j)	Sans objet			
Proposition de prélèvement (m³/j)	Forage de Pignan : 60 m³/h – 1200 m³/j (soit un volume annuel estimé à 438 000 m³/an) Forage de Mas Destier : 150 m³/h – 3000 m³/j (soit un volume annuel estimé à 1 095 000 m³/an) Soit un volume prélevable total de : 210 m³/h – 4200 m³/j (soit un volume annuel estimé à 1 533 000 m³/an)			

En période de pointe de production, les besoins en volume d'eau atteignent 2800 m³/j en 2030 et 3154 m³/j à l'horizon 2045 et sont inférieurs aux débits théoriques de prélèvements autorisés (4200 m³/j pour l'ensemble des deux forages).

Stockage disponible à moyen et long terme

Source : étude CEREG transmise par le SIVOM

Moyen Rhony : STOCKAGE	Situation actuelle AVEC FUITES	Situation actuelle SANS FUITES	Situation à l'horizon 2030	Situation à l'horizon 2045
Volume total de stockage des réservoirs (m³)	3100	3100	3100	3100
En période creuse Débit journalier total (consommation + fuites) (m³/j)	2500	2112	2275	2546

<b>Temps de séjour en période creuse (heures)</b>	30	35	33	29
<b>En période de pointe Débit journalier total (consommation + fuites) (m³/ j)</b>	3000	2612	2816	3154
<b>Temps de séjour en pointe (heures)</b>	25	28	26	24
<b>Volume UTILE de stockage du réservoir (Volume total – 170 m³ volume de réserve incendie)</b>	2930	2930	2930	2930
<b>Temps de réactivité en pointe (heures)</b>	23	27	25	22

**Ainsi, en période creuse, le temps de séjour moyen dans le réservoir est conforme, assurant un délai satisfaisant en cas de coupures sur le réseau, tout en permettant de maintenir une qualité d'eau satisfaisante. En période de pointe, le temps de séjour et temps de réactivité est conforme à l'heure actuelle et jusqu'à l'horizon 2045.**

En situation actuelle et en considérant les fuites identifiées lors de la campagne de mesures en septembre 2020, le volume de stockage des réservoirs existants est légèrement insuffisant, le temps de réactivité en pointe étant de 23h. Si une casse apparaît sur la conduite d'adduction ou de distribution principale, les communes disposent donc de 23 (hors volume défense incendie) pour réparer la casse/fuite, ce qui reste cependant très acceptable. De plus, la réduction de fuites sur le territoire fait partie intégrante des objectifs du SDAEP et diverses actions afin de réduire /réparer les fuites ont été réalisés depuis ce constat.

Cela pourrait donc laisser penser qu'après réduction des fuites sur le réseau, la capacité des réservoirs du territoire est satisfaisante d'un point de vue du temps de réactivité en pointe, qui serait alors de 27 heures au lieu de 23 heures. Par ailleurs, ce temps de réactivité en pointe serait également trop faible à l'horizon 2045 et atteindrait les 22h.

Une action de renforcement du stockage, via la création d'une nouvelle cuve du réservoir Parcours de Santé pourrait être envisager afin d'assurer un stockage suffisant sur le système AEP de Moyen-Rhône.

Synthèse adéquation besoins/ressources sur le territoire Moyen-Rhône

Source : étude CEREG transmise par le SIVOM

<b>Moyen Rhony : SYNTHESE</b>	<b>Situation actuelle AVEC FUTES</b>	<b>Situation actuelle SANS FUTES</b>	<b>Situation à l'horizon 2030</b>	<b>Situation à l'horizon 2045</b>
<b>Population permanente</b>	9 180 hab.	9 180 hab.	10 200 hab.	11 890 hab.

<b>Besoins en production période creuse (m³/j)</b>	2500	2112	2275	2546
<b>Population en pointe</b>	10 300 hab.	10 300 hab.	11 320 hab.	13 010 hab.
<b>Besoins en production période de pointe (m³/j)</b>	3000	2612	2816	3154
<b>Besoins annuels (en considérant 3 mois de pointe) (m³/an)</b>	958 500	816 905	880 227	985 142
<b>Débit disponible</b>	Forage de Pignan : 60 m³/h – 1200 m³/j (soit un volume annuel estimé à 438 000 m³/an) Forage de Mas Destier : 150 m³/h – 3000 m³/j (soit un volume annuel estimé à 1 095 000 m³/an) Soit un volume prélevable total de : 210 m³/h – 4200 m³/j (soit un volume annuel estimé à 1 533 000 m³/an)			
<b>Situation Future Bilan Besoins Ressources</b>	Equilibre théorique			

**En situation actuelle avec les fuites, le volume annuel estimé en considérant 3 mois de pointe est de 958 500 m³, ce qui est inférieur au volume annuel prélevable (1 533 000 m³).**

Dans le cadre du Schéma Directeur AEP, l'examen de l'adéquation besoins/ressources repose sur les débits (et volumes) théoriques autorisés par la DUP. Ainsi l'augmentation des besoins en eau à l'horizon 2050 (liée à l'augmentation de la population) est théoriquement satisfaite par les débits et volumes autorisés par la DUP.

Néanmoins, SUEZ a fait remonter courant mai 2021 des difficultés d'exploitation sur les forages de Pignan et de Mas Destier, plus spécifiquement. Ainsi, suivant l'évolution de la situation climatique, il s'avère que la disponibilité de la ressource pourrait être un facteur limitant pour assurer l'exploitation des ouvrages aux débits maximum autorisés par la DUP.

Des investigations visant à mieux caractériser la capacité de la ressource et des ouvrages sont en cours de réalisation (nettoyage des ouvrages de pompages de Mas Destier et Essais par pompage sur Mas Destier et Pignan...).

Les conclusions devraient alimenter les réflexions concernant le Schéma Directeur en eau notamment en ce qui concerne l'adéquation besoins/ressource et d'éventuelles réflexions sur la sécurisation et la diversification de la ressource. Potentiellement, à l'issue du Schéma Directeur AEP, il sera nécessaire d'étudier des scénarios complémentaires pour sécuriser l'alimentation à long terme sur le SIVOM Moyen-Rhône.

### **La qualité de l'eau potable**

Le bilan analytique présenté dans le RPQS de 2019 démontre un taux de conformité bactériologique et physico-chimique de l'eau produite à 100%.

### 4.1.3. Une sécurité incendie aux normes

D'après les données du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Gard, on recense 90 poteaux incendie sur la commune.

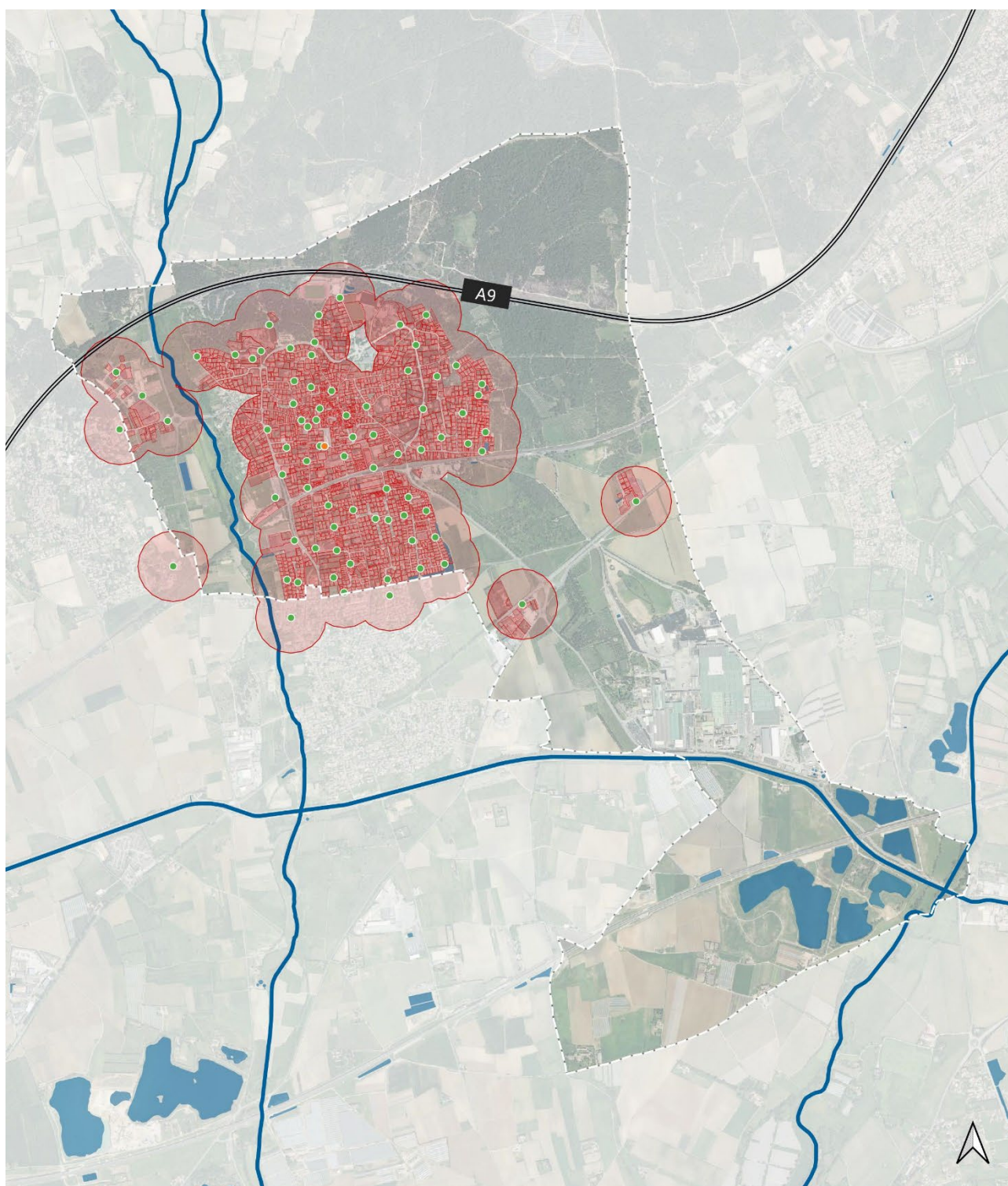
Sur les 90 hydrants communaux :

- 26 sont OP
- 51 sont OPNR
- 13 sont NOP

Les contrôles réguliers effectués à un rythme annuel permettent de mettre à jour l'état du réseau de poteaux incendies. 8 poteaux incendies ont fait l'objet d'observations suite au dernier contrôle. Les problèmes relevés n'entravent pas nécessairement l'utilisation de l'hydrant.

**L'ouverture à l'urbanisation dans le cadre du PLU sera conditionnée par la couverture théorique des hydrants communaux en état de fonctionnement** (ainsi que de ceux pour lesquels des travaux sont prévus à court terme).





### Réseau de défense incendie

Poteaux incendie :  
 ● Non conforme  
 ● Conforme

Périmètre d'action (théorique) :  
 ■ Périmètre de desserte de poteaux incendie  
 ■ Parcelles bâties desservies par le réseau de défense incendie

#### 4.1.4. Un service public d'assainissement efficace mutualisé avec les communes voisines

La quasi-totalité de la population vergézoise est raccordée au réseau collectif d'assainissement.

La station d'épuration intercommunale dispose d'une capacité nominale de 16 500 Equivalents Habitant (EH). Elle recueille les effluents non seulement de Vergèze, mais aussi de Mus et de Codognan ce qui représente un total de 8 900 habitants. La station a été mise en service en 1993. Le Syndicat du Moyen Rhône en est à la fois maître d'ouvrage et gestionnaire.

Les indicateurs démontrent une conformité de la performance de l'ouvrage de 100%.

En 2016, le volume traité est de 455 488 m<sup>3</sup>, on observe une diminution de -4,7% par rapport à 2018.

##### Evolution des volumes traités

Sources : RPQS 2019



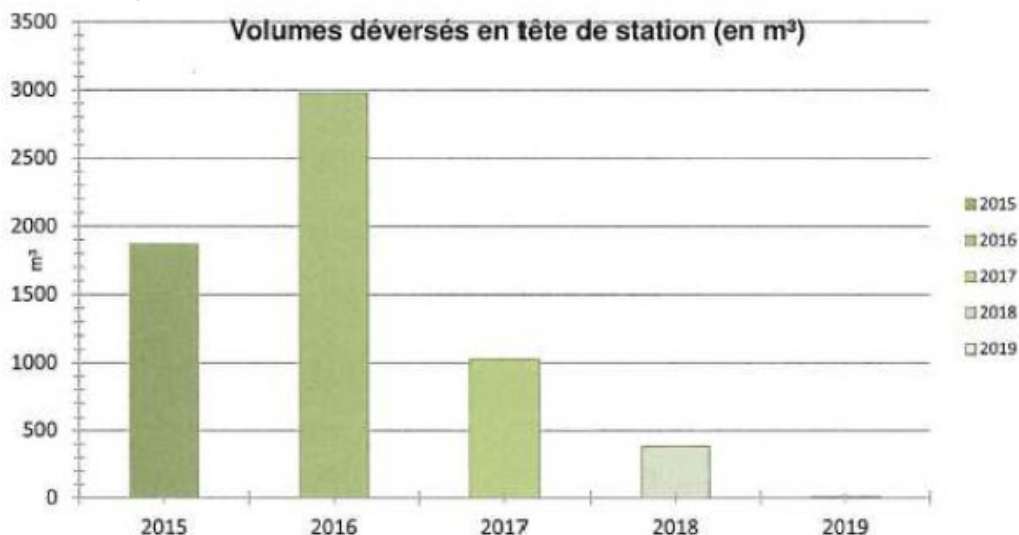
##### Evolution des volumes reçus

Sources : RPQS 2019



##### Evolution des volumes déversés en tête de station

Sources : RPQS 2019



### Adéquation entre l'offre et la demande

Le tableau suivant établit, sur la base des hypothèses démographiques retenues, l'estimation de la population future raccordée sur le système d'assainissement du SIVOM du Moyen Rhône. Les hypothèses retenues sur chaque commune ont été validées avec les élus.

Il a également été considéré que la totalité des populations nouvelles sera raccordée à l'assainissement collectif.

#### Population future raccordée

Source : SIVOM

	CODOGNAN	MUS	VERGEZE	TOTAL SIVOM
<b>Population actuelle raccordée (2019)</b>	2600	1440	5200	9240
<b>Population supplémentaire raccordée à horizon 2030</b>	300	330	390	1020
<b>Population raccordée en 2030</b>	2900	1770	5590	10 260
<b>Population supplémentaire raccordée à horizon 2045 (par rapport à 2030)</b>	470	580	640	1690
<b>Population raccordée en 2045</b>	3370	2350	6230	11 950

Les charges domestiques supplémentaires à traiter sont estimées par application des ratios unitaires standards de pollution (60 g DBO<sub>5</sub>/j/habitant et 200 l/j/hab.). Concernant l'évolution de l'activité industrielle ou assimilée, relativement peu développée sur le territoire, il a été retenu de considérer le maintien de l'activité (pas d'augmentation notoire des charges à traiter par rapport à la contribution actuelle des industriels et assimilés). Compte tenu de la faible attractivité touristique du territoire et de l'absence de projet de développement touristique, il est supposé que la variation saisonnière de population dans le futur sera équivalente à celle observée actuellement.

Estimation des charges polluantes et hydrauliques supplémentaires à traiter aux horizons 2030 et 2045

Source : SIVOM

		<b>CODOGNAN</b>	<b>MUS</b>	<b>VERGEZE</b>	<b>TOTAL SIVOM</b>
2030	Evolutions attendues par rapport à 2019	Population permanente : + 300 habitants  Population estivale : pas d'évolution  Charges industrielles ou assimilées : pas d'évolution	Population permanente : + 330 habitants  Population estivale : pas d'évolution  Charges industrielles ou assimilées : pas d'évolution	Population permanente : + 390 habitants  Population estivale : pas d'évolution  Charges industrielles ou assimilées : pas d'évolution	+ 1020 habitants permanents
	Charge supplémentaire attendue en kg DBO <sub>5</sub> /j	+18	+20	+23	+61
	Charge hydraulique supplémentaire attendue en m <sup>3</sup> /j	+60	+66	+78	+204
2045	Evolutions attendues par rapport à 2019	Population permanente : + 770 habitants  Population estivale : pas d'évolution  Charges industrielles ou assimilées : pas d'évolution	Population permanente : + 910 habitants  Population estivale : pas d'évolution  Charges industrielles ou assimilées : pas d'évolution	Population permanente : + 1030 habitants  Population estivale : pas d'évolution  Charges industrielles ou assimilées : pas d'évolution	+ 2710 habitants permanents
	Charge supplémentaire attendue en kg DBO <sub>5</sub> /j	+46	+55	+62	+163
	Charge hydraulique supplémentaire attendue en m <sup>3</sup> /j	+154	+182	+206	+542

**Les augmentations de charges attendues à très long terme (2045) sont de l'ordre de 163 kg DBO<sub>5</sub>/j, et 543 m<sup>3</sup>/j (avant réduction des eaux parasites), soit environ 2710 EH.**



Le tableau suivant dresse le bilan général entre la capacité de traitement de la station, et les charges futures à traiter.

Adéquation entre la capacité de la STEP et la charge future à traiter

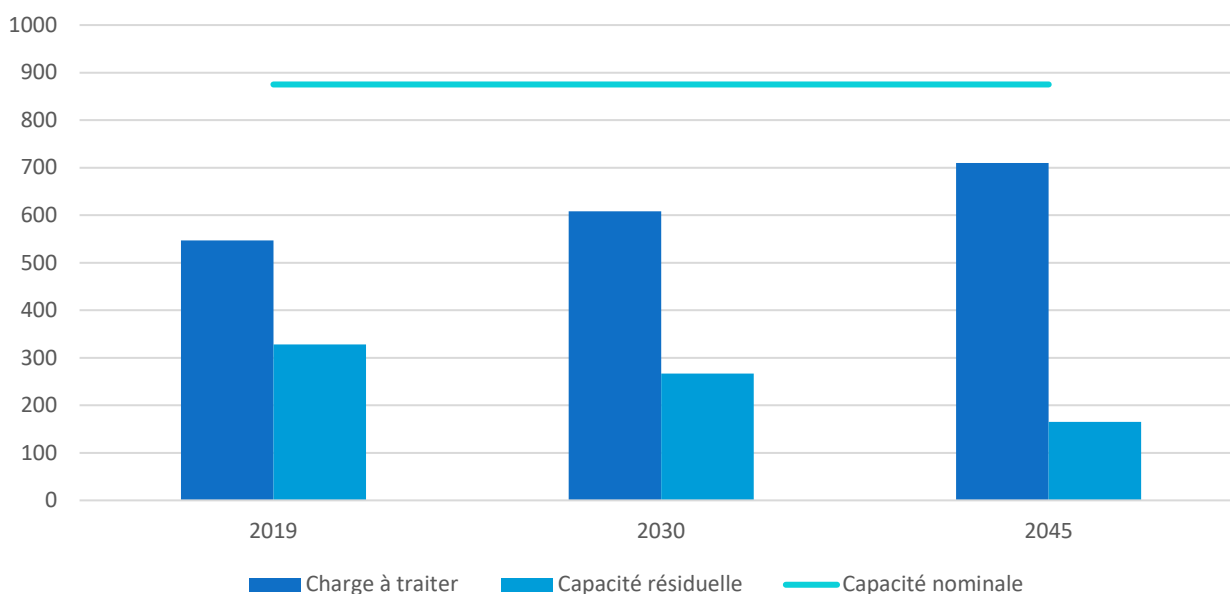
Source : SIVOM

	Charge supplémentaire attendue par rapport à 2019	Charge à traiter	Capacité de traitement de la STEP	Capacité résiduelle disponible	
<b>2019</b>	-	547 kg DBO <sup>5</sup> /j	875 kg DBO <sup>5</sup> /j	328 kg DBO <sup>5</sup> /j	<b>5465 EH</b>
	-	1667 m <sup>3</sup> /j	2018 m <sup>3</sup> /j	351 m <sup>3</sup> /j	<b>1755 EH</b>
<b>2030</b>	61 kg DBO <sup>5</sup> /j	608 kg DBO <sup>5</sup> /j	875 kg DBO <sup>5</sup> /j	267 kg DBO <sup>5</sup> /j	<b>4450 EH</b>
	204 m <sup>3</sup> /j	1871 m <sup>3</sup> /j	2018 m <sup>3</sup> /j	147 m <sup>3</sup> /j	<b>735 EH</b>
<b>2045</b>	163 kg DBO <sup>5</sup> /j	710 kg DBO <sup>5</sup> /j	875 kg DBO <sup>5</sup> /j	165 kg DBO <sup>5</sup> /j	<b>2750 EH</b>
	542 m <sup>3</sup> /j	2209 m <sup>3</sup> /j	2018 m <sup>3</sup> /j	0 m <sup>3</sup> /j	<b>0 EH</b>

Les graphiques ci-après offrent une représentation visuelle des augmentations de charge attendues à long terme :

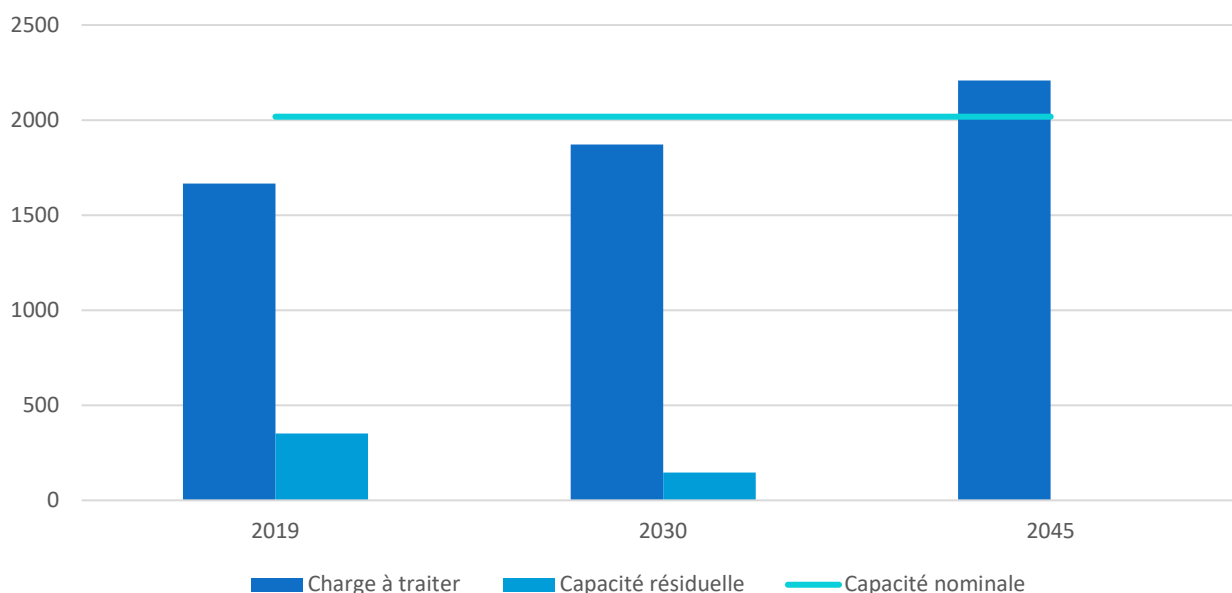
Evolution de la charge organique à traiter (en kg DBO<sup>5</sup>/j)

Source : SIVOM



### Evolution de la charge hydraulique à traiter (en m<sup>3</sup>/j)

Source : SIVOM



La station d'épuration du SIVOM du Moyen Rhône a été mise en service en 1993. Elle est donc exploitée depuis 27 ans, et **offre une capacité organique résiduelle largement supérieure à l'estimation des besoins futurs, y compris à très long terme (2045).**

En revanche, d'un **point de vue hydraulique, la capacité résiduelle est plus limitée et permet tout juste de gérer la charge hydraulique supplémentaire à traiter à moyen terme (horizon 2030).** A une échéance plus lointaine (2045), la capacité hydraulique nominale de l'ouvrage ne sera pas suffisante pour accueillir la charge attendue.

La qualité générale du génie civil et des équipements est plutôt satisfaisante. Aucun ouvrage majeur ne présente à ce jour de faiblesses structurelles majeures.

### ***L'assainissement non collectif, une gestion intercommunale***

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a permis de reconnaître l'assainissement non collectif comme une technique de traitement et d'élimination de la pollution à part entière, au même titre que l'assainissement collectif.

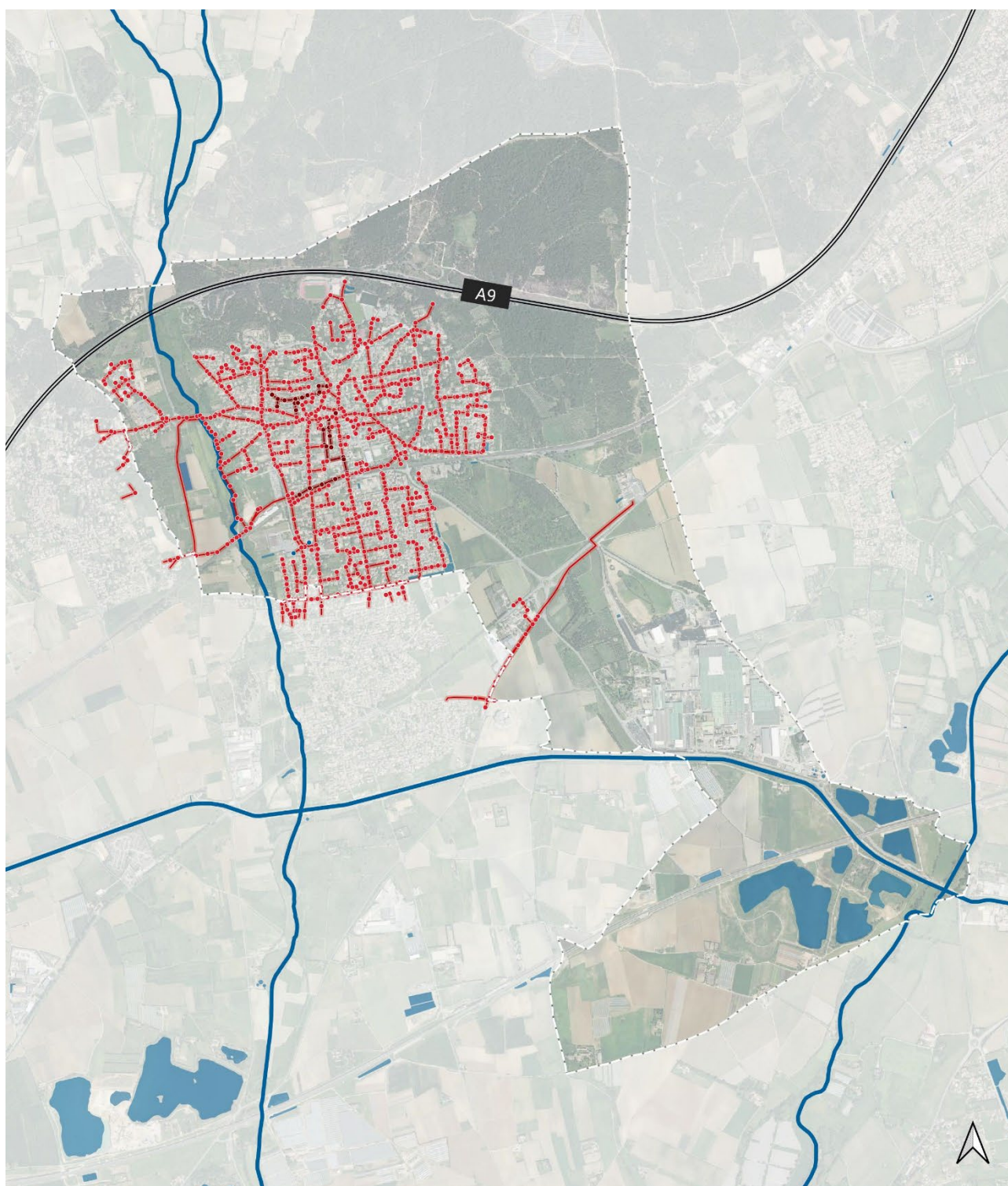
La commune de Vergèze a confié la gestion de l'assainissement non collectif au SIVOM du Moyen Rhône.

En 2019 Vergèze comptabilisait 27 installations d'assainissement non collectif. 23 ont été contrôlées au cours de l'année, parmi elles 1 est conforme, 10 sont conforme mais à surveiller, 8 sont non conforme et 4 sont non conforme et présentent un danger pour la santé des personnes.

### ***Une gestion communale des eaux pluviales***

La commune est compétente en matière de gestion des eaux pluviales. Etroitement lié au risque inondation, la gestion des écoulements des eaux pluviales peut avoir une incidence majeure sur les risques inondations, le traitement de leur quantité peut également impacter la ressource en eau.

En parallèle de l'élaboration du PLU, une étude pour la constitution d'un Schéma Directeur des Eaux Pluviales (SDEP) sur la commune de Vergèze a été réalisé. Les préconisations formulées à l'issue de l'élaboration de ce SDEP ont été prises en compte et ont notamment été intégrées dans le zonage des risques inondations. Le rapport du zonage pluvial est annexé au PLU (cf. 6.2. Annexes sanitaires).



### Réseau d'assainissement collectif

- Réseau séparatif (eaux usées)
- Réseau unitaire
- Regard du réseau séparatif (eaux pluviales)
- Regard du réseau séparatif (eaux usées)
- Regard du réseau unitaire

0 0.5 1 km

## 4.2. Energies renouvelables

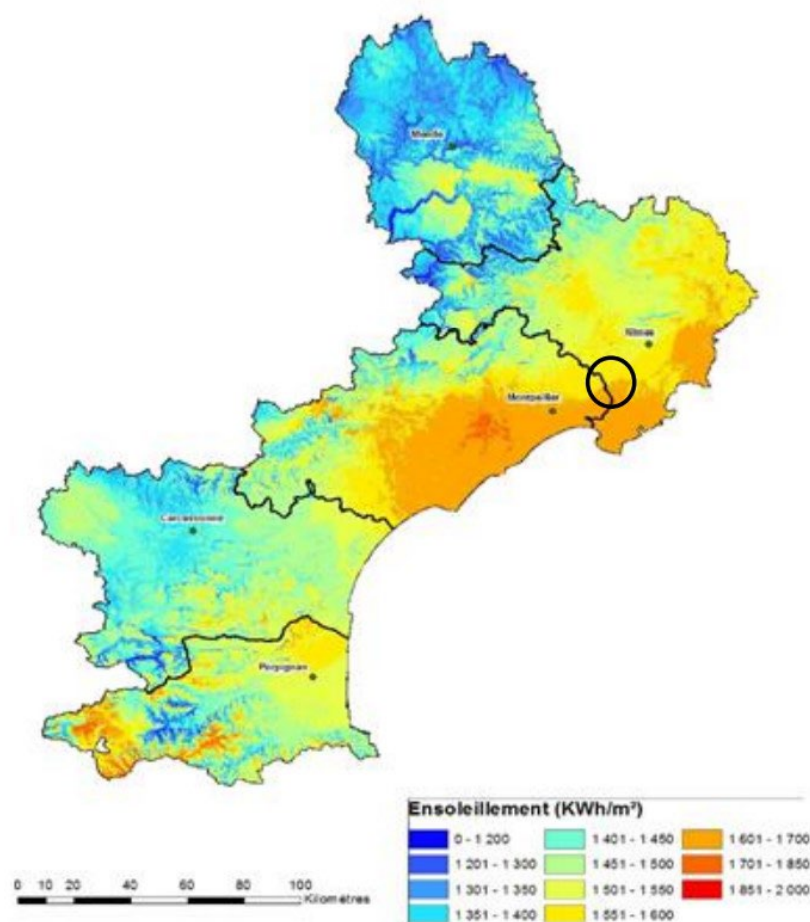
### ***Un fort potentiel pour les énergies renouvelables sur la commune***

Afin de contribuer à l'objectif « Facteur 4 » de réduction des émissions de gaz à effet de serre que la France s'est assignée, la loi Grenelle I prévoit de porter à au moins 33 % en 2030 la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale.

Comme énoncé précédemment, la commune de Vergèze possède un fort ensoleillement tout au long de l'année, bien que variable, avec une moyenne d'environ 259 jours par an bien ensoleillés. Au vu des données disponibles dans le « rapport sur le potentiel de production d'électricité d'origine solaire » de la DREAL Languedoc-Roussillon, la commune jouit d'un ensoleillement annuel compris entre 1 551 et 1 700 kWh/m<sup>2</sup>. Le territoire communal est propice au développement de l'énergie solaire (thermique ou photovoltaïque) d'initiative privée ou publique.

Néanmoins, l'installation de dispositifs photovoltaïques doit tenir compte des enjeux patrimoniaux, architecturaux, paysagers et écologiques locaux. Dans la mesure du possible, il faut éviter l'augmentation de la pression sur les terres naturelles et agricoles, en limitant la mise en place de dispositifs tels que les centrales photovoltaïques à des sols déjà artificialisés ou sur le bâti existant. Le développement de centrales photovoltaïques villageoises est un compromis intéressant dans la mesure où elles respectent les enjeux patrimoniaux, architecturaux et paysagers.

#### Potentiel de production d'énergie solaire



Source : Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer



## 4.3. Besoin en granulats et carrières

### **Le schéma départemental des carrières (SDC) du Gard**

Le Schéma Départemental des Carrières (SDC) du Gard définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites. Il se place dans le cadre d'une stratégie environnementale durable : gestion rationnelle et optimale des ressources et meilleure protection de l'environnement.

Le Schéma Départemental des Carrières du Gard rappelle en effet dans l'inventaire des ressources, que « les ressources du département en matériaux alluvionnaires s'avèrent très importantes et bien réparties dans l'espace ». Du fait de la moindre sensibilité environnementale du secteur sud-oriental de la Vistrenque (matériaux dénoyés, nappe à intérêt plus limité), le Schéma Départemental des Carrières du Gard émet des préconisations visant à maintenir l'accessibilité aux gisements de matériaux silico-calcaires.

## 4.4. Scénario tendancier et enjeux

	Situation actuelle		Tendance au fil de l'eau	
Ressources naturelles et énergie	+	Des ressources en eau suffisante capable de répondre aux besoins actuels et futurs	=	Les réseaux d'eau permettent d'envisager une croissance raisonnée de la population
	+	Un système d'épuration performant		
	+	Potentiel de production d'énergie renouvelable solaire	=	Pas de projet en cours sur le territoire

## Enjeux pour le PLU

- Une croissance cohérente avec les ressources du territoire
- Un développement des énergies renouvelables respectueux du paysage
- Maîtrise de la demande en énergie : promotion de la rénovation thermique des bâtiments et des modes de déplacements moins énergivores.

## 5. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

---

### 5.1. Risque inondation

La commune de Vergèze est soumise à un risque inondation prononcé. Une large partie de son territoire urbanisé est grevée par ce risque.

#### ***Une étude hydro-géomorphologique pour modéliser le risque d'inondation sur la commune***

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Basse Vallée du Vistre, associé à la Direction Départementale de l'Équipement et de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, ont mené en 2000 avec BCEOM une étude pour la modélisation et la cartographie des zones inondées par le Vidourle, le Rhône, la Cubelle, le Razil et le Vistre.

Une analyse hydro géomorphologique a également été réalisée sur l'ensemble du bassin versant du Vidourle par le bureau d'étude Carex Environnement.

#### ***Un territoire sensible aux inondations***

De part, la morphologie, la nature des sols et la pression foncière, le territoire vergézois est particulièrement sensible aux inondations ; ainsi qu'en témoignent les événements survenus à Vergèze de 1933, 1945, 1958, 1963, 1976, 1987 et 1988.

L'état de catastrophe naturelle a été déclaré à 5 reprises sur le bassin versant du Rhône, en 1987 et 1988, en 1994, en 1995 et en 2005 pour les inondations, coulées de boue et mouvements de terrain. Les zones inondables de Vergèze ont été définies suite à la plus importante crue observée jusqu'à aujourd'hui : celle de 1988. Un tiers des habitations avaient alors été touchées par l'inondation. Le débit du Rhône y avait atteint les 452 m<sup>3</sup>/s.

Le Rhône se déverse dans le Vistre et constitue le déversoir de nombreux ruisseaux ou valats. Lors d'épisodes orageux le ruisseau voit son niveau augmenter rapidement. Le bassin versant est affecté régulièrement par des pluies à caractère diluvien.

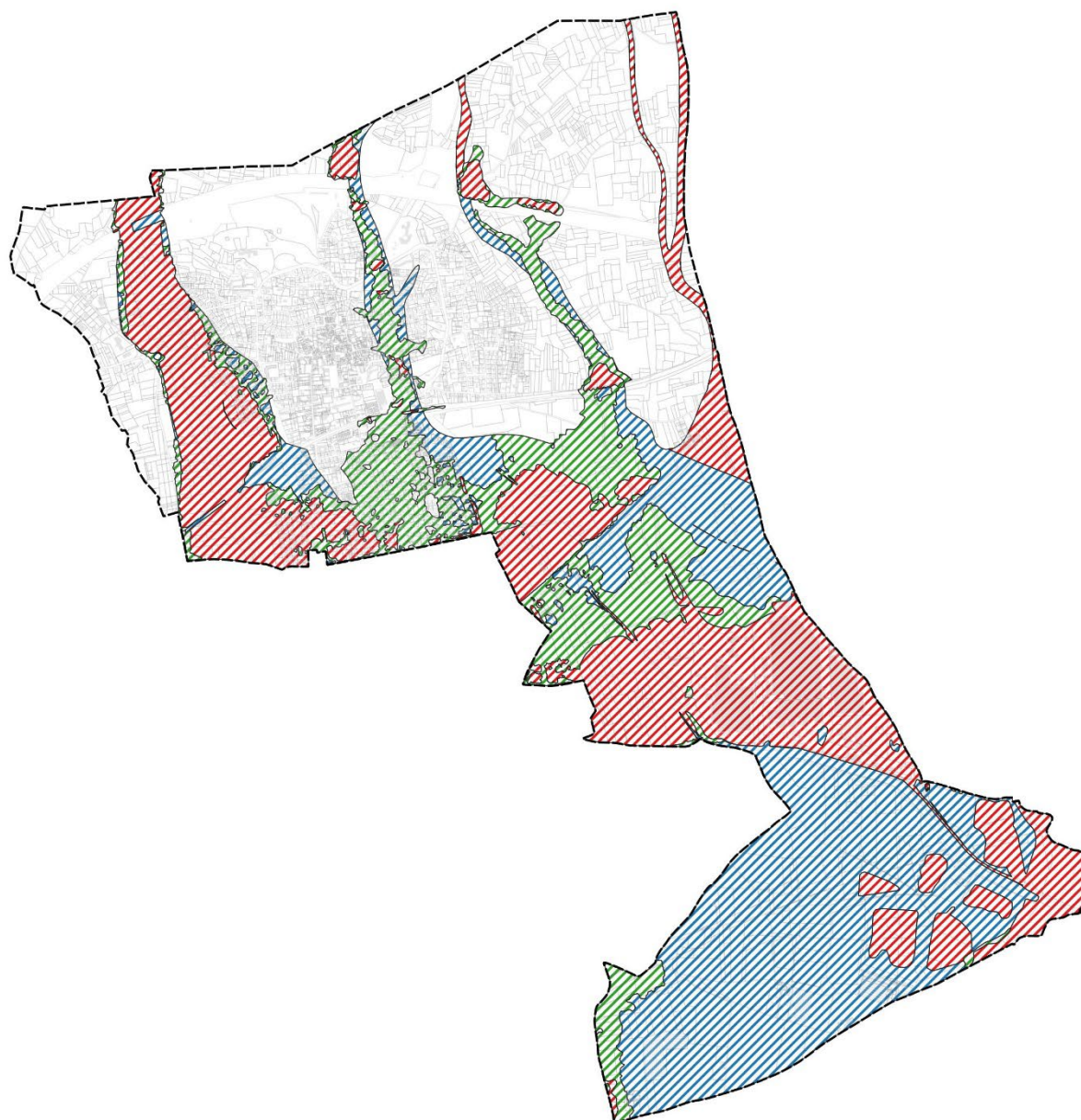
De manière générale, la position historique des villages concernés par le risque d'inondation de la plaine du Rhône, en appui sur les coteaux avait laissé libre la plaine centrale présentant des risques. Les dernières décennies y ont en revanche laissé proliférer les lotissements et chaque épisode pluvio-orageux entraîne des dommages aux équipements publics et aux propriétés privées.

A Vergèze, la particularité réside dans le fait que le centre historique se situe à proximité immédiate du cours d'eau. Le village est ainsi inévitablement exposé aux risques. L'habitat pavillonnaire s'est ensuite étendu en s'éloignant du Rhône, mais la platitude du territoire soumet une large partie d'entre eux au périmètre d'influence du cours d'eau.

#### ***Un Plan de Prévention des Risques inondation***

La commune de Vergèze ainsi que 13 communes situées le long du Rhône sont donc soumises à un Plan de Prévention des Risques d'Inondation approuvé une première fois en 1996 et dont la révision a été approuvée en 2017.

Ainsi, le PLU en vigueur intègre la connaissance la plus récente du risque sur la commune.




### Plan de Prévention des Risques Inondation à Vergèze

Zonage :

-  Aléa fort
-  Aléa modéré
-  Aléa résiduel

0 0.5 1 km



## 5.2. Risques feux de forêt

### 5.2.1. Définition du risque feux de forêt

On parle de feu de forêt dès lors qu'un feu concerne une surface minimale d'un demi hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite. On étend la notion de feu de forêt aux incendies concernant des formations subforestières de petite taille : le maquis, la garrigue et les landes.

Pour se déclencher et se propager, le feu a besoin des trois conditions suivantes :

- Une source d'énergie, de chaleur, de mise à feu (flamme, étincelle, foudre) : très souvent l'homme est à l'origine des feux de forêt par imprudence (travaux agricoles et forestiers, mégots, barbecues, dépôts d'ordures), accident ou malveillance,
- Un apport d'oxygène, un comburant : le vent qui active la combustion et favorise la dispersion d'éléments incandescents lors d'un incendie,
- Un combustible (végétation) : le risque de feu est lié à l'état de la forêt (sécheresse, disposition des différentes strates, état d'entretien, densité, teneur en eau...) et à l'essence forestière en jeu (chênes, conifères...).

La période de l'année la plus propice aux feux de forêt est généralement l'été, car aux effets conjugués de la sécheresse et d'une faible teneur en eau des sols, vient s'ajouter la fréquentation importante des bois. Mais les feux peuvent également survenir au printemps lorsque les précipitations hivernales ont cessé mais que la végétation nouvelle de sous-bois (fougères) n'a pas encore éclos.

La sensibilité au feu varie en fonction de la nature de formation végétale. Ainsi les résineux, par exemple sont considérés plus inflammables l'été que les taillis de feuillus. De même la structure du peuplement est aussi importante ; la continuité verticale et horizontale du couvert végétal joue un rôle majeur en favorisant la propagation du feu.

Température, humidité de l'air, vitesse du vent, ensoleillement, précipitations, teneur en eau des sols influencent la capacité d'inflammation et la propagation du feu.

Le relief joue aussi un rôle essentiel dans le comportement du feu :

- Dans les montées, la progression du feu est plus rapide ;
- À la crête, les éléments incandescents se dispersent ;
- En descendant, la progression du feu est moins rapide.

De fait, au-delà des conditions naturelles imposées par la géographie (relief) ou le climat (sécheresse), l'action de l'homme (entretien de l'espace, pénétration dans les boisements, points d'eau, délais d'alerte, moyens d'intervention) joue un rôle déterminant dans le développement que peut prendre l'événement.

### 5.2.2. Contexte du Gard

Le département du Gard, boisé sur 50% de son territoire, fait partie des trente-deux départements identifiés dans le code forestier comme devant faire l'objet d'un Plan Départemental de Protection des Forêts contre les Incendies (PDPFCI) qui définit la politique de prévention en la matière à mettre en œuvre au niveau départemental.

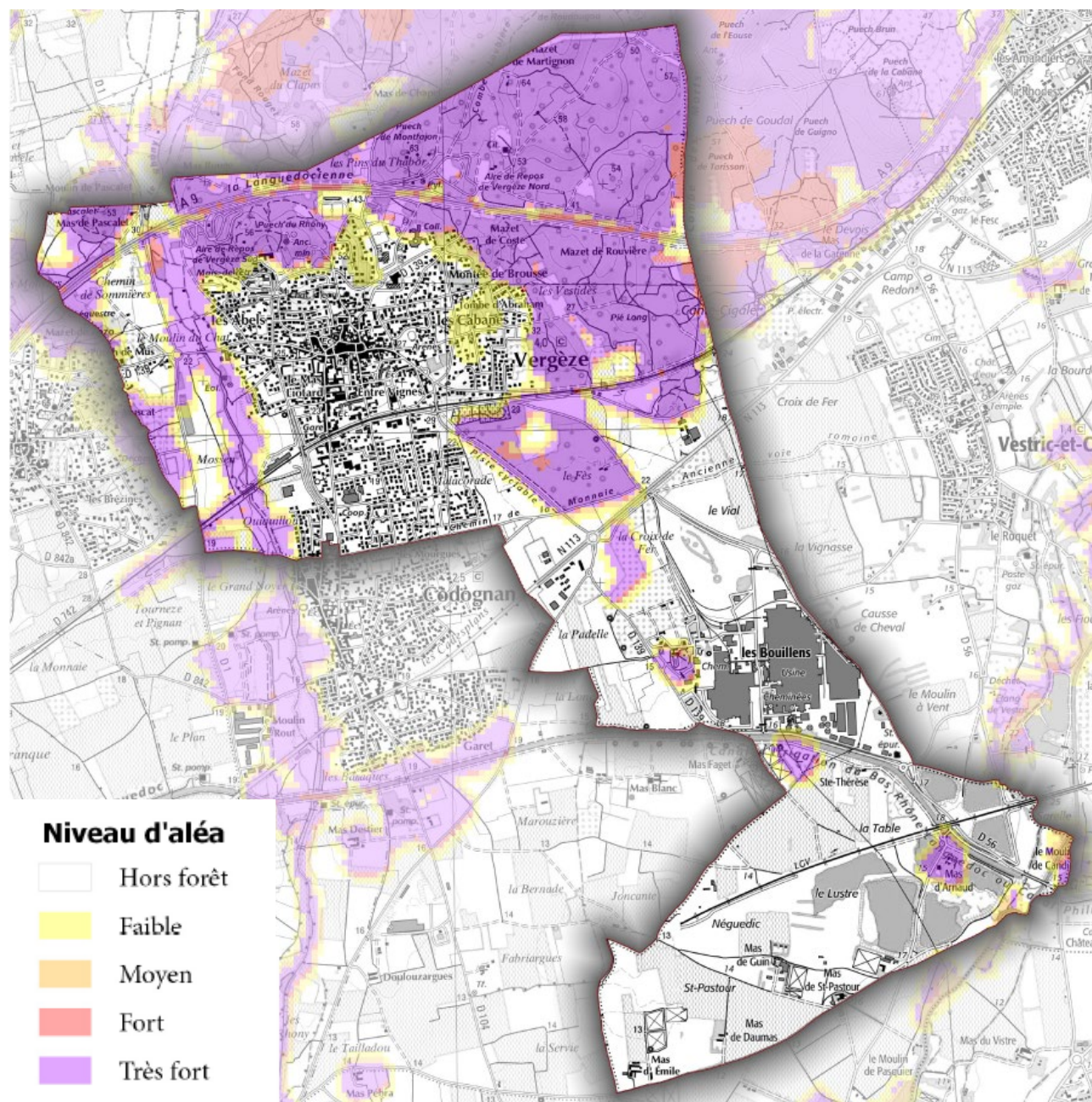
Son climat est de type méditerranéen avec de fortes nuances locales est soumis au risque incendie de forêt : les zones basses (Garrigues, Costières, basses Cévennes et vallée du Rhône), à température les plus hautes, ont les plus faibles précipitations. Il en résulte une sécheresse estivale très prononcée, accentuée par les vents fréquents et violents (mistral) qui accélèrent la dessiccation des végétaux et favorisent leur embrasement. Le risque feu de forêt résulte d'un croisement entre l'aléa feu de forêt (occurrence et intensité d'un feu de forêt) et l'exposition au risque des biens et des personnes (enjeux), ainsi que de l'existence et de la qualité des équipements de défense contre l'incendie utilisable (défendabilité). En région méditerranéenne, les zones de



contact entre l'urbanisation et les massifs forestiers (interfaces habitat-forêt) sont très fortement vulnérables aux incendies de forêt et concentrent également la plupart des départs de feu. En étendant jusqu'à 200 mètres la superficie de chaque massif forestier, landes et garrigues, on obtient un ensemble d'espaces exposés aux risques d'incendie.

### 5.2.3. Carte de localisation des massifs

La commune de Vergèze est soumise au risque feu de forêt. Toutefois, principalement la partie nord de la commune est soumise à un aléa incendie allant de faible à très fort.



### 5.2.4. Rappels réglementaires

#### 5.2.4.1. Le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie (PDPFCI)

Avec 248 000 hectares de couverture boisée, le Gard fait partie des trente-deux départements identifiés dans le code forestier comme devant faire l'objet d'un Plan Départemental de Protection des Forêts contre les

Incendies - PDPFCI - qui définit la politique de prévention en la matière à mettre en œuvre au niveau départemental.

Le PDPFCI 2012-2018 a été approuvé par le préfet du Gard par arrêté du 5 juillet 2013 et prorogé pour la période de 2012-2021 par arrêté préfectoral du 24 octobre 2018.

Le PDPFCI a pour objectifs :

- La diminution du nombre de départs de feux de forêts et la réduction des surfaces brûlées
- La prévention des risques d'incendies et la limitation de leurs conséquences

La mise en œuvre opérationnelle de ce Plan repose sur un partenariat actif dont le noyau dur est constitué par le Conseil Général du Gard, le Service Départemental d'Incendie et de Secours, l'Office National des Forêts et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

#### **5.2.4.2. Le Porter à Connaissance pour la prise en compte du risque incendie**

Face au constat depuis 20 ans de la progression de l'urbanisation en zone concernée par l'aléa feu de forêt et l'extension des zones de forêt, lande ou garrigue en direction des secteurs habités sous l'effet de la déprise agricole, la DDTM du Gard a fait évoluer la carte départementale de l'aléa feu de forêt. Cette carte, accompagnée d'un porter à connaissance (PAC) pour la prise en compte du risque incendie de forêts ont été adressés aux communes gardoises par courrier du 11 octobre 2021.

Le porter à connaissance a vocation à être un outil de travail et d'aide à la décision en ce qui concerne :

- L'élaboration ou la révision des documents de planification,
- L'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme pour l'application de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme.

#### **5.2.4.3. Prévention par les Obligations légales de débroussaillage (OLD)**

Dans le Gard, l'arrêté préfectoral n° 2013008-0007 du 8 janvier 2013 relatif au débroussaillage réglementaire précise les zones d'application. Le maire assure le contrôle de la bonne exécution des obligations de débroussaillage réglementaire sur les espaces privés.

Les obligations légales de débroussaillage s'appliquent sur les parcelles situées à moins de 200 mètres d'un massif forestier.

L'article L.131-10 du code forestier définit le débroussaillage :

"On entend par débroussaillage pour l'application du présent titre les opérations de réduction des combustibles végétaux de toute nature dans le but de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies. Ces opérations assurent une rupture suffisante de la continuité du couvert végétal. Elles peuvent comprendre l'égale des sujets maintenus et l'élimination des rémanents de coupes.

Le représentant de l'Etat dans le département arrête les modalités de mise en œuvre du débroussaillage selon la nature des risques. "

L'article L134-6 du code forestier précise les situations pour lesquelles s'applique cette obligation de débroussaillage :

1° Aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 m ; le maire peut porter cette obligation à 100 m ;

2° Aux abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur fixée par le préfet dans une limite maximale de 10 m de part et d'autre de la voie ;

3° Sur les terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un PLU rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;

4° Dans les zones urbaines des communes non dotées d'un PLU ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ; le représentant de l'État dans le département peut, après avis du conseil municipal et de la commission

départementale compétente en matière de sécurité et après information du public, porter l'obligation énoncée au 1° au-delà de 50 m, sans toutefois excéder 200 m ;

5° Sur les terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L.311-1 (zone d'aménagement concerté - ZAC-), L. 322-2 (association foncière urbaine – AFU-) et L.442-1 (lotissements) du code de l'urbanisme ;

6° Sur les terrains mentionnés aux articles L.111-25 et L.443-1 à L. 443-3 (campings et parcs résidentiels de loisirs) et L. 444-1 (terrains aménagés pour l'installation de résidences mobiles constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs) du même code.

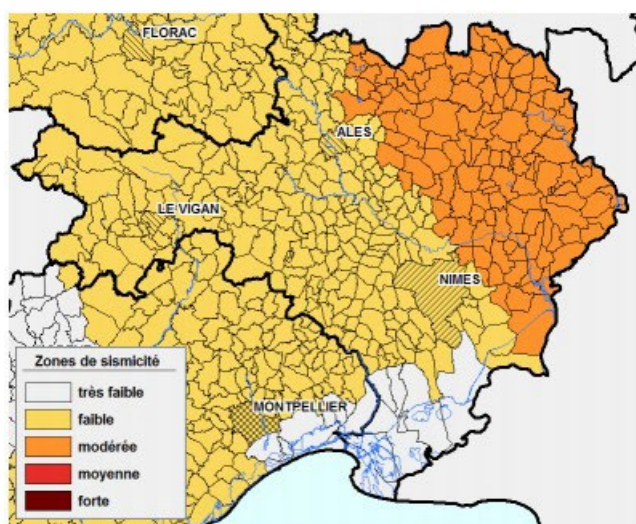
Les obligations à caractère permanent qui doivent être annexées au PLU sont celles mentionnées aux 3°, 5° et 6°. Cette annexion relève de votre compétence comme en dispose l'article L. 134-15 du code forestier. Même si l'annexion des autres situations ne revêt pas un caractère obligatoire, il est cependant opportun d'intégrer une carte reprenant l'intégralité des situations dans lesquelles les obligations légales de débroussaillage s'appliquent.

## 5.3. Autres risques naturels

### **Sismicité**

Le décret du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique et son nouveau zonage divise le territoire français en 5 zones de sismicité croissante allant de 0 (zone d'aléa faible) à 5 (zone d'aléa fort), selon l'importance des secousses. La commune de Vergèze est classée en aléa faible (zone de sismicité 2).

Les règles constructives parasismiques sont définies par l'arrêté du 22 octobre 2010 qui définit les nouvelles normes de construction parasismique à appliquer pour les bâtiments de la classe dite « à risque normal » à compter du 1er mai 2011. La réglementation parasismique s'applique aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5.



Source : DREAL LR

### **Mouvements de terrain**

La commune de Vergèze n'est pas concernée par le risque de mouvement de terrain selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs du Gard.

Sur l'ensemble de la commune, l'aléa retrait-gonflement des argiles est très faible, notamment au niveau du Rhône, où le phénomène d'érosion des berges a été recensé.

D'après la base BDMvt du BRGM, aucun mouvement de terrain n'est répertorié sur la commune de Vergèze. Un arrêté de reconnaissance pour catastrophe naturelle a cependant été pris le 07/10/1988.

De même, d'après la base BDCavités du BRGM, aucune cavité n'est répertoriée sur la commune de Vergèze.



## **5.4. Risques technologiques**

### ***Risque industriel***

D'après la base des installations classées, il existe un site classé en SEVESO à Vergèze, il s'agit de la société AIR LIQUIDE.

La commune recense par ailleurs plusieurs ICPE dont l'usine d'embouteillage de la société NESTLE WATERS SUPPLY SUD et la Verrerie du Languedoc du groupe OWENS ILLINOIS situées sur le site PERRIER.

Une usine classé SEVESO se trouve à 2km de Vergèze, il s'agit de l'usine Syngenta d'Aigues-Vives qui conçoit des produits phytosanitaires pour l'agriculture.



### **Risque lié au transport de matières dangereuses**

La commune de Vergèze est concernée par le risque lié au Transport de Matières Dangereuses supporté par la RN 113. Ce flux de matières dangereuses transportées est généré par la position géographique du territoire entre l'Espagne, l'Italie et l'Europe du Nord.

La commune est également traversée par une canalisation de transport de gaz naturel haute pression. Ces ouvrages présentent des risques et sont susceptibles, par perte de confinement accidentelle suivie de l'inflammation, de générer des risques très importants pour la santé ou la sécurité des populations voisines.

Canalisation	DN	(1) Catégorie	PMS (bar)	(2) Zone de dangers très graves (m)	(2) Zone de dangers graves (m)	(2) Zone de dangers significatifs (m)
DN 400 artère du Languedoc	400	A	67,7	105	150	190

A ce titre, il est indiqué pour chaque zone de dangers, les modalités suivantes :

- Dans la zone d'effets létaux significatifs (zone de dangers très graves pour la vie humaine), c'est-à-dire à moins de 105 m de la canalisation, soient proscrits les Etablissements Recevant du Public de plus de 100 personnes.
- Dans la zone d'effets létaux (zone de dangers graves pour la vie humaine), c'est-à-dire à moins de 150 m de la canalisation, soient proscrits les Etablissements Recevant du Public de la 1ère à 3ème catégorie (de plus de 300 personnes), les immeubles de Grande Hauteur et les Installations Nucléaires de Base.

Dans la zone de dangers significatifs, c'est-à-dire à moins de 190 m de la canalisation, GRTgaz Région Rhône Méditerranée soit consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

### **L'exposition au radon**

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches.

Le radon est présent partout : dans l'air, le sol, l'eau. Le risque pour la santé résulte toutefois pour l'essentiel de sa présence dans l'air.

Dans l'air extérieur, le radon se dilue rapidement et sa concentration moyenne reste généralement faible.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées.

Suite à une campagne nationale de mesures du radon dans des locaux, il est conclu que le département du Gard n'est pas considéré comme un département prioritaire face au risque Radon. Cependant, même si l'exposition au radon est en moyenne plus faible, elle n'est néanmoins pas à négliger.

La commune de Vergèze est concernée par les risques liés au radon de niveau 2.

### **Risque de rupture d'un barrage**

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs du Gard et le site internet Primnet, la commune de Vergèze n'est pas concernée par le risque de rupture de barrage.

### **Risque nucléaire**

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs du Gard, la commune de Vergèze n'est pas concernée par un risque nucléaire.

## **5.5. Scénario tendanciel et enjeux**

	Situation actuelle	Tendance au fil de l'eau
Risques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un risque inondation très présent sur le territoire et présent à proximité immédiate de la ville</li> </ul>	

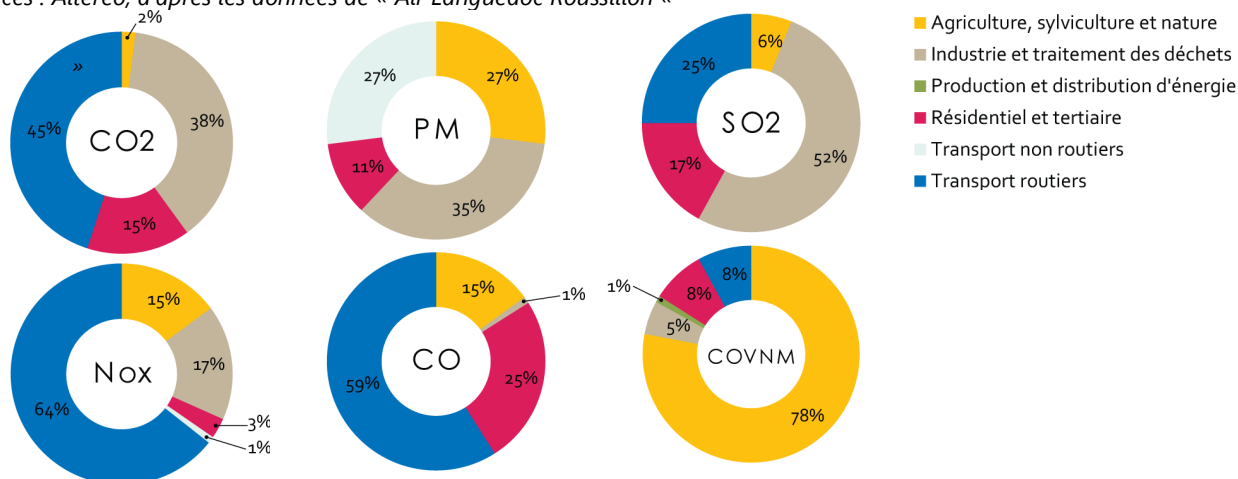
## 6. POLLUTIONS ET NUISANCES

### 6.1. Qualité de l'air

L'analyse des émissions de polluants atmosphériques se base sur les données disponibles pour la zone Sommières et Lunellois sur le site internet de l'association Air Languedoc Roussillon dont la commune fait partie. Il n'existe pas de données à l'échelle de la commune.

Part des émissions de polluants atmosphériques par secteur

Sources : Altereo, d'après les données de « Air Languedoc Roussillon »



#### Une qualité de l'air moyenne soumise à de nombreux facteurs de pollution

La qualité de l'air en région Languedoc Roussillon est surveillée par le réseau de stations de mesures de l'association Air Languedoc-Roussillon. La présente analyse repose sur la dernière campagne de mesure pour la Zone Sommières et Lunellois en 2007, disponible sur le site internet de l'association.

Intégrée à la zone d'analyse Sommières et Lunellois, la commune de Vergèze n'est pas une grande émettrice de polluants atmosphériques. Toutefois, sa proximité avec les grandes infrastructures de transports et les industries l'expose à de nombreux polluants : dioxyde de carbone, oxydes d'azotes, monoxyde de carbone, composé organique volatil non méthanique (COVNM), dioxyde de soufre et les particules en suspension (PM). Au vu des données disponibles auprès de l'association Air Languedoc Roussillon, la zone Sommières et Lunellois émet entre 2% et 4% des polluants atmosphériques.

Emissions de polluants atmosphériques sur la zone Sommières et Lunellois

Sources : Altereo d'après les données du site internet Air Languedoc Roussillon

	CO2	Nox	PM	CO	SO2	COVNM
En kt (eq.CO2)	586,00	586,00	0,732	3	0,207	4
En t/hab (eq.CO2)	6	24	0,007	0,034	0,002	0,037
En t/ha (eq.CO2)	12	49	0,015	0,069	0,004	0,075
% de la région	4	4	3	3	2	3

Les secteurs des transports et l'industrie sont les deux principaux émetteurs de polluants, hors composé organique volatil non méthanique qui sont essentiellement d'origine agricole. Sur la commune de Vergèze, il est possible de supposer, au vu de l'occupation du sol actuelle, que les principales sources d'émission de polluants sont :

- le secteur agricole : les COVNM ;
- le secteur résidentiel : les CO (monoxyde de carbone) ;

- les transports : le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le dioxyde de soufre (NO<sub>x</sub>), le monoxyde de carbone (CO) et le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) ;
- l'industrie : le dioxyde de soufre (NO<sub>x</sub>), les particules en suspension (PM), le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>).

Les multiples sources de pollutions se combinent avec les effets du climat méditerranéen. De faibles précipitations et un fort ensoleillement favorisent l'accumulation de polluants dans l'air, en particulier l'ozone pouvant générer des épisodes de pollutions récurrents chaque été. D'autre part, les masses d'air polluées, en particulier l'ozone et ses précurseurs, se déplacent sous l'influence des vents dominants.

Un réseau national de surveillance aérobiologique est en place sur l'intégralité du territoire français depuis 1996, et permet de garantir un suivi du contenu de l'air en particules biologiques pouvant avoir une incidence sur le risque allergique pour la population. Le changement climatique a des répercussions inévitables sur la pollinisation : augmentation de la période pollinique et augmentation des concentrations de pollen dans l'air. Les pollens sont responsables de l'apparition, de l'évolution et de l'aggravation d'une partie non négligeable des maladies asthmatiques. Dans la région de Nîmes, les principaux pollens mis en cause sont ceux des Noisetiers, Cyprès, Thuyas, Genévriers et Frênes.

Il est également à noter que la Verrerie du Languedoc de Vergèze fait l'objet d'une surveillance des métaux depuis 2009. En effet, cette société, adhérente d'AIR LR, exploite une usine de fabrication de bouteilles en verre au lieu-dit «Les Bouillens», sur la commune de Vergèze, à 2,5 km environ du centre-ville. L'usine jouxte celle de la société NWS-Perrier (embouteillage). Elle dispose d'un four dont les effluents atmosphériques sont traités par un filtre à manche, avant d'être émis par le conduit d'une cheminée d'une trentaine de mètres de hauteur.

L'ozone (O<sub>2</sub>) apparaît chaque année comme le polluant atmosphérique le plus problématique sur la région notamment en zone périurbaine et au cours de la période estivale durant laquelle les conditions sont les plus favorables à sa formation.

## **6.2. Qualité de l'eau et de l'assainissement**

La qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles a été détaillée dans les chapitres II.1.4 et II.1.5.

La qualité des eaux montre une pollution aux nitrates (paramètre déclassant par rapport à la norme relative à l'alimentation en eaux potables). La teneur en nitrates dépasse 50 mg/l, sur de nombreux secteurs de la nappe de la Vistrenque. La nappe de la Vistrenque est inventoriée au titre des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole (Directive du 12 décembre 1991 du Conseil des Communautés Européennes).

Toutefois, la nappe de la Vistrenque fournit en général des eaux de bonne qualité, tant du point de vue bactériologique que chimique. Les teneurs en nitrates supérieures aux normes de potabilité ne sont que locales, aux niveaux où les cailloutis affleurent au contact de zones maraîchères.

## **6.3. Gestion des déchets**

La Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle gère la collecte des déchets. La compétence traitement a été déléguée au Syndicat Mixte Entre Pic et Etang (SMEPE), à cheval sur les départements du Gard et de l'Hérault.

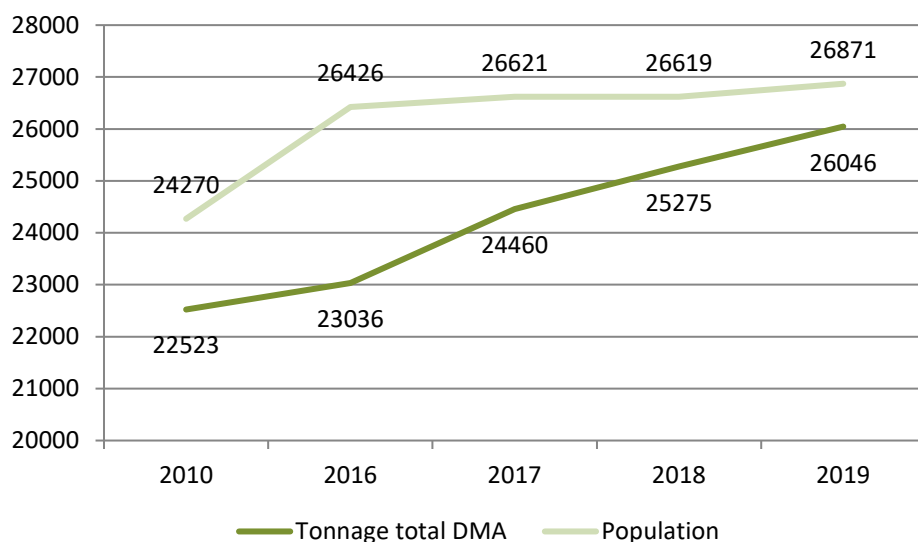
### ***Une production de déchets ménagers importante et en hausse***

La population intercommunale ne cesse de croître et la production de déchets ménagers assimilés par habitants est également en légère augmentation. Entre 2011 et 2019, la quantité de DMA a augmenté de **3,3%** sur le territoire intercommunal. La Communauté de Communes produit 969 kg/ha/an, dont 656 kg/hab de déchets occasionnels et 313 kg/hab/an d'ordures ménagères et assimilées.

Evolution comparé de la quantité de déchets ménagers et assimilés et de la population de la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle entre 2010 et 2019

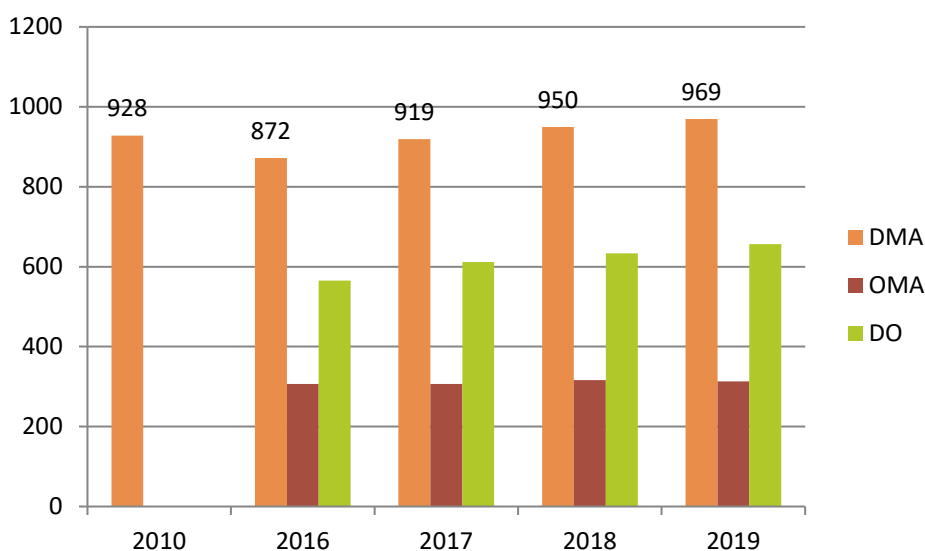


Sources : Altereo, d'après les données du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets de la communauté de communes Rhône Vistre Vidourle



Evolution de la quantité de déchets ménagers assimilés sur la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle entre 2010 et 2019 en kilogramme par habitant

Sources : Altereo, d'après les données du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets de la communauté de communes Rhône Vistre Vidourle

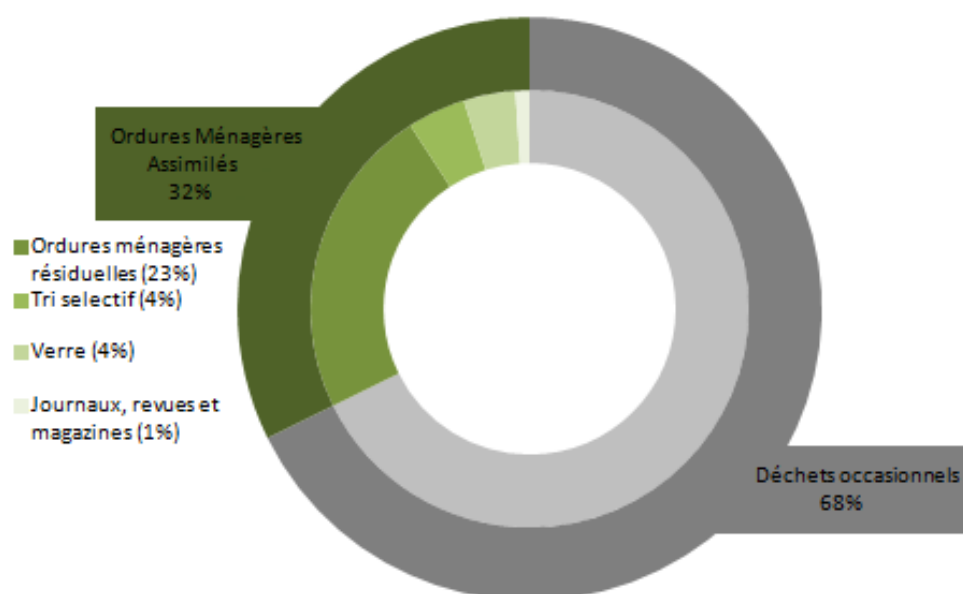


Déchets ménagers et assimilés			
Déchets produits par les ménages et les activités économiques collectés par le service public d'élimination des déchets			
Déchets de la collectivité	Déchets occasionnels	Déchets de "routine" = ordures ménagères et assimilées	
		• Déchets collectés en mélange (poubelles ordinaires) = Ordures ménagères résiduelles	• Déchets collectés séparément, soit en porte à porte, soit en apport volontaire (emballages, déchets fermentescibles, verre...)
Déchets des espaces verts publics	Encombrants, déchets verts, déblais et gravats...		
Déchets de voirie, marchés			
Déchets de l'assainissement (boue d'épuration)			

Toutefois, seulement 32% des DMA produites sur le territoire intercommunal sont des ordures ménagères assimilées dont 224 kg/hab/an d'ordures ménagères résiduelles (OMR), 42 kg/hab/an de déchets collectés sélectivement, 37 kg/hab/an de verre et 10 kg/hab/an de journaux, revues et magazines (JRM).

#### Répartition des déchets collectés sur l'ensemble du territoire de l'intercommunalité

Sources : Altereo, d'après les données du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets de la communauté de communes Rhône Vistre Vidourle



Les services de la Communauté de Communes offrent des services variés pour l'ensemble des communes membres : collecte dont une collecte en porte-à-porte (PAP), et point d'apport volontaire. La collecte sélective (verre) sur la commune est assurée par la Communauté de Communes sous la forme de point d'apport volontaire.

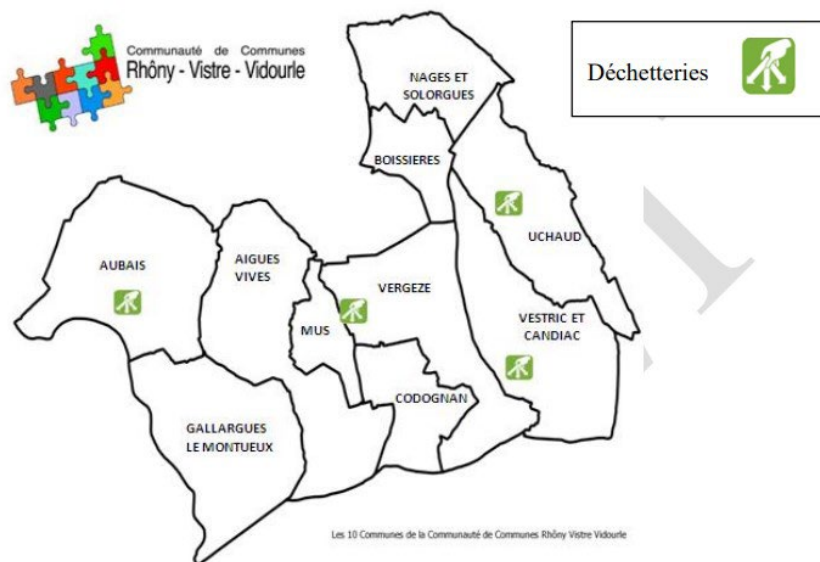
Contrairement aux tendances générales, la collecte de déchets sélectifs par les services de la Communauté de Communes diminue alors que la population croît considérablement.

Sur le territoire communal, de nombreux sites d'apport volontaires sont identifiés. Ils participent au recyclage du verre, des textiles et du papier (journaux, revues et magazines). Concernant le tri sélectif, la commune de Vergèze dispose de poubelles jaunes destinées à la collecte des éléments en métal, en carton et en plastique. Concernant la collecte des végétaux et des encombrants, deux collectes sont organisées par mois et assurées par les services techniques.

#### **Une gestion des déchets intercommunale**

La gestion des déchets, dont dépend la commune de Vergèze, est organisée par un réseau de collecte et tri efficient et effectif sur l'ensemble du territoire intercommunal. Il est organisé autour de quatre déchèteries, soit en moyenne un équipement pour 6 712 habitants. Ces équipements permettent aux particuliers, mais aussi aux artisans et commerçants, de déposer des déchets volumineux qui ne peuvent pas être collectés lors de la collecte d'ordures ménagères. Ces déchets sont ensuite traités selon deux modes : le recyclage matière et organique ou l'incinération et le stockage.

Le traitement des déchets est une compétence que l'intercommunalité a déléguée au Syndicat Mixte Entre Pic et Etang.



## 6.4. Pollution des sols

Les bases de données nationales Basias et Basol recensent les informations disponibles sur les sites pollués et potentiellement pollués.

Basias inventorie l'ensemble des sites industriels et de service, abandonnés ou non, susceptibles d'avoir laissé des installations ou des sols pollués, tandis que Basol recense seulement les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

La base de données Basias recense 15 sites industriels sur la commune de Vergèze dont 2 ont terminé leur activité. Le principal site industriel de la commune est la société Nestlé Perrier Vittel.

Il n'y a pas de site recensé sur la base Basol, même pour les communes voisines.

## 6.5. Bruit

Le bruit est perçu comme la principale source de nuisance de leur environnement pour près de 40 % des français. La sensibilité à cette nuisance, qui apparaît très subjective, peut provoquer des conséquences importantes sur la santé humaine (troubles du sommeil, stress...).

Les principales sources sonores sur la commune sont la circulation sur l'axe autoroutier (A9), les axes routiers (RN 113, RD1, RD 139) et la voie ferrée.

Le site industriel de Perrier est également générateur de bruit mais celui-ci n'est que peu ressenti car éloigné des habitations.

### **Les transports routiers : principale origine du bruit à Vergèze**

La classification sonore des axes routiers définit, pour les futurs bâtiments de types habitations, enseignement, santé et hôtel situés dans ces secteurs affectés par le bruit, un isolement acoustique minimal des constructions.

Le territoire est traversé par l'autoroute A9, infrastructure de catégorie 1. La largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure est de 300m.

Les routes départementales qui traversent le territoire sont classées en catégorie 3. La largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure est de 100m.

La route nationale est classée en catégorie 3 sauf au niveau du giratoire ouest où elle est classée en catégorie 2 avec un secteur affecté de 250m.

Cet axe fait l'objet d'une Carte de Bruit Stratégique de la RN113 (Arrêté n°2012-321-0014 portant approbation des cartes de bruit des routes nationales suivantes : RN86, RN106, RN113, RN580 sur le territoire du département du Gard).

### ***Une commune bénéficiant de lieux calmes***

Outre aux abords des principales routes, la commune de Vergèze dispose d'un environnement où l'ambiance sonore est relativement calme. Les « zones calmes », notion introduite par la Directive européenne relative aux cartes de bruit, sont définies selon plusieurs caractéristiques : les zones dont l'ambiance sonore est calme (inférieure à 55 dB(A)), les zones naturelles protégées ou non, les zones agricoles, ou encore les espaces verts et de détente en agglomération. Ces espaces sont ainsi déterminés afin de les préserver et de les mettre en l'état.

Les zones éligibles au titre de « zones calmes » de la commune de Vergèze concernent essentiellement le périmètre ZNIEFF et le site Natura 2000 ainsi que les espaces verts. Ces zones participent à donner un cadre de vie agréable et doivent à minima ne pas être dégradées.

### ***Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement***

Un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) a été mis en place dans le département du Gard. Son objectif est de définir des mesures préventives et/ou curatives pour traiter les situations des bâtiments sensibles recensés sur les infrastructures de transport terrestre. Le plan localise des zones bruyantes et des points noirs de bruit. Les infrastructures l'A9, de la RN113 et la voie ferrée sont identifiées au sein de ce plan.

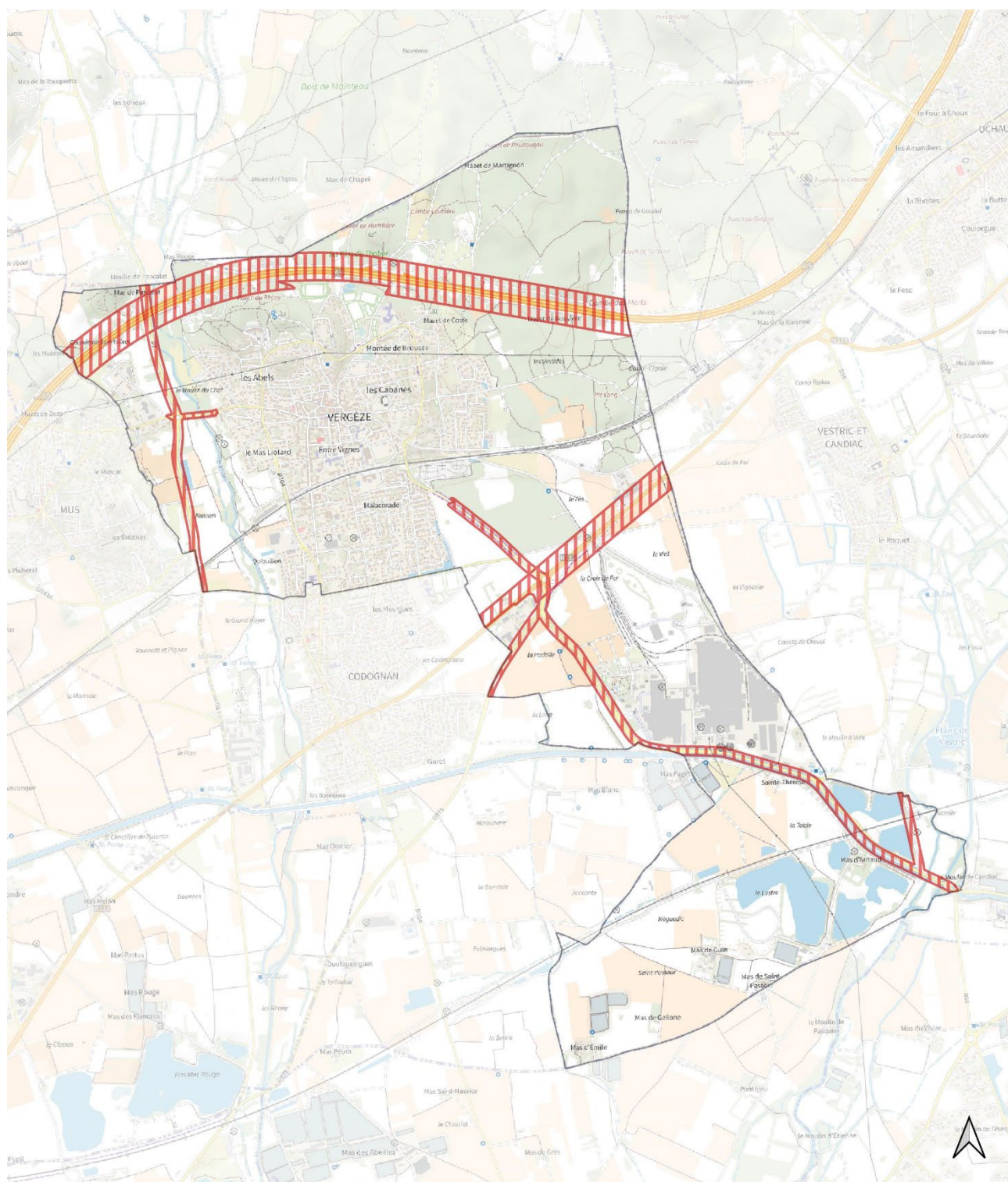
### ***Loi Barnier***

La commune est soumise à la loi Barnier le long de l'A9, ainsi que le long de la RN113. En effet, elle est concernée par la liste des routes à grande circulation, fixée par le décret no2009-615 du 3 juin 2009, modifié par le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010. La loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, dite loi Barnier, a introduit les articles L.111-6 à L.111-10 (ancien L.111-1-4) dans le code de l'urbanisme, dont les dispositions visent à améliorer la maîtrise du développement urbain le long des voies les plus importantes en édictant un principe d'inconstructibilité en dehors des espaces urbanisés de la commune, de part et d'autre des axes routiers à grande circulation (autoroutes, routes express et leurs déviations, routes classées à grande circulation).

Le code de l'urbanisme stipule que « En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. » (article L.111-6 du CU).

En vertu de l'Amendement Dupont (article L111-8) « *Le plan local d'urbanisme peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L.111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages* ».





 Marges de reculs et secteurs soumis à la loi Barnier

0 0.5 1 km

## 6.6. Emissions lumineuses

La pollution lumineuse désigne la dégradation de l'environnement nocturne par émission de lumière artificielle entraînant des impacts importants sur les écosystèmes (faune et flore) et sur la santé humaine suite à l'artificialisation de la nuit. Les conséquences de la pollution lumineuse sont multiples :

- dégradation de la santé et du confort des habitants par l'augmentation de lumière intrusive ;
- éblouissement des usagers de la route par des éclairages surpuissants ;
- morcellement des habitats naturels et rupture du continuum paysager et biologique ;
- perturbation des rythmes de vie des espèces, notamment de l'avifaune et des espèces nocturnes ;
- déséquilibre global de la chaîne alimentaire ; etc.

La commune de Vergèze est soumise à une pollution lumineuse relativement forte. L'urbanisation à proximité des grandes infrastructures routières entre les deux agglomérations de Nîmes et Montpellier, forme un secteur soumis à la pollution lumineuse.

### Carte de la pollution lumineuse sur la commune et ses environs

Source : Association AVEX

Légende de l'échelle visuelle AVEX :

**Blanc** : Pollution lumineuse très puissante et omniprésente. Typique des très grands centres urbains et grande métropole régionale et nationale.

**Magenta** : 50-100 étoiles visibles, les principales constellations commencent à être reconnaissables.

**Rouge** : 100-200 étoiles : les constellations et quelques étoiles supplémentaires apparaissent.

**Orange** : 200-250 étoiles visibles, dans de bonnes conditions, la pollution est omniprésente, mais quelques coins de ciel plus noir apparaissent ; typiquement moyenne banlieue.

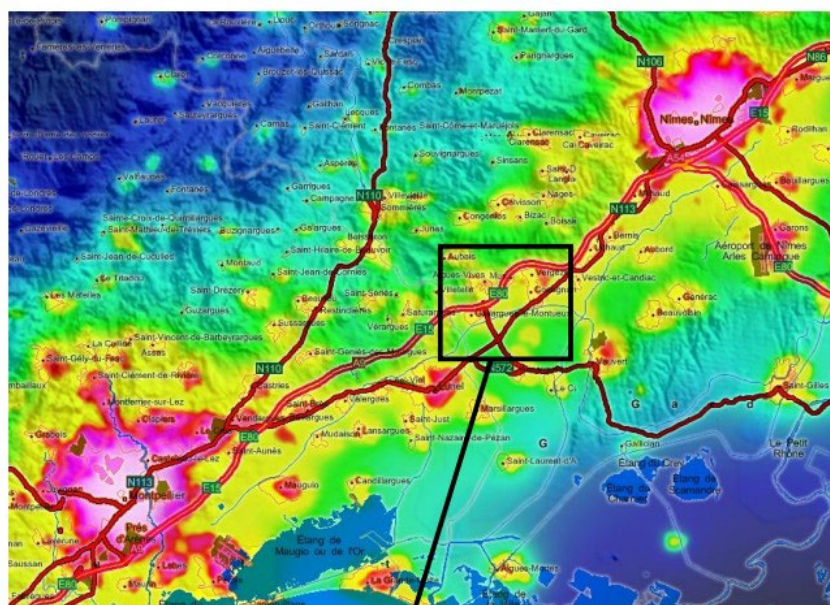
**Jaune** : 250-500 étoiles : Pollution lumineuse encore forte. Voie Lactée peut apparaître dans de très bonnes conditions.

**Vert** : 500-1000 étoiles : grande banlieue tranquille, faubourg des métropoles, Voie Lactée souvent perceptible, mais très sensible encore aux conditions atmosphériques, typiquement les halos de pollution lumineuse n'occupent qu'une partie du ciel et montent à 40-50° de hauteur.

**Cyan** : 1000-1800 étoiles : la Voie Lactée est visible la plupart du temps (en fonction des conditions climatiques) mais sans éclat, elle se distingue sans plus.

**Bleu nuit** : 3000-5000 : Bon ciel : Voie Lactée présente et assez puissante, les halos lumineux, très lointains et dispersés, n'affectent pas notablement la qualité du ciel.

**Noir** : + 5000 étoiles visibles, plus de problème de pollution lumineuse décelable à la verticale sur la qualité du ciel. La pollution lumineuse ne se propage pas au-dessus de 8° sur l'horizon.



	Situation actuelle	Tendance au fil de l'eau
Risques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence d'infrastructures bruyantes sur le territoire</li> </ul>	



## 7. SYNTHES DES ENJEUX TERRITORIAUX

### 7.1. Milieux physiques

	Atouts / Opportunités	Contraintes / Menaces	Enjeux
<b>Milieux physiques</b>	Présence de l'eau sous différentes formes	Un taux d'artificialisation du sol important	<b>Maîtriser l'artificialisation des sols</b>
	Un climat méditerranéen attractif		<b>S'adapter au changement climatique</b>

### 7.2. Milieux naturels et biodiversité

	Atouts / Opportunités	Contraintes / Menaces	Enjeux
<b>Périmètres d'inventaire et de protection</b>	Un patrimoine naturel remarquable caractérisé par une mosaïque de milieux diversifiés : garrigues, espaces agricoles, zones humides...		<b>Maintenir et rechercher une activité agricole favorable à la biodiversité et respectueuse de l'environnement</b>
<b>Zones humides</b>	Une présence de zones humides importante abritant une biodiversité remarquable identifiée comme réservoirs de biodiversité		<b>Préserver le réseau hydrographique et les milieux annexes (ripisylves), ainsi que des zones humides</b>
<b>Espèces exotiques envahissantes</b>		Des espèces exotiques envahissantes présentes sur le territoire	<b>Limiter le développement de nouvelles espèces invasives et la maîtrise de celles déjà présentes</b>
<b>Continuités écologiques</b>	Une TVB qui identifie les milieux remarquables en tant que réservoir de biodiversité  Des milieux relais favorables au déplacement	Des éléments fragmentant le territoire et les continuités écologiques (routes, voies ferrées, espaces urbanisés...)	<b>Préserver la mosaïque de milieux remarquables, support de la trame verte et bleue et de la fonctionnalité écologique du territoire</b>



	des espèces (espaces agricoles, espaces de fonctionnalité des cours d'eau, haies, arbres...)		<b>Préserver les éléments arborés support des continuités écologiques</b>
--	--	--	---

### 7.3. Paysage, patrimoine et cadre de vie

	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes /Menaces</b>	<b>Enjeux</b>
<b>Patrimoine paysager</b>	<p>Une diversité des paysages et d'espaces propices aux activités de plein air</p> <p>Boisement remarquable de Garrigue au nord-ouest de la commune</p>	Des plaines agricoles morcelées par l'implantation d'activités économiques	<p><b>Mettre en valeur et aménager les espaces naturels remarquables (plaine du Rhône, Garrigues, lacs)</b></p> <p><b>Accorder un soin particulier aux franges urbaines</b></p> <p><b>Maîtriser le mitage de la plaine agricole</b></p>
	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes /Menaces</b>	<b>Enjeux</b>
<b>Patrimoine culturel, historique et archéologique</b>	<p>Présence d'un monument historique en plein cœur de ville : la tour Sarrazine</p> <p>Présence d'éléments bâtis et paysager remarquables</p>		<p><b>Adapter le périmètre de protection autour du monument historique à la réalité des co-visibilités</b></p> <p><b>Conserver le patrimoine bâti</b></p>

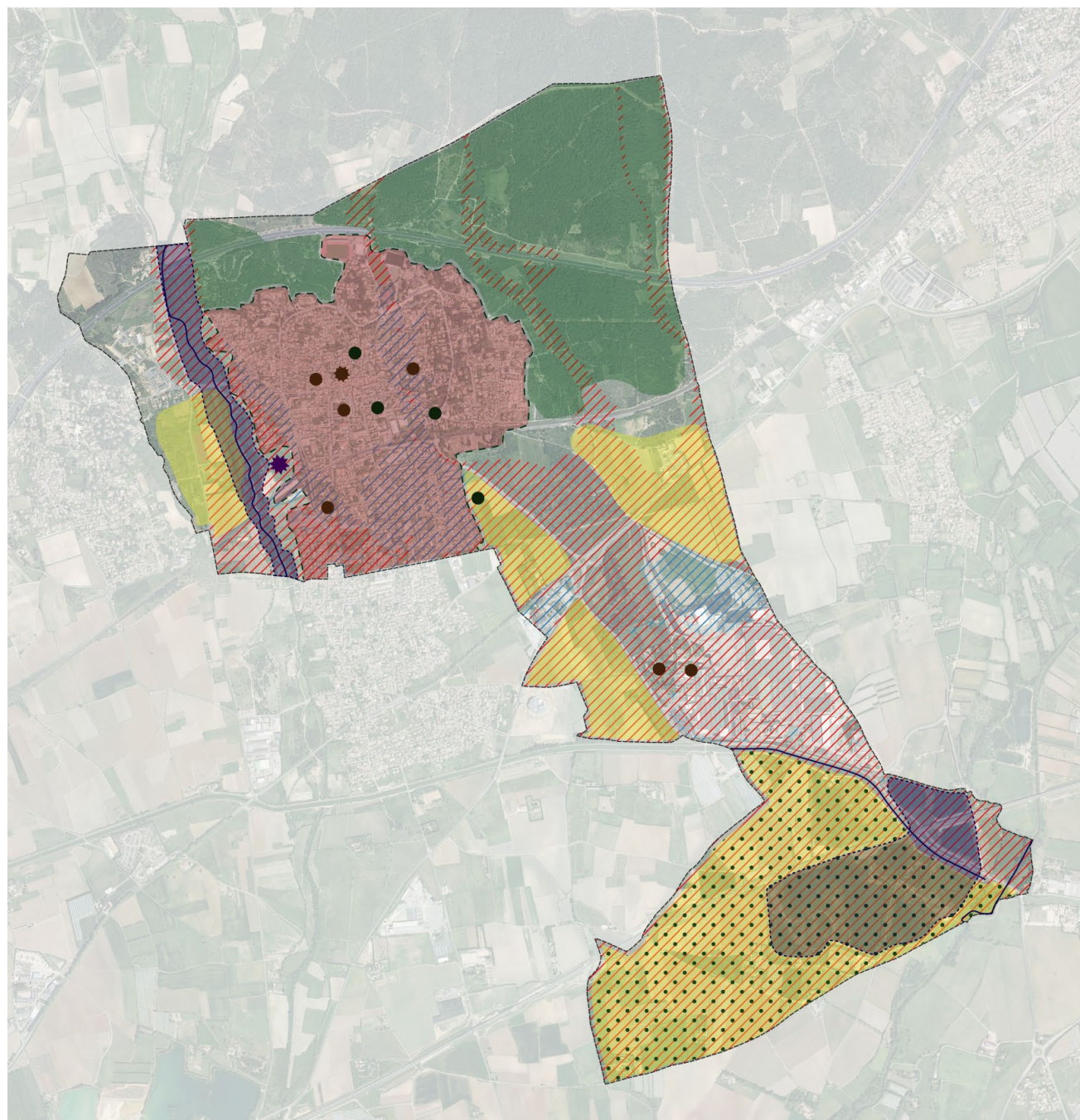
### 7.4. Gestion économe des ressources naturelles et énergie

	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes /Menaces</b>	<b>Enjeux</b>
<b>Ressource en eau</b>	<p>Des ressources en eau suffisante capable de répondre aux besoins actuels et futurs</p> <p>Un système d'épuration performant</p>		<b>Prévoir une croissance cohérente avec les ressources du territoire</b>
	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes /Menaces</b>	<b>Enjeux</b>

<b>Energies renouvelables</b>	Un potentiel de production d'énergie renouvelable solaire		<p><b>Prévoir un développement des énergies renouvelables respectueux du paysage</b></p> <p><b>Maîtriser la demande en énergie : promotion de la rénovation thermique des bâtiments et des modes de déplacements moins énergivores</b></p>
-------------------------------	---	--	--

## 7.5. Effet sur la santé humaine

	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes /Menaces</b>	<b>Enjeux</b>
<b>Risques naturels et technologiques</b>		<p>Un risque inondation très présent sur le territoire et présent à proximité immédiate de la ville</p> <p>Un risque feu de forêt présent sur la partie nord du territoire</p>	<p><b>Mettre en œuvre une réglementation adaptée au risque feu de forêt sur le territoire</b></p> <p><b>Intégrer entièrement le PPRI dans le PLU et mettre en cohérence les dispositions réglementaires</b></p>
	<b>Atouts / Opportunités</b>	<b>Contraintes /Menaces</b>	<b>Enjeux</b>
<b>Pollutions et nuisances</b>		<p>Présence d'infrastructures bruyantes sur le territoire</p> <p>Une pollution lumineuse présente sur le territoire</p>	<p><b>Prendre en compte les contraintes liées au bruit dans le développement urbain de la ville</b></p> <p><b>Réglementer l'éclairage privé et rénover l'éclairage public de manière à en diminuer les impacts</b></p>



### Milieux physiques, naturels et biodiversité :

- • • Périmètre de protection (ZNIEFF et Natura 2000)
- Maîtriser l'artificialisation des sols
- Favoriser une activité agricole favorable à la biodiversité et respectueuse de l'environnement
- Préserver le réseau hydrographique et les milieux annexes (ripisylves), ainsi que des zones humides
- Maintenir la trame verte et bleue en préservant la mosaïque de milieux remarquables

### Paysage, patrimoine et cadre de vie :

- Mettre en valeur et aménager les espaces naturels remarquables
- Accorder un soin particulier aux franges urbaines
- Maîtriser le mitage de la plaine agricole
- ★ Adapter le périmètre de délimitation des abords du monument historique en cohérence avec la réalité urbaine
- Patrimoine bâti et ● patrimoine paysager remarquable

### Gestion économe des ressources naturelles et énergie :

- ★ Prévoir un développement des énergies renouvelables respectueux du paysage
- Maîtriser la demande en énergie : promotion de la rénovation thermique des bâtiments et des modes de déplacements moins énergivores

### Risques et nuisances :

- Mettre en œuvre une réglementation adaptée au risque feu de forêt sur le territoire
- Prendre en compte le risque inondation (PPRi)
- Prendre en compte les contraintes liées au bruit dans le développement urbain de la ville
- Réglementer l'éclairage privé et rénover l'éclairage public de manière à en diminuer les impacts

0 250 500 750 1 000 m



# PLU

Plan Local d'Urbanisme

**VERGEZE**



## **I. RAPPORT DE PRESENTATION**

### **I.3. JUSTIFICATION DES CHOIX ET EVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

*Dossier d'approbation – 25 janvier 2024*



Plan Local d'Urbanisme de Vergèze	
Nom du fichier	Tome I.3. Justifications et choix et évaluation environnementale
Version	17 janvier 2024
Rédacteur	Adèle Chaize-Riondet, Virginie Rutesch
Vérificateur	Benjamin Pesquier
Approbateur	Benjamin Pesquier

## Table des matières

<b>I. Justifications des choix</b>	<b>5</b>
<b>1. Exposé des choix retenus pour établir le PADD</b>	<b>6</b>
1.1. La construction d'un projet communal : le PADD	6
1.1. Un projet pour affirmer et mettre en valeur la centralité	9
1.2. Un développement démographique maîtrisé pour répondre aux besoins futurs en logements	9
1.3. Des orientations compatibles avec les contraintes et les ressources du territoire	13
1.4. Des orientations en faveur du développement économique du territoire	14
1.5. Des orientations pour soutenir le dynamisme social et faciliter les déplacements	15
1.6. Préservation et mise en valeur des paysages et du patrimoine bâti	15
1.7. Protection et valorisation des espaces à forte valeur écologique et en particulier la trame « bleue » en lien avec l'identité de la ville	16
<b>1. Exposé des motifs de délimitation des zones et des règles qui s'y appliquent</b>	<b>17</b>
Principes généraux	17
Principes de définition des zones	19
Analyse de la consommation d'espaces agricoles et naturels projetée	51
Dispositions en faveur de la lutte contre l'étalement urbain	54
<b>II. Articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme, plans et programmes</b>	<b>57</b>
Les documents de rang supérieur avec lequel le PLU doit s'articuler	58
Compatibilité avec le SCoT Sud Gard	59
Articulation du PLU avec le projet de SRADDET Occitanie	64
Compatibilité avec le SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières	68
<b>III. Evaluation environnementale</b>	<b>71</b>
<b>1. Préambule</b>	<b>72</b>
Contexte réglementaire	72
Le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement	72
Un projet communal : le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)	72
Une évaluation environnementale fondée sur des outils à la fois stratégiques et opérationnels	73
Une démarche environnementale de co-construction itérative	74
<b>2. Analyse synthétique de l'état initial de l'environnement</b>	<b>75</b>
1. Analyse des composantes environnementales	75
2. Scénario « fil de l'eau »	83

### 3. Evaluation de la mise en œuvre du projet communal sur l'environnement 86

- 3. Le projet communal établi dans le cadre du PADD 86
- 4. Analyse comparative des incidences entre le projet communal et le scénario fil de l'eau 87
- 5. Synthèse des incidences de la mise en œuvre du projet communal sur l'environnement 93

### 4. Analyse des incidences notables prévisibles 95

- 1. Synthèse des incidences du PLU sur l'environnement 95
- 2. Incidences du projet de PLU sur le réseau Natura 2000 115

### 5. Mesures visant à éviter, réduire ou à compenser les incidences du PLU sur l'environnement 118

### 6. Dispositif de suivi 122

## I. JUSTIFICATIONS DES CHOIX

---



# 1. EXPOSE DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD

---

## 1.1. La construction d'un projet communal : le PADD

### Rappel des objectifs de la révision du PLU

La commune de Vergèze était dotée d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) depuis 2005.

La délibération du 28 janvier 2021 de la démarche de révision du PLU a pour objectifs :

- **D'assurer le développement et l'équilibre**

Le PLU détermine les conditions permettant d'assurer l'équilibre entre :

- Le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural,
- La préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages.

- **De développer la diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale**

Le PLU doit prévoir des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, d'activités sportives, culturelles et d'intérêt général et d'équipements publics.

- **De protéger le territoire**

Le PLU doit assurer une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains et ruraux, la préservation des milieux, des sites et des paysages naturels ou urbains, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

### La mise à jour du projet communal

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est un document de synthèse exprimant les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme qui concernent l'organisation du territoire communal, aussi bien pour les espaces urbanisés ou à urbaniser, que pour l'environnement naturel, agricole et pour les paysages.

Conformément à l'article L.151.5 du Code de l'Urbanisme, modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014 : « Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Le projet d'aménagement et de développement durables arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

En réponse à ces objectifs, le rôle du PADD de la commune est de favoriser un développement maîtrisé qui permet la croissance démographique et un confortement du tissu économique local, tout en limitant ses impacts, en préservant la qualité de vie, l'environnement et les paysages de la commune.

Le projet communal est également basé sur l'équilibre des trois piliers du développement durable :

- Préservation de l'environnement,
- Développement économique mesuré et gestion de ses implications,
- Réponse aux besoins sociaux de la population locale.

Le PADD a été débattu en conseil municipal le 17 mai 2022 conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme.

### Une cohérence du projet avec les enjeux issus du diagnostic

Le diagnostic territorial ainsi que l'état initial de l'environnement, établis dans le cadre du PLU, ont permis de dégager les principaux enjeux identifiés sur le territoire communal.

Ces enjeux ont servi de base pour concevoir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU.

ENJEUX TERRITORIAUX	
<b>Démographie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maîtriser l'accueil de la nouvelle population en tenant compte des capacités d'accueil du territoire.</li> </ul>
<b>Habitat/Logements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renouveler et diversifier le parc de logement pour s'adapter aux besoins actuels et futurs.</li> </ul>
<b>Economie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagner la diversification des emplois.</li> <li>• Maintenir les emplois sur la commune.</li> </ul>
<b>Fonctionnement du territoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Anticiper les futurs besoins en équipements.</li> <li>• Prévoir les aménagements nécessaires à l'évolution des équipements.</li> </ul>
<b>Analyse urbaine et foncière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limiter l'étalement urbain.</li> <li>• Développer la ville à l'aide du renouvellement urbain.</li> <li>• Faire la ville sur la ville.</li> </ul>

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	
<b>Patrimoine écologique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir une activité agricole tout en la rendant respectueuse de l'environnement et de la biodiversité.</li> <li>• Préserver le réseau hydrographique et valoriser la ressource en eau importante pour l'identité du territoire.</li> <li>• Préserver le fonctionnement des trames vertes et bleues.</li> <li>• Préserver les différents types d'habitats naturels présents sur le territoire.</li> </ul>
<b>Patrimoine paysager</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en valeur les espaces naturels remarquables.</li> <li>• Préserver les paysages agricoles et naturels en limitant l'étalement urbain.</li> </ul>
<b>Ressources naturelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévoir un développement des énergies renouvelables sur le territoire tout en respectant le paysage.</li> <li>• Maîtriser la demande énergétique du territoire en encourageant les pratiques et les travaux conduisant à une baisse de la demande énergétique.</li> </ul>

<b>Risques majeures</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La commune entend mettre en place une politique de lutte contre les différents risques présents sur son territoire. Elle compte également sensibiliser sa population à la présence de ces derniers.</li> </ul>
<b>Nuisances</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En renforçant la polarité des transports, la commune réduit les nuisances engendrées par le trafic automobile en centre-ville.</li> <li>• En développant de nouvelles voies de mobilité douces, la commune veut réduire les nuisances dues au trafic automobile notamment dans le centre-ville.</li> </ul>

Les grandes familles d'enjeux du diagnostic ont été hiérarchisées et déclinées pour structurer et proposer un PADD qui s'organise autour de trois axes stratégiques, eux-mêmes déclinés en objectifs et actions à mettre en œuvre.

Le PADD s'articule autour de 3 axes :

- **AXE 1** : Conforter le rôle de centralité et prévoir une croissance cohérente avec les enjeux environnementaux et les risques ;
- **AXE 2** : Assurer un dynamisme économique local et social ;
- **AXE 3** : Préserver le cadre de vie et valoriser le patrimoine naturel, bâti et paysager.

## 1.1. Un projet pour affirmer et mettre en valeur la centralité

### Constat et enjeux du diagnostic

La commune de Vergèze souffre aujourd'hui de l'étalement urbain et de l'exode de son centre-ville. Avec un taux de vacance de plus de 20% des commerces du centre-ville et le manque d'activité économique (2/3 des services pour seulement 1/3 de commerce) le centre-ville n'est plus dynamique. Il souffre également de difficulté d'accès et de problème de signalétique.

**01 : Affirmer la centralité et mettre en valeur le centre urbain**

Le projet communal traduit donc la volonté de mettre en valeur le centre urbain de la commune en limitant l'étalement urbain, en développant la ville à l'aide du renouvellement urbain et en développant de nouvelles voies de mobilités douces pour réduire les nuisances engendrées par le trafic automobile dans le centre-ville.

## 1.2. Un développement démographique maîtrisé pour répondre aux besoins futurs en logements

### Constat et enjeux du diagnostic

La commune de Vergèze connaît une croissance démographique constante marquée par des accélérations périodiques. Entre 1982 et 1990, la croissance moyenne de la commune était de 2,6%. Entre 2007 et 2012, elle passe à 4,2 %, cette période de croissance accrue est corrélée avec la construction de la ZAC Malacorade au sud de la ville. Depuis 2012, la croissance démographique est mesurée en moyenne à 1,3%.

Aujourd'hui, le SCoT Sud-Gard envisage une stabilisation de la croissance démographique sur le territoire autour de +1% par an. Le projet communal traduit la volonté d'accompagner le développement démographique au sein du premier axe du PADD.

**02 : Programmer une croissance démographique raisonnée et anticiper les besoins en logements**

**03 : Prévoir une extension limitée de l'urbanisation**

### Une croissance démographique raisonnée

La croissance démographique mesurée sur Vergèze entre 2012 et 2017 est de 1,3 % par an.

A l'horizon 2030, trois hypothèses de développement démographique peuvent être établies :

- Hypothèse 1 : croissance faible de 0,8 %/an.
- Hypothèse 2 : croissance modérée intermédiaire de 1 %/an.
- Hypothèse 3 : croissance proche de ce qui a été enregistré sur la période 2012/2017 de 1,3 %/an.

Pour répondre aux attentes du SCoT, la commune a retenu l'hypothèse 1, avec une croissance de 0,8% /an.

### Les mécanismes de consommation

Les mécanismes de consommation constatés au cours des périodes précédentes sur Vergèze, ainsi que les mouvements enregistrés sur l'ensemble de la France, démontrent qu'il est nécessaire de réaliser de nouveaux logements, pour assurer le maintien de la population actuelle.

En fonction des variations des résidences secondaires, des logements vacants et des hypothèses de desserrement, deux hypothèses de besoins en logements sont à prévoir :



Hypothèse basse		Hypothèse haute
25	Desserrement	70
-5	Logements vacants	-2
20	Besoins théoriques sur 15 ans	68

Pour anticiper le besoin en logements, la commune devra réaliser entre 20 et 69 logements pour maintenir sa population actuelle à l'horizon 2032.

## La réponse au besoin en logements

Les zones urbaines constructibles en vigueur avant la révision générale du PLU sont suffisante pour répondre au besoin en logements identifiés.

La construction des nouveaux logements va avant tout se faire à l'intérieur des espaces déjà urbanisés en densification des tissus existant par la mobilisation des dents creuses et les divisions parcellaires.

Deux parcelles plus vastes, propriété de la commune, situées en limite de l'urbanisation existante permettront de compléter la production de logements pour les 10 années à venir.

### ■ Le potentiel foncier identifié en phase diagnostic

En phase diagnostic, le potentiel foncier au sein de la zone urbaine avait été estimé à environ 7,05 ha après pondération en prenant en compte la probabilité de constructions de chaque parcelle en fonction des contraintes.

Hierarchisation	Surface théorique (ha)	Potentiel de logement théorique	Pondération	Surface pondérée (ha)	Potentiel de logement pondéré
Priorité 1	4,51	120	90%	4,06	108
Priorité 2	3,84	110	75%	2,88	82
Priorité 3	0,22	11	50%	0,11	5

Total des surfaces potentielles théoriques 8,57

**Total des surfaces potentielles pondérées 7,05**

Total logements potentiels théorique 241

**Total logements potentiels pondéré 195**

### ■ Le potentiel de densification en phase projet

En phase projet, une seconde estimation a été réalisée, en prenant en compte, d'une part, la disparition de certains terrains (constructions en cours) et d'autre part les choix effectués dans le projet pour faciliter la densification de certains quartiers (extension du secteur centre, redéfinition des différentes couronnes urbaines).

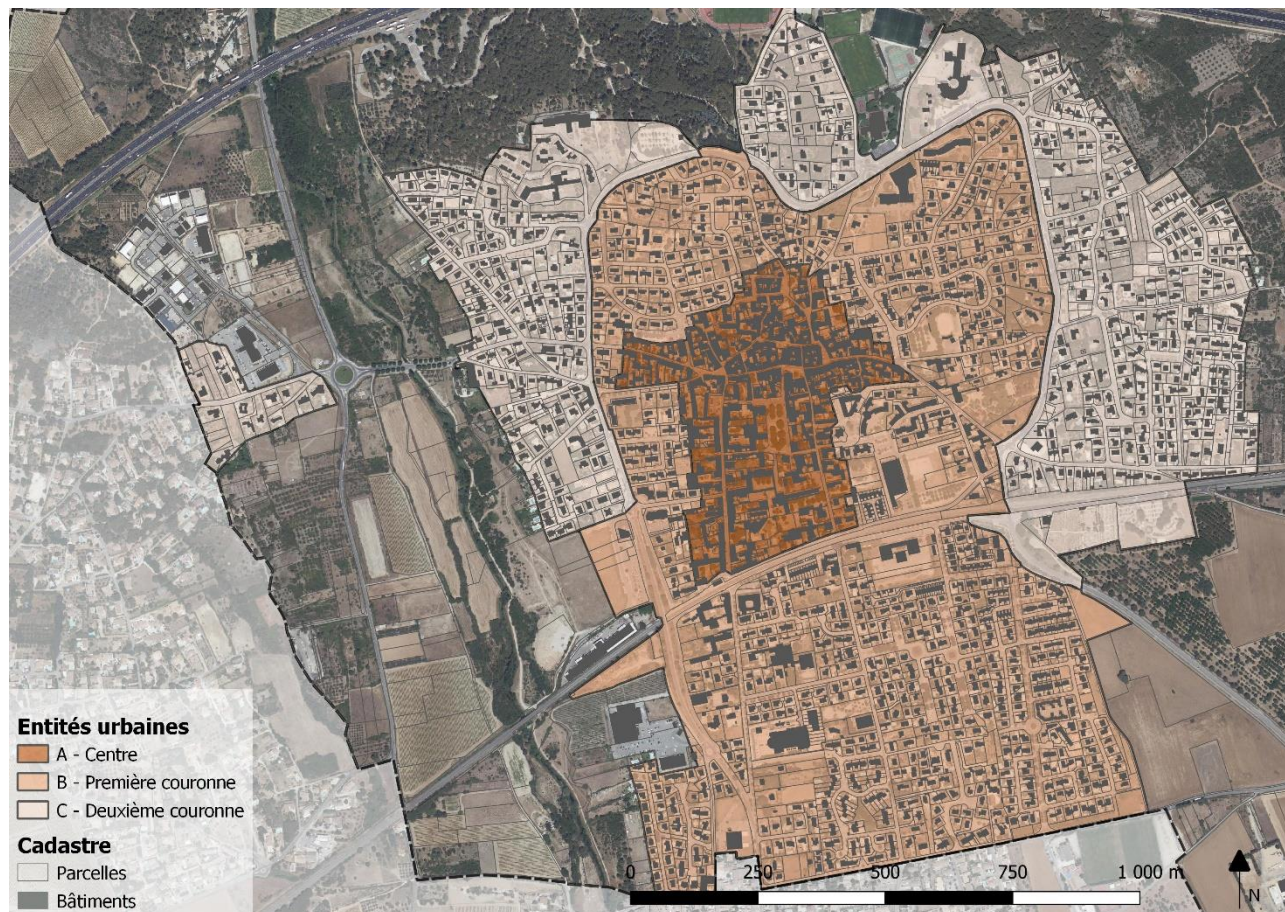
Ainsi, le nouveau zonage défini trois entités urbaines à vocation mixte :

- Le centre (zone UA), intégrant le quartier entre la rue neuve et la rue d'entre vignes, dans lequel une densification importante est envisageable (jusqu'à 100 logements / ha)

- la première extension (zone UB), intégrant l'intérieur des avenues périphériques et l'ensemble du secteur au sud de la voie ferrée, dans lequel une densification intermédiaire est possible (jusqu'à 30 logements / ha)
- la deuxième couronne (zone UC), au sein de laquelle la densification devra être plus maîtrisée (jusqu'à 25 logements / ha)

#### Vergèze : Présentation des entités urbaines retenues pour le projet de révision

Source : Altereo



Sur chacune de ses entités, des terrains disponibles ont été recherchés en accord avec la densité projetée. La densité cible des secteurs permet de définir une « parcelle cible » qui est la surface minimale des opportunités qui seront retenues.

Ainsi, dans le secteur A, les terrains de 100 m<sup>2</sup> sont comptabilisés tandis qu'il seront exclu du potentiel dans le secteur B, au sein duquel seule les opportunités de 330 m<sup>2</sup> ou plus seront retenues.

Entité urbaine		Densité actuelle	Densité cible	Parcelle cible
A – Centre		100 logements / ha	100 logements / ha	100 m <sup>2</sup>
B – Première couronne		Entre 20 et 25 logements / ha	30 logements / ha	330 m <sup>2</sup>
C – Deuxième couronne		18 logements / ha	25 logements / ha	400 m <sup>2</sup>

Comme en phase diagnostic, les terrains qui n'étaient pas apte à recevoir de nouvelles constructions car ils correspondent à des équipements, des parcs ou encore des zones de risques, ne sont pas comptabilisés dans le potentiel de densification.

Le potentiel résiduel identifié en phase projet est de 7,01 ha.



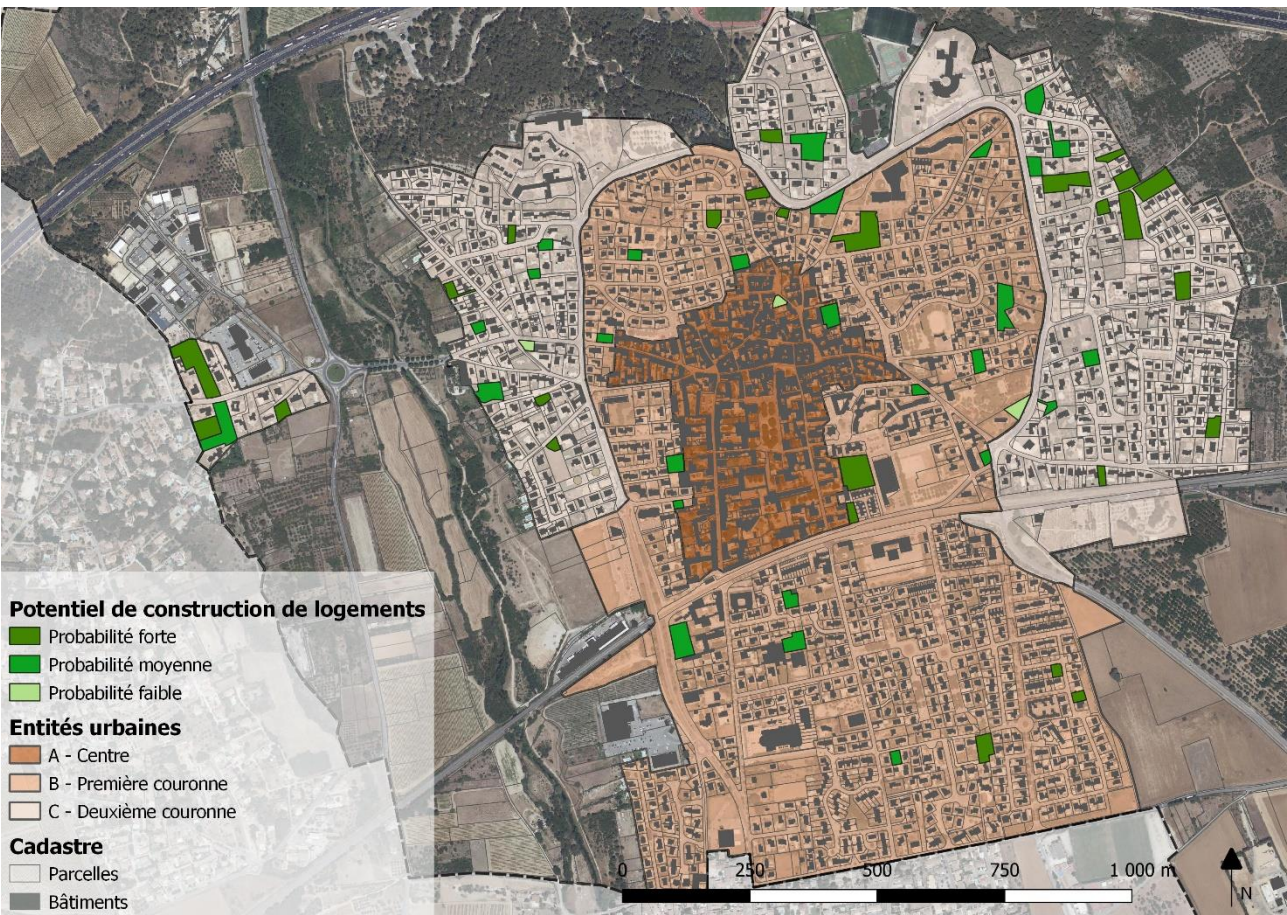
Afin d'évaluer le nombre de logements que ces espaces peuvent réellement produire, une probabilité de construction est appliquée pour chaque site identifié, qui se traduit ci-après par un degré de priorité.

**Rappel : 3 niveaux de priorité correspondants à la facilité de construction de chaque terrain**

- **Priorité 1** : les dents creuses (parcelles de terrain entière), terrains accessibles, une topographie et une configuration optimale. Pour les dents creuses accessibles, on estime que 90% des terrains identifiés seront urbanisés.
- **Priorité 2** : division parcellaire, et dents creuses où l'occupation du sol limite la densification. On estime que 75% des terrains identifiés dans cette catégorie seront urbanisés.
- **Priorité 3** : divisions parcellaires et dents creuses difficilement urbanisables (accès, espaces aménagés, cultures, jardins...). On estime que 50% des terrains identifiés dans cette catégorie seront urbanisés.

Potentiel foncier de construction de logement hiérarchisé en phase projet

Source : Altereo



**En conclusion, la surface effectivement disponible après pondération est d'environ 5,76 ha avec un potentiel de création de logements d'un peu moins de 170 logements.**

Hiérarchisation	Surface théorique (ha)	Potentiel de logement théorique	Pondération	Surface pondérée (ha)	Potentiel de logement pondéré
Priorité 1	3,67	101	90%	3,30	91
Priorité 2	3,14	97	75%	2,36	73
Priorité 3	0,20	9	50%	0,10	4

Total des surfaces potentielles théoriques	7,01
<b>Total des surfaces potentielles pondérées</b>	<b>5,76</b>
Total logements potentiels théorique	207
<b>Total logements potentiels pondéré</b>	<b>168</b>

La commune de Vergèze, compte-tenu de la superficie disponible pour la création de logements et à la vue de son potentiel foncier, a élaboré deux opérations d'aménagement et de programmation (OAP n°3 et n°4) à vocation d'urbanisation mixte au sein de sa première couronne :

- L'OAP n°3 est prévue sur le site de la gare, situé à l'ouest de l'entité urbaine précédemment citée. Elle prévoit 20 logements sur 0,65 hectares, complété par du bâti devant accueillir de l'activité tertiaire sur 0,1 hectares environ.
- L'OAP n°4 prévue, quant à elle, à l'est de la première couronne, prend place au sein du quartier de la Malacorade. Elle prévoit notamment 20 à 25 logements pour 0,6 hectares et réserve potentiellement une partie du foncier pour de l'activité tertiaire.

Pour les deux OAP, 20 % des logements qui seront créés seront des logements sociaux.

### 1.3. Des orientations compatibles avec les contraintes et les ressources du territoire

#### *Constat et enjeux du diagnostic*

##### • Les risques

La commune de Vergèze est soumise à un risque inondation prononcé, elle est donc soumise à un Plan de Prévention des Risques d'Inondation approuvé une première fois en 1996 et dont la révision a été approuvée en 2017. Ces PPR s'appliquent aux autorisations d'urbanisme en tant que SUP.

L'état des lieux des connaissances actuelles a permis d'identifier des secteurs soumis à d'autres aléas naturels et en particulier à l'aléa de forêt. Toutefois, principalement la partie nord de la commune est soumise à un aléa incendie allant de faible à très fort

##### • Les énergies renouvelables

La commune de Vergèze possède un fort ensoleillement tout au long de l'année, bien que variable, avec une moyenne d'environ 259 jours par an bien ensoleillés. Le territoire communal est donc propice au développement de l'énergie solaire (thermique ou photovoltaïque) d'initiative privée ou publique. Néanmoins, l'installation de dispositifs photovoltaïques doit tenir compte des enjeux patrimoniaux, architecturaux, paysagers et écologiques locaux.

**04 : Développer un urbanisme cohérent avec les enjeux de la transition énergétique**

**05 : Adapter le développement urbain aux nuisances et aux risques**

En fonction des enjeux présents sur le territoire, certains secteurs peuvent présenter des risques potentiels à prendre en compte sur le territoire. Ces aléas sont présentés plus en détails dans le rapport de présentation du PLU. Afin de limiter l'exposition des biens et des personnes aux risques, le projet communal prévoit de limiter l'urbanisation dans les secteurs à enjeux, ou bien de traiter/réduire le risque.

Le développement projeté de la commune prend en compte le zonage du PPR inondation en prévoyant les nouvelles constructions en dehors des zones à risques. Les surfaces concernées par un risque fort d'inondation à proximité de l'urbanisation (c'est le cas par exemple pour le secteur de l'aménagement des berges du Rhône ou des lacs de Vergèze) sont valorisées sous la forme d'espaces verts et d'espaces publics.

L'aléa feu de forêt concerne principalement la partie Nord de la commune. La zone de danger concerne la partie boisée du territoire, classée principalement en zone naturelle. L'urbanisation en secteur boisé est strictement réglementée dans le PLU pour une double finalité : la garantie de la sécurité de la population et la réduction de la consommation des espaces naturels et agricoles.



Le projet communal vise également, le développement des énergies renouvelables encadrée par des dispositions d'intégration paysagère, en préférant le développement de la production d'énergie renouvelable intégrée aux bâtiments plutôt que sous la forme de parc solaire au sol, consommateur d'espaces naturels ou agricoles.

## 1.4. Des orientations en faveur du développement économique du territoire

### *Constat et enjeux du diagnostic*

La commune de Vergèze est un pôle d'emploi structurant, mais le territoire est économiquement lié aux pôles d'emplois de Nîmes et Montpellier.

La majorité des emplois se trouvent dans les secteurs de l'industrie (47%) et du commerce et des services (30%). Le poids du secteur industriel s'explique par la présence de l'usine Perrier et des activités industrielles connexes à la production d'eau en bouteille.

L'agriculture est une composante économique importante du territoire communal. Les terres labellisées AOC identifient un terroir singulier et reconnu pour sa qualité, mais la profession agricole est aujourd'hui fragilisée par la difficulté à trouver suffisamment de jeunes agriculteurs prêts à reprendre les exploitations des agriculteurs en âge de partir à la retraite. La municipalité, consciente de l'atout majeur que représente l'activité agricole sur son territoire, souhaite pérenniser les espaces agricoles existants et maintenir une dynamique agricole.

**06 :** Développer le dynamisme économique local

**07 :** Garantir le maintien et le développement de l'agriculture

La commune entend préserver et conforter le secteur industriel tout en accompagnant le développement des autres activités sur son territoire. Pour cela elle permet dans son projet l'évolution de l'activité autour de la source Perrier mais également l'aménagement d'une base de loisir au niveau des lacs de Vergèze et vise à aider le développement des activités artisanales et commerciales sur la commune et dans le centre-ville. Ce projet permet de soutenir le développement économique local transversal sur plusieurs leviers et plusieurs secteurs d'activité.

Pour cela, la commune va inciter au retour des commerces dans le centre-ville par un aménagement sécurisé des rues et en permettant la réhabilitation des commerces en rez-de-chaussée dans certains secteur (place de la République) mais aussi en développant le niveau de l'offre médicale.

En ce qui concerne la zone d'activités de la Montée Rouge, elle est vouée à être étendue sur la commune voisine de Mus. Sur le territoire de Vergèze, l'objectif est de pérenniser et conforter les activités à l'intérieur des limites de la zone. Les activités existantes implantées le long de l'axe de la RN113 bénéficient d'une bonne lisibilité mais leur évolution est contrainte par le risque inondation. L'objectif est de maintenir les entreprises présentes hors des zones de risques sans prévoir d'extension de ces zones. La zone d'activités entre la nationale 113 et la départementale 979 dispose d'espaces disponibles en renouvellement de terrains inutilisés. Ces espaces pourront accueillir des commerces de grande taille, des activités ou des bureaux qui n'entrent pas en concurrence avec le centre-ville.

L'activité agricole est considérée à la fois pour le rôle qu'elle joue d'un point de vue paysager et environnemental et à la fois pour son rôle économique. Ainsi, afin de pérenniser les exploitations agricoles communales et de maintenir une dynamique agricole sur son territoire, les objectifs du projet communal à travers le PLU sont de pérenniser l'espace agricole en le maintenant en zone agricole dans le PLU et de prévoir une extension du zonage agricole sur les secteurs à urbaniser qui ne sont plus nécessaires pour le développement de la commune.

Le projet communal vise également à limiter l'étalement urbain en préférant la densification à un développement dispersé dans l'espace agricole pour le préserver. La diversification des activités agricoles

vers la vente directe et l'agritourisme (camping à la ferme...) dans la continuité et en complémentarité de l'activité existante est également un souhait de la commune pour continuer à développer l'économie autour de l'activité agricole.

De même, le développement de l'activité de l'entreprise Perrier, premier acteur économique du territoire, est prévu grâce à une opération d'aménagement et de programmation. L'OAP n°2, qui représente un périmètre de 7,4 hectares, prévoit la revalorisation de la friche au nord du site actuel de Perrier pour répondre à des besoins d'amélioration de la sécurité des flux, de protection du personnel contre les inondations et de réduction de l'impact carbone.

## 1.5. Des orientations pour soutenir le dynamisme social et faciliter les déplacements

### *Constat et enjeux du diagnostic*

La commune de Vergèze possède une offre en équipement diversifiée et adaptée à l'échelle de la commune. Concernant les déplacements, l'offre sur la commune est riche et diversifiée, la commune est accessible, cependant des infrastructures lourdes traversent le territoire. Le dynamisme socio-économique de la commune est dû à son positionnement au sein des pôles d'emploi de Nîmes et de Montpellier, il est également porté par un tissu associatif riche et actif.

#### **O8 : Soutenir le dynamisme social, le niveau d'équipement et faciliter les déplacements**

Afin de soutenir le dynamisme social, le niveau d'équipement et faciliter les déplacements, le projet communal vise à anticiper les futurs besoins en équipements en prévoyant les aménagements nécessaires à l'évolution des équipements comme l'extension de la zone à vocation d'équipement au nord de la voie ferrée. Cette zone accueillera le futur pôle d'échanges multimodal de l'intercommunalité, ce qui favorisera également la diversification des modes de déplacements.

La commune ambitionne également l'amélioration de l'organisation interne des déplacements et du fonctionnement de l'espace urbain ainsi que l'appui à des projets intercommunaux comme celui de la voie verte longeant le canal BRL et d'une voie verte le long du Rhône.

## 1.6. Préservation et mise en valeur des paysages et du patrimoine bâti

### *Constat et enjeux du diagnostic*

Le tissu urbain mixte du centre historique de la commune de Vergèze comporte une valeur historique et patrimoniale, on y trouve la tour Sarrazine sur le toit de l'école privée du même nom, datant du XIII<sup>ème</sup> siècle, elle est inscrite aux monuments historiques. La première extension du centre est-elle caractérisée par la présence de maisons vigneronne, témoin de l'héritage viticole de la commune.

Vergèze possède également un patrimoine naturel remarquable caractérisé par une mosaïque de milieux diversifiés : garrigues, espaces agricoles, zones humides...

#### **O9 : Soigner les grands équilibres paysagers du territoire**

#### **12 : Préserver et mettre en valeur les sites d'intérêt paysager, le patrimoine bâti et la culture Vergézoise**

La commune souhaite protéger et valoriser son patrimoine écologique en préservant les différentes zones protégées par un statut particulier (ZNIEFF, Natura 2000...) ainsi que de valoriser les trames vertes et bleues de son territoire, ce qui renforcera la présence de l'eau dans le centre-ville et l'identité de Vergèze.

Elle entend également mettre en valeur son patrimoine paysager en développant notamment des voies vertes, les fontaines, plantations et noues en centre-ville.

La revitalisation du centre-ville permettra de valoriser le patrimoine local en y redynamisant l'économie et en réhabilitant les bâtiments anciens, tout en mettant en valeur le patrimoine vernaculaire bâti présent sur son territoire ainsi que les espaces verts remarquables.

## 1.7. Protection et valorisation des espaces à forte valeur écologique et en particulier la trame « bleue » en lien avec l'identité de la ville

### *Constat et enjeux du diagnostic*

Le territoire de Vergèze dispose d'un capital écologique riche reconnu par divers périmètres de protection (ZNIEFF et Natura 2000). Au sein des espaces de la Trame Verte et Bleue (TVB) le SCoT définit des objectifs réglementaires précis, il autorise les opérations de restauration des milieux, interdit les carrières...

L'identité et l'histoire de Vergèze sont intimement liées à la présence de l'eau sous différentes formes (nappe phréatique, lacs, canal, le Rhône), c'est aussi un des atouts de la commune car les ressources en eau sont suffisantes pour répondre aux besoins actuels et futurs.

Mais l'enjeu de préservation de la ressource en eau sur le territoire reste un objectif important pour la commune.

**10 :** Protéger et valoriser les éléments constitutifs de la trame verte et bleue

**11 :** Vergèze, ville d'eau – préserver la ressource et mettre en valeur les espaces

La commune de Vergèze met un point d'honneur à protéger la ressource en eau sur son territoire, ce qui passe également par la préservation des ripisylves et donc des trames bleues du territoire.

Le projet communal vise à préserver les espaces naturels d'intérêt écologique, maintenir les corridors écologiques pour permettre le déplacement des espèces et à conserver les espaces agricoles.

Les projets communaux comme la base de loisirs autour des lacs respecteront également la faune et la flore, les ripisylves du Rhône seront renaturés après l'aménagement prévu sur ces berges et un entretien raisonné de ces ripisylves est garanti.

Prenant place sur un périmètre de 5,8 hectares de zone naturelle réservée pour des activités de loisirs et des équipements publics, la première OAP prévue par la commune vise à rendre accessibles et plus agréables les lacs situés au sud de Vergèze. Il est impératif, dans la réalisation de ce projet, de mettre un point d'honneur à la qualité de son insertion paysagère et à la préservation du milieu naturel et de la végétation en place. Ce projet permettra de développer l'attractivité d'un territoire rural en préservant la qualité de son environnement et de ses ressources.

De plus la commune a pour objectif de renforcer la présence de l'eau dans le centre-ville à travers des fontaines, des plantations et des noues.

## 2. EXPOSE DES MOTIFS DE DELIMITATION DES ZONES ET DES REGLES QUI S'Y APPLIQUENT

### Principes généraux

#### Rappel et définition

Le PLU doit répartir le territoire communal en quatre types de zones distinctes, définies par le Code de l'Urbanisme :

- **les zones urbaines (U)** qui correspondent à des secteurs déjà urbanisés et à des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.
- **les zones à urbaniser (AU)**, correspondent à des secteurs insuffisamment ou pas équipés, destinés à être ouverts à l'urbanisation à plus ou moins long terme.
- **les zones agricoles (A)**, correspondant aux secteurs agricoles de la commune, protégés en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.
- **les zones naturelles et forestières (N)**, correspondant aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Différentes zones et sous-secteurs sont distingués au sein de chacune de ces quatre catégories de zones, en cohérence avec leurs caractéristiques et/ou leurs vocations spécifiques.

Chaque zone/sous-secteur est soumis à des règles propres conformes aux objectifs d'aménagement. A chacun d'entre eux, correspond un règlement qui définit les règles d'occupation du sol.

Le zonage du PLU de Vergèze respecte et traduit spatialement les axes stratégiques retenus dans le PADD et détaillés précédemment :

- **Axe 1** : Conforter le rôle de centralité et prévoir une croissance cohérente avec les enjeux environnementaux et les risques ;
- **Axe 2** : Assurer un dynamisme économique local et social ;
- **Axe 3** : Préserver le cadre de vie et valoriser le patrimoine naturel, bâti et paysager.

Les objectifs de la révision du PLU, traduits au sein du PADD, dont la nécessité de mise en compatibilité du document d'urbanisme avec la nouvelle réglementation en vigueur, induisent un certain nombre de changements d'ordre réglementaire dans le cadre du nouveau document d'urbanisme communal.

La révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) s'inscrit dans le respect des évolutions législatives en tenant compte des lois Engagement National pour l'Environnement (ENE – Grenelle II), Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR), la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la forêt (LAAF) et la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN).

Par ailleurs, la procédure ayant été lancée avant le 1er janvier 2016, la commune avait le choix d'appliquer ou non les dispositions issues du décret instaurant un contenu modernisé du Plan Local d'Urbanisme (2015). Le choix communal a été de prendre en compte le contenu modernisé du Plan Local d'Urbanisme, cette décision a été actée en conseil municipal en septembre 2020. Par conséquent, la forme du règlement a été modifiée dans son ensemble. L'organisation est à présent thématique, plus facilement compréhensible pour les administrés.



## Organisation du règlement modernisé du PLU

### I- Destination des constructions, usage des sols et nature d'activité

1- Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations - Art. R151-30 a R151-36

2 - Mixité fonctionnelle et sociale – Art. R151-37 a R151-38

### II- Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

1 - Volumétrie et implantation des constructions - Art. R151-39 et R151-40

2 - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère - Art. R151-41 a R151-42

3 - Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions - Art. R151-43

4 - Stationnement - Art. R151-44 a R151-46

### III- Équipement et réseaux

1 - Desserte par les voies publiques ou privées - Art. R151-47 et R151-48

2 - Desserte par les réseaux - Art. R151-49 et R151-50

Les destinations des constructions ont été adaptées selon les besoins de la commune, en lien avec les objectifs du PADD, et selon la nouvelle nomenclature définie.

#### ■ Destinations et sous-destinations réglementaires issues de la réforme

Des règles différenciées pourront être établies entre ces cinq destinations ainsi que selon les 20 sous-destinations limitatives suivantes :

■ Exploitation agricole et forestière	<ul style="list-style-type: none"><li>• Exploitation agricole</li><li>• Exploitation forestière</li></ul>
■ Habitation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Logement</li><li>• Hébergement</li></ul>
■ Commerce et activités de service	<ul style="list-style-type: none"><li>• Artisanat et commerce de détail</li><li>• Restauration</li><li>• Commerce de gros</li><li>• Activités de services ou s'effectue l'accueil d'une clientèle</li><li>• Hébergement hôtelier et touristique</li><li>• Cinéma</li></ul>
■ Équipements d'intérêt collectif et services publics	<ul style="list-style-type: none"><li>• Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés</li><li>• Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou et assimilés</li><li>• Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale</li><li>• Salles d'art et de spectacles</li><li>• Equipements sportifs</li><li>• Autres équipements recevant du public</li></ul>
■ Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	<ul style="list-style-type: none"><li>• Industrie</li><li>• Entrepôt</li><li>• Bureau</li><li>• Centre de congrès et d'exposition</li></ul>

# Principes de définition des zones

Le zonage du PLU a été redéfini en vue de répondre aux objectifs suivants :

- Mettre en adéquation le zonage avec le projet communal,
- Intégrer le nouveau cadre réglementaire,
- Intégrer les documents de prévention des risques,
- Limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels,
- Prévoir les besoins nécessaires au développement de la commune,
- Privilégier la densification de l'enveloppe urbaine principale pour répondre aux besoins identifiés.

Les différentes zones établies dans le cadre du PLU sont récapitulées dans le tableau suivant :

Caractéristiques	Zonage du PLU
Centre historique	UA
Zone urbaine de moyenne densité	UB
Extension à dominante pavillonnaire	UC
Zone urbaine à vocation d'activités économiques	UE
Sous-secteur correspondant à l'usine PERRIER	UEa
Zone réservée aux activités sportives et de loisirs	US
Zone d'urbanisation future à vocation mixte ouverte	1AUB
Zone d'urbanisation future à vocation d'activité fermée	2AU
Secteurs à protéger en raison de la valeur et du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles	A
Espace naturel qu'il convient de protéger en raison notamment de la qualité des sites et paysages ou de la valeur des boisements.	N
Sous-secteur de la zone des lacs de Vergèze	NI
Secteur de Taille et de Capacité Limitées pour la création du bâtiment accueillant le poste de secours, les sanitaires, le point d'information et autres équipements nécessaires pour la future base de loisir	NI1
Sous-secteurs liés à la protection des captages d'eau	Npr1, Npr2, Npe1, Npe2

## Les dispositions générales du règlement

Les dispositions générales du règlement sont composées d'articles applicables à toutes les zones du territoire communal (sauf dispositions contraires). Ces articles précisent les modalités d'application du règlement et des règles propres à chaque élément graphique inscrit au zonage.

Elles se composent de 11 articles :

- L'article 1 précise le champ d'application territorial du PLU,
- L'article 2 explicite la division du territoire en zones,
- L'article 3 définit les règles dérogatoires et les adaptations mineures,
- L'article 4 précise les règles de reconstructions après un sinistre,
- L'article 5 présente les dispositions complémentaires au découpage en zone,
- L'article 6 explicite les dispositions applicables aux secteurs présentant des risques,
- L'article 7 précise le recul des constructions par rapport aux grands axes de circulation,
- L'article 8 définit les périmètres de protection des captages d'eau potable,
- L'article 9 présente l'organisation du règlement,
- L'article 10 précise les destinations des constructions,
- L'article 11 présente les définitions des termes techniques employés dans le règlement.

## Les annexes du règlement

Le règlement du PLU comporte les annexes suivantes :

- Annexe 1 : Liste des emplacements réservés
- Annexe 2 : Les éléments à préserver pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural (art. L.151-19 du code de l'urbanisme)
- Annexe 3 : Les éléments à préserver pour des motifs d'ordre écologique (art. L.151-23 du code de l'urbanisme)
- Annexe 4 : Palette végétale

## Les zones urbaines (U)

Rappel de l'article R.151-17 du Code de l'Urbanisme

*Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.*

### ■ La zone UA

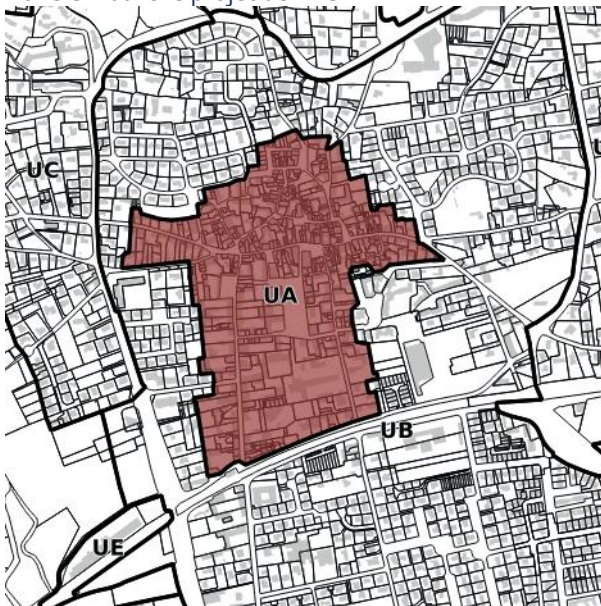
La zone UA est une zone urbaine à caractère central, elle regroupe le noyau ancien et dense du village, qui présente une trame avec des rues étroites et une forte densité bâtie, et les extensions du centre historique du village où les constructions ont été réalisées en ordre discontinu dense.

Objectifs de classement :

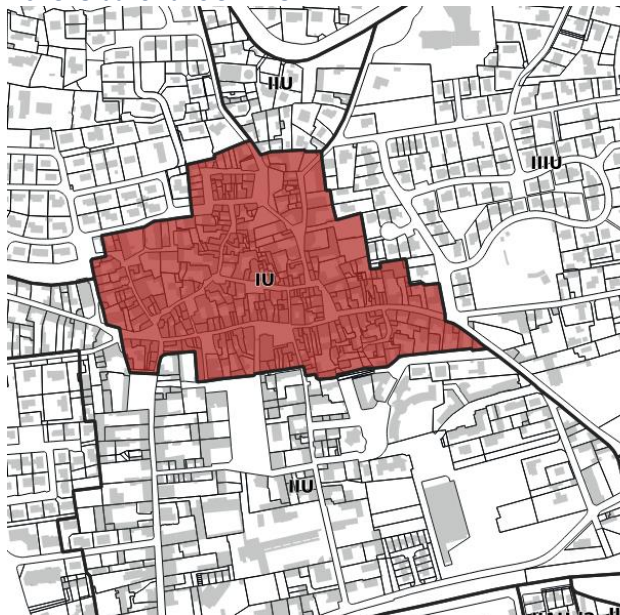
- ✓ **Conserver l'aspect historique et patrimonial du centre**
- ✓ **Conserver la densité actuelle**
- ✓ **Préserver les commerces et services de proximité**

Justification zonage :

Zone UA dans le projet de PLU



Zone IU dans l'ancien PLU



La zone UA représente environ 18,5 ha. Elle reprend une partie de la zone UI de l'ancien PLU. Les limites de la zone ont cependant évolué afin d'inclure tout le noyau ancien et dense du village, qui présente une trame de rue étroite.

### *Justification du règlement*

Conformément aux orientations retenues dans le PADD, les règles applicables à la zone UA confirment la volonté de conserver l'aspect et la densité actuelle du centre historique ainsi que sa mixité fonctionnelle (logements, commerces, services et équipements publics).

Le PLU intègre également un secteur de protection des maisons vigneronnes au sein de cette zone UA. Des dispositions complémentaires s'appliquent sur le secteur (*voir dispositions complémentaires*).

	Destination/sous destination autorisée
	Destination/sous destination soumise à condition
	Destination/sous destination interdite

DESTINATIONS	SOUS DESTINATIONS						
EXPLOITATION AGRICOLE ET FORESTIERE	Exploitation agricole	Exploitation forestière					
HABITATION	Logement	Hébergement					
COMMERCE ET ACTIVITE DE SERVICE	Artisanat et commerce de détail	Restauration	Commerce de gros	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	Hôtels	Autres hébergements touristiques	Cinéma
EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	Locaux, bureaux accueillant du public des administrations publiques	Locaux techniques et industriels des administrations	Etablissements d'enseignement de santé et d'action sociale	Salle d'art et de spectacles	Équipements sportifs	Autres équipements recevant du public	Lieux de culte
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	Industrie	Entrepôts	Bureaux	Centre de congrès et d'exposition	Cuisine dédiée à la vente en ligne		

Les restrictions qui s'appliquent aux commerces de gros, à l'artisanat, à l'industrie et aux entrepôts répondent à un double objectif :

- favoriser le commerce de proximité en privilégiant les locaux de petite taille,
- éviter les nuisances incompatibles avec la proximité des logements.

L'article 2 définit des obligations en matière de mixité sociale dans l'ensemble des zones urbaines à vocation d'habitat. Ainsi les projets comportant au moins 10 logements devront prévoir 20% de logements à caractère social.

En accord avec la morphologie compacte du secteur, et la volonté de maintenir le caractère architectural existant, la deuxième section du règlement définit les principes suivants :

- continuité des façades,
- emprise au sol non réglementée,

L'espace de pleine terre n'est pas réglementé,

- hauteur maximale défini par rapport au bâtiment adjacent le plus haut,
- tuiles traditionnelles obligatoire pour la réalisation des toitures

Les dispositions concernant les abords des constructions permettent d'assurer un minimum de plantations, cohérentes avec le milieu local, et un éclairage respectueux de l'environnement.

Concernant le stationnement des véhicules, il doit être assuré en dehors des voies publiques ou privées sur des emplacements prévus à cet effet et doit correspondre aux besoins des constructions et installations projetées. Des exigences particulières sont présentes pour le stationnement vélo.



Les constructions doivent se raccorder aux réseaux publics existants qui desservent la zone urbaine. Il convient de se référer aux différents schémas directeurs.

### ■ La zone UB

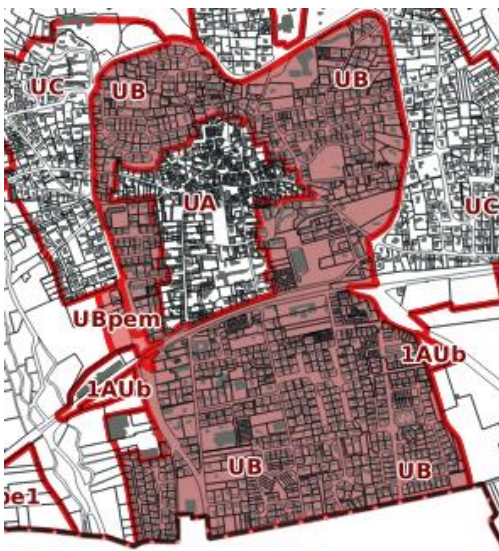
La zone UB est une zone urbaine de moyenne densité destinée à accueillir des constructions en ordre discontinu aéré à vocation d'habitat, de service ou d'activités artisanales, commerciales ou de bureaux, compatibles avec la vie urbaine.

Objectifs de classement :

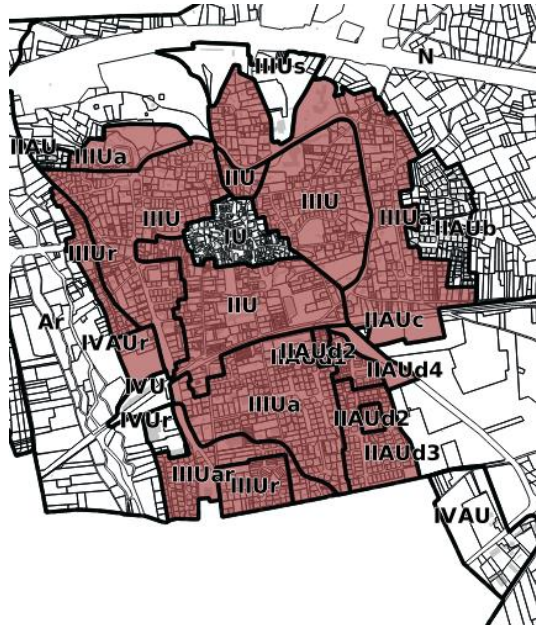
- ✓ **Favoriser la densification**
- ✓ **Préserver les commerces et services de proximité**
- ✓ **Favoriser la mixité fonctionnelle**

Justification zonage :

Zone UB dans le projet de PLU



Zones dans l'ancien PLU



La zone UA représente environ 100,6 ha. Dans l'ancien PLU la zone UB de plusieurs zones (IIIU, IIIUa, IIIUr, IIIUd2, IIIUd3...)

### **Justification du règlement**

Le règlement de la zone autorise la plupart des destinations classiques d'une zone urbaine mixte.

	Destination/sous destination autorisée
	Destination/sous destination soumise à condition
	Destination/sous destination interdite

DESTINATIONS	SOUS DESTINATIONS						
EXPLOITATION AGRICOLE ET FORESTIERE	Exploitation agricole	Exploitation forestière					
HABITATION	Logement	Hébergement					
COMMERCE ET ACTIVITE DE SERVICE	Artisanat et commerce de détail	Restauration	Commerce de gros	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	Hôtels	Autres hébergements touristiques	Cinéma
EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	Locaux, bureaux accueillant du public des administrations publiques	Locaux techniques et industriels des administrations	Etablissements d'enseignement de santé et d'action sociale	Salle d'art et de spectacles	Équipements sportifs	Autres équipements recevant du public	Lieux de culte
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	Industrie	Entrepôts	Bureaux	Centre de congrès et d'exposition	Cuisine dédiée à la vente en ligne		

Les restrictions qui s'appliquent aux commerces de gros, à l'artisanat, à l'industrie et aux entrepôts répondent à un double objectif :

- favoriser le commerce de proximité en privilégiant les locaux de petite taille,
- éviter les nuisances incompatibles avec la proximité des logements.

L'article 2 définit des obligations en matière de mixité sociale dans l'ensemble des zones urbaines à vocation d'habitat. Ainsi les projets comportant au moins 10 logements devront prévoir 20% de logements à caractère social.

En accord avec la morphologie du secteur, et la volonté de maintenir le caractère architectural existant, la deuxième section du règlement définit les principes suivants :

- continuité des façades ou recul de minimum 3 mètres,
- l'emprise au sol des constructions ne doit pas excéder 50% du terrain d'assiette,
- l'espace de pleine terre doit correspondre à au moins 20% de la surface de l'unité foncière,
- hauteur maximale ne devra pas dépasser 8,50 mètre au faitage,
- tuiles traditionnelles obligatoire pour la réalisation des toitures.

Les dispositions concernant les abords des constructions permettent d'assurer un minimum de plantations, cohérentes avec le milieu local, et un éclairage respectueux de l'environnement.

Concernant le stationnement des véhicules, il doit être assuré en dehors des voies publiques ou privées sur des emplacements prévus à cet effet et doit correspondre aux besoins des constructions et installations projetées. Des exigences particulières sont présentes pour le stationnement vélo.

Les constructions doivent se raccorder aux réseaux publics existants qui desservent la zone urbaine. Il convient de se référer aux différents schémas directeurs.

## ■ La zone UC

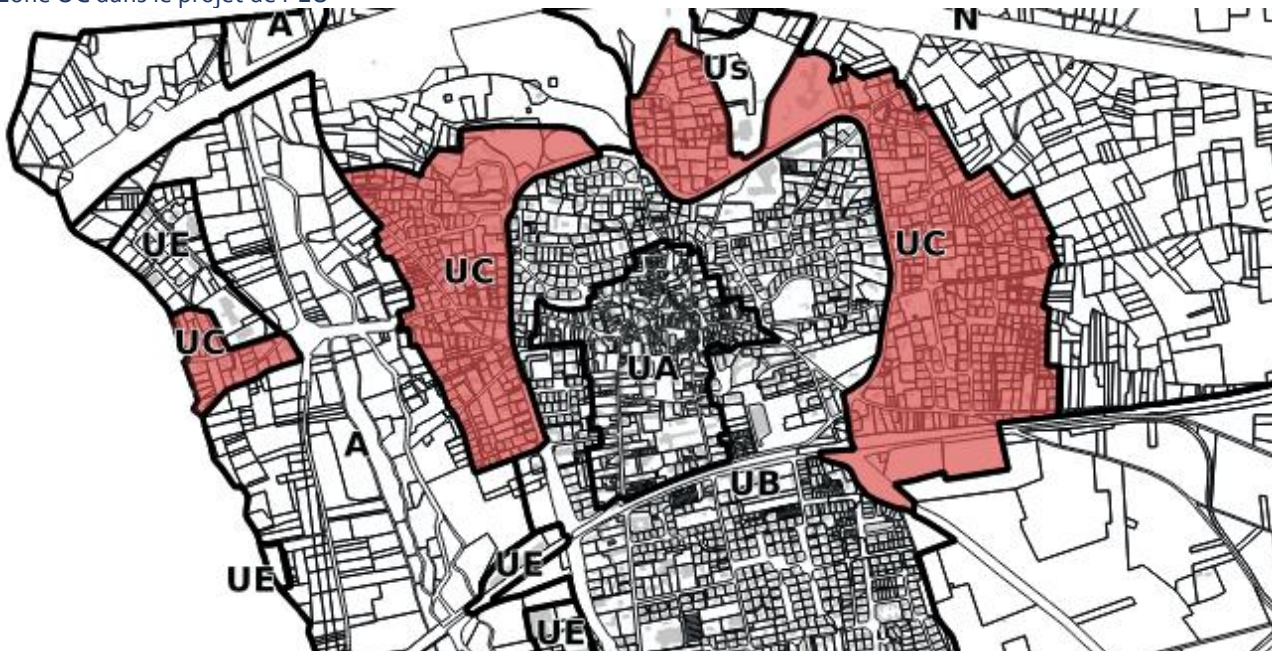
La zone UC est une zone de plus faible densité destinée à accueillir des constructions en ordre discontinu aéré à vocation d'habitat, de service ou d'activités artisanales, commerciales ou de bureaux, compatibles avec la vie urbaine.

Objectifs de classement :

- ✓ Densification raisonnée et maîtrisée
- ✓ Préserver le cadre de vie

*Justification du zonage :*

Zone UC dans le projet de PLU





La zone UC représente une superficie de 69,9 ha, soit environ 6,9 % du territoire communal. Elle reprend les contours la zone IIIU et certaines parties de la zone IIIUa de l'ancien PLU.

**Justification règlement**

Le règlement de la zone autorise la plupart des destinations classiques d'une zone urbaine mixte.

### Légende

	Destination/sous destination autorisée
	Destination/sous destination soumise à condition
	Destination/sous destination interdite



DESTINATIONS	SOUS DESTINATIONS						
EXPLOITATION AGRICOLE ET FORESTIERE	Exploitation agricole	Exploitation forestière					
HABITATION	Logement	Hébergement					
COMMERCE ET ACTIVITE DE SERVICE	Artisanat et commerce de détail	Restauration	Commerce de gros	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	Hôtels	Autres hébergements touristiques	Cinéma
EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	Locaux, bureaux accueillant du public des administrations publiques	Locaux techniques et industriels des administrations	Etablissements d'enseignement de santé et d'action sociale	Salle d'art et de spectacles	Équipements sportifs	Autres équipements recevant du public	Lieux de culte
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	Industrie	Entrepôts	Bureaux	Centre de congrès et d'exposition	Cuisine dédiée à la vente en ligne		

Les travaux sur les commerces et activités de services existants à la date d'approbation de la révision générale du PLU sont autorisés sans augmentation du volume existant et à condition de ne pas engendrer de nuisance incompatible avec la vocation d'habitat de la zone.

Concernant la mixité social, l'article 2 précise que toute opération entraînant la création de dix logements ou plus devra comporter au moins 20% de logements locatifs sociaux.

En accord avec la morphologie du secteur, le règlement impose un recul par rapport aux voies, différencié selon le type de voie pour des raisons de sécurité et pour limiter les nuisances liées aux voies de circulation. Au niveau des limites séparatives, l'implantation est réglementée selon un recul de 4m par rapport à la limite de parcelle.

En ce qui concerne la densité au sol (l'emprise des constructions) la commune a choisi une réglementation différenciée selon la superficie de l'unité foncière. Ainsi pour les unités foncières d'une superficie supérieure à 600 m<sup>2</sup>, l'emprise au sol des constructions ne doit pas excéder 30% de la surface de l'unité foncière, alors que pour les unités foncières d'une superficie inférieure ou égale à 600 m<sup>2</sup>, l'emprise au sol des constructions ne doit pas excéder 35% de la surface de l'unité foncière.

La commune a souhaité maintenir une architecture simple, les constructions devront tenir compte des éléments correspondant des bâtiments voisins s'ils sont significatifs. Les toitures terrasses et les toits à une pente sont à éviter. Les dispositions concernant les abords des constructions permettent d'assurer un minimum de plantations, cohérentes avec le milieu local, et un éclairage respectueux de l'environnement.

Concernant le stationnement des véhicules, il doit être assuré en dehors des voies publiques ou privées sur des emplacements prévus à cet effet et doit correspondre aux besoins des constructions et installations projetées. Des exigences particulières sont présentes pour les bureaux, les hébergements touristiques et le stationnement vélo.

## ■ La zone UE

La zone UE est une zone couvrant des terrains principalement affectés aux activités multiples (artisanales, commerciales, de services et logements de fonction) qui n'auraient pas leur place en zone urbaine d'habitat. Elle est constituée d'un sous-secteur :

- Le sous-secteur UEa, correspondant à l'emprise de l'usine PERRIER.

Objectif de classement :

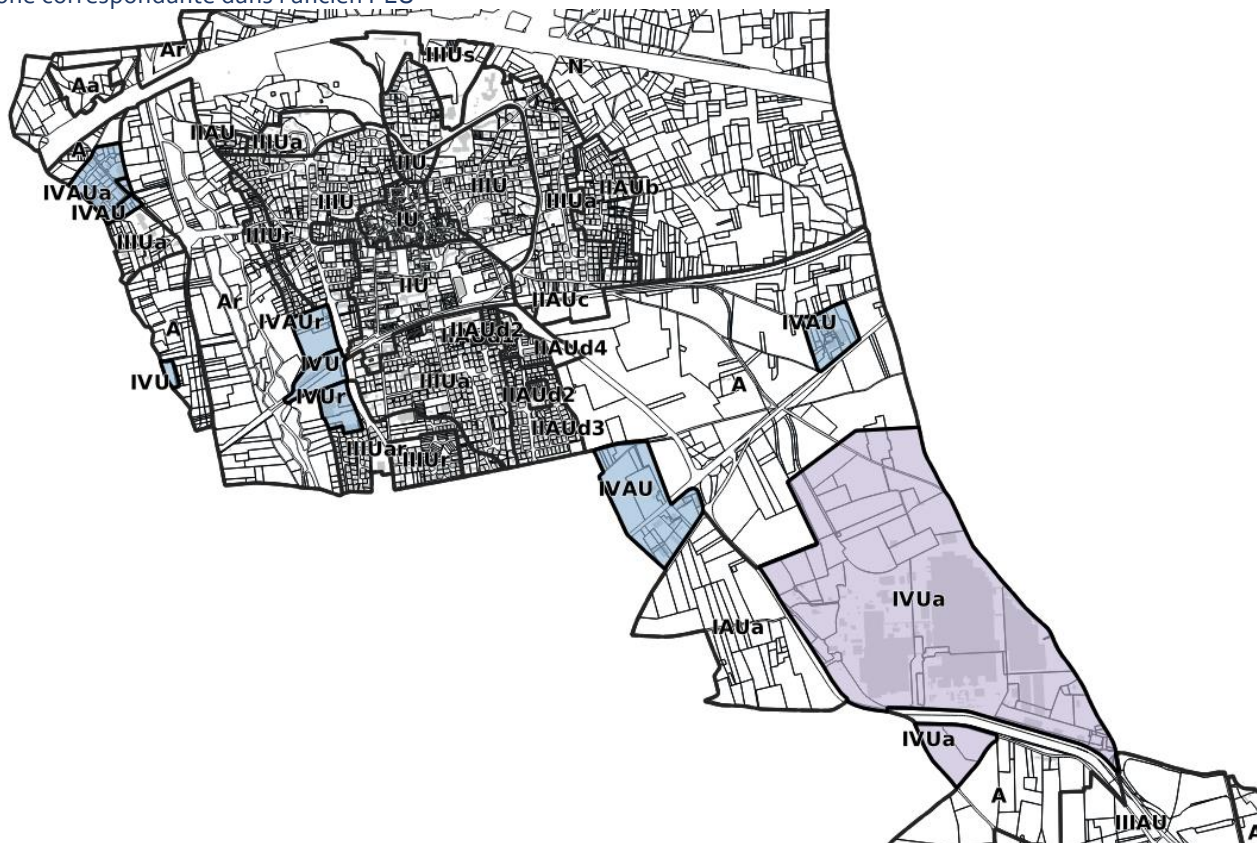
- ✓ Réaffirmer la vocation à accueillir des activités
- ✓ Conserver l'activité de l'usine Perrier

## Justification zonage

### Zone UE dans le projet de PLU



### Zone correspondante dans l'ancien PLU



La zone UE représente une superficie de 94,3 hectares (dont 76,8 ha pour le sous-secteur UEa). Elle correspond aux zones IAU, IAUa, IAUr et IAUd de l'ancien PLU. Le périmètre de ces zones est, à quelques détails près, identique à celui de la zone UE dans le projet de PLU.

### Justification du règlement

	Destination/sous destination autorisée
	Destination/sous destination soumise à condition
	Destination/sous destination interdite

DESTINATIONS	SOUS DESTINATIONS						
EXPLOITATION AGRICOLE ET FORESTIERE	Exploitation agricole	Exploitation forestière					
HABITATION	Logement	Hébergement					
COMMERCE ET ACTIVITE DE SERVICE	Artisanat et commerce de détail	Restauration	Commerce de gros	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	Hôtels	Autres hébergements touristiques	Cinéma
EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	Locaux, bureaux accueillant du public des administrations publiques	Locaux techniques et industriels des administrations	Etablissements d'enseignement de santé et d'action sociale	Salle d'art et de spectacles	Équipements sportifs	Autres équipements recevant du public	Lieux de culte
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	Industrie	Entrepôts	Bureaux	Centre de congrès et d'exposition	Cuisine dédiée à la vente en ligne		

Les constructions à destination d'habitation nécessaire au fonctionnement ou au gardiennage d'une activité économique autorisée dans la zone sont autorisées à condition d'être accolé au bâtiment principal de l'activité et de ne pas dépasser une surface de plancher de 100 m².

Tout comme pour la zone UC, le règlement impose un recul par rapport aux voies et aux limites séparatives. Afin de favoriser l'implantation de nouvelles activités en densification du tissu existant, une emprise au sol maximale de 70% a été retenue ainsi qu'une hauteur maximale de 10 mètres (hors zone UEa).

En zone UEa, l'implantation par rapport aux limites séparatives et l'emprise au sol ne sont pas réglementée et la hauteur maximale des constructions est de 35 mètres.

En accord avec les objectifs de développement durable, le développement des énergies renouvelables en toiture est autorisé dans la zone. Les dispositions concernant les abords des constructions permettent d'assurer un minimum de plantations, cohérentes avec le milieu local, et un éclairage respectueux de l'environnement.

Les constructions doivent se raccorder aux réseaux publics existants qui desservent la zone urbaine. Il convient de se référer aux différents schémas directeurs.

## ■ La zone US

La zone US est une zone couvrant les terrains principalement réservés aux activités sportives et de loisirs, au nord de la commune le long de l'autoroute A9.

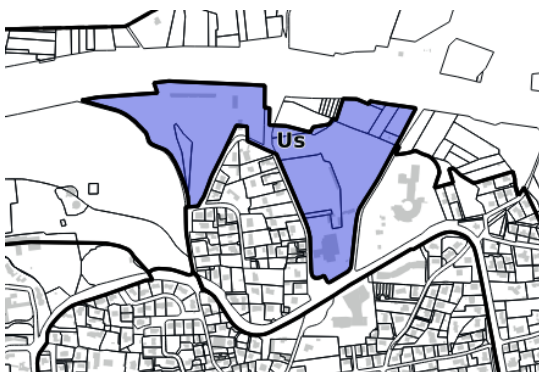
Objectif de classement :

- ✓ Répondre aux besoins en équipements publics de la population actuelle et future

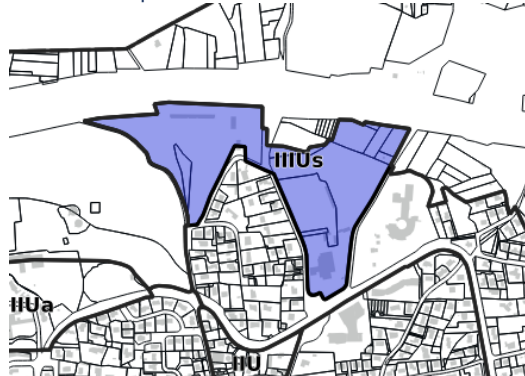


## Justification du zonage

Zone Us dans le projet de PLU



Zone correspondante dans l'ancien PLU



La zone US correspond au périmètre de la zone IIIUs de l'ancien PLU. Elle représente une superficie de 8,8 ha.

## Justification du règlement

En cohérence avec la vocation de la zone seule la destination « équipements d'intérêt collectif et services publics » est autorisée et toutes les sous-destinations correspondantes sont autorisées.

	Destination/sous destination autorisée
	Destination/sous destination soumise à condition
	Destination/sous destination interdite

DESTINATIONS	SOUS DESTINATIONS						
EXPLOITATION AGRICOLE ET FORESTIERE	Exploitation agricole	Exploitation forestière					
HABITATION	Logement	Hébergement					
COMMERCE ET ACTIVITE DE SERVICE	Artisanat et commerce de détail	Restauration	Commerce de gros	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	Hôtels	Autres hébergements touristiques	Cinéma
EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	Locaux, bureaux accueillant du public des administrations publiques	Locaux techniques et industriels des administrations	Etablissements d'enseignement de santé et d'action sociale	Salle d'art et de spectacles	Équipements sportifs	Autres équipements recevant du public	Lieux de culte
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	Industrie	Entrepôts	Bureaux	Centre de congrès et d'exposition	Cuisine dédiée à la vente en ligne		

La zone est donc vouée à accueillir des bâtiments très différents avec des besoins spécifiques liés à leurs missions d'intérêt collectif et public. Par conséquent le règlement de la zone est assez souple, sauf en limite de zone, là où les équipements jouxtent des habitations. Cette disposition doit permettre d'éviter des problèmes de nuisances sonores et de covisibilité entre les équipements et les habitations.

## Les zones à urbaniser (AU)

Rappel de l'article du Code de l'Urbanisme

*Les zones à urbaniser sont dites " zones AU ". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.*

*Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévue par les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.*

*Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.*

### ■ Les zones 1AUB

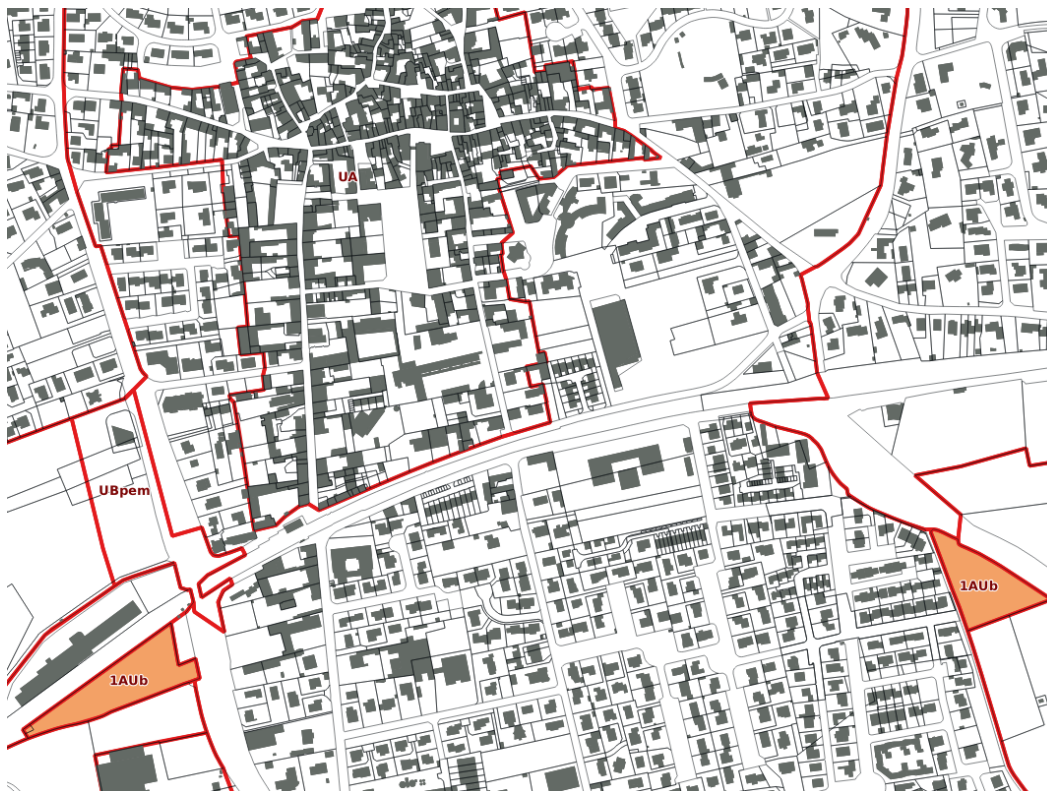
La zone 1AUB concerne des secteurs à urbaniser, ouverts à l'urbanisation, voués à accueillir une urbanisation mixte de densité moyenne. Ils sont concernés par les Orientation d'Aménagement et de Programmation n°3 (Gare) et n°4 (Malacorade).

Objectif de classement :

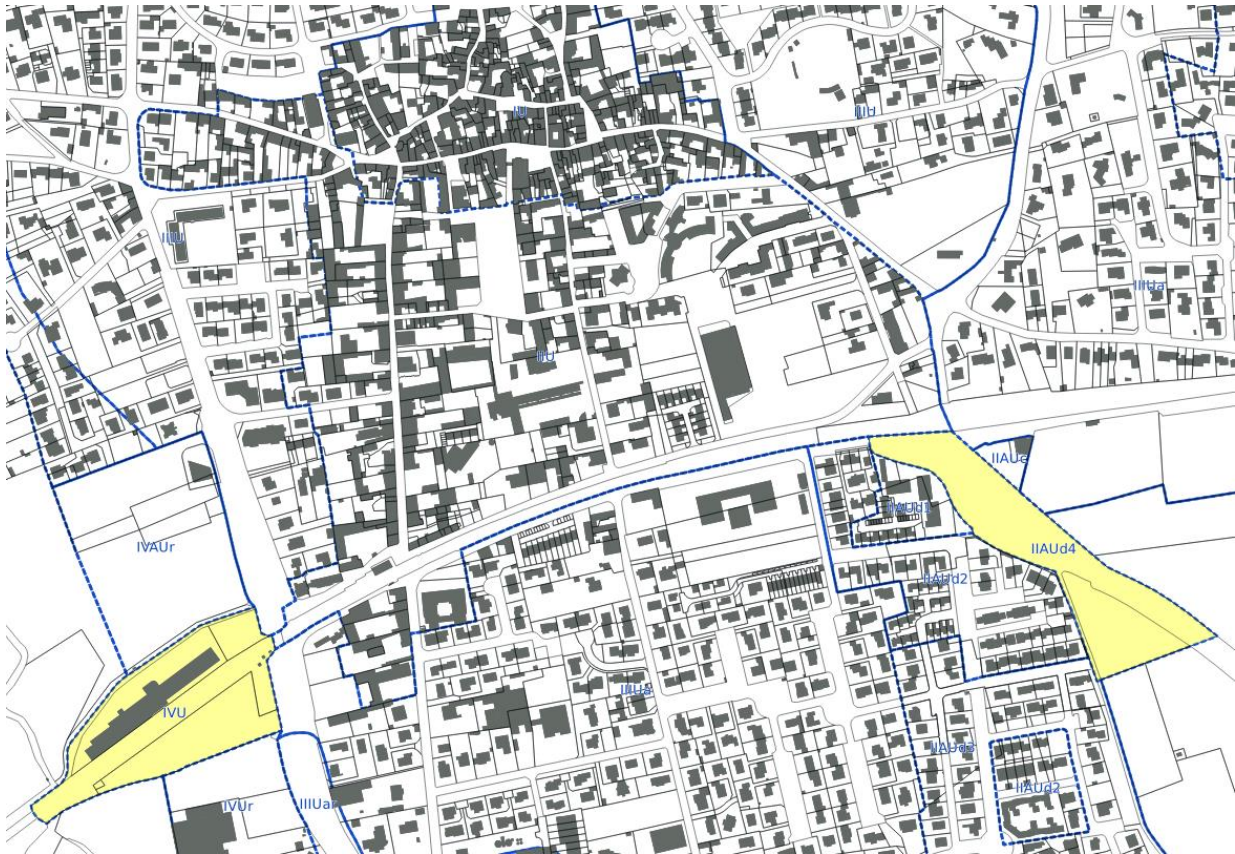
- ✓ Prévoir les réserves foncières nécessaires au développement de l'habitat sur la commune

### **Justification du zonage**

Zone 1AUB dans le projet de PLU



## Zone correspondante dans l'ancien PLU



La zone 1AUb représente au total 1,4 ha. Le secteur vise à recevoir l'extension de l'urbanisation à vocation principale d'habitat tout en permettant le développement d'activités complémentaires compatibles.

En effet, les capacités de densification des tissus existants apparaissent insuffisantes pour répondre au besoin total en logement à l'horizon 2032.

### ■ La zone 2AU

La zone 2AU, correspond à une zone d'urbanisation fermée pour l'extension du site industriel de Perrier. Son ouverture à l'urbanisation est conditionnée par une modification ou révision du PLU.

L'ensemble de la zone est concerné par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du site Perrier.

Objectif de classement :

- ✓ Prévoir les réserves foncières nécessaires au développement de l'activité industrielle de l'entreprise PERRIER.

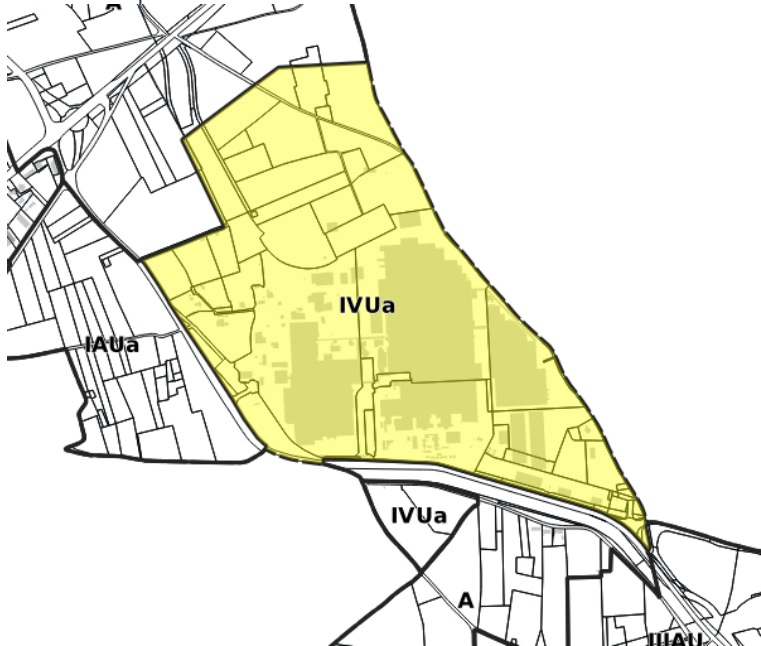


### **Justification du zonage**

#### Zone 2AU dans le projet de PLU



#### Zone correspondante dans l'ancien PLU



La zone 2AU représente 7,4 ha. Le secteur vise à recevoir l'extension de la zone d'activité de l'usine Perrier pour permettre son développement. En effet, les besoins d'évolution de l'entreprise ne peuvent être pris en charge au sein du site actuellement urbanisé car l'ensemble des terrains a déjà une utilité. Les besoins concernant notamment des zones de manœuvres, de stationnement et d'aménagements liés à la gestion de l'eau.

Une expertise écologique de terrain a été menée afin de mieux connaître le niveau d'enjeux sur chaque parcelle concernée. Ainsi, les secteurs ont été délimités en évitant au maximum les zones d'enjeux écologiques forts et en évitant totalement les zones rouges du PPRI.

### **Justification du règlement**

La zone 1AUB pourra être urbanisée sous la forme d'une ou plusieurs opérations d'ensemble.

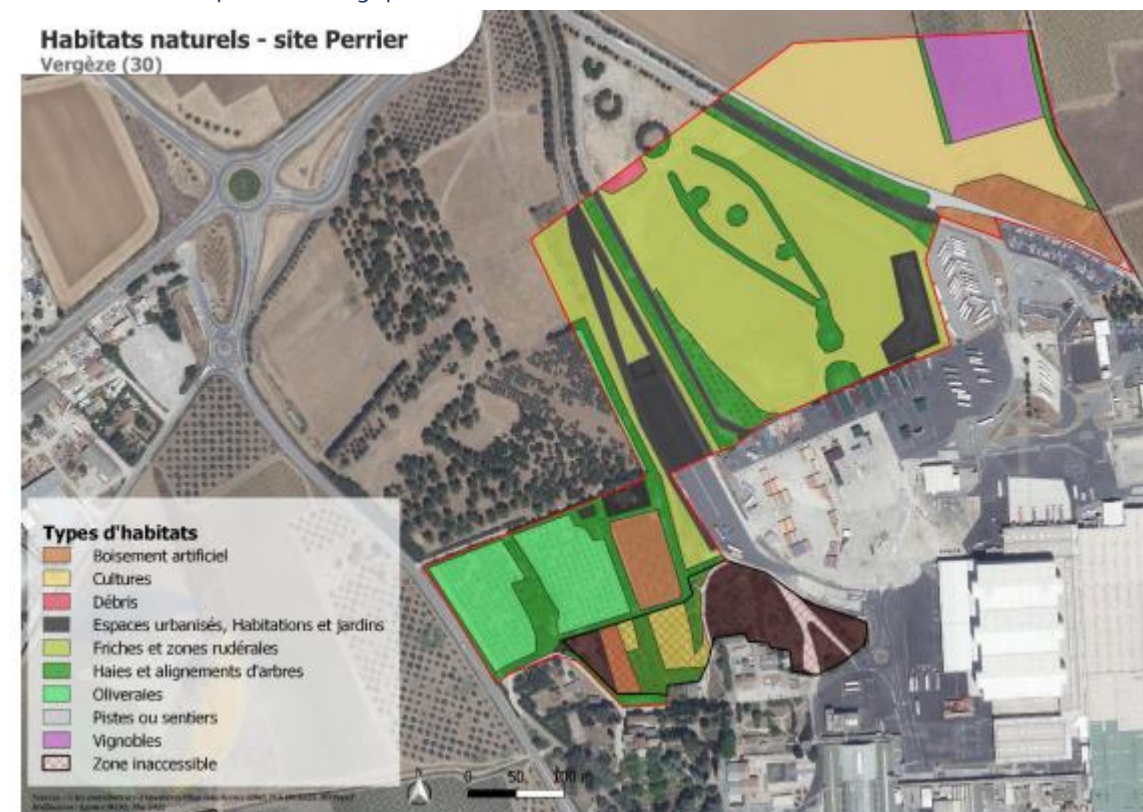
Le règlement de la zone intègre une obligation de production d'au moins 20% de logements locatifs sociaux à l'échelle des opérations d'ensemble. Pour le reste, le règlement de la zone est similaire au règlement s'appliquant en zone UB aux opérations comportant des logements sociaux.



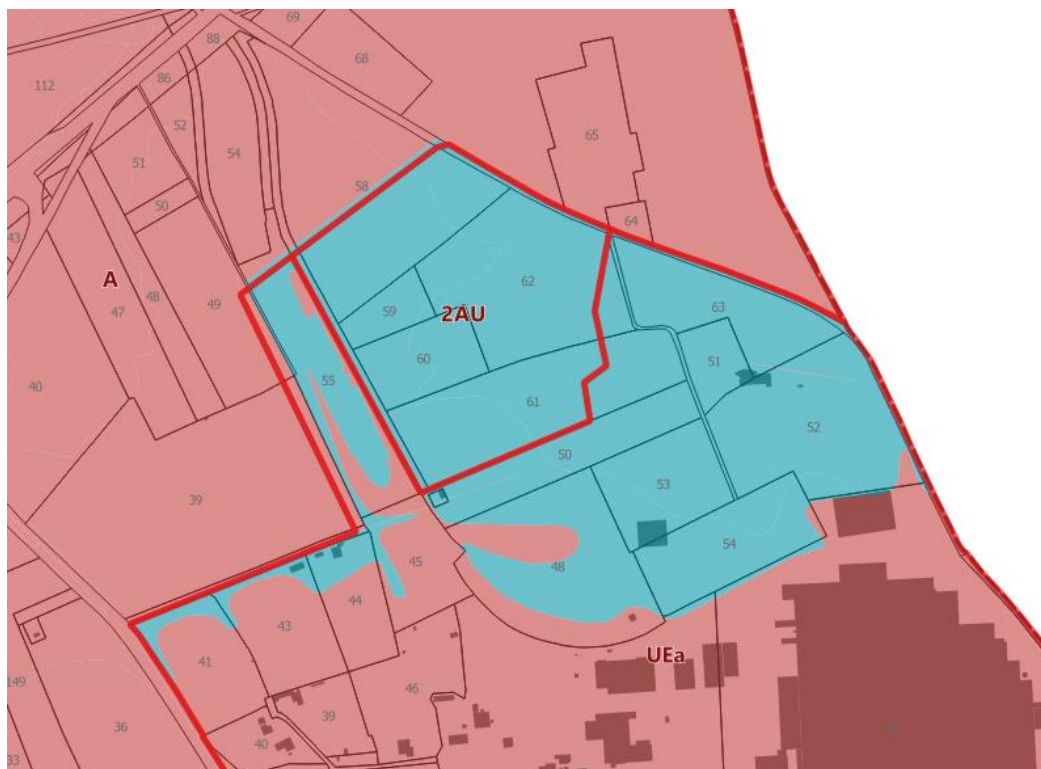
	Destination/sous destination autorisée
	Destination/sous destination soumise à condition
	Destination/sous destination interdite

DESTINATIONS	SOUS DESTINATIONS						
EXPLOITATION AGRICOLE ET FORESTIERE	Exploitation agricole	Exploitation forestière					
HABITATION	Logement	Hébergement					
COMMERCE ET ACTIVITE DE SERVICE	Artisanat et commerce de détail	Restauration	Commerce de gros	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	Hôtels	Autres hébergements touristiques	Cinéma
EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	Locaux, bureaux accueillant du public des administrations publiques	Locaux techniques et industriels des administrations	Etablissements d'enseignement de santé et d'action sociale	Salle d'art et de spectacles	Équipements sportifs	Autres équipements recevant du public	Lieux de culte
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	Industrie	Entrepôts	Bureaux	Centre de congrès et d'exposition	Cuisine dédiée à la vente en ligne		

Conclusions de l'expertise écologique sur la zone.



Zonage du PPRI sur la zone



➤ Prise en compte du risque inondation

La partie est de la zone 2AU est concerné par la zone R-NU. Bien que l'aléa soit de niveau « résiduel », elle a un caractère non urbain et est donc située en zone « rouge » par principe inconstructible. L'ouverture à l'urbanisation de cette partie du site ne sera donc possible qu'en cas d'évolution conjointe du PLU et du PPRI.

Ces prescriptions seront traduites précisément au sein de l'OAP et du règlement adéquat à l'urbanisation de la zone 2AU.

### Justification du règlement

La zone 2AU est fermée à l'urbanisation au sein du projet de PLU. Son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une procédure d'évolution du document d'urbanisme local qui définira le règlement adéquat pour l'urbanisation de la zone.

Dans le projet actuel, le règlement n'autorise donc aucune urbanisation de la zone. Seuls les locaux techniques d'intérêt collectif pourront être autorisés en préparation de l'urbanisation future de la zone.

	Destination/sous destination autorisée
	Destination/sous destination soumise à condition
	Destination/sous destination interdite

DESTINATIONS	SOUS DESTINATIONS						
EXPLOITATION AGRICOLE ET FORESTIERE	Exploitation agricole	Exploitation forestière					
HABITATION	Logement	Hébergement					
COMMERCE ET ACTIVITE DE SERVICE	Artisanat et commerce de détail	Restauration	Commerce de gros	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	Hôtels	Autres hébergements touristiques	Cinéma
EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	Locaux, bureaux accueillant du public des administrations publiques	Locaux techniques et industriels des administrations	Etablissements d'enseignement de santé et d'action sociale	Salle d'art et de spectacles	Équipements sportifs	Autres équipements recevant du public	Lieux de culte
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	Industrie	Entrepôts	Bureaux	Centre de congrès et d'exposition	Cuisine dédiée à la vente en ligne		

### Les zones agricoles (A)

Rappel de l'article du Code de l'Urbanisme

*Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.*

*En zone A peuvent seules être autorisées :*

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ;
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

#### ■ La zone A

##### Caractère de la zone

La zone A est caractérisée par des terres dont l'occupation du sol est de type agricole cultivé ou friche agricole. L'activité agricole de Vergèze est caractérisée par la **vigne, les estives et prairies et les cultures céréalières**. La

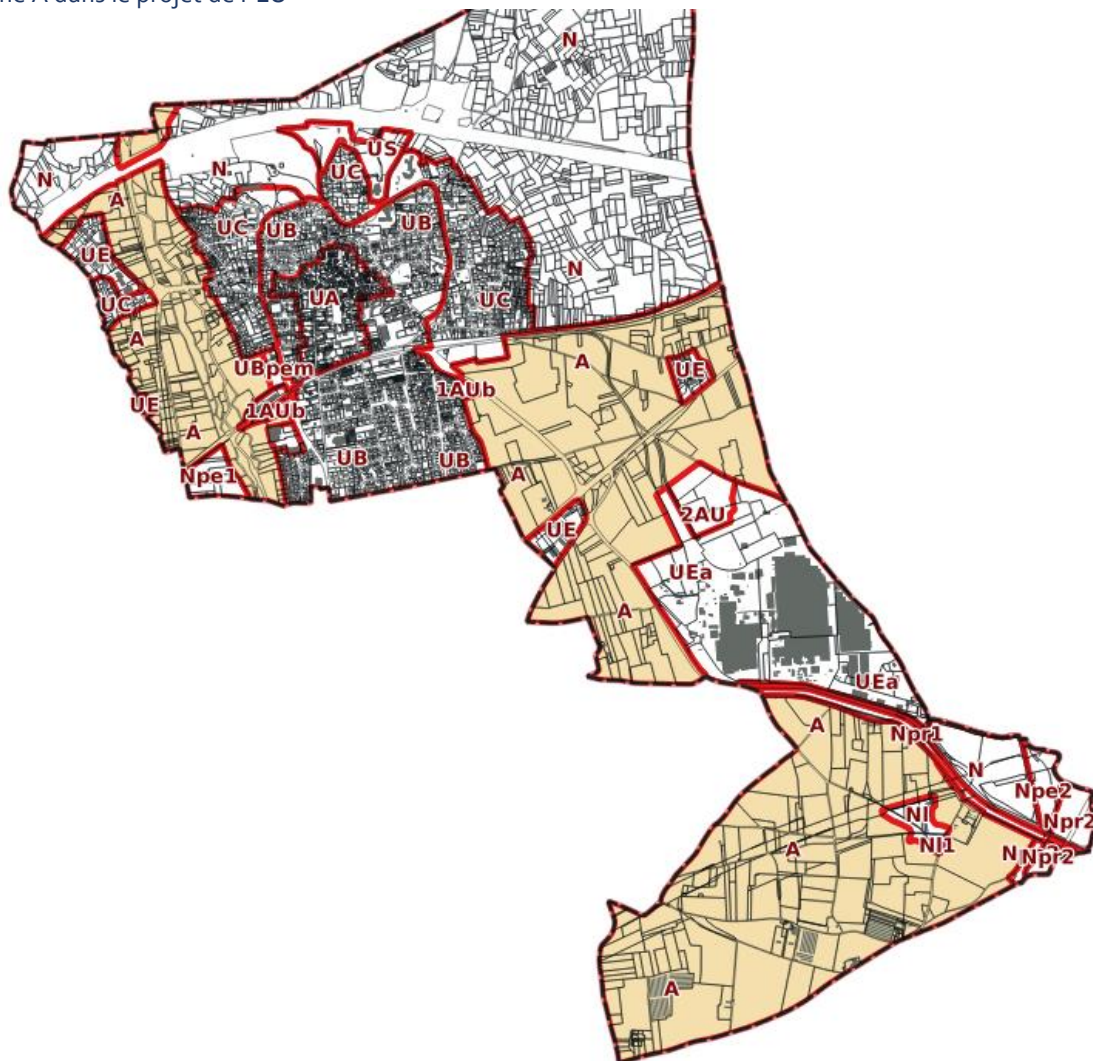
**qualité du terroir agricole est reconnue**, à travers notamment **plusieurs Appellations d'Origine Contrôlée (AOP)** et des Indications Géographiques Protégées (IGP).

Objectif de classement :

- ✓ Préserver les terres agricoles
- ✓ Préserver le réservoir de biodiversité

### ***Justification du zonage***

Zone A dans le projet de PLU





### *Justification du règlement*

	Destination/sous destination autorisée
	Destination/sous destination soumise à condition
	Destination/sous destination interdite

DESTINATIONS	SOUS DESTINATIONS						
EXPLOITATION AGRICOLE ET FORESTIERE	Exploitation agricole	Exploitation forestière					
HABITATION	Logement	Hébergement					
COMMERCE ET ACTIVITE DE SERVICE	Artisanat et commerce de détail	Restauration	Commerce de gros	Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	Hôtels	Autres hébergements touristiques	Cinéma
EQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	Locaux, bureaux accueillant du public des administrations publiques	Locaux techniques et industriels des administrations	Etablissements d'enseignement de santé et d'action sociale	Salle d'art et de spectacles	Équipements sportifs	Autres équipements recevant du public	Lieux de culte
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	Industrie	Entrepôts	Bureaux	Centre de congrès et d'exposition	Cuisine dédiée à la vente en ligne		

Les constructions nécessaires à l'activité agricole regroupent les bâtiments techniques et hangars, les habitations si et seulement si la démonstration est apportée que l'activité agricole nécessite un logement sur place. Dans le cas de la réalisation d'une habitation ou dans le cadre d'une habitation existante qui fait partie des éléments nécessaires à une exploitation, le règlement donne des précisions sur le type de constructions permises, les surfaces et les distances à respecter, et notamment dans le cas des annexes de l'habitation de type garage, piscine, etc.

## Les zones naturelles (N)

Rappel de l'article du Code de l'Urbanisme

*Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :*

- a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;*
- b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;*
- c) Soit de leur caractère d'espaces naturels.*

*En zone N, peuvent seules être autorisées :*

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière ;*
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.*

### ■ La zone N

La zone N se situe en majorité au Nord du territoire communal, et pour partie au sud-est de la commune.

La zone N est largement concernée par le PPR incendie de forêt (au nord) et par le PPR inondation (au sud).

La zone **N** comprend le sous-secteur NI prévu pour le développement de l'activité touristique sur le site des lacs de Vergèze, mais également le Secteur de Taille Et de Capacité Limitées (STECAL) NI1 où sera construit

le bâtiment accueillant le poste de secours, les sanitaires, le point d'information et autres équipements nécessaires pour la future base de loisir.

La zone N comprend également les sous-secteurs Npr1, Npe2 et Nppe, désignant les périmètres de protections des différents captages publics sur le territoire :

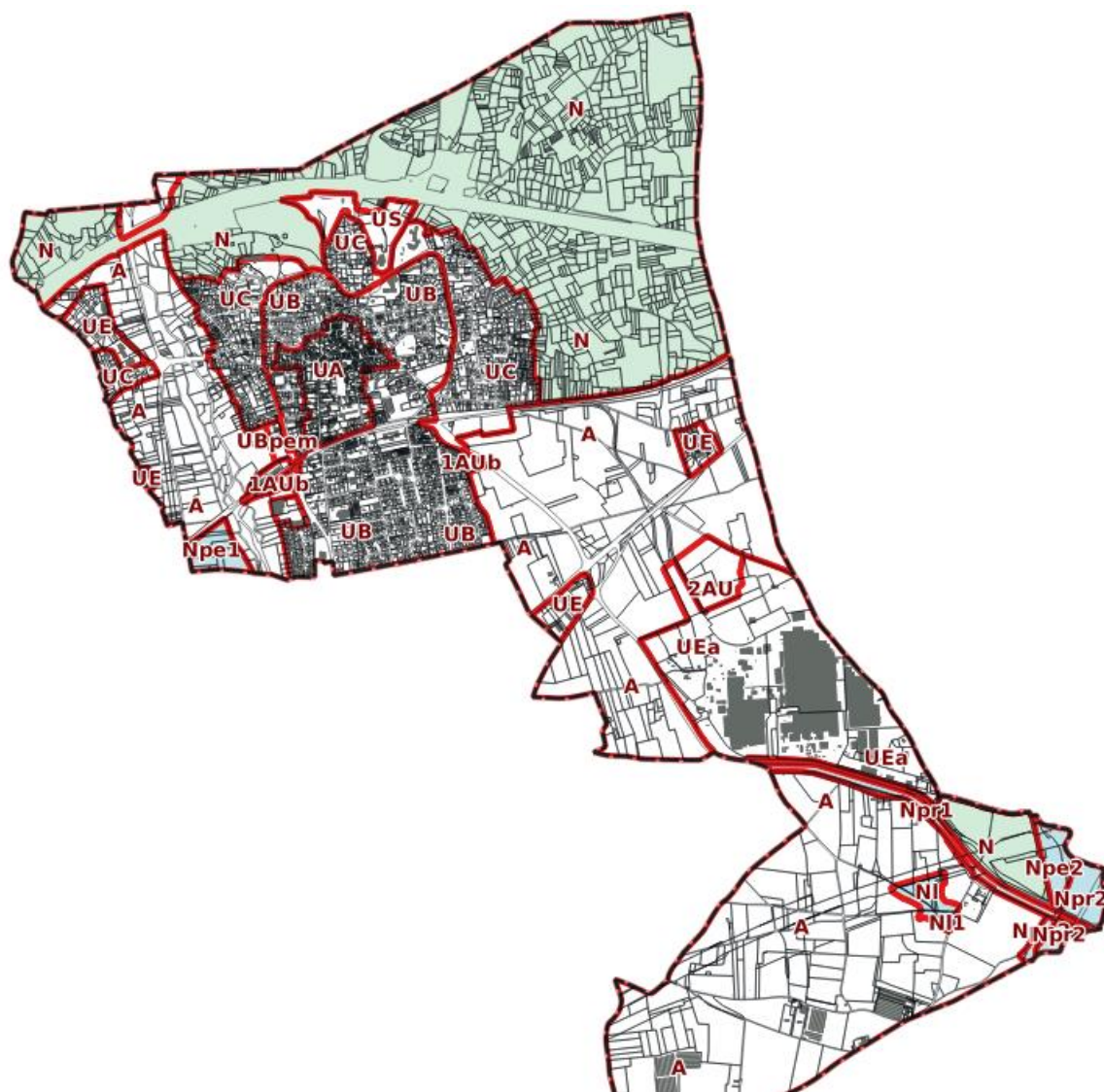
- Le périmètre de protection éloigné (Npe2) du captage d'eau potable « Candiac 2 ».
- Le périmètre de protection rapproché (Npr1) du captage d'eau potable « Candiac 2 ».
- Le périmètre de protection éloigné (Npe2) de « Mus Pignan ».
- Le périmètre de protection des prises d'eau (Nppe) du canal BRL.

Objectif de classement :

- ✓ Préserver le paysage de garrigue
- ✓ Préserver le patrimoine naturel
- ✓ Développer l'activité autour des lacs de Vergèze

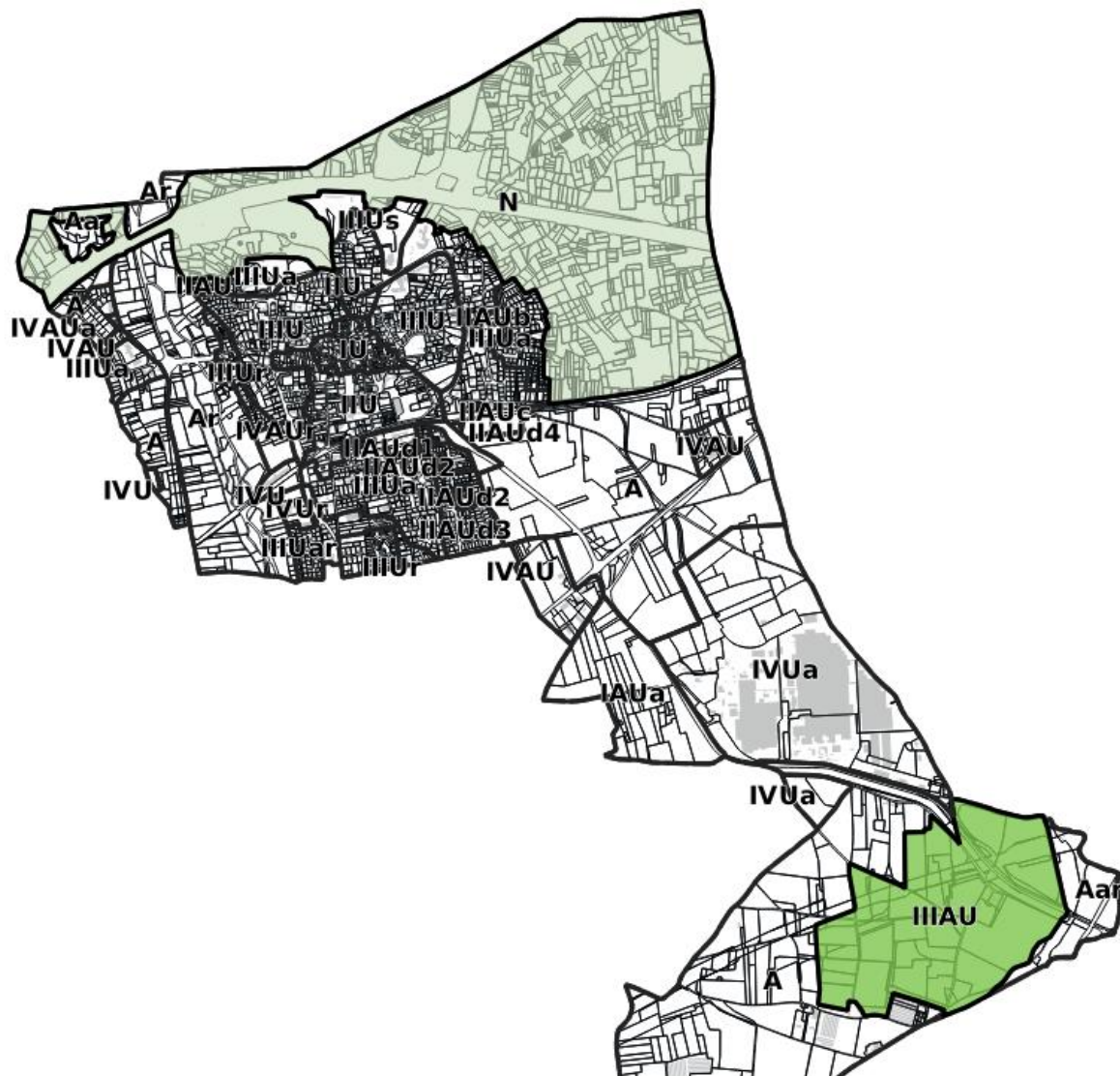
## Justification du zonage

La zone N dans le projet de PLU





La zone correspondante dans l'ancien PLU



La zone N, d'une superficie de 276 ha, représente 27,3 % du territoire communal, elle inclut le sous-secteur NI (4,2 ha).

#### Justification du règlement

	Destination/sous destination autorisée
	Destination/sous destination soumise à condition
	Destination/sous destination interdite

DESTINATIONS	SOUS-DESTINATIONS						
EXPLOITATION- AGRICOLE-ET- FORESTIERE	Exploitation- agricole	Exploitation- forestière					
HABITATION	Logement	Hébergement					
COMMERCE-ET- ACTIVITE-DE- SERVICE	Artisanat-et- commerce-de- détail	Restauration	Commerce-de- gros	Activités-de- service-ou- s'effectue- l'accueil-d'une- clientèle	Hôtels	Autres- hébergements- touristiques	Cinéma
EQUIPEMENTS- D'INTERET- COLLECTIF-ET- SERVICES- PUBLICS	Locaux, bureaux- accueillant-du- public-des- administrations- publiques	Locaux- techniques-et- industriels-des- administrations	Etablissements- d'enseignement- de-santé-et- d'action-sociale	Salle-d'art-et- de-spectacles	Équipements- sportifs	Autres- équipements- recevant-du- public	Lieux-de- culte
AUTRES- ACTIVITES-DES- SECTEURS- SECONDAIRES- ET-TERTIAIRES	Industrie	Entrepôts	Bureaux	Centre-de- congrès-et- d'exposition	Cuisine- dédiée-à-la- vente-en- ligne		

Le règlement n'autorise aucune nouvelle construction à l'exception des celles qui sont nécessaires à l'exploitation forestière et les équipements collectifs à condition de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Il prévoit par ailleurs la possibilité pour les exploitations agricoles et pour les habitations d'évoluer de manière mesurée. Le règlement donne des précisions sur le type de constructions permises, le développement maximal autorisé, les surfaces et les distances à respecter, et notamment dans le cas des annexes de l'habitation de type garage, piscine, etc.

Comme dans le reste de la commune, le règlement favorise la plantation d'essences locales, un éclairage peu impactant pour la faune et la réalisation de clôtures perméables aux écoulements d'eau et aux circulations de la petite faune.

Au sein du STECAL N1, la création de surfaces de plancher pour des locaux non habités et strictement nécessaires à des activités sportives, d'animation et de loisirs tels que sanitaires, vestiaires, locaux à matériels sont autorisés dans la limite de 100m<sup>2</sup> d'emprise au sol et sous réserve que la surface des planchers soit calée à la cote TN+30cm.

Au sein des sous-secteurs Npr1, Npr2, Npe1 et Npe2, le règlement intègre des dispositions spécifiques pour la protection des captage d'eau. Ces dispositions sont directement issues des servitudes d'utilités publiques en vigueur et du rapport de l'hydrologue pour ce qui concerne le captage de Candiac 2 (secteurs Npr2 et Npe2).

## Les dispositions complémentaires de prescriptions du PLU

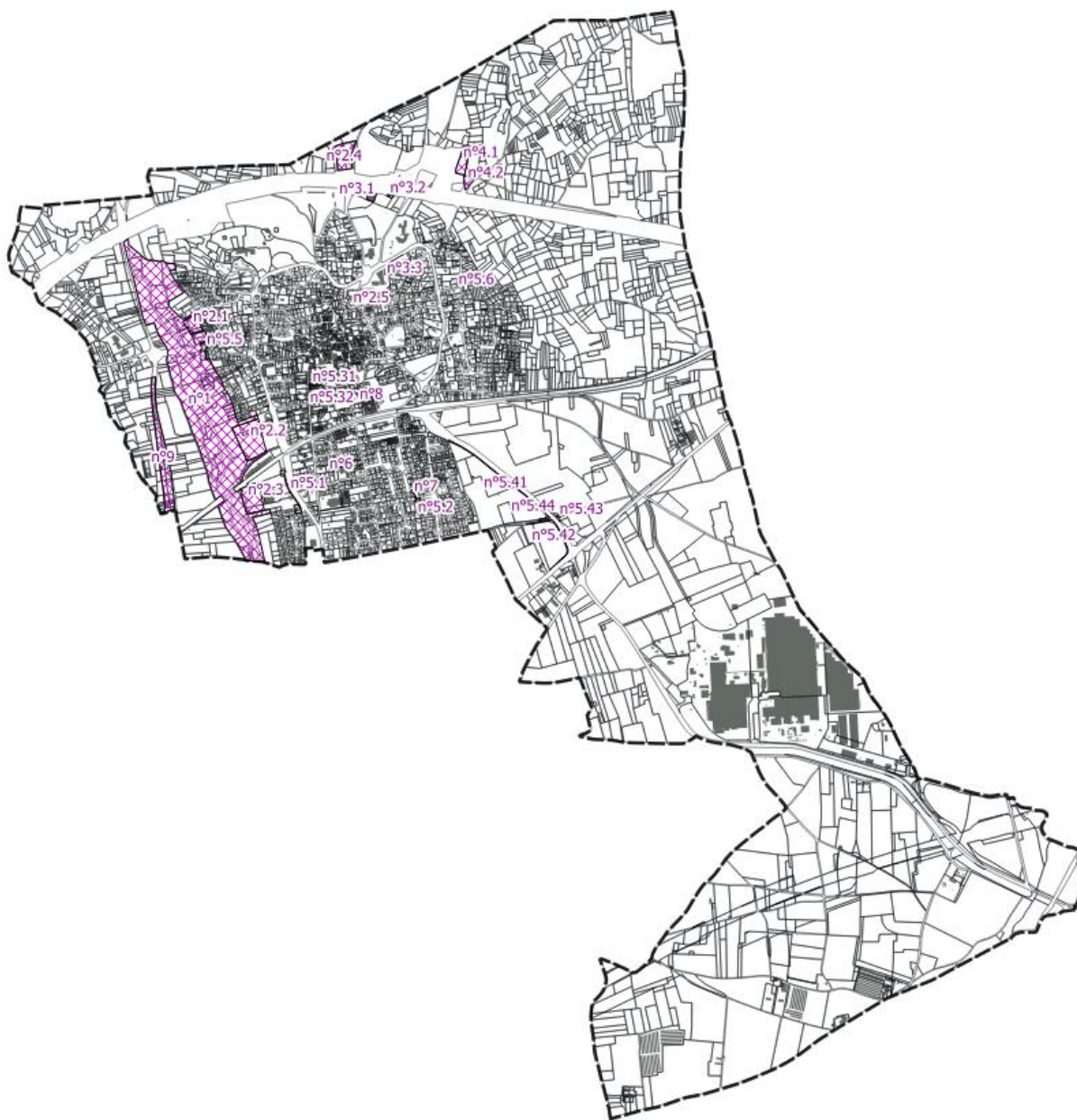
### ■ Les emplacements réservés

Afin de répondre aux besoins communaux en matière d'équipements et d'infrastructures, le PLU définit des Emplacements Réservés (ER). Ils sont dédiés à la réalisation de voies et ouvrages publics, ainsi que d'installations d'intérêt général.

Par rapport au dernier PLU en vigueur, une mise à jour des emplacements réservés a été opérée. Le projet de PLU a conservé les emplacements réservés qui sont toujours nécessaires, supprimé ceux qui ne l'était plus ou qui correspondent à des projets déjà réalisés, et ajouté de nouveaux emplacements réservés en lien avec les objectifs du PADD.

La liste des emplacements réservés du PLU de Vergèze est la suivante :

Numéro de l'emplacement réservé	Superficie (en m²)	Libellé	Bénéficiaire
1	277 696	Projet Rhône	Communauté de communes Rhône Vistre Vidourle
2.1	629	Bassin de rétention	Communauté de communes Rhône Vistre Vidourle
2.2	628	Bassin de rétention	
2.3	20343	Bassin de rétention	
2.4	12494	Bassin de rétention	Commune
2.5	9577	Bassin de rétention	Commune
3.1	1658	Extension terrain de sport	Commune
3.2	312	Espace public à aménager – création aménagement sportif	Commune
4	7684	Aire de repos autoroute	ASF
5.1	1688	Elargissement de la voie	Commune
5.2	341	Prolongement de l'impasse A. Camus	Commune
5.31	145	Jonction entre la rue de la République et la rue Neuve (élargissement)	Commune
5.32	75	Jonction entre la rue de la République et la rue Neuve (élargissement)	Commune
5.41	2395	Aménagement des abords RD139	Commune
5.42	1687	Aménagement des abords du RD139	Commune
5.43	272	Elargissement du chemin de la monnaie	Commune
5.44	386	Elargissement du chemin de la monnaie	Commune
5.5	87	Elargissement du carrefour rue du Rhône et rue du Mas Liotard	Commune
5.6	142	Elargissement du chemin de la Montée de Brousse	Commune
5.7	261	Voie de désenclavement	Commune
6	1390	Extension centre social	Commune
7	181	Extension réseau pluvial	Commune
8	322	Aménagement cyclable	Commune
9	22919	Sécurisation du passage à niveau de la RD1	Département



- Les éléments à protéger pour des motifs écologiques

En complément de la division en zones du territoire, le projet de PLU identifie plusieurs type d'éléments à protéger pour des motifs écologiques. Pour chacun de ces éléments, toute modification ou suppression de l'élément doit faire l'objet d'une déclaration préalable et toute intervention de nature à dégrader la fonction écologique est interdite.

**Dans les zones agricoles et naturelles,** les éléments identifiés constituent des espaces à protéger pour le bon fonctionnement des écosystèmes. Ils sont à la fois des espaces refuges pour la faune, des corridors qui facilitent le déplacement des espèces et des ensembles végétaux remarquables à protéger.



➤ **Les espaces de bon fonctionnement du Rhône et du Vistre : 2 éléments**

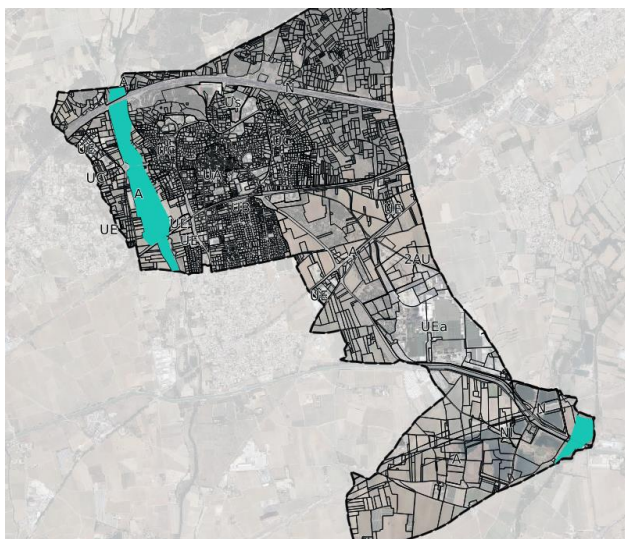
Dans les Espace de Bon Fonctionnement des cours d'eau, les dispositions suivantes s'appliquent :

Sont interdits :

- Toutes nouvelles constructions,
- Les exhaussements, affouillements, dépôts ou extractions de matériaux quel qu'en soit l'épaisseur et la superficie sauf pour les travaux nécessaires au maintien en l'état ou à l'entretien des berges des cours d'eau,
- Toutes installations pouvant porter atteinte à la qualité des eaux et des sols,
- L'imperméabilisation des sols.

Seuls les aménagements, travaux, installations liés à l'amélioration de l'hydromorphologie, à la lutte contre les inondations, à l'entretien des cours d'eau et à l'ouverture au public (cheminements doux) sont autorisés.

Par ailleurs, en dehors des marges de recul imposées aux clôtures, les clôtures sont autorisées à condition d'être uniquement constituées d'un grillage à maille large afin d'assurer la transparence hydraulique.



➤ **Les zones humides : 5 éléments**

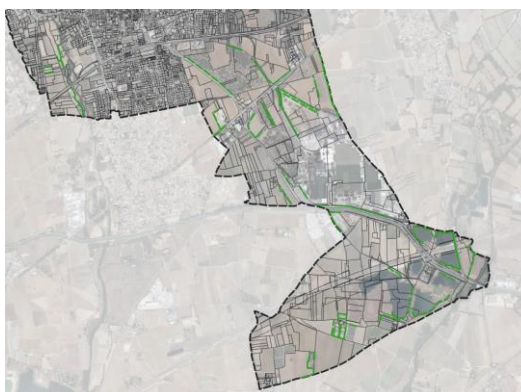
Les zones humides de la commune se trouvent autour des lacs de Vergèze.

Les mêmes règles que pour les espaces de bons fonctionnements s'appliquent à ces zones.



➤ **Les haies en zone agricoles :**

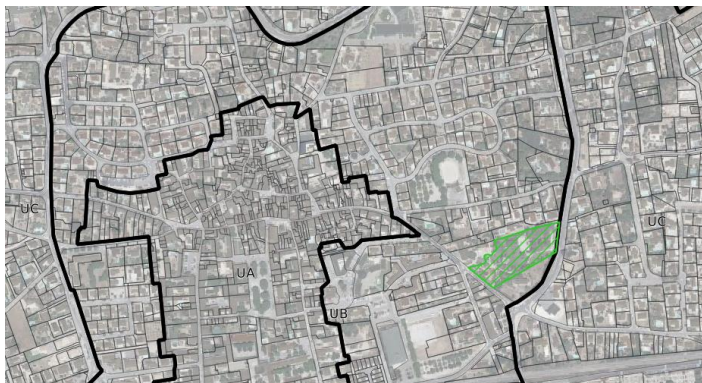
Le PLU traduit la protection des haies en zone agricole identifiées par le SCoT Sud Gard. Elles sont classées en tant qu'espaces verts protégés (EVP) et à ce titre l'abattage d'arbres seins et n'appartenant pas à une espèce exogène ou invasive est interdit.



**Dans les zones urbaines,** des éléments de **nature en ville** participent à créer des conditions favorables pour le maintien de la biodiversité en ville. Par ailleurs ils participent à la qualité paysagère du village, à la lutte contre les phénomènes de surchauffe urbaine.

- **Espaces verts protégés :** 2 éléments, le premier situé en zone UB, le second en zone UEa (zone de l'usine PERRIER)

Ces espaces ont été classé EVP, à ce titre l'abattage d'arbres seins et n'appartenant pas à une espèce exogène ou invasive est interdit.



➤ **Alignements d'arbres remarquables :**  
éléments identifiés en zone UB

Des alignements d'arbres remarquables sont identifiés au sein de l'enveloppe urbaine. La réglementation relative au EVP a semblé plus pertinente dans le cadre de l'élaboration du PLU afin de pouvoir remplacer des sujets qui seraient susceptibles de poser des problèmes de sécurité routière.

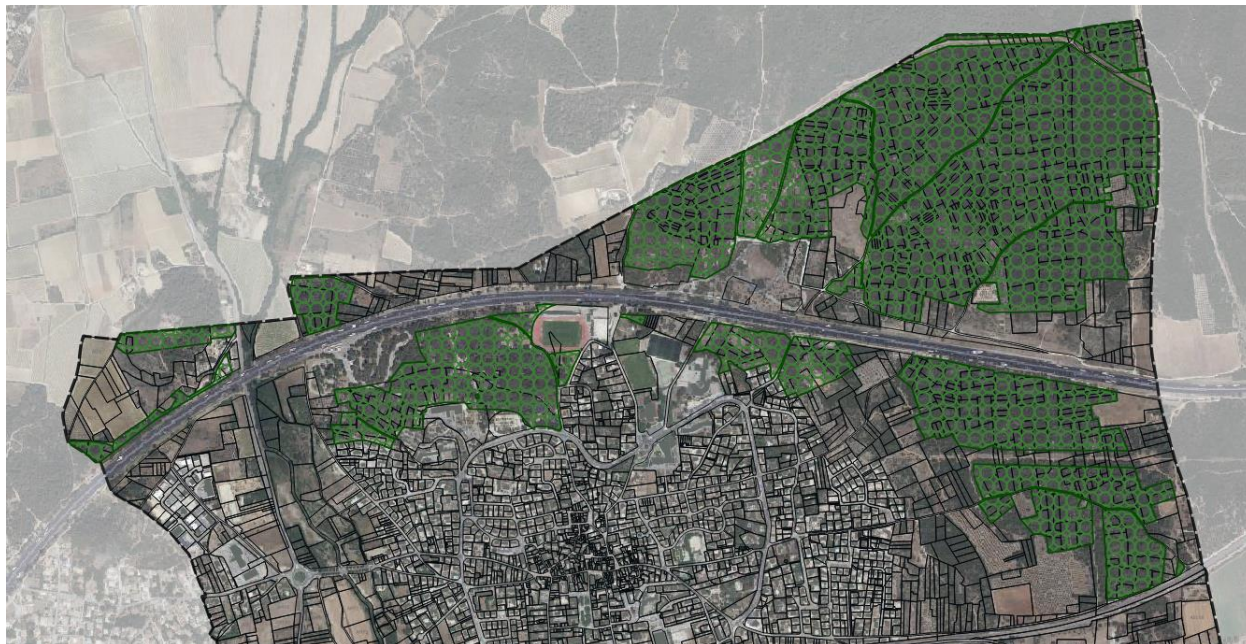
En EVP, l'abattage d'arbres seins et n'appartenant pas à une espèce exogène ou invasive est interdit.





## ■ Les Espaces Boisés Classés

Les espaces boisés classés du PLU en vigueur, identifiés dans la partie nord de la commune sont maintenus dans le projet de PLU. De légères modifications ont tout de même été apportées pour être cohérent avec l'évolution des boisements de la commune.



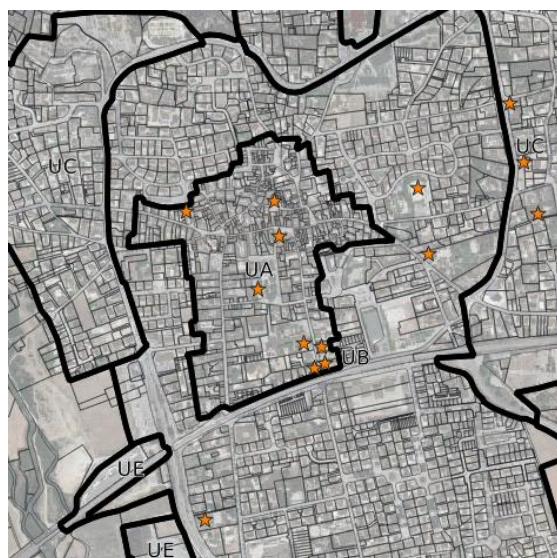
## ■ Les éléments protégés pour des motifs historiques, culturels ou architecturaux

Le projet de PLU identifie des éléments (dont la plupart sont situés dans le centre ancien du village et au sein de la zone Perrier) à protéger pour des raisons patrimoniales. La modification ou la suppression d'un de ces éléments doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

Les éléments peuvent faire l'objet d'un projet de restauration dans les limites des volumes existants ou des extensions autorisées par le règlement. Le projet de restauration devra respecter les caractéristiques architecturales initiales des bâtiments (volumes, toitures, matériaux) et permettre leur mise en valeur.

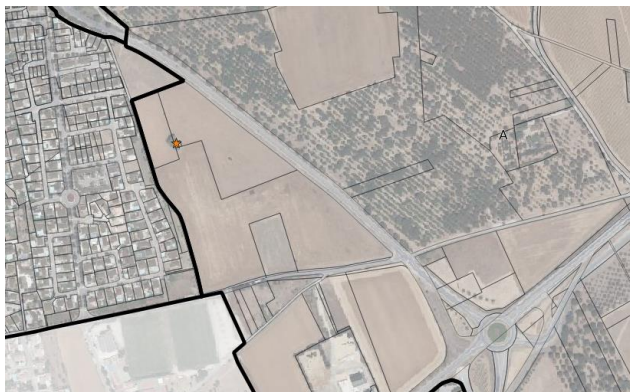
Le PLU identifie 25 éléments dont 4 rues.

### Eléments protégés en zone urbaine





Tombeau à l'extérieur de la ville



Éléments identifiés au sein du site Perrier



### ■ Le secteur de protection des maisons vigneronnes

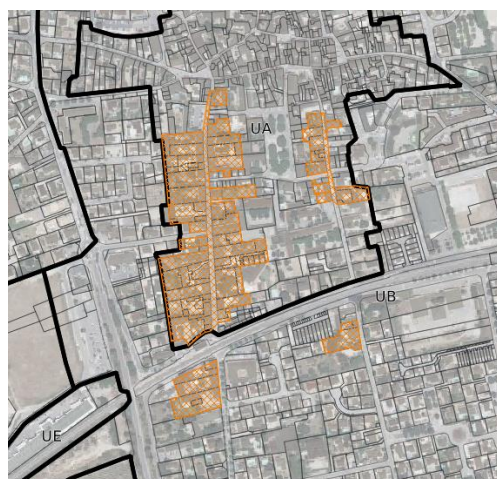
Le PLU intègre un secteur de protection des maisons vigneronnes. Les dispositions complémentaires suivantes s'appliquent sur le secteur :

Les façades des maisons vigneronnes devront conserver leurs caractéristiques traditionnelles :

- les garde-corps en fer forgé,
- les portes cochères,
- les pierres apparentes ou enduites d'une couleur proche de la pierre naturelle,
- les volets en bois.

Les projets de construction en densification au sein des cours de maisons vigneronnes sont autorisés à condition de s'insérer de manière harmonieuse avec le bâti ancien (accord des couleurs et des volumes).

Emprise de la protection des maisons vigneronnes dans le PLU



### 3. CONSOMMATION D'ESPACES PROJETEE ET DISPOSITIONS DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN

#### Analyse de la consommation d'espaces agricoles et naturels projetée

##### Evolution des limites des zones constructibles

Le PLU vise à préserver les espaces agricoles et naturels. Par conséquent, il limite très fortement les zones urbaines et à urbaniser par rapport au précédent document d'urbanisme.

Les principales évolutions de zonage entre l'ancien POS et le PLU sont les suivantes :

Changements de vocation des zones – Bilan ancien PLU / nouveau PLU

	Ancien PLU, surface en ha	
Zone urbaine	IU	7,4
	IIU	23,5
	IIIU	45,7
	IIIUa	67,2
	IIIUar	9,7
	IIIUr	9,2
	IIIUs	8,8
	IVU	3
	IVUa	95,6
	IVUr	2,3
TOTAL		272,4

	Nouveau PLU, surface en ha	
Zone urbaine	UA	18,9
	UB	98,89
	UC	69,92
	UE	17,90
	UEa	78,73
	Us	8,82
TOTAL		294,12

Zone à urbaniser	IAUa	31,2
	IIAU	1
	IIAUb	9,5
	IIAUc	0,2
	IIAUd1	0,7
	IIAUd2	3,7
	IIAUd3	8,5
	IIAUd4	2,2
	IIIAU	79,4
	IVAU	15,8
	IVAUa	4,3
	IVAUr	2,9
TOTAL		159,4

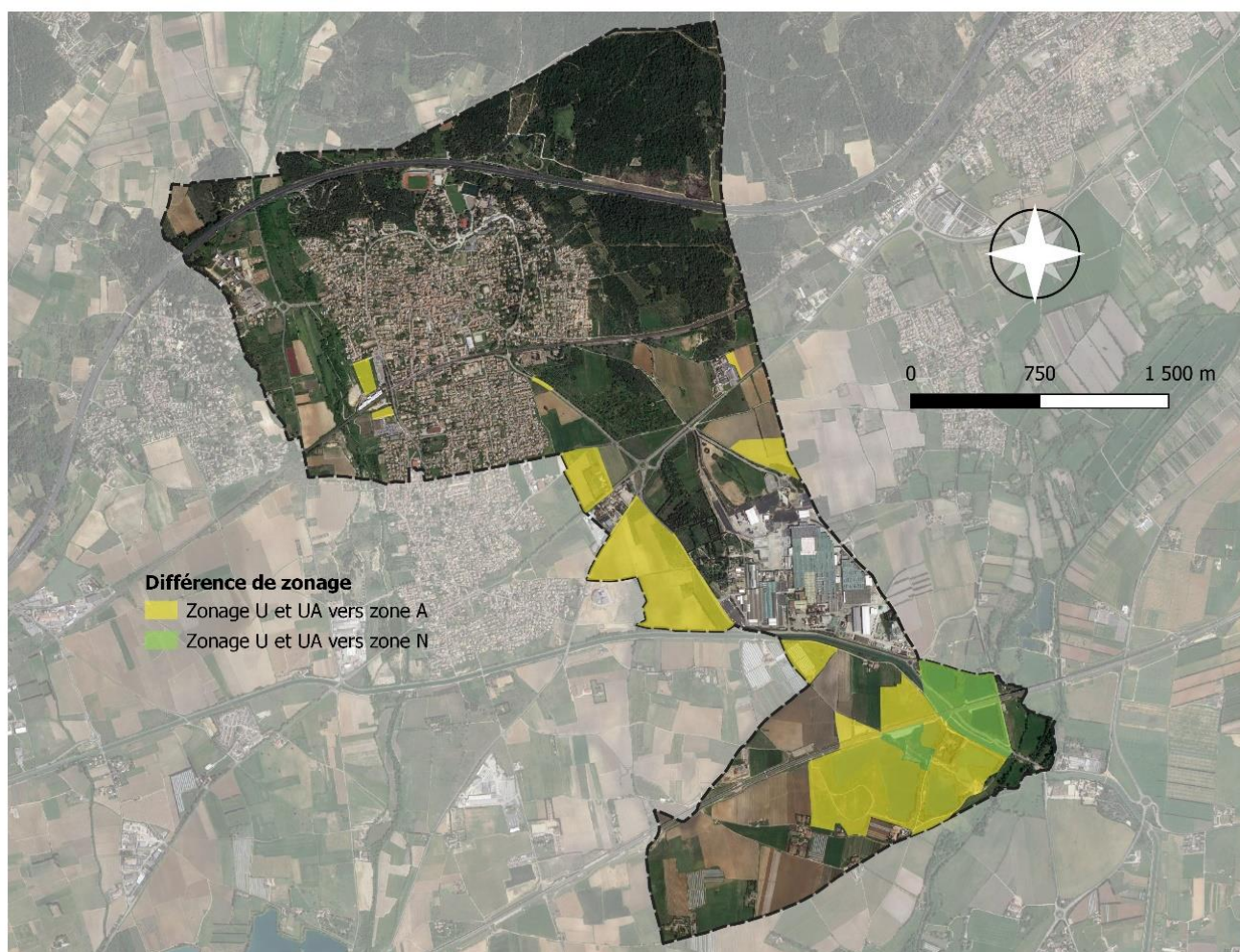
Zone à urbaniser	1AUb	1,36
	2AU	7,44
TOTAL		0

Zone agricole	A	244,8
	Aar	14,7
	Ar	63,8
TOTAL		323,3

Zone naturelle	N	250,8
TOTAL		250,8

Zone agricole	A	432,06
TOTAL		432,06

Zone naturelle	N	271,75
	NI	4,02
	NI1	0,19
TOTAL		275,96



Si on s'attarde sur les déclassements/reclassements de zones agricoles et naturelles, on obtient pour le projet de PLU le bilan suivant :

Déclassement pour la consommation d'espaces en zone urbaine U		Reclassement pour limiter la consommation d'espaces A et N	
Reclassement de zones agricoles de l'ancien PLU en zone <b>U/AU</b> au nouveau PLU	0	Reclassement de zones urbaines ou à urbaniser de l'ancien PLU en zone <b>A</b> au nouveau PLU	108,7
Reclassement de zones naturelles de l'ancien en zone <b>U/AU</b> au nouveau PLU	0	Reclassement de zones zones urbaines ou à urbaniser de l'ancien PLU en zone <b>N</b> au nouveau PLU	21,5
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>Total</b>	<b>130,20</b>

Par rapport à l'ancien PLU, le nouveau rend donc à la zone agricole plus de 108 ha précédemment identifiés dans les réserves foncières du précédent PLU, ainsi qu'environ 21 ha de zone naturelle.



## Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

En phase diagnostic une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers a été faite sur deux périodes :

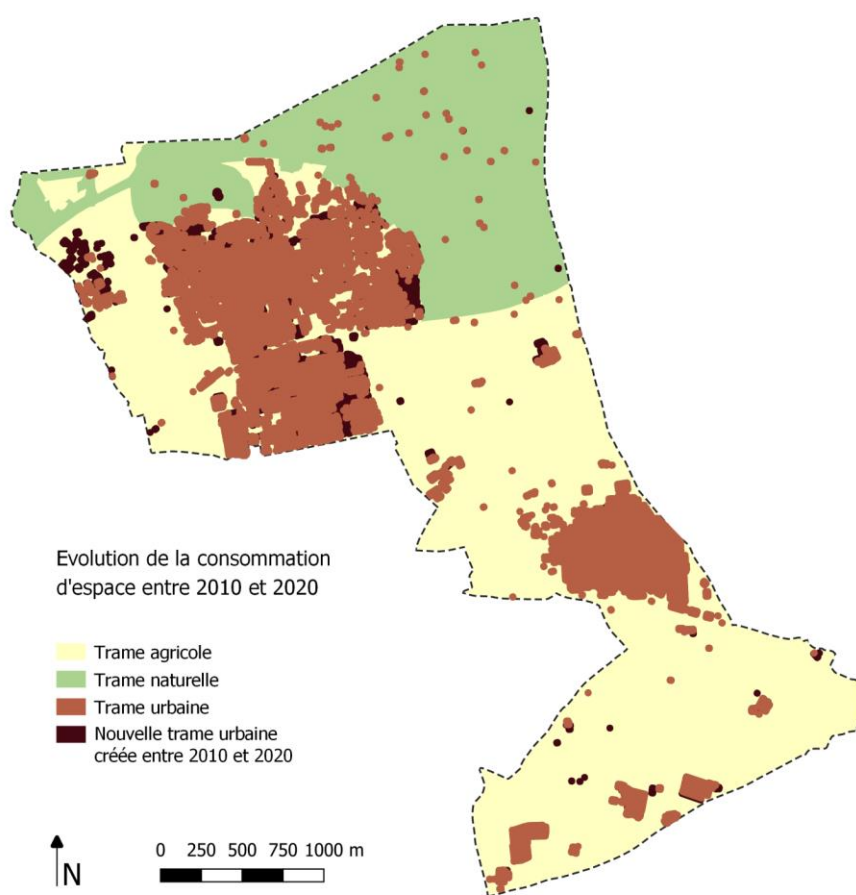
- Période de référence relative à la loi climat et résilience

La loi Climat et Résilience fixe un objectif de division par deux du rythme de la consommation d'espaces à l'horizon 2031 par rapport aux 10 années précédant l'approbation de la loi (août 2021).

Une analyse de la base de données topographique de l'IGN permet de calculer et de localiser l'évolution de l'urbanisation entre fin 2010 et fin 2020 : sur cette période la consommation d'espaces représente un total de 20,93 ha dont 10,93 ha en extension de la trame urbaine.

### Evolution de la consommation d'espaces 2010-2020 – échelle communale

Cadastre 2020, Altereo



Ces données sont à comparer avec les données issues de l'observatoire de l'artificialisation qui enregistre une consommation totale de 29,025 hectare. Ces données permettent de mettre en avant la prédominance de la fonction d'habitat dans la consommation d'espaces passée (environ 70%) et un pic annuel de consommation entre 2013 et 2014.

Le PADD de la révision du PLU de Vergèze prévoit pour sa part une consommation d'espaces maximale de 9,6 ha répartis comme suit :

- Extension de l'urbanisation à vocation d'équipement :
  - o Une zone destinée à accueillir le pôle d'échange multimodal de 0,6 hectare,
- Extension de l'urbanisation à vocation mixte :
  - o Une parcelle au sud de la voie ferrée à l'ouest de la ville de 0,8 hectare à vocation mixte,

- Une parcelle au nord-est de la ZAC Malacorade de 0,6 hectare à vocation mixte,
- Extension de l'urbanisation à vocation d'activités :
  - Une zone encore non urbanisée de 7,4 ha en continuité de l'implantation de l'usine Perrier pour le développement futur de l'activité.
- Création d'une base de loisirs sur la zone des lacs au sud de la commune, représentant une surface d'environ 0,2 hectare.

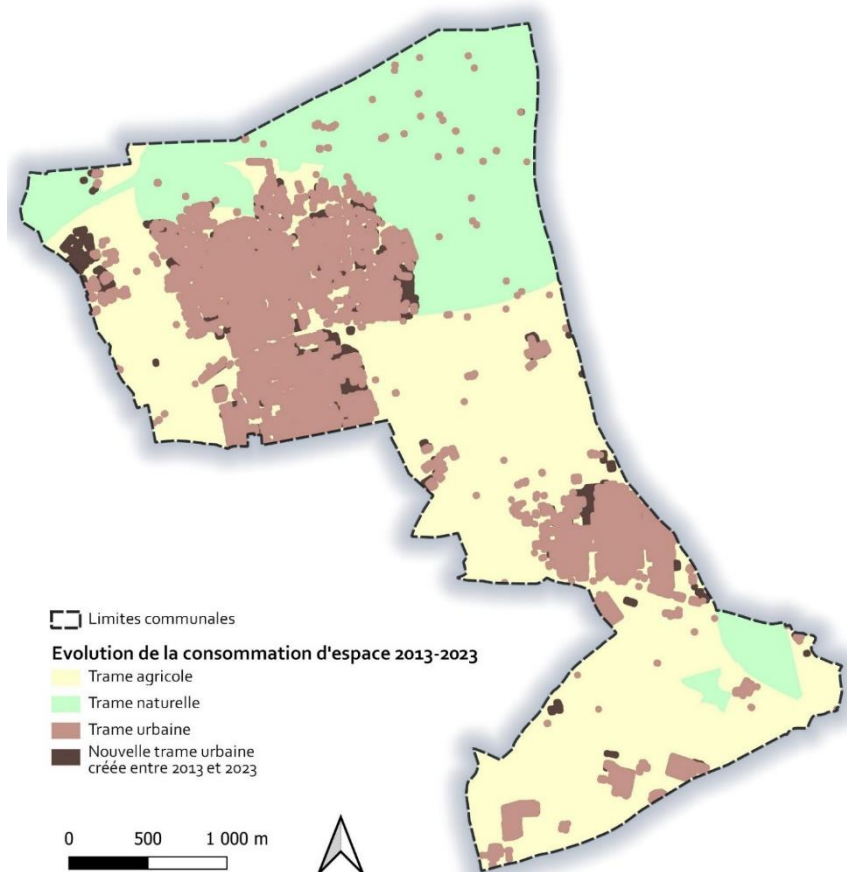
**La révision du PLU permet donc de diviser au moins par deux la consommation d'espaces passée.**

#### ■ Période de référence relative à la loi ALUR

Conformément à la loi ALUR, une analyse de la consommation d'espaces sur les 10 années précédant l'arrêt du PLU (2023) a également été menée au sein du diagnostic. Ainsi, sur période 2013-2023 la consommation d'espaces représente un total de 22,57 ha dont 16,4 ha en extension de la trame urbaine. On voit que la consommation d'espaces reste importante sur cette période et même légèrement plus forte que sur la période 2010-2020.

#### Evolution de la consommation d'espaces 2013-2023 – échelle communale

*Cadastre 2023, Altereo*



**La révision du PLU permettra de réduire le rythme de consommation d'espaces à partir de 2024.**

## **Dispositions en faveur de la lutte contre l'étalement urbain**

Afin d'appliquer ses objectifs de limitation de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain, le projet communal a mis en place plusieurs outils :

- Délimitation des zones « U » du PLU sur les espaces actuellement bâtis à l'exception de quelques dents creuses situées en limite d'urbanisation ;
- L'identification de secteurs stratégiques de développement en déterminant les seules surfaces nécessaires aux besoins à l'horizon 2032,
- La densification projetée dans les enveloppes urbaines actuelles, à vocation d'habitat, pour réaliser une partie des besoins en développement ;
- La mise en place d'un règlement permettant de densifier les espaces non construits, tout en préservant le paysage, le patrimoine et le cadre de vie ;
- La mise en place de règles spécifiques pour l'extension limitée des habitations existantes en zones naturelle et agricole ainsi que pour la création d'annexes.

## **II. ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS ET PROGRAMMES**

---



Le chapitre ci-après présente les principaux documents supra-communaux avec lesquels le PLU de Vergèze doit être compatible et/ou qu'il doit prendre en compte.

Pour rappel, l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme précise que :

*« Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :*

*1° Décrit **l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme** et les plans ou programmes mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ; [...] »*

En présence d'un SCOT :

- le PLU doit être compatible avec les documents d'urbanismes, plans et programmes énumérés à l'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme ;
- le PLU doit prendre en compte les documents d'urbanisme, plans et programmes énumérés à l'article L.131-5 du Code de l'Urbanisme.

La commune de Vergèze est incluse dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale Sud Gard, approuvé le 10 décembre 2019. Elle fait partie de la communauté de commune « Rhône Vistre Vidourle ».

En plus du SCoT approuvé, l'articulation du PLU doit également se faire avec les documents ayant une date d'approbation postérieure à celle du SCoT. En effet, ces documents n'ont pas été pris en considération lors de l'élaboration du SCoT, ils doivent donc l'être dans la révision du PLU de Vergèze.

Les parties suivantes présentent donc l'analyse de l'articulation du PLU avec les autres documents, plans ou programmes, selon le principe de compatibilité ou le principe de prise en compte au regard des différentes thématiques, notamment environnementales.

## **1. Les documents de rang supérieur avec lequel le PLU doit s'articuler**

Au regard de l'avancement des différents documents concernés, le PLU de Vergèze doit être compatible avec<sup>1</sup> :

- les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et les orientations et objectifs du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT Sud Gard approuvé ;
- les règles générales du fascicule du projet de Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Occitanie prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;
- le SAGE du Vistre et des nappes Vistrenque et Costières approuvé.

Le PLU de la commune de Vergèze doit prendre en compte :

- les objectifs du projet de SRADDET Occitanie prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

---

<sup>1</sup> Le Plan de Déplacement Urbain (PDU) de Nîmes Métropole, adopté le 6 décembre 2007 et prévu pour 10 ans, ne s'applique plus en novembre 2020. De plus, aucun projet de Plan Climat Air Energie Territorial n'existe à cette date.

## 2. Compatibilité avec le SCoT Sud Gard

### Présentation

Le Schéma de Cohérence Territoriale permet aux communes appartenant à un même bassin de vie de mettre en cohérence, leurs politiques dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat, des implantations commerciales, des déplacements et de l'environnement.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs définit les orientations prescriptives qui permettent de rendre effectifs les objectifs politiques affichés dans les axes du PADD.

Le SCOT Sud Gard a été approuvé le 10 décembre 2019.

### Compatibilité du PLU

Le tableau suivant montre la compatibilité du projet de PLU avec le SCoT :

Tableau 1 - Articulation du PLU de Vergèze avec le SCoT Sud Gard

<b>DOO - A. Un territoire de ressource à préserver et à valoriser</b>	
<b>PADD - Axe 1   Un territoire de ressource</b>	
<b>SCoT</b>	A.1. Préserver et valoriser l'armature verte et bleue, socle environnemental et paysager du territoire
<b>PLU</b>	<p>Le PADD, dans son orientation 10 vise à protéger et valoriser les éléments constitutifs de la trame verte et bleue, en préservant les espaces naturels et en maintenant les corridors écologiques.</p> <p>Le projet de PLU intègre une trame verte et bleue à l'échelle de la commune, avec plusieurs corridors écologiques. Ces derniers se situent très majoritairement en zone naturelle ou agricole protégée, où toutes les possibilités de nouvelles constructions sont très limitées (avec, de plus, une partie, au nord de la commune, couverte par des EBC).</p> <p>Concernant la valorisation paysagère du territoire, l'orientation 9 du PADD vise à « Soigner les grands équilibres paysagers du territoire », en soignant les franges de l'espace urbain, entre les espaces bâtis et agricole ou en préservant les espaces agricoles du mitage.</p> <p>Enfin, les cours d'eau et les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (EBF) connues sont identifiés au zonage du PLU et bénéficient ainsi d'une protection contre l'urbanisation. Les aménagements, travaux, installations liés à l'amélioration de l'hydromorphologie, à la lutte contre les inondations, à l'entretien des cours d'eau et à l'ouverture au public y sont permis. Des aménagements aux abords du Rhône et des lacs de Vergèze sont prévus dans l'orientation 11 du PADD.</p>
<b>SCoT</b>	A.2. Favoriser l'appropriation des espaces de la trame verte et bleue par les usagers
<b>PLU</b>	<p>Le PADD, dans son orientation 05 « Adapter le développement urbain aux nuisances et aux risques », identifie les surfaces concernées par les risques d'inondation et permet la réalisation d'ouvrages de protection et de gestion du risque (digue du Rhône), ainsi que l'aménagement de ces zones de risques pour le loisirs (projet autour des lacs de Vergèze).</p> <p>La trame verte sera également préservée dans la zone urbanisée grâce à la sauvegarde des éléments du patrimoine paysager (orientation 12) et à la création de voies vertes en continuité de celle créée le long du Rhône (orientation 08).</p>
<b>SCoT</b>	A.3. Préserver et valoriser les vecteurs paysagers du territoire
<b>PLU</b>	<p>Au niveau de la commune, le SCoT identifie plusieurs éléments, un axe de découverte du territoire, une coupure d'urbanisation d'intérêt paysagers et la requalification d'un axe dégradé.</p> <p>L'axe de découverte identifié par le SCoT se situe le long du Rhône et, est identifié au PADD comme un corridor écologique à maintenir mais également comme une zone à aménager (voie</p>

	<p>verte) pour permettre la préservation de cet axe de découverte du territoire et des vues qui l'entoure.</p> <p>Les espaces agricoles à l'ouest de cet axe sont préservés pour soigner l'équilibre paysager du territoire (orientation 09).</p>
<b>SCoT</b>	A.4. Maintenir et adapter les espaces agricoles aux enjeux du territoire
<b>PLU</b>	<p>Plusieurs mesures du PLU seront favorables à la préservation des territoires agricoles de la commune. Le PADD identifie ces espaces comme important à maintenir afin de répondre aux enjeux économiques, écologiques (continuités écologiques et patrimoine naturel, avec des pratiques adaptées), et paysagères. Le règlement identifie ces espaces avec un zonage A, préservant ainsi la destination de ces zones agricoles.</p> <p>Zone A dont une majeure partie est identifiée comme espace de production à valeur renforcée par le SCoT.</p>
<b>SCoT</b>	A.5. Valoriser et gérer de manière durable la présence de l'eau sur le territoire
<b>PLU</b>	<i>Cf. compatibilité du projet de PLU avec le SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières (3.5)</i>
<b>SCoT</b>	A.6. Economiser et préserver la ressource en eau
<b>PLU</b>	<i>Cf. compatibilité du projet de PLU avec le SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières (3.5)</i>
<b>SCoT</b>	A.7. Intégrer le cycle de l'eau dans l'aménagement du territoire
<b>PLU</b>	<i>Cf. compatibilité du projet de PLU avec le SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières (3.5)</i>
<b>SCoT</b>	A.8. Amorcer la transition énergétique et promouvoir la sobriété énergétique
<b>PLU</b>	<p>Le PADD vise le développement des énergies renouvelables qui seront encadrée par des dispositions d'intégration paysagère, en préférant le développement de la production d'énergie renouvelable intégrée aux bâtiments plutôt que sous la forme de par solaire au sol, consommateur d'espaces naturels ou agricoles. Le règlement des zones UA, UB, UC et US autorise l'installation de capteurs solaires (capteurs solaires thermiques et panneaux photovoltaïques) à condition de respecter la pente du toit (article 4).</p> <p>De plus le PLU, dans son règlement, n'interdit pas l'implantation de projets éoliens. Seules les éoliennes individuelles sont interdites en zone urbaines ou à proximité des habitations</p> <p>Par ailleurs, le PLU pourra participer à la réduction de la consommation énergétique finale des transports avec la création du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) qui favorise les déplacements en transport en commun et les déplacements doux puisque des liaisons douces seront développé entre le PEM et les quartiers d'habitations.</p>
<b>SCoT</b>	A.9. Anticiper la vulnérabilité du territoire face au changement climatique
<b>PLU</b>	<p>Par l'importance de l'étendue des zonages A et N, le PLU participera à la préservation des milieux ayant pour fonctionnalité le stockage de carbone. D'autre part, il vise le maintien ou le développement de la nature en ville (identification des alignements d'arbres à préserver) ainsi qu'une gestion des eaux pluviales permettant de limiter les ruissellements urbains.</p> <p>Le PADD souhaite limiter l'imperméabilisation des sols (notamment par l'utilisation de revêtements perméables pour la réalisation des espaces de stationnements).</p>
<b>SCoT</b>	A.11. Limiter au maximum et recycler mieux les déchets du territoire
<b>PLU</b>	Le PLU dispose de peu de leviers en termes de réduction de la production de déchets. La gestion des déchets est une compétence de la communauté de commune.
<b>SCoT</b>	A.12. Rendre le territoire et ses habitants moins vulnérables aux risques et aux nuisances
<b>PLU</b>	<p>Le projet intègre les risques naturels, technologique et les nuisances, présents sur la commune. Au sein du PADD, l'orientation 05 vise à prendre en compte les différents risques, en particulier en intégrant les zones inondables et en n'accentuant pas les risques liés aux incendies de forêt.</p>

	<p>Lorsqu'un PPR existe (inondation et incendie de forêt), il est annexé au PLU et la définition de chaque zonage est reprise dans le règlement. De plus, le respect du zonage de protection des Ripisylves et des Zones Humides couvre généralement les secteurs soumis à aléa fort en zone urbaine.</p> <p>La commune concernée par des risques technologiques et des nuisances et des pollutions liées aux activités humaines. L'exposition à ces risques sera limitée réglementairement en interdisant le développement urbain à proximité des installations dangereuses et l'installation d'activités produisant des nuisances à proximité des zones habitées. Mais aussi en réglementant l'éclairage public et privé dans le respect de la biodiversité et des habitants du territoire.</p> <p>Des nuisances sonores sont également présente de par la présence de l'autoroute A9 sur la commune, le zonage couvrant l'A9 et ses abords (classée voie bruyante) est de type N, A ou US (Zone destinées à l'accueil d'équipements sportifs et de loisir), évitant ainsi l'installation de population soumise à cette nuisance.</p>
<b>DOO - B. Un territoire organisé et solidaire</b> <b>PADD - Axe 2   Un territoire organisé et solidaire</b>	
<b>SCoT</b>	B.1. S'appuyer sur les bassins de proximité et les EPCI pour organiser et moduler les dynamiques socio-démographiques et la production de logements
<b>PLU</b>	En compatibilité avec le SCoT et en l'absence d'un PLH, la commune entend prévoir la construction d'au moins 20% de logements sociaux parmi les nouveaux logements à construire au cours de la durée de validité du PLU. Ces logements seront répartis de manière diffuse dans les tissus urbains. Les opérations mixtes avec des logements sociaux et des logements privés seront encouragées à travers le règlement.
<b>SCoT</b>	B.3. Favoriser une politique d'implantation d'équipements au plus près des habitants
<b>PLU</b>	Le développement des équipements constitue une orientation dédiée du PADD (08). Il s'agit notamment de d'étendre la zone à vocation d'équipements (qui accueillera le PEM). Plus largement, le projet communal prévoit l'évolution de l'offre en équipements dédiés à la population avec notamment le développement de la maison de santé et le maintien de l'offre en équipement sportif et culturel.
<b>SCoT</b>	B.4. Changer les modes de construction sur le territoire pour favoriser des projets d'excellence urbaine
<b>PLU</b>	Le PADD limite l'étalement du centre-ville et protège les terres agricoles.
<b>SCoT</b>	B.5. Des cœurs de ville à protéger, revaloriser, repeupler, réactiver
<b>PLU</b>	La présence éventuelle d'habitats indignes et/ou dégradés dans la commune n'a pas été considérée comme un enjeu dans la commune à l'occasion de la révision du document d'urbanisme. Toutefois, une étude ultérieure sur cette thématique pourra être menée.
<b>SCoT</b>	B.6. Une limitation de la consommation foncière par mobilisation des ressources des tissus urbains existants et des projets d'extension économes en espace
<b>PLU</b>	<p>Le PADD, dans son orientation 2 « Programmer une croissance démographique raisonnée et anticiper les besoins en logements » vise la limitation de la future consommation d'espace par l'optimisation de l'enveloppe urbaine existante. L'extension de l'enveloppe urbaine s'étendra ainsi sur un maximum de 1,4 ha en continuité de l'urbanisation existante.</p> <p>En lien avec les prescriptions du SCoT détaillées en B.6, le PLU intègre la définition à la parcelle d'une enveloppe urbaine principale (pas d'enveloppe secondaire sur Vergèze) ainsi que l'évaluation des capacités de densification des tissus existant.</p> <p>Pour le territoire de Vergèze (catégorie des « pôle structurant ») les objectifs chiffrés suivants sont déclinés dans le SCoT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Densité minimale de 30 logements à l'hectare à l'échelle des opérations sur une même commune</li> </ul>



	<p>Avec une surface potentielles pondérée de 5,76 hectares à urbaniser et un potentiel pondéré de 168 logements à construire. La moyenne de logement à l'hectare pour la commune de Vergèze est de 29 logements à l'hectare.</p> <p>De plus en zone UB et UC, l'emprise au sol est réglementée pour que les constructions n'excèdent pas 30% à 50% de la surface de l'unité foncière (suivant la zone et la superficie du terrain), ce qui permet de maintenir cette densité minimale de 30 logements par hectare.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisation de 80% des logements en renouvellement urbain</li> </ul> <p>Le besoin en logements sur la commune de Vergèze est estimé entre 202 et 238 logements sur les 10 prochaines années.</p> <p>Le projet communal permet de créer 168 logements en renouvellement urbain et d'étendre son urbanisation sur une surface de 1,4 ha (à 30 logements/ha donc 42 logements). Ce projet entraîne donc la création de 210 logements au total dont 80% de renouvellement urbain.</p> <p>Le projet communal respecte donc les objectifs chiffrés du SCoT Sud Gard.</p>
<b>SCoT</b>	<b>B.7. Diversifier l'offre en logements sur le territoire</b>
<b>PLU</b>	<p>Le PADD autorise des formes urbaines plus compactes dans le centre-ville et plus lâches dans les espaces périphériques pour permettre une cohérence morphologique du tissu urbain et préservera le cadre paysager de la commune. Le projet de PLU vise à diversifier l'offre de logement pour assurer l'essor d'une mixité sociale et générationnelle (orientation 02).</p> <p>De plus, parmi les nouveaux logements à construire au cours de la durée de validité du PLU, au moins 20% devront être des logements sociaux.</p>
<b>DOO - C. Un territoire actif à dynamiser</b> <b>PADD - Axe 3   Un territoire « actif »</b>	
<b>SCoT</b>	<b>C.1. Bâtir une stratégie économique à 2030</b>
<b>PLU</b>	<p>Conformément aux recommandations du SCoT, la PADD vise à conforter les activités artisanales et commerciales dans la zone d'activités de la Montée Rouge afin de pérenniser les activités à l'intérieur des limites de la zone.</p> <p>La stratégie économique de la commune passe aussi par l'aménagement d'une base de loisirs au niveau des lacs de Vergèze et l'évolution de l'activité autour de la source Perrier en autorisant l'extension de l'entreprise sur une superficie totale de 7,4 ha.</p>
<b>SCoT</b>	<b>C.2. Avoir une stratégie commerciale conforme aux grands principes du PADD et aux enjeux identifiés dans le DAAC</b>
<b>PLU</b>	<p>Vergèze est identifié comme un pôle structurant de bassin. Le PADD, dans son orientation 06, vise à « Développer le dynamisme économique local », en incitant et facilitant l'installation des commerces et des services de proximité dans le centre. Et comme le prescrit le SCoT, en limitant le développement des commerces en périphérie de la ville à la seule extension d'une zone commerciale existante (Zone de la Montée Rouge).</p> <p>Enfin, le long de l'axe RN113, l'objectif sera de maintenir les entreprises hors des zones de risques sans prévoir d'extension.</p>
<b>SCoT</b>	<b>C.3. Mettre en place une véritable stratégie de développement touristique</b>
<b>PLU</b>	<p>Le développement du tourisme passe par l'aménagement d'une base de loisirs au niveau des lacs de Vergèze. Le PADD permet aussi la réalisation du projet intercommunal d'une voie verte longeant le canal BRL et le Rhône, ce qui permet de répondre au attente du SCoT concernant le développement de réseau de transports alternatifs à la voiture dans les zones touristiques.</p>
<b>SCoT</b>	<b>C.5. Fixer les conditions d'aménagement des zones d'activités économiques</b>
<b>PLU</b>	<p>Le projet communal ne prévoit pas de nouvelles zones d'activités économiques. Concernant la zone d'activité existante de la Montée Rouge (zone UE), plusieurs règles sont définies afin d'assurer la qualité des aménagements : limitation de certains usages, affectations des sols, destinations et sous-destinations aux besoins de la zone, insertion paysagère et qualité des</p>

	constructions, compensation de l'imperméabilisation des sols, mutualisation des stationnements, etc.
<b>SCoT</b>	C.6. Développer le numérique et les usages du digital
<b>PLU</b>	L'orientation 08 du PADD « Soutenir le dynamisme social, le niveau d'équipement et faciliter les déplacements » vise à encourager le développement des communications numériques sur son territoire.
<b>DOO - D. Un territoire en réseaux à relier</b>	
<b>PADD - Axe 3   Un territoire en « réseaux »</b>	
<b>SCoT</b>	D.2. Compléter le réseau viaire pour faciliter les déplacements et limiter les saturations
<b>PLU</b>	<p>Le PADD prévoit plusieurs aménagements afin de fluidifier les déplacements sur le territoire de la commune, avec la création du PEM (Pôle d'échange multimodal), la création de nouvelles circulations le long du Rhône pour fluidifier la circulation et desservir le PEM, la sécurisation des déplacements pour tous (accessibilité PRM), ect.</p> <p>Les réseaux seront aussi planifiés en cohérence avec les territoires voisins avec notamment la mise en place d'un Plan Global de Déplacement Intercommunal permettant d'améliorer les conditions de déplacements.</p>
<b>SCoT</b>	D.4. Promouvoir et faciliter les modes de déplacements alternatifs au sein des bassins
<b>PLU</b>	Le développement des modes de déplacements doux constitue un des objectifs du projet (orientation 08 du PADD), notamment en poursuivant la création d'itinéraires sécurisés, de voies vertes et du PEM.
<b>Orientations spécifiques sur la Plaine du Vistre</b>	
<b>SCoT</b>	Considérer les orientations et actions avancées à ce jour au sein du SAGE et mettre en œuvre les moyens localement pour y répondre.
<b>PLU</b>	<i>Cf. compatibilité du projet de PLU avec le SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières (3.5)</i>
<b>SCoT</b>	Activer et préserver la sensibilité agricole locale du bassin
<b>PLU</b>	La PADD dans son orientation 07, vise à pérenniser l'espace agricole, maintenir les exploitations existantes, favoriser l'installation de nouvelles structures et permettre la diversification des activités agricole. Cette volonté de maintenir les espaces agricoles joue un rôle de protection contre le risque inondation (présent sur la commune).
<b>SCoT</b>	Révéler le paysage emblématique du bassin
<b>PLU</b>	Le PADD assure le traitement des limites d'urbanisation de la commune dans ces orientations 07 et 09, visant à limiter l'étalement urbain afin d'éviter le mitage de l'espace agricole et à soigner les franges urbaines.
<b>SCoT</b>	Préparer le bassin à l'accueil de nouveaux résidents
<b>PLU</b>	<p>Le projet communal souhaite limiter l'étalement urbain et protéger les terres agricoles mais prévoit cependant une extension limitée de l'urbanisation pour pouvoir accueillir les équipements et activités nécessaires à l'arrivée de nouveaux habitants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension de l'urbanisation à vocation d'équipement : 0,62 hectare,</li> <li>- Extension de l'urbanisation à vocation mixte : 1,4 hectare</li> <li>- Extension de l'urbanisation à vocation d'activités : 7,4 hectares (en continuité de l'implantation de l'usine Perrier pour le développement futur de l'activité).</li> </ul>

### 3. Articulation du PLU avec le projet de SRADDET Occitanie

#### Présentation

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) fixe les orientations fondamentales à moyen terme du développement durable, définit les principaux objectifs relatifs à la localisation des grands équipements, des infrastructures et des services d'intérêt général, aux projets économiques, au développement harmonieux du territoire, à la réhabilitation des territoires dégradés et à la mise en valeur de l'environnement.

Le projet final du SRADDET de la région Occitanie a été adopté par la Région le 30 juin 2022. Il est composé en deux axes d'orientations :

- Un rééquilibrage régional pour l'égalité des territoires ;
- Un nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique.

#### Compatibilité du PLU et prise en compte

Les tableaux suivant décrivent la compatibilité du PLU avec les règles du projet de SRADDET :

*Tableau 2 - Compatibilité du PLU avec les règles du projet de SRADDET Occitanie pour le premier axe « Un rééquilibrage régional pour l'égalité des territoires ».*

*En italique, sont notés les objectifs n'étant pas associés à des règles, avec une nécessaire prise en compte par le PLU*

Des solutions de mobilité pour tous	
<b>Règle</b>	n°1 – Pôles d'échanges multimodaux (PEM) stratégiques
<b>PLU</b>	Dans le but de conforter le rôle de polarité des transports, le PLU intègre la réalisation du Pôle d'Echange Multimodal (PEM), prévu par la communauté de communes, à proximité de la gare (cf. Axe1, Orientation 1.3 du PADD).
<b>Règle</b>	n°2 – Réseaux de transports collectifs
<b>PLU</b>	A travers l'orientation 8.2 de l'axe 2 de son PADD, la commune de Vergèze décrit les différents projets de création et d'amélioration permettant de favoriser la diversité des modes de déplacements. Il est notamment prévu de renforcer les liaisons douces entre quartiers et entre le PEM, ainsi que la voie verte prévue entre Vauvert, Vergèze et Calvisson.
<b>Règle</b>	n°3 – Services de mobilité
<b>PLU</b>	Vergèze est d'ores et déjà intégrée au réseau régional liO. La commune est notamment desservie en bus par les lignes 135 et 136 et par le train grâce à sa gare SNCF « Cavillargues Codognan » qui relie le centre de Nîmes en 9 minutes.
Des services disponibles sur tous les territoires	
<b>Règle</b>	n°4 - Centralités
<b>PLU</b>	Vergèze n'étant pas une centralité (cf. Lexique, p. 16 du fascicule des règles du SRADDET), la règle n°4 du SRADDET ne peut correspondre aux ambitions de développement de projets d'équipements et de services portés par la commune et retranscrits dans son PLU. Néanmoins, ces projets sont pensés de façon à ce qu'ils soient bénéfiques à la population extérieure mais aussi et surtout à la population de la commune. Le premier, « Le site des Lacs », vise à valoriser les lacs au sud de la commune en aménageant un parc. Du fait de son intérêt naturel, le site n'est traversé par aucune voie principale, seul un chemin longeant la ligne de chemin de fer, longe le nord du secteur. Des cheminements piétons sont présents à l'intérieur du site pour permettre aux usagers de rejoindre les différents lacs de Vergèze en partant du parking qui se trouve au nord du site. Le second projet vise à étendre la zone d'activités industrielles située au centre de la commune, en continué avec le site de l'usine Perrier. Le site est desservi par la nationale 113 qui relie Montpellier à Nîmes.

<b>Règle</b>	n°5 – Logistique des derniers kilomètres
<b>PLU</b>	Vergèze est traversée d'ouest en est : au nord par l'autoroute A9 et en son centre par la nationale 113, qui relie Montpellier à Nîmes. La départementale D139 traverse la commune de nord au sud en passant par l'est du village. Ainsi, le maillage routier permet une bonne logistique des derniers kilomètres.
<b>Règle</b>	n°6 – Commerces
<b>PLU</b>	Le PLU de Vergèze porte l'objectif fort de revitaliser son centre-ville notamment en incitant et facilitant le retour des petits commerces dans le centre-ville, en réhabilitant les bâtiments inutilisés et en limitant les implantations commerciales périphériques pouvant entrer en concurrence avec l'offre du centre-ville (cf. Orientation 1.1, Axe 1 et orientation 6.1, Axe 2 du PADD).
<b>Des logements adaptés aux besoins des territoires</b>	
<b>Règle</b>	n°7 – Logement
<b>PLU</b>	La stratégie de développement de logements décrite est décrite dans l'Orientation 2 de l'Axe 1 du PLU. Elle vise à répondre à la demande en logement en favorisant le développement de logements avec des formes urbaines plus compactes dans le centre-ville et plus lâches en périphérie, tout en priorisant avant tout la construction à l'intérieur du tissu urbain existant. Elle a également pour ambition de diversifier l'offre en logements pour assurer l'essor d'une mixité sociale et générationnelle.
<b>Un rééquilibrage du développement régional</b>	
<b>Règle</b>	n°8 – Rééquilibrage régional
<b>PLU</b>	La commune a une ambition de croissance démographique de 0,8% à l'horizon 2032, représentant 450 habitants supplémentaires. Cette ambition modérée est définie en fonction des capacités d'accueils limitées du territoire et de ses ambitions de développement (tissu urbain au nord entouré d'espaces naturels, zone à vocation industrielle au centre, zone agricole et naturelle / touristique avec les lacs au sud).
<b>Règle</b>	n°9 – Equilibre population-emploi
<b>PLU</b>	L'usine Perrier est présente sur le territoire communal. C'est une entreprise génératrice d'emplois. La commune souhaite permettre l'évolution de l'activité de Perrier en permettant l'extension du site à long terme. Ce souhait est traduit par l'OAP n°2.
<b>Des coopérations territoriales renforcées</b>	
<b>Règle</b>	n°10 – Coopération territoriale
<b>PLU</b>	<p>La question des déplacements sur Vergèze est planifiée en cohérence avec les territoires voisins avec notamment la mise en place d'un Plan Global de Déplacement Intercommunal (cf. Orientation 8.2, Axe 2 du PADD). De plus, plusieurs projets sont fait grâce à une coopération territoriale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La zone de la Montée Rouge est vouée à être étendue sur la commune voisine de Mus.</li> <li>- Le Pôle d'Echanges Multimodale est un projet intercommunal.</li> <li>- Le projet de sécurisation des digues et de la coulée verte du Rhône.</li> </ul> <p>En plus de ces projets, le PLU de Vergèze vise à être en cohérence avec le SCoT Sud-Gard (cf. Partie « Compatibilité avec le SCoT Sud-Gard »). Sur le territoire de Vergèze, l'objectif est de pérenniser et conforter les activités à l'intérieur des limites de la zone.</p>



Tableau 3 - Compatibilité du PLU avec les règles du projet de SRADDET Occitanie pour le premier axe « Un nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique ».

*En italique, sont notés les objectifs n'étant pas associés à des règles, avec une nécessaire prise en compte par le PLU*

<b>Réussir la zéro artificialisation nette à l'échelle régionale à horizon 2040</b>	
<b>Règle</b>	n°11 – Sobriété foncière
<b>PLU</b>	Comme décrit dans le PADD de Vergèze, concernant la densification, la municipalité souhaite que ce processus soit mis en place de manière mesurée selon les secteurs d'habitat. Aussi, des formes urbaines plus compactes seront autorisées dans le centre-ville et plus lâches dans les espaces périphériques. Ce gradient de densité permettra une cohérence morphologique du tissu urbain et préservera le cadre paysager de Vergèze. L'étude de l'optimisation de l'enveloppe urbaine existante a permis d'identifier un potentiel d'environ 5,76 ha pour la construction de logements en densification.
<b>Règle</b>	n°12 – Qualité urbaine
<b>PLU</b>	La commune de Vergèze, par le biais de son Orientation 12 de l'Axe 3 du PADD « Préserver le cadre de vie et valoriser le patrimoine naturel, bâti et paysager » a pour ambition de renforcer la présence de la nature en ville en confortant ses atouts paysagers, patrimoniaux et naturels. Elle développe également son territoire en limitant l'imperméabilisation de ses sols. C'est notamment le cas pour le futur « pôle médical », dont le revêtement qui servira pour le parking de stationnement sera fait d'une matière perméable.
<b>Règle</b>	n°13 – Agriculture
<b>PLU</b>	L'agriculture est l'un des axes majeurs abordés dans le PADD de Vergèze. Via son orientation 7 « Garantir le maintien et le développement de l'agriculture », la commune marque son intérêt pour la pérennisation des zones agricoles existantes et le développement de nouvelles sur le territoire, mettant l'agriculture comme ressource territoriale d'un point de vue paysager mais aussi économique.
<b>Règle</b>	n°14 – Zones d'activités économiques
<b>PLU</b>	Vergèze prévoit l'extension future la zone d'activité de Perrier qui se situe au centre de la commune via l'OAP n°2. De même, le développement de la parcelle de la gare en quartier avec une mixité fonctionnelle est prévue dans l'OAP n°3
<b>Règle</b>	n°15 – Zones logistiques
<b>PLU</b>	Vergèze ne prévoit pas l'extension des zones logistiques situées aux abords de l'A9 et la N113. La commune n'est donc pas concernée par cette règle.
<b>Atteindre la non perte nette de biodiversité</b>	
<b>Règle</b>	n°16 – Continuités écologiques
<b>PLU</b>	La commune de Vergèze prévoit dans son orientation 10 de l'axe 3 « Préserver le cadre de vie et valoriser le patrimoine naturel, bâti et paysager » de protéger et valoriser les éléments constitutifs de la trame verte et bleue identifiée, notamment les zones ZNIEFF et Natura 2000 situées au sud du canal. Enfin Le projet de zone de loisir au niveau des lacs, prévu dans l'OAP 1, veillera au respect de la faune et de la flore objet des protections.
<b>Règle</b>	n°17 – Séquence « Eviter-Réduire-Compenser »
<b>PLU</b>	De par son positionnement en faveur de la préservation et de la mise en valeur de ses espaces d'intérêt naturel et paysager, la commune de Vergèze a la volonté de mettre en œuvre la séquence Eviter-Réduire-Compenser dans tous ses projets d'aménagement. C'est par exemple le cas pour le projet de base de loisir des lacs, où la commune prend le parti de d'éviter toute modification du site naturel actuel pour l'implantation de la base.
<b>Règle</b>	n°18 – Milieux aquatiques et espaces littoraux

<b>PLU</b>	<p>Dans l'orientation 11 de l'axe 3 du PADD, Vergèze se révèle comme ville d'eau. De ce statut, elle impulse son projet communal en intégrant des objectifs pour protéger toutes les formes d'eau identifiées sur le territoire. Cela passe notamment par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rendre compatibles les aménagements prévus au bord du Rhône avec la fonction de corridor écologique,</li> <li>- Renaturer la ripisylve du Rhône après l'aménagement prévu,</li> <li>- Garantir un entretien raisonné des ripisylves,</li> <li>- Reconsidérer le dispositif de protection des réseaux d'écoulement des eaux pluviales et le dispositif de protection contre le risque inondation,</li> <li>- Aménager une zone de loisirs au niveau des lacs de Vergèze,</li> <li>- Renforcer la présence de l'eau dans le centre-ville à travers des fontaines, plantations et noues</li> </ul>
<b>Règle</b>	n°19 – Consommation énergétique
<b>PLU</b>	<p>A travers son orientation 4 « Développer un urbanisme cohérent avec les enjeux de la transition énergétique », Vergèze souhaite mettre en place un règlement d'urbanisme qui permet et encourage les modes de constructions économes en énergie que ce soit dans les nouvelles constructions ou dans la réhabilitation de bâtiments anciens.</p>
<b>Règle</b>	n°20 – Développement des ENR
<b>PLU</b>	<p>A l'instar de la règle précédente, à travers son orientation 4 « Développer un urbanisme cohérent avec les enjeux de la transition énergétique », Vergèze souhaite permettre un développement des énergies renouvelables encadré par des dispositions d'intégration paysagère. La communauté de communes, dans son projet de pôle d'échanges multimodal, souhaite installer une production d'énergie renouvelable sur les bâtiments. Ces installations pourront être étendues à d'autres bâtiments publics mais également favorisées pour les bâtiments privés, notamment pour les usines ou zone d'activités disposant de grandes surfaces de toiture. La commune souhaite également permettre le développement d'ombrières photovoltaïques sur les parkings. Ces installations seront encadrées afin de ne pas impacter le cadre paysager de la commune.</p> <p>Néanmoins, dans un souci de préservation des terres agricoles et de l'identité paysagère, la commune fait le choix de permettre préférentiellement un développement de la production d'énergie renouvelable intégrée aux bâtiments plutôt que sous la forme de parc solaire au sol, consommateurs d'espaces naturels et agricoles.</p>
<b>Règle</b>	n°21 – Gestion de l'eau
<b>PLU</b>	<p>Au même titre que la règle n°18, Vergèze se révèle, l'orientation 11 de l'axe 3 du PADD, comme ville d'eau. De ce statut, elle impulse son projet communal en intégrant des objectifs pour protéger toutes les formes d'eau identifiées sur le territoire. Cela passe notamment en garantissant les ressources de l'usine Perrier en écartant tout risque de pollution par l'habitat ou les activités dans les zones d'influence des captages.</p>
<b>Règle</b>	n°22 – Santé environnementale
<b>PLU</b>	<p>Dans l'orientation 5 « Adapter le développement urbain aux nuisances et aux risques », Vergèze traduit l'importance de la gestion des risques technologiques mais aussi des nuisances et pollutions liées aux activités humaines en trois actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdire le développement urbain à proximité des installations dangereuses,</li> <li>- Interdire l'installation d'activités produisant des nuisances à proximité des zones habitées,</li> <li>- Réglementer l'éclairage public et privé dans le respect de la biodiversité et des habitants du territoire.</li> </ul>
<b>Règle</b>	n°23 – Risques
<b>PLU</b>	<p>Sur Vergèze, les risques naturels contraignent fortement les possibilités de développement de la ville. Afin de planifier au mieux le territoire, le projet communal assure la protection de la</p>

	population contre les risques d'inondation et ruissellement, incendie, retrait et/ou gonflement des argiles. L'orientation 5 de l'axe 1 « Conforter le rôle de centralité et prévoir une croissance cohérente avec les enjeux environnementaux et les risques » du PADD définit les actions en lien avec les risques naturels sur la commune.
<b>Règle</b>	n°24 – Stratégie littorale et maritime
<b>PLU</b>	Le territoire de la commune de Vergèze n'étant pas positionnée sur le littoral, la règle n°24 ne s'applique donc pas à la commune.
<b>Règle</b>	n°25 – Recomposition spatiale littorale
<b>PLU</b>	Le territoire de la commune de Vergèze n'étant pas positionnée sur le littoral, la règle n°24 ne s'applique donc pas à la commune.
<b>Règle</b>	n°26 – Economie bleue durable
<b>PLU</b>	Le territoire de la commune de Vergèze n'étant pas positionnée sur le littoral, la règle n°24 ne s'applique donc pas à la commune.
<b>Règle</b>	n°27 – Economie circulaire
<b>PLU</b>	L'économie circulaire n'étant pas un thème abordé dans le PLU de Vergèze, ainsi la commune n'est pas concernée par cette règle.
<b>Règle</b>	n°28 – Capacités d'incinération et de stockage des déchets non dangereux
<b>PLU</b>	Les déchets n'étant pas un thème abordé dans le PLU de Vergèze, ainsi la commune n'est pas concernée par cette règle.
<b>Règle</b>	n°29 – Installations de stockage des déchets non dangereux
<b>PLU</b>	Les déchets n'étant pas un thème abordé dans le PLU de Vergèze, ainsi la commune n'est pas concernée par cette règle.
<b>Règle</b>	n°30 – Zones de chalandise des installations
<b>PLU</b>	Les déchets n'étant pas un thème abordé dans le PLU de Vergèze, ainsi la commune n'est pas concernée par cette règle.
<b>Règle</b>	n°31 – Stockage des déchets dangereux
<b>PLU</b>	Les déchets n'étant pas un thème abordé dans le PLU de Vergèze, ainsi la commune n'est pas concernée par cette règle. De plus, la commune ne possède pas de déchets dangereux à stocker.

## 4. Compatibilité avec le SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières

### Présentation

Le **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Vistre, nappes Vistrenque et Costières** est un document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin. Il vise la gestion durable de l'eau et des milieux aquatiques.

Le SAGE est construit autour du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) et du Règlement. Le PAGD du SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières est structuré autour de 5 grands enjeux, déclinés en 19 objectifs généraux poursuivis et 60 dispositions. Le Règlement encadre les usages de l'eau et les réglementations qui s'y appliquent pour permettre la réalisation des objectifs définis par le PAGD, identifiés comme majeurs et nécessitant l'instauration de règles spécifiques pour atteindre le bon état ou les objectifs de gestion équilibrée de la ressource.

## Compatibilité du PLU

Le PLU de Vergèze doit être compatible avec les dispositions et règles du SAGE. La disposition 5C-01 du schéma « S'assurer de la mise en cohérence des politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire » vise cette mise en cohérence, en veillant à l'intégration des dispositions et de la cartographie du SAGE au sein des documents d'urbanisme.

*Tableau 4 - Compatibilité du PLU avec le SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières*

<b>Disposition 5C-01 - S'assurer de la mise en cohérence des politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire</b>	
<i>Intégrer les enjeux suivants :</i>	
<b>SAGE</b>	Respect du principe d'une gestion patrimoniale de la ressource en eau souterraine (non dégradation de l'état quantitatif et qualitatif des nappes) (1A-01)
<b>PLU</b>	Concernant la protection de l'état quantitatif de la ressource en eau souterraine, le PLU vise une gestion des eaux pluviales à la parcelle, en garantissant l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau public de collecte (règlement article 8). De cette façon, les éventuelles pollutions entraînées par le ruissellement puis l'infiltration des eaux sont très réduites. De plus, les réseaux de type séparatifs sont imposés. Par ailleurs, le PLU vise la préservation des espaces agricoles sur son territoire (intérêt social, économique, paysager et environnemental), potentiellement sources de pollutions diffuses impactantes pour la masse d'eau souterraine. Cependant, le PLU ne dispose pas de levier fort concernant les pratiques agricoles.  En termes d'état quantitatif, en limitant l'accueil de nouveaux habitants dans son projet (réduction de la tendance observée à horizon 2030), la commune limitera l'augmentation de ses besoins en eau potable.
<b>SAGE</b>	Adéquation entre les besoins et les capacités d'exploitation des ressources souterraines locales mobilisables, c'est-à-dire le maintien de l'équilibre quantitatif de la ressource qui permet de compenser les prélèvements par la recharge des nappes. Les collectivités territoriales peuvent engager une recherche de ressources de substitution le cas échéant.
<b>PLU</b>	Une échelle plus large que la commune est nécessaire afin de répondre à cette thématique, du fait de l'interconnexion des ressources AEP avec les communes voisines. Aucune mesure supplémentaire n'est ainsi définie dans le PLU.
<b>SAGE</b>	La restauration qualitative des eaux souterraines dans l'objectif d'atteinte du bon état qualitatif de la ressource en eau souterraine
<b>PLU</b>	La commune de Vergèze se situe au droit de deux masses d'eau souterraine « Calcaires du crétacé supérieur des garrigues nîmoises et extension sous couverture » (FRDG117) et « Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières » (FRDG101), présentant un bon état chimique en 2019.
<b>SAGE</b>	Les différents zonages retenus dans le SAGE pour préserver les ressources en eau souterraine ainsi que les dispositions visant leur préservation (2A-01, 2B-01 et 2B-02)
<b>PLU</b>	Concernant la délimitation des aires d'alimentation des captages AEP exploitant les nappes Vistrenque et Costières (2A-01), la commune ne dispose pas de captage AEP sur son territoire. Plusieurs zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable actuelle et future (2B-01 et 2B-02) sont présentes sur la zone et identifiées dans le zonage.
<b>SAGE</b>	Les préconisations du SAGE concernant les pratiques économes en eau (1D-02), les forages domestiques (2A-04 et 2C-03) et les dispositifs de compensation à l'imperméabilisation par infiltration (1E-01)
<b>PLU</b>	Au sein du PADD, l'orientation 04 vise la réalisation de constructions économes en énergie. Concernant les forages domestiques, la commune ne prend aucune disposition particulière.



	Concernant la disposition 1E-01, le PADD préconise de limiter l'imperméabilisation des sols sur l'ensemble du territoire et notamment au niveau des espaces de stationnements (orientation 08).
<b>Disposition 5C-01 - S'assurer de la mise en cohérence des politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire</b>	
<i>Prendre en compte les enjeux suivants :</i>	
<b>SAGE</b>	L'objectif d'atteinte du bon potentiel ou du bon état des cours d'eau par la maîtrise des flux polluants (3B-02 et 3B-03) et l'amélioration de l'hydromorphologie des cours d'eau (3C-01)
<b>PLU</b>	<p>La station d'épuration intercommunale dispose d'une capacité nominale de 16 500 Equivalents Habitant (EH). Elle recueille les effluents non seulement de Vergèze, mais aussi de Mus et de Codognan ce qui représente un total de 8 900 habitants. La station a été mise en service en 1993. Les indicateurs démontrent une conformité de la performance de l'ouvrage de 100%. En 2016, le volume traité est de 455 488 m3, on observe une diminution de -4,7% par rapport à 2018. La station d'épuration permet de répondre aux besoins de la population actuelle (environ 8 900 habitants sur les trois communes) et permettra d'absorber une croissance de population dans les années à venir.</p> <p>Dans le cadre de l'amélioration de l'hydromorphologie des cours d'eau, le règlement prévoit que les aménagements, travaux, installations liés à l'amélioration de l'hydromorphologie soient permises par la protection associée aux Ripisylves, Zones Humides et Espaces de Bon Fonctionnement des cours d'eau.</p>
<b>SAGE</b>	Le respect du principe « éviter-réduire-compenser » dans la conception des projets pouvant impacter les cours d'eau et les milieux aquatiques
<b>PLU</b>	L'élaboration du PLU respecte la séquence « éviter-réduire-compenser ». En particulier, il évitera la réalisation d'incidences négatives sur les cours d'eau et les milieux aquatiques, notamment par la mise en place d'une bande d'inconstructibilité autour des cours d'eau et par le zonage R-ZH.
<b>SAGE</b>	Le fait que les compensations des impacts sur les cours d'eau et les milieux aquatiques soient envisagées à l'échelle du bassin versant, par regroupement des mesures prises pour compenser les impacts transitoires et définitifs, en évitant un saupoudrage géographique des actions (3C-04)
<b>PLU</b>	Aucun projet ne nécessitant la mise en place de mesures de compensation des impacts sur les cours d'eau et les milieux aquatiques n'est prévu dans le cadre du PLU.
<b>SAGE</b>	Le respect du zonage de l'Espace de Bon Fonctionnement des cours d'eau et des milieux rivulaires associés et du règlement afférent afin de préserver et de valoriser les écosystèmes
<b>PLU</b>	Les espaces de bon fonctionnement ont été pris en compte dans le PLU par sa classification en tant qu'élément à préserver pour des motifs d'ordre écologique (art. L.151-23 du code de l'urbanisme).
<b>SAGE</b>	Les préconisations du SAGE concernant les dispositifs de compensation de l'imperméabilisation (4D-01) et les dispositifs de compensation dans le cas de remblais en zone inondable
<b>PLU</b>	Le règlement du PLU fixe en interdisant l'imperméabilisation des sols dans les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau, mais ne fixe aucun dispositif de compensation.

### **III. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

---

# 1. PREAMBULE

---

## Contexte réglementaire

Les documents d'urbanisme soumis à la réalisation d'une évaluation environnementale sont définis par les articles L.121-10 (modifié par les lois Grenelle 2 et ALUR), R.121-14 et R.121-16 (modifiés par le décret 2012-995 du 23/08/2012) du Code de l'Urbanisme.

L'article R.121-14 du Code de l'Urbanisme stipule :

*« I – Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la présente section, les documents d'urbanisme suivants, à l'occasion de leur élaboration :*

*[...]*

*6° Les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux qui tiennent lieu de plans de déplacements urbains mentionnés à l'article L.1214-1 du Code des Transports*

*[...]*

*II – Font également l'objet d'une évaluation environnementale les documents d'urbanisme suivants, à l'occasion de leur élaboration :*

*1° Les Plans Locaux d'Urbanisme dont le territoire comprend tout ou partie d'un site Natura 2000*

*2° Les Plans Locaux d'Urbanisme couvrant le territoire d'au moins une commune littorale au sens de l'article L.321-2 du Code de l'Environnement*

*3° Les Plans Locaux d'Urbanisme situés en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'une unité touristique nouvelle soumise à autorisation en application de l'article L.145-11 [...] »*

Au regard de ces critères, le PLU de Vergèze est soumis à l'obligation de réaliser une évaluation environnementale dans la mesure où le territoire est traversé par un périmètre Natura 2000 (ZPS FR9112015) dite « Costière nîmoise » sur les espaces agricoles de la partie sud du territoire.

Le 28 janvier 2021, le conseil municipal de la commune de Vergèze a délibéré la révision de son PLU au sens des articles L.151 et suivants du Code de l'Urbanisme.

## Le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement

L'article R.151-3 Code de l'Urbanisme fixe les éléments devant figurer au sein du rapport de présentation d'un PLU comportant une évaluation environnementale. Il comprend notamment :

- Un exposé du diagnostic territorial prévu au deuxième alinéa de l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme (cf. pièce 1.1. Diagnostic territorial)
- Une analyse de l'Etat Initial de l'Environnement (cf. pièce 1.2 Etat initial de l'environnement)

Le PLU a élaboré un diagnostic du territoire ainsi qu'un état initial de l'environnement qui constituent la base de la réflexion sur la mise en place du PLU. Les principaux enjeux du territoire découlent d'une analyse de l'ensemble des composantes du territoire.

## Un projet communal : le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

La réalisation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a permis de déterminer les orientations générales de la commune en matière d'aménagement du territoire sur le long terme. Il résulte d'une analyse critique et stratégique du diagnostic territorial thématique qui a permis de :

- Synthétiser les enjeux de la commune selon les différents thèmes traités et les hiérarchiser ;
- Préciser les potentialités et besoins de la commune (économie, transports, ressources, réseaux, ...)
- Formuler les objectifs et orientations du développement communal pour les 10 ans à venir.

# Une évaluation environnementale fondée sur des outils à la fois stratégiques et opérationnels

Le rapport de présentation expose le diagnostic du projet de PLU mais également l'évaluation environnementale. Celle-ci permet de s'assurer que l'environnement est effectivement pris en compte afin de garantir un développement équilibré du territoire.

Une prise en compte insuffisante de l'environnement peut en effet conduire à des situations critiques. L'intégration de la dimension environnementale dans la planification spatiale est aujourd'hui un élément incontournable de la mise en œuvre du développement durable.

Dans son élaboration concrète, l'évaluation environnementale doit avant toute chose permettre la mise en relief des problématiques environnementales, selon une vision prospective et une double approche : de l'espace et des usages du territoire.

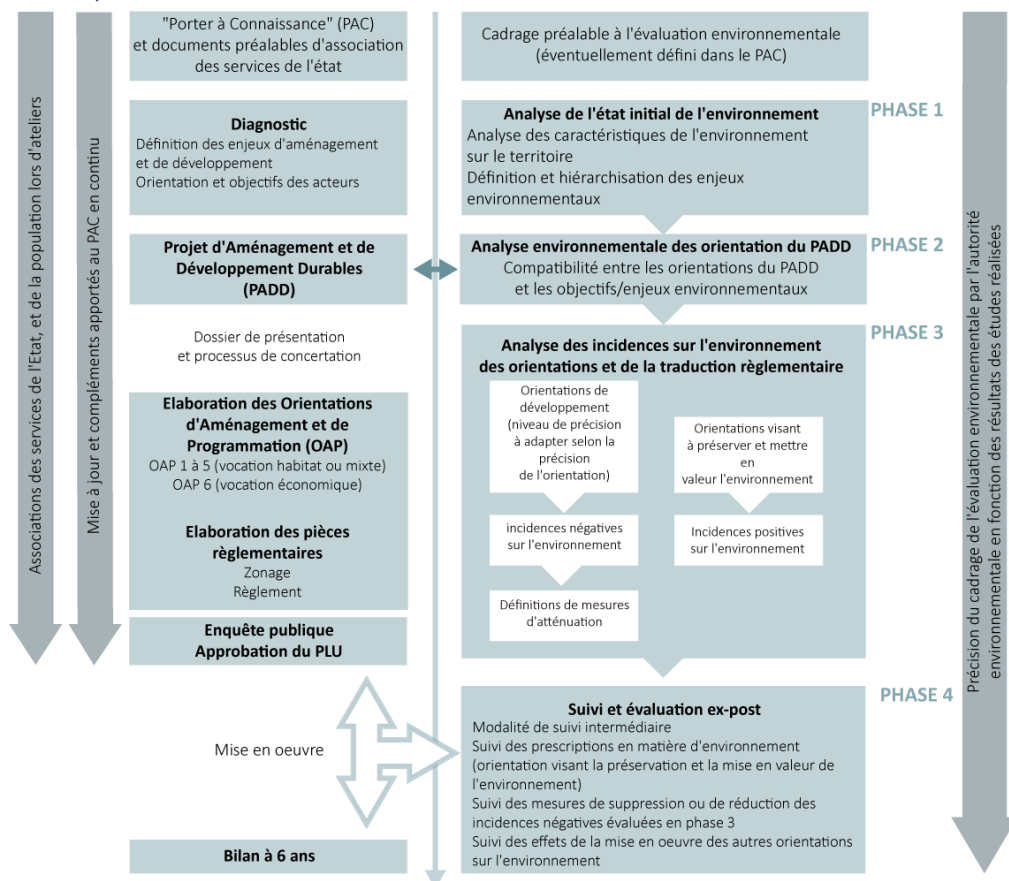
Afin de répondre à cet objectif, il a été défini des outils d'évaluation visant à intégrer les composantes environnementales dans les critères de décisions et d'évaluer les incidences du projet.

Ces outils reposent sur la définition d'outils d'évaluation :

- Le scénario « fil de l'eau » qui prolonge les tendances d'évolution constatées et permet d'évaluer leurs effets éventuels sur l'environnement : il sera un point de comparaison pour élaborer l'évaluation environnementale.
- Une analyse des enjeux environnementaux du territoire de projet présenté dans le PADD.

Ainsi, l'ensemble des orientations et grands principes du projet de PLU ont pu être travaillés au regard de chacun des enjeux environnementaux déjà identifiés et qui orientent le scénario « fil de l'eau ». Ce triptyque enjeux hiérarchisés, scénario « fil de l'eau » et matrice d'analyse constitue le cœur de l'évaluation environnementale du PLU.

Mise en parallèle des démarches d'évaluation environnementale et d'élaboration du PLU





## Une démarche environnementale de co-construction itérative

Afin de jouer pleinement son rôle d'outil d'aide à la décision, l'évaluation environnementale doit être évolutive.

En effet, si ce document alimente le diagnostic et éclaire les choix d'aménagement, il est également réinterrogé au fil de l'élaboration du projet. La méthode retenue entre dans une logique de **co-construction itérative et continue**. Elle vise à intégrer les enjeux environnementaux dans le PLU le plus en amont possible ainsi qu'à expliciter et à rendre lisible au public les choix opérés et les orientations retenues au regard de leurs éventuelles incidences sur l'environnement. Au fur et à mesure, chaque orientation proposée dans le PADD a fait l'objet de cette analyse croisée. Cet exercice a permis d'identifier en continu les éléments de projet en contradiction avec les enjeux environnementaux, ceux nécessitant d'être retravaillés et ceux allant vers une amélioration attendue de l'environnement.

La méthode doit également être **transversale**. Il s'agit plus d'une analyse de fonctionnement qu'une description. Le but n'est pas de fournir un état des lieux exhaustif de toutes les questions environnementales, mais de cibler les enjeux environnementaux et de les hiérarchiser en raison de plusieurs critères dont « la marge de manœuvre du PLU » qui caractérise réellement les capacités de la commune à engager des actions pouvant apporter une plus-value environnementale.

# 2. ANALYSE SYNTHETIQUE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

## 1. Analyse des composantes environnementales

### Les enjeux environnementaux



En préalable à l'élaboration du PLU, un état initial de l'environnement a été réalisé sur les principales composantes de l'environnement.










La définition du terme « environnement » est souvent limitée aux milieux naturels, à la biodiversité et associée uniquement à la notion d'écologie. Toutefois, l'environnement doit être appréhendé de manière plus globale, car ce dernier intègre l'ensemble des composantes entourant l'Homme et ses activités.

Le tableau suivant expose les différentes composantes de l'environnement, qui seront employées dans le cadre de la présente évaluation environnementale du PLU. Il résume également, pour chacune de ces composantes, les caractéristiques et les principaux enjeux identifiés pour Vergèze.

Ces enjeux ont servi de base pour concevoir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU.

■ MILIEUX PHYSIQUE

Milieux Physiques	<b>Atouts</b> Présence de l’eau sous différentes forme Un climat méditerranéen attractif	<b>Faiblesses</b> Un taux d’artificialisation du sol important	
	<b>Tendances au fil de l’eau</b>  Cours d’eau concernés par les documents de gestion et d’aménagement (SDAGE-SAGE)  Un changement climatique qui tend à aggraver l’intensité des épisodes pluvieux, des périodes de sécheresses, et des fortes chaleurs = « Freinage » de l’extension de la ville par les limites physiques et règlementaires existantes : Le Rhône, l’autoroute, la voie ferrée		<b>Enjeux partagés au niveau supra-communal</b>
	<b>Enjeux</b> La maîtrise de l’artificialisation des sols L’adaptation au changement climatique		SDAGE Rhône Méditerranée  SAGE Vistre Vistrenque

Milieux naturels et biodiversité	<b>Atouts</b> Un patrimoine naturel remarquable caractérisé par une mosaïque de milieux diversifiés : garrigues, espaces agricoles, zones humides... Une présence de zones humides importante abritant une biodiversité remarquable identifiés comme réservoirs de biodiversité Une TVB qui identifie les milieux remarquables en tant que réservoir de biodiversité Des milieux relais favorables au déplacement des espèces (espaces agricoles, espaces de fonctionnalité des cours d'eau, haies, arbres...)	<b>Faiblesses</b> Des éléments fragmentant le territoire et les continuités écologiques (routes, voies ferrées, espaces urbanisés...) Des espèces exotiques envahissantes présentes sur le territoire	<b>Enjeux partagés au niveau supra-communal</b>  Natura 2000  ZNIEFF  SRCE (SRADDET Occitanie)  SCoT sud Gard
	<b>Tendances au fil de l'eau</b>  Des éléments identifiés par des zonages de protection (Natura 2000, ENS...)  Des milieux gérés en tant qu'ENS = Des secteurs identifiés et protégés par des zonages déjà existants  Des milieux « ordinaires » qui sans le PLU ne sont pas reconnus et donc non protégés  Des éléments fragmentant qui peuvent se renforcer au fil du temps  Une colonisation des milieux naturels par ces espèces qui peut s'intensifier dans le temps		
	<b>Enjeux</b> La préservation de la mosaïque de milieux remarquables, support de la trame verte et bleue et de la fonctionnalité écologique du territoire Le maintien et la recherche d'une activité agricole favorable à la biodiversité et respectueuse de l'environnement La préservation des éléments arborés support des continuités écologiques La préservation du réseau hydrographique et de ses milieux annexes (ripisylves), ainsi que des zones humides La limitation du développement de nouvelles espèces invasives et la maîtrise de celles déjà présentes		
Paysage, Patrimoine et cadre de vie	<b>Atouts</b> Une diversité des paysages et d'espaces propices aux activités de plein air Boisement remarquable de Garrigue au nord-ouest de la commune Présence d'un monument historique en plein cœur de ville : la tour Sarrazine Présence d'éléments bâtis et paysager remarquables	<b>Faiblesses</b> Des plaines agricoles morcelées par l'implantation d'activités économiques	<b>Enjeux partagés au niveau supra-communal</b>
	<b>Tendances au fil de l'eau</b>  Projets en cours qui visent à valoriser le paysage (aménagement de la digue, cheminements doux, lacs...) = Une protection du massif de garrigue par le biais d'Espaces Boisés Classés  Le périmètre de protection du monument historique (500m) ne reflète pas la réalité des co-visibilités  L'extension de l'urbanisation pavillonnaire « uniformise » le paysage  Risque d'extension des implantations existantes sur l'espace agricole		





	<b>Enjeux</b>	Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon  Monuments Historiques
	La mise en valeur et l'aménagement des espaces naturels remarquables (plaine du Rhône, Garrigues, lacs)	
	L'adaptation du périmètre de protection autour du monument historique à la réalité des co-visibilités	
	Le soin des franges urbaines La maîtrise du mitage de la plaine agricole	

Ressources naturelles et énergie	<b>Atouts</b> Des ressources en eau suffisante capable de répondre aux besoins actuels et futurs Un système d'épuration performant Un potentiel de production d'énergie renouvelable solaire	<b>Faiblesses</b>	<b>Enjeux partagés au niveau supra-communal</b>
	<b>Tendances d'évolution au fil de l'eau</b> = Les réseaux d'eau permettent d'envisager une croissance raisonnée de la population = Pas de projet de développement des énergies renouvelables sur le territoire		
	<b>Enjeux</b> Une croissance cohérente avec les ressources du territoire Un développement des énergies renouvelables respectueux du paysage Maîtrise de la demande en énergie : promotion de la rénovation thermique des bâtiments et des modes de déplacements moins énergivores.		SAGE Vistre Vistrenque  SIVOM du Moyen Rhône PPE France



## Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

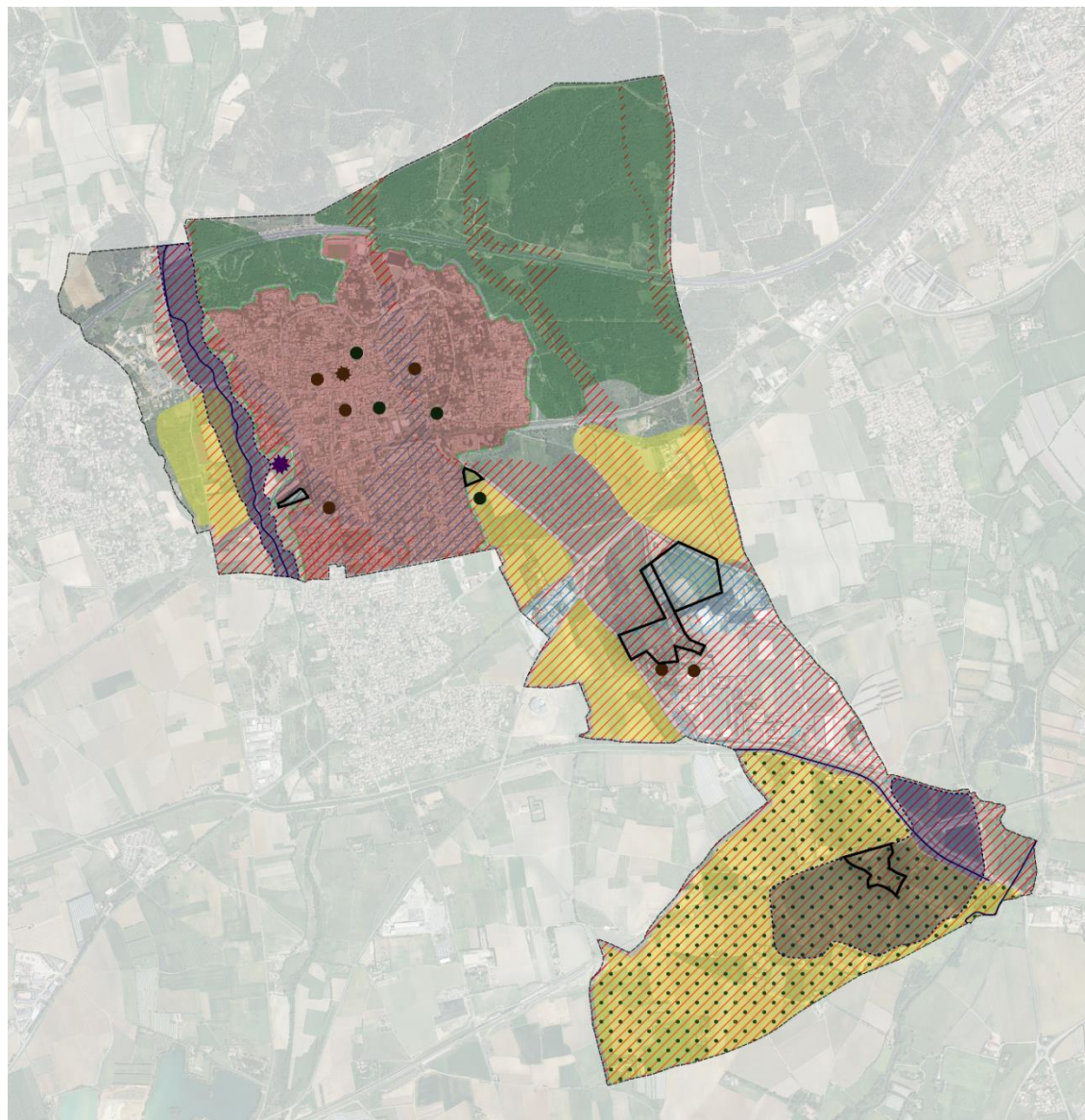
Risques naturels et technologiques	<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b> Un risque inondation très présent sur le territoire, y compris dans les parties urbanisées Un risque feu de forêt présent sur la partie nord du territoire, à proximité immédiate des quartiers pavillonnaires	
	<b>Tendances d'évolution au fil de l'eau</b> <div>  La commune dispose d'un plan de prévention du risque inondation mis à jour récemment ce qui permet une bonne connaissance du risque et une réglementation adaptée </div> <div>  L'absence de plan de prévention du risque incendie et la faible prise en compte du risque dans le précédent document d'urbanisme pourraient amener à une aggravation de l'exposition de la population au risque </div>		<b>Enjeux partagés au niveau supra-communal</b>
	<b>Enjeux</b> Mise en œuvre d'une réglementation adaptée au risque feu de forêt sur le territoire Intégration entière du PPRI dans le PLU et mise en cohérence des dispositions réglementaires		PPRI du bassin versant du Rhône Canalisation de gaz naturel haute pression (servitude I3)
Pollutions et nuisances	<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b> Présence d'infrastructures bruyantes sur le territoire Une pollution lumineuse présente sur le territoire	
	<b>Tendances d'évolution au fil de l'eau</b> <div>  Le trafic routier tend à augmenter avec le développement de la ville </div> <div>  En l'absence de réglementation adaptée ou de rénovation de l'éclairage public, l'éclairage impacte la biodiversité (en particulier la faune volante nocturne) </div>		<b>Enjeux partagés au niveau supra-communal</b>
	<b>Enjeux</b> Prise en compte des contraintes liées au bruit dans le développement urbain de la ville Réglementation de l'éclairage privé et rénovation de l'éclairage public de manière à en diminuer les impacts		Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement du Gard

La carte représente la synthèse des enjeux spatialisés croisée avec les secteurs susceptibles d'être impactés par le PLU.

## Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

#### Evolution de la consommation d'espaces 2013-2023 – échelle communale (Altereo)



#### Milieus physiques, naturels et biodiversité :

- • • Périmètre de protection (ZNIEFF et Natura 2000)
- Maîtriser l'artificialisation des sols
- Favoriser une activité agricole favorable à la biodiversité et respectueuse de l'environnement
- Préserver le réseau hydrographique et les milieux annexes (ripisylves), ainsi que des zones humides
- Maintenir la trame verte et bleue en préservant la mosaïque de milieux remarquables

#### Paysage, patrimoine et cadre de vie :

- Mettre en valeur et aménager les espaces naturels remarquables
- Accorder un soin particulier aux franges urbaines
- Maîtriser le mitage de la plaine agricole
- Adapter le périmètre de délimitation des abords du monument historique en cohérence avec la réalité urbaine
- Patrimoine bâti et patrimoine paysager remarquable

#### Gestion économe des ressources naturelles et énergie :

- Prévoir un développement des énergies renouvelables respectueux du paysage
- Maîtriser la demande en énergie : promotion de la rénovation thermique des bâtiments et des modes de déplacements moins énergivores

#### Risques et nuisances :

- Mettre en œuvre une réglementation adaptée au risque feu de forêt sur le territoire
- Prendre en compte le risque inondation (PPRI)
- Prendre en compte les contraintes liées au bruit dans le développement urbain de la ville
- Réglementer l'éclairage privé et rénover l'éclairage public de manière à en diminuer les impacts

#### Secteurs susceptibles d'être impactés

0 250 500 750 1 000 m



## **Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale**

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

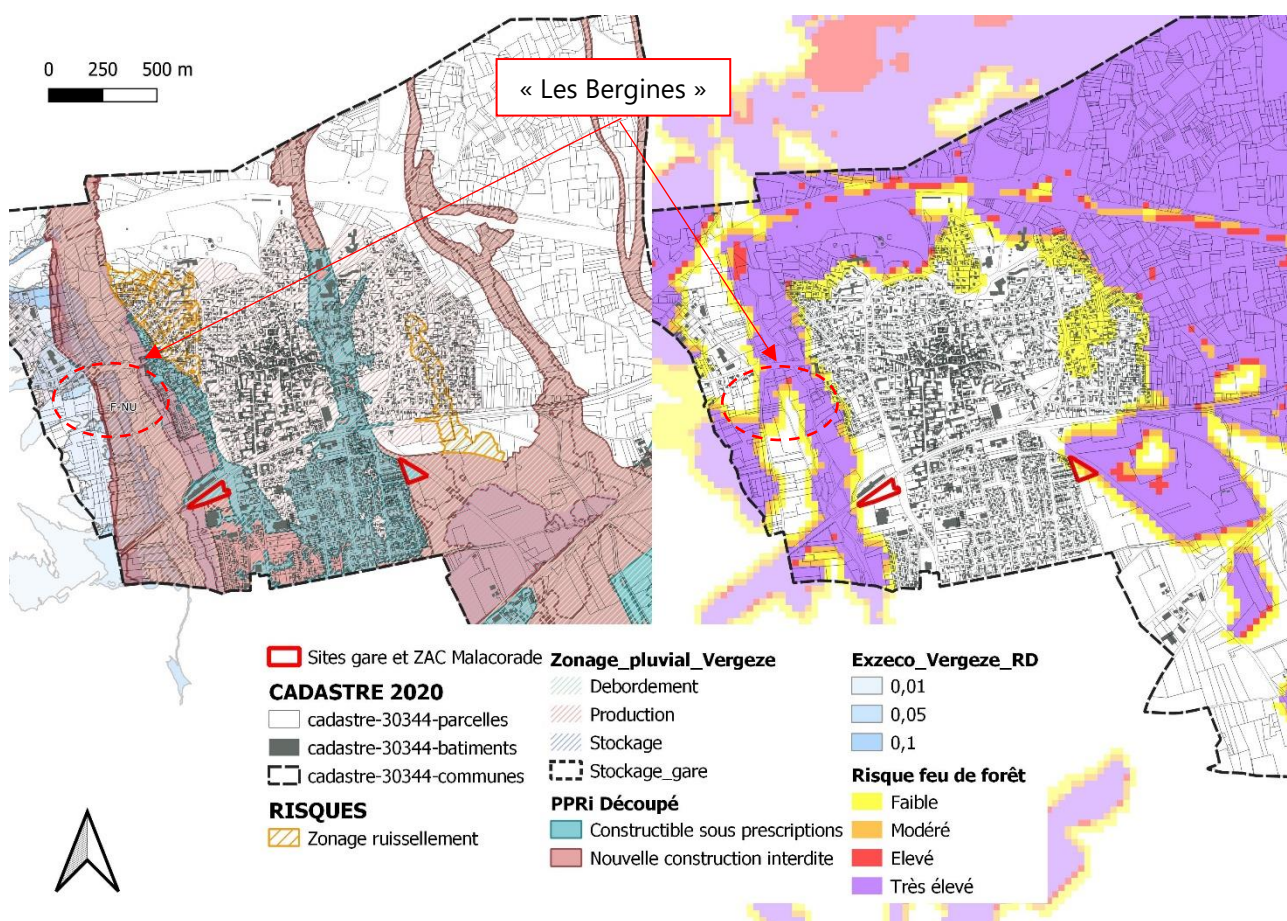


## 2. Solutions de substitution raisonnables au regard de l'environnement

Afin de pouvoir garantir un développement communal raisonné, deux alternatives ont été étudiées :

- Favoriser l'urbanisation dans une logique de continuité avec le tissu existant, notamment sur deux sites qui font l'objet d'une OAP : l'une à proximité de la Gare et l'autre à côté du quartier de la Malacorade.
- Comblers la dent le vide créé au niveau de la localité des « Bergines », située entre la zone d'activités de la commune du Mus et le tissu pavillonnaire à l'ouest de Vergèze.

Comme présenté dans les parties précédentes de ce rapport ainsi que dans l'état initial de l'environnement, le territoire communal de Vergèze présente de fortes contraintes environnementales venant freiner son développement, notamment vis-à-vis des risques naturels. Le PLU étant soumis à un PPRI et souhaitant mettre en place une réglementation adaptée au risque de feu de forêt, cela limite ainsi les choix fonciers pour la croissance de la commune.



La localité des « Bergines » présentait plusieurs freins qui ont poussé à privilégier les sites de la gare et de la ZAC de la Malacorade pour le développement de la commune :

- La zone est fortement impactée par le PPRI, dont une grande partie est classée dans le zonage interdisant les nouvelles constructions ;
- La zone est également fortement impactée par le risque de feu de forêt. Celui-ci est jugé très élevé sur une grande partie de la localité.
- La zone est majoritairement classée en zonage agricole. Comme évoqué dans les parties précédentes de ce rapport, la commune doit réduire sa consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

Pour ces différentes raisons et considérant l'intérêt des sites identifiés, la commune n'a pas étudiée d'autres alternatives de développement.



## Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

### Hiérarchisation des enjeux environnementaux

La hiérarchisation des enjeux environnementaux est le résultat du croisement du niveau d'enjeu supra territorial, de l'importance des pressions ou de l'opportunité sur le territoire, de l'échelle à laquelle s'applique l'enjeu (intégralité de la commune ou quartier) et de la marge de manœuvre du PLU.

Une pondération de 1 à 3 pour chaque critère est alors appliquée.

ENJEUX	Niveau territorial d'enjeu	Importance des pressions et menaces	Enjeu localisé à généralisé	Marge de manœuvre du PLU	TOTAL
Milieux physiques	2	2	3	2	9
Milieux naturels et biodiversité	3	3	3	3	12
Paysage, patrimoine et cadre de vie	1	2	2	3	7
Ressources naturelles et énergie	3	2	3	2	10
Risques naturels et technologiques	2	3	3	3	11
Pollutions et nuisances	1	2	2	2	7

Niveau d'enjeu supra territorial : correspond à l'échelle d'action de l'enjeu :

- 1 – Niveau communal
- 2 – Niveau départemental/ régional
- 3 – Niveau national /international

Importance des pressions :

- 1 – Faible
- 2 – Moyenne
- 3 – Forte

Enjeu localisé ou généralisé :

- 1 – échelle de l'ilot
- 2 – échelle d'une partie du territoire communal
- 3 – échelle de la globalité du territoire communal

Marge de manœuvre du PLU :

- 1 – Faible
- 2 – Moyenne
- 3 – Forte

#### Enjeux forts

Milieux naturels et biodiversité

Risques naturels et technologiques



#### Enjeux moyens

Ressources naturelles et énergie

Milieux physiques



#### Enjeux faibles

Paysage, patrimoine et cadre de vie

Pollutions et nuisances



Au regard de l'analyse effectuée, les enjeux du territoire ont été classés en 3 catégories hiérarchiques selon leur importance : fort, modéré et faible., niveau 3, 2 et 1 respectivement.

Dans la catégorie 3 (enjeux forts) se retrouvent les enjeux de biodiversité et les risques naturels et technologiques.

Dans la catégorie 2 (risques modérés) se retrouvent les ressources naturelles, l'énergie et les milieux physiques.

## Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Enfin, dans la catégorie 1 (risques faible) se retrouvent les enjeux de paysage, patrimoine et cadre de vie et les pollutions et nuisances.

### 3. Scénario « fil de l'eau »

La définition du **scénario « fil de l'eau »**, permet d'évaluer les effets éventuels sur l'environnement dans le cas de la poursuite des dynamiques à l'œuvre sur le territoire en l'absence de révision du PLU. Il servira de **cadre de référence** et de **point de comparaison** mais permettra également d'identifier les risques liés à la poursuite de certaines dynamiques, et **les points de vigilance environnementaux** à conserver au cours de la construction du projet.

Ainsi, le scénario « fil de l'eau » croise trois familles d'information :

-> **Les dynamiques d'évolution du territoire**, y compris celle impulsée par le PLU en vigueur, en terme de démographie, économie, consommation d'espaces et de ressources.

-> **Les tendances d'évolution de la situation environnementale du territoire** identifiées à travers l'analyse des enjeux environnementaux.

-> **Les politiques, programmes et actions engagées** sur le territoire et visant à la valorisation des richesses environnementales.

#### ■ EVOLUTION DES DYNAMIQUES TERRITORIALES

Les projections sur l'évolution démographique du territoire d'études sont évaluées au regard des dernières tendances relevées sur la commune.

Les recensements de l'INSEE font état d'une croissance démographique continue depuis les années 70 marquée par des accélérations périodiques. Sur la période 2012-2022, la population est passée de 4 875 habitants à 5 596 habitants, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de l'ordre de 1,4%. Parallèlement, la taille des ménages tend à baisser passant de 2,47 habitant par logement en 2007 à 2,42 en 2017 (-0,05 point tous les 10 ans).

Le scénario fil de l'eau se base sur la poursuite de ce rythme de croissance de la population avec les paramètres suivants :

- TCAM de 1,4 %
- Desserrement des ménages qui se poursuit pour atteindre 2,35 en 2032
- Maintien des résidences secondaires et des logements vacants existants (pas d'augmentation, ni résorption)

**Le scénario fil de l'eau à l'horizon 2032 aurait pour effet d'accroître la population de 835 habitants supplémentaires et entraînerait la construction de 355 logements supplémentaires.**

#### ■ PLANS ET PROGRAMMES ENGAGES

Le scénario fil de l'eau prend également en compte les politiques d'application sur le territoire communal et traduit dans les documents supra-communaux, en particulier le SCoT Sud-Gard.








#### ■ EVOLUTION DES COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES

Au regard de l'évolution du territoire envisagée dans le cadre du scénario de référence, il est nécessaire d'apprécier l'évolution des principales composantes environnementales, et notamment celles présentant des enjeux forts pour le territoire, dans le contexte d'une révision générale du PLU.

Les tableaux suivants synthétisent les principales tendances à prendre en compte :



### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale







Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

ENJEUX FORTS	
<b>Milieux naturels et biodiversité</b>	<p><b>Tendances au fil de l'eau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> Des éléments identifiés par des zonages de protection (Natura 2000, ENS...)</li> <li> Des milieux gérés en tant qu'ENS               <ul style="list-style-type: none"> <li>= Des secteurs identifiés et protégés par des zonages déjà existants</li> </ul> </li> <li> Des milieux « ordinaires » qui sans le PLU ne sont pas reconnus et donc non protégés</li> <li> Des éléments fragmentant qui peuvent se renforcer au fil du temps</li> <li> Une colonisation des milieux naturels par ces espèces qui peut s'intensifier dans le temps</li> </ul>
<b>Risques naturels et technologiques</b>	<p><b>Tendances d'évolution au fil de l'eau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> La commune dispose d'un plan de prévention du risque inondation mis à jour récemment ce qui permet une bonne connaissance du risque et une réglementation adaptée</li> <li> L'absence de plan de prévention du risque incendie et la faible prise en compte du risque dans le précédent document d'urbanisme pourraient amener à une aggravation de l'exposition de la population au risque</li> </ul>

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

ENJEUX MOYENS	
Milieux Physiques	<p><b>Tendances au fil de l'eau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> Cours d'eau concernés par les documents de gestion et d'aménagement (SDAGE-SAGE)</li> <li> Un changement climatique qui tend à aggraver l'intensité des épisodes pluvieux, des périodes de sécheresses, et des fortes chaleurs <ul style="list-style-type: none"> <li>= « Freinage » de l'extension de la ville par les limites physiques et réglementaires existantes : Le Rhône, l'autoroute, la voie ferrée</li> </ul> </li> </ul>
Ressources naturelles et énergie	<p><b>Tendances d'évolution au fil de l'eau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>= Les réseaux d'eau permettent d'envisager une croissance raisonnée de la population</li> <li>= Pas de projet de développement des énergies renouvelables sur le territoire</li> </ul>

ENJEUX FAIBLES	
Paysage, Patrimoine et cadre de vie	<p><b>Tendances au fil de l'eau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> Projets en cours qui visent à valoriser le paysage (aménagement de la digue, cheminements doux, lacs...)</li> <li>= Une protection du massif de garrigue par le biais d'Espaces Boisés Classés</li> <li> Le périmètre de protection du monument historique (500m) ne reflète pas la réalité des co-visibilités</li> <li> L'extension de l'urbanisation pavillonnaire « uniformise » le paysage</li> <li> Risque d'extension des implantations existantes sur l'espace agricole</li> </ul>
Pollutions et nuisances	<p><b>Tendances d'évolution au fil de l'eau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> Le trafic routier tend à augmenter avec le développement de la ville</li> <li> En l'absence de réglementation adaptée ou de rénovation de l'éclairage public, l'éclairage impacte la biodiversité (en particulier la faune volante nocturne)</li> </ul>



## 3. EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET COMMUNAL SUR L'ENVIRONNEMENT

### 4. Le projet communal établi dans le cadre du PADD

Le parti d'aménagement retenu à travers le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ne doit pas avoir de grandes incidences sur l'Environnement. Il va même dans le sens d'un renforcement des dispositions en faveur du Développement Durable sur plusieurs thématiques essentielles :

- la maîtrise de la consommation d'espaces agricoles et naturels via un urbanisme endogène au sein des zones bâties ou à urbaniser existantes ;
- la valorisation de l'organisation urbaine et des implantations des constructions ;
- le renforcement de la préservation et de la mise en valeur des espaces naturels de qualité ou de site de biodiversité remarquable ou ordinaire ;
- la prévention des risques naturels ou technologiques et des nuisances.

Par ailleurs, les nouvelles options retenues en faveur de l'évolution urbaine se révèlent moins consommatrices d'espaces que l'ancienne version du PLU :

- l'évolution urbaine est privilégiée au sein des parties urbanisées ou en continuité immédiate de l'enveloppe urbaine ;
- la densification est privilégiée via des règles plus souples au sein des zones bâties.

#### Rappel des orientations du PADD

Le Projet d'Aménagement et de développement Durables de la commune de Vergèze repose sur 3 axes et déclinés en plusieurs orientations :

##### AXE 1 : CONFORTER LE ROLE DE CENTRALITE ET PREVOIR UNE CROISSANCE COHERENTE AVEC LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET LES RISQUES

1. Affirmer la centralité et mettre en valeur le centre urbain
2. Programmer une croissance démographique raisonnée et anticiper les besoins en logements
3. Prévoir une extension limitée de l'urbanisation
4. Développer un urbanisme cohérent avec les enjeux de la transition énergétique
5. Adapter le développement urbain aux nuisances et aux risques

##### AXE 2 : ASSURER UN DYNAMISME ECONOMIQUE LOCAL ET SOCIAL

6. Développer le dynamisme économique local
7. Garantir le maintien et le développement de l'agriculture
8. Soutenir le dynamisme social, le niveau d'équipement et faciliter les déplacements

##### AXE 3 : PRESERVER LE CADRE DE VIE ET VALORISER LE PATRIMOINE NATUREL, BATI ET PAYSAGER

9. Soigner les grands équilibres paysagers du territoire
10. Protéger et valoriser les éléments constitutifs de la trame verte et bleue
11. Vergèze, une ville d'eau – préserver la ressource et mettre en valeur les espaces
12. Préserver et mettre en valeur les sites d'intérêt paysager, le patrimoine bâti et la culture Vergézoise

## 5. Analyse comparative des incidences entre le projet communal et le scénario fil de l'eau

### Méthode d'analyse

La méthode d'évaluation des incidences environnementales de la mise en œuvre du projet communal est structurée autour de trois niveaux d'analyse :

- **Incidence vertueuse** où l'orientation et/ou les prescriptions présentent une plus-value environnementale. Elle garantit la préservation des composantes environnementales.
- Incidences **vertueuse à conforter** ou présentant **un risque** où, dans ce cas, l'orientation peut présenter deux types d'incidences :
  - L'orientation ou la prescription présente des incidences positives qui doivent être maintenue et développée afin d'en assurer leur pérennité.
  - L'orientation ou la prescription présente des risques d'incidences négatives notables sur l'environnement, où il conviendra d'attacher une attention particulière.
- **Incidence négative** où l'orientation et/ou la prescription du PLU présentent des incidences négatives notables sur une ou plusieurs composantes environnementales qui nécessiteront la mise en place de mesures.

En dernier lieu, une analyse croisée avec les enjeux environnementaux et le scénario « fil de l'eau » est effectuée afin de mesurer le degré de prise en compte du volet environnemental par le projet communal.

### Les composantes environnementales à fort enjeux pour la commune

#### Enjeux forts

Milieux naturels et biodiversité

Risques naturels et technologiques



#### ■ MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

Le projet de PLU		Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau
O1	<b>Vertueuse à conforter</b> La végétalisation des zones urbaines peut entraîner une augmentation de la biodiversité en ville et permettre de renforcer les corridors écologiques urbains à condition de respecter une palette végétale adaptée au contexte local et de rechercher les connections entre les différents espaces végétalisés.	<b>++</b> Ces actions n'auraient pas forcément lieu dans le scénario fil de l'eau.
O9 O10	<b>Vertueux</b> La commune souhaite protéger et valoriser son patrimoine écologique en préservant les différentes zones protégées par un statut particulier (ZNIEFF, Natura 2000...) ainsi que de valoriser les trames vertes et bleues de son territoire. Plus largement, le classement en zone A ou N de l'ensemble des espaces de garrigue et de la plaine agricole va dans le sens de protéger la biodiversité qui y est présente et les espaces nécessaires à son déplacement.	<b>=</b> La plupart de ces espaces sont déjà protégés dans le cadre des plans et programmes existants.

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Le projet de PLU		Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau
O11 O12	<b>Risque</b> La protection conjointe du patrimoine végétal et aquatique tant en ville que dans les espaces naturel peut permettre a minima une préservation et au mieux un renforcement des écosystèmes.	+  L'aménagement des espaces concernés est possible dans le cadre de la réglementation actuelle. Le PLU permet de cadrer d'avantage ces aménagements en prenant en compte les enjeux de faune et de flore.
	Il faudra cependant veiller à ce que les aménagements prévus pour les activités de loisirs se fassent dans le respect de la biodiversité présente sur les sites.	

#### ■ LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Le projet de PLU		Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau
O5	<b>Vertueux</b> La commune entend mettre en place une politique de lutte contre les différents risques présents sur son territoire. Elle compte également sensibiliser sa population à la présence de ces derniers.	+  Le risque inondation, très présent sur la commune est déjà pris en compte par un PPRI. En revanche, les autres risques pourront être d'avantage maîtrisés grâce à la mise en place d'une réglementation adaptée dans le PLU.

#### Les composantes environnementales à enjeux moyen pour la commune

#### ■ RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

Le projet de PLU		Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau
O1	<b>Vertueux</b> La végétalisation des zones urbaines permet d'augmenter localement la qualité de l'air et lutter contre les îlots de chaleur	++  Les réflexions sur le projet permettent de donner une cohérence d'ensemble aux actions de végétalisation du centre et le PLU permet de garantir une place plus importante de la végétation au sein des nouveaux programmes (taux de pleine terre, végétalisation des stationnements...)
O2	<b>Négative</b> L'augmentation de la population voulue par la commune va augmenter la pression sur la ressource en eau. L'augmentation de la population ainsi que la construction de nouveaux logements va engendrer une augmentation de la consommation en énergie et en une augmentation des émissions des GES.	+  La croissance démographique prévue dans le PADD est maîtrisée et légèrement inférieure à la croissance prévue par le SCoT.
O4	<b>Vertueux</b> La commune entend développer les énergies renouvelables sur son territoire (toitures, ombrières...) et de favoriser les constructions économes en énergie.	=  La réglementation en vigueur permet également le développement de ces solutions.

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

#### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Le projet de PLU		Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau
O11 O12	<b>Vertueux</b> La commune met un point d'honneur à protéger la ressource en eau sur son territoire puisque les deux sont intimement liés.	+  Le projet de territoire permet de protéger les espaces nécessaires au bon fonctionnement hydrographique du territoire (ripisylves, nappe)

#### ■ MILIEUX PHYSIQUES

Le projet de PLU		Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau
O1	<b>Vertueux</b> La végétalisation des zones urbaines permet d'augmenter localement la qualité de l'air.	+  L'étude de revitalisation du centre menée en parallèle du PLU permet d'aller plus loin sur la valorisation du patrimoine dans le centre historique et d'intégrer des mesures adaptées dans le PLU.
O2	<b>Vertueux</b> En privilégiant la densification plutôt que l'étalement urbain, la commune entend lutter contre l'artificialisation des sols.	++  Les objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols permettent de réduire les terrains ouverts à l'urbanisation sur la commune.
O3	<b>Négatif</b> Bien que la commune entend limiter son étalement, l'extension de la zone industrielle va avoir un impact négatif sur les sols via leur artificialisation.  L'extension pour la construction de logement reste quant à elle très limitée et concerne des espaces de faible valeur environnementale (espace rudéral, prairie)	+  En l'absence de la révision générale du PLU, les surfaces actuellement constructibles sont plus importantes.
O6	<b>Vertueux</b> La revitalisation du centre-ville permet de valoriser le patrimoine local en y redynamisant l'économie et en réhabilitant les bâtiments anciens	+  L'étude de revitalisation du centre menée en parallèle du PLU permet d'aller plus loin sur la valorisation du patrimoine dans le centre historique et d'intégrer des mesures adaptées dans le PLU.
O8	<b>Vertueux</b> En développant des nouvelles voies de mobilité douce, la commune compte inciter ses habitants à réduire l'utilisation de véhicules motorisés afin d'augmenter localement la qualité de l'air.	+  Les réflexions menées dans le cadre de la construction du projet communal permettent à la commune de planifier et de cibler les aménagements cyclables et piétons à réaliser.
O11	<b>Vertueux</b> En voulant développer les fontaines, plantations et noues en centre-ville, la commune entend valoriser le patrimoine local lié à la ressource en eau	+  L'étude de revitalisation du centre menée en parallèle du PLU permet d'aller plus loin sur la valorisation du patrimoine dans le centre historique et d'intégrer des mesures adaptées dans le PLU.



Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Le projet de PLU		Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau
O12	<b>Vertueux</b> La commune compte mettre en valeur le patrimoine vernaculaire bâti présent sur son territoire ainsi que les espaces verts remarquables.	+ Le projet communal identifie clairement le patrimoine à préserver.

## Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

### Les composantes environnementales à enjeux faible pour la commune

#### ■ PAYSAGE, PATRIMOINE ET CADRE DE VIE

Le projet de PLU		Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau
O2 O3	<b>Vertueux à conforter</b> La commune entend développer son aire urbaine en continuité avec l'existante afin de ne pas engendrer de discontinuités des tâches urbaines. Il faudra néanmoins veiller à l'intégration paysagère des extensions, notamment au niveau de l'interface entre l'urbain et l'espace agricole.	<b>+</b> Le projet permet de limiter les extensions urbaines (reclassement en zone agricole des anciennes extensions qui ne sont plus nécessaires).
O4	<b>Vertueux</b> La commune entend développer les énergies renouvelables sur son territoire mais tient à ce que cela se fasse dans le respect de son intégrité paysagère.	<b>+</b> Le projet permet de mettre en place une réglementation adaptée pour le développement des énergies renouvelables.
O7	<b>Vertueux à conforter</b> L'agriculture fait partie intégrante du paysage local. En voulant maintenir et valoriser cette activité, la commune souhaite renforcer cette identité paysagère qui lui est propre. Il faut cependant veiller à mettre en place une réglementation adaptée pour l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments agricoles.	<b>+</b> Le projet permet de limiter les extensions urbaines (reclassement en zone agricole des anciennes extensions qui ne sont plus nécessaires).
O8 O12	<b>Vertueux</b> La commune entend mettre en valeur son patrimoine paysager en développement notamment des voies vertes.	<b>+</b> Les réflexions menées dans le cadre de la construction du projet communal permettent à la commune de planifier et de cibler les aménagements cyclables et piétons à réaliser.
O9	<b>Vertueux</b> La commune souhaite protéger la structure paysagère du territoire et préserver les grandes entités.	<b>=</b> Le PLU en vigueur protège déjà les grands espaces naturels et agricole.

#### ■ POLLUTIONS ET NUISANCES

Le projet de PLU		Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau
O1	<b>Vertueux</b> En renforçant le rôle du pôle multimodal, la commune réduit les nuisances engendrées par le trafic automobile en centre-ville.	<b>+</b> Les réflexions menées dans le cadre de la construction du projet communal permettent à la commune de planifier et de cibler les aménagements cyclables et piétons à réaliser.
O2	<b>Négatif</b> L'augmentation de la population ainsi que les nouvelles constructions vont engendrer une augmentation de la quantité de déchets produits.	<b>+</b> La croissance démographique prévue dans le PADD est maîtrisée et légèrement inférieure à la croissance prévue par le SCoT.

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Le projet de PLU		Evaluation par rapport au scénario fil de l'eau
O8	<p><b>Vertueux</b></p> <p>En développant de nouvelles voies de mobilité douces, la commune veut réduire les nuisances dues au trafic automobile notamment dans le centre-ville.</p>	<p>+</p> <p>Les réflexions menées dans le cadre de la construction du projet communal permettent à la commune de planifier et de cibler les aménagements cyclables et piétons à réaliser.</p>

## **6. Synthèse des incidences de la mise en œuvre du projet communal sur l'environnement**

L'analyse des résultats montre que le PLU présente un effet globalement vertueux sur l'environnement dans son ensemble. Les orientations présentent une plus-value environnementale globale avec des enjeux qui peuvent être directs et opérationnels.

Certaines orientations présentent des risques pour les composantes environnementales qui nécessitent la mise en place de mesures afin de les limiter.

Néanmoins, le scénario fil de l'eau qui transcrit une poursuite des tendances actuelles et notamment une croissance démographique très forte, aurait plus d'incidences négatives sur l'environnement.

Ainsi, le projet de la commune apporte une plus-value environnementale en matière de gestion et de préservation des paysages et du patrimoine par la définition d'orientations et de principes d'aménagement du territoire selon les principes de développement durable : densification et intensification des espaces urbains pour lutter contre l'étalement, préservation des terres agricoles, des zones naturelles et revégétalisation de la ripisylve.

Dans l'optique d'une gestion des risques naturels et technologiques optimale, le projet définit des principes de structuration de l'armature urbaine de la commune afin de limiter et d'éviter une augmentation de la population exposée dans les zones soumises aux aléas et identifiées dans les Plans de Prévention des Risques (PPR).

La préservation des ressources naturelles et du cadre de vie, un effet global sur la qualité de l'air et l'amélioration de la prise en compte du climat, des énergies et du patrimoine environnemental, font partie des orientations du projet. Dans l'ensemble, la mise en application du projet communal garantit une plus-value environnementale non négligeable. Toutefois, certaines orientations présentent des incidences inévitables pour les composantes environnementales.

Les choix de développement communaux sont axés sur une densification des tissus urbains, la réalisation de logements dans les espaces interstitiels non bâtis, la création d'équipements et d'activités économiques en continuité de l'urbanisation existante. Néanmoins, la définition de projets d'urbanisation aura des incidences négatives inévitables sur les composantes environnementales.

Le PLU prévoit l'encadrement des projets par des règles adaptées et la définition d'Orientations d'Aménagement et de Programmation qui permettent de réduire l'incidence de ces effets.



**Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale**  
 Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Orientations du PADD		Milieux naturels et biodiversité	Risques naturels et technologiques		Ressources naturelles et Energie	Milieux physiques		Paysage, patrimoine et cadre de vie	Pollutions et nuisances
		Forts			Moyen			Faible	
Axe 1	O1								
	O2								
	O3								
	O4								
	O5								
Axe 2	O6								
	O7								
	O8								
Axe 3	O9								
	O10								
	O11								
	O12								

## **4. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES**

---

### **1. Synthèse des incidences du PLU sur l'environnement**

#### **Incidences sur les grands équilibres et les continuités écologiques**

##### **■ A L'ECHELLE COMMUNALE**

Le PADD identifie clairement dans son orientation 10 la nécessité de protection et de valorisation de la trame verte et bleue. Plusieurs objectifs ont été fixés à la fois la préservation la biodiversité dans les périmètres d'intérêt écologique et également la préservation et la mise en valeur des corridors écologiques. L'orientation 11 précise par ailleurs les objectifs en matière de préservation et de valorisation de la trame bleue.

Ces objectifs sont traduits dans les différentes pièces du PLU :

- Au niveau des OAP, des éléments de trame verte et bleue sont identifiés afin de garantir la bonne intégration environnementale des aménagements prévus.

- Au niveau du règlement graphique et écrit :

- Les espaces naturels et agricoles font l'objet d'une protection stricte (zone A ou N),
- Les boisements les plus conséquents des espaces de Garrigues sont classés en tant qu'Espace Boisé Classé,
- Le boisement Perrier et les espaces verts d'intérêt sont identifiés et protégés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme avec des dispositions réglementaires adaptées au sein du règlement écrit.
- Les principaux alignements d'arbres et haies sont identifiés et protégés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme tant au sein de l'enveloppe urbaine que dans la zone agricole et naturelles. Le règlement définit les dispositions nécessaires à leur préservation.
- Les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau et les zones humides sont tramés et classés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme avec des dispositions réglementaires adaptées au sein du règlement écrit.

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

#### ■ ZOOM SUR LES SECTEUR D'OUVERTURE A L'URBANISATION AU

Zone 2AU dans le projet de PLU



Le projet de PLU intègre un secteur à urbaniser à long terme en continuité de la zone industrielle sur laquelle s'implante l'entreprise Perrier.

L'ouverture à l'urbanisation du secteur est subordonnée à une révision ou une modification du PLU. Lors de la modification ou révision du PLU qui permettra l'ouverture à l'urbanisation du secteur, une étude plus approfondie des enjeux écologiques devra être menée, notamment en lien avec l'enjeu de préservation de l'Outarde Canepetière qui a pu être observée sur le site.

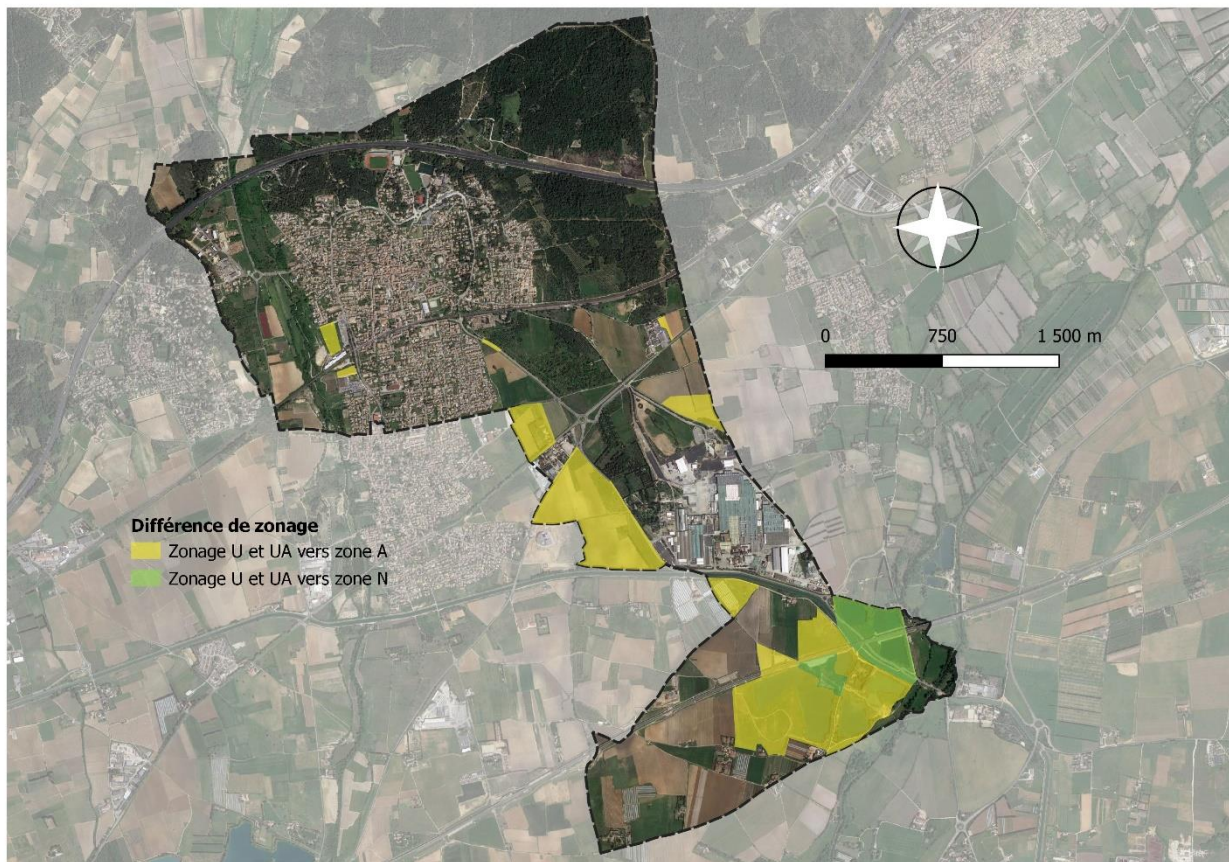
#### > *Comparaison au scénario fil de l'eau :*

Les zones urbaines ou à urbaniser du PLU en vigueur qui ne sont plus nécessaires pour le développement du territoire sont reclassées en zone agricoles ou naturelle. Le projet de révision entraîne ainsi le reclassement de 118 ha de terrains constructibles ou réservés pour une urbanisation future en zone agricole ou naturelle.

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Reclassement de zones U et AU



#### ***Incidences vertueuses attendues***

Le projet de révision du PLU permet de protéger des espaces agricoles et naturels qui étaient précédemment ciblés pour un développement urbain. La mise à jour du projet de la commune et des objectifs en matière de lutte contre la consommation d'espace a permis de réduire significativement les superficies ouvertes ou à ouvrir à l'urbanisation.

L'incidence vertueuse attendue est la conservation de ces espaces et de leur valeur écologique, agronomique et paysagère.

#### ***Incidences négatives attendues***

Le maintien d'une zone d'extension pour le pôle industriel entraînera, à terme, l'artificialisation de nouvelles terres. Toutefois, l'ouverture à l'urbanisation reste subordonnée à la réalisation d'une étude écologique approfondie afin de prendre les mesures nécessaires pour éviter, réduire et compenser les impacts du futur projet.

Il est à noter qu'au moment de la révision générale du PLU, il n'y a pas de projet défini d'extension de la zone industrielle.

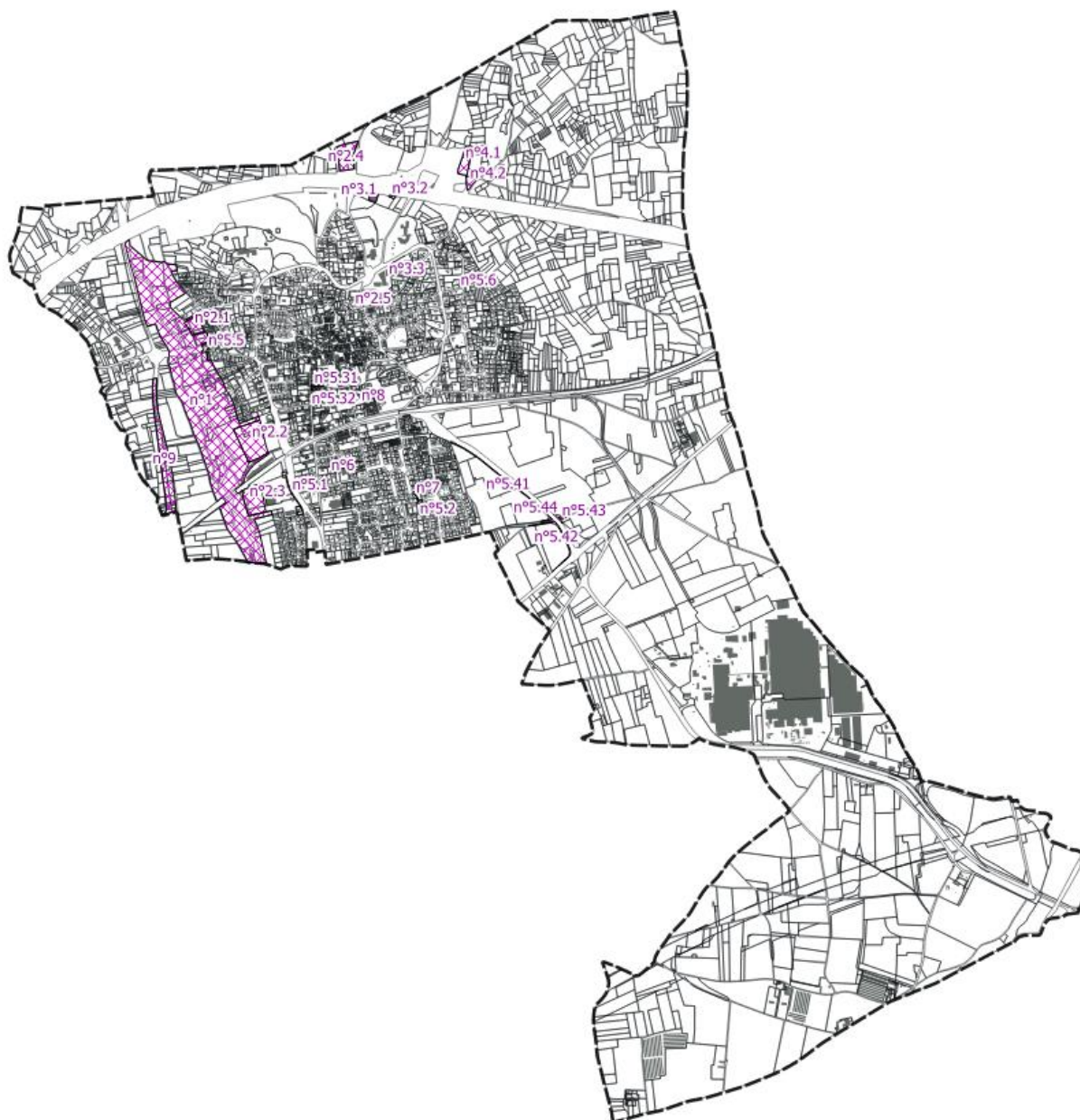


### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

#### ■ ZOOM SUR LES EMPLACEMENTS RESERVES

Carte des emplacements réservés de la révision générale du PLU de Vergèze



### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Liste des emplacements réservés de la révision générale du PLU de Vergèze

Numéro de l'emplacement réservé	Superficie (en m <sup>2</sup> )	Libellé	Bénéficiaire
1	277 696	Projet Rhône	Communauté de communes Rhône Vistre Vidourle
2.1	629	Bassin de rétention	Communauté de communes Rhône Vistre Vidourle
2.2	628	Bassin de rétention	
2.3	20343	Bassin de rétention	
2.4	12494	Bassin de rétention	Commune
2.5	9577	Bassin de rétention	Commune
3.1	1658	Extension terrain de sport	Commune
3.2	312	Espace public à aménager – création aménagement sportif	Commune
4	7684	Aire de repos autoroute	ASF
5.1	1688	Elargissement de la voie	Commune
5.2	341	Prolongement de l'impasse A. Camus	Commune
5.31	145	Jonction entre la rue de la République et la rue Neuve (élargissement)	Commune
5.32	75	Jonction entre la rue de la République et la rue Neuve (élargissement)	Commune
5.41	2395	Aménagement des abords RD139	Commune
5.42	1687	Aménagement des abords du RD139	Commune
5.43	272	Elargissement du chemin de la monnaie	Commune
5.44	386	Elargissement du chemin de la monnaie	Commune
5.5	87	Elargissement du carrefour rue du Rhône et rue du Mas Liotard	Commune
5.6	142	Elargissement du chemin de la Montée de Brousse	Commune
5.7	261	Voie de désenclavement	Commune
6	1390	Extension centre social	Commune
7	181	Extension réseau pluvial	Commune
8	322	Aménagement cyclable	Commune

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

9	22919	Sécurisation du passage à niveau de la RD1	Département
---	-------	--	-------------

Le projet comporte 24 emplacements réservés.

- L'**ER 1** concerne le projet de réaménagement du Rhône. Ce projet intègre la création d'une nouvelle digue à l'extérieur de laquelle la création d'une voie est envisagée par la communauté de communes afin de desservir le futur PEM. A l'intérieur de la digue, le cours d'eau retrouve son tracé naturel. Le projet d'ensemble de création de digue et de réaménagement du cours d'eau a fait l'objet d'une étude d'impact qui prend en compte les enjeux de biodiversité.

- Les **ER 2.1 à 2.5** concernent la création de bassin pour la gestion des eaux pluviales. Ces ouvrages sont nécessaires pour la commune et leur positionnement est issu des préconisations issues du travail mené sur le zonage pluvial ou d'études spécifiques en lien avec les projets d'aménagements (Projet Rhône et projet de PEM notamment). Ces bassins de rétention entre dans le cadre de la gestion des risques sur la commune. Il s'agit de bassins végétalisés. Des incidences sur les milieux ont lieu au moment des travaux (excavation...) mais la végétation peut ensuite reprendre dans et autour de l'aménagement. Les incidences sont donc globalement positives pour la gestion des risques et faibles à long terme en ce qui concerne les milieux naturels.

- Les **ER 3.1 et 3.2** concernent l'extension ou la création d'aménagements sportifs. Ils se localisent dans sur des espaces à faible valeur environnementale enclavés entre les tissus urbains et la voirie.

- L'**ER 4** concerne l'aire de repos aménagée en bordure de l'A9 : les parcelles sont situées en bordure de l'aire existante et sont déjà fortement impactées par le contexte autoroutier du secteur. Ces emplacements sont au bénéfice d'ASF.

- Les **ER 5.1 à 5.7** concernent des élargissements de voies communales et/ou la création de portions de voies supplémentaires (désenclavement ou prolongement de voie existante). Ils concernent des surfaces de faible épaisseur localisées en milieu urbain ou en bordure des voies existantes en milieu agricole. Les aménagements prévus n'impactent pas de manière significative les espaces naturels et agricoles de la commune. Néanmoins une attention particulière devra être donnée aux abords des voies qui traversent l'espace agricole afin de limiter les incidences des travaux.

- L'**ER 6** est prévu pour l'extension du centre social sur une parcelle libre au milieu du tissu urbain. Ce projet entre dans le cadre de la densification et évite d'impacter les espaces en extension de la trame urbaine existante.

- L'**ER 7** a pour objet l'extension du réseau pluvial. Tout comme les emplacements réservés 2.1 à 2.5, cet aménagement est nécessaire dans le cadre de la gestion du risque induit par les ruissellements d'eau de pluie. Les incidences éventuelles concernent uniquement la phase travaux (excavation...) et la végétation pourra reprendre sur les bords du fossé.

- L'**ER 8** concerne la création d'une continuité cyclable à l'arrière du bâtiment de Vergèze Espace. Cet aménagement qui s'inscrit dans un contexte urbain aura un effet indirect positif sur la qualité de l'air en favorisant les mobilités douces.

- L'**ER 9** a pour objet la sécurisation du passage à niveau de la RD1 situé sur la commune voisine de Mus. Il s'agit d'un emplacement à destination du département. Il concerne des terrains agricoles.



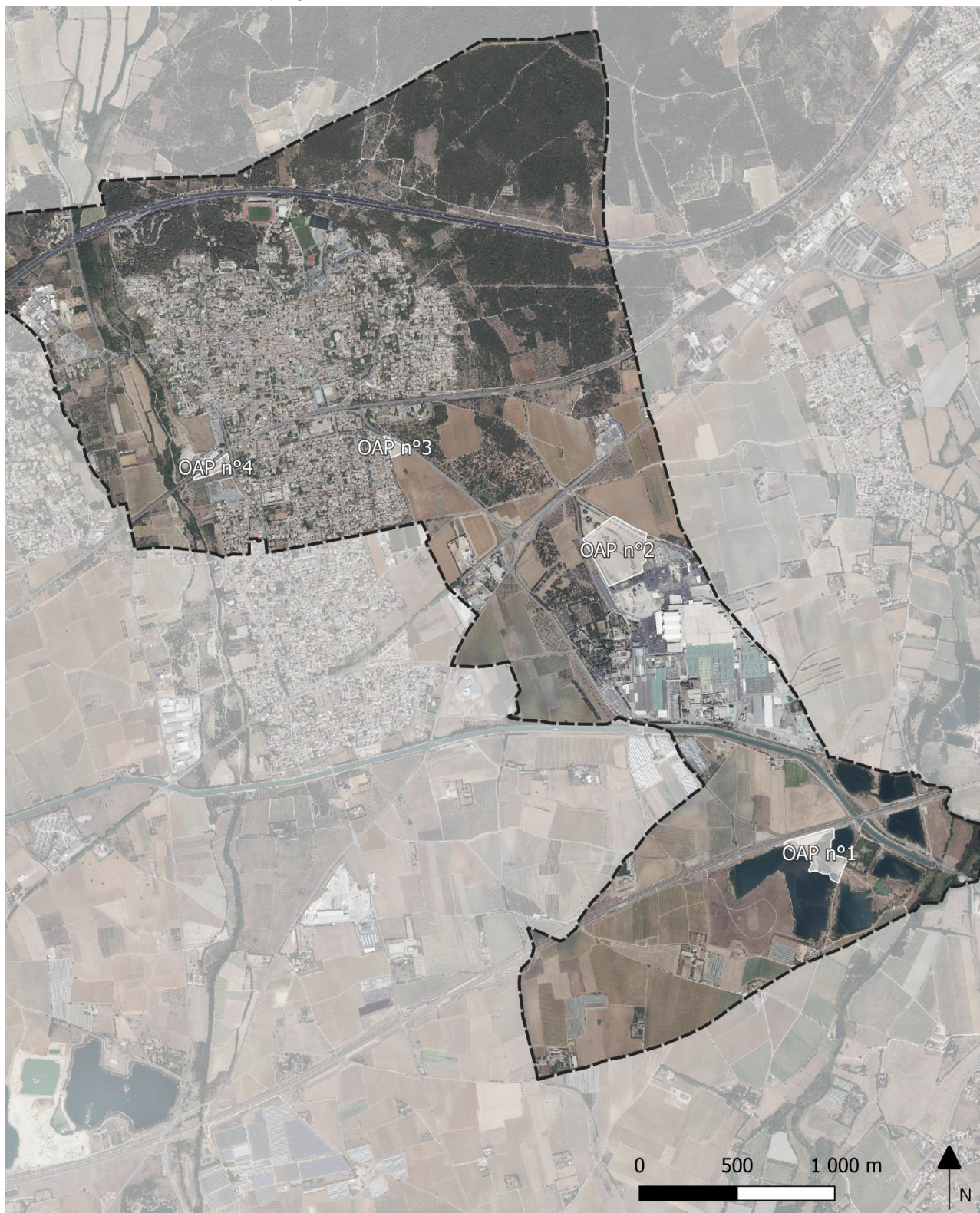
### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

#### ■ ZOOM SUR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le PLU intègre quatre OAP :

Localisation des OAP dans le projet de révision du PLU



#### - OAP n°1 : Aménagement d'une base de loisirs dans le secteur des lacs

Les lacs de Vergèze sont apparus sur le site d'une ancienne gravière et ont été fortement remaniés lors de la création de la LGV dans les années 2010. Le site est directement concerné par la zone Natura 2000 ZPS FR9112015 « Costière nîmoise ». Il est également concerné par un aléa inondation résiduel à fort sur les berges du lac le plus à l'est. En tant qu'espace non urbain, il est intégralement classé en zone rouge du PPRI.



### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

#### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Aujourd'hui, ces plans d'eau forment un site naturel à usage de loisir (principalement pêche et promenade). Le projet de la municipalité est de créer une base de loisir permettant d'ouvrir la possibilité de nouvelles pratiques de loisir sur ces lacs (baignade et activités nautiques non motorisés).

Pour ce faire, il est prévu des aménagements extérieurs : plage, pontons, espaces verts et de quelques bâtis de taille réduite afin d'assurer la sécurité et l'aspect sanitaire du site (poste de secours, sanitaires, accueil...).

L'OAP permet de donner les grandes orientations du projet et définit notamment une zone de roselière à protéger. Il faut néanmoins noter que l'aménagement impactera une partie de la roselière existante qui constitue un milieu typique de zone humide. Des mesures de compensation pourront, si nécessaires, être prévues en phase projet.

Le projet concerne donc un site avec des enjeux écologiques forts (zone Natura 2000 et présence de zones humides).

**Les aménagements prévus restent majoritairement végétalisés et en pleine terre mais vont inévitablement modifier le milieu existant et donc avoir une incidence négative sur la faune et la flore présente.** Il est recommandé de mettre en place des mesures de compensation pour l'impact sur la roselière dans le cadre du projet.

#### > Comparaison au scénario fil de l'eau :

Dans le PLU en vigueur, l'aménagement du site est possible et s'inscrit au sein d'une très vaste zone à urbaniser. La révision du PLU permet donc de resserrer et de cadrer le projet mieux que dans le scénario tendanciel.

#### - OAP n°2 : Extension du pôle industriel autour de l'entreprise Perrier

Cette extension correspond à la zone 2AU évoquée ci-avant.

Il s'agit d'un site composé de cultures, de friches et de zones rudérales en continuité directe de la zone industrielle existante. Il est concerné par un aléa inondation résiduel. En tant que secteur de développement stratégique, une partie du site est classée en zone bleue du PPRi. La présence de l'outarde canepetière sur le site en fait site à enjeu potentiellement fort. Le niveau d'enjeu doit être précisé dans le cadre d'études plus approfondies lors de l'ouverture à l'urbanisation du site.

Le secteur constitue une réserve foncière pour un développement industriel encore non précisément défini. Des précisions sur le niveau d'enjeu environnemental et les mesures à mettre en œuvre devront être apportées lors de l'ouverture à l'urbanisation de la zone.

#### > Comparaison au scénario fil de l'eau :

Dans le PLU en vigueur, le site est classé en zone UEa constructible. La révision du PLU permet de soumettre l'ouverture à l'urbanisation du site à des études plus approfondies afin de limiter les impacts environnementaux.

#### OAP n°3 : Aménagement à vocation d'urbanisation mixte sur le site de la Gare

Le périmètre de cette OAP se situe à l'ouest de la commune, aux abords de la Gare. Elle concerne les parcelles AK 161 et 162. Celles-ci sont en friche, aujourd'hui utilisées comme plateforme de transit pour matériaux de chantier par la commune. Le terrain présente un alignement d'arbre à droite de son unique entrée.

L'OAP n°3 est concernée par la zone de précaution R-U du PPRi. Cette zone urbanisée est exposée à un aléa résiduel en cas de crue supérieure à la crue de référence. Son règlement vise à permettre un développement urbain compatible avec ce risque résiduel. En revanche, le site est en dehors de tout risque d'incendie présenté dans le PAC.

L'OAP n°3 ne présente pas d'enjeux particuliers du point de vue faune et flore. Néanmoins, la conception de l'aménagement aura comme tronc commun le respect et l'intégration de la biodiversité.

L'aménagement prévoira également la préservation d'un maximum d'arbres d'ores et déjà sur site.

#### > Comparaison au scénario fil de l'eau :

Dans le PLU en vigueur, le site est classé en zone IVU constructible à vocation d'activités. La révision du PLU permet d'ouvrir la possibilité de réaliser des logements sur le site et d'encadrer l'aménagement du site grâce à la mise en place d'une opération d'ensemble.

#### OAP n°4 : Aménagement à vocation d'urbanisation mixte sur le site de la Malacorade

Le périmètre de cette OAP se situe à l'ouest de la commune, aux abords du quartier de la Malacorade. Elle concerne la parcelle AS 161, qui est une prairie comportant un alignement d'arbres en extrémité nord.

A l'instar de l'OAP n°3, l'OAP n°4 est concernée par la zone de précaution R-U du PPRi. Cette zone urbanisée est exposée à un aléa résiduel en cas de crue supérieure à la crue de référence. Son règlement vise à permettre un développement urbain compatible avec ce risque résiduel. De plus, le site présente un risque majoritairement faible et

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

un risque moyen à fort sur l'est de la parcelle. Cependant, ce risque moyen à fort est négligeable du fait de la composition paysagère en friche de la parcelle.

L'OAP n°4 ne présente pas, elle aussi, d'enjeux particuliers du point de vue faune et flore. Néanmoins, la conception de l'aménagement aura comme tronc commun le respect et l'intégration de la biodiversité.

L'aménagement prévoira également la préservation d'un maximum d'arbres existants.

#### > *Comparaison au scénario fil de l'eau :*

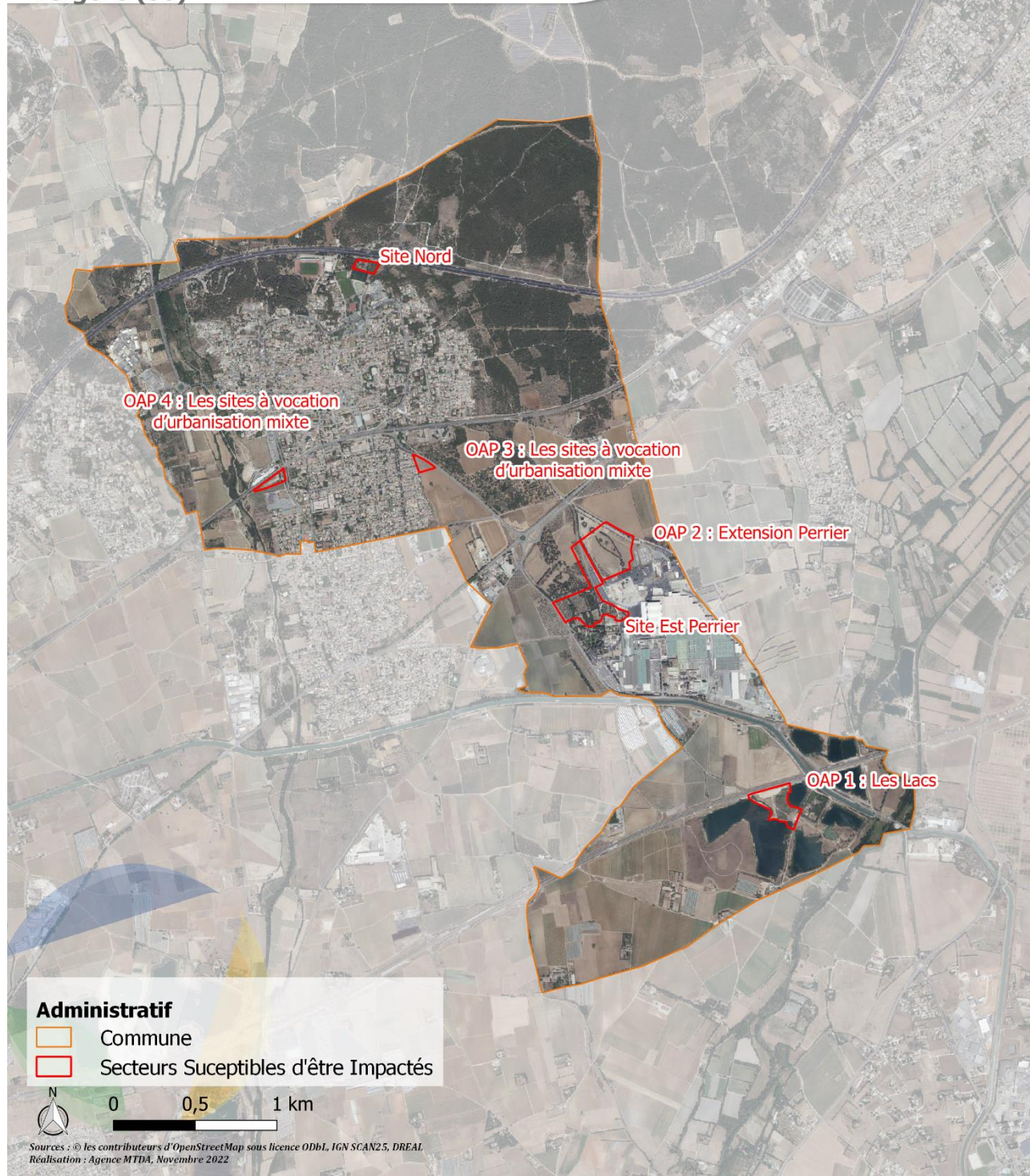
Dans le PLU en vigueur, le site est classé en zone IIAUd4 constructible à vocation d'équipements. La révision du PLU permet d'ouvrir la possibilité de réaliser des logements sur le site et d'encadrer l'aménagement du site grâce à la mise en place d'une opération d'ensemble.

### Détermination des sites susceptibles d'être impactés

Les secteurs susceptibles d'être impactés (SSI) sont les secteurs présentant encore une occupation du sol naturelle ou agricole et sur lesquels des aménagements et/ou constructions sont autorisés dans le PLU.

Il s'agit, dans le cas de Vergèze, des secteurs localisés sur la carte suivante et décrits ci-dessous :

## Secteurs Susceptibles d'être impactés Vergèze (30)



Ce sont les secteurs non urbanisés dans les zones U et des secteurs soumis à OAP.

Certaines de ces zones ont fait l'objet d'investigation de terrain. Le site de l'OAP 4 n'a pas fait l'objet d'expertises naturalistes car les enjeux écologiques sont, a priori, faibles. Le site Nord n'a pas fait non plus l'objet d'une expertise naturaliste.

Différents types de zones ont fait l'objet d'investigations de terrain :

- 2AU : OAP 2 : zone d'extension de Perrier ;
- UE : Site Ouest Perrier ;
- NI et NI1 : zone des Lacs ;
- 1AUb : OAP 4 : site à vocation d'urbanisation mixte.



#### Caractéristiques écologiques des zones susceptibles d'être impactées avec des enjeux écologiques

##### ■ OAP 1 : LES LACS

Une visite de terrain a été réalisée le 5 juillet 2022 afin de cerner les enjeux naturalistes présents ou potentiellement présents sur le site des lacs de Vergèze, OAP 1 du PLU. Cette visite de terrain a pour objectif d'évaluer les sensibilités écologiques du secteur défini.

Les résultats des investigations de terrain sont présentés dans la fiche suivante.

Nom du site	Type de zonage	Commune	Enjeu global
OAP 1 secteur des lacs	NI et NI1	Vergèze	<b>FORT</b>

#### Caractéristiques générales du site

Le site se compose de deux parkings (un grand au nord et un petit au sud) avec deux sentiers principaux traversant le site, et plusieurs petits sentiers au milieu de la phragmitaie. On observe une large phragmitaie ponctuée de peupliers, une pelouse en friche, et un alignement de peupliers à l'ouest. La végétation typique des milieux humides (phragmitaie, jeune peupleraie, jonc, polypogon ...) classe cet espace en zone humide avec les enjeux qui lui sont associés.

#### Habitats naturels - site des lacs

Vergèze (30)





### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

#### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze



#### Enjeux identifiés / potentiels

- Zone de chasse potentielle pour certains rapaces et chiroptères.
- Zone de chasse pour la **sterne hansel** (*Gelochelidon nilotica*).
- Zone de nidification potentielle pour les oiseaux de zones humides (certains passereaux, anatidés, ou ardéidés). Observation de la **Rousserolle turdoïde** (*Acrocephalus arundinaceus*), espèce vulnérable en fort déclin au niveau national à cause de la destruction des phragmitaies.
- Zone de nidification potentielle pour le **Blongios nain** (*Ixobrychus minutus*), espèce menacée en France, avec moins de 500 couples nicheurs. Cette espèce niche sur la zone des lacs de Vergèze.
- Présence potentielle du **Lézard ocellé** (*Timon lepidus*) d'après le PNA (faisant partie de sa zone de distribution), mais pas de gîtes ou de refuges propices à sa présence observés.
- Présence potentielle de l'**Outarde canepetière** (*Tetrax tetrax*) d'après le PNA (faisant partie de sa zone de distribution), mais le milieu n'est pas propice à sa présence.
- Site dans le périmètre d'un ENS, d'une directive habitat (Natura 2000), et d'une ZNIEFF de type 1.

#### Recommandations

- Maintien de la ripisylve.
- Réalisation d'un inventaire 4 saisons avant la réalisation de tout travaux afin d'identifier les enjeux faunistiques du site, et préciser ceux associés à la flore des milieux humides.
- Protéger les phragmitaies au nord par des ganivelles et mettre des panneaux d'information sur les enjeux du secteur.
- Compenser la surface de roselière en restaurant des roselières à proximité du site (sur le territoire communal dans la mesure du possible).
- Respecter un calendrier d'intervention en évitant de commencer les travaux pendant les principales périodes de sensibilités pour la faune sauvage (mars à août à éviter).

#### ■ OAP 4 : SITE A VOCATION D'URBANISATION MIXTE

Une campagne de visites de terrain a été réalisée le 19 avril 2022 afin de cerner les enjeux naturalistes présents ou potentiellement présents sur les zones de projet du PLU.

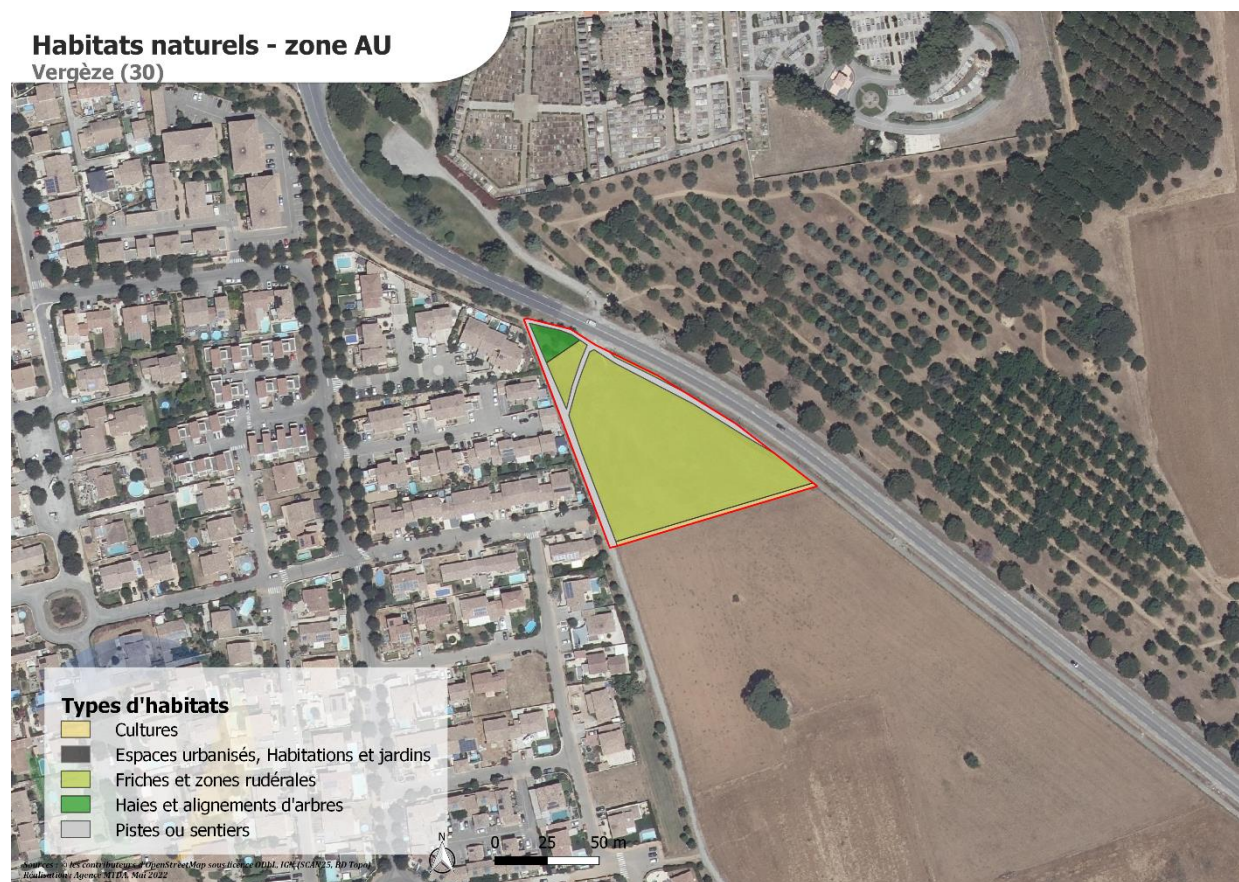
Les résultats des investigations de terrain sont présentés dans la fiche suivante.

Nom du site	Type de zonage	Commune	Enjeu global
AS0161	UB	Vergèze	FAIBLE
Caractéristiques générales du site			
Le site est localisé à l'Est du tissu urbain de Vergèze. Il est délimité au Sud par un champ, à l'Ouest par le quartier résidentiel de Malacorade et au nord ainsi qu'à l'est par la route D139.			

## Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

La parcelle se compose d'une pelouse à annuelles subnitrophiles qui est un faciès de végétation typique des bords de route (*Plantago*, *Erodium*, *Geranium*, *Euphorbia*, *Medicago*, *Vicia*, *Lathyrus*, *Malva*...) et d'un petit alignement d'arbres au nord, composé de Peupliers blancs et de Cèdres du Liban. Le tout est entouré par une piste cyclable et piétonne.



#### Enjeux identifiés / potentiels

- Zone de chasse potentielle pour les rapaces.
- Importante source de nourriture pour les insectes pollinisateurs, notamment les lépidoptères (papillons).
- Présence potentielle du Lézard ocellé (*Timon lepidus*) d'après le PNA (faisant partie de sa zone de distribution), mais pas de gîtes ou de refuges propices à sa présence observés.

#### Recommandations

- Respecter un calendrier d'intervention en évitant de commencer les travaux pendant les principales périodes de sensibilités pour la faune sauvage (mars à août à éviter).



### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

#### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

- En cas d'abattage des arbres, ce qui n'est pas recommandé, respecter un calendrier d'intervention pour les chiroptères : abattage en automne et laisser quelques jours les arbres au sol avant de les évacuer.
- Elaborer des gîtes en pierres sèches favorables à la présence du Lézard ocellé.
- Mettre en œuvre les mesures de défavorabilisation pour le lézard ocellé en amont des travaux.

#### ■ OAP 2 : ZONE D'EXTENSION DU SITE PERRIER

Une campagne de visites de terrain a été réalisée le 19 avril 2022 afin de cerner les enjeux naturalistes présents ou potentiellement présents sur les zones de projet du PLU.

Les résultats des investigations de terrain sont présentés dans la fiche suivante.

Nom du site	Type de zonage	Commune	Enjeu global
AT-AV (Perrier)	AU	Vergèze	FAIBLE

#### Caractéristiques générales du site

Le site est adjacent à l'usine Perrier de Vergèze, il est localisé au nord de l'usine. Le site est ceinturé par la voie ferrée à l'ouest, par l'usine Perrier au sud et par une piste longeant la route des Bouillens à l'est.

La parcelle est composée de friches et de zones rudérales principalement. Le site est encadré à l'est et à l'ouest par des alignements d'arbres. Les alignements d'arbres sont composés d'espèces ornementales (*Prunus cerasifera*, *Tilia tomentosa*, *Morus nigra*) ou de Pins parasols.

La présence de clôtures sur une bonne partie du site a permis de limiter la présence, et donc l'impact, du sanglier sur les milieux, favorisant par la même occasion le développement d'espèces comme le Lapin de garenne bénéficiant d'une certaine « tranquillité ».

#### Habitats naturels - site Perrier Vergèze (30)



### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

#### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze



#### Enjeux identifiés / potentiels

- Présence potentielle du Lapin de garenne (*Oryctolagus cuniculus*) dans les milieux ouverts.
- Zone de chasse avérée pour les rapaces (concerne les milieux ouverts).
- Linéaire de haie arbustive et arborescente faible en diversité végétale mais toujours intéressant pour la biodiversité dite "ordinaire" (source de nourriture, zone refuge...).
- Présence potentielle du Lézard ocellé (*Timon lepidus*) d'après le PNA (faisant partie de sa zone de distribution) mais pas de gîtes ou de refuges propices à sa présence observés.

#### Recommandations

- Préserver au maximum les linéaires continus de haie et arbres, en privilégiant surtout la présence d'espèces végétales autochtones : éviter le *Pyracantha coccinea* qui est une espèce exotique envahissante (EEE) ou les Cyprès qui sont d'un faible intérêt écologique.
- Respecter un calendrier d'intervention en évitant de commencer les travaux pendant les principales périodes de sensibilités pour la faune sauvage (mars à août à éviter).
- En cas d'abattage des arbres, ce qui n'est pas recommandé, respecter un calendrier d'intervention pour les chiroptères : abattage en automne et laisser les arbres au sol quelques jours avant de les évacuer.
- Elaborer des gîtes en pierres sèches favorables à la présence du Lézard ocellé.
- Mettre en œuvre les mesures de défavorabilisation pour le lézard ocellé en amont des travaux.



## Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

#### ■ SITE OUEST PERRIER

Nom du site	Type de zonage	Commune	Enjeu global
AT-AV (Perrier)	U	Vergèze	MOYEN

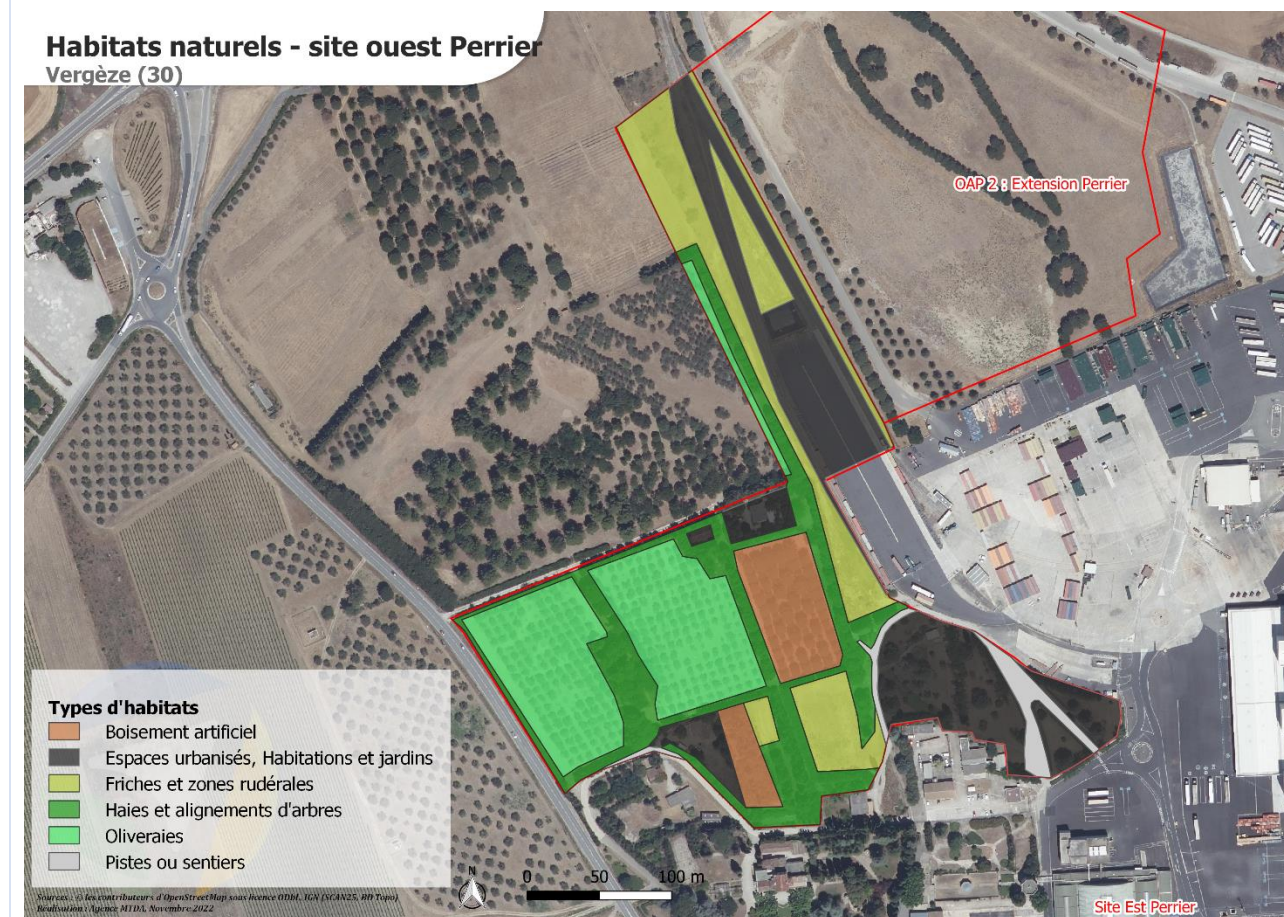
#### Caractéristiques générales du site

Le site est adjacent à l'usine Perrier de Vergèze, il est localisé à l'ouest de l'usine. Ceinturé par la route D139 à l'est et la voie ferrée à l'ouest et l'usine Perrier ; la partie nord du site est traversée par une voie ferrée.

La partie Sud-Ouest c'est un ensemble de vergers d'oliviers, de bosquets et d'habitations/jardins privés. Le site est subdivisé par une succession d'alignements d'arbres et/ou de haies. Si les alignements d'arbres sont composés d'espèces ornementales (*Prunus cerasifera*, *Tilia tomentosa*, *Morus nigra*) ou de Pins parasols, les haies sont principalement composées de Cyprès et/ou de Pyracantha. Les boisements sont des petits bosquets artificiels composés de Cyprès ou d'Eucalyptus alignés.

La présence de clôtures sur une bonne partie du site a permis de limiter la présence, et donc l'impact, du sanglier sur les milieux, favorisant par la même occasion le développement d'espèces comme le Lapin de garenne bénéficiant d'une certaine « tranquillité ».

Une partie au sud du site était inaccessible mais visible, l'analyse a donc aussi été complétée par photo-interprétation.





#### Enjeux identifiés / potentiels

- Présence avérée du Lapin de garenne (*Oryctolagus cuniculus*) dans les vergers et les milieux ouverts.
- Zone de chasse avérée pour les rapaces (concerne les milieux ouverts).
- Linéaire de haie arbustive et arborescente faible en diversité végétale mais toujours intéressant pour la biodiversité dite "ordinaire" (source de nourriture, zone refuge...).
- Présence potentielle du Lézard ocellé (*Timon lepidus*) d'après le PNA (faisant partie de sa zone de distribution) mais pas de gîtes ou de refuges propices à sa présence observés.

#### Recommandations

- Maintenir les habitats ouverts bénéfiques à la présence du Lapin de garenne.
- Préserver au maximum les linéaires continus de haies, en privilégiant surtout la présence d'espèces végétales autochtones : éviter le *Pyracantha coccinea* qui est une espèce exotique envahissante (EEE) ou les Cyprès qui sont d'un faible intérêt écologique.
- Respecter un calendrier d'intervention en évitant de commencer les travaux pendant les principales périodes de sensibilités pour la faune sauvage (mars à août à éviter).
- En cas d'abattage des arbres, ce qui n'est pas recommandé, respecter un calendrier d'intervention pour les chiroptères : abattage en automne et laisser quelques jours les arbres au sol avant de les évacuer.
- Elaborer des gîtes en pierres sèches favorables à la présence du Lézard ocellé.
- Mettre en œuvre les mesures de défavorabilisation pour le lézard ocellé en amont des travaux.

#### ■ CONCLUSION

Les inventaires ont permis de mettre en exergue des enjeux écologiques. En fonction des sites les mesures suivantes sont recommandées :

- Réalisation d'un inventaire 4 saisons avant la réalisation de tout travaux afin d'identifier les enjeux faunistiques du site, et préciser ceux associés à la flore des milieux humides.
- Protéger les phragmitaies au nord du sentier par des ganivelles et mettre des panneaux d'information sur les enjeux du secteur.
- Compenser la surface de roselière en restaurant des roselières à proximité du site (sur le territoire communal dans la mesure du possible).
- Respecter un calendrier d'intervention en évitant de commencer les travaux pendant les principales périodes de sensibilités pour la faune sauvage (mars à août à éviter).
- En cas d'abattage des arbres, ce qui n'est pas recommandé, respecter un calendrier d'intervention pour les chiroptères : abattage en automne et laisser les arbres au sol quelques jours avant de les évacuer.
- Elaborer des gîtes en pierres sèches favorables à la présence du Lézard ocellé.
- Mettre en œuvre les mesures de défavorabilisation pour le lézard ocellé en amont des travaux.
- Préserver au maximum les linéaires continus de haie et arbres, en privilégiant surtout la présence d'espèces végétales autochtones : éviter le *Pyracantha coccinea* qui est une espèce exotique envahissante (EEE) ou les Cyprès qui sont d'un faible intérêt écologique.

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

#### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

- Maintenir les habitats ouverts bénéfiques à la présence du Lapin de garenne.

Ces mesures peuvent être complétées par différentes actions bénéfiques à la biodiversité communale :

- Stockage des arbres coupés présentant des traces d'activités de coléoptères sous la forme d'andain sur ou à proximité des parcelles pendant une durée de 3 à 5 ans afin que les larves présentes puissent poursuivre leur développement ;
- Préservation d'un maximum d'éléments arborés et arbustifs (haies, bosquets ...) et renforcement si possible.
- Encourager les démarches visant à maintenir ou créer des espaces verts, îlots de nature ou éléments favorables pour la biodiversité (utilisation d'espèces végétales locales, gestion différenciée des milieux, conservation/plantation de haies arbustives et arborées, d'arbres isolés, création d'abris pour la petite faune ...) ;
- Veiller à l'absence de pièges artificiels pour la petite faune lors d'éventuels travaux. En effet, les trous et autres tuyaux non protégés peuvent constituer des pièges mortels pour des espèces comme les amphibiens ou certains reptiles.

### Evaluation des enjeux écologiques au sein des sites pouvant être affectés par le PLU

#### ■ RAPPEL DES ENJEUX

Rappel des enjeux pour les milieux naturels et la biodiversité de la commune :

- La préservation de la mosaïque de milieux remarquables, support de la trame verte et bleue et de la fonctionnalité écologique du territoire ;
- Le maintien et la recherche d'une activité agricole favorable à la biodiversité et respectueuse de l'environnement ;
- La préservation des éléments arborés support des continuités écologiques ;
- La préservation du réseau hydrographique et de ses milieux annexes (ripisylves), ainsi que des zones humides ;
- La limitation du développement de nouvelles espèces invasives et la maîtrise de celles déjà présentes.

A l'échelle de la commune des forts enjeux naturalistes sont identifiés pour certaines espèces. La commune se situe au sein du périmètre du Plan National d'Actions (PNA) du **Lézard ocellé**, et au sein du périmètre du PNA de l'**Outarde canepetière** pour la partie sud de la commune. Ces deux espèces sont respectivement vulnérable et menacé. Le maintien de leur population est un enjeu primordial. Parmi les secteurs susceptibles d'être impactés par le PLU, aucun ne comporte un milieu favorable à ces espèces (pas les bons habitats, présence d'habitations, d'activités, ou d'arbres peu favorables à la présence de l'outarde).

Le **PNA pour la Pie-grièche méridionale et la Pie-grièche à tête rousse** s'étend sur les espaces forestiers du nord de la commune. Ces secteurs ne sont pas impactés par le PLU.

Enfin, des expertises naturalistes, dont les résultats sont présentés plus haut, ont été réalisées sur les secteurs de projet du PLU. Le secteur des Lacs présente des enjeux écologiques notables, résumés ci-dessous :

- Zone de chasse pour la sterne hansel (*Gelochelidon nilotica*).
- Zone de nidification potentielle pour les oiseaux de zones humides (certains passereaux, anatidés, ou ardéidés).
- Observation de la Rousserolle turdoïde (*Acrocephalus arundinaceus*), espèce vulnérable en fort déclin au niveau national à cause de la destruction des phragmites.
- Site dans le périmètre d'un ENS, d'une directive habitat (Natura 2000), et d'une ZNIEFF de type 1.

#### ■ INCIDENCES DU PLU SUR LES MILIEUX NATURELS, LA FAUNE ET LA FLORE

##### Incidences et mesures intégrées aux OAP

- **OAP n°1 - Le site des Lacs** : La zone de roselière à l'est du chemin d'accès sera préservée pour ses qualités écologiques. Sur l'ensemble du site, la végétation existante sera maintenue autant que possible et les plantations nouvelles se feront avec des essences locales adaptées au site et aux essences déjà présentes.



### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

#### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

- **OAP n°2 - Le site Perrier** : L'alignement d'arbres existant sur la bordure de la voie est sera préservé afin de garantir l'intégration paysagère du développement.  
L'aménagement devra prévoir le maintien d'espaces ouverts en pleine terre. Lors de l'ouverture à l'urbanisation, une étude plus approfondie des enjeux de biodiversité devra être menée afin d'intégrer les mesures nécessaires, en particulier concernant l'Outarde Canepetière.
- **OAP n°3 et 4 - Les sites à vocation d'urbanisation mixte** : Les aménagements prévoiront également la préservation d'un maximum d'arbres d'ores et déjà sur site. L'OAP n°3 ne présente pas d'enjeux particuliers du point de vue de la faune et de la flore. Néanmoins, la conception des aménagements sur les deux sites aura comme tronc commun le respect et l'intégration de la biodiversité.

Ces orientations sont favorables à la biodiversité.

#### Incidences et mesures intégrées au zonage et au règlement

Le zonage du PLU intègre une surface importante d'EBC qui sont principalement situés sur les boisements au nord de la commune, majoritairement sur des zones N.

Divers **arbres isolés, alignements d'arbres et espaces verts** sont protégés en application de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Des éléments de paysage (sites et secteurs) à préserver pour des motifs d'ordre écologique sont intégrés au zonage sous l'article L.151-23. En effet, pour les arbres isolés ou alignés, les coupes et l'abattage d'arbres sains sont interdits sauf exception (espèce exogène ou invasive, nécessaire à la réalisation d'un projet de construction ou d'aménagement, réalisation de travaux de voirie, réseaux et équipements publics). Les espaces verts protégés, eux, doivent garder leur caractère principalement végétalisé et principalement en pleine terre. Au sein de ces espaces sont interdits les aménagements réduisant durablement leur couverture végétale ou le caractère perméable des sols.

Cet article protège également les **zones humides** (lacs de Vergèze) et les Espaces de Bon Fonctionnement liés aux cours d'eau (EBF) du Rhône et du Vistres. Dans ces EBF et dans les zones humides, les nouvelles constructions, les exhaussements, affouillements, dépôts ou extractions de matériaux, travaux, l'imperméabilisation des sols, toutes installations pouvant porter atteinte à la qualité des eaux et des sols sont interdites. Des exceptions existent pour les aménagements, travaux, installations liés à l'amélioration de l'hydromorphologie, à la lutte contre les inondations, à l'entretien des cours d'eau et à l'ouverture au public (cheminements doux).

Dans tous les zonages, les **espaces en pleine terre** aux abords des constructions **doivent être plantés**, ainsi que les parkings. Il s'agit de pelouses, plantations ornementales ou vivrières, etc. Il est également précisé que toute plantation (haies de clôtures, arbres de haute tige, arbres d'ornement...) devra être réalisée avec des **essences locales variées**. Les essences envahissantes, exotiques et allergènes sont interdites. Aussi, le règlement présente en annexe la liste des essences à proscrire (exotiques envahissantes) ou, au contraire, à privilégier. Aussi, le PLU encadre, zone par zone (hormis en zone A), **l'emprise au sol** (en pourcentage maximal) et les **espaces libres et de pleine terre** (pourcentage minimum). Ces éléments participeront à la mise en place d'espaces verts diversifiés, tout en limitant l'apparition d'espèces exotiques envahissantes. Ces dispositions auront un effet positif sur la biodiversité.

Dans les zones A et N, le règlement précise que les **clôtures** devront être **perméables au passage de la petite faune** : « les clôtures devront être munies d'ouvertures d'au moins 20 cm en hauteur et 20 cm en largeur, au niveau du terrain naturel, espacées au plus tous les 10 mètres ». De plus dans les zones N, « les clôtures pleines sont interdites, sauf si elles correspondent à la restauration de murs en pierres sèches ou au prolongement d'un mur en pierres sèches existant ». Cette mesure est favorable aux reptiles, dont au **lézard ocellé** en fonction de la taille des interstices.

La **pollution lumineuse** est prise en compte, les dispositifs d'éclairage « devront être conçus de manière à limiter les impacts sur la faune » en étant « dirigé vers le sol uniquement » (sauf contrainte technique). De plus, en zone US, Uce, UA et Uec, les minuteriers et les détecteurs de mouvement infrarouge sont à privilégier.

Pour se protéger du **risque feu de forêt**, le principe général à respecter est de ne pas augmenter le linéaire d'interface forêt/urbanisation à défendre. Cela pourrait avoir pour effet de ne pas urbaniser à proximité des zones boisées, ou alors de faire reculer la forêt pour urbaniser à proximité des forêts présentes actuellement. Les espaces boisés sont généralement protégés dans le PLU (EBC), et donc cette disposition aura pour effet de



### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

limiter l'urbanisation à proximité des EBC. Aussi, la création d'annexes aux constructions existantes à usage d'habitation, de carrières, certaines constructions techniques est encadré. Ainsi l'urbanisation est limitée, ce qui sera favorable à la faune et la flore du territoire.

Le périmètre de **protection du captage d'eau potable** de « Candiac 2 » n'a pas encore fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique. Afin de protéger cette ressource, le règlement du PLU intégré de mesures qui limite les activités et les constructions sur cet espace. L'utilisation et le stockage de pesticides sont par exemple interdits dans le périmètre de protection rapproché, ce qui est favorable à la biodiversité. Notons que le pâturage n'y est pas possible, bien que celui-ci permet un maintien des milieux ouverts favorables au lézard ocellé. Cette mesure se justifie au regard des enjeux de préservation de la ressource en eaux.

Le règlement renvoie à la réglementation du **PPRi** inondation de la commune. Le PPRi limite les constructions à proximité du cours d'eau.

Aussi le PLU prévoit la mise en place de systèmes de rétention des eaux lors de l'imperméabilisation des sols, selon les conditions définies par la DISE du Gard et sur la base de 120 l par m<sup>2</sup> imperméabilisés supplémentaires. Cela permettra de limiter la pollution des eaux, mais aussi le rechargement des nappes. Cette disposition est favorable aux milieux naturels.

En zone A, des rideaux de végétation devront être plantés afin de masquer et d'agrémenter les installations et dépôts liés à l'activité agricole. Cela sera favorable à la biodiversité, mais en particulier à l'outarde.

Les continuités écologiques et la trame verte et bleue sont majoritairement retranscrites dans le PLU. Les réservoirs de biodiversité sont presque entièrement classés en zones naturelles et agricoles (exceptés certains secteurs à proximité du cours d'eau). Les zones situées à proximité du cours d'eau sont en majorité agricoles ou naturelles. Les zones humides sont en partie identifiées en application de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, en revanche, certaines ne sont pas identifiées dans le PLU, notamment en zone U. Aussi certains espaces relais agricoles pourront être urbanisés, c'est le cas d'une zone UE à l'ouest de l'usine Perrier et la zone de l'OAP n° 4, ainsi que la STECAL, OAP 1 au niveau des lacs.

Les EBF sont protégés cependant, les clôtures y sont autorisées à condition d'être uniquement constituées d'un grillage à maille large afin d'assurer la transparence hydraulique. Le lit des cours d'eau sert de continuités écologiques pour de nombreuses espèces, y compris terrestres, **ces clôtures pourraient nuire aux déplacements des espèces.**

→ **Malgré les mesures déjà prises au sein du PLU, des mesures supplémentaires sont à mettre en place pour limiter les impacts du PLU sur la thématique des milieux naturels et de la biodiversité (voir dans le chapitre dédié aux mesures ERC).**

Pour améliorer les impacts environnementaux sur les milieux naturels, la faune et la flore, nous préconisons d'intégrer les mesures de renforcement suivantes :

- Respect d'un calendrier d'intervention en évitant de commencer les travaux (notamment de défrichement) pendant les principales périodes de sensibilités faunistique (mars à août) ;
- Prise en compte des espèces invasives en phase chantier ou lors des opérations d'entretien de la végétation des espaces verts (précautions, gestion des déchets ...) ;
- Veiller à l'absence de pièges artificiels pour la petite faune lors d'éventuels travaux. En effet, les trous et autres tuyaux non protégés peuvent constituer des pièges mortels pour certaines espèces d'amphibiens ou de reptiles notamment ;
- Préservation d'un maximum d'éléments arborés et arbustifs (haies, bosquets ...) et renforcement si possible ;
- En cas d'abattage des arbres, ce qui n'est pas recommandé, respecter un calendrier d'intervention pour les chiroptères : abattage en automne et laisser les arbres au sol quelques jours avant de les évacuer ;
- Stockage des arbres coupés présentant des traces d'activités de coléoptères sous la forme d'andain sur ou à proximité des parcelles pendant une durée de 3 à 5 ans afin que les larves présentes puissent poursuivre leur développement ;
- Pour l'ensemble des zones, la préservation des clôtures végétales existantes doit être privilégiée.

## 2. Incidences du projet de PLU sur le réseau Natura 2000

### Contexte réglementaire

Conformément à l'article R.414-22 du code de l'environnement, l'évaluation environnementale tient lieu de dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 dans la mesure où elle satisfait aux prescriptions de l'article R.414-23, c'est-à-dire que :

I. Le dossier doit comprendre dans tous les cas :

*1° Une présentation simplifiée du document de planification, accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ;*

*2° Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du document de planification, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation.*

*II. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le document de planification peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres documents de planification, ou d'autres programmes, projets, manifestations ou interventions dont est responsable l'autorité chargée d'approuver le document de planification, le maître d'ouvrage, le pétitionnaire ou l'organisateur, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites.*

*III. S'il résulte de l'analyse mentionnée au II que le document de planification, ou le programme, projet, manifestation ou intervention peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation ou pendant la durée de la validité du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables.*

*Ainsi, le présent rapport de présentation, qui comprend une évaluation environnementale au sens de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme, satisfait bien aux exigences de l'article R.414-23 du code de l'environnement.*

### Le site Natura 2000 concerné

Un seul site Natura 2000 est présent sur la commune de Vergèze. Il s'agit de la ZPS des « Costières nîmoises ». Aucun autre site Natura 2000 à proximité ne devrait être affecté par le PLU (le site Natura 2000 le plus proche d'un SSI est situé à plus de 5km).

L'étude des incidences vis-à-vis des sites Natura 2000 s'attache à identifier les projets et les évolutions apportés par le PLU susceptibles d'impacter le réseau Natura 2000. Le secteur « Les Lacs » se situe dans ce site Natura 2000.

#### ■ DESCRIPTION GENERALE DU SITE NATURA 2000 : LA COSTIERE NIMOISE

La Costière nîmoise s'étend selon une large bande orientée nord-est/sud-ouest, entre Avignon et Lunel avec la petite Camargue au sud. Seule la partie " plaine et plateau " de la Costière est couverte par le site Natura 2000. Il est découpé en plusieurs sites. Les habitats utilisés par les espèces d'oiseaux justifiant la désignation du site sont des habitats ouverts. Ils sont gérés principalement par l'agriculture, orientée vers diverses productions (grandes cultures, viticulture, arboriculture, maraîchage). Ces diverses cultures, associées aux friches et jachères, et la variété du parcellaire confèrent au paysage un caractère en mosaïque très favorable à ces oiseaux.

Il convient de noter qu'en 2004, ce site accueillait 60% des mâles reproducteurs d'Outarde canepetière de la région et un quart des mâles reproducteurs en France. Il s'agit donc d'un site de très grande importance pour cette espèce menacée en France.

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Il présente également plusieurs sites importants de stationnement migratoire dont Quarquettes-Château de Candiac en particulier, situé au sud de la commune de Vergèze.

19 Espèces d'oiseaux visés à l'article 4 de la directive 2009/147/CE sont recensés sur le site :

- *Coracias garrulus* : le rolhier d'Europe
- *Tetrax tetrax* : l'Outarde canepetière
- *Anthus campestris* : Pipit rousseline
- *Lullula arborea* : Alouette lulu
- *Circaetus gallicus* : Circaète Jean-le-blanc
- *Burhinus oedichnemus* : Œdicnème criard
- *Circus pygargus* : Busard cendré
- *Circus cyaneus* : Busard Saint-Martin
- *Hieraaetus pennatus* : Aigle botté
- *Calandrella brachydactyla* : Alouette calandrelle
- *Emberiza hortulana* : Bruant ortolan
- *Sylvia undata* : Fauvette pitchou
- *Falco columbarius* : Faucon émerillon
- *Nycticorax nycticorax* : Bihoreau gris
- *Milvus migrans* : Milan noir
- *Lanius collurio* : Pie-grièche écorcheur
- *Caprimulgus europaeus* : engoulevent d'Europe
- *Melanocorypha calandra* : Alouette calandrelle
- *Bubo bubo* : Hibou grand-duc

Les menaces et vulnérabilités identifiées sur le site sont :

- Les zones urbanisées, habitations
- L'extraction de sable et graviers
- Les routes, sentiers et voies ferrées

Des activités peuvent avoir une incidence positive sur le site, ce sont :

- La modification des pratiques culturelles (y compris la culture pérenne de produits forestiers non ligneux : oliviers, vergers, vignes)
- La chasse

#### ■ LES ENJEUX DE CONSERVATION

Le DOCOB, datant de septembre 2011, identifie 4 objectifs stratégiques de conservation :

- Maintenir la diversité des cultures et favoriser les pratiques culturelles favorables à la biodiversité sur des îlots en mosaïque ;
- Garantir le maintien et la stabilité des milieux herbacés ouverts, prioritairement par l'agriculture ;
- Maintenir des structures parcellaires d'exploitation adéquates aux espèces de la ZPS (reproduction et hivernage) ;
- Maîtriser les impacts de l'urbanisation et le développement d'aménagements (réseau, énergie, carrière...) dans la ZPS.

## Analyse des incidences

#### ■ EVALUATION DES INCIDENCES

La majorité du site Natura 2000 est en zone A. Une partie est située en zone NI, il s'agit de l'OAP 1.

Le règlement encadre les constructions dans la zone A : constructions et extensions des bâtiments agricoles fonctionnels, constructions d'habitation et d'annexes des agricultures, constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, aménagement pour l'activité agritouristique, extensions des habitations existantes, constructions et installations d'intérêt collectif et de services publics. Ces constructions sont possibles, mais sont conditionnées.

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Les bâtiments hauts peuvent gêner l'Outarde. La hauteur maximale des bâtiments dans ce site est de 15 mètres pour les hangars et installations agricoles et de 25 mètres pour les silos, et 8.50 mètres pour les habitations (des exceptions peuvent avoir lieu). De plus, des rideaux de végétation seront plantés afin de masquer et d'agrémenter les installations et dépôts liés à l'activité agricole. Cela permettra de limiter les facteurs nuisibles à l'Outarde.

Le secteur de l'OAP des Lacs est un site sur lequel peuvent chasser plusieurs espèces inféodées au site Natura 2000. Cependant, seul le Rollier d'Europe est susceptible d'y nicher. Le projet prévoit le maintien de la ripisylve existante. Ainsi, le rollier ne devrait pas être impacté par le projet.

Le projet communal, en dehors du site Natura 2000, ne devrait pas l'impacter.

Aussi le PLU n'autorise pas l'exploitation de carrière (Zone A et N) sur le périmètre du site Natura 2000.

Le PLU maîtrise donc certains risques présents sur le site Natura 2000 (urbanisation, habitations, extraction de matériaux ...). Il protège les parcelles agricoles (situé en zone A). Cependant, le PLU n'a pas de levier d'action concernant les types de production sur les parcelles agricoles.

**Nota** : le site de développement de l'Usine Perrier se situe en dehors du site Natura 2000 et son ouverture à l'urbanisation ne devrait pas impacter le site Natura 2000 des costières Nîmoises.

#### ■ CONCLUSION

Aucun impact Natura 2000 n'a été détecté lors de notre analyse.



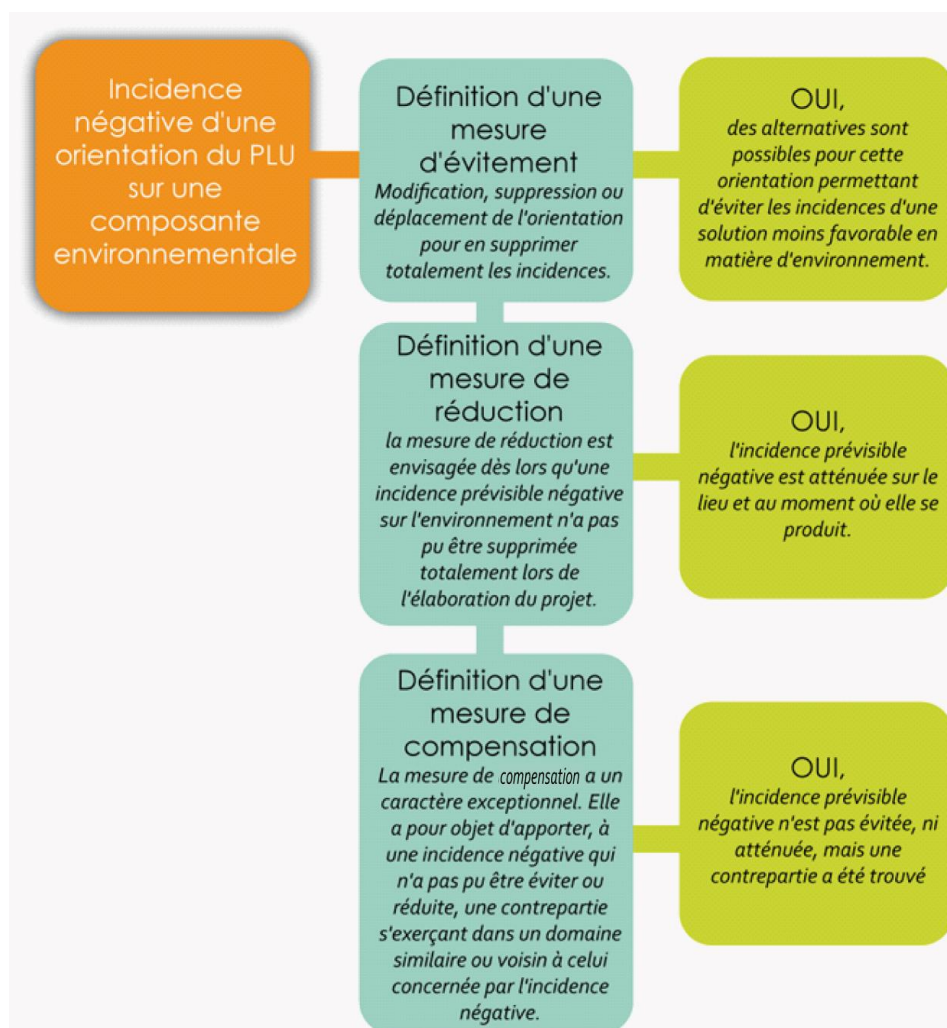
## 5. MESURES VISANT A EVITER, REDUIRE OU A COMPENSER LES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

La démarche dite « éviter – réduire – compenser » (ERC) les impacts sur l'environnement s'appliquent à l'ensemble des thématiques de l'environnement et de manière proportionnée aux enjeux. Elle s'inscrit dans une démarche progressive et itérative propre à l'évaluation environnementale.

La démarche est guidée par une recherche systématique de l'impact résiduel le plus faible possible, voire nul. Si des impacts ont été démontrés, il s'agit de mettre en œuvre les mesures permettant en premier lieu d'éviter au maximum d'impacter l'environnement, puis dans un second temps de réduire au maximum les impacts qui ne peuvent pas être évités. Finalement, s'il y a un impact résiduel significatif, alors le projet devra les compenser « en nature » en réalisant des actions compensatoires par rapport aux effets attendus.

- **Mesure d'évitement** : modification, suppression ou déplacement d'une orientation pour en supprimer totalement les incidences
- **Mesure de réduction** : adaptation de l'orientation pour en réduire ses impacts
- **Mesures compensatoires** : elles doivent être considérées comme le recours ultime quand il est impossible d'éviter ou réduire au minimum les incidences. Elles doivent rétablir un niveau de qualité équivalent à la situation antérieure.

En complément des mesures prescriptives, les documents d'urbanisme peuvent comporter des recommandations pour des questions ne relevant pas du code de l'urbanisme. Elles pourront être clairement distinguées des mesures à valeurs prescriptives.



## Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

#### Tableau des principales mesures

Le projet de PLU tout au long de son processus a été réinterrogé au regard des enjeux environnementaux présents sur le territoire. Ainsi, des mesures d'évitement et de réduction ont été intégrées dans le processus d'élaboration du projet, elles sont listées dans le tableau ci-dessous :

Composantes environnementales	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Milieux naturels et biodiversité	<p>Définition d'un zonage spécifique (A et N) et d'une réglementation favorisant le maintien des milieux agricoles et des espaces naturels.</p> <p>Classement en zone agricole ou naturelle de la zone Natura 2000 et de la ZNIEFF.</p> <p>Mise en place protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme des zones humides et des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau du Rhône et du Vistre</p> <p>Identification d'espaces verts, de haies et d'arbres isolés à protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme en zone agricole mais aussi au sein de l'enveloppe urbaine afin de favoriser la nature en ville.</p> <p>Re-délimitation des Espaces Boisés Classés afin de correspondre aux zones les plus densément boisées de la commune.</p> <p>Instauration d'une palette végétale pour encourager les essences locales non invasives.</p> <p>Abandon des zones d'extension de l'urbanisation qui ne sont plus nécessaires au projet de développement de la commune et incompatible avec les objectifs de réduction de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers.</p> <p>Intégration de l'ensemble des zones humides dans le zonage du PLU.</p> <p>Favoriser les parkings perméables.</p> <p>Interdiction de placer des clôtures non perméables à la faune dans les Espace de Bon Fonctionnement des cours d'eau.</p>	<p>Développement urbain concentré dans les zones urbaines construites et en continuité de celles-ci.</p> <p>Définition de règles d'implantation, d'emprise au sol, de hauteur (article 3) et de gestion des espaces libres et plantations (article 5) pour conforter la densification des secteurs urbains tout en préservant la biodiversité et les capacités d'infiltration des sols.</p> <p>Mise en place de dispositions réglementaires pour limiter les impacts de l'éclairage nocturne.</p> <p>Conservation des alignements d'arbres existants au sein des sites d'OAP.</p> <p>Ajout d'un rideau de végétation au sud de la zone afin de limiter les impacts éventuels sur l'outarde dans l'OAP 4.</p> <p>Réglementer la mise en place de clôtures dans les zones U (sauf Ua) pour favoriser la mise en place de clôtures perméables à la petite faune</p> <p>OAP 1 : Protection des phragmitaies conservées par des ganivelles et mettre des panneaux d'information sur les enjeux du secteur.</p> <p>OAP 2 et 4 : En cas d'abattage des arbres, ce qui n'est pas recommandé, respecter un calendrier d'intervention pour les chiroptères : abattage en automne et laisser quelques jours les arbres au sol avant de les évacuer.</p> <p>OAP 2 et 4 : Mettre en œuvre les mesures de défavorabilisation pour le lézard ocellé en amont des travaux. Des gîtes en pierres sèches, favorables à la présence du Lézard Ocellé seront mis en place après les travaux.</p> <p>Sur toutes les OAP, respecter un calendrier d'intervention en évitant de commencer les travaux pendant les principales périodes de sensibilités pour la faune sauvage (mars à août à éviter).</p>

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

#### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Composantes environnementales	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
	Compensation	
	<p>Dans le cadre de l'aménagement de la base de loisir des lacs de Vergèze, une compensation de l'impact sur la roselière est envisagée en reconstituant un milieu similaire sur une autre partie du site (à définir en phase projet).</p> <p>OAP 2 et 4 : Mettre en place des gîtes en pierres sèches favorables à la présence du Lézard ocellé, sur des zones favorables au lézard ocellé, dans ou à proximité des secteurs qui seront urbanisés (à définir en phase projet).</p>	
Risques naturels et technologiques	<p>Adaptation du zonage au PPRi en vigueur sur le territoire.</p> <p>Evitement des secteurs soumis à des aléas forts incendie ou inondation pour tout projet de développement.</p> <p>Réalisation d'une étude permettant d'établir le zonage pluvial de la commune.</p> <p>Intégration de dispositions sur la gestion des eaux pluviales.</p> <p>Intégration d'emplacements réservés pour la réalisation d'ouvrages de gestion des eaux pluviales (bassins, noues...).</p>	<p>Intégration de dispositions réglementaires afin de garantir l'accès des secours dans le cadre de la lutte contre les incendies.</p> <p>Intégration de dispositions réglementaires garantissant des taux minimums de pleine terre (différentiés en fonction des zones).</p>
Ressources naturelles et énergie	<p>Obligation de raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement pour toutes les constructions en zone urbaine et lorsqu'ils existent dans les autres zones.</p> <p>Pas de secteur d'urbanisation à court terme en dehors des secteurs desservis par les réseaux d'eau et d'assainissement.</p> <p>Intégration des SUP de protection du captage de Mus Pignan et du canal Philippe Lamour</p> <p>Mise en place d'un périmètre de protection reporté au zonage pour le captage d'eau potable « Candiac 2 » n'ayant pas encore fait l'objet d'une DUP.</p> <p>Préservation du massif boisé (classement en zone N et EBC), véritable « poumon vert » local.</p>	<p>Application des actions du Schéma Directeur d'Assainissement pour gérer les rejets et le traitement des eaux.</p> <p>Confortement des processus de densification, compacité du bâti (article 3) et possibilité d'intégration de panneaux solaires aux bâtiments.</p> <p>Poursuite du maillage de cheminements doux sur l'ensemble de la zone urbaine et à urbaniser.</p>

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Composantes environnementales	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Milieus physiques	<p>Protection des terres agricoles et naturelles, inscrites en zone A et N.</p> <p>Protection des boisements et éléments végétaux remarquables (EBC, et éléments patrimoniaux).</p> <p>Protection des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (Rhôny et Vistre) au titre de l'article L151-23.</p> <p>Réduction de la consommation d'espace avec le reclassement en zone agricole ou naturelle les secteurs urbains ou à urbaniser qui ne sont plus nécessaires au projet de développement de la ville.</p>	<p>Différenciation des zones urbaines en cohérence avec la densité et le degré d'imperméabilisation des sols existants.</p> <p>Définition d'emprise au sol (article 3), de coefficient de pleine terre (article 5) et favorisation l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle.</p>
Paysage, patrimoine et cadre de vie	<p>Définition des possibilités de densification en cohérence avec les formes urbaines de chaque quartier.</p> <p>Identification des secteurs de maisons vigneronnes afin de préserver l'aspect des façades.</p> <p>Identification des terres agricoles et des espaces naturels à préserver en zones A et N pour la qualité des sites.</p> <p>Identification des éléments patrimoniaux à protéger au titre du Code de l'Urbanisme.</p> <p>Définition d'Espaces Boisés Classés et d'éléments paysagers à protéger au titre du Code de l'Urbanisme.</p>	<p>Développement urbain concentré dans les zones urbaines construites et en continuité de celles-ci.</p> <p>Définition des règles d'implantation (article 3) et de gestion des espaces libres (article 5).</p> <p>Définition de principes paysagers au sein des OAP.</p> <p>Définition de règles pour l'intégration des capteurs solaires.</p> <p>Interdiction des éoliennes en zone agglomérée quel que soit leur taille.</p> <p>Définition de règles sur l'aspect extérieur des constructions (article 4).</p>
Pollutions et nuisances	<p>Définition de marges de recul au sein des pièces réglementaires par rapport aux voies et emprises publiques, et plus particulièrement au niveau des grandes infrastructures de transports.</p>	<p>Développement urbain concentré dans les zones urbaines garantissant une collecte des déchets facilitée en limitant la dispersion de l'habitat sur le territoire.</p>



## 6.DISPOSITIF DE SUIVI

Les résultats de la mise en œuvre du PLU devront faire l’objet d’une analyse, dans un délai de 6 ans au plus tard après son approbation.

Pour cela, il est nécessaire de définir des indicateurs permettant d’apprécier les incidences du PLU. Le suivi de ces indicateurs permettra de proposer des adaptations au plan afin de remédier à des difficultés rencontrées ou encore de modifier le PLU en vue de faciliter la mise en œuvre des projets souhaités.

La mise en œuvre d’un dispositif de suivi est une étape clé dans la démarche évaluative du PLU. En effet, c’est ce suivi qui permettra de conduire le bilan du document d’urbanisme tout au long de sa durée tel que le prévoit le Code de l’Urbanisme.

Les indicateurs présentés constituent une trame pour la mise en œuvre d’un tableau de bord. Ils pourront être développés et affinés en fonction des besoins.

■ LISTE DES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX DU PLU

Thématiques	ID	NOM	Sources des données	Unité de mesure	Valeur de référence	Périodicité de suivi
Artificialisation des sols	1	Evolution de l’artificialisation des sols et de la consommation d’espaces agricoles et naturels : superficie effectivement artificialisée au détriment de terrains agricoles ou naturels	Occupation du sol	Hectares	22,57 ha sur la période 2013-2023	6 ans
	2	Evolution de la densification des espaces urbains : nombre de logements autorisés au sein des enveloppes urbaines existantes.	Permis de construire/Commune	Nombre de permis de construire concernant de nouvelles constructions pour du logement	15 logements	6 an
Démographie / Logements	3	Evolution de la population	INSEE	Nombre d’habitants	5 465 habitants en 2020	6 ans
	4	Nombre de nouveaux logements autorisés	PictOstat / Sitadel	Nombre de permis de construire concernant la création de logements	15 logements	6 an

### Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

#### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

	5	Densité de logements par hectare sur les nouvelles opérations	Permis de construire	Hectares	-	6 an
Activité agricole	6	Evolution de la surface agricole et des types de cultures	Registre parcellaire graphique	Hectares	358 ha de surface agricole dont 152 ha à vocation pastorale en 2019	6 ans
	7	Evolution du nombre d'exploitations	Chambre d'agriculture / commune	-	12 exploitation agricole en 2021	6 ans
Activité économique	8	Evolution du nombre d'entreprises et d'emplois	INSEE	-	112 entreprises en 2020	6 ans
	9	Evolution du nombre d'activités commerciales et de services dans le centre-ville (zone UA)	Commune	-	59 locaux recensés en 2021	6 ans
Milieux naturels et biodiversité	10	Evolution de la surface artificialisée en réservoir de biodiversité	Commune	Hectares	26,9 ha de surface déjà artificialisée en 2023 au sein des réservoirs de biodiversité (cf. carte Trame Verte et Bleue)	6 ans
Risques naturels et technologiques	11	Nombre et qualité des autorisations d'urbanismes accordées dans les zones concernées par les risques (inondation, ruissellement, feu de forêt, risques technologiques)	Commune DDT	-	-	1 an
	12	Analyse des arrêtés de catastrophes naturelles sur les différents risques : récurrence, évolution de la vulnérabilité des biens et populations exposées		-	10 arrêté de catastrophes naturelles entre 1982 et 2022	6 ans
Ressources naturelles et énergie	13	Puissance installée de production d'énergie issue de ressources renouvelables	PictOstat (DREAL)/AREC Occitanie	Méga Watts-crêtes	0,599 MWc en 2021	1 an
	14	Suivi des évolutions des consommations et des prélèvements d'eau potable	Délégataire eau potable	Mètres cubes par an	554 979 m³ consommés autorisés en 2020	1 an
	15	Suivi des évolutions des logements autorisés en assainissement autonome	SPANC	-	1 réhabilitation autorisée en ANC en 2019	1 an
	16	Évolution du nombre d'assainissement autonome en conformité	SPANC	%	55 % en 2019	1 an

Tome I.3. Justifications des choix et évaluation environnementale

Plan Local d’Urbanisme de Vergèze

Paysage, patrimoine et cadre de vie	17	Evolution de la couverture végétale en milieux urbain (adaptation au changement climatique)	Commune	Mètres carrés	Non connu (attente publication OCS-GE 2024)	1 an
	18	Nombre d’éléments protégés au titre de l’article L151-19 ou L151-23 ayant fait l’objet d’une opération de requalification / valorisation	Commune	-	A déterminer après la première année de mise en œuvre du PLU	1 an
	19	Evolution du nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes de criculation	Commune	Nombre de véhicule par jour ouvré dans les 2 sens de circulation	Etude urbaine 2020 : 9 100 en entrée de ville ouest (rue du Rhony – RD139) 7 000 en entrée de ville sud-est (RD139) 7 300 au passage vers Codognan	6 ans
	20	Suivi de l'évolution de la qualité de l'air et des émissions de Gaz à Effet de Serre	Observatoire des territoires	-	73 455 eqCO2 en 2021	-

# PLU

Plan Local d'Urbanisme

## VERGEZE



## **I. RAPPORT DE PRESENTATION**

### **I.4. RESUME NON TECHNIQUE**

*Dossier d'approbation – 25 janvier 2024*



Plan Local d'Urbanisme de Vergèze	
<b>Nom du fichier</b>	Tome I.4. Résumé non technique
<b>Version</b>	26 Janvier 2023
<b>Rédacteur</b>	Pierre-Emmanuel Martourey
<b>Vérificateur</b>	Adèle Chaize-Riondet
<b>Approbateur</b>	Benjamin Pesquier

## Table des matières

1.	Les objectifs et les principaux éléments du PLU	4
2.	Etat initial de l'environnement et analyse des incidences	5
3.	Mesures visant à éviter, réduire ou à compenser les incidences du PLU sur l'environnement	15
4.	Dispositif de suivi – analyses des résultats de l'application du PLU	19

# 1. LES OBJECTIFS ET LES PRINCIPAUX ELEMENTS DU PLU

---

L'objectif principal du PLU réside dans l'émergence d'un projet de territoire partagé et concerté, conciliant les politiques nationales et territoriales d'aménagement avec les spécificités d'un territoire.

Au titre de l'établissement de son PLU, 3 axes principaux suivis d'orientations ont été retenus dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) :

AXE 1 : Conforter le rôle de centralité et prévoir une croissance cohérente avec les enjeux environnementaux et les risques

AXE 2 : Assurer un dynamisme économique local et social

AXE 3 : Préserver le cadre de vie et valoriser le patrimoine naturel, bâti et paysager

Afin d'apporter une réponse transversale et performante, le PLU est composé de 8 grandes parties :

**1. Le rapport de présentation**, dont l'objectif est d'apporter une information générale sur les éléments susceptibles de faire ressortir les enjeux de la commune et les solutions qu'ils appellent, ainsi que d'expliquer et de justifier les dispositions d'aménagement retenues dans l'ensemble des pièces du dossier de PLU.

**2. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** qui définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Le projet d'aménagement et de développement durables arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

**3. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** comprenant des dispositions sur des secteurs à aménager, requalifier ou valoriser dans le cadre du projet.

**4. Le plan de zonage** avec l'indication des zones du PLU comprenant les zones urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles (N). Le zonage indique également les autres éléments prescriptifs du PLU comme les emplacements réservés pour la réalisation d'ouvrages publics (ER), les éléments à protéger du PLU, les règles de reculs, etc.

**5. Le règlement** établi en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, comprend les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

**6. Les documents techniques annexes** concernant notamment les servitudes d'utilité publique, les documents d'ordre sanitaire et les annexes à intégrer au PLU à titre informatif.

L'évaluation des incidences du projet d'urbanisme communal sur l'environnement est nécessaire conformément à la législation en vigueur du fait de l'existence d'un périmètre de protection du patrimoine naturel sur le territoire communal (site Natura 2000 des Costières nîmoises).

Pour cela le présent rapport de présentation contient une analyse fine sur les incidences, les mesures compensatoires à mener et les exigences à respecter pour préserver l'environnement.

Ces différentes analyses sont intégrées aux différentes parties du rapport de présentation.

**Le résumé non technique permet de synthétiser l'évaluation environnementale.**

## 2.ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET ANALYSE DES INCIDENCES

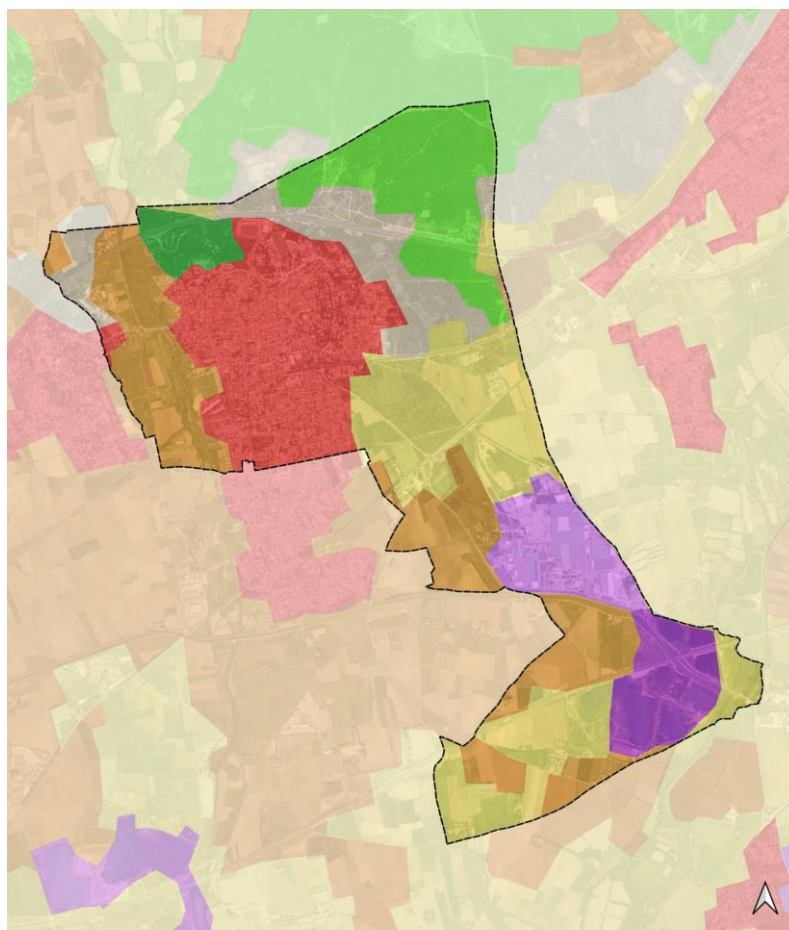
En préalable à l'élaboration du PLU, un état initial de l'environnement a été réalisé sur les principales composantes de l'environnement.

La définition du terme « environnement » est souvent limitée aux milieux naturels, à la biodiversité et associée uniquement à la notion d'écologie. Toutefois, l'environnement doit être appréhendé de manière plus globale, car ce dernier intègre l'ensemble des composantes entourant l'Homme et ses activités.

De nombreux enjeux environnementaux, constituant autant de point de vigilance, ont été dégagés au regard de l'état actuel de l'environnement local et de son évolution tendancielle. Ils ont servi de base pour concevoir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU.

### ■ MILIEUX PHYSIQUES

La commune dispose d'un climat méditerranéen attractif. L'eau est présente sous plusieurs formes (deux ruisseaux, un canal d'irrigation, plusieurs plans d'eau et la source Perrier), et le taux d'artificialisation du sol est important.



Occupation du sol

- |   |   |
|---|---|
| <span style="color: red;">■</span> Tissu urbain discontinu                  | <span style="color: yellow;">■</span> Systèmes cultureux et parcellaires complexes  |
| <span style="color: purple;">■</span> Zones industrielles et commerciales   | <span style="color: beige;">■</span> Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants |
| <span style="color: orange;">■</span> Ancien site d'extraction de matériaux | <span style="color: green;">■</span> Forêt de conifères   |
| <span style="color: brown;">■</span> Vignobles                              | <span style="color: lightgreen;">■</span> Forêt mixte   |

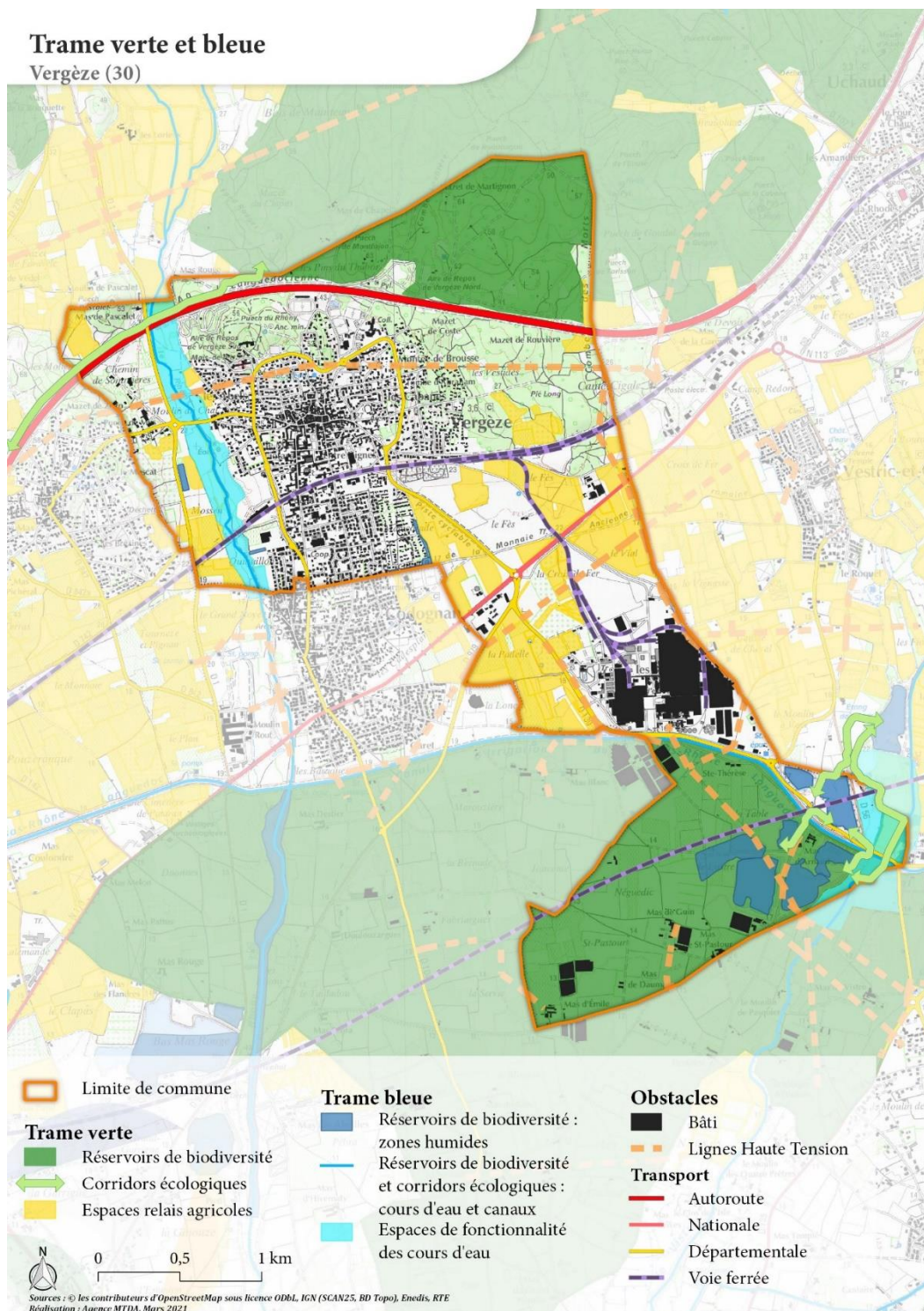


Enjeux environnementaux	Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU			
	Positive	Positive à conforter	Risque	Négative
<p>Maîtrise de l'artificialisation des sols</p> <p>Adaptation au changement climatique</p>	<p>La végétalisation des zones urbaines permet d'augmenter localement la qualité de l'air.</p> <p>En privilégiant la densification plutôt que l'étalement urbain, la commune entend lutter contre l'artificialisation des sols.</p> <p>La revitalisation du centre-ville permet de valoriser le patrimoine local en y redynamisant l'économie et en réhabilitant les bâtiments anciens</p> <p>En développant des nouvelles voies de mobilité douce, la commune compte inciter ses habitants à réduire l'utilisation de véhicules motorisés afin d'augmenter localement la qualité de l'air.</p> <p>En voulant développer les fontaines, plantations et noues en centre-ville, la commune entend valoriser le patrimoine local lié à la ressource en eau</p> <p>La commune compte mettre en valeur le patrimoine vernaculaire bâti présent sur son territoire ainsi que les espaces verts remarquables.</p>			<p>Bien que la commune entend limiter son étalement, l'extension de la zone industrielle va avoir un impact négatif sur les sols via leur artificialisation.</p> <p>L'extension pour la construction de logement reste quant à elle très limitée et concerne des espaces de faible valeur environnementale (espace rudéral, prairie)</p>

#### ■ MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

La commune dispose d'un patrimoine naturel remarquable caractérisé par une mosaïque de milieux diversifiés : garrigues, espaces agricoles, zones humides... De nombreuses zones humides sont présentes, elles abritent une biodiversité remarquable et sont d'ailleurs identifiées comme réservoirs de biodiversité par la Trame Verte et Bleue. La commune présente également des milieux relais favorables au déplacement des espèces (espaces agricoles, espaces de fonctionnalité des cours d'eau, haies, arbres...).

On note cependant que des éléments fragmentent le territoire et les continuités écologiques (routes, voies ferrées, espaces urbanisés...), ainsi que la présence d'espèces exotiques envahissantes présentes sur le territoire.



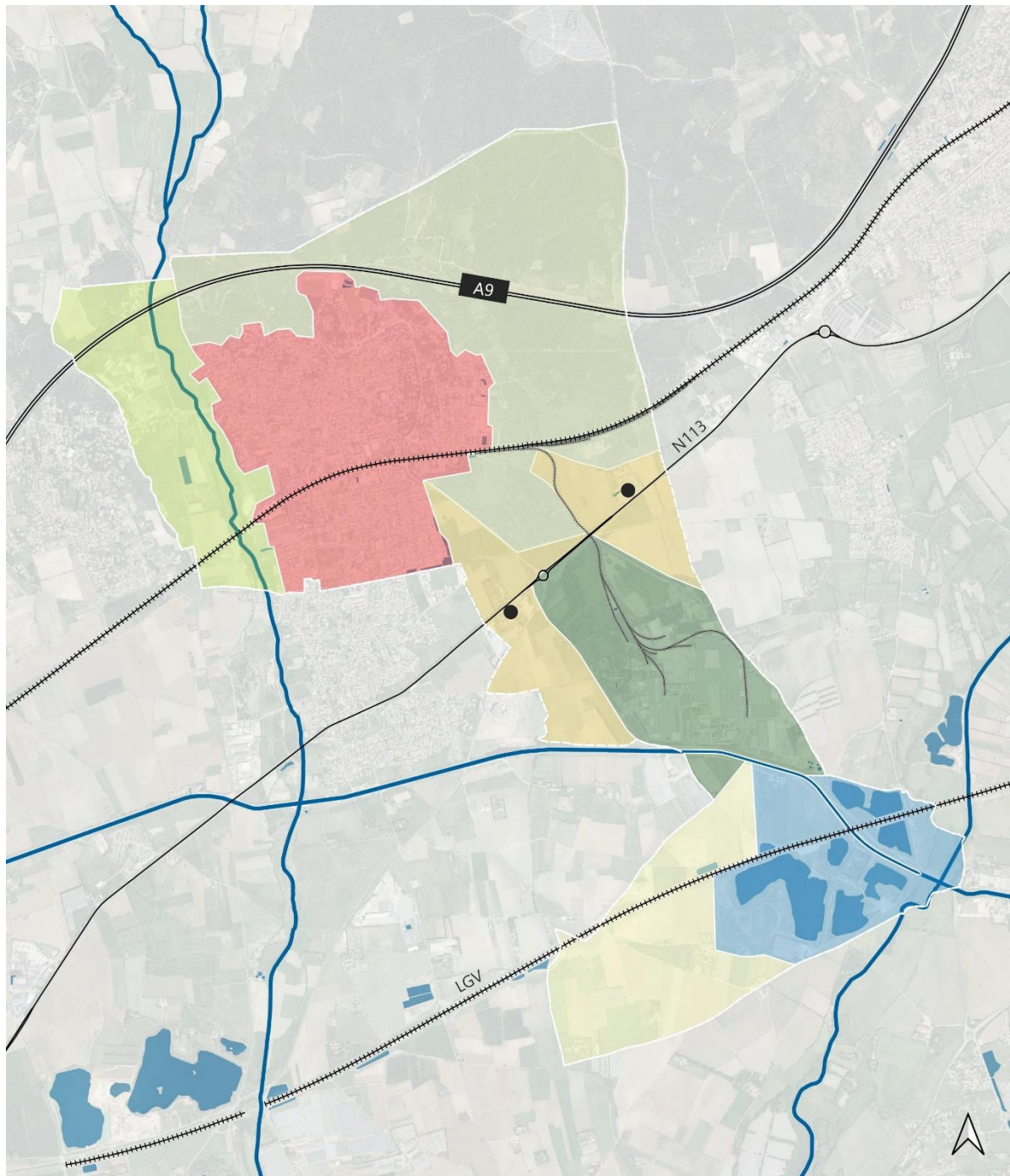
Enjeux environnementaux	Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU			
	Positive	Positive à conforter	Risque	Négative
<p>Préservation de la mosaïque de milieux remarquables, support de la trame verte et bleue et de la fonctionnalité écologique du territoire</p> <p>Maintien et recherche d'une activité agricole favorable à la biodiversité et respectueuse de l'environnement</p> <p>Préservation des éléments arborés supports des continuités écologiques</p> <p>Préservation du réseau hydrographique et de ses milieux annexes (ripisylves), ainsi que des zones humides</p> <p>Limitation du développement de nouvelles espèces invasives et maîtrise de celles déjà présentes</p>	<p>La commune souhaite protéger et valoriser son patrimoine écologique en préservant les différentes zones protégées par un statut particulier (ZNIEFF, Natura 2000...) ainsi que de valoriser les trames vertes et bleues de son territoire.</p> <p>Plus largement, le classement en zone A ou N de l'ensemble des espaces de garrigue et de la plaine agricole va dans le sens de protéger la biodiversité qui y est présente et les espaces nécessaires à son déplacement.</p>	<p>La végétalisation des zones urbaines peut entraîner une augmentation de la biodiversité en ville et permettre de renforcer les corridors écologiques urbains à condition de respecter une palette végétale adaptée au contexte local et de rechercher les connections entre les différents espaces végétalisés.</p>	<p>La protection conjointe du patrimoine végétal et aquatique tant en ville que dans les espaces naturels peut permettre a minima une préservation et au mieux un renforcement des écosystèmes.</p> <p>Il faudra cependant veiller à ce que les aménagements prévus pour les activités de loisirs se fassent dans le respect de la biodiversité présente sur les sites.</p>	



#### ■ PAYSAGE, PATRIMOINE ET CADRE DE VIE

La commune présente une diversité des paysages et d'espaces propices aux activités de plein air, un boisement remarquable de Garrigue au nord-ouest de la commune, un monument historique en plein cœur de ville : la tour Sarrazine, ainsi que plusieurs éléments bâtis et paysagers remarquables.

En revanche, les plaines agricoles du territoire sont morcelées par l'implantation d'activités économiques.



#### Composantes paysagères

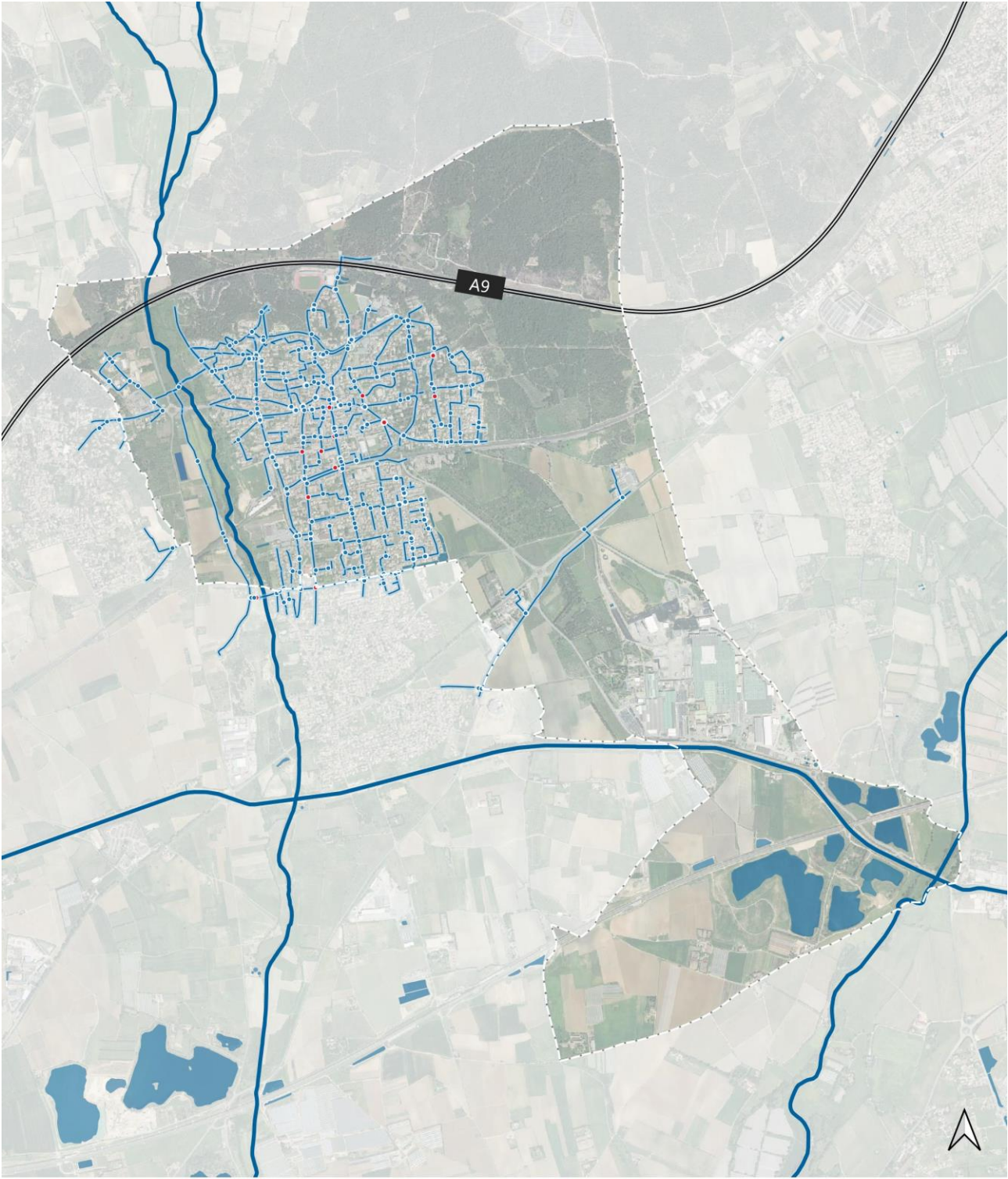
- |  |  |
|--|--|
| <span style="color: red;">■</span> Village                             | <span style="color: green;">■</span> Site du Perrier             |
| <span style="color: lightgreen;">■</span> Garrigues                    | <span style="color: blue;">■</span> Étangs de Vergèze            |
| <span style="color: darkgreen;">■</span> Plaine du Rhône               | <span style="color: orange;">■</span> Plaine alluviale du Vistre |
| <span style="color: yellow;">■</span> Plaine entre la ville et Perrier | <span style="color: black;">●</span> Point noir paysager         |



Enjeux environnementaux	Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU			
	Positive	Positive à conforter	Risque	Négative
<p>Mise en valeur et aménagement des espaces naturels remarquables (plaine du Rhône, Garrigues, lacs)</p> <p>Adaptation du périmètre de protection autour du monument historique à la réalité des co-visibilités</p> <p>Soin des franges urbaines</p> <p>Maîtrise du mitage de la plaine agricole</p>	<p>La commune entend développer les énergies renouvelables sur son territoire mais tient à ce que cela se fasse dans le respect de son intégrité paysagère.</p> <p>La commune entend mettre en valeur son patrimoine paysager en développement notamment des voies vertes.</p> <p>La commune souhaite protéger la structure paysagère du territoire et préserver les grandes entités.</p>	<p>La commune entend développer son aire urbaine en continuité avec l'existante afin de ne pas engendrer de discontinuités des tâches urbaines. Il faudra néanmoins veiller à l'intégration paysagère des extensions, notamment au niveau de l'interface entre l'urbain et l'espace agricole.</p> <p>L'agriculture fait partie intégrante du paysage local. En voulant maintenir et valoriser cette activité, la commune souhaite renforcer cette identité paysagère qui lui est propre. Il faut cependant veiller à mettre en place une réglementation adaptée pour l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments agricoles.</p>		

■ RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

La commune dispose de ressources en eau suffisantes capables de répondre aux besoins actuels et futurs. Son système d'épuration est performant et elle possède un potentiel de production d'énergie renouvelable solaire conséquent.



**Réseau d'eau potable**

— Canalisation d'eau potable

Vannes de distribution d'eau potable :

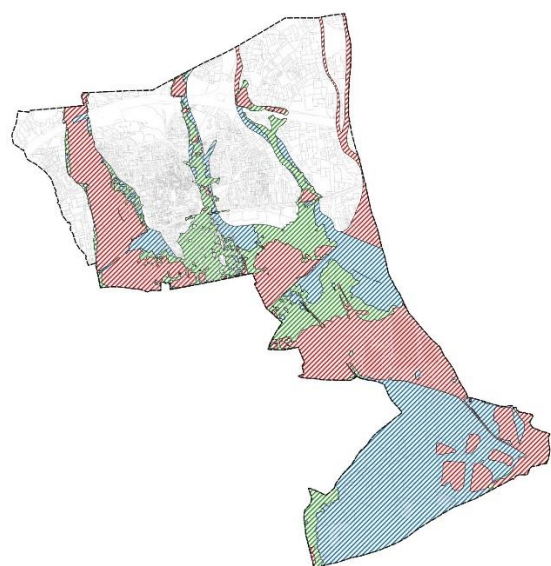
- Fermée
- Ouverte



Enjeux environnementaux	Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU			
	Positive	Positive à conforter	Risque	Négative
<p>Croissance cohérente avec les ressources du territoire</p> <p>Développement des énergies renouvelables respectueux du paysage</p> <p>Maîtrise de la demande en énergie : promotion de la rénovation thermique des bâtiments et des modes de déplacements moins énergivores</p>	<p>La végétalisation des zones urbaines permet d'augmenter localement la qualité de l'air et lutter contre les îlots de chaleur</p> <p>La commune entend développer les énergies renouvelables sur son territoire (toitures, ombrières...) et favoriser les constructions économes en énergie.</p> <p>La commune met un point d'honneur à protéger la ressource en eau sur son territoire.</p>	<p>L'augmentation de la population voulue par la commune va augmenter la pression sur la ressource en eau.</p> <p>L'augmentation de la population ainsi que la construction de nouveaux logements va engendrer une augmentation de la consommation en énergie et en une augmentation des émissions des GES.</p>		

#### ■ RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

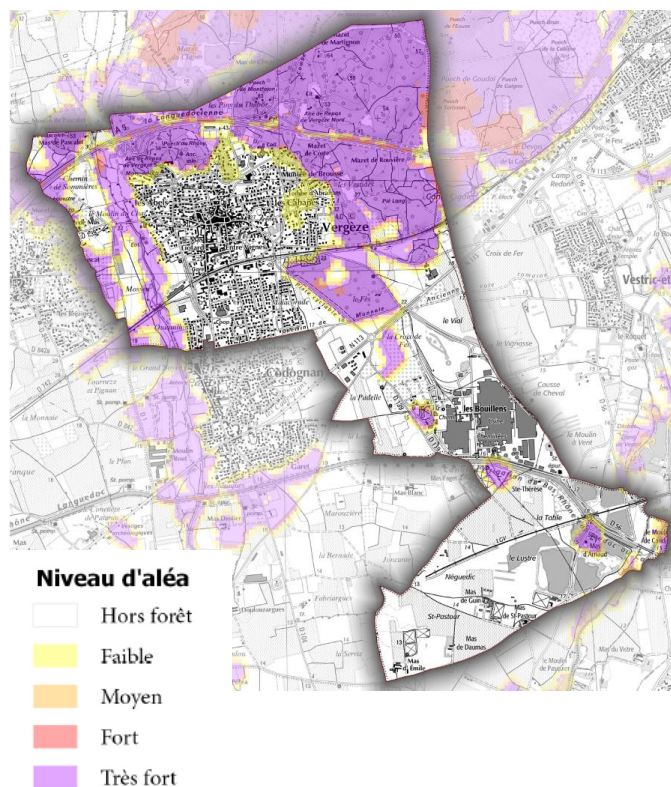
La commune est soumise à un risque inondation très présent, y compris dans les parties urbanisées, et à un risque feu de forêt présent sur la partie nord du territoire, à proximité immédiate des quartiers pavillonnaires.



Plan de Prévention des Risques Inondation à Vergèze

Zonage :  
 Aléa fort  
 Aléa modéré  
 Aléa résiduel

0 0.5 1 km



#### Niveau d'aléa

Hors forêt  
 Faible  
 Moyen  
 Fort  
 Très fort

Enjeux environnementaux	Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU			
	Positive	Positive à conforter	Risque	Négative
Mise en œuvre d'une réglementation adaptée au risque feu de forêt sur le territoire Intégration entière du PPRI dans le PLU et mise en cohérence des dispositions réglementaires	La commune entend mettre en place une politique de lutte contre les différents risques présents sur son territoire. Elle compte également sensibiliser sa population à la présence de ces derniers.			



■ POLLUTIONS ET NUISANCES

Vergèze est soumise à des infrastructures bruyantes et une pollution lumineuse importante sur le territoire.

Enjeux environnementaux	Synthèse des incidences notables prévisibles du PLU			
	Positive	Positive à conforter	Risque	Négative
<p>Prise en compte des contraintes liées au bruit dans le développement urbain de la ville</p> <p>Règlementation de l'éclairage privé et rénovation de l'éclairage public de manière à en diminuer les impacts</p>	<p>En renforçant le rôle du pôle multimodal, la commune réduit les nuisances engendrées par le trafic automobile en centre-ville.</p> <p>En développant de nouvelles voies de mobilité douces, la commune veut réduire les nuisances dues au trafic automobile notamment dans le centre-ville.</p>			<p>L'augmentation de la population ainsi que les nouvelles constructions vont engendrer une augmentation de la quantité de déchets produits.</p>

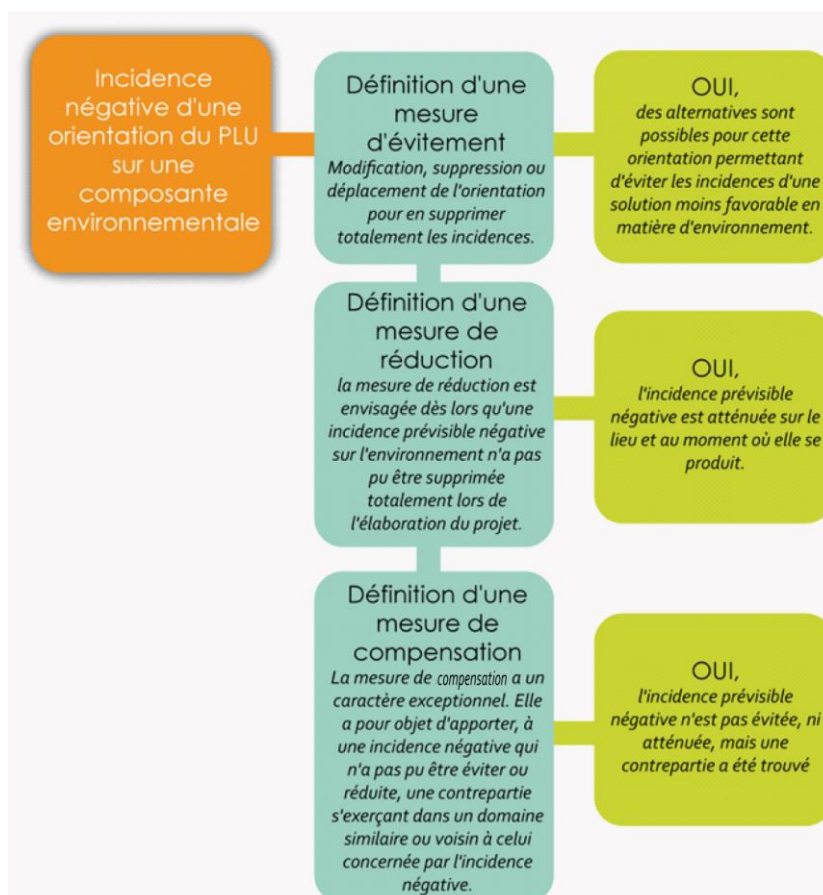
### 3. MESURES VISANT A EVITER, REDUIRE OU A COMPENSER LES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

La démarche dite « éviter – réduire – compenser » (ERC) les impacts sur l'environnement s'applique à l'ensemble des thématiques de l'environnement et de manière proportionnée aux enjeux. Elle s'inscrit dans une démarche progressive et itérative propre à l'évaluation environnementale.

La démarche est guidée par une recherche systématique de l'impact résiduel le plus faible possible, voire nul. Si des impacts ont été démontrés, il s'agit de mettre en œuvre les mesures permettant en premier lieu d'éviter au maximum d'impacter l'environnement, puis dans un second temps de réduire au maximum les impacts qui ne peuvent pas être évités. Finalement, s'il y a un impact résiduel significatif, alors le projet devra les compenser « en nature » en réalisant des actions compensatoires par rapport aux effets attendus.

- **Mesure d'évitement** : modification, suppression ou déplacement d'une orientation pour en supprimer totalement les incidences
- **Mesure de réduction** : adaptation de l'orientation pour en réduire ses impacts
- **Mesures compensatoires** : elles doivent être considérées comme le recours ultime quand il est impossible d'éviter ou réduire au minimum les incidences. Elles doivent rétablir un niveau de qualité équivalent à la situation antérieure.

En complément des mesures prescriptives, les documents d'urbanisme peuvent comporter des recommandations pour des questions ne relevant pas du code de l'urbanisme. Elles pourront être clairement distinguées des mesures à valeurs prescriptives.



## Tableau des principales mesures

Le projet de PLU tout au long de son processus a été réinterrogé au regard des enjeux environnementaux présents sur le territoire. Ainsi, des mesures d'évitement et de réduction ont été intégrées dans le processus d'élaboration du projet, elles sont listées dans le tableau ci-dessous :

Composantes environnementales	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Milieux naturels et biodiversité	<p>Définition d'un zonage spécifique (A et N) et d'une réglementation favorisant le maintien des milieux agricoles et des espaces naturels.</p> <p>Classement en zone agricole ou naturelle de la zone Natura 2000 et de la ZNIEFF.</p> <p>Mise en place protection au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme des zones humides et des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau du Rhône et du Vistre</p> <p>Identification d'espaces verts, de haies et d'arbres isolés à protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme en zone agricole mais aussi au sein de l'enveloppe urbaine afin de favoriser la nature en ville.</p> <p>Re-délimitation des Espaces Boisés Classés afin de correspondre aux zones les plus densément boisées de la commune.</p> <p>Instauration d'une palette végétale pour encourager les essences locales non invasives.</p> <p>Abandon des zones d'extension de l'urbanisation qui ne sont plus nécessaires au projet de développement de la commune et incompatible avec les objectifs de réduction de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers.</p> <p>Intégration de l'ensemble des zones humides dans le zonage du PLU.</p> <p>Favoriser les parkings perméables.</p> <p>Interdiction de placer des clôtures non perméables à la faune dans les Espace de Bon Fonctionnement des cours d'eau.</p>	<p>Développement urbain concentré dans les zones urbaines construites et en continuité de celles-ci.</p> <p>Définition de règles d'implantation, d'emprise au sol, de hauteur (article 3) et de gestion des espaces libres et plantations (article 5) pour conforter la densification des secteurs urbains tout en préservant la biodiversité et les capacités d'infiltration des sols.</p> <p>Mise en place de dispositions réglementaires pour limiter les impacts de l'éclairage nocturne.</p> <p>Conservation des alignements d'arbres existants au sein des sites d'OAP.</p> <p>Ajout d'un rideau de végétation au sud de la zone afin de limiter les impacts éventuels sur l'outarde dans l'OAP 4.</p> <p>Réglementer la mise en place de clôtures dans les zones U (sauf Ua) pour favoriser la mise en place de clôtures perméables à la petite faune</p> <p>OAP 1 : Protection des phragmitaies conservées par des ganivelles et mettre des panneaux d'information sur les enjeux du secteur.</p> <p>OAP 2 et 4 : En cas d'abattage des arbres, ce qui n'est pas recommandé, respecter un calendrier d'intervention pour les chiroptères : abattage en automne et laisser quelques jours les arbres au sol avant de les évacuer.</p> <p>OAP 2 et 4 : Mettre en œuvre les mesures de défavorabilisation pour le lézard ocellé en amont des travaux.</p> <p>Sur toutes les OAP, respecter un calendrier d'intervention en évitant de commencer les travaux pendant les principales périodes de sensibilités pour la faune sauvage (mars à août à éviter).</p>

Composantes environnementales	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
	Compensation	
	<p>Dans le cadre de l'aménagement de la base de loisir des lacs de Vergèze, une compensation de l'impact sur la roselière est envisagée en reconstituant un milieu similaire sur une autre partie du site (à définir en phase projet).</p> <p>OAP 2 et 4 : Mettre en place des gîtes en pierres sèches favorables à la présence du Lézard ocellé, sur des zones favorables au lézard ocellé, dans ou à proximité des secteurs qui seront urbanisés (à définir en phase projet).</p>	
Risques naturels et technologiques	<p>Adaptation du zonage au PPRI en vigueur sur le territoire.</p> <p>Evitement des secteurs soumis à des aléas forts incendie ou inondation pour tout projet de développement.</p> <p>Réalisation d'une étude permettant d'établir le zonage pluvial de la commune.</p> <p>Intégration de dispositions sur la gestion des eaux pluviales.</p> <p>Intégration d'emplacements réservés pour la réalisation d'ouvrages de gestion des eaux pluviales (bassins, noues...).</p>	<p>Intégration de dispositions réglementaires afin de garantir l'accès des secours dans le cadre de la lutte contre les incendies.</p> <p>Intégration de dispositions réglementaires garantissant des taux minimums de pleine terre (différentiés en fonction des zones).</p>
Ressources naturelles et énergie	<p>Obligation de raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement pour toutes les constructions en zone urbaine et lorsqu'ils existent dans les autres zones.</p> <p>Pas de secteur d'urbanisation à court terme en dehors des secteurs desservis par les réseaux d'eau et d'assainissement.</p> <p>Intégration des SUP de protection du captage de Mus Pignan et du canal Philippe Lamour</p> <p>Mise en place d'un périmètre de protection reporté au zonage pour le captage d'eau potable « Candiac 2 » n'ayant pas encore fait l'objet d'une DUP.</p> <p>Préservation du massif boisé (classement en zone N et EBC), véritable « poumon vert » local.</p>	<p>Application des actions du Schéma Directeur d'Assainissement pour gérer les rejets et le traitement des eaux.</p> <p>Confortement des processus de densification, compacité du bâti (article 3) et possibilité d'intégration de panneaux solaires aux bâtiments.</p> <p>Poursuite du maillage de cheminements doux sur l'ensemble de la zone urbaine et à urbaniser.</p>



Composantes environnementales	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Milieux physiques	<p>Protection des terres agricoles et naturelles, inscrites en zone A et N.</p> <p>Protection des boisements et éléments végétaux remarquables (EBC, et éléments patrimoniaux).</p> <p>Protection des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (Rhône et Vistre) au titre de l'article L151-23.</p> <p>Réduction de la consommation d'espace avec le reclassement en zone agricole ou naturelle les secteurs urbains ou à urbaniser qui ne sont plus nécessaires au projet de développement de la ville.</p>	<p>Différenciation des zones urbaines en cohérence avec la densité et le degré d'imperméabilisation des sols existants.</p> <p>Définition d'emprise au sol (article 3), de coefficient de pleine terre (article 5) et favorisation l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle.</p>
Paysage, patrimoine et cadre de vie	<p>Définition des possibilités de densification en cohérence avec les formes urbaines de chaque quartier.</p> <p>Identification des secteurs de maisons vigneronnes afin de préserver l'aspect des façades.</p> <p>Identification des terres agricoles et des espaces naturels à préserver en zones A et N pour la qualité des sites.</p> <p>Identification des éléments patrimoniaux à protéger au titre du Code de l'Urbanisme.</p> <p>Définition d'Espaces Boisés Classés et d'éléments paysagers à protéger au titre du Code de l'Urbanisme.</p>	<p>Développement urbain concentré dans les zones urbaines construites et en continuité de celles-ci.</p> <p>Définition des règles d'implantation (article 3) et de gestion des espaces libres (article 5).</p> <p>Définition de principes paysagers au sein des OAP.</p> <p>Définition de règles pour l'intégration des capteurs solaires.</p> <p>Interdiction des éoliennes en zone agglomérée quel que soit leur taille.</p> <p>Définition de règles sur l'aspect extérieur des constructions (article 4).</p>
Pollutions et nuisances	<p>Définition de marges de recul au sein des pièces réglementaires par rapport aux voies et emprises publiques, et plus particulièrement au niveau des grandes infrastructures de transports.</p>	<p>Développement urbain concentré dans les zones urbaines garantissant une collecte des déchets facilitée en limitant la dispersion de l'habitat sur le territoire.</p>

## 4. DISPOSITIF DE SUIVI – ANALYSES DES RESULTATS DE L’APPLICATION DU PLU

Les résultats de la mise en œuvre du PLU devront faire l’objet d’une analyse, dans un délai de 6 ans au plus tard après son approbation.

Pour cela, il est nécessaire de définir des indicateurs permettant d’apprécier les incidences du PLU. Le suivi de ces indicateurs permettra de proposer des adaptations au plan afin de remédier à des difficultés rencontrées ou encore de modifier le PLU en vue de faciliter la mise en œuvre des projets souhaités.

La mise en œuvre d’un dispositif de suivi est une étape clé dans la démarche évaluative du PLU. En effet, c’est ce suivi qui permettra de conduire le bilan du document d’urbanisme tout au long de sa durée tel que le prévoit le Code de l’Urbanisme.

Les indicateurs présentés constituent une trame pour la mise en œuvre d’un tableau de bord. Ils pourront être développés et affinés en fonction des besoins.

Thématiques	ID	NOM	Sources des données	Unité de mesure	Valeur de référence	Périodicité de suivi
Artificialisation des sols	1	Evolution de l’artificialisation des sols et de la consommation d’espaces agricoles et naturels : superficie effectivement artificialisée au détriment de terrains agricoles ou naturels	Occupation du sol	Hectares	22,57 ha sur la période 2013-2023	6 ans
	2	Evolution de la densification des espaces urbains : nombre de logements autorisés au sein des enveloppes urbaines existantes.	Permis de construire/Commune	Nombre de permis de construire concernant de nouvelles constructions pour du logement	15 logements	6 an
Démographie / Logements	3	Evolution de la population	INSEE	Nombre d’habitants	5 465 habitants en 2020	6 ans
	4	Nombre de nouveaux logements autorisés	PictOstat / Sitadel	Nombre de permis de construire concernant la création de logements	15 logements	6 an
	5	Densité de logements par hectare sur les nouvelles opérations	Permis de construire	Hectares	-	6 an

## Tome I.4. Résumé non Technique

### Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

Activité agricole	6	Evolution de la surface agricole et des types de cultures	Registre parcellaire graphique	Hectares	358 ha de surface agricole dont 152 ha à vocation pastorale en 2019	6 ans
	7	Evolution du nombre d'exploitations	Chambre d'agriculture / commune	-	12 exploitation agricole en 2021	6 ans
Activité économique	8	Evolution du nombre d'entreprises et d'emplois	INSEE	-	112 entreprises en 2020	6 ans
	9	Evolution du nombre d'activités commerciales et de services dans le centre-ville (zone UA)	Commune	-	59 locaux recensés en 2021	6 ans
Milieus naturels et biodiversité	10	Evolution de la surface artificialisée en réservoir de biodiversité	Commune	Hectares	26,9 ha de surface déjà artificialisée en 2023 au sein des réservoirs de biodiversité (cf. carte Trame Verte et Bleue)	6 ans
Risques naturels et technologiques	11	Nombre et qualité des autorisations d'urbanismes accordées dans les zones concernées par les risques (inondation, ruissellement, feu de forêt, risques technologiques)	Commune DDT	-	-	1 an
	12	Analyse des arrêtés de catastrophes naturelles sur les différents risques : récurrence, évolution de la vulnérabilité des biens et populations exposées		-	10 arrêté de catastrophes naturelles entre 1982 et 2022	6 ans
Ressources naturelles et énergie	13	Puissance installée de production d'énergie issue de ressources renouvelables	PictOstat (DREAL)/AREC Occitanie	Méga Watts-crêtes	0,599 MWc en 2021	1 an
	14	Suivi des évolutions des consommations et des prélèvements d'eau potable	Délégataire eau potable	Mètres cubes par an	554 979 m³ consommés autorisés en 2020	1 an
	15	Suivi des évolutions des logements autorisés en assainissement autonome	SPANC	-	1 réhabilitation autorisée en ANC en 2019	1 an
	16	Évolution du nombre d'assainissement autonome en conformité	SPANC	%	55 % en 2019	1 an

**Tome I.4. Résumé non Technique**  
 Plan Local d'Urbanisme de Vergèze

	17	Evolution de la couverture végétale en milieux urbain (adaptation au changement climatique)	Commune	Mètres carrés	Non connu (attente publication OCS-GE 2024)	1 an
Paysage, patrimoine et cadre de vie	18	Nombre d'éléments protégés au titre de l'article L151-19 ou L151-23 ayant fait l'objet d'une opération de requalification / valorisation	Commune	-	A déterminer après la première année de mise en œuvre du PLU	1 an
	19	Evolution du nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes de criculation	Commune	Nombre de véhicule par jour ouvré dans les 2 sens de circulation	Etude urbaine 2020 : 9 100 en entrée de ville ouest (rue du Rhony – RD139) 7 000 en entrée de ville sud-est (RD139) 7 300 au passage vers Codognan	6 ans
	20	Suivi de l'évolution de la qualité de l'air et des émissions de Gaz à Effet de Serre	Observatoire des territoires	-	73 455 eqCO2 en 2021	-